Gilles PLANTE

Ph.D., avocat et magistrat à la retraite.

(2004)

Michel Villey et la science du juste

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gilles PLANTE

Michel Villey et la science du juste.

Thèse de doctorat, Université Laval, Québec 2004. Notre-Dame-du-Mont-Carmel : Société scientifique parallèle, inc, 2007, 422 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 17 mai 2010 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gilleplante@cgocable.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 31 mai 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gilles Plante

Ph.D., avocat et magistrat à la retraite.

Michel Villey et la science du juste.

Thèse de doctorat, Université Laval, Québec 2004. Notre-Dame-du-Mont-Carmel : Société scientifique parallèle, inc, 2007, 422 pp.

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Chapitre I.](#) **Le sentiment d'un manque**

[Chapitre II.](#) **"M. Vedel n'est pas Gaius"**

Le "malaise" de Georges Vedel

Le "durable apport de Rome"

[Chapitre III.](#) **Une philosophie "intrinsèque"**

Une question de perspective

Délibération et choix préférentiel

Règle vraie et désir droit

Un "modèle d'étude de droit naturel"

Vers une science théorique du juste

[Chapitre IV.](#) **Un "fonds indéracinable"**

"Risque de confusion"

"Risque de contresens"

[Chapitre V.](#) **La nature du juste. Amorce d'une recherche**

Abstraction géométrique

Addition logique

- To dianemêtikon dikaion

- To diorthôtikon dikaion

Faisons le point

[Chapitre VI.](#) **La nature du juste. Recherche de principes**

La mesure des préférences

L'utile en mathématiques

Le jeu de stratégie — Définition

Le jeu de stratégie — Information parfaite

Le jeu de stratégie — Information imparfaite

Faisons le point

[Chapitre VII.](#) La nature du juste. Découverte de principes

Le partage du gâteau
Le jeu de négociation

- La bataille des sexes
- Le "plus simple" jeu de négociation
- Un jeu de négociation "moins simple"

Coopération et défection
Faisons le point

[Chapitre VIII.](#) La leçon de Scaevola

Le "premier essai" d'un "écolier"
"Une seconde logique"
De "riches possibilités"

[Chapitre IX.](#) Au "plan" théorétique

Sujet Cause Fait
Quasi-démonstration et démonstration
Subalternation à une relation numérique
Principe et démonstration
"Insuffisances" des "Analytiques" ?

[Chapitre X.](#) Conclusion

[Bibliographie](#)

Michel Villey et la science du juste (2007)

RÉSUMÉ

[Retour à la table des matières](#)

Michel Villey écrit que les institutions universitaires offrent aux étudiants un enseignement du «droit» qui «manque» de «quelque chose de fondamental» : une définition du «droit». Or, il est impossible de parvenir à la formulation d'une telle définition sans *une* «philosophie du droit». À cet égard, ajoute-t-il, il suffit de prendre acte que la «science du droit» est une découverte des jurisconsultes romains, dont les textes se trouvent au *Digeste* de Justinien et dans les *Institutes* de Gaius.

Une étude de ces textes fondateurs révèle que les jurisconsultes disposaient d'une «sorte de science objective», et que leur «effort de connaissance, essentiellement spéculative» nous «apporte d'excellentes définitions des fins et des sources du droit ; éclaire sa méthode, son langage ; qui peut et doit être *enseignée*», soutient Michel Villey. Il entreprend donc de nous enseigner «ce qu'a de propre la méthode de la science juridique». Pour lui, «la jurisprudence est une œuvre théorique» ; elle «n'est pas scientifique», mais «dialectique».

Dans cette perspective, Michel Villey écrit : «Aristote creuse minutieusement l'analyse du *Dikaion*. Il en énumère divers attributs. [D'abord] le droit est *relation*. (...) [Ensuite] le *Dikaion* est une *proportion*, (...), un “*analogon*”. On peut dire aussi [qu'il est] un égal (*ison*)» ; enfin, «un juste milieu (*meson*)». À propos du *dikaion*, il ajoute qu'il «ne désigne pas la profession ou l'activité des juristes, [mais qu'il] apparaît comme une *chose* pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche, étudie, autour de laquelle semble graviter le métier du juriste». Et il constate «que nous avons apparemment beaucoup de mal à définir» cette «chose» de nos jours. Pourtant, il prétend qu'il n'existe «pas de *science* du juste,

soit au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) — non plus que de science positive expérimentale».

Comment Aristote parvient-il à «[creuser] minutieusement l'analyse du *Dikaion*», cette «chose pourvue d'une existence propre» dont il donne une définition, sans faire intervenir une «science [théorique] du juste», lui qui écrit :

Quant aux tentatives de certains philosophes, qui, dans leurs discussions sur la vérité, ont prétendu déterminer à quelles conditions on doit accepter des propositions comme vraies, elles ne sont dues qu'à leur grossière ignorance des *Analytiques* : il faut, en effet, connaître les *Analytiques* avant d'aborder aucune science, et ne pas attendre qu'on vous l'enseigne pour se poser de pareilles questions.

C'est ce problème que nous examinons dans notre mémoire. Et nous défendons la thèse que, chez Aristote, nous trouvons une science théorique du juste, distincte d'une science pratique du droit. Pour la découvrir, il est requis de «connaître les *Analytiques*» parce que seule l'*analutikê epistêmê* permet d'établir que les trois syllogismes suivants sont démonstratifs :

Omnis proportio suum cuique tribuit.

Omne jus est proportio.

Omne jus suum cuique tribuit.

B (honeste vivere, alterum non lædere), A (suum cuique tribuere)

G (Urbs), B (honeste vivere, alterum non lædere)

G (Urbs), A (suum cuique tribuere)

A (jus civile), B (suum cuique tribuere)

G (Urbs), A (jus civile)

G (Urbs), B (suum cuique tribuere)

Michel Villey et la science du juste (2007)

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

En 1961, au terme d'un cours dit "classique" initiant aux humanités gréco-latines, j'entrai à la faculté de droit de l'*Université Laval*. L'enseignement reçu me fit éprouver le «sentiment d'un manque» dont parle Michel Villey à propos de la formation offerte aux futurs avocats et notaires. Mais le dire n'est pas toujours bien accueilli, comme je devais l'apprendre.

Au trimestre d'hiver 1964, la faculté invita Michel Villey à offrir un enseignement de *philosophie du droit* aux étudiants de troisième année, dont j'étais. Lors de sa leçon inaugurale, Michel Villey posa la question suivante : «Si on vous demandait ce que vous êtes venu étudier ici, que répondriez-vous? Le droit ? Mais que signifie le mot "droit" ?» En l'écoutant, je me rendis compte que Michel Villey nous ouvrait à une authentique recherche de principes. Les vingt ans qui suivirent ma rencontre avec lui ne me laissèrent pas le loisir d'approfondir son enseignement.

En 1986, lorsque j'accédai à la magistrature, j'eus cette opportunité. Bien des aléas menacent celui qui s'adonne à la recherche authentique de principes. Ainsi, le 15 avril 1996, le ministre de la Justice, Me Paul Bégin, portait à la connaissance des membres du *Conseil de la magistrature* neuf (9) de mes jugements en leur demandant si j'étais atteint «d'une incapacité permanente qui [m'empêchait] de remplir de manière satisfaisante les devoirs de [ma] charge», aux termes de l'article 93.1 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. Miguel de Cervantes avait raison :

«Quiconque ne sait rien, fut-il seigneur et prince, doit être rangé dans le nombre du vulgaire».

En septembre 2004, l'Université Laval me décernait le grade de *Ph. D.* pour le fruit de mes recherches. Les pages qui suivent l'exposent. C'est ma meilleure réponse à Paul Bégin et autres «seigneurs et princes» de la magistrature, que j'ai quittée sans regret le 14 février 2005 : «Le savoir est de beaucoup la portion la plus considérable du bonheur» (Sophocle).

Saint-Étienne-des-Grès, le 24 juin 2007

Gilles Plante

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre I

Le sentiment d'un manque

[Retour à la table des matières](#)

Si «le besoin de philosophie n'existe pas chez tous», observe le professeur Michel Villey, «certains d'entre nous [les professeurs] ont le sentiment qu'il manque à notre enseignement [du droit] quelque chose de fondamental», ajoute-t-il aussitôt dès le début du *Précis* qu'il publie chez Dalloz sous le titre de *Philosophie du droit* ¹ et qu'il divise en deux tomes :

1. *définition et fins du droit*
2. *les moyens du droit*

Admettons qu'il existe bien chez «certains» professeurs un tel «sentiment». Mais qu'en est-il de ce «quelque chose de fondamental» qui, s'il «manque», empêche les professeurs pour qui «le besoin de philosophie n'existe pas» de parvenir à une vraie intelligence du «droit» qu'ils enseignent à leurs élèves ? En quoi l'intelligence de la «définition et [des] fins du droit», d'une part, et l'intelligence des «moyens du droit», d'autre part, comblent-ils ce «manque» ? Avant la formulation de la réponse qu'il propose à ces deux questions, Michel Villey énonce une mise en garde : «La philosophie du droit aura besoin tout d'abord d'être justifiée,

¹ Michel Villey, *Philosophie du droit*, 1. définition et fins du droit, Paris, 1982, Précis Dalloz, Dalloz, troisième édition ; 2. les moyens du droit, Paris, 1984, Précis Dalloz, Dalloz, deuxième édition ; Précis I, p. 5.

et si possible définie dans son objet et sa méthode»² Sauf que, aussitôt, l’auteur éprouve «le sentiment [encore une fois] que c’est une *gageure* d’écrire un Précis de philosophie» puisqu’on «demande aux Précis d’exposer (...) le “point des connaissances présentes”»³.

C’est qu’il «existe très peu d’accord sur *ce qu’est la philosophie*. La philosophie paraît être mal définissable. [Alors qu’]il n’en va pas de même des *sciences*». Selon Michel Villey, «de chaque science on sait à peu près (de la physique, — de la chimie — ou de la science juridique elle-même) quel est son objet spécifique. Parce que les sciences ont au-dessus d’elles une discipline que nous nommions “architectonique” (c’est précisément la philosophie — ou “la philosophie des sciences”) qui s’emploie à les définir, à régler entre elles les fréquents conflits de compétence. [Mais] la philosophie pour sa part n’a rien au-dessus d’elle, c’est elle qui s’autodéfinit ; il en résulte que chaque philosophe peut s’estimer libre d’apporter, selon son point de vue personnel, une nouvelle idée de la philosophie». ⁴ Bref, «il semble que chaque grand philosophe — Descartes, Kant, Marx, Heidegger, Gabriel Marcel — secrète sa propre conception de la philosophie». ⁵

Remarquons la situation que Michel Villey fait ici à «la science juridique elle-même». Il la range parmi les «sciences» que «la philosophie (...) s’emploie à (...) définir». Mais quelle est «[l’]idée de la philosophie» qui doit être retenue pour y parvenir, puisqu’on «n’aurait pas de mal à [en] citer cent définitions des plus disparates». ⁶

À cet égard, Michel Villey s’arrête «au genre philosophique [qui] est une invention des Grecs», malgré «qu’on n’oubliera pas (...) que des changements sont intervenus dans notre régime intellectuel et que le champ de la philosophie ne coïncide plus à ce qu’il était au temps d’Aristote». ⁷ Cette opposition le conduit à faire une distinction entre le «champ originel de la philosophie» qui, «dans l’usage de l’Antiquité, (...) apparaît comme (...) une sorte de *science universelle*», d’une part, et le «champ de la philosophie dans le monde moderne» où, «sous

² Michel Villey, Précis I, p. 4.

³ Michel Villey, op.cit., p. 33.

⁴ Michel Villey, ibidem, p. 17.

⁵ Michel Villey, ibidem, p. 17.

⁶ Michel Villey, ibidem, p. 17.

⁷ Michel Villey, ibidem, p. 18.

l'agression des sciences», «on peut voir la philosophie se rétrécir comme une peau de chagrin». ⁸

Sur «la philosophie comme science universelle», Michel Villey dit qu'il «est inimaginable, étant donné notre présente organisation des études», qu'une «discipline à elle seule prétendre embrasser tout le champ de la connaissance» ; et il est encore plus «inimaginable» que, en ce «champ universel», soient inclus «l'étude des valeurs, le bien, le bon, le beau ou le juste», et ce, sans que «cela ne l'empêch[e] (...) d'être une sorte de science objective». ⁹ Puis, il ajoute : «On devine comment ce type de science concernera le droit». ¹⁰ Remarquons la précision qu'apporte ici Michel Villey. Il range «la science juridique elle-même» parmi les «sciences» que la philosophie (...) s'emploie à (...) définir. La «philosophie» pertinente est «une sorte de science objective» qui inclut «l'étude des valeurs, (...) [notamment du] juste», «une sorte de science objective» dont le «type (...) concernera le droit». Et insistons bien : une «sorte de science objective» s'adonne à «l'étude (...) [du] juste», et c'est le «type» de cette «sorte de science objective» qui, «on [le] devine», «concernera le droit». — Nous nous intéresserons de très près à cette “divination”.

À cette «façon de voir des philosophes de l'Antiquité», Michel Villey oppose «l'esprit des sciences modernes» qui «font abstraction des qualités et valeurs», «dépouillent le monde de sa valeur, s'en tiennent à regarder les “faits”, ou les relations entre faits, et encore pas n'importe quel fait, seulement l'espèce de faits que retient chaque spécialité scientifique». ¹¹ Et il insiste : «Il est en effet de l'essence de la science de type moderne d'être spécialisée, cantonnée dans un domaine particulier, de n'envisager qu'un aspect des choses. La science doit même sa réussite à cette consciente restriction de son champ d'étude» ; même que «les sciences sont en train de tout recouvrir». ¹² Pourtant, ajoute-t-il, «les sciences de type moderne, quant même on les additionnerait et réussirait leur synthèse, ne sauraient suffire. (...) La Vérité n'est pas le but de nos prétendues “sciences”, à

⁸ Michel Villey, *ibidem*, pp. 19 et 23.

⁹ Michel Villey, *ibidem*, pp. 19-20.

¹⁰ Michel Villey, *ibidem*, p. 21.

¹¹ Michel Villey, *ibidem*, p. 20.

¹² Michel Villey, *ibidem*, p. 24.

moins qu'elles ne viennent à se transformer, à redevenir philosophie. (...) [Car] la vérité consisterait en la connaissance du *tout*». ¹³

«Comme [il est évident que] savoir tout est trop demander, poursuit Michel Villey, au moins viserons-nous à connaître la manière dont sont *agencés* les objets fragmentaires des sciences et à dénoncer leurs limites. [Et] nous rappelons [à cet égard] la nécessité, au-dessus des sciences, d'une tentative de connaissance de la *structure* générale du monde, de *l'organisation* du tout. C'est [même] ainsi que la philosophie s'oppose aux sciences *particulières*, y compris aux sciences du droit». ¹⁴ Et c'est ainsi que «chacun de nous peut retrouver en soi le besoin de philosophie. Tous nous sommes appelés à être philosophe». ¹⁵

Bref, il existe «une sorte de science objective» qui inclut «l'étude (...) [du] juste» et dont le «type (...) concernera le droit», une «philosophie [qui] s'emploie à définir» tant «la science juridique elle-même» que les autres «sciences particulières». Mais que faut-il entendre par cette «sorte» de «science objective» ?

Dans un «resserrement de la philosophie», Michel Villey prend d'abord acte de «la voie de l'idéalisme et du subjectivisme moderne, toute concentrée sur le *sujet* dont elle explore les relations avec les *objets* de la connaissance. Mais, à l'opposé de ce courant, [il prend aussi acte d'une autre voie] (...) toujours actuelle, renaissante, [celle d']une philosophie *réaliste* tournée vers l'être, dont (...) elle (...) poursuit une vue *d'ensemble*». ¹⁶ Or, dans un «monde [qui] préfère la *praxis*», le «negotium, l'action, la pratique», «la philosophie est peu cultivée» puisqu'elle présente «un caractère insolite» en exigeant «un effort de *connaissance*, essentiellement spéculative». ¹⁷ Aussi est-il «forcé que la science du droit soit très répandue», alors que «rare [est] la philosophie» prise comme «un effort de *connaissance*, essentiellement spéculative», un «effort» qui n'en est pas moins «nécessaire» à une vraie intelligence du «droit». ¹⁸

¹³ Michel Villey, *ibidem*, pp. 24-25.

¹⁴ Michel Villey, *ibidem*, pp. 25-26.

¹⁵ Michel Villey, *ibidem*, p. 25.

¹⁶ Michel Villey, *ibidem*, pp. 25-26.

¹⁷ Michel Villey, *ibidem*, p. 26.

¹⁸ Michel Villey, *ibidem*, pp. 26-27.

Michel Villey en vient ainsi à une opposition entre «la science du droit», d'une part, et une «une sorte de science objective» du «juste» qui est «un effort de *connaissance*, essentiellement spéculative» dont «on devine (...) [qu']elle concernera le droit», d'autre part. Comment ? C'est que «toute science — au moins de type moderne (— nous ne connaissons plus aujourd'hui que des sciences spécialisées —) est constituée à *partir* de certains axiomes, principes, notions fondamentales [qu']elle-même ne “thématise” pas, ce qui signifie [qu'elle] n'en fait pas son objet d'étude». ¹⁹ Bien que «conditionnée par eux» puisqu'elle «leur doit sa propre consistance, sa cohérence et sa rigueur», la science «les accepte comme des *données* dont l'examen critique relève d'une autre discipline». ²⁰

Cette «incomplétude de toute science», dit Michel Villey, «vaut [aussi] pour la science du droit. (...) Toute science du droit est *suspendue* à un système général de philosophie». ²¹ Par exemple, «toute une science juridique au XIX^e siècle s'est établie sur le principe de la souveraineté de la loi (...), [et] il est facile de reconnaître d'où procède ce postulat» : le «dogme du positivisme légaliste», qui est «constitutif d'une certaine science (...) du droit», «fut l'apport d'auteurs étrangers à la profession juridique», tels que : «Kant, Rousseau, Locke ou Hobbes». ²² À l'opposé, «si désormais la sociologie déferle dans le droit, si viennent se mêler au cours de droit constitutionnel un enseignement d'institutions politiques, au cours de code pénal des études de criminologie, de pénologie, d'anthropologie criminelle», «les premiers responsables» de ce retournement ne «furent [pas] les juristes», «mais d'abord Auguste Comte, Durkheim qui fut le maître de Duguit», celui qui «conçoit une refonte du système de droit», parmi d'autres «philosophes de tendance sociologiste» qui expriment ainsi un autre «dogme du positivisme». ²³

«À travers toute l'histoire du droit, il serait facile de puiser une multitude d'exemples de pareils emprunts, d'injection dans les sciences du droit de *principes* venus d'ailleurs», ²⁴ déclare Michel Villey. En somme, «il semble que nous manquions *d'une* philosophie juridique, parce que nous en avons une dizaine.

¹⁹ Michel Villey, *ibidem*, p. 12.

²⁰ Michel Villey, *ibidem*, p. 12.

²¹ Michel Villey, *ibidem*, pp. 12-13.

²² Michel Villey, *ibidem*, p. 13.

²³ Michel Villey, *ibidem*, pp. 13 et 177.

²⁴ Michel Villey, *ibidem*, p. 13.

[D'ailleurs], en matière de philosophie juridique, dans la doctrine contemporaine, finalement on ne *s'accorde* sur rien». ²⁵ Pourtant, «il existe *une* philosophie du droit, richement fondée, qui nous apporte d'excellentes définitions des fins et des sources du droit ; éclaire sa méthode, son langage ; qui peut et doit être *enseignée*». ²⁶ Car connaître cette «sorte de science objective», qui est «un effort de connaissance, essentiellement spéculative» donnerait des «programmes [obéissant] à un plan d'ensemble, (...) [en procurant à] leurs auteurs une [vraie] idée de ce qu'est le droit». ²⁷

Alors comment se fait-il «qu'il manque [encore] à notre enseignement [du droit] quelque chose de fondamental» puisqu'il «existe» bel et bien une telle «sorte de science objective» ? «À supposer qu'on souscrive à cette hypothèse», soutient Michel Villey, «nous n'en sommes pas plus avancés, ignorant [que nous sommes du] contenu de cette philosophie. Elle a disparu». ²⁸ C'est que «nos écoles [de droit] en ont conservé les formules, mais [les ont] peu à peu vidées de leur sens. [Ces formules] ne nous parviennent plus qu'à l'état de banalités insipides, et ne provoquent aujourd'hui guère que la répulsion», ²⁹ d'autant plus qu'elles sont rédigées en latin. Il est «difficile de réanimer [les] anciens textes, de leur restituer leur saveur, de les rendre à nouveau acceptables au goût de nos contemporains», bref de «réinventer» la «sorte de science objective» qui a rempli de «sens» les «formules» que nous évoquions plus haut. ³⁰

Dans son *Précis*, Michel Villey, qui consacra toute son éminente carrière à «réinventer» cette «sorte de science objective», la caractérise en quelques phrases, comme suit :

Une philosophie qui s'applique à discerner les structures générales du monde est en mesure d'apporter au droit ce complément indispensable : la discussion de ses fins et de ses fondations.

²⁵ Michel Villey, *ibidem*, pp. 40-41.

²⁶ Michel Villey, *ibidem*, p. 42.

²⁷ Michel Villey, *ibidem*, p. 7.

²⁸ Michel Villey, *ibidem*, p. 42.

²⁹ Michel Villey, *ibidem*, p. 43.

³⁰ Michel Villey, *ibidem*, p. 43.

Discipline «architectonique», elle joue le rôle de berger de la multitude des sciences ; apte à mettre chacune à sa place, à régler entre elles les conflits de frontières ; à distinguer entre leurs sources de connaissances respectives ; à leur assigner leurs limites.

Cet office, la philosophie le tient envers la science du droit, du même coup qu'envers les autres. Il lui appartient de déterminer le domaine du droit par rapport à la morale, la politique et l'économie; de définir le droit (*quid jus*), la fin de l'activité juridique. À elle encore de discerner les sources spécifiques du droit, et ce qu'a de propre la méthode de la science juridique, relativement à d'autres sources et d'autres méthodes. ³¹

Ce texte d'une grande richesse constitue en lui-même tout un programme de recherche. Michel Villey y emploie un vocabulaire qu'il élabore avec soin dans toute son œuvre. La «réinvention» qu'il entreprend d'une «sorte de science objective» consiste en une «réanimation» du «jus civile», dont les textes fondateurs se trouvent dans le *Digeste* de Justinien et les *Institutes* de Gaius, bref dans les «responsa» des jurisconsultes romains. Ces «responsa», soutient Michel Villey, sont inspirées par la «philosophie» du *dikaion* qu'Aristote expose dans l'*Éthique à Nicomaque*.

Or, malgré que nous ayons ces textes, cette «philosophie» aurait «disparu». Comment est-ce possible ?

Considérons, par exemple, le mot «droit», qui est dérivé du latin «directum», comme tout bon dictionnaire français nous l'enseigne. Or, comme tout bon dictionnaire latin nous l'apprend, «directum» traduit le grec «orthon» ; et tout bon dictionnaire grec nous rappelle que celui «qui dispense la justice» est «orthonomos», soit quelqu'un «qui a le sens droit, judicieux», qui est «orthonoos». ³² Pourtant, Aristote, qui écrit en langue grecque, utilise plutôt «dikaion», dont la parenté avec «orthon» est loin d'être évidente.

Les jurisconsultes romains, qui écrivent en latin, choisissent «jus» plutôt que «directum» pour traduire «dikaion». Dans l'expression «jus civile», il s'impose de prendre note du suffixe «ile», qui signifie un «posse» (pouvoir être). Ainsi, dans

³¹ Michel Villey, *ibidem*, p. 28.

³² Émile Pessonneaux, *Dictionnaire grec-français*, Paris, 1953, 28^e édition, Librairie classique Eugène Belin, *orthonomos* et *orthonoos* .

le mot français «facile», la racine «fac», qui provient du verbe latin «facere» (faire), est suivie du suffixe «ile», qui signifie strictement un «posse», une puissance à devenir fait. Sauf que, dans l'usage courant, «facile» évoque une aisance, à tel point que le génie de la langue française, selon une expression consacrée, s'avisa d'inventer le mot «faisable» en 1361, bien après l'expiration de la période dite de «la latinité (...), [qui va] de la Loi des douze tables aux auteurs du Digeste». ³³ Or, l'adjectif latin «facilis», dont «facile» est dérivé, «a le sens passif et le sens actif : 1° [sens passif] *faisable*, d'où "qui se laisse faire", facile à faire" ; 2° [sens actif] qui laisse faire, indulgent». ³⁴

C'est de cette manière que la «philosophie» dont parle Michel Villey a «disparu». Ainsi, dans «jus civile», le mot «civile» renvoie à «civis», qui signifie : «membre libre d'une cité, à laquelle il appartient par son origine ou par adoption ; citoyen [citoyenne] libre, concitoyen [-ne] ; (...) [il] s'oppose à *hostis* [étranger, ennemi de guerre]. (...) [*"Civilis"*] (cf. *hostilis*), (...) dans la langue du droit, s'oppose à *militaris* ; en philosophie, [il] traduit le [grec] *politikos*, e.g. Cicéron, De finibus, 4,5, *eum locum in philosophia, quem civilem recte appellaturi videremur, Græci politikon*». ³⁵ Dans nos écoles de droit, on enseigne le droit civil, et on nous présente l'expression «droit civil» comme une traduction de «jus civile». Aucun jurisconsulte romain ne comprendrait cette prétendue traduction. Le «jus», en tant que «civile», est celui qui est apte (*posse*) à engendrer la condition *partagée* de citoyen, la *civitas* ; bref, c'est une cause finale.

Nous pourrions allonger la liste. Ainsi, le mot français «chose» dérive du latin «causa», qui traduit le grec «aitia». Or, en français, le mot «causa» est aussi traduit par «cause». «[En latin] (...), *causa* "cause" est fréquemment accompagné de *res* (...) (cf. *reus*, autre terme technique de droit). (...) Le nominatif *res* a été fait sur l'accusatif *rem*, comme *dies* sur *diem* ; l'importance particulière de l'accusatif dans ce mot ressort de la conservation de cette forme dans fr. *rien*». ³⁶ Jusqu'au

³³ Félix Gaffiot, Dictionnaire illustré latin-français, Paris, 1934, Librairie Hachette, préface.

³⁴ A. Ernout et A. Meillet, Dictionnaire étymologique de la langue latine Histoire des mots, Paris, 1959, Librairie C. Klincksieck, facio. Les caractères en italique sont de nous.

³⁵ A. Ernout et A. Meillet, op. cit., *civis*.

³⁶ A. Ernout et A. Meillet, ibidem, *causa et res*.

XVI^e siècle, «rien», comme nom féminin, a maintenu le sens positif de «res» ; ensuite, il est devenu le mot aujourd'hui en usage pour exprimer «nulle chose», alors que les dictionnaires latin-français traduisent «res» par «chose». Comment ne pas y perdre son latin ?

Or le jurisconsulte Ulpien qualifie sa tâche comme suit : «*Rerum notitia*». ³⁷ Dans le latin des jurisconsultes, le mot «res» occupe une place importante. Songeons à l'adage : «*Res ipsa loquitur*». Depuis que le français a réduit *res* à rien, avec l'oblitération de la notion sous-jacente, dans nos écoles de droit, on le traduit ainsi : «La chose parle par elle-même». Quel bel exemple d'une de ces «formules» qui, réduites «à l'état de banalités insipides», ne dit strictement rien.

Terminons notre liste avec le mot français «positif», qu'on trouve dans l'expression «droit positif». Dans le *Nouveau Petit Robert*, Josette Rey-Debove et Alain Rey soumettent que «le lexique est la mesure de toute chose, et [que] le lexicographe doit faire le point chaque fois qu'un écart devient sensible entre le dictionnaire en tant que texte achevé et l'univers culturel présent». ³⁸ Ils disent que le mot «positif», dérivé du latin «positivus», entre dans le français en 1265, pour signifier : *certain, réel*. Suivent, ensuite, les nombreuses acceptions qui ont été engendrées par l'usage selon les époques, dont : «l. (1361) Didact. Qui a été établi par institution divine ou humaine (opposé à naturel). *Droit positif* : ensemble des règles de droit en vigueur dans un pays à un moment donné (opposé à *droit naturel*)». Jacqueline Pinoche écrit : «POSITIF XIII^e s. : bas-latin *positivus* “bien fondé”, dérivé de *positus* ; POSITIVISME, POSITIVISTE, POSITIVITÉ, XIX^e s.». ³⁹ En latin classique, Félix Gaffiot situe *positivus* ainsi : «l. conventionnel, accidentel». ⁴⁰ Michel Bréal et Anatole Bailly déclarent : «Le sens propre est “placer, poser” : c'est le sens qui se trouve dans le substantif situs “position,

³⁷ Michel Villey, *Précis II*, p. 147.

³⁸ Josette Rey-Debove et Alain Rey, *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, 1993, Dictionnaires Le Robert, p. IX et positif.

³⁹ Jacqueline Pinoche, *Dictionnaire étymologique du français*, Paris, 1992, Les usuels, Dictionnaires Le Robert, *ponder*.

⁴⁰ Félix Gaffiot, *Dictionnaire illustré latin-français*, *positivus*.

situation, repos” (...) — De l’idée de “placer” on a passé à celle de “laisser, permettre”». ⁴¹

«Positivus» est associé à «jus» par Thierry de Chartres dans son *Commentarius super Rhetoricam ad Herennium* : «Fit quoque constitutio illa ex institutione hominum et dicitur jus positivum vel lex». ⁴² Ni dans le *Digeste* ni dans les *Institutes*, on ne trouve «jus positivum» ; mais «lex» se rencontre. Dans ses *Institutes*, le jurisconsulte Gaius écrit : «Lex est quod populus jubet atque constituit». ⁴³ «Lex (...) jubet» (La loi commande). Gaius ne confondait pas la «jurisjussio» de la «lex» avec la «juridictio» de ses «responsa» ; ni Modeste : «Legis virtus hæc est imperare, vetare, permittere, punire». ⁴⁴

Or, il convient de prendre note que le verbe «regere», dont «droit» est dérivé, signifie : «avoir la direction ou le commandement de». ⁴⁵ La loi promulgue le droit ; le verbe latin «promulgare» signifie : *afficher, publier*. Le droit énonce une orientation ; la loi qui le promulgue commande de prendre cette orientation. En tant que «naturel», le droit est une cause efficiente, alors que le «jus civile» est la cause finale qui est apte (*posse*) à engendrer la condition *partagée* de citoyen, la *civitas*. Cette *civitas*, c’est la fin accomplie ; cette fin est accomplie par la *passio propria* de la cause finale, le *jus civile*. En tant que positif, le droit *promulgué* est *conventionnel* et *accidentel* au *dikaion*, tout en étant *bien fondé* par ce dernier.

Puisque nous sommes à explorer le verbe «regere», retenons pour notre propos que «*rectus* se dit aussi bien d’une ligne droite horizontale que d’une verticale». ⁴⁶ Or, un triangle rectangle est formé de telles lignes, et d’une hypoténuse

⁴¹ Michel Bréal et Anatole Bailly, Dictionnaire étymologique latin, Paris, Librairie Hachette, *sino*.

⁴² The Latin Rhetorical Commentaries by Thierry of Chartres, Toronto, 1988, edited by Karin Margareta Fredborg, Pontifical Institute of Medieval Studies, p. 275.

⁴³ Gaius, Institutes, Paris, 1950, texte établi et traduit par Julien Reinach, Société d’édition «Les belles lettres», Association Guillaume Budé, I, 1, 3.

⁴⁴ The Digest of Justinian, Pennsylvania, 1985, Latin Text edited by Theodor Mommsen with the aid of Paul Krueger, English Translation by Alan Watson, Vol. I, University of Pennsylvania Press, I, 3, 7.

⁴⁵ A. Ernout et A. Meillet, Dictionnaire étymologique de la langue latine Histoire des mots, *rego*.

⁴⁶ A. Ernout et A. Meillet, op. cit., *rego*.

(*upoteinousa*, de *upoteinein* ⁴⁷ : l'hypoténuse est la ligne qui sous-tend l'angle droit). La hauteur d'un tel triangle et les deux segments qu'elle détermine sur l'hypoténuse sont trois droites proportionnelles. Cette ligne qui partage ce qui sous-tend le droit (chez Aristote, «angle droit» se dit «droit» : *ê orthê [gônia]*), ⁴⁸ c'est le *dikaion*. Mais n'anticipons pas.

De telles «minuties grammaticales», qui «ne seront pas sans conséquences sur la nature de la science du droit», ⁴⁹ dit Michel Villey, servent à la «réinvention» de la «sorte de science objective» qui constitue le cœur de son programme de recherche. Pour «discerner les sources spécifiques du droit», il fait appel à «une philosophie de la nature» et au «droit naturel classique», qu'il oppose aux «lois positives». Lorsqu'il cherche «à définir [ce] droit», il disserte sur le *dikaion* : *jus est proportio*. Quand il s'interroge sur «la fin de l'activité juridique», il soumet que la formule suivante l'exprime : *jus est suum cuique tribuere*.

Pour «discerner (...) ce qu'a de propre la méthode de la science juridique», Michel Villey traite des «éléments d'une logique du droit». Pour lui, «la jurisprudence est une œuvre théorique», mais elle «n'est pas scientifique» ; elle est plutôt «dialectique» : «La Dialectique est recherche de la *connaissance vraie*». ⁵⁰ Au sujet des *Analytiques*, dont il dénonce les «insuffisances», il soutient que «Aristote ne [leur] reconnaissait qu'une maigre utilité pratique». ⁵¹

Il est ainsi conduit à soumettre cette thèse : «Pas de *science* du juste, soit au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) — non plus que de science positive expérimentale». ⁵² Observons ici l'emploi du mot «juste» plutôt que celui du mot «droit». Plus haut, notre attention avait été retenue par une utilisation du même mot, et ce, dans le contexte d'une “divination” dont nous avons dit qu'elle nous intéresserait de très près. Michel Villey affirmait alors l'existence d'une «sorte de science objective» qui inclut

⁴⁷ Jacqueline Pinoche, Dictionnaire étymologique du français, *tenir* ; Émile Personneaux, Dictionnaire grec-français, *upoteinô*.

⁴⁸ Émile Personneaux, Dictionnaire grec-français, *orthos*.

⁴⁹ Michel Villey, Précis I, p. 72.

⁵⁰ Michel Villey, Précis II, pp. 49, 61-67, passim.

⁵¹ Michel Villey, op. cit., p. 47.

⁵² Michel Villey, ibidem, p. 67.

«l'étude des valeurs, (...) [notamment du] juste», une science dont «on devine comment [son] type concernera le droit», disait-il.

Mais qu'arrive-t-il si «on [ne] *devine* [pas] comment» le «juste» concerne le «droit» ?

Avec les «minuties grammaticales» écrites plus haut au sujet de «dikaion», de «jus civile», de «lex» et de «directum», nous nous sommes d'emblée inscrit dans le programme de recherche que propose Michel Villey. Cependant, lorsque ce dernier prétend «discerner (...) ce qu'a de propre la méthode de la science juridique», et ce, en écartant les *Analytiques* pour leur «maigre utilité pratique», il nous semble qu'un approfondissement s'impose. Car, au sujet de la «recherche de la *connaissance vraie*», Aristote adresse des paroles assez sévères à «certains philosophes», en leur reprochant leur «ignorance des *Analytiques*» :

Quant aux tentatives de certains philosophes, qui, dans leurs discussions sur la vérité, ont prétendu déterminer à quelles conditions on doit accepter des propositions comme vraies, elles ne sont dues qu'à leur grossière ignorance des *Analytiques* : il faut, en effet, connaître les *Analytiques* avant d'aborder aucune science, et ne pas attendre qu'on vous l'enseigne pour se poser de pareilles questions. ⁵³

Quant aux «prémisses sur quoi (...) fonder» une «*science* du juste», prémisses que «nous n'avons pas», selon Michel Villey, Aristote entreprend précisément la rédaction de ses *Analytiques* en vue de «pouvoir [les] découvrir» : «Si, en effet, nous considérons la production des syllogismes et possédions le pouvoir de les découvrir, et si en outre nous étions à même de les réduire, une fois formés, aux figures précédemment décrites, l'objet que nous nous sommes proposé en commençant [cet ouvrage] serait mené à bonne fin». ⁵⁴

A-t-il mené son ouvrage «à bonne fin» ? Michel Villey, qui invoque la «maigre utilité pratique» des *Analytiques* en ce qui concerne la «science juridique elle-même» et le «droit», répond par la négative. Pourtant, Aristote écrit : «La métho-

⁵³ Aristote, *Métaphysique*, Paris, 1991, nouvelle édition entièrement refondue, avec commentaire, par J. Tricot, Librairie philosophique J. Vrin, 1005b 2-5.

⁵⁴ Aristote, *Premiers analytiques*, Paris, 1971, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, nouvelle édition, Librairie philosophique J. Vrin, 47a 2-5.

de est la même dans tous les cas, en philosophie, aussi bien qu'en n'importe quel art ou en n'importe quelle discipline». ⁵⁵ Qui a raison, du maître ou du disciple déclaré ? Surtout que, sur les «choses à éviter ou à rechercher» dans le domaine du «pratique», Aristote ajoute le texte suivant, et ce, dans ses *Premiers analytiques* :

Quand de deux termes opposés, A et B, A est préférable à B, et pareillement D à G, alors, si A et G, pris ensemble, sont préférables à B et D, pris ensemble, A est préférable à D. A, en effet, est à rechercher dans la même mesure où B est à éviter, puisqu'ils sont opposés. Et de même pour G par rapport à D, puisque, eux aussi, sont opposés. Si donc A est à préférer dans la même mesure que D, B est aussi à éviter dans la même mesure que G, car chacune des choses à éviter est à éviter dans la même mesure où chacune des choses à rechercher est à rechercher. Par suite, A et G, pris tous deux ensemble, seront, par rapport à B et D, pris ensemble, dans la même mesure à rechercher ou à éviter. Mais, puisque A et G sont préférables à B et D, A ne peut pas être désirable dans la même mesure que D, car alors B pris avec D serait désirable dans la même mesure que A pris avec G. Mais si D est préférable à A alors B doit être moins à éviter que G, car le moins est opposé au moins. Mais un plus grand bien et un moindre mal sont préférables à un moindre bien et à un plus grand mal : le groupe total BD est donc préférable au groupe AG. Mais en réalité cela n'est pas. A est donc préférable à D, et, par suite, G est moins à éviter que B. ⁵⁶

Nous allons soutenir la thèse qu'il existe bel et bien une science *théorique* du *juste* chez Aristote. Quant à «la production des syllogismes» pertinents, nous soutiendrons que nous «[possédons] le pouvoir de les découvrir» et que nous sommes «à même de les réduire, une fois formés, aux figures» appropriées à «l'objet que nous nous [proposons] en commençant [ce mémoire]», que nous espérons «[mener] à bonne fin». Ainsi, par exemple, le schéma de ce syllogisme en *Barbara* est une démonstration de la cause formelle du *juste*, ici sujet et cause matérielle, selon que «cette sorte de cause [intrinsèque] et son effet (...) existent simultanément, quand ils existent» ⁵⁷ :

⁵⁵ Aristote, op. cit., 46a 2-4.

⁵⁶ Aristote, ibidem, 68a 25-39.

⁵⁷ Aristote, *Seconds analytiques*, Paris, 1970, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, nouvelle édition, Librairie philosophique J. Vrin, 95a 22-25.

*Omnis proportio suum cuique tribuit.
Omne jus est proportio.
Omne jus suum cuique tribuit.*

Cependant, «quand il s'agit de faits (...) en train de se produire, (...) la cause est exactement la même que dans les êtres [achevés] (car c'est le moyen terme qui est cause), avec cette différence que, pour les êtres [achevés], la cause *est*, [comme dans le *Barbara* précédent,] tandis que, pour les faits présents elle devient». ⁵⁸ Dans cette perspective, le syllogisme précédent, exposant la science *théorique* du *juste* tel qu'il *est* selon ses causes intrinsèques, cohabite avec un syllogisme en *Barbara* qui est une démonstration de la cause finale, et un syllogisme en *Barba*^{ra} qui est une démonstration de la cause efficiente.

Lorsque, aux *Seconds analytiques*, Aristote traite de la problématique qui concerne la cause finale et la cause efficiente, il s'exprime comme suit :

Par exemple, *pourquoi se promène-t-on ? Afin de se bien porter (...) ?* (...) La cause finale est la santé (...). Mais entre demander pourquoi il faut se promener après dîner, et demander en vue de quelle fin il faut le faire, il n'y a aucune différence. Soit G signifiant *la promenade après dîner*, B *le fait pour les aliments de ne pas rester sur l'estomac*, et A *se bien porter*. Admettons alors que le fait de se promener après dîner possède la propriété d'empêcher les aliments de rester à l'orifice de l'estomac, et que ce soit là une chose bonne pour la santé : car il semble bien que B, *le fait pour les aliments de ne pas rester sur l'estomac*, appartient à G, *le fait de se promener*, et que A, *ce qui est sain*, appartient à B. Quelle est donc la cause par laquelle A, la cause finale, appartient à B ? C'est B, *le fait de ne pas rester sur l'estomac*. Mais B est une sorte de définition de A, puisque c'est par lui qu'on rendra compte de A. Mais pourquoi B est-il la cause de l'attribution de A à B ? Parce que c'est se bien porter que d'être dans un état tel que B. Il faut transposer les définitions, et de cette façon tout deviendra plus clair. Seulement, l'ordre du devenir est ici l'inverse de ce qu'il est dans les causes du mouvement : dans l'ordre des causes efficientes, le moyen terme doit se produire le premier, tandis que, dans l'ordre des causes finales, c'est le mineur G qui est le premier, et ce qui vient en dernier lieu c'est la cause finale. ⁵⁹

⁵⁸ Aristote, op. cit., 95a 10-12.

⁵⁹ Aristote, ibidem, 94b 9-25.

Jean Tricot commente la dernière phrase de ce texte à la note 1 (page 201), comme suit :

Dans l'ordre naturel, les événements (*geneseis*) se déroulent comme suit : G (promenade), B (digestion), A (santé). Le syllogisme par la cause efficiente (...) suit le même ordre : mineur G, moyen B, majeur A, le moyen se produisant avant le majeur (...). Mais le syllogisme par la cause finale (...) suit un ordre différent : mineur G, majeur B, moyen A, G se produisant toujours en premier lieu et la cause finale A en dernier lieu.

Dans les deux cas, le mineur, qui est le sujet, est posé en premier. Ainsi, le syllogisme par la cause efficiente se lit selon l'ordre : mineur G, moyen B, majeur A, comme suit :

Majeure : B (ne pas rester sur l'estomac), A (devenir bien portant)
Mineure : G (promenade), B (ne pas rester sur l'estomac)
Conclusion : G (promenade), A (devenir bien portant)

Mais, dans le syllogisme par la cause finale, selon l'ordre : mineur G, majeur B, moyen A, on a :

Majeure : A (pouvoir se bien porter), B (ne pas rester sur l'estomac)
Mineure : G (promenade), A (pouvoir se bien porter)
Conclusion : G (promenade), B (ne pas rester sur l'estomac)

Au sujet de cet «examen de la cause», à la note 1 (page 200), Jean Tricot soutient que :

Examen de la cause finale. Le raisonnement d'[Aristote], pour les [lignes] 8-23, est le suivant. La cause finale A appartient à B par la cause efficiente B, en vertu du syllogisme A-B, B-G, donc A-G. Mais la cause finale paraît bien être l'effet de la cause efficiente, ce qui signifie que B, la cause efficiente, définit d'une certaine façon (et non *aplôs*, car *bien digérer* n'est pas la définition proprement dite de la santé /.../) la cause finale A. Et puisque A est la cause finale de B, dans la même mesure où B est la cause efficiente de A, A est aussi une sorte de définition de B. D'où il suit que nous pouvons transposer A et B, et prouver par A que B appartient à G par le syllogisme B-A, A-G, donc B-G. — Ce raisonnement est une es-

quisse, assez obscure d'ailleurs, de la théorie plus élaborée de la *Métaphysique* sur l'identité des causes efficiente, finale et formelle.

Si cette «esquisse» est «assez obscure», c'est que le «raisonnement» d'Aristote est elliptique. Il est d'ailleurs difficile de traiter de la cause et de l'effet autrement que par métonymie. Si, comme l'écrit Jean Tricot, «la cause finale paraît bien être l'effet de la cause efficiente», la métonymie y est pour beaucoup. Car, en toute rigueur, elle ne l'est pas. D'abord, «c'est toujours quand sont ensemble l'actif et le passif que ce qui est en puissance passe à l'acte». ⁶⁰ Ensuite, «la relation de l'actif au passif est relation de la puissance active à la puissance passive, et des actes de ces puissances : par exemple, il y a relation de ce qui peut échauffer à ce qui peut être échauffé, ce qui est relation d'être en puissance ; il y a à son tour, relation de ce qui échauffe à ce qui est échauffé, (...) ce qui est relation d'être en acte». ⁶¹ Enfin, si «tout ce qui est mû est mû par quelque chose» ⁶² d'autre que lui-même, cet «autre» est extrinsèque à «ce qui est mû» : bref, les causes finale et efficiente sont extrinsèques l'une à l'autre.

Nous aurons l'occasion d'y revenir. Pour le moment, contentons-nous de donner une précision sur les syllogismes précédents. «Dans l'ordre des causes efficientes», le sujet «promenade», défini comme cause efficiente dans la mineure, n'est cause qu'en puissance. Lorsque cette cause, qui est moyen terme, entre en acte, ce qu'exprime la majeure, son *actio propria* est donnée par le majeur, qui est aussi le prédicat du sujet «promenade» dans la conclusion. C'est cette *actio propria* de la cause efficiente qui coïncide, dans le sujet «promenade», avec la *passio propria* de la cause finale en acte. Car, «dans l'ordre des causes finales», «il faut transposer les définitions» pour que «de cette façon tout [devienne] plus clair». La «transposition» intervient dans l'interversion du moyen et du majeur, et dans la transformation de «devenir bien portant» en «pouvoir se bien porter», «pouvoir se bien porter» qui s'achève en «se bien porter» : bref, en la jouissance de la santé. On obtient ainsi un sujet «promenade» défini comme cause finale dans la mineure, et ce, à titre de cause en puissance. Lorsque cette cause, qui est moyen terme,

⁶⁰ Aristote, *Physique*, Paris, 1961, texte établi et traduit par Henri Carteron, troisième édition revue et corrigée, Société d'édition «Les Belles-Lettres», Association Guillaume Budé, 255a 33.

⁶¹ Aristote, *Métaphysique*, 1021a 15-20.

⁶² Aristote, *Physique*, 256a 3.

entre en acte, ce qu'exprime la majeure, sa *passio propria* est donnée par le majeur. C'est cette *passio propria* de la cause finale qui coïncide, dans le sujet «promenade», avec l'*actio propria* de la cause efficiente.

Plus haut, nous avons dit que le droit «naturel» est une cause efficiente. Son *actio propria* est de donner une orientation. Par contre, nous avons aussi dit que le «jus civile» est une cause finale qui est apte (*posse*) à engendrer la condition *partagée* de citoyen, la *civitas*. Cette *civitas*, c'est la fin accomplie par la *passio propria* de la cause finale.

Traitant des «préceptes du droit» naturel «au sens classique», ⁶³ Michel Villey renvoie à un texte du *Digeste* écrit par Ulpien : «Juris præcepta sunt hæc : honeste vivere, alterum non lædere, suum cuique tribuere». ⁶⁴ Le verbe latin «præcipere», d'où vient «præceptum», signifie : *conseiller, commander*. «Honeste vivere» et «alterum non lædere» font partie des «formules» latines dont la bonne traduction est un défi. «Honeste vivere», c'est agir par commission ; «alterum non lædere», agir par omission. «Alterum» est ici au genre grammatical neutre, comme «honeste» ; et l'emploi du mode infinitif importe pour comprendre les verbes, comme nous le verrons dans le prochain chapitre. Michel Villey fait le commentaire suivant : «Le texte (...) qui énumère les préceptes du droit (...) comporte trois termes : *honeste vivere, alterum non lædere, suum cuique tribuere*. Mais, comme le montre Felix Senn, et pour qui connaît la technique romaine de la définition, seul le dernier élément de la définition, indiquant la différence spécifique, y est à retenir». ⁶⁵

«Pour qui connaît» les *Analytiques* d'Aristote, le texte d'Ulpien se lit en portant attention au génitif dans «*Juris præcepta*». Dans les langues à déclinaison, comme le grec et le latin, le génitif «exprime le plus souvent la dépendance ou l'appartenance», ⁶⁶ enseigne le *Petit Robert*. Qu'exprime-t-il dans «*juris præcepta*»? En français, nous avons un «de» dit «partitif», lorsque «le pseudo-complément [ici «du juste», qui répartit (*tribuit*)] (...) qui suit un nom [ici, «préceptes»] (...) est en réalité le noyau sémantique du syntagme, ce qui précède

⁶³ Michel Villey, *Précis I*, p. 92.

⁶⁴ *Digeste*, I 1, 10.

⁶⁵ Michel Villey, *Précis I*, p. 92.

⁶⁶ Josette Rey-Deboye et Alain Rey, *Le Nouveau Petit Robert, génitif*.

n'apportant qu'une information secondaire et jouant le rôle d'un déterminant» ; en ce cas, «la subordination grammaticale ne correspond pas à la subordination logique». ⁶⁷

Dans une symphonie, les cordes, les cuivres et les bois ont leur partition respective. Le latin classique connaît la «partitio» : la *répartition*. Bien sûr, toute répartition répartit, ce qui est une proposition immédiate et évidente par soi. Or, les préceptes «honeste vivere» et «alterum non lædere» expriment une répartition qui *suum cuique tribuit*, si elle est efficiente. Une telle cause efficiente ne peut répartir que ce qui peut être réparti, qui est cause finale. Et la fin accomplie, c'est la *civitas*, d'où l'éminence de la cause finale, ce qu'exprime le génitif «juris» pour les «præcepta» : «honeste vivere» et «alterum non lædere». Nous trouvons ainsi la «subordination logique» qui nous intéresse. Il ne nous manque que le sujet, le terme mineur, qui était «promenade» dans l'exemple précédent : comme nous le verrons, c'est l'*Urbs*, dont l'enceinte divise le «civis» de l'«hostis».

Le schéma du syllogisme en *Barbara* démontrant la cause efficiente, qui se lit selon l'ordre : mineur *G*, moyen *B*, majeur *A*, se présente ainsi :

Majeure : *B* (*honeste vivere, alterum non lædere*), *A* (*suum cuique tribuere*)

Mineure : *G* (*Urbs*), *B* (*honeste vivere, alterum non lædere*)

Conclusion : *G* (*Urbs*), *A* (*suum cuique tribuere*)

Pour le schéma du syllogisme en *Barbara* démontrant la cause finale, qui se lit selon l'ordre : mineur *G*, majeur *B*, moyen *A*, nous obtenons :

Majeure : *A* (*jus civile*), *B* (*suum cuique tribuere*)

Mineure : *G* (*Urbs*), *A* (*jus civile*)

Conclusion : *G* (*Urbs*), *B* (*suum cuique tribuere*)

⁶⁷ Maurice Grevisse, *Le bon usage, Grammaire française*, Paris, 1993, refondue par André Goose, treizième édition revue, Éditions Duculot, p. 526, n° 342 b.

La coïncidence de l'*actio propria* de la cause efficiente et de la *passio propria* de la cause finale dans le sujet *Urbs* ressort parfaitement bien des conclusions. La «transposition» du moyen et du majeur suit de la «transposition» des «définitions» pour que «tout [devienne] plus clair», selon la «subordination logique» exposée plus haut.

Comme nous venons de le voir, «la méthode est la même dans tous les cas, en philosophie, aussi bien qu'en n'importe quel art ou en n'importe quelle discipline». Le syllogisme qui expose la science du *juste* selon les causes matérielle et formelle est une démonstration *théorétique*. Sont aussi *théorétiques* le syllogisme qui démontre la cause finale et le syllogisme qui démontre la cause efficiente du *juste*. On considère alors les «choses à éviter ou à rechercher» selon ce qu'en dit Aristote aux *Premiers analytiques*.

Cependant, ces deux derniers syllogismes donnent ouverture à une science *pratique* du droit. C'est cette science pratique du droit qui guide le *conseil* par lequel le *juris-consulte* se définit. Le conseil, c'est une partie de la prudence, la partie analytique. C'est en ce sens que Michel Villey peut soutenir que la jurisprudence, l'activité du jurisconsulte, est une «œuvre théorique». Elle est aussi «scientifique», *mais selon le mode d'une science pratique*, celle qui porte sur les *moyens* d'engendrer la condition *partagée* de citoyen, la *civitas*, selon les «*juris præcepta*» que sont «*honeste vivere, alterum non lædere*», dont il est théorétiquement démontré qu'ils *suum cuique tribuunt* dans le syllogisme de la cause efficiente. C'est aussi sur ces moyens que porte la *délibération*, qui se termine par l'*imperium*, principale partie de la prudence.

Le schéma des trois syllogismes en *Barbara* présente les problèmes qu'une science *théorétique* du *juste* doit résoudre afin de voir s'ils sont démonstratifs.

Pour ce faire, nous suivrons le plan suivant :

Au chapitre II, nous verrons comment Georges Vedel pose les termes du débat entre le juspositivisme et le jusnaturalisme, et la réponse que lui oppose Michel Villey : «*M. Vedel n'est pas Gaius*».

Au chapitre III, nous situerons la thèse de Michel Villey au sujet de *l'art juridique* par rapport à une science pratique du droit et une science théorétique du juste : *Une philosophie "intrinsèque"*.

Au chapitre IV, nous nous pencherons sur la «définition» du «droit» que retient Michel Villey : *Un "fonds indéracinable"*.

Au chapitre V, nous exposerons les problèmes qui se posent à une science théorétique du juste, selon Aristote : *La nature du juste Amorce d'une recherche*.

Le chapitre VI montrera comment la science théorétique du juste découverte par Aristote trouve une nouvelle jeunesse grâce à la théorie des jeux de stratégie : *La nature du juste Recherche de principes*.

Au chapitre VII, nous découvrirons des principes pour la science théorétique du juste : *La nature du juste Découverte de principes*.

Au chapitre VIII, nous montrerons comment la science théorétique du juste rejoint la *quaestio juridicialis* par laquelle «dut commencer la science du droit», selon Michel Villey : *La leçon de Scævola*.

Au chapitre IX, nous soulignerons les «insuffisances» de la thèse que soutient Michel Villey au sujet d'une «chose pourvue d'une existence propre (...)» que nous avons apparemment beaucoup de mal à définir : *Au "plan" théorétique*.

Au chapitre X, nous concluons que l'*analutikê epistêmê* d'Aristote apporte un approfondissement indispensable au «[discernement] (...) [de] ce qu'a de propre la méthode de la science juridique», telle que la revendique Michel Villey : *Conclusion*.

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre II

“M. Vedel n’est pas Gaius”

[Retour à la table des matières](#)

« Faites le test suivant. Rassembler un cercle de juristes, demandez-leur : à quoi sert le droit ? », propose Michel Villey, en ajoutant : « Que nous [leur] positions [ainsi] une question oiseuse, ce n’est pas certain (...) ». ⁶⁸

Après le décès de Michel Villey, Stéphane Rials, son successeur à la tête du *Centre de philosophie du droit*, maintenant connu sous le nom de *Institut Michel Villey pour la culture juridique et la philosophie du droit* depuis le 1er janvier 1988, invita une brochette de personnalités à réagir à la question suivante : « Qu’est-ce que le droit ? » Parmi elles, Georges Vedel, « faute d’avoir pu rassembler les bribes de réponse qui font échapper au zéro », proposa « [d’]expliquer, sinon justifier [son] ignorance » dans une communication qu’il intitula *Indéfinissable mais présent*, ⁶⁹ en ces termes :

Voilà des semaines et même des mois que je "sèche" laborieusement sur la question, pourtant si apparemment innocente, que nous pose Stéphane Rials : "Qu'est-ce que le droit ?" Cet état, déjà peu glorieux, s'aggrave d'un sentiment de honte. J'ai entendu ma première leçon de droit voici plus de soixante ans ; j'ai donné mon premier cours en chaire voici plus de cinquante ; je n'ai pas cessé de faire métier de juriste tour à tour ou simultanément comme avocat, comme professeur, comme auteur, comme conseil et même comme juge. Et me voilà déconcerté tel un étu-

⁶⁸ Michel Villey, Précis I. p.6.

⁶⁹ Georges Vedel, *Indéfinissable mais présent*, *Droits*, 11 (1990) II, pp. 67-71.

diant de première année remettant copie blanche, faute d'avoir pu rassembler les bribes de réponse qui font échapper au zéro.

Le pire est que je ne puis justement rendre une feuille immaculée et que je dois expliquer, sinon justifier mon ignorance. L'étudiant est heureux, qui peut se retrancher derrière la surprise de la question posée ou, sans vergogne, avouer sa paresse. Le sujet sur lequel on m'interroge est bien au programme et j'ai honnêtement travaillé. Si bien que me voilà réduit à un examen de conscience, voire à une analyse conduite, contre toutes les lois du genre, par l'analysé lui-même. Essayons quand même. ⁷⁰

Qui oserait prendre au sérieux un tel aveu d'ignorance, fait par un professeur de droit à Poitiers, Toulouse et Paris, puis doyen de la Faculté de droit de Paris, auteur de nombreuses publications et, par ailleurs, conseiller juridique de la délégation française lors des négociations du Marché commun et de l'Euratom, membre du Conseil économique et social, président du Centre d'études des revenus et des coûts, membre du Conseil constitutionnel, président du Comité consultatif pour la révision de la Constitution et conseil auprès de nombreux gouvernements étrangers ? Celui qui tenterait d'en tirer parti contre cet attributaire de prestigieuses décorations, telles que *Commandeur des Palmes académiques*, *Grand-croix de la Légion d'honneur*, *Grand-croix de l'ordre national du Mérite* et *Grand officier du Ouissam Alaouite du Maroc*, sans oublier la *Croix de guerre*, serait mis en demeure de produire un titre de créance d'un poids au moins égal au crédit des autorités académiques qui ont accru ces décorations de ces autres distinctions : doctorat *honoris causa* de l'Université Pantios d'Athènes, de l'Université d'Athènes, de l'Université libre de Bruxelles, de l'Université de Lausanne et de l'Université de Costa Rica, Grand prix de l'Académie des sciences morales et politiques, Membre associé de l'Académie du Royaume du Maroc et de l'Académie d'Athènes et, comme couronnement, Membre de l'Académie française.

Ne sommes-nous pas devant un chleuasma (en grec kleuasma, du verbe *kleuaxein* qui signifie : *plaisanter*) ?

⁷⁰ Georges Vedel, op. cit., p. 67.

Le “malaise” de Georges Vedel

Le chleuasme est une figure de rhétorique qui « consiste, pour l’orateur, à se déprécier pour s’attirer la confiance et la sympathie de l’auditoire : *je suis peut-être un imbécile, mais...* ». ⁷¹ Lorsque Georges Vedel dit : « Je ne livre ici qu’une confession. D’agnostique ? peut-être ; de sceptique ? sûrement pas », n’est-ce pas pour mieux faire admettre sa conclusion : « Une définition du droit par un juriste, ce serait une espèce de profession de foi. (...) Car si je sais mal ce qu’est le droit dans une société, je crois savoir ce que serait une société sans droit » ⁷² ? « Ce que les Grecs appellent eironia, ironie, se trouve, chez quelques auteurs, traduit pas *dissimulation*, souligne Quintilien. [Mais] ce nom n’exprim[e] qu’imparfaitement, à mon avis, toutes les ressources de cette figure (...). (...) Certains procédés oratoires (...) se rapprochent beaucoup de l’ironie ; par exemple, lorsqu’on fait un aveu qui ne peut d’ailleurs porter aucun préjudice ». ⁷³

Optons, en l’espèce, pour un *aveu anodin*. Car, Georges Vedel raconte comment, « devant des auditoires », muni « de la panoplie des théories classiques, de la controverse entre jusnaturalistes et positivistes, des constructions institutionnalistes, sociologiques, historicistes, néo-kantiennes, marxistes, (...) allant d’Aristote à Kojève, [il présentait], sous forme d’échantillons, chacun de ces grands édifices, mais sans conclure », prenant « plaisir, peut-être trop (...), à [s’]associer à la critique que chacune des théories impliquait à l’encontre des autres », avec allégation de « préférences, mais aussi peu raisonnées que des penchants esthétiques », avant « [d’en venir] aux “choses sérieuses”, c’est-à-dire à l’histoire, aux textes et à la jurisprudence », aussitôt « passé ce premier et inévitable défilé » franchi « avec allégresse ». ⁷⁴

⁷¹ Olivier Reboul, Introduction à la rhétorique, Théorie et pratique, Paris, 1991, Presses universitaires de France, collection Premier cycle, p. 140.

⁷² Georges Vedel, Indéfinissable mais présent, Droits, II (1990) II, p. 71.

⁷³ Quintilien, Œuvres complètes de Quintilien, Paris, traduction de la collection Panckoucke par M.C.V. Ouizille, nouvelle édition revue avec le plus grand soin par M. Charpentier, Garnier Frères, tome troisième, livre IX, chapitre II, pp. 32 et 35.

⁷⁴ Georges Vedel, Indéfinissable mais présent, p. 67-68.

Il confesse encore que, « au lendemain de [son] baccalauréat, (...) [il se croyait] philosophe », à tel point que, « pendant [ses] deux premières années d'Université [il passa] plus de temps à la philosophie qu'au droit », en « [acceptant] sans ambition ni angoisse cette cohabitation pacifique entre [ses] deux objets d'étude », alors que, plus tard, il advint que « le droit (...) prit le pas sur (...) la philosophie ». ⁷⁵ Était-ce parce qu'il était « dépourvu de tout attrait pour les questions théoriques ? Même pas », dit-il, puisque, « par la suite, [il a] (...) assez aimé proposer des constructions d'ensemble et des prises de position générale » en matière de droit constitutionnel ou administratif et s'est « élevé contre les modes qui voulaient réduire nos Facultés au rang d'écoles pratiques, étant persuadé, comme l'a écrit Einstein, que “rien n'est plus pratique qu'une bonne théorie” ». ⁷⁶

Ce que Georges Vedel dit « [savoir] mal », c'est « ce qu'est le droit dans une société », et ce, parce que le droit est « indéfinissable », selon le second mot qu'il emploie dans le titre de sa communication. Mais que vient y faire le mot « présent » ? Dans une « société sans droit », le droit n'est pas présent. Lorsque la présence du « droit dans la société » comble cette absence, qu'est-ce qu'il y apporte de plus ? Georges Vedel répond : « Je crois savoir ce que serait une société sans droit ». Réussirait-il « le test suivant. Rassembler un cercle de juristes, demandez-leur : *à quoi sert le droit ?* » Connaître « à quoi sert le droit » permet-il de connaître « ce qu'est le droit » ? « Je crois qu'il est possible d'être juriste sans avoir une bonne définition du droit », ⁷⁷ ajoute Georges Vedel, avec toute l'autorité que lui confère l'exercice éminent du « métier de juriste tour à tour ou simultanément comme avocat, comme professeur, comme auteur, comme conseil et même comme juge ».

Soit ! Mais comment « comprendre *pourquoi*, au soir d'une vie de juriste, on peut ne pas disposer d'une bonne définition du droit » ⁷⁸ ? Georges Vedel expose le « nœud de la difficulté », comme suit :

(...) Le droit se déploie dans deux univers contradictoires, celui de la normativité et celui de la facticité ou, si l'on préfère, celui du *Sollen* et ce-

⁷⁵ Georges Vedel, op.cit., p. 68.

⁷⁶ Georges Vedel, ibidem, p. 68.

⁷⁷ Georges Vedel, ibidem, p. 70.

⁷⁸ Georges Vedel, ibidem, p. 68 ; les caractères en italiques sont de nous.

lui du *Sein*. Et je n'ai jamais réussi à rassembler ces deux univers, ces deux modes de pensée dans un ensemble cohérent justiciable d'une commune théorie de la connaissance. Si la promenade que je faisais avec mes étudiants devant les vitrines de la théorie ou de la philosophie du droit se terminait sans rien apporter, c'est que, à tort peut-être, je n'avais pas réussi à trouver la machine à unifier le droit. Bien sûr, aucun des grands maîtres qui avaient consacré leur recherche à ce problème ne l'avaient éludé mais ils ne l'avaient pas, selon moi, résolu. Et, malgré quelques tentatives qui n'avaient jamais été jusqu'à la publication, je ne pouvais faire personnellement ni mieux ni aussi bien. ⁷⁹

Il est difficile de ne pas apercevoir la « *promenade* (...) devant les vitrines de la théorie ou de la philosophie du droit », et de ne pas faire le rapprochement avec les syllogismes que proposent Aristote pour ses démonstrations de la cause efficiente et de la cause finale. Nous les avons dépeints au chapitre précédent. Mais comment prétendre à la découverte « [d']une bonne définition du droit » et du « juste », alors qu'un Immortel, dont la « *promenade* (...) se terminait sans rien apporter », soutient que même les « grands maîtres » n'ont pas « résolu » le « nœud de la difficulté » ?

Pour rendre compte des « deux univers contradictoires, celui de la normativité et celui de la facticité » dans lesquels « le droit se déploie », Georges Vedel soutient que deux « registres » de « logique » sont requis, et que « le juriste saute d'un pied sur l'autre » :

La plupart du temps, le juriste utilise une logique du type normatif qui confond nécessairement l'existence et la validité : une règle de droit n'existe comme telle que si elle est valide. Mais, à d'autres moments, et non les moindres, il passe à un autre registre : l'existence est prise au sens de la facticité et c'est elle qui fonde la validité. Si l'on permet cette irrévérance, le juriste saute d'un pied sur l'autre. ⁸⁰

La proposition : « Une règle de droit n'existe comme telle que si elle est valide » est négative. Par cette négation même, elle exclut, pour « une règle de droit », toute autre existence que celle d'être « valide » ; bref, elle est aussi exceptive. Mais elle est encore conditionnelle : « Si une règle de droit n'est pas valide,

⁷⁹ Georges Vedel, *ibidem*, p. 68.

⁸⁰ Georges Vedel, *ibidem*, p. 69.

elle n'existe pas comme telle », c'est-à-dire comme « règle de droit ». Pleinement développée, la formule de Georges Vedel se lit comme suit : « Si une règle de droit n'est pas valide, une règle de droit n'existe pas comme règle de droit ». Nous obtenons ainsi, dans la « logique du type normatif » que « le juriste utilise », l'identité « qui confond nécessairement l'existence et la validité » de « la règle de droit ». Cependant, il existe « un autre registre » selon lequel « l'existence [qui] est prise au sens de la facticité (...) fonde la validité ». Dans cet « autre registre », l'identité ne tient plus pendant un moment.

Ainsi que Georges Vedel le reconnaît explicitement, nous « [tenons là] sous le même regard des vérités apparemment ou réellement contradictoires » :

Alors, avec bien d'autres juristes, j'ai pris le droit comme il est, avec ses deux registres, ses deux modes de pensée, ses renversements de logique, attentif seulement à en faire un usage raisonnable. Après tout, dans les champs réputés pour leur rigueur, mathématiciens ou physiciens sont, m'a-t-on dit, quoique pour d'autres raisons, perplexes sur la définition de l'objet de leur savoir et bien obligés, s'il le faut, à tenir sous le même regard des vérités apparemment ou réellement contradictoires.⁸¹

Peut-on « en faire un usage raisonnable » ? Comme Georges Vedel le propose, « portons le problème à son point le plus haut. Faut-il croire au droit naturel sous l'une ou l'autre de ses nombreuses définitions ? N'est-ce pas là l'*alpha* et l'*omega* de la problématique juridique ? »⁸²

Que signifie le mot « juridique » dans « problématique juridique » ? Il est dérivé de deux mots latins : « jus » et « dicere ». En cela, il ressemble fort au mot « véridique »,⁸³ lui-même obtenu des étymons latins « verum » et « dicere ». La « problématique véridique » et la « problématique juridique » sont connexes. Pour dire le vrai, on profère une assertion affirmative ou négative. Un énoncé véridique (*veridicus*) dit le vrai, ce qui n'emporte pas que l'énoncé que profère un locuteur soit vrai parce que ce locuteur le dit. « La somme de deux nombres entiers est un nombre entier » est un énoncé qui signifie le vrai. Un énoncé véridique qui le pro-

⁸¹ Georges Vedel, *ibidem*, p. 70.

⁸² Georges Vedel, *ibidem*, p. 70.

⁸³ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, Paris, 1983, introduction, notes et index par J. Tricot, Librairie philosophique J. Vrin, 1127a 12- 1127b 31.

fère dit le vrai signifié par l'énoncé vrai ; l'énoncé proféré est véridique parce que l'énoncé signifie le vrai, et ce vrai demeure vrai même s'il n'est pas dit. Bref, l'énoncé véridique est postérieur à l'énoncé vrai, qui lui est antérieur.

L'homme vérace profère un énoncé véridique pour dire un énoncé vrai. Le contraire du *verax* (vérace) est le *mendax* (menteur). Celui qui profère un mensonge (*mendacium*) dit le faux, car le mensonge est le contraire du véridique. Le menteur dit le contraire du vrai, bien qu'il le connaisse par ailleurs, sans quoi il ne pourrait pas mentir. Celui qui profère un énoncé faux, mais en ignorant qu'il est faux, ne ment pas : il est dans l'erreur.

Or le mensonge soulève un problème qui tient du paradoxe. Euclide de Mégare, à ne pas confondre avec Euclide d'Alexandrie, le géomètre, fonda une école que fréquentèrent Platon et Eubulide, au IV^e siècle avant Jésus-Christ. Ce dernier est connu pour son fameux *paradoxe du menteur*. Eubulide fait dire à un personnage fictif, Épiménide le Crétois, la proposition suivante : « Comme Crétois, je mens ». L'énoncé est-il véridique ? Si Épiménide dit le vrai, il ment. S'il dit le faux (le contraire du vrai), il ment.

Qu'en est-il du chleuasme : « Comme juriste, je confesse ignorer ce qu'est le droit » ?

Commençons par « ces questions [qui] ne brillent pas par l'originalité », bien que « tout juriste les [ait] rencontrées », des questions dont « [l']intérêt est qu'elles interdisent (...) une définition univoque du droit », et que Georges Vedel énoncent comme suit :

Les problèmes étaient là pourtant devant mes yeux. Comment une violation de la Constitution peut-elle, selon son ampleur, sa constance ou sa réussite, soit laisser la règle de droit intacte, soit la modifier, soit la détruire par la révolution ? Comment une jurisprudence construite *contra legem* (ce qui est un cas assez fréquent dans l'histoire de notre droit administratif) exprime-t-elle irréfragablement le droit positif ? Comment, en dépit de l'unité de l'ordonnement juridique national, existe-t-il des vérités relatives, variables selon la branche du droit et l'ordre de juridiction qui sont en cause ? ⁸⁴

⁸⁴ Georges Vedel, *Indéfinissable mais présent*, p. 69.

Pour Georges Vedel, la « règle de droit [qui] n'existe comme telle que si elle est valide » vient d'abord de la loi positive, dont la « violation (...) peut (...), selon son ampleur, sa constance ou sa réussite, soit laisser la règle de droit intacte, soit la modifier, soit la détruire », et ce, « *contra legem* ». En ces derniers cas, c'est « la facticité (...) [qui] fonde la validité » de « la règle de droit ». Avons-nous là « l'*alpha* et l'*omega* de la problématique juridique » ?

Si préférer un énoncé véridique, c'est dire le vrai antérieur à ce dire, que promulgue une loi « juridique » ? Du « droit naturel » ? Encore « faut-il croire au droit naturel sous l'une ou l'autre de ses nombreuses définitions ? » Mais Georges Vedel ignore la question, comme suit :

Quitte à blasphémer je répondrai que la question n'a pas une grande importance. À une condition : c'est que l'on admette qu'un honnête homme ne doit ni respecter ni appliquer une loi inique. Mais cet honnête homme peut être jusnaturaliste ou positiviste, cela ne changera pas grand-chose. Cela ne changera rien quant à la difficulté de définir l'iniquité ; cela ne changera rien au devoir de lui résister. ⁸⁵

Remarquons l'introduction d'un « honnête homme » dans une problématique qui n'admettait jusqu'ici qu'une « règle de droit n'exist[ant] comme telle que si elle est valide », sauf lorsque « la facticité (...) [en] fonde la validité ». Cet « honnête homme » n'est pas sans rappeler les « *juris præcepta* » : « *honeste vivere, alterum non lædere* ». Mais notons surtout l'introduction de « [l']inique ». En latin, « inique » se dit : *inæquum* ; c'est le contraire de : *æquum*. — *Jus est ars boni et æquii*, ⁸⁶ rappelle Michel Villey. — Et Georges Vedel soutient que « [l']honnête homme ne doit ni respecter ni appliquer une loi inique ». Il est même de son « devoir de lui résister » une fois qu'elle est promulguée. Sur quel fondement ? Qu'il soit « jusnaturaliste ou positiviste, cela ne changera pas grand-chose ». Et cela « ne changera rien quant à la difficulté de définir l'iniquité ». Sauf que pour « résister » à une « loi inique », il convient de connaître ce qu'est une loi positive valide et en quoi elle peut être « inique ».

Si préférer un énoncé véridique, c'est dire le vrai qui est antérieur à ce dire, que promulgue une « loi inique » ? Dit-elle l'inique qui est antérieur à ce dire

⁸⁵ Georges Vedel, op. cit., p. 70.

⁸⁶ Michel Villey, Précis I, p. 94.

qu'est la promulgation ? « Une règle de droit n'existe comme telle que si elle est valide », qu'elle soit inique ou pas. Et la « logique du type normatif » que « le juriste utilise », comme l'enseigne Georges Vedel, « confond nécessairement l'existence et la validité » de « la règle de droit ». Il s'ensuit que ni le « droit » ni « l'inique », selon la « logique du type normatif » que « le juriste utilise », ne sont du ressort de ce dernier. C'est « la règle de droit [qui] existe comme telle », selon qu'« elle est valide », qui ressortit au juriste. Qu'elle soit, par ailleurs, inique ou pas ne fait aucune différence quant à lui. Même s'il sait qu'elle est « inique », c'est « la règle de droit », et ce, « [par confusion nécessaire de] l'existence et [de] la validité ».

Mais qu'arrive-t-il si le juriste, *en tant que juriste*, sait « [qu']une loi [est] inique », qu'il la « respecte » et qu'il « l'applique » ? Sa compétence de juriste ressortit à la « logique du type normatif » qu'il « utilise » alors qu'il « *confond* nécessairement l'existence et la validité ». Et qu'en est-il si le juriste, *en tant que juriste*, sait que, selon « [l']autre registre », ce qui est « *contra legem* » est « inique », qu'il le « respecte » et qu'il « l'applique » ? Sa compétence de juriste ressortit à « [l']autre registre ». Ainsi « l'*alpha* et l'*omega* de la problématique juridique » sont posés. Reste le problème pratique, pour « l'honnête homme », de « ni respecter ni appliquer une loi inique » que l'autorité publique a promuguée comme telle, alors que « la facticité (...) [qui] fonde la validité » de ce qui est « *contra legem* » ne serait pas « inique ». Bref, ni l'*æquum* ni l'*inæquum* ne sont du ressort d'un juriste, mais concerne un « honnête homme » qui, *par définition*, n'est pas un juriste.

Si « l'*alpha* et l'*omega* de la problématique juridique » se situe ainsi au-delà du jusnaturalisme et du juspositivisme, qu'en est-il du chleuasme : « Comme juriste, je confesse ignorer ce qu'est le droit » ? Autrement dit, comment le juriste peut-il connaître « la règle de droit » sans connaître le « droit » ? Georges Vedel, qui évite encore la question, répond comme suit :

La question n'a d'intérêt que sur un plan que j'oserais dire professionnel : le juge qui devrait appliquer la loi inique démissionne s'il est positiviste pur et dur ; il reste sur le siège et nullifie la loi s'il est jusnaturaliste. Le mode d'accomplissement du devoir n'est pas le même dans l'un ou l'autre cas. Mais le devoir n'est pas changé, ni le péril qui l'accompagne. Rien d'essentiel ne sépare « celui qui croyait » de celui qui « ne croyait

pas ». Bien plus, en pratique, avant d'en venir à ces extrémités, l'un et l'autre useraient probablement de toutes les ressources de la dialectique juridique pour faire dire à la règle inacceptable autre chose que ce que voulait son auteur... ⁸⁷

Plus haut, nous avons lu que George Vedel n'a « pas cessé de faire métier de juriste tour à tour ou simultanément comme avocat, comme professeur, comme auteur, comme conseil *et même comme juge* ». Le juge, c'est un juriste « professionnel ». Après avoir introduit « l'honnête homme » et « l'inique » dans la problématique, voici que Georges Vedel y introduit « [l']auteur » d'une « règle inacceptable » et ajoute la « dialectique juridique » du « juge ». Que dit cette « dialectique juridique » du « juge », qui est un juriste « professionnel » ? Elle « fait dire à la règle inacceptable autre chose que ce que voulait son auteur », pour la rendre acceptable. Sur quel fondement ? « Rien d'essentiel ne sépare “celui qui [croit]” de “celui qui ne [croit] pas” » au « droit naturel », dit Georges Vedel.

Alors, qu'en est-il du chleuasme : « Comme juriste, je confesse ignorer ce qu'est le droit » ?

Cette fois, Georges Vedel répond qu'il « éprouve un malaise », qu'il décrit comme suit :

À ce point de mon propos, j'éprouve un malaise. J'avais commencé en disant que je ne savais pas comment résoudre le problème de la définition du droit. Et maintenant je viens de suggérer qu'une telle définition ne serait pas très utile. Ne serait-ce pas, dans un autre domaine, reprendre l'anathème baudelairien : « ...s'éprenant d'un problème insoluble et stérile... » ? Tel n'est certes pas mon sentiment. Pour le faire comprendre j'appellerai à mon secours l'histoire des sciences. Les constructions théoriques, même si elles ne sont ni définitives ni parfaites, pourvu qu'elles soient de qualité, ont des retombées inattendues. (...)

Faut-il (...) appeler Popper à mon secours ? L'expérience, que j'ai cru vivre, des théories “falsifiables” est un encouragement — pour d'autres — à poursuivre l'entreprise critique, à proposer à leur place autre chose également sujet à “falsifiabilité” et donc à s'approcher, par une démarche asymptotique, d'un peu plus de vraisemblance sinon de vérité. ⁸⁸

⁸⁷ Georges Vedel, *Indéfinissable mais présent*, p. 70.

⁸⁸ Georges Vedel, *op. cit.*, p. 70.

Son « malaise », c'est celui d'Épiménide le Crétois : « Comme juriste, je confesse ignorer ce qu'est le droit » :

1. *si je dis le vrai, je mens* puisque, comme juriste, je confesse alors ignorer que, « avec bien d'autres juristes, j'ai pris le droit comme il est, avec ses deux registres, ses deux modes de pensée, ses renversements de logique, attentif seulement à en faire un usage raisonnable » ;
2. *si je dis le faux, je mens* par définition, alors que, comme juriste, « avec bien d'autres juristes, j'ai pris le droit comme il est, avec ses deux registres, ses deux modes de pensée, ses renversements de logique, attentif seulement à en faire un usage raisonnable ».

Ainsi naît, dans le « malaise », le *paradoxe de l'ignorant contrit*. Car l'*aveu* de Georges Vedel n'est peut-être pas si *anodin*. En effet, il commence par dire, « quitte à blasphémer », que « la question n'a pas une grande importance », et ce, sans « malaise » apparent. Puis, « l'anathème baudelairien [le tourmente] : "...s'éprenant d'un problème insoluble et stérile..." ? Tel n'est certes pas mon sentiment ».

Quel est ce « sentiment » ? Celui qu'il « manque à [son] enseignement quelque chose de fondamental », comme dit Michel Villey ? Explorons le « problème ».

« Comme juriste, je viens de suggérer qu'une telle définition ne serait pas très utile » :

1. si « je ne sais pas comment résoudre le problème de la définition du droit », *je dis n'importe quoi* puisque je ne connais ni la solution du « problème » ni ce qu'elle donnerait ;
2. si, « avec bien d'autres juristes, j'ai pris le droit comme il est, avec ses deux registres, ses deux modes de pensée, ses renversements de logique, attentif seulement à en faire un usage raisonnable », *je ne peux pas* « sug-

gérer qu'une telle définition [n'est] pas très utile » à mon propos, à moins de dire n'importe quoi ;

3. donc, la « question [de la « définition du droit] (...) a (...) une grande importance ».

Georges Vedel, « attentif à (...) faire un usage raisonnable » du « droit comme il est », se défend d'être « sceptique ». « Peut-être » est-il un « agnostique » qui « ne [croit] pas » au « droit naturel ». Soit ! Alors, pourquoi prétendre que le « droit » est « indéfinissable » ? La « définition du droit » à laquelle il souscrit « avec d'autres juristes » — et ne doutons pas qu'il soit un « honnête homme » — lui impose de « tenir sous le même regard des vérités apparemment ou réellement contradictoires ». En prétendant qu'il ne s'agit pas là d'une « définition du droit », il esquivé le débat sur le « nœud de la difficulté » qui consiste à « tenir sous le même regard des vérités apparemment ou réellement contradictoires ».

Reconnaissons, toutefois, qu'il laisse à « d'autres » que lui de « poursuivre l'entreprise critique », quitte à « proposer (...) autre chose [qu'une “telle définition”,] également [sujette] à “falsifiabilité” ». Car, « les constructions théoriques, même si elles ne sont ni définitives ni parfaites, pourvu qu'elles soient de qualité, ont des retombées inattendues ». Bien ! Sauf que la première des « qualités » requises est, sans nul doute, que cette « autre chose » ne place pas « sous le même regard des vérités apparemment ou réellement contradictoires ». À cet égard, Georges Vedel indique un chemin à suivre : « s'approcher, par une démarche asymptotique, d'un peu plus de vraisemblance sinon de vérité ». Il peut prendre pour acquis qu'une « définition » plaçant « sous le même regard des vérités (...) réellement contradictoires » n'a aucune « vraisemblance », si elles le sont « réellement ». La « vraisemblance » peut faire ses débuts avec « des vérités apparemment (...) contradictoires », à la condition qu'elles soient ensuite résolues.

En partant de là, pouvons-nous prétendre à la découverte « [d']une bonne définition du droit » et du « juste » ? Oui, répond Michel Villey, puisque « M. Vedel n'est pas Gaius » ⁸⁹

⁸⁹ Michel Villey, Précis I, p. 203.

Le “durable apport de Rome”

Nous avons peu de renseignements au sujet de Gaius, ainsi désigné par son seul *prænomen*, puisque nous ignorons le *nomen* de sa *gens* et le *cognomen* de sa *familia*. C’est sous ce prénom qu’on le mentionne comme auteur des treize ouvrages d’où sont tirées les 521 citations qu’on trouve au *Digeste* ; dans cette liste de ses œuvres, peut-être incomplète, on lit le titre : *Instituton*. Les *Institutes de Gaius* fournissent des indices à partir desquels on a conclu que cet auteur de culture grecque vivait dans l’Empire d’Orient, au temps des Antonins (117-180 A.D.). Il n’était pas un jurisconsulte jouissant du *jus respondendi*, mais un professeur et un auteur ; c’est l’Empereur Valentinien qui, en 426 A.D., a conféré aux enseignements de Gaius une *auctoritas* de même valeur que celle des jurisconsultes ayant le *jus respondendi*.

Ces *Institutes*, écrit Michel Villey, sont le « seul ouvrage conservé de la jurisprudence classique » qui, « par sa structure, et à en juger par son plan, [diffère] profondément d’un traité juridique moderne », puisqu’il « n’est pas le commentaire d’un Code (il n’existait aucun code dans la Rome classique) ni d’un ensemble de règles de droit », et où « le propos de Gaius est surtout d’offrir une description globale (...) de la Cité romaine telle qu’elle est, des relations juridiques qui y sont *incluses* ». ⁹⁰

Selon Michel Villey, l’authentique tâche du *juriste* est de découvrir les « relations juridiques qui (...) sont *incluses* [dans] la Cité (...) telle qu’elle est » et d’en « offrir une description ». C’est ce que Gaius fit pour l’*Urbs*. *Exunt ex Urbe* : le « droit [qui] se déploie dans deux univers contradictoires » ; « ses deux registres, ses deux modes de pensée, ses renversements de logique » ; et Épiménide le Crétois.

« Le plus durable apport de Rome est, vers l’époque cicéronienne, pour la première fois dans l’histoire, d’avoir fait du droit une science autonome, avec sa méthode, son langage, ses concepts et ses principes généraux ; qui, redécouverts en Europe, ont constitué l’une des bases de notre civilisation. Quant aux solutions

⁹⁰ Michel Villey, Précis II, p. 149.

de détail, liées aux contingences de l'histoire sociale, elles ne pouvaient durer », dit Michel Villey à ceux qui, comme lui, cherchent une « définition du droit » et une « méthodologie » ; car « sûrement il existe une méthode d'invention du droit (...). Mon affaire est seulement de [la] comprendre », ajoute-t-il.⁹¹ Sauf que « redécouvrir le langage juridique romain, et la méthode et la structure de la pensée romaine, (...) n'a jamais été sans mal », puisque « redécouvrir l'esprit de la jurisprudence classique n'est pas une petite affaire. Les ouvrages [originaux] des juristes romains ont presque entièrement disparu [à l'exception des *Institutes* de Gaius]. Nous n'y avons accès qu'à travers des intermédiaires, surtout le *Digeste* de Justinien, qui n'en conserve qu'une part minime. Reconstituer le droit classique est une entreprise difficile et hypothétique ». ⁹²

C'est à cette « entreprise difficile et hypothétique » que Michel Villey consacra l'ensemble de son enseignement et de son œuvre. Par exemple, en 1976, il livre un « exposé [qui] se donne pour fin de contribuer à la recherche de *ce qu'est le droit* » : *De l'indicatif dans le droit*.⁹³ Nous sommes alors quelque douze ans avant que Stéphane Rials ne pose sa question à Georges Vedel, parmi d'autres. « Il s'agit pour nous de vérifier si l'espèce de proposition que nous appelons juridique a pour intention *d'indiquer* une réalité ou de *prescrire* une conduite », ⁹⁴ écrit Michel Villey. Ce texte s'inscrit dans le « “dialogue à trois voix” engagé avec [Georges] Kalinowski et [Jean-Louis] Gardies au centre de Philosophie du droit », deux « amis logiciens, promoteurs de la “logique du droit” », c'est-à-dire de la logistique déontique. ⁹⁵

En situant son propos, Michel Villey écrit : « Nous nous intéressons aux *modes* des propositions juridiques. “Indicatif” et impératif juridique” tel est le titre de

⁹¹ Michel Villey, *Précis I*, pp. 5, 6, 8, 9, 89.

⁹² Michel Villey, *op. cit.*, p. 89.

⁹³ Michel Villey, *De l'indicatif dans le droit*, in *Critique de la pensée juridique moderne* (douze autres essais), Paris, 1975, Philosophie du droit, 16, Dalloz, pp. 51-84, p. 51.

⁹⁴ Michel Villey, *op. cit.*, p. 52.

⁹⁵ Michel Villey, *ibidem*, p. 51 ; la logistique, c'est la logique symbolique, dite aussi formelle, ou mathématique. Elle remonte aux stoïciens et, par Wilhem Gottfried Leibniz, aboutit à Gottlob Frege. Elle connaît, ensuite, un développement spectaculaire.

notre discussion ». ⁹⁶ Il pose ainsi le problème du « droit [qui, prétendument,] se déploie dans deux univers contradictoires », le « nœud de la difficulté » qui arrête Georges Vedel. « Nous choisissons le premier exemple dans le *Droit romain* bien qu'il ne soit pas en faveur. (...) Nous prenons un exemple simple, naguère familier à tous les étudiants en droit, mais éminemment significatif : celui de l'*intentio* de la formule de l'action en revendication : *Si paret rem de qua agitur Auli Agerii esse* ». ⁹⁷

Aulus Agerius est un personnage dont le prénom est Aulus. C'est celui qui dit à Numerius Negidius : « Allons ! (*agedum*) ». Il fait alors la pétition de juge au préteur : « Quando tu negas, te prætor, judicem sive arbitrium postulo uti des » (Puisque tu nies [toi : Numerius Negidius], je te prie, préteur, de désigner un juge ou un arbitre). ⁹⁸ Le défendeur, c'est Numerius Negidius : « Numerius » est le prénom du personnage qui nie (*negidius*) la prétention du demandeur. Cette prétention est exprimée comme suit : « Si paret rem de qua agitur Auli Agerii esse ».

Le mot « paret » vient du verbe « parere », ici mis à la forme impersonnelle, précédée de « si ». « Paret » signifie : *il est manifeste ; il est patent*. Construit avec « si » et l'infinitif : *s'il est manifeste ; s'il est patent ; s'il appert*. ⁹⁹ Littéralement : « S'il appert que la *res* au sujet de laquelle il est agi être [celle] de Aulus Agerius ». Michel Villey commente le texte comme suit : « Je dis que ce texte est d'un intérêt primordial, parce que l'*intentio* (terme emprunté à la rhétorique) a pour fonction de définir la question de droit ; et cette partie de la formule [c'est la conclusion] est si essentielle qu'elle peut à elle seule être toute la formule (...). L'*intentio* détermine le mode de la série subséquente des discours du droit. (...) Et remarquez que cette formule (...) peut [porter] sur des *choses* extrêmement diverses (...) ». ¹⁰⁰

On trouve aussi, dans Gaius, le subjonctif imparfait « pareret », par exemple : « Judex esto. Si quem hominem A. Agerius emit et is ei traditus est, anno possedisset, tum si eum hominem de quo agit ejus ex jure quiritium esse pareret ». ¹⁰¹

⁹⁶ Michel Villey, *ibidem*, p. 51.

⁹⁷ Michel Villey, *ibidem*, p. 53.

⁹⁸ Gaius, *Institutes*, IV, 17a.

⁹⁹ Félix Gaffiot, *Dictionnaire illustré latin-français*, *pareo*.

¹⁰⁰ Michel Villey, *De l'indicatif dans le droit*, p. 53-54.

¹⁰¹ Gaius, *Institutes*, IV, 36.

« En latin, dans le style indirect, toutes les propositions sont au subjonctif ou à l'infinitif. (...) Les propositions interrogatives à l'indicatif sont généralement mises à l'infinitif dans le style indirect si l'interrogation est simplement *oratoire*, au subjonctif si l'interrogation est *réelle*. » ¹⁰² Dans ce passage de Gaius, l'interrogation « réelle » est signifiée par le subjonctif « *pareret* », l'interrogation « oratoire », par l'infinitif « *esse* ».

Considérons cette autre formule : « *Judex esto. Si A. Agerius (id est ipse actor) Titii heres... fundus de quo agitur ex jure quiritium fuisset* ». ¹⁰³ La traduction de Julien Reinach se lit ainsi : « Qu'il y ait un juge. Supposons qu'Aulus Agerius (c'est-à-dire le demandeur lui-même) fût l'héritier de Titus... le fond litigieux aurait été sa propriété de droit quiritaire ». L'éminent conseiller d'État qui traduit ainsi le texte néglige le subjonctif de « *fuisset* », et ajoute la notion de « propriété ». Michel Villey exigerait : « le fond litigieux est-il [vraiment] sien, de droit quiritaire ».

« Le problème proposé au juge [ou au jurisconsulte qui le conseille] est de savoir si tel bien, telle charge, récompense ou peine, *est* à ce plaideur, relativement à son adversaire. Ainsi la question, aussi que les réponses [dont le *responsum* du jurisconsulte] qui lui feront suite, s'écrivent à l'*indicatif* : *Rem Auli Agerii esse — Res Auli Agerii est* ». ¹⁰⁴ Cet indicatif signifie que, « *ex Jure quiritium* — le juriste décrit la part qui revient à chacun (...). Il dit ce qui peut être aperçu du *juste* dans les rapports sociaux (...). Le discours juridique romain n'est pas déontique. Il n'y est point question de ce qu'on doit ou ne doit pas faire (déontologie) ». ¹⁰⁵ Mais « si vous êtes vous-mêmes romanistes, vous m'objecterez que j'ai choisi dans les textes juridiques romains, celui qui m'était favorable, et s'exprime à l'indicatif, poursuit Michel Villey. Dans le flot des écrits et discours qui peuplent la vie judiciaire, on trouve bien sûr également des impératifs ». ¹⁰⁶

« La formule romaine de l'action *in personam* (*si paret Numerium Negidium Aulo Agerio Sestertium Decem Millia dare oportere*) ne signifie pas que le juge

¹⁰² Henri Petitmangin, *Grammaire latine (complète)*, Paris, 1956, texte révisé par P.-N. Burtin et A. Pitou, 37e d'édition, p. 157, n° 336 et 338.

¹⁰³ Gaius, *Institutes*, IV, 34.

¹⁰⁴ Michel Villey, *De l'indicatif dans le droit*, p. 54.

¹⁰⁵ Michel Villey, *op. cit.*, pp. 54-55.

¹⁰⁶ Michel Villey, *ibidem*, p. 55.

ait à vérifier si Negidius (le défendeur) *doit verser* ces dix mille sesterces ». ¹⁰⁷
 Le problème concerne le verbe « oportere ». « Oportet, -iut, -ere : impersonnelle (...) marque à l'origine la convenance (...) ; Cicéron oppose *oportet* (...) à *necesse est* » ; [il] « a servi [ensuite] à exprimer l'idée de devoir ». ¹⁰⁸

« Quel est le sens de ce mot *oportet*, terme tout à fait essentiel dans le langage juridique romain ? G. Kalinowski suppose (...) qu'il faudrait le traduire par *devoir* : Numerius doit payer cette somme. Le malheur est qu'*oportere* ne peut revêtir ce sens. *Oportere* n'énonce pas un devoir-agir. La preuve en est maintenant formulée, où la traduction proposée se révélerait intenable », ¹⁰⁹ écrit Michel Villey.

Pour Gaius IV, 34, citée plus haut, la traduction de Julien Reinach se lit ainsi : « S'il appert qu'il *faill*e que Numerius Negidius *donne* 10,000 sesterces à Aulus Agerius ». Selon Michel Villey, cette « traduction se révélerait intenable ». Il préférerait : « S'il appert *convenir* que Numerius Negidius *délaisse* 10,000 sesterces à Aulus Agerius ». Car, « l'hypothèse de G. Kalinowski que le juge recevrait ici mission de chercher un devoir, personnellement, pour Negidius, d'accomplir une certaine conduite, ne peut pas être retenue, à cause de la signification romaine du mot *oportere*, aussi bien que du mot *dare* », ¹¹⁰ qui « s'oppose à "prendre, recevoir" ». ¹¹¹

Dans Gaius, IV, 37, nous lisons : « Judex esto. Si paret ope consiliove Dionis Hermæi filii furtum factum esse pateræ avræe, quam ob rem eum, si civis romanus esset, pro fure damnum decidere *oporteret* ». La traduction de Julien Reinach est juste : « S'il appert que c'est avec l'aide ou le conseil de Dion, fils de Hermès, qu'il a été volé une patère d'or, motif pour lequel, s'il était citoyen romain, il *conviendrait* de le condamner comme voleur ». Le jurisconsulte Paul écrit : « Verbum "oportere" non ad facultatem iudicis pertinet, qui potest vel pluris vel minoris condemnare, sed ad veritatem refertur ». ¹¹²

¹⁰⁷ Michel Villey, *ibidem*, p. 82 ; Gaius, *Institutes*, IV, 34.

¹⁰⁸ A. Ernout et A. Maillet, *Dictionnaire étymologique de la langue latine Histoire des mots*, oportet.

¹⁰⁹ Michel Villey, *De l'indicatif dans le droit*, pp. 82-83.

¹¹⁰ Michel Villey, *op. cit.*, p. 83.

¹¹¹ A. Ernout et A. Meillet, *Dictionnaire étymologique de la langue latine Histoire des mots*, do.

¹¹² *Digeste*, L, 16, 37.

C'est ainsi que Michel Villey aborde le problème « [des] deux registres [du droit], [de] ses deux modes de pensée, [de] ses renversements de logique » qu'évoque Georges Vedel. Il l'exprime comme suit : « Pour reprendre cet exemple cher à notre ami Kalinowski il peut arriver que le magistrat dise (...) : "Ouvre la porte" ». ¹¹³ Car, « l'impératif peut sortir de l'indicatif, non pas logiquement, par voie déductive mais par l'œuvre de la *prudence* : l'impératif est une plante qui pousse sur le sol nourricier d'un indicatif, et trouve en lui son fondement (...) ». ¹¹⁴

Ouvrons une grammaire française au sujet du mode des verbes. L'indicatif « futur peut être employé en concurrence avec l'impératif. (...) Le subjonctif permet l'expression de l'ordre aux personnes que l'impératif ne possède pas. (...) [L'impératif] emprunte ses formes soit à l'indicatif, soit au subjonctif. Il ne comporte que la 2^e personne du singulier, la 1^{re} et la 2^e du pluriel ; la 3^e personne est semblable à celle du subjonctif. (...) En proposition indépendante : (...) il permet d'exprimer un ordre ou une défense (...). En proposition juxtaposée : cette construction s'établit sur une corrélation ; à un impératif, qui est nécessairement premier, répond un indicatif futur ou présent, nécessairement second ». ¹¹⁵ Il n'en est pas de même pour le latin, langue dans laquelle les juriconsultes s'expriment. Par exemple, « le participe [futur] en -urus ne marque pas l'obligation, mais indique seulement qu'on est *sur le point de faire* (...) une chose ». ¹¹⁶

Considérons « [l']exemple cher à notre ami Kalinowski », à la 2^e personne et à 3^e personne du singulier en mode impératif : *Portam aperito. Portam aperiat*. Avant de pouvoir se soumettre à l'une ou l'autre de ces injonctions, il s'impose d'abord de connaître ce qu'est une porte, la fermeture et l'ouverture d'une porte. Ensuite, les divers moyens d'ouvrir une porte : ceux qui la conservent intégrale, ceux qui ne la conservent pas intégrale.

Écrivons les énoncés suivants :

¹¹³ Michel Villey, De l'indicatif dans le droit, p. 55.

¹¹⁴ Michel Villey, op. cit., p. 68.

¹¹⁵ Jean-Claude Chevalier, Claire Blanche-Benveniste, Michel Arrivé, Jean Peytard, Grammaire Larousse du français contemporain, Paris, 1964, Librairie Larousse, p. 352. n° 503 ; p. 366, n° 528 ; p. 368 n : 532 et 533.

¹¹⁶ Henri Petitmangin, Grammaire latine, p. 126, n° 233.

1. *Si portam apertandam paret.* — S'il est manifeste d'ouvrir la porte.
2. *Si ita portam aperire oportet.* — S'il convient d'ainsi ouvrir la porte.
3. *Si ita portam aperturam esse oportet.* — S'il convient d'être ainsi sur le point d'ouvrir la porte.
4. *Aperito portam.* — Ouvre la porte !
5. *Aperiat portam.* — Que la porte soit ouverte !

L'énoncé (1) est une question qui relève entièrement d'une science théorique. L'énoncé (2), une question de science pratique ; on considère divers moyens (*ainsi* la porte demeure intégrale, *ainsi* elle ne le demeure pas) d'accomplir une fin qui n'est pas sur le point d'être accomplie : « ouvrir la porte ». Avec l'énoncé (3), nous passons de la science pratique à la prudence, comme l'indique le participe futur « *aperturam* » ; avec la prudence, intervient une délibération qui touche les moyens d'entreprendre une action qui est sur le point d'être accomplie. Les énoncés (4) et (5) sont des impératifs qui engagent l'exécution de l'action, des ordres adressables à des personnes singulières de se conduire de telle manière. L'énoncé (4), à une personne déterminée ; l'énoncé (5), à un groupe de personnes déterminées, sans détermination d'une personne singulière.

Paraphrasons Michel Villey : les impératifs (4) et (5) sortent de l'indicatif (3), et l'indicatif (3) sort de l'indicatif (2), « pas logiquement, par voie déductive mais par l'œuvre de la *prudence* ». Nous voyons déjà comment Michel Villey considère pouvoir résoudre le problème « [des] deux registres [du droit], [de] ses deux modes de pensée, [de] ses renversements de logique » qu'évoque Georges Vedel, qui n'est pas Gaius.

Pour « situer le discours du droit », il convient « [d']éliminer les règles de conduite. (...) Que nous reste-t-il ? *Uniquement des propositions THÉORIQUES* (...). Avant la règle impérative de conduite [énoncés de types (4) et (5)], avant la *praxis* [énoncé de type (3)], il y a ce premier moment *cognitif* [l'énoncé de type (2)] (...) dont on a voulu faire l'économie, qu'on a voulu court-circuiter ; ce pre-

mier moment cognitif [l'énoncé de type (2)] qu'est le *droit*, la *juris-dictio*. Demande à être restauré l'effort de *connaissance du juste* ». ¹¹⁷

Nous, qui poursuivons la recherche de Michel Villey, lui concédons qu'un « moment cognitif » concerne l'énoncé de type (2). Mais, selon nous, il « reste » à « situer » encore « l'effort de connaissance du juste » en son « moment cognitif », celui qui est précisément le « premier ». Sauf qu'il ne s'agit pas d'un énoncé de type (2), mais d'un énoncé de type (1) et de son rapport à l'énoncé de type (2).

Cependant, « pour [en] finir « [avec] les gros arguments » de Georges Kalinowski, dont les « analyses », qui concernent « les *loi règles de conduite* », « sont excellentes, dans l'optique du positivisme », Michel Villey considère certaines « omissions » que le premier pourrait lui « reprocher » : « pour nous en tenir au Code civil », nous lisons des termes comme : « devoir », « doit », « être tenu », « être obligé », « obligation », « pouvoir », « peut », « créancier », « débiteur », etc. ¹¹⁸ Par exemple, au Code civil du Québec, nous lisons :

Art. 1457. Toute personne a le devoir de respecter les règles de conduite qui, suivant les circonstances, les usages ou la loi, s'imposent à elle, de manière à ne pas causer de préjudice à autrui.

Elle est, lorsqu'elle est douée de raison et qu'elle manque à ce devoir, responsable du préjudice qu'elle cause par cette faute à autrui et tenue de réparer ce préjudice, qu'il soit corporel, moral ou matériel.

Elle est aussi tenue, en certains cas, de réparer le préjudice causé à autrui par le fait ou la faute d'une autre personne ou par le fait des biens qu'elle a sous sa garde. ¹¹⁹

Et le ministre de la Justice commente ce texte comme suit :

Cet article pose, avec l'article 1458, les règles relatives aux conditions de la responsabilité civile. L'article 1457 consacre les principes de la res-

¹¹⁷ Michel Villey, De l'indicatif dans le droit, pp. 74, 75, 76 et 78.

¹¹⁸ Michel Villey, op. cit., pp. 61 et 75.

¹¹⁹ Commentaires du ministre de la justice, Tome I, Le code civil du Québec, Un mouvement de société, Québec, 1993, Les publications du Québec, pp. 886-887.

ponsabilité civile extracontractuelle, énoncés dans le droit antérieur à l'article 1053 et au premier alinéa de l'article 1054 C.C.B.C., reposant sur l'existence d'un préjudice et d'une faute et sur l'existence, entre ces deux éléments, d'un lien de causalité. Cependant, la formulation nouvelle est destinée à combler certaines imprécisions que comportaient les textes antérieurs.

L'article énonce d'abord, de façon expresse, le devoir général de respecter les règles de conduite qui, selon les cas, s'imposent à chacun en vertu des lois, usages ou circonstances, de manière à ne pas causer de préjudice à autrui. Ce devoir général, même s'il n'était pas exprimé au Code civil du Bas Canada, expliquait et justifiait l'obligation de réparer, énoncée à l'article 1053 C.C.B.C..

Dans le deuxième alinéa, est reprise l'exigence de la *capacité de discerner le bien du mal*, énoncée à l'article 1053 C.C.B.C.. Cependant, l'expression *doué de raison* a été préférée à l'expression *capable de discerner le bien du mal ou doué de discernement*, car la raison étant la *faculté de penser, en tant qu'elle permet à l'homme de bien juger et d'appliquer ce jugement à l'action* (Dictionnaire Robert), le concept recouvre celui de discernement. On n'y reprend pas, toutefois, les précisions antérieures, voulant que le préjudice causé à autrui puisse résulter du fait de la personne ou de son imprudence, négligence ou inhabileté, ces précisions découlant naturellement de la notion de faute. On y précise, par contre, la nature du préjudice qui donne ouverture à réparation, en distinguant, suivant une classification reconnue, le préjudice matériel, le préjudice corporel et le préjudice moral.

Ce qui est nouveau, ce n'est point tant la substance de l'article 1457 que le regroupement des articles 1457 et 1458 sous un même intitulé : il s'agit des dispositions générales relatives aux conditions de la responsabilité civile, qui énoncent en deux articles l'existence d'une seule notion de responsabilité civile, que celle-ci découle de l'inexécution de l'obligation légale de respecter des règles de conduite ou d'une obligation contractuelle, même si cette notion unique peut, à certains égards, donner lieu à deux régimes de responsabilité civile, l'un extracontractuel et l'autre contractuel. Ainsi est désormais codifié ce qui est reconnu très majoritairement par la doctrine et la jurisprudence.

Enfin, le troisième alinéa énonce le principe de la responsabilité du fait d'autrui ou du fait des choses, en certains cas, et annonce les paragraphes 2 et 3 de la première section des chapitres portant sur les conditions de la responsabilité civile.

L'article 1458, auquel le commentaire fait référence, se lit comme suit :

Art. 1458. Toute personne a le devoir d'honorer les engagements qu'elle a contractés.

Elle est, lorsqu'elle manque à ce devoir, responsable du préjudice, corporel, moral ou matériel, qu'elle cause à son cocontractant et tenue de réparer ce préjudice ; ni elle ni le cocontractant ne peuvent alors se soustraire à l'application des règles du régime contractuel de responsabilité pour opter en faveur de règles qui leur seraient plus profitables.

« Il ne manque sûrement pas de *lois* qui sont des règles de conduite, écrit Michel Villey. J'admettrai même que quelques-unes se soient infiltrées jusque dans certains codes (...). J'ai (...) quelque raison de penser (...) *qu'elles ne sont pas du droit* (...) ». ¹²⁰ Pourtant, selon le ministre, « l'article [1457] énonce (...), de façon expresse, le *devoir général de respecter les règles de conduite* qui (...) s'imposent à chacun en vertu des lois, usages ou circonstances, de manière à ne pas causer de préjudice à autrui », selon une « formulation nouvelle » des « principes de la responsabilité civile extracontractuelle, énoncés *dans le droit* antérieur à l'article 1053 et au premier alinéa de l'article 1054 C.C.B.C. ».

Le ministre serait-il dans l'erreur ? Le vocable « droit », le son vocal, s'associe à des notions diverses. Un commentateur sportif dit que le dépassement du pilote de la *Ferrari* par le pilote de la *MacLaren* dans le *droit* devant les estrades, fut déterminant pour l'issue de la course ; il emploie le son vocal « droit » à bon escient. Si Michel Villey réserve le vocable « droit » pour les énoncés de type (2), c'est pour attirer notre attention sur une notion : le « moment cognitif » du « droit », qu'est la « juris-dictio ». Aussi, un examen approfondi des articles 1457 et 1458, ainsi que du commentaire fait par le ministre, demande de mettre au clair certaines notions.

Par exemple, remarquons que les articles 1457 et 1458 ne sont pas à l'impératif. Les énoncés impératifs, nous pourrions les trouver dans le dispositif des jugements exécutoires : « Par ces motifs, que Numerius Negidius soit condamné à payer 10 000 sesterces à Aulus Agerius ». Par ailleurs, la première

¹²⁰ Michel Villey, De l'indicatif dans le droit, pp. 64-65.

phrase de l'article 1458 repose sur un énoncé de « droit », au sens où Michel Villey l'entend. Il roule sur l'*Édit du préteur*, qu'Ulpien commente longuement : « Ait prætor : "Pacta conventa, quæ neque dolo malo, neque adversus leges plebis scita senatus consulta decreta edicta principum, neque quo fraus cui eorum fiat facta erunt, servabo" ».¹²¹ Alan Watson en donne la traduction suivante : « The Prætor says : "I will enforce agreements in the form of a pact which have been made neither maliciously nor in contravention of a statute, plebiscite, decree of the senate or edict of the emperor, nor as a fraud of these" ».

Est-ce que « Pacta conventa (...) servabo » est bien rendu par : « I will enforce agreements in the form of a pact » ? Le préteur, qui est un magistrat, emploie ici l'indicatif futur : « Je maintiendrai les pactes convenus ». Et la question de « droit », au sens où Michel Villey l'entend, est : « Utrum pacta conventa servare oporteret ? » La réponse à cette question considère la notion de « pactum ».

Ce mot vient du verbe « pacisci », qui dérive de « pacare » et de « pangere » : le premier signifie *pacifier*, le second, *établir solidement*. Un pacte établit solidement une paix (*pax*). Les mots français « paiement » et « apaisement » ont un étymon commun : le latin « pax ». ¹²² Dans sa recherche, le jurisconsulte Ulpien écrit, entre autres choses : « Et generaliter, quotiens pactum a jure communi remotum est, servari hoc non oportet : nec legari, nec jusjurandum de hoc adactum ne quis agat servandum Marcellus libro secundo digestorum scribit : et si stipulatio sit interposita de his, pro quibus pacisci non licet, servanda non est, sed omnimodo rescindenda ». ¹²³ Alan Watson en donne la traduction suivante : « And generally whenever a pact has deviated from common law, it should not be enforced. And Marcellus [un autre jurisconsulte], in the second Book of his *Digest*, writes that neither a legacy nor an oath not to sue [where there is deviation from common law] is to be enforced. And if a stipulation is made about matters in respect of which a pact is unlawful, it is not to be enforced but in all cases to be void ». Que faut-il en penser ?

« Le langage juridique romain, dont dérive le nôtre, (...) quand les choses sont *incorporelles*, (...) explicite souvent le contenu [de la proposition du droit] à l'aide

¹²¹ The Digest of Justinian, II, 14, 7, 1-19, 7.

¹²² Jacqueline Pinoche, Dictionnaire étymologique du français, paix.

¹²³ The Digest of Justinian, II, 14, 7, 16-17.

de l'infinitif, du gérondif, quelquefois de l'adjectif verbal. C'est le cas pour les servitudes (*jura eundi — hauriendi*), l'usufruit (*utendi fruendi*), les obligations (*alicujus solvendæ rei*). Mais il faut prendre garde que l'infinitif — ou le gérondif qui en est la déclinaison — l'adjectif verbal (...) ont valeur de *substantifs* ; ils ne désignent pas un agir, mais bien une *chose* [une *res* : c'est notamment le cas, dans le chapitre précédent, pour « honeste vivere, alterum non lædere »], (...). De cela s'ensuit que le gérondif ainsi que l'adjectif verbal comme substitut du gérondif n'ont pas pour fonction de signifier une obligation d'*agir*. C'est ce qu'on m'enseignait en classe de sixième : *Cupidus vivendi Urbem, cupidus vivendæ Urbis*, [désireux de voir la ville] n'implique aucunement que je doive aller à Rome faire du tourisme — *Studium evertendæ rei publicæ* (Cicéron) [ardeur à détruire la République] : on serait surpris que, pour Cicéron, Catilina ait eu le *devoir*, ou la *permission* de renverser la République ». ¹²⁴

Le texte d'Ulpien en est rempli, avec des subjonctifs de surcroît. Michel Villey accepterait peut-être mieux la traduction suivante :

Et, généralement, toutes les fois qu'un pacte s'écarte du droit commun, il ne convient pas de le maintenir : ni de le léguer, ni si quelqu'un était amené à faire serment de le maintenir, écrit Marcellus au livre second de son *Digeste* ; et si une promesse fait obstacle à ce pour quoi on ne peut pas faire un pacte, elle n'est pas à maintenir, mais à rescinder tout à fait.

Michel Villey n'est-il qu'un amateur d'études anciennes qui se plaît à refaire les exercices formateurs qu'on lui proposa en classe de sixième ? Il s'intéresse plutôt au « moment cognitif » du « droit », à la « *jurisdictio* » : « Il est clair que l'usage dans le droit de l'indicatif, congénital à l'invention faite à Rome de l'art juridique, lié à une certaine conception de la *jurisdictio*, donc de la fonction du juriste, était solidaire d'une *ontologie*. C'est l'ontologie d'Aristote. Mais comme beaucoup d'autres philosophes qu'Aristote y ont adhéré, nous pouvons l'appeler *classique* ». ¹²⁵ C'est ce qu'il entend par « droit naturel classique ».

¹²⁴ Michel Villey, De l'indicatif dans le droit, pp. 81-82.

¹²⁵ Michel Villey, op. cit., p. 66.

En 1959, dans un article intitulé « Une définition du droit », ¹²⁶ il proposait déjà le même enseignement :

Ce qu'on entendait autrefois par droit naturel n'était pas un ensemble de « règles » ; c'était le juste (dikaion). Le juste, non les formules faillibles par quoi nous tentons de l'exprimer, le juste seul est naturel indépendant de la convention [positivum]. (...)

Nous voici bien loin de l'image communément vulgarisée du « droit naturel ». Corps de préceptes immuables, formant dualisme, superposé aux lois positives ? Tel est devenu le droit naturel pour ses adversaires, mais tel il n'était sûrement pas pour ses inventeurs. Les positivistes se rendent la critique facile, en s'attaquant à des formules qu'ils ont eux-mêmes fabriquées. XVIIIe siècle et positivisme juridique nous ont forgé une théorie fantastique du droit naturel, insoutenable, incompréhensible — parce que faite à l'image des codes modernes de droit positif, transformée en un corps de règles. Or toutes ces erreurs sont issues du contre-sens sur le mot droit (...).

Dans son *Précis Dalloz*, Michel Villey offre une synthèse de ses travaux. Une fois écrit le « premier tome [qui traite] de la fin du métier du droit (...) », il rédige le second, où il discute « des moyens ; des chemins à suivre pour trouver le juste partage, inventer la solution de droit », car, précise-t-il, « les textes [de loi] ne sont pas des sources. Les textes sont des *résultats*. Ils ont une genèse, sont le produit dérivé du travail d'invention du droit ». ¹²⁷ C'est dans le « second tome » qu'il « entreprend de découvrir la philosophie la plus apte à comprendre la méthode du droit » : « à la fin du tome précédent nous avons noté que la doctrine d'Aristote et du droit romain sur *l'objet* de l'art juridique n'est point inactuelle. Ainsi en sera-t-il peut-être de la *méthodologie* classique ». ¹²⁸

Michel Villey se propose ainsi de « restituer son bien au juriste » ¹²⁹ en lui permettant une réappropriation de cette « *méthodologie* classique », puisque « ce que nous appelons le droit est la création des romains. À Rome, vers la fin de la

¹²⁶ Michel Villey, Une définition du droit, in Archives de philosophie du droit, Droit et Histoire, Paris, 1959, publié avec le concours du C.N.R.S., Sirey, pp. 47-65.

¹²⁷ Michel Villey, Précis II, p. 7 et 10.

¹²⁸ Michel Villey, op. cit, p. 27.

¹²⁹ Michel Villey, ibidem, p. 28.

République, alors que l'élite s'est laissée conquérir par la culture grecque, furent construits les premiers traités du *Jus civile* ; jetées les bases d'une *science du droit* pour la première fois autonome et consciente de ses principes ». ¹³⁰

« Le plus remarquable dans la doctrine juridique romaine est qu'on y cherche une source au droit dans la réalité des *choses* [*res*]. (...) *Substantiellement*, nous rencontrons chez les jurisconsultes romains la même façon de concevoir les fondements du droit que chez Aristote. (...) Les jurisconsultes romains travaillent sur des *cas* d'espèce. (...) Le terme utilisé à Rome est celui de *causa* (...). La *Cause*, c'est la *chose* : la *res*, matière d'un procès. (...) Pourquoi ce regard sur la cause ? On trouve dans le Digeste une sentence célèbre, rendue à propos d'un procès d'accident de circulation ; la solution est contenue dans la *cause* elle-même (*jus in causa positum est*) (D.9.2.52.2) », ¹³¹ écrit Michel Villey.

La « sentence célèbre » à laquelle Michel Villey réfère se trouve dans un « responsum » du jurisconsulte Alfenus :

52 ALFENUS libro secundo digestorum. (...)

2 In cliuo Capitolino duo plostra onusta mulæ ducebant : prioris plostri muliones conuersum plostrum subleuabant, quo facile mulæ ducerent : inter superius plostrum cessim ire cœpit et cum muliones, qui inter duo plostra fuerunt, a medio exissent, posterius plostrum a priore percussum retro redierat et puerum cuiusdam obtriuera : dominus pueri consulebat, cum quo se agere oporteret. *respondi in causa ius esse positum* : nam si muliones, qui superius plostrum sustinuissent, sua sponte se subduxissent et ideo factum esset, ut mulæ plostrum retinere non possint atque onere ipso retraherentur, cum domino mularum nullam esse actionem, cum hominibus, qui conuersum plostrum sustinuissent, lege Aquilia agi posse : nam nihilo minus eum damnum dare, qui quod sustineret mitteret sua uoluntate, ut id aliquem feriret : ueluti si quis asellum cum agitasset non retinuisset, æque si quis ex manu telum aut aliud quid immississet, damnum iniunia daret. sed si mulæ, quia aliquid reformidassent at muliones timore permoti, ne opprimerentur, plostrum reliquissent, cum hominibus actionem nullam esse, cum domino mularum esse. quod si neque mulæ neque homines in causa essent, sed mulæ retinere onus nequissent aut cum coniterentur lapsæ concidissent et ideo plostrum cessim redisset atque hi quo conuersum fuisset onus sustinere nequissent, neque cum domino mularum neque cum hominibus esse actionem. illud quidem certe, quoquo modo res se haberet,

¹³⁰ Michel Villey, *ibidem*, p. 26.

¹³¹ Michel Villey, *ibidem*, pp. 147-148.

cum domino posteriorum mularum agi non posse, quoniam non sua sponte, sed percussæ retro redissent. ¹³²

Alan Watson propose la traduction anglaise suivante :

52 ALFENUS, Digest, book 2 : (...) 2. Some mules were pulling two loaded carts up the Capitoline. The front cart had tipped up, so the drivers were trying to lift the back to make it easier for the mules to pull it up the hill, but suddenly it started to roll backward. The muleteers, seeing that they would be caught between the two carts, leaped out of its path, and it rolled back and struck the rear cart, which careened down the hill and ran over someone's slaveboy. The owner of the boy asked me whom he should sue. I replied that it all depended on the facts of the case. If the drivers who were holding up the front cart had got out of its way of their own accord and that had been the reason why the mules could not take the weight of the cart and had been pulled back by it, in my opinion no action could be brought against the owner of the mules. The boy's owner should rather sue the men who had been holding up the cart ; for damage is no less wrongful when someone voluntarily lets go of something in such circumstances and it hits someone else. For example, if a man failed to restrain an ass that he was driving, he would be liable for any damage that he caused, just as if he threw a missile or anything else from his hand. But if the accident that we are considering had occurred because the mules had shied at something and the drivers had left the cart for fear of being crushed, no action would lie against them ; but in such a case, action should be brought against the owner of the mules. On the other hand, if neither the mules nor the drivers were at fault, as, for example, if the mules just could not take the weight or if in trying to do so they had slipped and fallen and the cart had then rolled down the hill because the men could not hold it when it tipped up, there would be no liability on the owner or on the drivers. It is quite clear, furthermore, that however the accident happened, no action could be brought against the owner of the mules pulling the cart behind ; for they fell back down the hill not through any fault of theirs, but because they were struck by the cart in front.

Dans la montée du Capitole, deux chariots chargés sont tirés par des mules, l'un devant l'autre. Chaque attelage appartient à un maître (*dominus*) différent. Plus bas, déambule un jeune esclave, appartenant à un troisième maître ; il vaque à des occupations étrangères aux attelages. C'est une *res* qui se déroule en trois

¹³² Digest of Justinian, 9.2.52.2 ; nous avons mis la « sentence » en italique.

partitions : « Quoquo modo res se haberet ». Mais chacun étant à son affaire, tout concourt à ce que ça se passe bien : « Honestè vivere, alterum non lædere ». Soudain, le chariot de tête commence à basculer vers l'arrière ; les brancards agissent comme un levier et, sous le poids de la charge, tendent à soulever les mules de terre. Les muletiers tentent de redresser le cours des événements en faisant contrepoids : ils essaient de relever l'arrière du chariot. Peine perdue ; le chariot commence à reculer. Courant le risque d'être écrasés, les muletiers lâchent le chariot et s'écartent du chemin. Le chariot recule de plus belle ; il heurte le chariot de queue, qui dévale la pente et écrase le jeune esclave. La *res* tourne au tohu-bohu.

Les maîtres et les muletiers sont des membres de l'*Urbs*, des citoyens ayant en partage la *civitas*. Même à l'échelle de leur *res*, une politesse des mœurs (*humanitas*, *urbanitas*) convient : « honestè vivere », c'est coopérer au bon déroulement de la *res* ; « alterum non lædere », ne pas faire défection dans le bon déroulement de la *res*.

Alors comment la *res* a-t-elle pu tourner au tohu-bohu dans la montée du Capitole ? C'est la question que le maître du jeune esclave décédé soulève : « Quo se agere oportet ? » À qui convient-il que le maître du jeune esclave adresse sa question ? Et Alfénus écrit : « Respondi in causa ius esse positum ». Remarquons ce « positum », que Jacqueline Pinoche, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, situe comme suit : le « bas-latin *positivus* "bien fondé", [est] dérivé de *positus* ». Et notons comment le jurisconsulte Alfénus associe « positum » à « jus », non pas en un « jus positivum » comme Thierry de Chartres,¹³³ mais « in causa (...) esse ».

Au chapitre précédent, nous avons proposé un syllogisme de la cause efficiente et un syllogisme de la cause finale, dont il reste à connaître s'ils sont démonstratifs. Pour le moment, admettons qu'ils le soient.

Le maître du jeune esclave désire se poser en Aulus Agerius (se agere). Mais qui peut jouer le rôle de Numerius Negidius ? La considération de la cause efficiente s'impose à Alfénus, de toute évidence. Mais la question porte plutôt sur la cause finale. Comme membre de l'*Urbs*, mais envisagée selon la cause finale, le jus civile, Aulus Agerius et Numerius Negidius n'accomplissent la fin (la *civitas*) que par la *passio propria* pertinente, avons-nous dit au chapitre précédent, c'est-à-

¹³³ Chapitre I, note 42.

dire en se soumettant à la politesse des mœurs. Cette politesse des mœurs demande que les circonstances du tohu-bohu soient éclaircies, afin que le jus civile, comme cause finale, puisse accomplir son effet : la civitas.

Bref, il convient qu'Alfenus envisage les deux causes qui tiennent au double visage de l'Urbs, en assurant la « transposition des définitions ». Et c'est bien ce qu'il dit : « In causa jus esse positum ».

Voyons-le à l'œuvre :

1. Supposons que le dommage éprouvé (*damnum dare*) est le fait (*factum esse*) des deux muletiers qui, en retirant leur aide aux mules de tête, ont privé ces dernières du support grâce auquel elles auraient pu retenir leur fardeau (cause efficiente : *muliones, qui superius plostrum sustinuissent, sua sponte se subduxissent et ideo factum esset, ut mulæ plostrum retinere non possint atque onere ipso retraherentur*) ; alors le maître du jeune esclave ne peut pas être Aulus Agerius vis-à-vis le maître des mules (cause finale : *cum domino mularum nullam esse actionem*). Mais il peut l'être vis-à-vis les deux muletiers, qui, s'ils nient que *alterum lædunt*, peuvent être Numerius Negidius (cause finale : *cum hominibus, qui conuersum plostrum sustinuissent*) : *damnum injuria dare* quant à eux.
2. Par contre, supposons que les mules furent effrayées par quelque chose et que les muletiers ont abandonné leur tentative de redressement afin de pas être écrasés par le chariot (cause efficiente : *sed si mulæ, quia aliquid reformidassent at muliones timore permoti, ne opprimerentur, plostrum reliquissent*) ; alors il n'existe nulle action vis-à-vis ces hommes, mais une vis-à-vis le maître des mules (cause finale : *hominibus actionem nullam esse, cum domino mularum esse*).
3. Cependant, si ni les mules ni les muletiers n'étaient en cause [efficiente] (*si neque mulæ neque homines in causa essent*), alors que les mules ne pouvaient pas retenir la charge parce qu'elles ont glissé ou sont tombées, et que les muletiers ne pouvaient pas retenir le chariot (*sed mulæ retinere onus nequissent aut cum coniterentur lapsæ concidissent et ideo plostrum cessim redisset atque hi quo conuersum fuisset onus sustinere nequissent*), il n'existe aucune action vis-à-vis le maître des mules ou les muletiers

(cause finale : neque cum domino mularum neque cum hominibus esse actionem).

4. Et il est certain que ni les muletiers ni le maître des mules tirant le chariot de queue ne peuvent être poursuivis (cause finale : illud quidem certe, (...) cum domino posteriorum mularum agi non posse), parce que ce n'est pas de son propre mouvement que leur attelage a reculé, mais de celui provenant du chariot qui l'a percuté (cause efficiente : quoniam non sua sponte, sed percussæ retro redissent).

« La Lex Aquilia est un plébiscite, que le tribun de la plèbe Aquilius aurait proposé à la plèbe », ¹³⁴ dit Ulpien, en 672 Anno Urbis. Son titre est : De damno injuria dato. ¹³⁵ Cette « lex », c'est du jus positivum comme Thierry de Chartres l'entend : « ex institutione hominum (...) jus positivum vel lex ». Et ce jus positivum est bien fondé en tant que « dérivé de positus », comme l'écrit Jacqueline Pinoche, et en tant que : « in causa jus esse positum », comme le dit Alfenus. « Les textes [de loi] sont des résultats [qui] ont une genèse, [qui] sont le produit dérivé du travail d'invention du droit », dit Michel Villey, pour qui le responsum d'Alfenus illustre « la méthodologie classique » de « [l']invention du droit » que la loi Aquilia peut ensuite promuguer.

Cette méthodologie « n'est point inactuelle ». C'est pourquoi Michel Villey nous invite à « un nouveau retour », non pas « aux solutions du Corpus Juris Civilis — [parfois] inadaptées à notre temps, mais à la méthode, aux principes » qui sont « nés d'une philosophie (...) appropriée aux besoins de l'art juridique », un « nouveau retour » aux « racines oubliées » d'une « tradition classique », car « ce fonds reste indéracinable ». ¹³⁶

Le philosophe Leszek Kolakowski argumente dans le même sens lorsqu'il s'interroge sur la naissance de l'Europe : « We do not know whether the unification of Europe will succeed. (...) There are (non bureaucratic) things we can do

¹³⁴ Digest of Justinian, 9.2.1.

¹³⁵ Alexander Adam, *Roman Antiquities or An Account of The Manners and Customs of The Romans*, London, 1835, Twelfth Edition corrected, improved and enlarged by J.R. Major, p. 170.

¹³⁶ Michel Villey, *Précis II*, pp. 26-27.

[comme cause efficiente] to support Europe as a cultural realm [comme cause finale]. We can return to the idea of education not as a way of developing professional skills, but as a way to incultating the (essential) ability to communicate in a friendly way above and beyond national and financial interests, on the basis of a great common tradition. We need schools that will teach Latin and Greek, schools that will allow us to rediscover the joy of immersing ourselves in our common cultural past ». ¹³⁷

Michel Villey souscrirait à cette position, lui qui « [estime] que les juristes ont grand profit à étudier la doctrine du droit d'Aristote, [parce] qu'elle semble avoir présidé à la genèse de la science juridique romaine. (...) La seule philosophie du droit (si l'on prend le mot au sens strict) est celle d'Aristote ». ¹³⁸ Alors, mettons-nous à l'étude.

¹³⁷ Leszek Kolakowski, Can Europe happen ?, in *The New Criterion*, New York, May 2003, vol. 21, n° 9, Foundation for Cultural Review, pp. 19-27 ; p. 27.

¹³⁸ Michel Villey, *Précis I*, p. 90.

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre III

Une philosophie “intrinsèque”

[Retour à la table des matières](#)

Michel Villey enseigne que « toute *science* (...) est constituée à *partir* de certains axiomes, principes, notions fondamentales » qu'elle même « ne (...) “thématiser” pas », bien qu'elle « [soit] conditionnée par eux, leur [doive] sa propre consistance, sa cohérence et sa rigueur ; elle les accepte comme des *données* dont l'examen critique relève d'une autre discipline ». ¹³⁹ À tel point que « toute science du droit est *suspendue* à un système général de philosophie (...). [Pour] ne plus ignorer le but et les fondements de la science du droit, il sera nécessaire d'y adjoindre une autre discipline : la philosophie du droit ». ¹⁴⁰

C'est pourquoi « toute science du droit suppose admise une certaine conception du droit, de son objet et de ses sources ; et chaque science du droit ne vaudra que pour autant que valent ses *principes* ». ¹⁴¹

Supposons qu'une « certaine conception du droit, de son objet et de ses sources » doive d'abord être « admise » avant qu'une « science du droit » puisse être formulée parce que cette « conception » primordiale détermine la « science » qui en dépend. Alors en quoi une telle « conception du droit » diffère-t-elle d'une « science du droit » ? En quoi « son objet », celui qui est mentionné dans

¹³⁹ Michel Villey, Précis I, p. 12.

¹⁴⁰ Michel Villey, *ibidem*, p. 14.

¹⁴¹ Michel Villey, *ibidem*, p. 14.

l'expression « une certaine conception du droit, *de son objet* et de ses sources », se distingue-t-il de l'autre objet, celui de la « science du droit » ?

L'apparent manque de rigueur qui affecte la terminologie de Michel Villey s'explique par le point de vue qu'il adopte, celui de l'histoire du droit où « il serait facile de puiser une multitude d'exemples (...) d'injection dans les sciences du droit de *principes* venus d'ailleurs », ¹⁴² un ailleurs d'où émigrent diverses « philosophies extrinsèques plaquées sur le droit ». ¹⁴³ Pour Michel Villey, c'est la philosophie qui élucide une « conception du droit, de son objet et de ses sources » et la livre ensuite à une « science du droit » qui, elle, s'absorbe entièrement dans « la recherche de *solutions* » ¹⁴⁴ développées à partir de cette « conception ». « [L']adjonction » d'une « philosophie du droit », loin d'être un simple ornement, doit permettre rien de moins que l'élucidation du « but et des fondements de la science du droit ».

Or, comme il « existe très peu d'accords sur ce *qu'est la philosophie* », note Michel Villey, une « question difficile » se soulève « avant de pouvoir affirmer que la philosophie du droit est apte à rendre cet office ». ¹⁴⁵ Comme « notre sort est d'être écartelé entre une multitude de doctrines », souligne-t-il, « se pose à nous le problème du choix des auteurs ». ¹⁴⁶ Il divise ainsi le premier tome de son *Précis* en deux sections. Dans l'une, il expose la « conception du droit, de son objet et de ses sources » qu'il fait sienne, dans l'autre, « [d']autres conceptions ». Nous obtenons ainsi quatre « conceptions de la finalité du droit » qu'il caractérise comme suit :

1. le droit comme fin de la justice ;
2. le droit comme directeur d'une bonne conduite requise par l'autorité publique ;
3. le droit comme rempart protégeant l'individu ou la personne humaine contre l'État ;
4. le droit comme promoteur d'un développement social à gérer.

¹⁴² Michel Villey, *ibidem*, p. 13.

¹⁴³ Michel Villey, *ibidem*, p. 201.

¹⁴⁴ Michel Villey, *ibidem*, p. 14.

¹⁴⁵ Michel Villey, *ibidem*, p. 17.

¹⁴⁶ Michel Villey, *ibidem*, pp. 32 et 43.

Or, « nulle réponse rigoureuse [n'est] possible à la question, qu'est-ce [que] (...) le droit » à moins « [d']expliquer “*ce qu'est*” le droit, définir l'objet de sa science relativement à la morale, à la politique, à l'économie, à diverses sciences sociales, discuter sa méthode, les *sources* de la connaissance du droit ». ¹⁴⁷ Si quatre réponses différentes « à la question, qu'est-ce [que] (...) le droit, » peuvent être donnée, c'est que le terme « droit » peut prendre diverses acceptions. Cette situation n'est pas unique au mot « droit ». Le mot « chien » nomme le sympathique « mammifère (...) issu du loup, [que] l'homme a domestiqué », enseigne le *Petit Robert*, ¹⁴⁸ qu'on ne doit prendre ni pour une constellation d'étoiles (*Le Grand Chien, le Petit Chien*), ni pour le chien de mer (petit squal), ni pour la « pièce coudée de certaines armes à feu qui portait le silex et de nos jours guide le percuteur » (chien d'un fusil), ni pour les « cartes écartées lors de la distribution aux tarots », sans dire quoi que ce soit du chien qui regarde bien un évêque malgré la vie de chien qu'il mène par un temps de chien, entre autres chiens.

C'est pourquoi Michel Villey demande à la philosophie, la « discipline architectonique » qui « joue le rôle de *berger* de la multitude des sciences », de « déterminer le domaine du droit *par rapport* à la morale, la politique et l'économie ; de définir le droit (*quid jus*), la *fin* de l'activité juridique, (...) [et] de discerner les *sources* spécifiques du droit, et ce qu'a de propre la méthode de la science juridique, relativement à d'autres sources et d'autres méthodes ». ¹⁴⁹ Et il le demande à « une philosophie du droit (...) qui nous apporte d'excellentes définitions des fins et des sources du droit, éclaire sa méthode, son langage », « celle qui [sort] de l'Éthique d'Aristote », celle qui est « constituée à partir de l'observation des réalités juridiques, (...) [celle qui est] capable d'embrasser du regard les *rapports* qui forment le droit, sans faire abstraction de leur *valeur* », parce qu'elle « perçoit le phénomène du droit, explore ses contours, illumine ses propriétés ». ¹⁵⁰

Cette philosophie, que nous qualifierons d'intrinsèque par opposition aux « philosophies extrinsèques plaquées sur le droit », est parvenue à une élucidation

¹⁴⁷ Michel Villey, *ibidem*, p. 14.

¹⁴⁸ Josette rey-Debove et Alain Rey, *Nouveau Petit Robert*, chien.

¹⁴⁹ Michel Villey, *Précis I*, p. 28.

¹⁵⁰ Michel Villey, *op. cit.*, pp. 42 et 199.

de la « conception du droit, de son objet et de ses sources » qui fait date : celle de l'émergence du *jus civile*. Michel Villey n'en recueille les « fruits » ¹⁵¹ que dans le second tome de son *Précis*, là où il expose ce qu'est une « science du droit », tout en précisant qu'il n'existe « pas de science du juste, soit au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) — non plus que de science positive expérimentale ». ¹⁵²

Au chapitre précédent, nous avons pris en considération « [l']exemple cher à notre ami Kalinowski », en écrivant les cinq énoncés suivants :

1. *Si portam apertandam paret.* — S'il est manifeste d'ouvrir la porte.
2. *Si ita portam aperire oportet.* — S'il convient d'ainsi ouvrir la porte.
3. *Si ita portam aperturam esse oportet.* — S'il convient d'être ainsi sur le point d'ouvrir la porte.
4. *Aperito portam.* — Ouvre la porte !
5. *Aperiat portam.* — Que la porte soit ouverte !

Paraphrasant Michel Villey, nous avons dit que les impératifs (4) et (5) sortent de l'indicatif (3), et l'indicatif (3) sort de l'indicatif (2), « pas logiquement, par voie déductive mais par l'œuvre de la prudence ».

Considérons cet exemple de plus près. Le nom « porte » nomme d'abord l'ouverture d'un passage dans un mur ; ensuite, le panneau mobile qui obture la baie d'une porte ouverte dans un mur. La première acception est principale, puisque la seconde présuppose la première. Si on ouvre une porte dans un mur, l'ouverture est et demeure manifestement ouverte ; si on ferme l'ouverture, il n'existe plus de porte dans le mur. La fermeture ou l'ouverture du panneau mobile obture ou n'obture pas la porte, mais la porte signifiée par la première acception est et demeure toujours une ouverture manifeste, sans quoi il serait absurde de songer à l'obturer. Bref, il est manifeste qu'une porte dans un mur est ouverte ; il est manifeste d'ouvrir une porte. Cette dernière considération est entièrement

¹⁵¹ Michel Villey, *ibidem*, p. 214.

¹⁵² Michel Villey, *Précis II*, p. 67.

théorétique : elle concerne l'énoncé (1), dont le sujet, la porte telle que signifiée par le nom « porte », en ce qu'il nomme l'ouverture, est un objet pleinement constitué.

Imaginons maintenant qu'une ouverture dans un mur est munie d'un panneau mobile qui obture la porte : la porte est fermée, mais peut être ouverte. Le nom « porte », en ce qu'il nomme le panneau, est métonymique par rapport au nom « porte » qui signifie l'ouverture dans un mur : il signifie un panneau de porte. Le nom « porte », en ce qu'il nomme le panneau, signifie un sujet dont la considération donne un objet qui n'est pas pleinement constitué puisqu'il est en puissance de contraires : ouvert ou fermé. Considérons les moyens de l'ouvrir en certaines circonstances.

Le maître d'une maison qui désire y entrer ouvre la porte en prenant un moyen qui la conserve intégrale, sans quoi il doit la remplacer ; il la déverrouillera et tournera la poignée. Par contre, le policier qui désire pénétrer dans une maison où se commet un crime derrière la porte close prendra un bélier pour l'enfoncer. Un pompier se servira d'une hache pour accéder au foyer de l'incendie tapi derrière la porte close. En chacune de ces circonstances, nous considérons une action pratique, mais le mode de considération que nous employons est théorétique : nous ne sommes pas sur le point d'ouvrir une porte, alors que nous sommes assis à notre table de travail pour écrire ces considérations.

C'est ce mode qui caractérise une science pratique, qui considère théoriquement divers moyens pratiques (ainsi la porte demeure intégrale, ainsi elle ne le demeure pas) d'accomplir une fin, ouvrir la porte, mais une fin qui n'est pas sur le point d'être accomplie : la décision d'ouvrir ou de ne pas ouvrir la porte n'est pas, là et alors, actuellement prise. Tel est l'énoncé (2), qui met en œuvre une recherche des « choses à éviter ou à rechercher » dans le domaine du « pratique ». ¹⁵³ Par exemple, il convient d'ouvrir la porte en la déverrouillant et en tournant la poignée pour le maître d'une maison ; c'est préférable d'ainsi l'ouvrir plutôt que de la défoncer avec un bélier ou de la détruire avec une hache.

De l'énoncé (3), nous avons dit qu'il concerne la prudence, alors qu'intervient une délibération qui touche les moyens d'entreprendre une action qui est sur le point d'être accomplie. C'est au cours de cette délibération que la décision

¹⁵³ Aristote, Premiers analytiques, 68a 25-39.

d'ouvrir ou pas la porte est là et alors prise. Suivent alors les intimations à l'impératif que sont les énoncés (4) et (5), qui concernent l'exécution de la décision.

Pour « situer le discours du droit » comme Michel Villey, nous avons retenu qu'il convient « [d']éliminer les règles de conduite. (...) Que nous reste-t-il [alors] ? Uniquement des propositions THÉORIQUES (...). Avant la règle impérative de conduite [énoncés de types (4) et (5)], avant la praxis [énoncé de type (3)], il y a ce premier moment cognitif [l'énoncé de type (2)] (...) ; [c'est à] ce premier moment cognitif [l'énoncé de type (2)] qu'est le droit, la juris-dictio ». Mais il ajoute que « demande à être restauré l'effort de connaissance du juste », en employant l'un pour l'autre les mots « droit » et « juste », comme dans le cas du mot « porte ». ¹⁵⁴

Nous avons concédé à Michel Villey qu'un énoncé de type (2) procède d'un « moment cognitif » du « droit ». Sauf que, pour poursuivre sa recherche, avons-nous écrit, le « moment cognitif » qui est seul apte à « situer » précisément « l'effort de connaissance du juste » étudie, non pas un énoncé de type (2), mais un énoncé de type (1), ce pourquoi il est « premier », comme la porte comme ouverture dans un mur est première par rapport au panneau mobile qui l'obture. Comme la porte (panneau mobile) qui obture la porte (ouverture dans un mur) ne peuvent pas être confondues, « droit » n'est pas à confondre avec « juste », même si « droit » et « juste » entretiennent un rapport de métonymie.

Dans ce chapitre, c'est sur ce problème de méthodologie que nous nous penchons. À cette fin, rappelons que l'action suit d'une cause efficiente, et la passion, d'une cause finale. Pour l'action, admettons qu'on puisse agir par commission ou par omission ; pour la passion, souvenons-nous que la fin est l'acte de la cause finale qui, elle, est puissance de la fin. Évidemment, le passage de la puissance à l'acte pour la cause finale vient avec l'acte de la cause efficiente (venir avec, en latin, se dit *convenire*, d'où dérive convenir, que signifie aussi *oportere*).

En nous inspirant des cinq énoncés précédents, mais en négligeant les impératifs, écrivons les trois énonciations suivantes :

¹⁵⁴ Michel Villey, *De l'indicatif dans le droit*, pp. 74, 75, 76 et 78.

1. *Si in negotio jus obtinere proportionnaliter partiendo paret.* — S'il est manifeste d'obtenir proportionnellement le juste en partageant dans le négoce ; cet énoncé de science théorique porte sur le juste pris comme fin : *jus obtinere proportionnaliter*, qui est cause formelle en devenir, donc cause finale, sur la cause efficiente : *partiendo*, et sur la cause matérielle : *in negotio* ;
2. *Si jus obtinere ita partiendo oportet.* — S'il convient d'obtenir le juste en partageant ainsi dans le négoce ; cet énoncé de science pratique du droit porte sur les modes de la cause efficiente ; on s'interroge pour connaître si le mode convient à l'obtention de la fin ;
3. *Si ad jus obtinendum ita partituram esse oportet.* — S'il convient d'être sur le point de partager ainsi pour obtenir le juste ; cet énoncé relève de la prudence.

Le terme « droit » est ainsi métonymique, comme la seconde acception de « porte » l'est ; il n'est pas un sujet dont la considération donne un objet pleinement constitué, comme la seconde acception de « porte » l'est. Dans la mesure où cette métonymie n'est pas éclaircie, la problématique d'une science théorique du juste et celle d'une science pratique du droit demeure dans une invincible confusion. Le « but et [les] fondements de la science du droit » ne sont élucidés que par la science théorique du juste ; car il existe bel et bien une « science du juste ». Michel Villey nie qu'elle soit une « science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) », malgré qu'il prétende à « une philosophie du droit » qui est « constituée [objet pleinement constitué] à partir de l'observation des réalités juridiques » et qui « perçoit le phénomène du droit, explore ses contours, illumine ses propriétés » [une *res* est sous-jacente au « phénomène du droit »]. La position de Michel Villey soulève ainsi, pour le moins, une question de méthodologie à propos d'une « discipline » qui est « induite de l'expérience du droit ». ¹⁵⁵

Si Michel Villey s'exprimait selon les Analytiques, qu'il récuse à tort, il écrirait qu'une science théorique étudie la quiddité d'un sujet S, ici *jus obtinere*,

¹⁵⁵ Michel Villey, *Précis*, I, p. 29.

connaissable par sa propriété première P, ici *suum cuique tribuere*, quiddité connue grâce à une définition formulable dans le moyen terme M d'un syllogisme démonstratif, ici *proportionnaliter partiendo*. Ainsi découvrons-nous ce qu'est le juste (copule être). Par contre, une science pratique ne vise pas à connaître la quiddité d'un sujet S — elle est déjà connue par la science théorétique — mais vise à connaître comment il convient (copule *oportere*) de l'atteindre. D'où la diversité de principes qui divise la science théorétique de la science pratique, à tel point que cette dernière n'est science que selon une certaine « similitude », ce qu'enseigne précisément Aristote comme nous le verrons bientôt.

Une question de perspective

« Aristote fut probablement le fondateur de la philosophie du droit, si l'on prend ce mot au sens strict, dit Michel Villey. (...) Il est vrai que plusieurs de ses œuvres sur le droit sont perdues, poursuit-il, mais nous avons sa Rhétorique (comportant une solide étude du rôle de l'avocat). Sa Politique (modèle d'étude de droit naturel...) et ses Éthiques, les plus fameuses étant celles à Nicomaque ; au 5^e livre de ces Éthiques, une dizaine de pages qui ont tenu dans l'histoire de la science du droit un rôle vraiment fondamental, et dont la lecture s'impose ». ¹⁵⁶

Michel Villey prétend que le mot français « droit », comme le mot « chien », comporte un « sens strict », différent de nombreuses autres acceptions ; il traduit le vocable latin « jus », retenu pour rendre le terme grec « *dikaion* », de genre grammatical neutre, qu'emploie Aristote dans la « dizaine de pages (...) dont la lecture s'impose ». ¹⁵⁷ Pour les fins de l'exposition que nous sommes à faire de son enseignement, continuons à admettre que le mot « droit », pris « au sens strict », traduit bien « jus ».

Alors, quel est le « sens strict » du mot « science » dans l'expression « science du droit » ? C'est cette perspective méthodologique qui nous intéresse dans ce chapitre, réservant l'examen du « sens strict » que prend le mot « droit » pour le prochain.

¹⁵⁶ Michel Villey, op. cit., p. 55.

¹⁵⁷ Michel Villey, ibidem, pp. 55, 57, 70.

À cet égard, Michel Villey nous avertit aussitôt que l'Éthique à Nicomaque « n'a pas comme objet principal le droit, les lois ou la vie judiciaire » ; cet ouvrage, « quelle qu'ait été son importance pour la philosophie du droit, (...) n'y touche qu'accidentellement » puisqu'Aristote « s'attache à [y] décrire (...) des mœurs (Ethika). (...) Par exemple, la vertu de justice, et son contraire l'injustice ». ¹⁵⁸ Cependant, « nous n'avons pas à regretter que telle ait été sa perspective, soumet Michel Villey, car (...) Aristote s'est trouvé à classer les différentes sortes de fins auxquelles tendent ces espèces diverses d'activités, que sont les vertus. Tel genre de vie ou de vertu (...) vise la vérité ; tel autre la maîtrise de soi-même ; et tel autre le bon partage des biens extérieurs dans un groupe. Ainsi, dirigeant son regard sur les types de comportements, Aristote va nous apporter ce que précisément nous cherchons : une définition de la fin de l'activité juridique. C'est la porte de la doctrine du droit » que Michel Villey fait sienne, une « doctrine » où le « bon partage des biens extérieurs dans un groupe » est mis en rapport avec la « fin de l'activité juridique », ¹⁵⁹ en choisissant avec un rare bonheur le mot « porte », même s'il ne semble pas en prendre une claire conscience.

Dans l'Éthique à Nicomaque, Aristote écrit : « Comme il y a multiplicité d'actions, d'arts et de sciences, leurs fins aussi sont multiples : ainsi l'art médical a pour fin la santé, l'art de construire des vaisseaux le navire, l'art stratégique la victoire, et l'art économique la richesse ». ¹⁶⁰ « Mais dans tous les cas de ce genre qui relèvent d'une unique potentialité, poursuit-il, (...) les fins des arts architectoniques doivent être préférées à toutes celles des arts subordonnés, puisque c'est en vue des premières fins qu'on poursuit les autres. (...) S'il en est ainsi, nous devons essayer d'embrasser, tout au moins dans ses grandes lignes, la nature du Souverain Bien, et de dire de quelle science particulière ou de quelle potentialité il relève. On sera d'avis qu'il dépend de la science suprême et architectonique par excellence. Or une telle science est manifestement la Politique », ¹⁶¹ ce dont il traite dans un autre ouvrage, et où Michel Villey trouve un « modèle d'étude de droit naturel ». Aristote introduit ici une science politique, alors que, plus loin, il parlera aussi d'un art politique.

¹⁵⁸ Michel Villey, *ibidem*, p. 56.

¹⁵⁹ Michel Villey, *ibidem*, p. 56.

¹⁶⁰ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1094a 7-9.

¹⁶¹ Aristote, *op. cit.*, 1094a 10-27.

Dans ce passage de l'Éthique à Nicomaque, le Stagirite passe en revue les problèmes qu'il entend aborder dans ce traité : « Voilà donc les buts de notre enquête, qui constitue une forme de politique ». ¹⁶² Mais, lorsqu'il prend position, il s'exprime différemment : « Il est absurde, en effet, de penser que l'art politique ou la prudence soit la forme la plus élevée du savoir ». ¹⁶³ Et, dans sa Métaphysique, il reprend cette problématique en disant que la science théorétique et la science pratique diffèrent l'une de l'autre, la première étant supérieure à la seconde, et que ces sciences diffèrent de l'art, en ces termes :

Nous avons indiqué, dans l'Éthique, quelle différence il y a entre l'art, la science et les autres disciplines du même genre. (...) Aussi, comme nous l'avons dit plus haut, juge-t-on d'ordinaire l'homme d'expérience supérieur à l'homme qui a simplement une sensation quelconque, l'homme d'art supérieur à l'homme d'expérience, l'architecte au manœuvre, et les sciences théorétiques aux sciences pratiques. ¹⁶⁴

« Théorétique » vient du verbe grec « theorein » qui signifie « voir ». Une science théorétique n'est ordonnée qu'à voir les faits accomplis par des causes ; en ce sens, elle ne sert strictement à rien. En latin, le mot « théorétique » a été traduit par « speculativum », dérivé du verbe « speculare » qui traduit « theorein » ; une science spéculative est une science théorétique.

En français, le mot « spéculation » prend une connotation péjorative ; ainsi des scientifiques, parfois renommés, ceux qui font de la « science positive expérimentale », disent que les Anciens, comme Aristote, s'adonnaient à la spéculation. La différence que fait Aristote entre l'induction (epagwgh, de epi et agw) « qui sert à procurer la prémisse première et immédiate » qui fonde l'analytikê epistêmê, le raisonnement par échantillon (paradeigma, exemplum) et le raisonnement par abduction (apagwgh, de apo et agw) leur a échappée. ¹⁶⁵

Aristote donne une indication précise sur la perspective de son Éthique à Nicomaque, lorsqu'il écrit :

¹⁶² Aristote, ibidem, 1094b 10.

¹⁶³ Aristote, ibidem, 1141a 20-21.

¹⁶⁴ Aristote, Métaphysique, 981b 25-30.

¹⁶⁵ Aristote, Premiers analytiques, 23 68b 30, 24 et 25.

Puisque le présent travail n'a pas pour but la spéculation pure comme nos autres ouvrages (car ce n'est pas pour savoir ce qu'est la vertu en son essence que nous effectuons notre enquête, mais c'est afin de devenir vertueux, puisqu'autrement cette étude ne servirait à rien), il est nécessaire de porter notre examen sur ce qui a rapport à nos actions, pour savoir de quelle façon nous devons les accomplir, car ce sont elles qui déterminent aussi le caractères de nos dispositions morales, ainsi que nous l'avons dit. ¹⁶⁶

Si l'Éthique à Nicomaque était un ouvrage de « spéculation pure », il porterait sur « ce qu'est la vertu en son essence ». Et Aristote ne dit pas qu'une telle science théorétique de la vertu est impossible ; il dit que « le présent travail » ne s'y adonne pas. Par ailleurs, il est évident que l'ignorance théorétique de « ce qu'est la vertu en son essence » — ignorance de sa quiddité — place une science pratique du « devenir vertueux », ce dont traite l'Éthique à Nicomaque, dans une fâcheuse position. Sans une physique théorétique de l'atome, Harry Truman n'aurait pas pu prendre la décision pratique de convertir Hiroshima en champignon.

L'Éthique à Nicomaque est sans conteste un ouvrage de science pratique, plutôt que de science théorétique, selon le témoignage même d'Aristote. Cette perspective de science pratique n'a pas échappé à Michel Villey. Il l'aborde lorsqu'il discute de la signification que prennent les termes « dikaion » et « dikaios », en ces termes :

Il existe un art qui s'attache à la vertu subjective de l'individu, ou à lui prescrire des conduites ; y compris des conduites justes, celles de l'homme juste (dikaios) ; nous pouvons l'appeler la morale. Mais, de la morale se détache une autre discipline, qui vise à dire ce qui est juste, ce qui appartient à chacun. Science non de la dikaiosunê, du dikaios, de la conduite juste, mais du dikaion. C'est-à-dire du droit. L'affaire du droit n'est pas que l'individu soit juste, de surveiller la vertu de l'individu, ni même de régler sa conduite. Il n'importe pas au juriste que subjectivement je sois honnête et rempli de bonnes intentions à l'égard des finances publiques ; seulement que mon impôt soit payé ; non pas même, préalablement — (c'est là le rôle de la science du droit) — que soit découverte et définie la part d'impôt qui me revient. ¹⁶⁷

¹⁶⁶ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1103b 25-31.

¹⁶⁷ Michel Villey, Précis, I, p. 72-73.

Michel Villey oppose la « science du droit » à un « art qui s'attache à la vertu subjective de l'individu » et que « nous pouvons (...) appeler la morale ». Et « de la morale se détache une autre discipline », poursuit-il ; cette discipline est une « science (...) du dikaion. C'est-à-dire du droit ». À cet égard, Aristote emploie plutôt le terme « loi » :

De même que nous disons de certains qui accomplissent des actions justes, qu'ils ne sont pas encore des hommes justes, ceux qui font, par exemple, ce qui est prescrit par les lois, soit malgré eux, soit par ignorance, soit pour tout autre motif, mais non pas simplement en vue d'accomplir l'action (bien qu'ils fassent assurément ce qu'il faut faire, et tout ce que l'homme vertueux est tenu de faire), ainsi, semble-t-il bien, il existe un certain état d'esprit dans lequel on accomplit ces différentes actions de façon à être homme de bien, je veux dire qu'on les fait par choix délibéré et en vue des actions mêmes qu'on accomplit. ¹⁶⁸

En employant l'impôt comme exemple, Michel Villey ajoute que « l'affaire du droit » n'est pas de rendre le contribuable bien disposé « à l'égard des finances publiques », mais seulement de faire en sorte que son « impôt soit payé ». « L'affaire du droit », c'est le versement de la contribution fiscale. Et il « n'importe (...) [même] pas au juriste (...) que soit [préalablement] découverte et définie la part d'impôt qui me revient », puisque « c'est là le rôle de la science du droit ». La science du droit découvre et définit la contribution fiscale à verser ; qu'ensuite elle le soit ou pas, c'est ce qui importe au juriste. Serait-ce que Michel Villey désire nous indiquer que la « science du droit » sur laquelle il attire notre attention est pratique, et non théorique ? Il soutient, en effet, que « la philosophie s'oppose aux sciences particulières, y compris aux sciences du droit » et qu'elle est « un effort de connaissance, essentiellement théorique » qui, « dès l'origine, chez les anciens », s'oppose à son « contraire (...) le *negotium*, l'action, la pratique ». ¹⁶⁹

Le moment est venu de tirer au clair la distinction que fait Aristote entre *l'homo sciens*, *l'homo agens* et *l'homo fabricans*, afin de mieux comprendre l'enseignement de Michel Villey.

¹⁶⁸ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1144a 12-20. Les italiques sont de nous.

¹⁶⁹ Michel Villey, Précis I, p. 26.

Délibération et choix préférentiel

Dans l'Éthique à Nicomaque, Aristote compare la situation d'un géomètre (homo sciens) et celle d'un charpentier (homo fabricans) qui font, chacun pour leur compte, « une recherche sur l'angle droit », ce qu'il exprime en ces termes :

Et, en effet, un charpentier et un géomètre font bien porter leur recherche l'un et l'autre sur l'angle droit, mais c'est de façon différente : le premier veut seulement un angle qui lui serve pour son travail, tandis que le second cherche l'essence de l'angle droit ou ses propriétés, car le géomètre est un contemplateur de la vérité. ¹⁷⁰

Le géomètre obtient son résultat grâce à une recherche portant sur un sujet, l'angle droit, dont il vise à connaître la quiddité par les propriétés qui ne peuvent pas ne pas être prédiqué de lui à cause de sa quiddité. Le charpentier recherche l'angle selon lequel il peut ériger une structure qu'il désire mettre d'équerre, plutôt que la soutenir avec un arc-boutant. « S'il est manifeste que toute recherche n'est pas une délibération, par exemple l'investigation en mathématiques, par contre toute délibération est une recherche », ¹⁷¹ précise Aristote. Le domaine de la production implique une délibération dont le géomètre, comme « contemplateur de la vérité », n'a que faire ; mais le charpentier, pour résoudre son problème de fabrication, entreprend une délibération.

Que faut-il entendre par une telle délibération ? « Rien de tout ce [qui] ne pourrait être produit par nous », ne peut être objet d'une délibération de la part d'un « homme sain d'esprit », répond Aristote, ¹⁷² ce qui exclut notamment : « l'ordre du Monde ou l'incommensurabilité de la diagonale avec le côté du carré », « les solstices et le lever des astres », « les sécheresses et les pluies », « la découverte d'un trésor » par chance et « l'essence de l'angle droit ou ses propriétés ». Ces sujets, exclus de toute délibération, donnent lieu à des objets théoriques pleinement constitués à l'occasion d'une considération théorétique.

¹⁷⁰ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1098a 28-31.

¹⁷¹ Aristote, op. cit., 1112b 21-22.

¹⁷² Aristote, ibidem, 1112a 18 à 1113a 11, passim.

Qu'en est-il « de tout ce [qui] (...) [peut] être produit par nous » ? « La délibération ne porte même pas sur toutes les affaires humaines sans exception : ainsi, aucun Lacédémonien ne délibère sur la meilleure forme de gouvernement pour les Scythes », parce que le Lacédémonien habite Sparte, dans le Péloponèse, alors que le Scythe vit dans les steppes qui s'étendent au nord de la Mer noire. Il s'ensuit que « nous délibérons sur les choses qui dépendent de nous et que nous pouvons réaliser : et ces choses-là sont, en fait, tout ce qui reste, car on met communément au rang des causes, nature, nécessité et fortune, et on ajoute l'intellect et toute action dépendant de l'homme, (...) [qui] délibère sur les choses qu'[il peut] réaliser par [lui-même] ». Mais un Lacédémonien peut, sans invitation à prendre part aux délibérations de l'assemblée constituante scythe, étudier la forme de gouvernement que les Scythes ont et eurent, comme le Macédonien Aristote le fit dans La Constitution d'Athènes pour une cité qu'il quitta parce qu'il était Macédonien, afin de fuir une condamnation de l'Aéropage après le décès d'Alexandre le Grand, dont il avait été le précepteur.

« La délibération a lieu dans les choses qui, tout en se produisant avec fréquence, demeurent incertaines dans leur aboutissement, ainsi que là où l'issue est indéterminée », écrit Aristote. Et dans nos délibérations, « l'objet de nos recherches, c'est tantôt l'instrument lui-même, (...) tantôt la façon de s'en servir, autrement dit par quel moyen » nous pouvons atteindre une fin, alors que nous désirons l'atteindre et que nous sommes sur le point d'entreprendre. Mais comment y procède-t-on ?

« *Utrum consilium procedat ordine resolutorio* », se demande Thomas d'Aquin — dont Michel Villey se dit aussi un disciple — puisque Aristote écrit : « En effet, quand on délibère, on semble procéder, dans la recherche et l'analyse dont nous venons de décrire la marche, comme dans la construction d'une figure ». ¹⁷³ Et Thomas d'Aquin répond comme suit :

RESPONDEO dicendum quod in omni inquisitione oportet incipere ab aliquo principio. Quod quidem Si, sicut est prius in cognitione, ita etiam sit prius in esse, non est processus resolutorius, sed magis compositivus procedere enim a causis in effectus est processus compositivus, nam causæ sunt simpliciores effectibus. Si autem id quod est prius in cognitione, sit posterius in esse, est processus resolutorius : utpote cum de effectibus

¹⁷³ Aristote, *ibidem*, 1112b 19-20.

manifestis judicamus resolvendo in causas simplices. Principium autem in inquisitione consilii est finis, qui quidem est prior in intentione, posterior tamen in esse. Et secundum hoc oportet quod inquisitio consilii sit resolutoria, incipiendo scilicet ab eo quod in futuro intenditur, quousque perveniat ad id quod statim agendum est. ¹⁷⁴

« Consilium » est le mot latin qui signifie « délibération ». Les jurisconsultes sont des conseils. Notons ce passage : « En toute enquête il est nécessaire que l'on parte d'un principe. Si celui-ci étant (...) antérieur dans l'ordre de la connaissance est postérieur dans celui de l'être, on a un procédé analytique, (...). Or dans l'enquête de la délibération c'est la fin qui joue le rôle de principe, laquelle (...) est dernière dans l'exécution. Pour cette raison l'enquête de la délibération doit procéder analytiquement, partant de ce qu'on veut atteindre dans le futur pour en venir à ce qu'il convient de faire maintenant ». Rappelons-nous que « dans l'ordre des causes efficientes, le moyen terme doit se produire le premier, tandis que, dans l'ordre des causes finales, (...), (...) ce qui vient en dernier lieu c'est la cause finale. ¹⁷⁵

Or, nous l'avons vu, Michel Villey écrit : « Pas de science du juste, soit au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) — non plus que de science positive expérimentale ». C'est un lieu commun que la science se diviserait en déductive et inductive, et Michel Villey y fait ici écho. Or Aristote écrit explicitement :

¹⁷⁴ Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, Les actes humains, Tome premier, Paris 1962, traduite par H.D. Gardeil, notes et appendices par S. Pinckaers, Nouvelle édition, Desclée & Cie, 1a-2æ, Q 14, Art. 5 : En toute enquête il est nécessaire que l'on parte d'un principe. Si celui-ci, étant antérieur dans l'ordre de la connaissance, l'est aussi dans l'ordre de l'être, le procédé ne sera pas analytique mais plutôt synthétique ; aller des causes aux effets est une démarche de cet ordre, car les causes sont plus simples que les effets. Au contraire, si ce qui est antérieur dans l'ordre de la connaissance est postérieur dans celui de l'être, on a un procédé analytique, comme lorsque nous jugeons d'effets manifestes en les résolvant dans leurs causes simples. Or dans l'enquête de la délibération c'est la fin qui joue le rôle de principe, laquelle, toute première qu'elle soit dans l'intention, est dernière dans l'exécution. Pour cette raison l'enquête de la délibération doit procéder analytiquement, partant de ce qu'on veut atteindre dans le futur pour en venir à ce qu'il convient de faire maintenant.

¹⁷⁵ Aristote, *Seconds analytiques*, 94b 9-25.

Qu'il y ait, en outre, dans la marche de la prédication vers le haut un moment où il faille s'arrêter, nous en reparlerons ; pour le moment, contentons-nous d'établir ce qui suit. (...) Nous devons donc choisir des prémisses se rapportant à chaque problème, de la façon suivante : il faut d'abord poser le sujet lui-même (...) [comme terme mineur] ; puis après cela, tous les attributs qui suivent logiquement de la chose [sujette à la considération, et ce, dans la mineure], et, à leur tour, ceux dont la chose [sujet de la considération] est elle-même la conséquence [les antécédents du sujet posés dans la majeure]. ¹⁷⁶

Comme « la fin (...) joue le rôle de principe » [et de cause finale], « nous délibérons non pas sur les fins elles-mêmes, mais sur les moyens d'atteindre les fins, souligne Aristote. Un médecin ne se demande pas s'il doit guérir son malade, ni un orateur s'il entraînera la persuasion, ni un politique s'il établira de bonnes lois, et dans les autres domaines on ne délibère jamais non plus sur la fin à atteindre. Mais, une fois qu'on a posé la fin, on examine comment et par quels moyens [par quels modes de la cause efficiente] elle se réalisera ; et s'il apparaît qu'elle peut être produite par plusieurs moyens, on cherche lequel entraînera la réalisation la plus facile et la meilleure. Si au contraire la fin ne s'accomplit que par un seul moyen, on considère comment par ce moyen elle sera réalisée, et ce moyen à son tour par quel moyen il peut l'être lui-même, jusqu'à ce qu'on arrive à la cause [efficiente] immédiate, laquelle, dans l'ordre de la découverte, est dernière », bien qu'elle soit première dans l'ordre de l'exécution.

Mais si nous connaissons ainsi les causes finale et efficiente, pourquoi devons-nous délibérer ? Si le « médecin ne se demande pas s'il doit guérir son malade », par exemple, il n'en demeure pas moins que « les questions de médecine et d'affaires d'argent » sont « l'objet de nos délibérations ». Thomas d'Aquin note que « la médecine, le négoce et autres du même genre (...) laissent place à des conjectures » ¹⁷⁷ qui nécessitent un conseil. C'est que, comme l'écrit Thomas d'Aquin, le conseil porte sur des « contingents singuliers » :

Est autem considerandum quod in particularibus contingentibus, ad hoc quod aliquid certum cognoscatur, plures condiciones seu circumstantias considerare oportet, quas ab uno non facile est considerari, sed a plu-

¹⁷⁶ Aristote, Premiers analytiques, 43b 1-5.

¹⁷⁷ Thomas d'Aquin, Somme théologique, 1a-2æ, Q 14, Art. 4.

ribus certius percipiuntur, dum quod unus considerat, alii non occurrit in necessariis autem et universalibus est absolutior et simplicior consideratio, ita quod magis ad hujusmodi considerationem unus per se sufficere potest. Et ideo inquisitio consilii proprie pertinet ad contingentia singularia.

Cognitio autem veritatis in talibus non habet aliquid magnum, ut per se sit appetibilis, sicut cognitio universalium et necessariorum sed appetitur secundum quod est utilis ad operationem, quia actiones sunt circa contingentia singularia. Et ideo dicendum quod proprie consilium est circa ea quæ aguntur a nobis. ¹⁷⁸

Notons le mot « oportet » dans : « plures conditiones seu circumstantias considerare oportet ». H.D. Gardeil le traduit par « il faut », alors que Michel Villey nous a appris que « il convient » convient mieux. Observons bien que « inquisitio consilii proprie pertinet ad contingentia singularia » ; « l'enquête du conseil a son domaine propre dans les contingents singuliers ». Or c'est « in necessariis autem et universalibus » que la science trouve son pain. « J'appelle universel l'attribut qui appartient à tout sujet par soi, et en tant que lui-même », ¹⁷⁹ écrit Aristote ; cet universel, c'est l'objet par excellence d'une « science pleinement constituée », comme l'est l'énoncé (1) : Si portam apertandam paret. Par contre, « la connaissance des choses universelles et nécessaires [qu']on (...) désire dans la mesure où elle est utile à l'action qui précisément concerne les contingents singuliers », lesquels procèdent de « ce qui est fait par nous » et que « la délibération a (...) proprement pour objet » en ce qu'ils sont singuliers, cette « connaissance des

¹⁷⁸ Thomas d'Aquin, op. cit., 1a-2æ, Q 14, Art. 3, Conclusion : On remarquera en effet qu'en matière particulière et contingente, pour connaître une chose avec certitude il faut tenir compte de conditions ou de circonstances multiples qui, difficilement discernables par un seul, peuvent être connues plus sûrement par plusieurs du fait que l'un aperçoit ce qui échappe à l'autre. Au contraire, en matière universelle et nécessaire, la démarche de la pensée est plus absolue et plus simple de telle sorte qu'en principe un seul peut y suffire. C'est pourquoi l'enquête du conseil a son domaine propre dans les contingents singuliers. Or la connaissance de la vérité en ce domaine ne présente pas une valeur telle qu'elle soit désirable pour elle-même, comme la connaissance des choses universelles et nécessaires, mais on la désire dans la mesure où elle est utile à l'action qui précisément concerne les contingents singuliers. Ainsi la délibération a-t-elle proprement pour objet ce qui est fait par nous.

¹⁷⁹ Aristote, Seconds analytiques, 73b 26.

choses universelles et nécessaires » donne lieu à une science qui considère un sujet par mode d'objets non pleinement constitués : c'est la science pratique.

Le conseil ou la délibération se poursuit « jusqu'à ce qu'on arrive à la cause [efficiente] immédiate ». Comme « l'homme est principe de ses actions et que la délibération porte sur les choses qui sont réalisables par l'agent lui-même », cette « cause [efficiente] immédiate » est celle qui se trouve au pouvoir de l'agent. « Si on se heurte à une impossibilité, on abandonne la recherche, par exemple s'il nous faut de l'argent et qu'on ne puisse pas s'en procurer (...) ».

« Dans le domaines des sciences, celles qui sont précises et pleinement constituées [comme celle du géomètre qui étudie l'angle droit] ne laissent pas place à la délibération » ; c'est le cas de toutes les sciences théorétiques. Par contre, dans « les questions de médecine ou d'affaires d'argent », il y a « place à la délibération ». Et « nous délibérons davantage sur les arts que sur les sciences [pratiques], car nous sommes à leur sujet dans une plus grande incertitude ». ¹⁸⁰ Pour les sciences pratiques, qui ne sont pas « précises et pleinement constituées », il est un point où une délibération doit intervenir pour la découverte de la « cause immédiate » qui, si elle au pouvoir de l'agent, lui permet un engagement dans le projet « contingent singulier » dont il désire la réalisation.

La recherche sur la « cause immédiate » à découvrir au cours de la délibération culmine en un choix préférentiel qui l'achève. À ce sujet, Aristote écrit :

L'objet de la délibération et l'objet du choix sont identiques, sous cette réserve que lorsqu'une chose est choisie elle a déjà été déterminée, puisque c'est la chose jugée préférable à la suite de la délibération qui est choisie. En effet, chacun cesse de rechercher comment il agira quand il a ramené à lui-même le principe de son acte, et à la partie directrice de lui-même, car c'est cette partie qui choisit. (...) L'objet du choix étant, parmi les choses en notre pouvoir, un objet de désir sur lequel on a délibéré, le choix sera un désir délibératif des choses qui dépendent de nous car une fois que nous avons décidé à la suite d'une délibération, nous désirons alors conformément à notre délibération. ¹⁸¹

¹⁸⁰ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1112b 1-7 : sur les « conditions auxquelles une science est akribestera et protera », Jean Tricot renvoie le lecteur à sa traduction des *Seconds analytiques*, 87a 31-37. Nous y reviendrons.

¹⁸¹ Aristote, *op. cit.*, 1113a 2-12.

Ce « choix préférentiel » est « le principe de l'action (...) (principe étant ici le point d'origine du mouvement [cause efficiente] et non la fin où il tend [cause finale]) », et le principe du « choix est le désir et la règle dirigée vers quelque fin », ¹⁸² ajoute Aristote. Il est aussi « manifestement quelque chose de volontaire, tout en étant cependant pas identique à l'acte volontaire, lequel a une plus grande extension » ; il « s'accompagne de raison et de pensée discursive. Et même son appellation semble donner à entendre que c'est ce qui a été choisi avant d'autres choses ». ¹⁸³ L'« appellation » dont parle ici Aristote est le nom grec « proairesis ». La proérèse (« pro » avant ; « airesis », choix), comme son nom l'indique, porte sur « la chose (...) qui est choisie », et ce, « à la suite de la délibération » qui précède le choix proprement dit et qui porte sur « la chose [en tant que] jugée préférable ». L'adjectif « préférable », dans « chose jugée préférable », « semble [aussi] donner à entendre que c'est ce qui a été choisi avant d'autres choses ».

« Aussi peut-on dire indifféremment que le choix préférentiel est un intellect désirant ou un désir raisonnant, et le principe qui est de cette sorte est un homme. [Par ailleurs], le passé ne peut jamais être objet de choix : personne ne choisit d'avoir saccagé Troie ; la délibération, en effet, porte, non pas sur le passé, mais sur le futur et le contingent, alors que le passé ne peut pas ne pas avoir été » ¹⁸⁴, et que le présent est déjà là. La condition logique de l'objet que prend en compte la délibération repose sur une ampliation selon le temps futur. « L'ampliation se définit : l'extension d'un terme d'une plus petite à plus grande suppléance (...). (...) S'il est constaté que la copule est au futur, le terme précédent le verbe est amplifié de ce qu'il est à ce qu'il sera, tandis que le terme qui le suit est restreint à ce qu'il sera : comme, Pierre sera blanc. (...) L'ampliation consiste [alors] en ceci que le terme supplée le futur de telle manière qu'il puisse aussi être vérifié du sujet présent, pourvu que [ce sujet] soit aussi dans le futur ». ¹⁸⁵

¹⁸² Aristote, *ibidem*, 1139a 31-32.

¹⁸³ Aristote, *ibidem*, 1111b 5 1112a 16, *passim*.

¹⁸⁴ Aristote, *ibidem*, 1139b 4-9.

¹⁸⁵ Jean Poinsot, dit de Saint-Thomas, *Cursus philosophicus thomiticus*, Parisiis, 1883, Tomus primus, Logica, Nova editio, Ludovicus Vivès, editor, *Summulæ*, I, II, 14 : « Ampliatio definitur quod est extensio termini a minori ad maiorem suppositionem (...). (...) Si constat copula de futuro ampliatur terminus antecedens verbum ad id quod est vel erit, sequens vero restringitur ad id, quod erit : ut, Petrus erit album (...). (...) Ampliatio stat in hoc, quod

Pour la science du droit, l'ampliation se rend jusqu'au possible. « Tandis que, chez les Physiciens [philosophes de la nature], les différences de temps admises sont seulement [au nombre de] trois, c'est-à-dire le présent, le passé et le futur, toutefois, dans l'ampliation logique, elles s'étendent à cinq, c'est-à-dire le présent, le passé et le futur, le possible et l'imaginable ». ¹⁸⁶ Il s'agit de l'existence temporelle possible, celle d'un sujet qui commence à être à un moment et qui cesse d'être à un autre moment : bref, d'un sujet naturel. « (...) Des sujets sont amplifiés jusqu'au possible si leur aptitude à être est signifiée, et non seulement [leur aptitude] à agir : ainsi, Pierre est apte à être engendré (...) amplifie jusqu'au possible Pierre, qui n'existe pas. Mais Pierre est apte à la marche ou à être vu n'amplifient pas le sujet, parce que l'aptitude à agir supplée l'être [actuel] du sujet ; et s'il s'agit d'une passion propre, elle peut lui convenir même en faisant abstraction de son être [actuel] » ; par exemple, Pierre est apte à souffrir de maladie. ¹⁸⁷

Pour la science du juste, l'ampliation se rend jusqu'à l'imaginable. L'imaginable dont nous parlons ici ne s'entend pas de l'imagination que des écrivains ou autres artistes emploient dans le domaine de la fabrique, non plus que de celle qui fait imaginer des menaces ou anticiper des événements heureux dans le domaine de la pratique. L'existence imaginable ou l'existence selon le temps imaginable est le lieu de résolution de la matière intelligible, dont les mathématiques font leur pain. « L'imagination est cette [faculté cognitive] dont on dit qu'elle produit en nous l'image, tout usage métaphorique du mot étant exclu », ¹⁸⁸ souligne Aristote, qui définit le juste par les proportions arithmétique et

terminus ille ita stet pro (...) futuro, quod per eandem copulam etiam verificari possit de subjecto praesenti, dummodo etiam (...) futurus sit ».

¹⁸⁶ Jean Poinsot, op. cit., I, II, 14 : Licet autem differentiae temporum apud Physicos sint solum tres, scilicet praesens, preteritum et futurum, in ampliatione tamen logica attenduntur quinque, scilicet praesens, preteritum et futurum, possibile et imaginabile.

¹⁸⁷ Jean Poinsot, ibidem, I, II, 14 : Ampliantur autem subjecta ad possibilia, si significetur aptitudo ad existendum, non vero solum ad agendum ; ut : Petrus est generabilis, vel corruptibilis ampliat etiam ad Petrum possibilem, non existentem ; hæc vero : Petrus est ambulativus, vel visivus, non ampliant subjectum, quia aptitudo ad agendum supponit esse subjecti, licet si propria passio sit conveniat etiam abstrahendo ab esse.

¹⁸⁸ Aristote, De l'âme, Paris, 1966, texte établi par A. Jannone, traduction par E. Barbotin, Société d'édition « Les Belles Lettres », 428a 1.

géométrique, comme nous le verrons dès le prochain chapitre. C'est ainsi que « le terme signifiant un acte intérieur de l'âme, comme je désire, je comprends, etc., peut amplifier jusqu'à l'imaginable le terme sur lequel il tombe comme sur son objet ». ¹⁸⁹ Comprendre le juste selon les proportions arithmétique et géométrique, c'est tomber sur un objet qui requiert l'ampliation jusqu'à l'imaginable.

Mais n'anticipons pas. Achéons plutôt nos considérations sur la délibération et le choix préférentiel en nous demandant comment l'agent ramène le « principe de [son] action » à la « partie directrice de lui-même ». C'est le problème de la « règle dirigée vers quelque fin ».

Règle vraie et désir droit

Comme nous venons de le lire, le choix préférentiel « s'accompagne de raison et de pensée discursive ». Mais, les « sciences » théorétiques, « qui sont précises et pleinement constituées », « ne laissent pas place à la délibération », non plus qu'au « choix préférentiel ».

Aristote est ainsi conduit à diviser la raison en une « partie scientifique », qui concerne la « pensée contemplative », et une « partie calculative », qui appartient à « l'ordre pratique », en ces termes :

Et ce que l'affirmation et la négation sont dans la pensée, [l'inclination] et l'aversion le sont dans l'ordre du désir ; par conséquent, puisque la vertu morale est une disposition capable de choix, et que le choix est un désir délibératif, il faut par là même qu'à la fois la règle soit vraie et le désir droit, si le choix est bon, et qu'il y ait identité entre ce que la règle affirme et ce que le désir poursuit. Cette pensée et cette vérité dont nous parlons ici sont de l'ordre pratique ; quant à la pensée contemplative, qui n'est ni pratique, ni poétique, son bon et son mauvais état consiste dans le vrai et le faux auxquels son activité aboutit, puisque c'est là l'oeuvre de toute partie intellectuelle, tandis que pour la partie de l'intellect

¹⁸⁹ Jean Poinso, Summulæ, I, II, 14 : « Similiter terminus significans actum animi interiorem, ut volo, intelligo, etc., ampliare potest terminum super quem cadit tanquam supra objectum usque ad imaginabilia ».

pratique, son bon état consiste dans la vérité correspondant au désir, au désir correct. ¹⁹⁰

Distinguons bien la pratique (en grec : praxis) de la fabrique ¹⁹¹ (en grec : poesis). « Peut-être pourrait-on y arriver si on déterminait la fonction [en grec : ergon] de l'homme, écrit Aristote. De même, en effet, que dans le cas d'un joueur de flûte, d'un statuaire, ou d'un artiste quelconque, et en général pour tous ceux qui ont une fonction ou une activité déterminée, c'est dans la fonction que réside, selon l'opinion courante, le bien, le "réussi", on peut penser qu'il en est ainsi pour l'homme, s'il est vrai qu'il y ait une certaine fonction spéciale à l'homme [pour qu'il devienne vraiment un homme accompli]. Serait-il possible qu'un charpentier (...) ait une fonction et une activité à exercer [pour devenir un charpentier accompli], mais que l'homme (qu'il est par ailleurs) n'en ait aucune et que la nature l'ait dispensé de toute œuvre à accomplir [pour devenir un homme accompli] ? », ¹⁹² demande Aristote. — Remarquons ici que sans une connaissance théorique de ce qu'est un homme accompli, la question de la fonction est sans objet. —

En guise de réponse, Aristote dit qu'une vie d'homme considérée « selon le point de vue de l'exercice » est réussie si elle consiste en « une certaine vie pratique de la partie rationnelle de l'âme, partie qui peut être envisagée au sens où elle est soumise à la raison, d'une part, et au sens où elle possède la raison et l'exercice de la pensée », ¹⁹³ d'autre part. Bref, « le bien pour l'homme consiste dans une activité de l'âme en accord avec la vertu, et, au cas d'une pluralité de vertus, en accord avec la plus excellente et la plus parfaite d'entre elle. Mais il faut ajouter : "et cela dans une vie accomplie jusqu'à son terme" (...) ». ¹⁹⁴

Mais comment établir que cette « activité de l'âme » est bien la « cause immédiate » d'une vie réussie ?

Auparavant, apprenons à mieux comprendre la différence entre la fabrique et la pratique. « Quant aux productions de l'art, ce sont celles dont la forme est dans

¹⁹⁰ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1139a 22-30 ; nous écrivons « inclination » plutôt que « recherche » afin d'éviter toute ambiguïté.

¹⁹¹ Manière dont une chose est faite.

¹⁹² Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1097b 25-30.

¹⁹³ Aristote, op. cit., 1098a 3-10.

¹⁹⁴ Aristote, *ibidem*, 1098a 16-17.

l'esprit de l'artiste », ¹⁹⁵ écrit Aristote, bien qu'elles soient, elles, extérieures à l'artiste. Une production de l'art, c'est une peinture, une sculpture, un roman, un bâtiment, un pont, une bicyclette, une voiture, un avion, un bateau, bref tout ce qui peut être un produit de fabrique ; et l'art, tel qu'entendu ici, est la bonne manière de faire le produit. « Ainsi donc, l'art (...) est une certaine disposition, accompagnée de règle vraie, capable de produire ; le défaut d'art, au contraire, est une disposition à produire accompagnée de règle fausse ; dans un cas comme dans l'autre, on se meut dans le domaine du contingent ». ¹⁹⁶

L'art est une vertu intellectuelle. ¹⁹⁷ Un pont qui s'écroule à cause d'un vice de construction indique, chez le constructeur, une disposition à produire accompagnée de règle fausse. Insistons sur l'aspect spécifique du vrai dans l'art : il ne consiste pas en une conformité de l'esprit de l'artiste à l'ouvrage d'art, mais à une conformité de l'ouvrage d'art à l'esprit de l'artiste. Bien que « les deux parties intellectuelles de l'âme ont pour tâche la vérité », la partie scientifique et la partie calculative, « les dispositions qui permettent à chacune d'elles d'atteindre le mieux la vérité constituent les vertus respectives de l'une et de l'autre ». ¹⁹⁸

Pour la pratique, le problème du vrai se pose de la même manière que pour la fabrique, mais la règle diffère, car « il n'y a pas ressemblance entre le cas des arts et celui des vertus » morales, écrit Aristote ; la fin diffère. « Les productions de l'art ont leur valeur en elles-mêmes ; il suffit donc que la production leur confère certains caractères » de fabrique pour qu'elles soient conforme à la règle vraie. « Au contraire, pour les actions faites selon la vertu [morale], ce n'est pas par la présence en elles de certains caractères intrinsèques qu'elles sont faites d'une façon juste ou modérée ; il faut encore que l'agent lui-même soit dans une certaine disposition quand il les accomplit :

- en premier lieu, il doit savoir ce qu'il fait ;
- ensuite, choisir librement l'acte en question et le choisir en vue de cet acte lui-même ;

¹⁹⁵ Aristote, *Métaphysique*, 1032b 1.

¹⁹⁶ Aristote *Éthique à Nicomaque*, 1114a 20-23.

¹⁹⁷ Évidemment, pour les beaux-arts, la règle vraie prend un caractère spécifique, distinct de celui que prennent les arts de l'utile.

¹⁹⁸ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1139b 11-12.

— et en troisième lieu, l’accomplir dans une disposition d’esprit ferme et inébranlable ». ¹⁹⁹

Nous venons de rejoindre le propos que tient plus haut Michel Villey au sujet de « l'affaire du droit », qui « n'est pas que l'individu soit juste, de surveiller la vertu de l'individu, ni même de régler sa conduite », mais « seulement que [son] impôt soit payé ».

Dans le texte d’Aristote, remarquons la présence du mot « savoir » dans la première condition. Il en commente l’occurrence comme suit : « Or ces conditions n’entrent pas en ligne de compte pour la possession d’un art quel qu’il soit, à l’exception du savoir lui-même », puisque l’art est un savoir-faire qui confère certains caractères à l’ouvrage, « alors que, pour la possession des vertus, le savoir ne joue qu’un rôle minime ou même nul, à la différence des [deux] autres conditions, lesquelles ont une influence non pas médiocre, mais totale, en tant précisément que la possession de la vertu naît de l’accomplissement répété des actes justes et modérés ». ²⁰⁰

C'est que « la vertu [morale] est une disposition à agir d'une façon délibérée, consistant en une médiété relative à nous, laquelle est rationnellement déterminée et comme la déterminerait l'homme prudent ». ²⁰¹ « Pour la possession des vertus », acquise au terme d’un devenir vertueux, « le savoir ne joue qu’un rôle minime ou même nul », et la vertu de prudence devient déterminante. Mais alors, comment établir qu’une certaine vie pratique de la partie rationnelle de l’âme est bien la « cause immédiate » d’une vie réussie ? Autrement dit, la proposition : « Toute vertu [morale] est une disposition à agir d'une façon délibérée, consistant en une médiété relative à nous, laquelle est rationnellement déterminée et comme la déterminerait l'homme prudent. » est-elle un énoncé de science pratique, une science qui l’établit comme vraie ?

Pour Aristote, une science pratique y parvient comme suit :

1. d'abord, il est requis que « le fait soit clairement dégagé », puisque « c’est un point de départ » pour connaître les « principes » :

¹⁹⁹ Aristote, op. cit., 1105 a 26-33.

²⁰⁰ Aristote, ibidem, 1105b 1-4.

²⁰¹ Aristote, ibidem, 1107a.

On ne doit pas non plus exiger la [connaissance de la] cause [elle-même] en toutes choses indifféremment : il suffit, dans certains cas, que le fait [connu par indice ou par signe] soit clairement dégagé, comme par exemple en ce qui concerne les principes : le fait vient en premier, c'est un point de départ. Et parmi les principes, les uns sont appréhendés par l'induction, d'autres par la sensation, d'autres enfin par une sorte d'habitude, les différents principes étant ainsi connus de différentes façons ; et nous devons essayer d'aller à la recherche de chacun d'eux d'une manière appropriée à sa nature, et avoir soin de les déterminer exactement, car ils sont d'un grand poids pour ce qui vient à leur suite. ²⁰²

2. ensuite, il faut voir que la connaissance théorético-pratique ne peut pas empiéter sur ce que peut seule donner la délibération, qui est une « recherche » pratico-pratique :

Mais mettons-nous préalablement d'accord sur le point suivant : notre exposé tout entier, qui roule sur les actions qu'il faut faire, doit s'en tenir aux généralités et ne pas entrer dans le détail. Ainsi que nous l'avons dit en commençant, les exigences de toute discussion dépendent de la matière que l'on traite. Or sur le terrain de l'action et de l'utile, il n'y a rien de fixe, pas plus que dans le domaine de la santé. Et si tel est le caractère de la discussion portant sur les règles générales de la conduite, à plus forte raison encore la discussion qui a pour objet les différents groupes de cas particuliers manque-t-elle également de rigueur, car elle ne tombe ni sous aucun art, ni sous aucune prescription, et il appartient toujours à l'agent lui-même d'examiner ce qu'il est opportun de faire, comme dans le cas de l'art médical, ou de l'art de la navigation ²⁰³.

3. enfin, une science pratique, par son mode théorétique, peut apporter « quelque lumière » dans une telle « recherche » pratico-pratique :

Mais, en dépit de ce caractère du présent exposé, nous devons cependant nous efforcer de venir au secours du moraliste. (...) Nous pouvons, à l'aide des considérations suivantes, apporter encore quelque lumière aux points que nous venons de traiter. ²⁰⁴

²⁰² Aristote, *ibidem*, 1098b 1-6.

²⁰³ Aristote, *ibidem*, 1104a 1-9.

²⁰⁴ Aristote, *ibidem*, 1104a 10 et 1104b 29.

La proposition : « Toute vertu [morale] est une disposition à agir d'une façon délibérée, consistant en une médiété relative à nous, laquelle est rationnellement déterminée et comme la déterminerait l'homme prudent. » est ainsi un énoncé de science pratique. Dans la perspective de la pratique, « il y a un certain but, sur lequel, fixant son regard, l'homme qui est en possession de la droite règle intensifie ou relâche son effort, et il existe un certain principe de détermination des médiétés, lesquelles constituent (...) un état intermédiaire entre l'excès et le défaut, du fait qu'elles sont en conformité avec la droite règle », ²⁰⁵ poursuit Aristote. « De là vient notre habitude de dire, en parlant des œuvres bien réussies, qu'il est impossible d'y rien retrancher ni d'y rien ajouter, voulant signifier par là que l'excès et le défaut détruisent la perfection, tandis que la médiété la préserve ». ²⁰⁶

Et « même en tout ce qui rentre par ailleurs dans les préoccupations de la science [pratique], on peut dire avec vérité assurément que nous devons déployer notre effort, ou le relâcher, ni trop ni trop peu, mais observer le juste milieu, et cela comme le demande la droite règle ; seulement, la simple possession de cette vérité [pratique] ne peut en rien accroître notre connaissance (...) » sur l'action singulière à entreprendre, car il faut encore « la pensée dirigée vers une fin et d'ordre pratique, (...) sorte de pensée [qui] commande également l'intellect poétique, puisque dans la production, l'artiste agit toujours en vue d'une fin ». ²⁰⁷ Cette « sorte de pensée [qui] commande », c'est le domaine de la prudence.

À cet égard, Thomas d'Aquin s'interroge : *Utrum præcipere sit principale actus prudentiæ*. Remarquons l'emploi du verbe latin « præcipere » dans l'énoncé même de la question, un mot que nous avons rencontré dans le chapitre I, et où nous avons dit qu'il signifiait : conseiller ou commander. Et Thomas d'Aquin écrit sa réponse comme suit :

Respondeo dicendum quod prudentia est "recta ratio agibilium" (...). Unde oportet quod ille sit præcipuus actus prudentiæ, qui est præcipuus actus rationis agibilium ; cujus quidem sunt tres actus. Quorum primus est consiliari, quod pertinet ad inventionem ; nam consiliari est quærere (...). Secundus actus est judicare de inventis ; et hoc facit speculativa ratio. Sed

²⁰⁵ Aristote, *ibidem*, 1138b 22-25.

²⁰⁶ Aristote, *ibidem*, 1106b 10-12.

²⁰⁷ Aristote, *ibidem*, 1139a 36 et 1139b 1-4.

practica ratio, quæ ordinatur ad opus, procedit ulterius ; et est tertius actus ejus præcipere ; qui quidem actus consistit in applicatione consiliorum et judiciorum ad operandum. Et quia iste actus est propinquior fini rationis practicæ, inde est quod iste est principalis actus rationis practicæ, et per consequens prudentiæ. ²⁰⁸

La prudence est la raison droite de l'action. Remarquons l'expression « oportet quod ». « De là, il convient que l'acte spécifique de la prudence soit l'acte spécifique de la raison agissante ». Or, trois actes sont à distinguer. « C'est la raison théorique qui fait » les deux premiers actes : d'abord, le conseil, qui recherche ce qui peut convenir et ce qui ne peut pas convenir ; puis, le jugement, qui retient ce qui peut convenir et rejette ce qui ne peut pas convenir. « Mais la raison pratique, qui est ordonnée à l'action, va plus loin : et le troisième acte est le sien, celui de commander ; il consiste en l'application des découvertes et des jugements dans l'exécution. Et parce que cet acte est plus proche de la fin poursuivie par la raison pratique, de là c'est le principal acte de la raison pratique, et par conséquent, de la prudence ».

Avec « præcipere », nous retrouvons la problématique que nous avons rencontré avec le mot « porte ». « Commander est essentiellement un acte de la raison [pratique, alors que conseiller et juger sont des actes de la raison théorique], car celui qui commande “ordonne” [organise], par mode d'intimation ou en le signifiant, celui à qui il commande une certaine action [il le situe ainsi dans l'organisation que le conseil et le jugement considère requis par l'action à exécuter]. Or une telle ordination [une telle organisation de l'action] est le fait de la raison [qui délibère et juge]. Ceci, notons-le, peut avoir lieu de deux façons : tantôt la raison intime ou signifie un ordre absolument, on s'exprime alors par un verbe au mode indicatif (...) ; tantôt elle pousse à agir, et cette fois on fait usage d'un verbe au mode impératif ». ²⁰⁹

Le conseil découvre le præcipere que le jugement recommande (præcipere) de commander (præcipere). Le mot français « absolument », dans « intime ou signifie un ordre absolument », rend ici le latin « intimare vel denuntiare (...) absolu-

²⁰⁸ Thomas d'Aquin, *Summa theologiae*, Turin, 1927, Libreria Marietti, 2a 2æ, Q. 48, Art. 8.

²⁰⁹ Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, Les actes humains, 1a-2æ, Q. 17, Art. 1, Conclusion.

te », et il prend l'acception suivante : fondamentalement. C'est ainsi que « l'impératif est une plante qui pousse sur le sol nourricier d'un indicatif, et trouve en lui son fondement (...) », ²¹⁰ comme l'écrit Michel Villey.

Cet indicatif, le verbe « oportere » le signifie aussi. « C'est ainsi que Cicéron oppose oportet “il est bon de, expédient de” à necesse est “il est nécessaire de”, opus est “il est besoin de” ». ²¹¹ — Cette opposition de « oportet » à « necesse est » soulève une interrogation réelle sur laquelle nous reviendrons plus loin, lorsque nous étudierons la science théorique du juste : Si in negotio jus obtinere proportionnaliter ita partiendo oportere necesse sit. — Or, « la prudence est une disposition, accompagnée de règle vraie, capable d'agir dans la sphère de ce qui est bon [oportere] pour un être humain, écrit Aristote. Tandis que la production, en effet, a une fin autre qu'elle-même, il n'en saurait être ainsi pour l'action, la bonne pratique étant à elle-même sa propre fin ». ²¹² La raison pratique intime la « règle vraie » par le mode de l'indicatif, à moins qu'elle ne « pousse à agir » en employant « cette fois (...) un verbe au mode impératif » ; mais c'est le conseil qui découvre « ce qui est bon pour un être humain », alors que le jugement le juge tel.

Cependant, « la prudence ne saurait être ni une science, ni un art : une science, parce que l'objet de l'action peut être autrement qu'il n'est ; un art, parce que le genre de l'action est autre que celui de la production ». ²¹³

La prudence n'est pas un art. Alors que l'artiste ramène à lui-même le principe de son acte pour parfaire la réalisation d'un ouvrage distinct de lui, le prudent le ramène à lui pour sa propre perfection. Mais « sa propre perfection » vient « de ce qui est bon pour un être humain », en ce qu'il devient ainsi un homme accompli. C'est pourquoi « la prudence est nécessairement une disposition, accompagnée d'une règle exacte, capable d'agir, dans la sphère des biens humains », précise Aristote ; et « c'est pourquoi nous estimons que Périclès et les gens comme lui sont des hommes prudents en ce qu'ils possèdent la faculté d'apercevoir ce qui est bon pour eux-mêmes et ce qui est bon pour l'homme en général, et tels sont aussi,

²¹⁰ Michel Villey, *De l'indicatif dans le droit*, p. 68.

²¹¹ A. Ernout et A. Meillet, *Dictionnaire étymologique des mots Histoire des mots*, oportet..

²¹² Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1140b 4-10.

²¹³ Aristote, *op. cit.*, 1140b 1-3.

pensons-nous, les personnes qui s'entendent à l'administration d'une maison ou d'une cité », ²¹⁴ ajoute-t-il.

La prudence n'est pas une science. « La prudence n'a pas (...) seulement pour objet les universels, (...) [car] l'action a rapport aux choses singulières. (...) La prudence étant de l'ordre de l'action, il en résulte qu'on doit posséder les deux sortes de connaissances, et de préférence celle qui porte sur le singulier. Mais ici encore elle dépendra d'un art architectonique ». ²¹⁵

Cependant, en tant qu'elle a « pour objet les universels », la prudence politique a besoin « de la science suprême et architectonique par excellence. Or une telle science est manifestement la Politique, car c'est elle qui dispose quelles sont parmi les sciences celles qui sont nécessaires dans les cités (...). Et puisque la Politique se sert des autres sciences pratiques, et qu'en outre elle légifère sur ce qu'il faut faire et sur ce dont il faut s'abstenir, la fin de cette science englobera les fins des autres sciences ; d'où il résulte que la fin de la Politique sera le bien proprement humain. Même si, en effet, il y a identité entre le bien de l'individu et celui de la cité, de toute façon c'est une tâche manifestement plus importante et plus parfaite d'appréhender et de sauvegarder le bien de la cité car le bien est assurément aimable même pour un individu isolé, mais il est plus beau et plus divin appliqué à une nation ou à des cités », ²¹⁶ enseigne Aristote.

Par ailleurs, « la sagesse politique et la prudence sont une seule et même disposition, bien que leur essence ne soit cependant pas la même. De la prudence appliquée à la cité, une première espèce, en tant qu'elle a sous sa dépendance toutes les autres, est législative ; l'autre espèce, en tant que portant sur les choses particulières, reçoit le nom, qui lui est d'ailleurs commun avec la précédente, de politique. Cette dernière espèce a rapport à l'action et à la délibération, puisque tout décret doit être rendu dans une forme strictement individuelle. C'est pourquoi administrer la cité est une expression réservée pour ceux qui entrent dans la particularité des affaires, car ce sont les seuls qui accomplissent la besogne (...) se

²¹⁴ Aristote, *ibidem*, 1140b 20-21 ; 1140b 7-10.

²¹⁵ Aristote, *ibidem*, 1141b 15- 22.

²¹⁶ Aristote, *ibidem*, 1094a 26-28 à 1094b 4-10.

subdivisant en délibérative et judiciaire ». ²¹⁷ La prudence a donc besoin d'un art architectonique et d'une science architectonique.

Mais il lui faut encore le secours d'une habileté. En effet, bien choisir ne suffit pas si l'on considère qu'il faut ensuite passer à l'exécution pour que le choix s'accomplisse dans une action singulière et que la fin ainsi soit atteinte. Aristote l'exprime comme suit :

En ce qui regarde enfin le fait que la prudence ne nous rend en rien plus aptes à accomplir les actions nobles et justes, il nous faut reprendre d'un peu plus haut en partant d'un principe qui est le suivant. (...) La vertu morale assure bien la rectitude du choix, mais accomplir les actes tendant naturellement à la réalisation de la fin que nous avons choisie, c'est là une chose qui ne relève plus de la vertu, mais d'une autre potentialité. — (...) Il existe une certaine puissance, appelée habileté, et celle-ci est telle qu'elle est capable de faire les choses tendant au but que nous nous proposons et de les atteindre. Si le but est noble, c'est une puissance digne d'éloges, mais s'il est pervers, elle n'est que rouerie, et c'est pourquoi nous appelons habiles les hommes prudents aussi bien que les roués. La prudence n'est pas la puissance dont nous parlons, mais elle n'existe pas sans cette puissance. ²¹⁸

Mais notre propos n'est pas la Politique, et notre sujet nous impose des limites à ne pas franchir. Cependant, Michel Villey qualifie la Politique, le traité écrit par Aristote, de « modèle d'étude de droit naturel ». Ce « modèle d'étude », en tant que « modèle », entre dans la perspective méthodologique que ce chapitre examine.

Un “modèle d'étude de droit naturel”

Dans la toute première phrase qu'il écrit dans sa Politique, Aristote, qui s'exprime en grec, écrit ce qui suit :

²¹⁷ Aristote, *ibidem*, 1141b 23-33 ; voir aussi Politique, IV, 14 1297b 40.

²¹⁸ Aristote, *ibidem*, 1144a 11-31.

epeidh pasan polin orwmen koinwnian tina ousan kai pasan koinwnian agaou tinos eneken sunesthkuian (tou gar einai dokountos agaou carin panta prattousi panths), dhlon ws pasai men agaou tinos stocazon-tai, malista de kai tou kuririwtatou pantvn h pason kuriwtath kai pasas pe-riecousa tas allas. ²¹⁹

Lorsque Thomas d'Aquin entreprend de faire un commentaire du traité aristotélicien, son ami Guillaume de Moerbeke lui en fait une traduction en latin. La phrase d'Aristote est ainsi rendue :

[1] Quoniam omnem civitatem videmus communitate quamdam existentem, et omnem communitatem boni alicujus institutam ; ejus enim quod videtur boni gratia, omnia operantur omnes : manifestum quod omnis bonum aliquod conjecturat.

Dans le commentaire qu'il écrit à propos de ces trois lignes, Thomas d'Aquin s'exprime comme suit :

9. His igitur prælibatis, sciendum est quod Aristoteles in hoc libro præmittit quoddam præmium [1], in quo manifestat intentionem hujus scientiæ (...).

10. Circa primum duo intendit probare. Quorum primum est, quod civitas ordinetur ad aliquod bonum, sicut ad finem [1]. (...) Circa primum ponit talem rationem [1]. Omnis communitas est instituta gratia alicujus boni. Sed omnis civitas est communitas quædam, ut manifeste videmus. Ergo omnis civitas est instituta gratia alicujus boni. Quia igitur minor manifesta est, majorem sic probat. Omnes homines omnia quæ faciunt operantur gratia ejus quod videtur bonum ; sive vere bonum, sive non. Sed omnis communitas est instituta aliquo operante. Ergo omnes communitates conjectant aliquod bonum, idest intendunt aliquod bonum, sicut finem. ²²⁰

²¹⁹ Aristote, La politique, Paris, 1982, nouvelle traduction avec introduction, notes et index par J. Tricot, quatrième tirage, Librairie philosophique J. Vrin, 1252a 1-3 : « Nous voyons que toute cité est une sorte de communauté, et que toute communauté est constituée en vue d'un certain bien (car c'est en vue d'obtenir ce qui leur apparaît comme un bien que tous les hommes accomplissent toujours leurs actes). »

²²⁰ Thomas d'Aquin, In libros Politicorum Aristotelis expositio, cura et studio Raymundi M. Spiazzi, Turin, 1951, I, 9 et 10.

Au paragraphe [9], Thomas d'Aquin souligne que, dès le commencement (procœmium), Aristote manifeste l'intention de la science politique (manifestat intentionem hujus scientiæ). Ici, le mot « intention » ne signifie aucunement le but que se proposerait Aristote en écrivant son texte, l'intention de l'auteur, mais bien l'intention qui caractérise cette science : la perspective, écrirait Michel Villey. Le paragraphe [9] nous instruit sur la toute première démarche intellectuelle de la science politique : il s'agit de connaître sciemment (sciendum est) ce que le sujet pratique d'étude place devant la perspective d'une telle science, et ce, comme objet qui, bien que pratique, est considéré théorétiquement.

Le paragraphe [10] expose cet objet comme suit : « Civitas ordinetur ad aliquod bonum, sicut ad finem ». Et la première phrase du même paragraphe fournit encore un renseignement important : « Circa primum duo intendit probare ».

Probare (en grec : pisteuein) relève d'abord de la rhétorique, cet art qui consiste à « voir théoriquement en chaque cas ce qu'il renferme de propre à créer la persuasion, écrit Aristote. (...) On obtient la persuasion par l'effet du caractère moral, quand le discours est traité de manière à faire apparaître l'orateur digne de confiance. (...) Il faut aussi que ce résultat soit obtenu par le discours sans qu'intervienne un préjugé favorable au caractère de l'orateur. (...) On obtient [encore] la persuasion chez les auditeurs quand le discours les conduit à ressentir une passion. Car les jugements que nous prononçons varient selon que nous éprouvons affliction ou joie, amitié ou haine. (...) C'est par le discours [adressé à un auditoire] qu'on [le] persuade, lorsque nous [lui] montrons [deixomen, et non apodeixomen, démontrons] la vérité ou ce qui paraît être la vérité d'après ce qui, sur chaque sujet, est susceptible de persuader. Puisque les preuves sont obtenues par ces trois moyens, il est manifeste que celui-là peut en disposer, qui est capable de déduire par le moyen du syllogisme, d'envisager théorétiquement les mœurs et les vertus, et, en troisième lieu, de connaître les passions, la nature et la qualités de chacune d'elles, leur origine et leur développement chez l'individu. Il en résulte que la Rhétorique est comme un rejeton de la Dialectique et de la science des mœurs qu'il est juste d'appeler politique ».²²¹

²²¹ Aristote, Rhétorique, Paris, 1944, Art rhétorique et Art poétique, traduction nouvelle avec texte, introduction et notes, par Jean Voilquin et Jean Capelle, Librairie Garnier et frères, I, II, 1, 4-7.

Aristote dit que la rhétorique est un « rejeton (...) de la science des mœurs qu'il est juste d'appeler politique ». « Envisager théorétiquement les mœurs et les vertus » relève de la perspective de cette science (*intentionem hujus scientiæ*), qui n'est cependant pas de « spéculation pure (...), car [il ne s'agit] pas de savoir ce que [sont la vertu et les mœurs] en [leur] essence », ²²² ce qui est un objet pour une science théorétique.

Il dit aussi que la rhétorique est un « rejeton de la Dialectique ». *Probare* relève également de la dialectique, en tant qu'elle traite du « syllogisme qui conclut de prémisses probables », pour « qui est capable de déduire par le moyen du syllogisme », et en tant qu'elle est par ailleurs adéquate pour découvrir les « principes premiers de chaque science » théorétique, principes d'où il est ensuite possible de partir pour éventuellement démontrer [*apodeixomein*] une conclusion, si elle est démontrable, et non seulement probable. ²²³ Un tel discernement du probable ou du démontrable demande un détachement de ces « passions » que l'orateur ajoute « en troisième lieu » dans son discours.

Puisqu'on découvre les « principes premiers de chaque science » théorétique par la dialectique, *probare* concerne encore les Analytiques. Dans sa Rhétorique, Aristote écrit : « Nous avons donné dans les Analytiques des précisions plus détaillées sur ces questions et sur la raison pour laquelle certaines propositions sont impropres au syllogisme [démonstratif], tandis que d'autres ont pu entrer dans les syllogismes [démonstratifs] ». ²²⁴ Et il ajoute : « Parmi les signes, les uns présentent le rapport du singulier à l'universel ; les autres celui de l'universel au particulier. De ces signes, celui qui a un caractère de nécessité est le *tekmèrion* [signe nécessaire ou indice, dont le propre est d'indiquer] ; celui qui ne possède pas ce caractère [signe non nécessaire, dont le propre est de signaler] n'a pas de nom particulier traduisant cette différence. J'appelle nécessaires les propositions qui

²²² Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1103b 25-31.

²²³ Aristote, *Topiques*, Paris, 1974, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, nouvelle édition, Librairie philosophique J. Vrin, 101a 36 à 101b 16 ; 100a 26.

²²⁴ Aristote, *Rhétorique*, I, II, 18 ; *Premiers analytiques*, 69b 36 ; 70a 4 à 70b 36.

servent de fondement au syllogisme ; c'est pourquoi le tekmerion est un de ces signes », ²²⁵ notamment pour la science pratique, en tant que science.

La seconde figure « est la seule (...) à exclure la preuve par signe », puisque toute conclusion y est négative. ²²⁶ « Si (...) on énonce une seule prémisse, c'est seulement un signe qu'on obtient ; mais si on prend en outre l'autre prémisse, on obtient un syllogisme (...). (...) Celui [le syllogisme] qui procède [avec un tekmerion] par la première figure est irréfutable s'il est vrai (car il est universel), et celui [le syllogisme] qui procède [avec un signe] par la dernière [troisième] figure est réfutable, même si la conclusion est vraie, du fait que le syllogisme [précisément sa conclusion] n'est [pas] universel (...) ». ²²⁷ Comme « l'indice [tekmerion] est (...) ce qui nous fait connaître, et [que] c'est surtout le moyen terme qui possède cette propriété », « désigner le moyen terme comme indice » dans la première figure donne une démonstration du fait. ²²⁸ Et c'est ce dont Aristote parle lorsqu'il écrit : « On ne doit pas non plus exiger la cause en toutes choses indifféremment : il suffit, dans certains cas, que le fait soit clairement dégagé ». ²²⁹ Par contre, le syllogisme de la troisième figure prouve (probare) en montrant, mais ne démontre pas, et ce, même si les syllogismes de la troisième figure sont réductibles à la première.

Dans Une étude en rouge, ²³⁰ Conan Doyle fait dire à Sherlock Holmes : « Chercher une explication avant de connaître tous les faits est une erreur capitale » ; « une fois que je connais les principaux faits, tout n'est qu'un enchaînement de déduction ». Cet « enchaînement » se fait selon une « méthode » d'un « type très ordinaire » : « pour résoudre un problème de cette nature, le principal est de savoir raisonner à rebours », ce qui est un « un art très utile ». Ce « savoir raisonner à rebours », c'est « la marche de la prédication vers le haut » dont parle Aristote. Ainsi découvre-t-on « une explication », mais pas « avant de connaître tous les faits ».

²²⁵ Aristote, op. cit., I, II, 16-17.

²²⁶ Aristote, Premiers analytiques, II, 26, 69b 36.

²²⁷ Aristote, op. cit., II, 27, 70a 24-31.

²²⁸ Aristote, ibidem, II, 27, 70b 1-2.

²²⁹ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1098b 1-6.

²³⁰ Conan Doyle, Sherlock Holmes, Paris, 1987, Bouquins, Éditions Robert Laffont, volume I, p. 6, passim ; les caractères en italiques sont de nous.

Et, pour « connaître tous les faits », Holmes sait reconnaître un signe d'un indice : « Cette terre est de cette singulière teinte rougeâtre [signe à placer comme moyen terme] qui, autant que je le sache [le signe est réfutable, et le pronom « le » opère une reduplication, ce pourquoi le terme autant que je le sache « doit être ajouté au grand extrême » ²³¹], ne se trouve nulle part ailleurs dans le voisinage ». On obtient ainsi, dans la troisième figure, un syllogisme en Darapti :

Toute telle teinte rougeâtre de terre est de nulle part ailleurs dans le voisinage, autant que je le sache.

Toute telle teinte rougeâtre de terre est celle d'un échantillon de terre pris sur ces chaussures.

Quelque échantillon de terre pris sur ces chaussures est de nulle part ailleurs dans le voisinage, autant que je le sache.

Poursuivons la lecture de Thomas d'Aquin. Ce que le sujet pratique place devant la perspective de la science politique, ce que cette science prend comme objet pour le connaître sciemment, et ce, selon un mode théorétique, c'est la seconde phrase du paragraphe [10] qui l'exprime : « Quorum primum est quod, civitas ordinetur ad aliquod bonum, sicut ad finem ». ²³² Pour se saisir de cet objet, Thomas d'Aquin écrit qu'Aristote « circa primum ponit talem rationem ». Aristote dispose (ponit) son acte de considération en une forme logique (rationem) déterminée (talis) autour de l'objet (circa primum). Autour, car la science pratique ne cherche pas à connaître la quiddité de cet objet.

Et Thomas d'Aquin reconstitue les deux raisonnements sous-jacents au texte aristotélicien, comme suit :

²³¹ Aristote, Premiers analytiques, 49a 11-14.

²³² « La condition [partagée] de citoyens est ordonnée à quelque bien, pris comme fin ». Ce bien, c'est la fin en acte d'une cause finale qui, comme telle, est en puissance. Et la « civitas » est ici un moyen ordonnée à cette fin.

1. d'abord :

Omnis communitas est instituta gratia alicujus boni.
Sed omnis civitas est communitas quædam, ut manifeste videmus.
Ergo omnis civitas est instituta gratia alicujus boni.

2. puis :

Omnes homines omnia quæ faciunt operantur gratia ejus quod videtur bonum ; sive vere bonum, sive non.
Sed omnis communitas est instituta aliquo operante.
Ergo omnes communitates coniectant aliquod bonum, idest intendunt aliquod bonum, sicut finem.

« (...) Puisqu'il n'est pas possible d'apporter dans la discussion les choses elles-mêmes, mais qu'au lieu des choses nous devons nous servir de leurs noms comme de symboles, nous supposons que ce qui se passe dans les noms se passe aussi dans les choses », ²³³ écrit Aristote. Rappelons qu'une distinction importante s'impose entre la signification d'un terme dans une énonciation et sa valeur de suppléance (logica suppositio). En français, l'expression « supposition logique » ne rend plus la signification de l'expression latine « logica suppositio » avec suffisamment de transparence, ce pourquoi fut introduite celle de « valeur de suppléance ». ²³⁴ Lire un syllogisme sans tenir compte de la valeur de suppléance des termes, c'est courir le risque de n'y rien comprendre.

Le premier raisonnement se présente comme un syllogisme en Barbara dans lequel le sujet de la majeure, le moyen terme « omnis communitas », et le sujet de la mineure, le terme mineur « omnis civitas », sont chacun un terme collectif,

²³³ Aristote, Réfutations sophistiques, Paris, 1969, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, nouvelle édition, librairie philosophique J. Vrin, 165a 6-9 ; le mot mis en italique est notre fait.

²³⁴ On trouve un exposé de la valeur de suppléance dans : J. Tricot, Traité de logique formelle, Paris, 1973, troisième édition, conforme à la première, Librairie philosophique J. Vrin, pp. 62-64 ; Jacques Maritain, Éléments de philosophie II, L'ordre des concepts, Paris, 1966, vingtième édition, Librairie P. Tequi, pp. 73-94 ; John of Saint-Thomas, Outlines of formal logic, Milwaukee, 1955, translated from Latin by Francis C. Wade, Marquette University Press, pp. 61-70.

comme l'est « peuple », mais en prenant une valeur de suppléance logique complètement distribuée (*distributa completa*) signifiée par le syncatégorème « tout » : « toute communauté » et « tout ensemble de citoyens ».

Dans « communauté », nous reconnaissons les mots « cum » et « munus » ; « munus » signifie ici une charge, ²³⁵ et « cum », que cette charge est assumée en commun. Cette prise en charge commune est l'indice qui indique une certaine unité chez ceux qui l'assument ainsi en communauté. Dans « ensemble de citoyens », la racine indo-européenne « sem », dans « en-sem-ble », supplée une certaine unité du pluriel citoyens.

Dans la majeure, le prédicat « *instituta gratia alicujus boni* » est de suppléance logique particulière indéterminée (*disjuncta*). Les cordes, les cuivres et les bois ont leur partition respective dans l'orchestration d'une symphonie. Toute orchestration d'une symphonie est le fait d'un ensemble d'instruments ; c'est pris ensemble qu'un violon, une trompette ou une flûte etc., forment un ensemble instrumental constitué en vue d'une orchestration. Dans le Barbara, le prédicat « *instituta gratia alicujus boni* » prend aussi une telle valeur de suppléance.

C'est cette valeur de suppléance du prédicat « *instituta gratia alicujus boni* » qui caractérise l'objet de la science politique, prise en tant que science d'un sujet pratique : la gratia. L'indice « *omnis communitas* » affecte ainsi ce prédicat : toute charge assumée en commun, tel un ensemble instrumental, indique l'existence d'une gratia. Le terme « gratia » signifie ici une manière d'être agréable qui se trouve chez soi et se manifeste à autrui, ou qui se trouve chez autrui et se manifeste à soi, d'où une réciprocité entre citoyens. Les citoyens, selon cette réciprocité, agissent comme les parties d'un ensemble instrumental dans une orchestration. ²³⁶

Dans le Barbara, la réciprocité entre citoyens est exprimée comme étant la faveur réciproque que l'on se fait d'un certain bien (*alicujus boni*). L'indice qui démontre l'existence de cette faveur, c'est qu'une charge est pratiquement assumée en commun. Cette faveur réciproque est un fait accompli par une cause dont le Barbara n'élucide pas la quiddité puisqu'il a un indice comme moyen terme.

²³⁵ Ce sont les charges inhérentes à l'entretien de la vie : nourriture, habitation, etc.

²³⁶ Félix Gaffiot, Dictionnaire illustré latin-français, gratia.

Cette faveur réciproque est « instituta », nous dit le texte. Le verbe « instituere » signifie : organiser quelque chose qui existe. Cicéron l'emploie avec « civitates » pour dire : organiser les cités.²³⁷ Il est dès lors difficile de ne pas reconnaître la pertinence du mot « Institutes », que Gaius emploie pour nommer l'ouvrage dont nous avons parlé au chapitre précédent.

En tenant compte de ces explications, nous pouvons comprendre le syllogisme en Barbara comme suit :

Toute charge assumée en commun indique une faveur réciproque instituée de quelque bien.

Mais tout ensemble de citoyens, pris comme indice, se présente comme une certaine charge assumée en commun, comme c'est évident.

Donc tout ensemble de citoyens indique une faveur réciproque instituée de quelque bien.

Dans la majeure, le prédicat « instituta gratia alicujus boni » est prédiquée de tout le sujet « omnis communitas », le moyen terme du Barbara qui est une espèce logique (genre et différence spécifique) dans laquelle est formulée une définition ; cet indice, c'est une charge assumée en commun. Et cette définition, c'est celle du sujet de la conclusion, le terme mineur du syllogisme, qui est un indice. Dans la mineure, le moyen terme « communitas quædam » est précisément prédiquée de tout le sujet « omnis civitas »,²³⁸ et entre ainsi dans la compréhension de ce dernier²³⁹ pour y introduire, à titre de définition, le type d'unité précisément signifiée par « sem » dans un « en-sem-ble de citoyens ».

Comme « tout ensemble de citoyens » est une partie subjective de « omnis communitas », soit l'indice d'une instituta gratia alicujus boni, il suit que, dans la conclusion, « instituta gratia alicujus boni » ne peut pas ne pas être prédiqué de « tout ensemble de citoyens ». Cette conclusion signifie une connexion nécessaire entre le sujet et le prédicat de cette conclusion, en vertu du moyen terme qui les unit, ici un signe nécessaire, un indice (tekmèrion). En d'autres termes, ce n'est un fruit d'un hasard si tout ensemble de citoyens indique une faveur réciproque

²³⁷ Félix Gaffiot, op. cit., instituo.

²³⁸ Qui supplée distributa pour les parties subjectives de cette espèce logique.

²³⁹ Compréhension du sujet logique « omnis civitas », et non du concept « civitas ».

instituée de quelque bien. Le fait d'une faveur réciproque instituée de quelque bien est ainsi démontré par la science politique, prise en tant que science, alors que la faveur implique une certaine pratique sur laquelle se penche le second raisonnement.

Ce second raisonnement présente d'autres caractères logiques que le Barbara. La première proposition se lit : « Tous les hommes s'occupent (operantur) à accomplir toutes les choses qu'ils font (omnia quæ faciunt) par agrément (gratia, ici pris en une autre acception) de ce qui est vu comme un bien (ejus quod videtur bonum) ; qu'il soit vraiment un bien ou non (sive vere bonum, sive non) ». Le sujet « omnes homines » de cette proposition, sujet qui est au pluriel, n'est pas un terme collectif qui supplée distributa, mais une énumération complète de termes singuliers dans un raisonnement inductif. De même en est-il du sujet de la troisième : « omnes communitates ». Cette troisième proposition, où « conjoinctant » est un subjonctif qui signifie une possibilité,²⁴⁰ reprise par « intendunt », s'entend ainsi : « Donc toutes les communautés [formées d'hommes qui s'occupent à accomplir toutes les choses qu'ils font, dont la prise en charge commune, par agrément de ce qui est vu comme un bien] peuvent conduire à quelque bien, c'est-à-dire qu'elles tendent vers quelque bien, comme à une fin ». Par contre, dans la seconde proposition, remarquons le sujet « omnis communitas ».

« Omnis communitas » n'est pas au pluriel, mais au singulier. Il semble être un terme collectif qui supplée distributa comme dans le Barbara : « Toute charge assumée en commun l'est par quelque bien efficace instituée (institutum aliquo [bono] operante) ». Sauf que, dans le contexte de cette induction, le terme « omnis communitas » prend une valeur de suppléance logique simple (suppositio simplex). Et tous les cas singuliers de « institutum aliquo operante » sont rangés sous le terme abstrait « omnis communitas », ce pourquoi il est au singulier.

²⁴⁰ C'est la possibilité caractéristique du « posse » dans : Ab esse ad posse valet illatio. Du fait qu'une charge est assumée en commun par agrément d'un bien, véritable ou apparent, il s'infère que la communauté peut conduire à quelque bien.

Tableau I

Le fer, et le cuivre, et l'or, etc. conduisent l'électricité.

Le métal est du fer, du cuivre, de l'or, etc.

Donc les métaux conduisent l'électricité.

L'importante notion de *suppositio simplex* mérite un rappel que nous ferons à l'aide d'un exemple (Tableau 1). Dans la première phrase, nous avons une énumération complète de termes singuliers qui est faite de ce qui conduit l'électricité. Dans la seconde phrase, « Le métal » est un terme commun à valeur de suppléance simple. Sont rangés sous lui les termes singuliers « le fer, et le cuivre, et l'or, etc. » de l'énumération complète. « Le métal » est un terme obtenu par ascensus inductif. Un terme à *suppositio simplex* « supplée pour la chose qui est d'abord et immédiatement (*primo et immediate, seu formaliter*) signifié par lui, et cela avec une précision telle qu'il ne passe pas à la chose secondairement (*materialiter*) signifié par lui » ; ²⁴¹ il s'agit ici de la *præcisio* latine, d'une coupure. Bref, c'est un terme abstrait, comme le nombre 2 en est un. Le nombre abstrait 2, coupé de toutes les paires, ne passe pas aux paires secondairement signifiées par lui sans une addition logique qui est le contraire de l'abstraction : par exemple, dans « une paire de souliers », le nombre est concret. La troisième phrase pourrait être écrite comme suit : « Donc le métal conduit l'électricité ». La suppléance simple du terme « le métal » n'en serait pas changée pour autant.

Étant donné que le second raisonnement est une induction, n'y cherchons pas un moyen terme unissant un terme majeur et un terme mineur. Comme tous les hommes s'occupent à faire tout ce qu'ils font par agrément de ce qui est vu par eux comme un bien, véritable ou apparent, toutes les communautés singulières de

²⁴¹ Jacques Maritain, *L'ordre des concepts*, pp. 81-82 et 311 ; sur le terme abstrait, Aristote, *Premiers analytiques*, 48a 1-26.

tels hommes afin d'assumer en commun une charge sont instituées par quelque bien suffisamment efficace pour ainsi les réunir. « Omnis communitas » est un terme commun à suppléance simple qui tient lieu de tous ces cas singuliers, comme le terme « le métal » dans le Tableau 1. Il s'ensuit que toutes les communautés singulières où une charge assumée en commun est instituée peuvent conduire à quelque bien, soit le bien efficace sans lequel de telles communautés singulières ne seraient pas instituées.

Tenant compte de ces explications, nous comprenons le raisonnement inductif à l'étude comme suit :

Tous les hommes s'occupent à accomplir tout ce qu'ils font par agrément de ce qu'ils voient comme un bien ; que ce le soit ou non.

Mais toute charge assumée en commun est instituée par quelque bien efficace.

Donc toutes les charges assumées en commun peuvent conduire à quelque bien, c'est-à-dire tendent à quelque bien, pris comme fin.

Si tous les hommes s'occupent à accomplir toutes les choses qu'ils font par agrément de ce qu'ils voient comme un bien, véritable ou apparent, et que « omnis communitas » est un terme à suppléance simple sous lequel se range tous les cas singuliers de « instituta aliquo operante », alors tous les cas singuliers de « civitas » sont à y ranger, par descensus inductif, puisqu'ils sont des « communitates ». S'il est vrai que tous les ensembles singuliers de citoyens sont des cas de charge assumée en commun, il est vrai que tout ensemble de citoyens, entendu selon une suppléance simple, est un cas de charge assumée en commun (un cas de « communitas »). Cependant, ce passage de « tous les » à « tout », par ascensus inductif, pose un problème qui demande l'élucidation de la phrase que Thomas d'Aquin écrit entre le Barbara et le raisonnement inductif : « Quia igitur minor manifesta est, majorem sic probat » (Que, donc, la mineure [du Barbara] soit manifeste prouve ainsi la majeure [du Barbara]).

Cette phrase expose pourquoi la mineure du Barbara est manifeste. Selon le raisonnement inductif, toutes les charges assumées en commun tendent à quelque bien, pris comme fin, puisque tous les hommes accomplissent tout ce qu'ils font, dont cette prise en charge commune, par agrément du bien qu'ils voient, qu'il s'agisse d'un vrai bien ou pas. C'est ce bien efficace qui institue (instituta aliquo

operante) ; bref, ce bien est une cause finale dont le mode d'opération propre est ici d'instituer.

C'est le point tournant, ²⁴² là où une induction compréhensive s'opère pour donner naissance à un moyen terme employable dans une « forme syllogistique ». ²⁴³ On passe alors de la suppléance simple de « *omnis communitas* », d'induction extensive, à une suppléance personnelle (*suppositio personalis*), d'induction compréhensive. Rappelons que le terme à suppléance personnelle est un nom commun qui signifie premièrement et immédiatement un universel, secondement et médiatement ses parties subjectives, et qui supplée à la fois l'universel et ses parties subjectives ; de même qu'on a un terme pour dire qu'une société anonyme a la personnalité juridique, le nom commun peut avoir une personnalité logique pour suppléer la « société anonyme » des parties subjectives singulières dont la pluralité est résolue selon l'Un d'un universel, ce pourquoi on ne les nomme pas. Tout nom de ce qui est obtenu par induction compréhensive est un terme à suppléance personnelle.

Dans la seconde phrase du raisonnement inductif, nous passons de « toutes les » à « tout » selon une suppléance simple : « Toute charge assumée en commun est instituée par quelque bien efficace ». Mais, contrairement au cas du métal, cette induction extensive se prolonge en une induction compréhensive. L'induction compréhensive découvre « *instituta aliquo operante* » au sujet de « *omnis communitas* ». Dès lors, à l'indice d'une faveur réciproque instituée de quelque bien, dans le Barbara, est substituable quelque bien efficace qui institue : « *Omnis communitates, ut instituta aliquo operante* [selon l'induction compréhensive], est *instituta gratia alicujus boni* ». Or l'expression « *instituta aliquo operante* » est un nom qui signifie une cause, cause dont l'existence est découverte, mais pas sa quiddité. En connaître la quiddité demande une science théorique, ce que n'est pas la Politique, qui est une science pratique. Selon cette science pratique, « que donc la mineure [du Barbara] soit manifeste prouve ainsi la majeure [du même Barbara] ». Qu'est-ce à dire ? Ne la tenions-nous pas comme prouvée par

²⁴² J. Tricot, *Traité de logique formelle*, p. 294 : « L'induction, envisagée sous sa forme syllogistique, consiste à tirer la majeure de la comparaison de la mineure et de la conclusion ». C'est le « savoir raisonner à rebours » de Sherlock Holmes.

²⁴³ Voir Jacques Maritain, *L'ordre des concepts*, p. 81-82.

l'indice ? Certes, mais pas comme « instituta aliquo operante ». Maintenant, elle l'est.

Dès lors, « omnis civitas » change aussi de suppléance, comme « omnis communitas ». De « tout ensemble de citoyens », elle devient « toute condition de citoyens » ; elle est alors prise comme qualité, plutôt qu'indice. Et c'est ainsi que se forme un « savoir raisonner à rebours » ou une « marche de la prédication vers le haut », ce que Jean Tricot exprime comme suit : « L'induction, envisagée sous sa forme syllogistique [syllogisme d'induction compréhensive], consiste à tirer la majeure de la comparaison de la mineure et de la conclusion ». D'où la formation d'un syllogisme en Darii qui circa primum ponit talem rationem, comme suit :

Omnis civitas [ut civitas] ordinetur ad aliquod bonum, sicut ad finem.
(ce qu'Aristote intendit probare par induction compréhensive)
Communitas quædam est civitas, ut manifeste videmus. (par conversion)
Communitas quædam [ut civitas] intendit aliquod bonum, sicut finem.

Du Barbara fournissant une démonstration du fait ex indicio fut clairement dégagé le fait servant de point de départ pour découvrir l'existence de principes, ici « civitas » et « aliquod bonum, sicut ad finem » :

On ne doit pas non plus exiger la cause en toutes choses indifféremment : il suffit, dans certains cas, que le fait [connu par indice] soit clairement dégagé, comme par exemple en ce qui concerne les principes : le fait vient en premier, c'est un point de départ [pour un « savoir raisonner à rebours »]. Et parmi les principes, les uns sont appréhendés par l'induction, (...) [comme ici] ; et nous devons essayer d'aller à la recherche de chacun d'eux d'une manière appropriée à sa nature, et avoir soin de les déterminer exactement, car ils sont d'un grand poids pour ce qui vient à leur suite. ²⁴⁴

Si Michel Villey qualifie la Politique de « modèle d'étude de droit naturel », nous ne devons toutefois pas oublier que la « civitas », telle que l'envisage la science politique, est ordonnée à quelque bien pris comme fin, à titre de cause finale, alors que, pour la science du droit, la « civitas » est une fin, la fin du « jus civile » qui est, lui, pris comme cause finale. C'est ainsi que « la Politique se sert

²⁴⁴ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1098b 1-6.

des autres sciences pratiques [dont la science du droit], (...) qu'en outre elle légifère sur ce qu'il faut faire et sur ce dont il faut s'abstenir, [et que] la fin de cette science englobera les fins des autres sciences [pratiques] ». ²⁴⁵ Cependant, le « modèle d'étude », en tant que « modèle », illustre bien ce qu'est une science pratique prise en tant que science. Elle apporte ainsi « quelque lumière », la prudence apportant quelque autre lumière. Aristote écrit :

En effet, les syllogismes de l'action ont comme principe « Puisque la fin, c'est-à-dire le Souverain Bien, est de telle nature », (quoi que ce puisse être d'ailleurs, et nous pouvons prendre à titre d'exemple la première chose venue) ; mais ce Souverain Bien ne se manifeste qu'aux yeux de l'homme de bien car la méchanceté fausse l'esprit et nous induit en erreur sur les principes de la conduite. La conséquence évidente, c'est l'impossibilité d'être prudent sans être vertueux. ²⁴⁶

L'Éthique à Nicomaque est aussi un ouvrage de science pratique. Et, dans cet ouvrage, quand Aristote parle de la science « au sens rigoureux », tout « en négligeant les sens de pure similitude », il se réfère explicitement à ses Analytiques, comme suit :

La nature de la science (si nous employons ce terme dans son sens rigoureux, et en négligeant les sens de pure similitude), résulte clairement des considérations suivantes.

Nous concevons tous que les choses dont nous avons la science ne peuvent être autrement qu'elles ne sont ; pour les choses qui peuvent être autrement, dès qu'elles sont sorties du champ de notre connaissance, nous ne voyons plus si elles existent ou non. L'objet de la science existe donc nécessairement ; il est par suite éternel, car les êtres qui existent d'une nécessité absolue sont tous éternels ; et les êtres éternels sont inengendrés et incorruptibles.

De plus, on pense d'ordinaire que toute science est susceptible d'être enseignée, et que l'objet de science peut s'apprendre. Mais tout enseignement donné vient de connaissances préexistantes, comme nous l'établissons aussi dans les Analytiques, puisqu'il procède soit par induction, soit par syllogisme. L'induction dès lors est principe aussi de l'universel, tandis que le syllogisme procède à partir des universels. Il y a par

²⁴⁵ Aristote, op.cit., 1094a 26-28 à 1094b 4-10.

²⁴⁶ Aristote, ibidem, 1144a 31-36.

conséquent des principes qui servent de point de départ au syllogisme, principes dont il n'y a pas de syllogisme possible, et qui par suite sont obtenus par induction.

Ainsi la science est une disposition capable de démontrer, en ajoutant à cette définition toutes les autres caractéristiques mentionnées dans nos Analytiques, car lorsque un homme a sa conviction établie d'une certaine façon et que les principes lui sont familiers, c'est alors qu'il a la science, car si les principes ne lui sont pas plus connus que la conclusion il aura seulement la science par accident. ²⁴⁷

Nous reviendrons sur ces « autres caractéristiques mentionnées dans [les] Analytiques » qui concernent la science théorétique. Pour le moment, contentons-nous de quelques considérations à mettre en rapport avec cette partie de l'enseignement de Michel Villey dont nous sommes à faire l'exposition, celle qui soulève une question de méthodologie.

Vers une science théorétique du juste

« Pas de science du juste, (...) au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) », ²⁴⁸ avons-nous lu plus haut, ou pas de science du juste selon les Analytiques. Michel Villey prétend néanmoins à une certaine « science du droit » prise, dit-il, de l'Éthique à Nicomaque.

Jean Poinsoot, disciple d'Aristote et de Thomas d'Aquin, tout comme Michel Villey prétend l'être, en s'interrogeant sur le caractère théorétique ou pratique d'une science, expose très nettement que la différence entre la science pratique et la science théorétique repose sur une distinction de leurs principes propres :

Mais la connaissance du vrai est elle-même une certaine œuvre, et réciproquement, chaque œuvre est une sorte de vrai ; donc, la distinction entre l'œuvre et le vrai doit être comprise dans le sens le plus formel.

Il est impossible d'appeler pratique tout ce qui, de quelque façon, effectue une œuvre ou accomplit une opération. Seul mérite d'être appelé

²⁴⁷ Aristote, ibidem, 1139b 18-34.

²⁴⁸ Michel Villey, Précis, II, p. 67.

pratique ce qui dirige un processus conduit en vue une œuvre, ce qui établit des règles pour la mise en ordre d'une œuvre, et ce qui a une œuvre comme fin. L'emploi approprié du terme "pratique" implique, en plus de l'élicitation d'une opération, la fabrication d'un objet ou d'une matière dont l'exécution ou la réalisation doivent être dirigées par des règles de fabrication et non seulement de connaissance. "Être connu" et "être effectué" sont toujours distingués quand est soulevée la question de distinguer l'un de l'autre le théorétique et le pratique. Toute connaissance du vrai n'est pas théorétique.

La connaissance théorétique vise la seule connaissance et ne vise, au-delà de la connaissance elle-même, aucune fabrication. L'ordre théorétique de la connaissance a comme fin, non pas la fabrication d'une chose, mais la connaissance elle-même et la défaite de l'ignorance. Les exigences du théorétique sont satisfaites dans chacun de deux cas, soit, (a) quand le sujet n'est pas une matière d'action, (...) et (b) quand un sujet qui est une matière d'action est traité, non pas comme action, mais comme un objet de science et une poursuite du vrai. Le pratique, d'un autre côté, exige que le sujet soit une matière d'action et qu'il soit traité selon le mode approprié à une matière d'action.

Quand Aristote distingue le pratique et le théorétique l'un de l'autre par leurs fins, il ne réfère pas à la fin poursuivie par la personne qui actuellement cherche à comprendre ; il réfère à la fin visée par les principes et les règles qu'une science emploie. Si les principes ne font rien d'autre que de manifester le vrai, de l'illuminer et de défaire l'ignorance, ils sont théorétiques. Si, en plus de la manifestation du vrai, ils exercent une direction de telle façon que quelque chose soit effectuée et portée à l'existence, ils sont pratiques et mettent de l'ordre dans l'action. (L'action, ici, est prise comme un objet de connaissance pratique.) On dit que les principes théorétiques sont analytiques, car ils se présentent seulement comme des principes en lesquels le vrai est résolu pour être compris ; mais on dit que les principes pratiques sont synthétiques parce que, dans leur traitement du vrai ou d'une entité, ils visent à l'incorporer dans le monde de l'existence. ²⁴⁹

Une science pratique du droit, en tant que science, ne peut pas ne pas utiliser un mode spéculatif pour l'étude de son objet, comme l'échantillon que Thomas d'Aquin nous fournit plus haut l'illustre. Cependant, l'emploi d'un tel mode spécu-

²⁴⁹ Joannis A S. Thomas, *Logica*, II, Q. 1, art. 4 ; *The Material Logic of John of Saint-Thomas Basic Treatises*, Chicago, 1955, translated by Yves R. Simon, John Glanville, G. Donald Hollenhorst, University of Chicago Press, pp. 33-34. La traduction française est de nous.

latif d'exposition ne rend théorique ni cette science ni son objet, parce que la « cause immédiate » se découvre au cours d'une délibération qui, « en plus de la manifestation du vrai, [exerce] une direction de telle façon [qu'une action] soit effectuée et portée à l'existence, [selon des principes] (...) pratiques [qui] mettent de l'ordre dans l'action », comme l'écrit Jean Poinso. Par opposition, la vertu de prudence, lorsqu'elle commande l'action, opère selon un mode pratique, et ce, à propos d'un objet pratique.

Telle est la « méthodologie classique » d'une « science [pratique] du droit », celle à laquelle Michel Villey s'intéresse. Comme il ne peut y avoir de science à la fois théorique et pratique d'un même objet, ²⁵⁰ — nous disons bien d'un même objet, et non d'un même sujet — une science théorique du juste, au sens entendu plus haut, et une science pratique du droit, au sens où Michel Villey l'entend, portent sur deux objets formellement distincts, mais pris d'un même sujet.

Alors une question ne peut manquer de venir à l'esprit. Comment le terme grec « dikaion » qu'emploie Aristote, traduit en latin par « jus », a-t-il pu devenir « droit » en français, alors que ce dernier vient de « directum » ? Dans les prochains chapitres, nous approfondirons ce problème de terminologie en le mettant en rapport avec la problématique de l'objet et de la science pertinente. Mais nous pouvons en faire immédiatement voir quelques linéaments.

Michel Villey part de la définition qu'Ulpien donne de la justice : « Justitia est constans et perpetua voluntas jus suum cuique tribuendi ». ²⁵¹ Or la justice est une vertu pratique (morale). Concentrant son attention sur la locution « jus suum cuique tribuendi » de cette définition, Michel Villey expose que le « rôle du droit est d'attribuer à chacun le sien », ²⁵² et en tire le « sens strict » du mot « droit ». Pour sa part, Thomas d'Aquin, partant de la même définition, dit que « l'acte propre de la justice est de rendre [reddere] à chacun le sien ». ²⁵³

Or, il est manifeste que « tribuere » et « reddere » sont deux mots qui signifient des concepts différents.

²⁵⁰ Jean Poinso, op. cit, Q. IV, Art.4.

²⁵¹ Digeste, I, 1, 10.

²⁵² Michel Villey, Précis I, p. 66.

²⁵³ Thomas d'Aquin, Somme théologique, 1a, 2æ, Q. LVIII, Art. XI ; notre traduction.

De rendre à chacun le sien juste s'infère validement une disposition pratique à pouvoir rendre ainsi à chacun le sien juste — nous traduisons « *jus suum* » par « le sien juste ». Cette disposition à rendre le sien juste à chacun, c'est la vertu de justice, guidée par la prudence. Sauf que rendre à chacun le sien juste est impossible sans, au préalable, que le droit « au sens strict », selon Michel Villey, attribue pratiquement à chacun le sien juste. Le droit relève alors de la règle vraie de la prudence qui commande l'attribution à chacun du sien juste, une attribution découverte lors du conseil, dont le mode d'enquête est théorétique, ainsi que le jugement qui affirme l'attribution à chacun du sien juste sans le commander, tandis que le désir droit de cette attribution concerne la vertu morale de justice.

Le droit, comme attribution pratique à chacun du sien juste, selon la prudence, peut aussi être considéré selon le mode théorétique d'une science pratique : la science pratique du droit. Car, avant de pouvoir rendre à chacun le sien juste, l'attribution pratique du sien juste à chacun des destinataires est considérée selon le mode théorétique de la science du droit, pour connaître ce qu'il convient de rendre.

Mais avant de pouvoir ainsi connaître ce qu'il convient de rendre, une connaissance théorétique ce qu'est le juste en son essence est requise. C'est le problème du juste, et seule une science théorétique du juste peut le prendre comme objet. À cet égard, Jean Poinsoy écrit que « la logique est nécessaire aux sciences théorétiques »²⁵⁴ pour qu'elles se constituent comme science ; et il s'en réfère alors aux Analytiques.

Dans ce chapitre, nous nous intéressons à une perspective méthodologique : le « sens strict » du mot « science » dans l'expression « science du droit ». Et nous avons annoncé que, dans le chapitre suivant, nous nous pencherions sur le « sens strict » que prend le mot « droit ».

Or, des considérations que nous avons faites sur le « modèle d'étude de droit naturel » proposé par Michel Villey, se dégage le syllogisme en Darapti suivant :

Omnis communitas est instituta gratia alicujus boni.

Omnis communitas est instituta aliquo operante.

Institutum aliquid operans est instituta gratia alicujus boni.

²⁵⁴ Jean Poinsoy, *Logica*, II, Q. 1, Art. 1 ; notre traduction.

La conclusion de ce Darapti pourrait être rendue comme suit : quelque institution par un bien efficace est celle d'une faveur réciproque de quelque bien. C'est maintenant ce que nous allons voir : ce qu'est le « droit » et ce qu'est le « juste ».

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre IV

Un “Fonds indéracinable”

[Retour à la table des matières](#)

« Dans le livre V des Éthiques, qui traite de la justice et du droit, écrit Michel Villey, (...) Aristote centrait son étude sur une série de termes grecs, dont le mot *dikaïosunê* (que nous traduisons par vertu de justice), et d'autres de la même famille : *dikaïos* (l'homme juste), — *adikein* (agir contre le droit) — *dikastês* (le juge), — *to dikaion* (le droit) etc. » ; il s'efforçait « d'expliquer les sens qu'avaient ces mots dans l'usage le plus naturel des grecs » afin d'y découvrir « quelque chose de réel, une vertu, une activité, (...) ou (...) *plusieurs* espèces de comportements habituels » ; et « on pourrait faire le même travail en latin », ajoute Michel Villey, puisque « le latin classique s'est largement modelé sur le grec », alors qu'en français, bien que « dérivé du latin », « on aboutirait à d'autres résultats, puisque le mot justice (...) s'est chargé, au cours de notre histoire, de résonances nouvelles ». ²⁵⁵

Aristote commence son exposé « au sujet de la justice et de l'injustice » en prenant une « définition comme point de départ, à titre de simple esquisse », soit « ce que tout le monde entend signifier par [le mot] *justice* », ce qu'il exprime comme suit :

²⁵⁵ Michel Villey, Précis I, p. 57.

« Au sujet de la justice et de l'injustice, nous devons examiner sur quelles sortes d'actions elles portent en fait, quelle sorte de médiété est la justice, et de quels extrêmes le juste est un moyen. Notre examen suivra la même marche que nos précédentes recherches. Nous observons que tout le monde entend signifier par *justice* cette sorte de disposition qui rend les hommes aptes à accomplir les actions justes, et qui les fait agir justement et vouloir les choses justes ; de la même manière, l'injustice est cette disposition qui fait les hommes agir injustement et vouloir les choses injustes. Posons donc, nous aussi, cette définition comme point de départ, à titre de simple esquisse ». ²⁵⁶

Remarquons comment Aristote situe la justice comme une « disposition qui rend les hommes aptes à *accomplir* les actions justes », les fait « *agir* justement » en leur faisant « *vouloir* les choses justes ». Elle est donc une disposition du désir droit, celui qui accompagne la « règle dirigée vers quelque fin » ou « droite règle » dans le choix préférentiel. À cet égard, Thomas d'Aquin écrit que « la justice est dans la volonté comme dans son sujet ». ²⁵⁷ Ce que désire la volonté, lorsque bien disposée par la justice, c'est un objet désirable distinct d'elle : « les choses justes » qu'elle peut « vouloir ». Cette distinction exige, d'une part, de conduire un examen « sur quelles sortes d'actions [la justice et l'injustice] portent » en prenant en considération « quelle sorte de médiété (...) la justice » leur apporte. Mais, d'autre part, elle exige aussi l'examen « de quels extrêmes le juste est un moyen », un « moyen » qui est distinct de la « médiété [qu']est la justice » et dont la connaissance est distincte du désir. Si le désir (volonté) est le sujet de la justice, cette connaissance est celui d'une autre vertu que la justice.

Tableau 2

assentiment	prudence	vraie
		règle
consentement	justice	droite

²⁵⁶ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1129a 1-11.

²⁵⁷ Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, 1a, 2æ, Q. 53, Art. 4 ; notre traduction.

En « [suivant] la même marche que nos précédentes recherches », il appert que l'intellect pratique est disposé par la vertu de prudence, dont il est le sujet. L'intellect pratique, bien disposé par la prudence, connaît les « extrêmes » à éviter et le « moyen » à viser dans l'action juste dont il élabore le projet dans un acte d'assentiment vrai. Et la volonté, bien disposée par la justice, donne l'acte de consentement complémentaire pour la mise en œuvre de l'action. La conjonction de l'assentiment vrai et du consentement droit donne la vraie droite règle du choix préférentiel (*Tableau 2*). La vraie droite règle dirige l'action vers la fin qu'est le juste. Par comparaison, l'art de l'archer est la règle vraie, et l'archer y consent en y conformant son tir ; ainsi la vraie droite règle dirige l'action de tirer la flèche vers la fin qu'est le mille de la cible.

Cependant, rappelons-nous que « nous ne délibérons pas sur les fins elle-mêmes, mais sur les moyens d'atteindre les fins », selon l'enseignement d'Aristote dont nous avons pris connaissance dans le chapitre précédent. Il s'ensuit que la connaissance de ce qu'est le juste, pris comme fin, ne dépend ni de la prudence ni de la justice, de même que la connaissance du mille dans une cible ne dépend pas de l'art que pratique l'archer pour l'atteindre. De plus, le mot « justice », tel que « tout le monde [l']entend », fait lui-même problème, dit Aristote : « Or, semble-t-il bien, la justice est prise en plusieurs sens, et l'injustice aussi, mais du fait que ces différentes significations sont voisines, leur homonymie échappe (...) : par exemple (...), on appelle *kleis*, en un sens homonyme, à la fois la clavicule des animaux et l'instrument qui sert à fermer les portes ». ²⁵⁸

Remarquons le terme « homonymie ». Aristote, note Jean Tricot, « distingue (...) les termes *homonymes* [équivoques] (...) [des termes *synonymes* ou univoques] : les *omônuma* sont les choses qui n'ont de commun que le nom, sans aucun caractère essentiel commun : par exemple (*Eth. Nic.*, V, 1, 1129 a 30), *kleis*, qui désigne une *clef* et la *clavicule* ». ²⁵⁹

Michel Villey ne manque pas de le voir : le « terme de *justice* entendu comme vertu morale (*dikaïosunê*) », est un mot qui, « dans la langue grecque, est susceptible de revêtir plusieurs acceptions ». ²⁶⁰ Aussi les deux expressions « justice

²⁵⁸ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1129a 27-30.

²⁵⁹ Aristote, op. cit., 1129a 27-30, note 1 et 1096b 27, note 9.

²⁶⁰ Michel Villey, *Précis I*, p. 58.

générale » et « justice particulière », « deux termes, qui manquent d'élégance, dont se sont servis communément les philosophes attachés à cette tradition », sont-elles *homonymes*, la dernière « concernant plus directement les juristes », soutient Michel Villey.²⁶¹ C'est pourquoi, après avoir dit que « le droit vise la justice », en ajoutant qu'il n'est « rien de plus banal que d'assigner au métier du droit pour fin la justice »,²⁶² il nous met en garde contre un « risque d'équivoque » à prétendre que « le droit est au service de la justice »,²⁶³ car la fin de la justice, selon lui, est le « bon partage des biens extérieurs dans un groupe ». ²⁶⁴

Prenons donc acte de *l'homonymie* que présentent les expressions « justice générale » et « justice particulière », et poursuivons notre lecture de Michel Villey.

“Risque de confusion”

Au sujet de l'expression « justice générale », Michel Villey déclare que, « d'après l'analyse d'Aristote, *justice* exprime généralement la moralité, la conformité de la conduite d'un individu à la loi *morale*. — Aussi Aristote appelle-t-il cette justice la “justice légale”. Autrement dit, la loi morale les commandant toutes, c'est “la somme de toutes les vertus”, ou la “vertu universelle”. Être un “homme juste” est à la fois être pieux, courageux, prudent, tempérant, honnête, modeste, etc. ». ²⁶⁵ Aristote écrit : « Cette forme de justice, alors, est une vertu complète, non pas cependant au sens absolu, mais dans nos rapports avec autrui. (...) C'est encore pour cette raison que la justice, seule de toutes les vertus, est considérée comme étant un *bien étranger*, parce qu'il a rapport à autrui : elle accomplit ce qui est avantageux à un autre, soit à un chef, soit à un membre de la communauté ». ²⁶⁶

²⁶¹ Michel Villey, op. cit., p. 58.

²⁶² Michel Villey, ibidem, p. 51.

²⁶³ Michel Villey, ibidem, p. 53.

²⁶⁴ Michel Villey, ibidem, p. 56.

²⁶⁵ Michel Villey, ibidem, p. 59.

²⁶⁶ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1129b 26 et 1130a 3

Michel Villey le souligne en ces termes : « Toutefois, la “justice générale” ne se confond pas exactement avec la pleine moralité. (...) Selon l'analyse d'Aristote, si nous avons dit d'Aristide qu'il est “un homme juste”, il est vrai que cela signifie qu'il est bon, courageux, honnête (...) ; qu'il réunit toutes les vertus, mais l'on considère ces vertus au point de vue de l'avantage qu'en tirent les autres et le corps social ». ²⁶⁷ Puis il ajoute « que la justice ainsi entendue déborde très largement le *droit*, puisqu'elle est toute la morale, ou très peu s'en faut. Nous cherchions, par le biais de la justice, une définition des frontières de l'activité juridique. Il est évident que jusqu'ici nous n'y sommes pas parvenus ». ²⁶⁸

Étant à la recherche d'une définition du *dikaion* pris au « sens strict », Michel Villey fait le constat que « l'analyse d'Aristote » qui porte sur la « justice générale » l'en éloigne. « Cependant, ajoute-t-il, devons nous dire que la justice universelle ne concernerait pas du tout le droit ? Ce serait oublier l'importance assurément fondamentale que la moralité, l'observance de la loi morale, présente pour tout ordre social. (...) Bien plus, il existe des communautés qui n'ont d'autre principe de coexistence que des lois communes de moralité. (...) Tout régime a ses lois morales. (...) Et ce semble une nécessité que plusieurs de ces lois morales soient rendues *publiques*, officielles, mises par écrit, déterminées, acceptées d'un commun accord ; et certaines munies de *sanctions* ». ²⁶⁹

Aristote écrit « que la plupart des actes légaux sont ceux qui relèvent de la vertu prise dans sa totalité, puisque la loi nous prescrit une manière de vivre conforme aux diverses vertus particulières et nous interdit de nous livrer aux différents vices particuliers », ²⁷⁰ en ajoutant que « la pratique des législateurs » s'occupe « des actions perverses » et des « bonnes actions », et ce, en ces termes :

[Selon] la pratique des législateurs eux-mêmes, on châtie (...) et on oblige à réparation ceux qui commettent des actions perverses, à moins qu'ils n'aient agi sous la contrainte ou par une ignorance dont ils ne sont pas eux-mêmes causes, et, d'autre part, on honore ceux qui accomplissent de bonnes actions, et on pense ainsi encourager ces derniers et réprimer les autres. (...) [Même que] nous punissons quelqu'un pour son ignorance

²⁶⁷ Michel Villey, Précis I, p. 59.

²⁶⁸ Michel Villey, op. cit, p. 60.

²⁶⁹ Michel Villey, ibidem, p. 60.

²⁷⁰ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1130b 22-25.

même, si nous le tenons pour responsable de son ignorance, comme par exemple dans le cas d'ébriété où les pénalités des délinquants sont doublées, parce que le principe de l'acte réside dans l'agent lui-même, qui était maître de ne pas s'enivrer et qui est ainsi responsable de son ignorance. On punit également ceux qui sont dans l'ignorance de quelque'une de ces dispositions légales dont la connaissance est obligatoire et ne présente aucune difficulté. Et nous agissons de même toutes les autres fois où l'ignorance nous paraît résulter de la négligence, dans l'idée qu'il dépend des intéressés de ne pas demeurer dans l'ignorance, étant maîtres de s'appliquer à s'instruire. ²⁷¹

Dans cette perspective, poursuit Aristote, « celui qui viole la loi est un homme injuste, et celui qui l'observe un homme juste, [et] (...) toutes les actions prescrites par la loi sont, en un sens, justes : en effet, les actions définies par la loi positive sont légales, et chacune d'elles est juste, disons-nous. (...) Par conséquent, d'une certaine manière, nous appelons actions justes toutes celles qui tendent à produire ou à conserver le bonheur avec les éléments qui le composent, pour la communauté politique ». ²⁷² L'action juste et le bonheur de la communauté politique concernent donc la « pratique des législateurs ». Ces derniers prescrivent par la loi les « actions [dites] justes » en ce qu'elles « tendent à produire ou à conserver le bonheur avec les éléments qui le composent, pour la communauté politique ». Or, comme nous l'avons lu dans le chapitre précédent, c'est la prudence politique qui, avec l'assistance de la science politique, « légifère sur ce qu'il faut faire et sur ce dont il faut s'abstenir ».

Au sujet du « juste politique », Aristote précise encore qu'il « doit régner entre des gens associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même », qu'à ce titre il « n'existe qu'entre ceux dont les relations mutuelles sont *sanctionnées par la loi* », et « [qu'il] n'y a de loi que pour des hommes chez lesquels l'injustice peut se rencontrer, puisque la *justice légale* est une discrimination du juste et de l'injuste », ce qu'il exprime en ces termes :

Cette forme du juste [politique] est celle qui doit régner entre des gens associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même, associés supposés libres et égaux en droits, d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique, de telle sorte que, pour ceux ne remplissant pas cette condi-

²⁷¹ Aristote, op. cit., 1113b 23 à 1114a 2.

²⁷² Aristote, ibidem, 1129b 11-19.

tion, il n'y a pas, dans leurs relations réciproques, justice politique proprement dite, mais seulement une sorte de justice prise en un sens métaphorique. Le juste [politique], en effet, n'existe qu'entre ceux dont les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi, et il n'y a de loi que pour des hommes chez lesquels l'injustice peut se rencontrer, puisque la justice légale est une discrimination du juste et de l'injuste. Chez les hommes, donc, où l'injustice peut exister, des actions injustes peuvent aussi se commettre chez eux (bien que là où il y a action injuste il n'y ait pas toujours injustice), actions qui consistent à s'attribuer à soi-même une part trop forte des choses en elles-mêmes bonnes, et une part trop faible des choses en elles-mêmes mauvaises. C'est la raison pour laquelle nous ne laissons pas un homme nous gouverner, nous voulons que ce soit la loi, parce qu'un homme ne le fait que dans son intérêt propre et devient un tyran ; mais le rôle de celui qui exerce l'autorité, est de garder la justice, et gardant la justice, de garder aussi l'égalité. Et puisqu'il est entendu qu'il n'a rien de plus que sa part s'il est juste (car il ne s'attribue pas à lui-même une part trop forte des choses en elles-mêmes bonnes, à moins qu'une telle part ne soit proportionnée à son mérite ; aussi est-ce pour autrui qu'il travaille, et c'est ce qui explique la maxime *la justice est un bien étranger*, comme nous l'avons dit précédemment), on doit donc lui allouer un salaire sous forme d'honneurs et de prérogatives. ²⁷³

Ainsi, la « justice générale », le « juste politique » et la « loi » ne se confondent pas avec le *dikaion*, insiste Michel Villey, bien qu'ils ne soient pas sans rapport avec lui : « À cet endroit, libérons-nous de nos façons de parler modernes. Dans le système d'Aristote, les *lois* qui forment l'ossature de la justice générale — qu'elles soient au reste écrites ou non, naturelles ou positives — *ne sont pas le droit* (*to dikaion*). [Mais] il est vrai qu'elle touche au droit ». ²⁷⁴ Comme Aristote le dit, le « juste [politique] », celui qui peut « régner entre des gens associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même », « n'existe qu'entre ceux dont les relations mutuelles sont sanctionnées *par la loi* ». C'est la loi qui, en le commandant, instaure le règne du juste politique.

Cependant, le « juste politique », celui qui « doit régner entre des gens associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même », ne le peut que « pour ceux (...) remplissant (...) cette condition » : que ces « gens associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » soient des « associés *supposés* libres et

²⁷³ Aristote, *ibidem*, 1134a 26 - 1134b 7.

²⁷⁴ Michel Villey, *Précis I*, p. 61.

égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ». Nous avons ainsi :

1. une condition : « associés *supposés* libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique » ;
2. et un conditionné : « gens associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même ».

C'est en cela que « la pratique des législateurs » instaure un « juste politique » qui « touche au droit » pris au « sens strict », au *dikaion*, mais sans l'être. Ce « toucher » est formulable dans une proposition conditionnelle pouvant donner lieu à un syllogisme conditionnel en *modus ponens*, et à un autre en *modus tollens* :

1. en *modus ponens* :

Si des gens sont des « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique », alors ces « gens [sont des] associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dont « les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi ».

Or, des gens sont des « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ».

Donc, ces « gens [sont des] associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dont « les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi ».

2. en *modus tollens* :

Si des gens sont des « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique », alors ces « gens [sont des] associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dont « les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi ».

Or, des « gens [ne sont pas des] associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dont « les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi ».

Donc, ces gens ne sont pas des « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ».

La première proposition du syllogisme en *modus ponens* se résout ²⁷⁵ en un syllogisme en *Darii*, dont la majeure est formée avec les deux prédicats, l'un pris comme sujet, l'autre, comme prédicat, comme suit :

Tous les « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique » sont des « associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dont « les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi ».

Or des gens sont des « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ».

Donc, ces gens sont des « associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dont « les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi ».

La première proposition du syllogisme en *modus ponens* ainsi résolue en *Darii*, lorsque substituée à celle du *modus tollens*, donne un syllogisme en *Baroco* :

Tous les « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique » sont des « associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dont « les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi ».

Or, des « gens [ne sont pas des] associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dont « les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi ».

Donc, ces gens ne sont pas des « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ».

²⁷⁵ Jacques Maritain, L'ordre des concepts, p. 286.

Michel Villey écrit que « ce qui fut appelé logique d'Aristote (...) comportait d'abord l'analyse des discours de la *science* parfaite, disposant au point de départ de prémisses incontestables. (...) [Ensuite,] par un *sylogisme* régulier, on en infère nécessairement (...). Cette sorte de raisonnement produirait un savoir sûr, *démonstratif* (...). (...) C'est la partie de l'*Organon* [les *Analytiques*] que l'Europe moderne a cultivée (...). Elle parut convenir aux besoins des juristes, tant qu'ils sacrifièrent aux illusions du légalisme ». ²⁷⁶

Qu'en est-il de notre *Darii* et de notre *Baroco* ? Surtout du *Baroco* ? En effet, Michel Villey écrit encore que « le droit ne peut vraiment s'exercer que dans une cité organisée. [Car] il ne peut y avoir de droit sans un juge — et sans constitution publique », ajoutant que « la pensée d'Aristote n'en est pas moins ferme » sur ce point, lui qui « n'accorde la qualité de droit au sens *plein* et parfait du mot qu'au “dikaion politikon” ». ²⁷⁷ Or c'est l'assertion même que fait la mineure du *Baroco*.

Des prémisses du *Baroco*, « infère[t-on] nécessairement » la conclusion ? « Le *sylogisme* est un discours dans lequel, certaines choses étant posées, quelque chose d'autre que ces données en résulte nécessairement par le seul fait de ces données », ²⁷⁸ écrit Aristote. Dans le *Baroco*, la conclusion « résulte nécessairement » des prémisses. Cependant, « bien que de prémisses vraies il soit possible de tirer une conclusion sans démontrer, pourtant si l'on part de prémisses nécessaires il n'est pas possible d'en tirer une conclusion qui ne soit pas une démonstration », ²⁷⁹ ajoute Aristote. Or, pour dire que « le droit ne peut vraiment s'exercer que dans une cité organisée », Michel Villey prétend précisément invoquer une prémisses nécessaire : « Il ne peut y avoir de droit sans un juge — et sans constitution publique ». Il fait même appel à l'autorité d'Aristote : « La pensée d'Aristote n'en est pas moins ferme » sur ce point.

Alors « cette sorte de raisonnement [qu'est le *Baroco*] produirait[-il] un savoir sûr, *démonstratif* » ? « En réalité, les actions prescrites par la loi ne [sont] justes que par accident », ²⁸⁰ dit Aristote. Or, « pour ceux des accidents qui ne sont pas

²⁷⁶ Michel Villey, Précis II, p. 46.

²⁷⁷ Michel Villey, Précis I, p. 84.

²⁷⁸ Aristote, Premiers analytiques, 24b 18-19.

²⁷⁹ Aristote, Seconds analytiques, 74b 15-16.

²⁸⁰ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1137a 11.

par soi, (...) il n'y a pas de science démonstrative. On ne peut pas (...) démontrer la nécessité de la conclusion, puisque l'accident, au sens où [il] parle ici de l'accident, peut ne pas appartenir au sujet [« Tous les associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique »] ».

Il semble donc que Michel Villey ait raison quant au « *sylogisme régulier* (...) [qui ne produit pas] un savoir sûr, *démonstratif* », bien qu'il se trompe sur la nécessité de sa prémisse. Et alors « il (...) peut y avoir [du] droit sans un juge — et sans constitution publique ». À moins que l'« accident » en question soit « de ceux (...) qui (...) sont (...) par soi, au sens où (...) [sont définis] les attributs par soi » dans les *Seconds analytiques*, une « partie de l'*Organon* » qui est déterminante quant au fondement de l'assertion faite par Michel Villey au sujet de sa prémisse.

Pour Michel Villey, le *dikaion* pris au « sens strict », c'est celui qui concerne les « associés [qui sont] libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ». Et la *nomos*, la loi qui est l'œuvre pratique des législateurs, c'est ce qui concerne les « gens associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même ». Or la discipline du juriste étudie le *dikaion* pris au « sens strict », ce en quoi il diffère de celui qui étudie la *nomos*, soutient Michel Villey. Même que toute « mainmise de (...) la *philosophia moralis* » sur la discipline du juriste oblitère le *dikaion* en le rendant « serviteur d'une doctrine morale (peu importe que cette morale soit devenue utilitariste) », ²⁸¹ si bien que c'est au prix d'une confusion entre la « justice générale » et la « justice particulière » que les moralistes de la loi, même positive, se prennent pour des juristes.

Par exemple, Jacques Maritain donne du « droit » une « définition complète » en ces termes : « Un droit est une exigence qui émane d'un soi à l'égard de quelque chose comme son dû, et dont les autres agents moraux sont obligés en conscience à ne pas le frustrer ». ²⁸² Une telle « définition [dite] complète » expose à un « risque de confusion » que Michel Villey décrit comme suit :

Risques de confusion. — Dans l'histoire une grande tentation future de la doctrine juridique sera de confondre droit et morale — droit et justice

²⁸¹ Michel Villey, *Précis* II, p. 204.

²⁸² Jacques Maritain, *Neuf leçons sur les notions premières de la philosophie morale*, Paris, 1951, Pierre Téqui, p. 166.

générale. Il peut sembler que le langage grec autorise cette confusion, puisqu'il associe les deux termes de justice et droit — dikaïosunê — dikaion. Le juge (dikastês), qui dit la justice, ce peut être le juge divin qui sanctionnera après notre mort la moralité de nos conduites, ainsi qu'Osiris chez les Égyptiens ; ou le « juge » juif qui guide son peuple. Prenons un ouvrage de législation, tel que Platon dans les Lois en fournit le modèle : les Lois de Platon ont pour objet de régler la morale publique, de rendre la conduite des citoyens juste au sens général du mot. Peut-être sera-t-on tenté de l'appeler un ouvrage de droit ? Devons-nous entendre par droit un système de règles de conduite ?

Aristote s'en est défendu. Encore qu'il existe des textes régissant le droit positif, on a tort d'identifier le droit à l'observance de ces lois morales faites pour gouverner les conduites. L'enquête d'Aristote le conduit à distinguer progressivement entre ces deux sphères. Et si son Éthique ne traitait que de la justice au sens général, on ne l'appellerait pas fondateur de la philosophie du droit. C'est ailleurs qu'est son apport propre : avoir sorti de l'obscurité l'idée de justice « particulière ». ²⁸³

Ce « risque de confusion » est si pressant que Michel Villey emploie lui-même un vocabulaire qui ne tranche pas toujours nettement avec lui. Ainsi, comme nous venons de le lire, lorsqu'il parle du dikaion politikon, il soutient que « le droit ne peut vraiment s'exercer que dans une cité organisée. [Car] il ne peut y avoir de droit sans un juge — et sans constitution publique ». ²⁸⁴ Mais il convient de mettre ces phrases dans le contexte de l'interrogation que Michel Villey soulève : « Faut-il admettre l'existence du droit international ? »

Remarquons néanmoins l'expression « droit au sens plein et parfait », qui se compare à celle de « toute la morale, ou peu s'en faut », utilisée en rapport avec la « justice générale », et surtout l'expression « s'exercer » qui apporte une restriction à l'existence du « droit » au « sens strict ». Par comparaison, si l'homme est un animal, sa vie « ne peut vraiment s'exercer que dans » une atmosphère respirable. Si « être un animal » était la cause selon laquelle la vie s'exerçait par la respiration dans une atmosphère respirable, alors « ne pas être un animal » serait la cause selon laquelle la vie ne s'exercerait pas par la respiration dans une atmosphère respirable. Or un arbre n'est pas un animal, et sa vie « ne peut vraiment s'exercer que dans » une atmosphère respirable. « Le syllogisme qui utilise ce

²⁸³ Michel Villey, Précis I, p. 61-62.

²⁸⁴ Michel Villey, op. cit., p. 84.

genre de cause se forme dans la seconde figure », ²⁸⁵ écrit Aristote dans ses Seconds analytiques. Et notre Baroco est un syllogisme de la seconde figure.

Ainsi Aristote divise-t-il très nettement « ceux ne remplissant pas [la] condition » que satisfont les « associés supposés libres et égaux en droits, d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique » de ceux qui la remplissent. Comme les premiers « [ne sont pas] associés en vue d'une existence qui se suffise à elle-même » dans des « relations mutuelles sanctionnées par la loi », ils ne sont pas des « associés (...) libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique » dont l'associabilité « peut vraiment s'exercer » sur cette base, en Baroco. Et Aristote précise textuellement que la « justice ou [l']injustice au sens politique » appartient à « l'empire de la loi », comme il appert du passage suivant :

La justice du maître ou celle du père n'est pas la même que la justice entre citoyens, elle lui ressemble seulement. En effet, (...) il n'est (...) pas (...) question ici de justice ou d'injustice au sens politique, lesquelles, avons-nous dit, dépendent de la loi et n'existent que pour ceux qui vivent naturellement sous l'empire de la loi, à savoir, comme nous l'avons dit encore, ceux à qui appartient une part égale dans le droit de gouverner et d'être gouverné. ²⁸⁶

Notons l'emploi du mot « empire » ; c'est l'imperium constituant l'acte principal de la prudence, le commandement. « Lex jubet », écrit constamment Gaius dans ses Institutes. Cependant, la « justice ou [l']injustice au sens politique, lesquelles (...) dépendent de la loi, (...) existent (...) pour ceux qui vivent naturellement sous l'empire de la loi », et seulement pour eux. Ce sont « ceux à qui appartient une part égale dans le droit de gouverner et d'être gouverné », et qui sont ainsi « [associables] en vue d'une existence qui se suffise à elle-même », d'une associabilité qui « peut vraiment s'exercer » sur cette base, et ce, selon la « forme du juste [politique qui] (...) doit régner entre » eux dans des « relations mutuelles [sanctionnables] par la loi », en Darii.

²⁸⁵ Aristote, Seconds analytiques, 78b, 15-24.

²⁸⁶ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1134b 8-14. Nous mettons certains mots en italique.

Bref le Darii et le Baroco sont démonstratifs pour ces « gens » que sont « ceux qui vivent naturellement sous l'empire de la loi », en ce qui concerne leur « droit de gouverner et d'être gouverné », ce que signifie précisément l'expression « s'exercer » qui apporte une restriction au « droit » pris au « sens strict ». Mais ils ne le sont pas pour le « droit » pris au « sens strict », ce qui n'emporte pas que tout syllogisme démonstratif soit exclu à cet égard.

Au sujet de cette « justice (...) au sens politique » — celle qui prescrit des actions justes ou interdit des actions injustes avec le concours de la prudence politique — Aristote écrit encore qu'elle est « de deux espèces, l'une naturelle et l'autre légale. Est naturelle celle qui a partout la même force et ne dépend pas de telle ou telle opinion ; légale, celle qui à l'origine peut être indifféremment ceci ou cela, mais qui une fois établie, s'impose (...) ». ²⁸⁷ C'est encore au sujet de cette « justice politique » qu'Aristote introduit « un correctif de la justice légale », en grec l'*epieikeia*, qu'on a traduit par « équitable », un mot qui ne contribue pas pour peu au « risque de confusion » contre lequel Michel Villey nous met en garde.

Aristote écrit encore : « Ce qui fait la difficulté, c'est que l'équitable [*epieikeia*], tout étant juste, n'est pas le juste selon la loi, mais un correctif de la justice légale. La raison en est que la loi est toujours quelque chose de général, et qu'il y a des cas d'espèce pour lesquels il n'est pas possible de poser un énoncé général qui s'y applique avec rectitude ». ²⁸⁸ Comme toute « espèce » dont relève un « cas » singulier est constituée d'un genre et d'une différence spécifique, il est manifeste que la précédente phrase, où le traducteur emploie « général » et « cas d'espèce », ouvre la porte à l'équivoque. Et, pour en assurer la pleine ouverture, il traduit le reste comme suit : « Les différentes prescriptions (...) sont, à l'égard des actions qu'elles déterminent, dans le même rapport que l'universel aux cas particuliers ; en effet, les actions accomplies sont multiples, et chacune de ces prescriptions est une, étant universelles ». ²⁸⁹

On peut ainsi mieux apprécier l'impérieux besoin d'une science théorétique et d'une science pratique à propos desquelles Aristote offre les considérations suivantes :

²⁸⁷ Aristote, op. cit., 1134b 18-22.

²⁸⁸ Aristote, ibidem, 1137b 10-14.

²⁸⁹ Aristote, ibidem, 1135a 6-8.

Pareillement, on croit que la connaissance du juste et de l'injuste ne requiert pas une profonde sagesse, sous prétexte qu'il n'est pas difficile de saisir le sens des diverses prescriptions de la loi (quoique, en réalité, les actions prescrites par la loi ne soient justes que par accident). Mais savoir de quelle façon doit être accomplie une action, de quelle façon doit être effectuée une distribution pour être l'une et l'autre justes, c'est là une étude qui demande plus de travail que de connaître les remèdes qui procurent la santé. ²⁹⁰

« La connaissance du juste et de l'injuste », qui relève d'une science théorique, ne peut manifestement pas procéder de cette autre connaissance qui concerne « les actions prescrites par la loi », lesquelles « ne [sont] justes que par accident ». « Le sens des diverses prescriptions de la loi » ne doit pas servir de « prétexte » pour éluder « une étude qui demande plus de travail que de connaître les remèdes qui procurent la santé ». Cette « étude » requiert en plus une science pratique, la seule qui peut « savoir (...) de quelle façon doit être effectuée une distribution pour être (...) juste ».

Il s'impose encore de remarquer les termes de la comparaison qu'Aristote nous invite à faire entre la « santé » et le « juste », d'une part, et entre les « remèdes » et les « actions justes », d'autre part. Le remède remédie à une maladie en ce que son mode d'action propre porte sur l'obstacle à la rémission. L'obstacle étant enlevé, la rémission de la maladie ouvre la voie à une restauration de la santé. Ce n'est pas la prescription du remède qui remédie à la maladie, mais le remède prescrit ; et c'est par sa qualité médicinale propre que le remède guérit, qualité que n'a pas proprement la prescription, qui n'est médicinale que par accident. Si celui qui est privé de la santé la recouvre grâce à la prescription médicale d'un remède qui remédie à la maladie dont il souffre, peut-on en conclure que la santé, dont n'est pas privé celui qui n'est pas malade, se définit par la privation d'une prescription médicale ?

Répondre par l'affirmative, c'est confondre la santé, qui est une cause finale, avec le mode d'opération propre du remède qui, étant prescrit, remédie à la maladie. Répondre par l'affirmative, c'est encore prétendre que toute science théorique de la santé, alors prise comme objet distinct de toute prescription d'un re-

²⁹⁰ Aristote, *ibidem*, 1137a 10-13.

mède, est impossible. Or c'est exactement ce que Michel Villey fait en disant qu'il n'y a « pas de science du juste ». Cette position étonne d'autant plus qu'il voit un « signe d'une défaillance du droit » dans « la mort des fins ». ²⁹¹

Une telle science du « juste » procède par démonstration de la cause finale qu'est le « jus civile », au sens que nous avons indiqué dès le début de notre mémoire. On a alors vu que Cicéron traduisait « politikon » par « civile ». En ce sens, le « jus civile » est un « dikaion politikon », sauf que ce « dikaion politikon » est une cause finale. Et alors, la cause efficiente pertinente à ce « dikaion politikon » qu'est le « jus civile », c'est le droit, les deux « juris praecepta » que la loi qui les commande prescrit si elle les commande, ce qui arrive par accident. Ce « dikaion politikon » qu'est le « jus civile » n'est pas celui dont parle Aristote dans le texte que nous avons étudié, le « dikaion politikon » qui « doit régner entre (...) [ceux qui ont leurs] relations mutuelles (...) sanctionnées par la loi ».

Au sujet de ce dernier « dikaion politikon », celui qui concerne des « relations mutuelles (...) sanctionnées par la loi », il n'entre pas dans notre propos d'en traiter. Aussi, prenons-nous acte, sans plus, de toute la « philosophie du droit » qui se greffe sur l'enseignement aristotélicien au sujet de la « justice sociale », de la « justice naturelle » et de la « justice positive ». ²⁹² Elle concerne l'action juste que la loi commande à l'homme chez qui la vertu de justice est défaillante. C'est de cette action juste dont parle Jacques Maritain en la mettant en rapport au « dû » dans sa « définition complète du droit ».

Cependant, cette dernière n'exclut pas la définition d'un autre objet, celle du juste relevant d'une science théorétique, juste selon lequel des « associés [sont] libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ». D'ailleurs, Jacques Maritain le confirme lui-même lorsqu'il cite Thomas d'Aquin, pour qui une proposition comme « Tout bâtisseur bâtit. », par exemple, s'entend comme suit : « Si le bâtisseur envisage l'habitation en vue d'une définition et d'une division [théorétiques], en considérant les prédicats universels [qui lui conviennent] par soi-même, c'est en considérant ce sujet d'opération d'une manière spéculative [théorétique], non en tant qu'il est un opérable » ; et il ajoute que l'Aquinat

²⁹¹ Michel Villey, Précis I, p. 183.

²⁹² Aristote, Éthique à Nicomaque, 1134a 1 1136a 9.

« pense à une connaissance purement spéculative d'un objet qui par ailleurs se trouve être opérable ». ²⁹³

La division entre une science théorétique du juste, d'une part, et une science pratique du droit au « sens strict », d'autre part, est requise pour échapper au « risque de confusion » contre lequel Michel Villey met en garde, car elle seule prend la mesure de la différence entre ces deux sciences et entre leur objet respectif : le juste et le droit. La science théorétique prend comme objet une « connaissance du juste et de l'injuste » qui diffère de la connaissance « de la justice et de l'injustice » et des « sortes d'actions [sur lesquelles] elles portent ». Elle seule élucide la supposition dont fait état l'expression « associés supposés (...) égaux en droits, d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ». C'est d'ailleurs à ce propos que Michel Villey, qui allègue les « insuffisances » des Analytiques, révèle plutôt celles de sa position, ce qui ressort notamment de son examen de « [l']apport propre » qu'il reconnaît à Aristote, celui « [d']avoir sorti de l'obscurité l'idée de justice “particulière” ». ²⁹⁴

“Risque de contresens”

« Aristote passe à l'analyse d'autres phrases, où le mot justice est employé dans un sens strict, déclare Michel Villey. Nous disons d'un homme qu'il est “juste” plus spécialement pour signifier qu'il a l'habitude de ne pas prendre “plus que sa part” des biens qu'on se dispute dans un groupe social, ni moins que sa part du passif, des charges, des travaux. (...) Dans la suite du livre V presque tout l'exposé d'Aristote portera désormais sur la justice dans ce sens précis, qui est le sens propre, spécifique ». ²⁹⁵

²⁹³ Jacques Maritain, Distinguer pour unir ou les degrés du savoir, p. 886-887 . La traduction du texte latin écrit par l'Aquinate et cité par J. Maritain est de nous, de même que les caractères en italique.

²⁹⁴ Michel Villey, Précis I, p. 61-62.

²⁹⁵ Michel Villey, op. cit., p. 63 et 64.

Lorsqu'Aristote définit la vertu de justice « dans ce sens précis », il s'exprime comme suit :

Des distinctions que nous avons établies il résulte clairement que l'action juste est un moyen entre l'injustice commise et l'injustice subie, l'une consistant à avoir trop, et l'autre trop peu. La justice est à son tour une sorte de médiété, non pas de la même façon que les autres vertus, mais en ce sens qu'elle relève du juste milieu, tandis que l'injustice relève des extrêmes. Et la justice est une disposition d'après laquelle l'homme juste se définit celui qui est apte à accomplir, par choix délibéré, ce qui est juste, celui qui, dans une répartition à effectuer soit entre lui-même et un autre, soit entre deux autres personnes, n'est pas homme à s'attribuer à lui-même, dans le bien désiré, une part trop forte et à son voisin une part trop faible (ou l'inverse, s'il s'agit d'un dommage à partager), mais donne à chacun la part proportionnellement égale qui lui revient, et qui agit de la même façon quand la répartition se fait entre des tiers. L'injustice, en sens opposé, a pareillement rapport à ce qui est injuste, et qui consiste dans un excès ou un défaut disproportionné de ce qui est avantageux ou dommageable. ²⁹⁶

Tableau 3

prendre trop
injustice commise

prendre trop peu
injustice subie

ne pas prendre trop peu
injustice non subie

ne pas prendre trop
injustice non commise

*ne prendre ni trop ni trop peu
action juste (justice)
injustice non subie et non commise*

L'action juste est un moyen entre l'action de prendre trop et celle de prendre trop peu. Parallèlement, la justice est une médiété entre une injustice commise et une injustice subie. C'est ainsi que la justice concerne l'action juste, alors que les injustices et les actions pertinentes s'en écartent. Un carré logique (Tableau 3, page 115) situe chacun de ces éléments de telle manière que l'action juste et la justice apparaissent comme moyen, alors que l'injustice commise et l'injustice

²⁹⁶ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1133b 29 1134a 7.

subie apparaissent comme extrêmes. L'injustice commise, l'injustice subie et la justice forment un trilemme strict de contraires, et la justice est au pôle particulier constitué des sous-contraires conjoints. L'action de prendre trop, celle de prendre trop peu et l'action juste en forment aussi un, l'action juste étant au pôle particulier constitué des sous-contraires conjoints.

La « justice particulière », dit Michel Villey, est « l'habitude de ne pas prendre “plus que sa part” des biens qu'on se dispute dans un groupe social, ni moins que sa part du passif, des charges, des travaux ». Aristote parle d'une « disposition d'après laquelle l'homme juste se définit celui qui est apte à accomplir, par choix délibéré, ce qui est juste ». Cette disposition le rend encore capable d'accomplir l'action juste « dans une répartition à effectuer soit entre lui-même et un autre, soit entre deux autres personnes ». Cette action juste consiste à « [ne] pas (...) s'attribuer à lui-même, dans le bien désiré, une part trop forte et à son voisin une part trop faible (ou l'inverse, s'il s'agit d'un dommage à partager) ». Ainsi il « donne à chacun [d'eux] la part proportionnellement égale qui lui revient » ; et il « agit de la même façon quand la répartition se fait entre des tiers ».

En ce sens, cette vertu morale porte encore sur une conduite : l'action juste. C'est pourquoi « nous n'en sommes pas encore au droit » entendu au sens strict, nous prévient Michel Villey, bien que « déjà traiter de la justice au sens “particulier” du mot, est toucher à l'art juridique », puisque « le but de cette justice, la finalité à quoi vise cette espèce de comportement », c'est « à ne pas détenir plus que sa part ni moins que sa part ; à ce que “chacun ait le sien” (ta autôn ekein) ; mais pour commencer reconnu et déterminé le juste partage des biens et des charges ». ²⁹⁷

Au sujet de « la répartition [qui] se fait entre des tiers », Michel Villey fait valoir que « la justice particulière semble (...) en dernière instance être l'affaire des juges et des juristes », ²⁹⁸ puisqu'une « pareille tâche ne peut [pas] être, en bonne analyse, l'affaire des particuliers » ; « sauf à tomber dans l'anarchisme et l'incohérence, faire un partage à l'intérieur d'un groupe social ne peut que relever d'un organe public, du législateur ou du juge ; et généralement du droit ». ²⁹⁹

²⁹⁷ Michel Villey, Précis I, p. 64.

²⁹⁸ Michel Villey, op. cit., p. 65.

²⁹⁹ Michel Villey, ibidem, p. 64-65.

Commençons par « l'anarchisme ». Certes, les juges participent à l'autorité publique, avec l'assistance du législateur, le soutien des avocats et des notaires, des huissiers, etc. Mais c'est le juste politique et la justice légale qui concernent l'autorité publique, avons-nous lu plus haut chez Aristote : « C'est la raison pour laquelle nous ne laissons pas un homme nous gouverner, nous voulons que ce soit la loi (...) ; (...) le rôle de celui qui exerce l'autorité, est de garder la justice, et gardant la justice, de garder aussi l'égalité ». ³⁰⁰ De plus, comme Michel Villey l'a écrit, la « justice générale (...) touche au droit ». ³⁰¹ Cependant, « garder (...) l'égalité » dans « la répartition [qui] se fait entre des tiers » demande « de garder la justice », puisque c'est en « gardant la justice, [qu'on garde] aussi l'égalité ».

Passons à « l'incohérence ». « Le rôle de celui qui exerce l'autorité, est de garder la justice, et gardant la justice, de garder aussi l'égalité », dit Aristote. Michel Villey soutient, comme nous venons de le lire, que « traiter de la justice au sens “particulier” du mot, [c']est toucher à l'art juridique ». Certes, il est souhaitable que tout homme de loi, dont la tâche « touche le droit », soit guidé par la « justice particulière », sans quoi, lorsque « la « justice générale (...) touche au droit » dans « la répartition [qui] se fait entre des tiers », il y a lieu d'être inquiet. Par ailleurs, selon Michel Villey, « garder (...) l'égalité » requiert aussi de « toucher à l'art juridique », ce qui « semble (...) être [tout autant] l'affaire des juges [que] des juristes ». Michel Villey en conclut que « par conséquent, analyser la justice particulière [c'est] définir l'art du droit ». ³⁰²

Si la proposition : « analyser la justice particulière [c'est] définir l'art du droit » est un conséquent, comme le dit Michel Villey, on doit pouvoir trouver un antécédent, sans quoi on « [tombe] dans (...) l'incohérence ». À cet égard, Michel Villey écrit : « Quel est (...) le but de cette justice [particulière], la finalité à quoi vise cette espèce de comportement [qui est forcément une conduite] ? (...) [C'est] à ne pas détenir plus que sa part ni moins que sa part ; à ce que “chacun ait le sien” (ta autôn ekein) ; mais pour commencer reconnu et déterminé le juste partage des biens et des charges ».

³⁰⁰ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1134a 35- 1134b 1.

³⁰¹ Michel Villey, *Précis I*, p. 61.

³⁰² Michel Villey, *op. cit.*, p. 65.

Si, comme le dit Aristote, « l'homme juste se définit [comme étant] celui qui est apte à accomplir, par choix délibéré, ce qui est juste (...) dans une répartition », ce « choix délibéré », qui est « un intellect désirant ou un désir raisonnant », dépend de la « justice particulière », qui est cette « disposition d'après laquelle l'homme juste se définit ». Mais il dépend d'abord de « la prudence (...) [qui, comme] l'action, a rapport aux choses singulières », ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent. Or « la prudence n'a pas (...) seulement pour objet les universels », puisque, « étant de l'ordre de l'action », elle « doit posséder (...) deux sortes de connaissances, et de préférence celle qui porte sur le singulier ». Il semble donc que c'est par la prudence qu'il convient de « commencer [pour que soit] reconnu et déterminé le juste partage des biens et des charges ».

Le mot « partage » provient du verbe « partager », lui-même dérivé du latin « partiri », qui signifie : diviser en parties. Diviser en parties, c'est commettre une action. Si cette action est juste, alors nous obtenons un juste partage. Admettons que l'action de diviser en parties requiert l'exercice d'un art. Dès lors, l'art de diviser en parties procure un juste partage si l'action dirigée par cet art est aussi juste, ce qui demande la prudence de l'intellect désirant et la justice du désir raisonnant. C'est ainsi que la justice et la prudence peuvent « toucher à l'art juridique », et réciproquement. Mais, partir de ce « toucher » pour prétendre « [qu']analyser [la prudence et] la justice particulière, [c'est] définir l'art du droit », revient à dire que la définition de « l'art du droit » s'obtient par l'analyse d'un autre que lui.

C'est d'autant plus étonnant qu'Aristote, dont Michel Villey se dit le disciple, ne pose pas le problème de cette manière. « Nous avons (...) déterminé la nature du juste et celle de l'injuste, écrit-il. Des distinctions que nous avons établies, il résulte clairement que l'action juste est un moyen entre l'injustice commise et l'injustice subie, l'une consistant à avoir trop, et l'autre trop peu. La justice est à son tour une sorte de médiété... » ³⁰³ (pour la suite, voir le texte déjà cité plus haut). C'est après avoir « déterminé la nature du juste et celle de l'injuste » — ce qui donne lieu à « des distinctions (...) établies » au sujet de l'expression « associés supposés (...) égaux en droits, d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique » — qu'il « résulte clairement que l'action juste est (...) [et que] la justice est

³⁰³ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1133b 29 1134a 7.

(...) ». Il ne peut pas en être autrement pour « l'art du droit », à moins de prétendre que cet art fabrique le juste et l'injuste, qui ne peuvent dès lors plus être une « nature ».

Prétendre formuler une « définition de l'art juridique » selon l'enseignement d'Aristote, ce que recherche Michel Villey, requiert de retenir la définition aristotélicienne de l'art : l'art est une disposition, accompagnée de règle vraie, capable d'une production dont la perfection est prise comme fin à poursuivre par un artiste qui en demeure distinct. En tant qu'art, il se distingue de la prudence, qui est une disposition, accompagnée de règle vraie, rendant capable d'une action dont la perfection est prise comme fin à poursuivre par un agent qui y trouve sa perfection en tant qu'être humain. Une définition de « l'art juridique », pris en tant qu'art, demande donc trois parties : une règle vraie, une matière transformable en une œuvre productible et une espèce de production déterminée.

Michel Villey emploie une autre division, et parle plutôt d'un « objet », d'une « matière » et d'un « champ d'application » ³⁰⁴ :

1. d'abord un « objet » :

Le droit ne poursuit pas la vérité : cet objectif ressortirait de la philosophie, à moins que cela ne soit de la science. Kelsen nous abuse lorsqu'il veut faire du juriste un savant pur. (...) Le droit est mesure du partage des biens. D'après une formule répétée par la plupart des philosophes et juristes en Grèce et à Rome (très proche de celle qu'on vient de citer de l'Éthique d'Aristote), le rôle du droit est d'attribuer à chacun le sien. *Suum cuique tribuere* (de *tribuere* : répartir).

2. ensuite, une « matière » :

Le droit vise au partage de choses extérieures (...). Il y a toutes sortes de biens qui ne donnent pas lieu à partage », (...) comme la vérité ou l'amour... Ainsi l'amour ne se divise pas, ni la « liberté », ni le « respect de la personne humaine ». (...) Ce ne sont pas des matières où s'exerce la vertu de justice, au sens propre du mot, non plus que le droit proprement dit ; mais d'autres vertus ou d'autres arts.

3. enfin, un « champ d'application » :

³⁰⁴ Michel Villey, *Précis I*, p. 65-67.

Nous pourrions observer que l'art juridique présuppose et s'exerce dans un groupe social. Il n'est de droit, de dikaion qu'à l'intérieur d'un groupe social, de certains groupes sociaux dans lesquels s'opère un partage. (...) Mais en parlant du dikaion voici que nous avons empiété sur le sujet du chapitre suivant.

Cette définition d'un « art juridique », que Michel Villey prétend prendre de l'enseignement aristotélicien, soulève un problème majeur en ce qui concerne « l'objet ». Si « le rôle du droit est d'attribuer à chacun le sien », — en toute rigueur, Michel Villey devrait plutôt parler du « rôle de l'art juridique » — il est manifestement impossible que le juriste, pris comme homme de l'art pertinent, « ne [poursuive] pas la vérité » qui concerne la « mesure du partage des biens ». Par comparaison, l'arpenteur-géomètre qui confectionne un cadastre « poursuit (...) la vérité » des mesures qu'il prend des terrains arpentés, mesures qui relèvent de la géométrie. D'ailleurs, Michel Villey semble s'en rendre compte lorsque, « en parlant du dikaion » dans le « champ d'application », il dit « [empiéter] sur le sujet du chapitre suivant ». Il le manifeste encore en ces termes :

Simple commentaire on comprend mal que cette définition puisse si souvent être contestée. Elle ne fait que décrire le métier du juge. Que fait le juge ? Il a devant lui, en début d'instance, des plaideurs qui se disputent l'attribution de biens, de créances ou de dettes : un morceau de champ, une pension, la garde de tel ou tel enfant, le statut de père de tel enfant, telle fonction publique. Il les renvoie ayant dit la part de chacun, attribué à chacun sa chose. Le législateur, qui guide le juge, et donc en tant qu'il contribue par ses lois à l'oeuvre du droit, ne fait pas une opération différente. Aristote n'a fait que décrire l'intention réelle des juristes. ³⁰⁵

Définir par « [dire] la part de chacun » tant « le métier du juge » que le rôle du « législateur qui guide le juge » appartient à l'ordre du vrai consistant en une conformité de ce dire à la vraie droite règle qui concerne leur action : celle d'un art ou celle de la prudence. Cependant, pour « [dire] la part de chacun », il convient d'abord de « savoir (...) de quelle façon doit être effectuée une distribution pour être (...) [juste] », ce qui demande « l'intention » propre à une science pratique, qui comporte un mode théorétique en tant que science et « l'intention »

³⁰⁵ Michel Villey, op. cit., p. 66.

propre à une droite règle en tant que pratique. Cette science pratique, non seulement « touche le droit », mais le saisit en sa « façon [universelle d'effectuer] une distribution » : elle étudie le convenir concernant une fin qui n'est pas sur le point d'être accomplie, alors que la prudence descend jusqu'au singulier concernant une fin qui est sur le point d'être accomplie.

Est-il vrai que, en ce sens, « Aristote n'a fait que décrire l'intention réelle des juristes » ? Au chapitre précédent, nous avons appris que :

Quand Aristote distingue le pratique et le théorique l'un de l'autre par leurs fins, il ne réfère pas à la fin poursuivie par la personne qui actuellement cherche à comprendre ; il réfère à la fin visée par les principes et les règles qu'une science emploie. Si les principes ne font rien d'autre que de manifester le vrai, de l'illuminer et de défaire l'ignorance, ils sont théorétiques. Si, en plus de la manifestation du vrai, ils exercent une direction de telle façon que quelque chose soit effectuée et portée à l'existence, ils sont pratiques et mettent de l'ordre dans l'action. (L'action, ici, est prise comme un objet de connaissance pratique.) On dit que les principes théorétiques sont analytiques, car ils se présentent seulement comme des principes en lesquels le vrai est résolu pour être compris ; mais on dit que les principes pratiques sont synthétiques parce que, dans leur traitement du vrai ou d'une entité, ils visent à l'incorporer dans le monde de l'existence. ³⁰⁶

Dans la science pratique du droit, « la fin visée par les principes et les règles qu'une [telle] science emploie (...) exercent une direction de telle façon que quelque chose [la façon de la distribution] soit effectuée et portée à l'existence », ce en quoi ils « sont pratiques et mettent de l'ordre dans l'action », et ce, de manière éloignée. Ainsi est-ce « savoir (...) de quelle façon doit être effectuée une distribution pour être (...) [juste] », comme l'écrit Aristote. À la fin du chapitre précédent, les considérations que nous avons faites sur le « modèle d'étude de droit naturel » que propose Michel Villey nous ont conduit à une conclusion affirmative particulière de science pratique, et ce, selon le mode théorique d'une telle science pratique, dans le syllogisme en Darapti suivant :

Omnis communitas est instituta gratia alicujus boni.
 Omnis communitas est instituta aliquo operante.
 Institutum aliquid operans est instituta gratia alicujus boni.

³⁰⁶ Joannis A S. Thomas, Logica, II, Q. 1, art. 4.

C'est à une telle conclusion affirmative particulière pratique, obtenue selon le mode théorétique d'une science pratique, que la « justice au sens "particulier" du mot », la prudence et « l'art juridique » peuvent « toucher au droit ». Le « droit » concerne la « façon (...) d'[effectuer] une distribution », façon connue universellement par la science pratique du droit, et façon que « l'art du droit » met singulièrement en œuvre en connaissant aussi la façon universelle. Mais Aristote ne s'arrête pas là ; pour lui, « savoir (...) de quelle façon doit être effectuée une distribution pour être (...) [juste] » exige de savoir ce qu'est le juste, de connaître cette cause finale, et ce, d'une connaissance qui ne dépend ni de la science pratique ni de l'art.

Mais admettons que Michel Villey, en écrivant : « décrire l'intention réelle des juristes », signifie « l'intention réelle [de la science à laquelle s'adonnent] des juristes » : soit la « façon [dont] doit être effectuée une distribution ». Admettons aussi que le « juriste » soit confiné à « l'intention » d'une telle science pratique, puisqu'il n'existe « pas de science du juste », selon Michel Villey.

Alors comment ce « juriste » connaît-il la « mesure du partage des biens » dont Michel Villey parle dans sa définition de « l'art juridique », lorsque cette mesure est prise en tant que mesure ? Par comparaison, comment l'arpenteur connaît-il la mesure qu'il applique aux terrains qu'il mesure ? L'arpenteur est un géomètre, et c'est la géométrie qui lui procure la mesure.

La « mesure du partage des biens » ne relève plus d'une science pratique, mais d'une science théorétique dont « l'intention » est la seule connaissance du « juste », intention qui est proprement celle de la science « des juristes » en tant que juristes, et ce, selon Aristote, pour qui « savoir (...) de quelle façon doit être effectuée une distribution pour être (...) [juste] » exige un savoir préalable portant sur « la nature du juste et celle de l'injuste ».

La science du juriste, en tant que telle et tel, s'intéresse au vrai spéculatif qui concerne cette « mesure ». C'est cette science théorétique du juste qui procure le fondement d'où est obtenue la règle vraie de l'art juridique, comme la géométrie le fait pour l'arpentage. La règle vraie de « l'art juridique » est prise d'un vrai théorétique qui lui est antérieur et qui n'est connaissable que par démonstration : « [l']égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ».

Michel Villey le voit confusément, mais sa position concernant les Analytiques l'empêche de le voir clairement. En effet, après avoir « [dégagé] la notion de la justice "particulière" et par là même les frontières de l'art juridique », il se tourne vers « le "droit" au sens majeur du mot, [qui] ne désigne pas la profession ou l'activité des juristes, [mais] apparaît comme une chose pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche, étudie, autour de laquelle semble graviter le métier du juriste. Chose, que nous avons apparemment beaucoup de mal à définir » de nos jours. C'est que, ajoute-t-il, « l'apport le plus original de la doctrine du droit d'Aristote est précisément l'analyse d'un second terme usité dans le langage grec, parent mais distinct du terme de justice : *to dikaion* — (...) que certainement les romains de l'époque classique ont traduit par *jus* ». ³⁰⁷

Avec cette « chose pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche, étudie, autour de laquelle semble graviter le métier du juriste », Michel Villey aborde le problème théorétique du juste, qui relève très précisément d'une « analyse », mais d'une « analyse » dont il ne prend pas une conscience claire.

Lorsqu'il emploie le terme « *dikaion* », Aristote ignore encore que les Romains le traduiront par « *jus* », et Michel Villey, par « droit ». Pour ce Grec, « droit » se dit « *orthon* ». Et, à son époque, les Grecs savent aussi bien que nous choisir un terme pour rendre un concept. Avec le mot français « division », on signifie une vision du double, signifié par « *di* », vision de deux morceaux d'un tout divisible. Dans « *dikaion* », dont « *orthon* » est absent, on distingue trois éléments :

dis : doublement, deux fois ;

kai : et, aussi, autant ;

on : sien.

Avec le nom « *dikaion* », Aristote signifie un tout composé de deux parties divisibles (*dis*), dont chacune est un sien (*on*) qui est autant (*kai*) que l'autre en quantité. Le jurisconsulte Paul écrit : « "Nominis" appellatione rem significari

³⁰⁷ Michel Villey, *Précis I*, p. 69.

Proculus ait ». ³⁰⁸ Ce tout, c'est la res dont le nom signifie la notion même de dikaion. Ulpien écrit : « "Notionem" accipere possumus et cognitionem et jurisdictionem ». ³⁰⁹

C'est en se tournant vers cette « chose pourvue d'une existence propre, celle que le juriste recherche [et] étudie », que Michel Villey est conduit vers la « pointe subtile » qui porte précisément sur le problème théorique de la mesure, ce qu'il exprime comme suit :

Le mot *dikaion* est un neutre, et un neutre substantivé (To Dikaion) — de même qu'en latin le mot *justum*, qui est tout proche de *jus*. (...) Le grec nous aide à percevoir une distinction fondamentale : celle entre le fait d'être un homme ou une femme juste (*dikaioi*), d'avoir la vertu de justice, et d'autre part de réaliser la chose juste (*to dikaion*). (...) Mais comme il est vrai qu'une telle distinction, pourtant si claire, a cessé de nous être familière, reprenons-la sous une forme un peu différente. (...) Une chose qu'Aristote dit encore du *to dikaion*, c'est qu'il est un juste milieu (*meson*). (...) Le juste milieu qu'est aussi le droit (*dikaion*) offre d'après l'analyse d'Aristote (...) une singularité notable : il ne se situe pas dans le sujet, il est "dans les choses", dans le réel, dans la réalité externe (...). Aristote creuse minutieusement l'analyse du Dikaion. Il en énumère divers attributs. Le droit est relation (...). Serrons de plus près la définition. Le Dikaion est une proportion (...) entre des choses partagées entre des personnes ; un proportionnel (terme neutre), un "analogon". (...) On peut dire aussi que le droit consiste en (...) un égal (*ison*). (...) L'*ison* est un juste "milieu entre un excès et un défaut". (...) Une bonne proportion dans le partage des biens entre membres d'un groupe, telle est donc l'essence du droit, quand même cette définition devrait nous surprendre aujourd'hui (...). Là dessus, temps d'arrêt : nous voici parvenus au cœur, à la pointe subtile de cette philosophie du droit. ³¹⁰

³⁰⁸ Digeste, L, 16, 4 : « Proculien dit que la res est signifiée par appellation du "nom" ».

³⁰⁹ Digeste, L, 16, 99 : « Nous pouvons entendre "notion" et comme connaissance et comme juridiction ». La « juris-dictio » dit le « jus », selon sa notion.

³¹⁰ Michel Villey, Précis I, p. 70-75 passim ; en grec comme en latin, à côté des genres grammaticaux du féminin et du masculin, on situe un genre qui n'est ni l'un ni l'autre (en latin : neuter), soit le genre neutre ; l'anglais l'a conservé, alors que le français l'a intégré dans le masculin.

La « pointe subtile » sur laquelle Michel Villey attire notre attention est ainsi mise sur rien de moins que « l'essence du droit », l'essence de cette « chose pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche [et] étudie », une existence « autour de laquelle semble graviter le métier du juriste ». Il est dès lors manifeste que le « métier » procède d'une science théorique portant sur une « chose pourvue d'une existence propre » qui est indépendante de ce métier : bref, d'un objet théorique qu'une science théorique considère comme « pleinement constitué ».

Dans ce passage, non seulement Michel Villey nous livre-t-il le dikaion en son « essence », mais il déclare encore détenir une « définition » de « l'essence du [dikaion] » par une « analyse » de « divers attributs ». Il écrit : « Aristote creuse minutieusement l'analyse du Dikaion. Il en énumère divers attributs ». Le dikaion est meson (milieu), ison (égal) et analogon (proportion).

Comment Aristote le sait-il ? Comment « creuse[t-il] minutieusement l'analyse du Dikaion » ? Comment obtient-il les « divers attributs » qu'il « énumère » ? Aristote l'indique précisément dans ses Seconds analytiques, comme suit :

Parmi les principes dont on se sert dans les sciences démonstratives, les uns sont propres à chaque science, et les autres communs : mais c'est une communauté d'analogie, étant donné que leur usage est limité au genre tombant sous la science en question. — Sont des principes propres, par exemple les définitions de la ligne et du droit ; les principes communs sont des propositions telles que : si, de choses égales, on ôte des choses égales, les restes sont égaux. Mais l'application de chacun de ces principes communs est limitée au genre dont il s'agit, car il aura la même valeur, même s'il n'est pas employé dans sa généralité, mais appliqué, en Géométrie par exemple, aux grandeurs seulement, ou, en Arithmétique, aux nombres seulement. Sont propres encore à une science, les sujets dont elle pose aussi l'existence et dont elle considère les attributs essentiels : tels sont les unités en Arithmétique, et, en Géométrie, les points et les lignes. En effet, ces sujets sont posés à la fois dans leur existence et dans leur signification, tandis que pour leurs attributs essentiels, c'est seulement la signification de chacun d'eux qui se trouve posée. Par exemple, l'Arithmétique pose la signification de pair et d'impair, de carré et de cube, et la Géométrie celle d'irrationnel, ou de ligne brisée ou oblique ; par contre, l'existence de ces notions est démontrée, tant à l'aide des axiomes communs qu'à partir des conclusions antérieurement démontrées. (...) C'est qu'en effet, toute science démonstrative tourne autour de trois éléments : ce dont elle pose l'existence (c'est-à-dire le genre [le sujet de la démonstration] dont elle

considère les propriétés essentielles) ; les principes communs, appelés axiomes, vérités premières d'après lesquelles s'enchaîne la démonstration ; et, en troisième lieu, les propriétés, dont la science pose, pour chacune, la signification. Cependant, quelques sciences peuvent, sans inconvénient, négliger certains de ces éléments : par exemple, telle science peut se dispenser de poser l'existence du genre, si cette existence est manifeste (c'est ainsi que l'existence du nombre n'est pas aussi évidente que celle du froid et du chaud) ; on peut encore ne pas poser la signification des propriétés quand elles sont claires. De même, pas n'est besoin de poser la signification d'axiomes communs tels que : si de choses égales on soustrait des choses égales, les restes sont égaux, attendu que c'est là un principe bien connu. Mais il n'est pas moins vrai que, par nature, les éléments de la démonstration sont bien au nombre de trois : le sujet de la démonstration, les propriétés qu'on démontre, et les principes dont on part. ³¹¹

Alors que Michel Villey dit « [qu']Aristote creuse minutieusement l'analyse du Dikaion [et] en énumère divers attributs », ce dernier soutient « que, par nature, les éléments de la démonstration sont bien au nombre de trois : le sujet de la démonstration, les propriétés qu'on démontre, et les principes dont on part ». Et, parmi les « principes », relevons les « principes propres » que sont « les définitions de la ligne et du droit », et « les principes communs » que sont « des propositions telles que : si, de choses égales, on ôte des choses égales, les restes sont égaux ». Nous allons bientôt retrouver le principe commun retenu, chez Michel Villey, pour les « commutations ». ³¹² Quant aux principes propres, nommément « la ligne » et le « droit », nous les retrouverons dans le prochain chapitre, alors qu'Aristote détermine « la nature du juste et celle de l'injuste ».

Tableau 4

avoir trop

avoir trop peu

non avoir trop peu

non avoir trop

n'avoir ni trop peu ni trop

³¹¹ Aristote, Seconds analytiques, 76a 36 76b 22.

³¹² voir note 317.

Pour le moment, poursuivons notre lecture de Michel Villey. Si le dikaion est un milieu (meson) entre avoir trop et avoir trop peu, il consiste à n'avoir ni trop peu ni trop, ce qui s'exprime dans une division dont le carré logique du meson (Tableau 4) rend compte. Comme milieu, le meson exprime la conjonction des deux termes sous-contraires : « non avoir trop peu et non avoir trop », bref « n'avoir ni trop peu ni trop ». L'ison (égal) est l'un des cas que cette conjonction peut signifier, i.e. « [l']égalité (...) arithmétique » :

$$A = B$$

alors que l'analogon en est un autre cas, celui de « [l']égalité (...) proportionnelle » :

$$A/B = G/D$$

Dire que le dikaion est un milieu (meson) entre avoir trop et avoir trop peu, consistant à n'avoir ni trop peu ni trop, et ce, selon une division qu'exprime le carré logique du meson (Tableau 4), c'est « reprendre sous une forme un peu différente » la « distinction, pourtant si claire, [qui] a cessé de nous être familière », comme le dit Michel Villey. Or cette division, exprimée par un carré logique, était bel et bien connue du jurisconsulte Proculien, qui la présente « sous une forme un peu différente », comme suit :

PROCULUS libro secundo epistularum. Haec uerba « ille aut ille » non solum disiunctiua, sed etiam subdisiunctiuae orationis sunt. Disiunctiuum est, ueluti cum dicimus « aut dies aut nox est », quorum posito altero necesse est tolli alterum, item sublato altero poni alterum. Ita simili figuratione uerbum potest esse subdisiunctiuum. Subdisiunctiui autem genera sunt duo : unum, cum ex propositis finibus ita non potest uterque esse, ut possit neuter esse, ueluti cum dicimus « aut sedet aut ambulat » : nam ut nemo potest utrumque simul facere, ita aliquis potest neutrum, ueluti is qui accumbit. Alterius generis est, cum ex propositis finibus ita non potest neuter esse, ut possit utrumque esse, ueluti cum dicimus « omne animal aut facit aut patitur » : nullum est enim quod nec faciat nec patiatur : at potest simul et facere et pati. ³¹³

Alan Watson en propose la traduction anglaise suivante :

³¹³ The Digest of Justinian, L, 16, 124.

PROCULUS, Letters, book 2 : The words « one or another » are not only disjunctive but also belong to subdisjunctive speech. Disjunction is if we say, « it is night or day », where if one is true, the other is not [ce sont des contradictoires]. So in a similar construction, a word can be subdisjunctive. But there are two kinds of subdisjunctive, one when of two possible conclusions, both cannot be true and neither need be true, as when we say, « either he is seated or he is walking » ; for just as no one can be doing both at the same time, so someone can be doing neither, for instance, someone who is lying down [ce sont des contraires]. The other kind of subdisjunctive is involved when of the possible conclusions one must be true and both can be true, as when we say, « every living thing either suffers action or acts » for there is none which does neither the one nor the other, and one can do both at the same time [ce sont des sous-contraires].

Si nous nous permettons d'insister, c'est que la division qu'exprime le carré logique du meson prépare quelques définitions importantes. Ainsi, après avoir identifié trois attributs constituant « l'essence du droit », le meson, l'ison et l'analogon, Michel Villey dit qu'ils déterminent deux « secteurs du droit » : les distributions et les commutations. Il l'exprime en dénonçant « deux traductions erronées », comme suit :

Continuons la lecture du texte [d'Aristote]. Y vont être maintenant classées plusieurs espèces du genre droit. Nos traductions françaises le masquent en parlant de "justice". (...) Le terme employé par Aristote est ordinairement le mot neutre : to dikaion. Nous allons aborder ici ce qu'on nomme traditionnellement la théorie des deux "justices" dites "distributive" et "commutative". Deux traductions erronées. (...) Dans le texte d'Aristote, il n'est pas question de justices ni "distributive" ni "commutative", mais de deux types de droits : dikaia, c'est-à-dire de deux types d'égalités car le droit est " l'égal " (ison) » ³¹⁴.

À ce sujet, Aristote écrit ce qui suit :

De la justice particulière et du juste qui y correspond, une première espèce est celle qui intervient dans la distribution des honneurs, ou des richesses, ou des autres avantages qui se répartissent entre les membres de la communauté politique (car dans ces avantages il est possible que l'un des membres ait une part ou inégale ou égale à celle d'un autre), et une seconde espèce est, celle qui réalise la rectitude dans les transactions privées. Cette justice corrective comprend elle-même deux parties : les tran-

³¹⁴ Michel Villey, Précis I, p. 76.

sactions privées, en effet, sont les unes volontaires et les autres involontaires : sont volontaires les actes tels qu'une vente, un achat, un prêt de consommation, une caution, un prêt à usage, un dépôt, une location (ces actes sont dits volontaires parce que le fait qui est à l'origine de ces transactions est volontaire) ; des actes involontaires, à leur tour, les uns sont clandestins, tels que vol, adultère, empoisonnement, prostitution, corruption d'esclave, assassinat par ruse, faux témoignage ; les autres sont violents, tels que voies de fait, séquestration, meurtre, vol à main armée, mutilation, diffamation, outrage. ³¹⁵

Remarquons comment Aristote situe la « justice particulière » avec le « juste qui y correspond ». Selon le « juste qui y correspond », la « justice particulière » présente une « première espèce (...) qui intervient dans la distribution », et une « seconde espèce (...) qui réalise la rectitude dans les transactions ». La division entre deux espèces de « justice particulière », division faite par cette science pratique qu'est l'éthique, a un fondement : le « juste qui y correspond ». Ce fondement est théorétique : « une part ou inégale ou égale ». Le dikaion qui « correspond » à chacune de ces espèces de « justice particulière » ne se confond avec aucune d'elles, sans quoi il ne pourrait pas fonder cette division. La science pratique du droit prend ce fondement théorétique comme vraie droite règle pour la détermination de « deux secteurs du droit », et c'est ce qui retient l'attention de Michel Villey.

C'est ainsi qu'il présente d'abord la proportion dite géométrique des distributions, et ensuite la proportion dite arithmétique des transactions, comme suit :

On vient de signaler que le terme d'égal est trompeur ; on ne doit pas l'entendre au sens d'une égalité absolue. Surtout dans les distributions : une distribution des charges publiques des terres, des richesses existe au sein de chaque cité. (...) J'ai donné plus haut d'autres exemples pris au droit privé, où cette opération (...) répartit une succession entre des héritiers, la garde des enfants entre père et mère divorcés, telle dette entre des coassociés. Or dans le cas des distributions — en tais dianomais, écrit Aristote — ce n'est pas l'égalité simple "arithmétique" à quoi l'on vise. (...) La solution du droit s'inscrit sous la forme d'une équation qui manifeste l'égalité, non pas entre les biens distribués, mais entre deux rapports établis entre personnes et fonctions. ³¹⁶ (...)

³¹⁵ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1130b 30 à 1131a 8.

³¹⁶ Michel Villey, *Précis I*, p. 76-77.

Supposons le partage effectué entre nos patrimoines : une proportion (plus ou moins juste) déjà instituée entre la masse de mes biens et les vôtres. Mais vont s'effectuer des commutations (sunallagmata), soit par un contrat volontaire (...) soit d'un délit (...). Il s'est opéré un transfert d'une masse à l'autre. Aussi le rôle de la justice est de rétablir l'équilibre, de "corriger" le déséquilibre. (...) La solution de droit s'exprimera dans une formule d'égalité arithmétique (...) parce qu'ici nous n'aurions point à considérer les personnes, à faire "acception" des personnes. (...) Le droit est une égalité de valeur entre deux prestations. (...) Hélas, il en résultera que le traitement de ces affaires se révèle en fait plus complexe que (...) nous le supposions. (...) Et même, comme il faudra tenir compte de la qualité des personnes ou des biens ou charges en cause, tout le droit ne pourra se couler dans ces formules mathématiques. N'allons donc pas leur attribuer une portée pratique. (...) Jamais la pensée d'Aristote ne fut de réduire la langue du droit aux mathématiques ». ³¹⁷

Les attributs essentiels du dikaion, le meson, l'ison et l'analogon, et les « deux secteurs [dits improprement] du droit », car il s'agit du « juste », se présentent selon un principe commun de la logique aristotélicienne : le prédicament.

³¹⁷ Michel Villey, op. cit., p. 77-78, passim. Remarquons le principe commun ici retenu par Michel Villey : « Le droit est une égalité de valeur entre deux prestations ». Si « hélas, il en [résulte] que le traitement de ces affaires se révèle en fait plus complexe », c'est que le principe est commun. « Comme il faudra tenir compte de la qualité des personnes ou des biens ou charges en cause », c'est que le principe commun ne suffit pas. Des principes propres sont requis : le « juste » et le « droit » qui, comme nous le verrons, dépendent « [de] formules mathématiques ».

Un prédicament est un arbre généalogique qui part d'un genre suprême que divise une différence spécifique faite de contraires, division qui aboutit à des espèces (Tableau 5 et Tableau 6). La division se fait selon les antéprédicaments qu'Aristote expose au traité des Catégories. ³¹⁸

Mais, écrit Michel Villey, « n'allons (...) pas (...) attribuer une portée pratique » aux attributs constitutifs de « l'essence du droit », puisqu'Aristote n'a jamais prétendu « réduire la langue du droit aux mathématiques ». C'est que, prétend Michel Villey, un « contresens est à éviter » :

À partir de Bodin les modernes ont cru pouvoir tirer de ces textes des solutions concrètes de droit. De la doctrine de la « justice distributive » ils déduisirent une doctrine aristocratique : les pouvoirs publics devraient être distribués proportionnellement aux mérites, réservés aux grands et aux nobles ; mais Aristote ne l'a jamais dit ; il laisse en question le problème du choix du critère de la distribution. La « justice commutative » prête à d'aussi lourds contresens. On en a tiré le principe de l'égalité des contractants, qui traitant les pauvres à l'égal des riches, en fait les écrase. Abus manifeste. Ce n'est point encore du contenu concret des solutions de droit que traite le présent chapitre. ³¹⁹

Aristote, poursuit Michel Villey, ne nous entretient « pas (...) de la réponse, [mais] seulement la nature des problèmes posés au juriste », puisqu'il « vise seu-

³¹⁸ Aristote, Catégories, 1b 10-24.

³¹⁹ Michel Villey, Précis I, p. 79.

lement à reconnaître les objets de l'activité juridique, et quelles seront ses branches principales, (...) les secteurs de la science du droit. (...) Et, pour chacun de ces secteurs, voici que nous avons découvert un certain nombre de formules-types qui bien sûr seront insuffisantes à nous donner la solution d'aucun litige particulier, mais pourront servir de modèles, de formes aux différentes espèces de discours juridique ». ³²⁰

C'est, en effet, un « contresens » que de prendre une science théorétique pour une science pratique, et une science pratique pour un art. Aristote a « sorti de l'obscurité » rien de moins que « l'essence » du dikaion, et c'est cette découverte qui constitue « la pointe subtile » de son enseignement. Certes, « jamais la pensée d'Aristote ne fut de réduire la langue du droit aux mathématiques » puisqu'il ne confond pas la science théorétique avec la science pratique, et la science pratique avec un art. Sauf qu'à « la pointe subtile » de son enseignement, Aristote écrit textuellement : « Le juste est, par suite, une sorte de proportion (car la proportion n'est pas seulement une propriété d'un nombre formé d'unités abstraites, mais de tout nombre en général), la proportion étant une égalité de rapports et supposant quatre termes au moins », ³²¹ et ce, sans « contresens ».

Si « la proportion n'est pas seulement une propriété d'un nombre formé d'unités abstraites, mais de tout nombre », c'est qu'Aristote distingue le nombre concret du nombre abstrait. Le mot « nombre » nous vient du latin « numerus », où on reconnaît « ne » et « merus ». « Ne » est une particule négative, et « merus » signifie « unique ». Bref, « numerus » signifie : « pas unique ». Ainsi, dans le panier de fruits posé là sur la table, si on ne voit pas une (1) unique pomme, mais plusieurs, il y a nombre, au sens concret. Posons qu'on compte trois (3) pommes ; 3 est un nombre abstrait. On peut manger le nombre concret des pommes, mais jamais le nombre abstrait 3. La somme des nombres abstraits 3 et 2 est égale au nombre abstrait 5 : $3 + 2 = 5$. Mais on peut faire une addition à des nombres abstraits : la somme de trois pommes et de deux pommes est égale à cinq pommes. L'addition dont il s'agit n'est pas celle de l'arithmétique, mais celle de la logique ; cette addition logique, c'est le contraire de l'abstraction logique.

³²⁰ Michel Villey, op. cit, p. 79-80.

³²¹ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1131a 24.

Abstraire, c'est laisser de côté ; mais on peut ensuite faire l'addition de ce qu'on a laissé de côté lors de l'abstraction. Ainsi, à des nombres abstraits, on peut faire une addition logique d'oranges, de pommes, de clous, de poux, de hiboux, etc. C'est en ce sens que le dikaion, en tant que « proportion, n'est pas seulement une propriété d'un nombre formé d'unités abstraites, mais de tout nombre ». Et comme « la proportion [est] une égalité de rapports et [suppose] quatre termes au moins », ajoute Aristote, le meson, l'ison et l'analogon, en tant qu'attributs essentiels du dikaion, sont d'abord des notions abstraites de géométrie, notions auxquelles est ensuite faite une addition logique :

De même une science qui est constituée à partir de principes moins nombreux est plus exacte que celle qui repose sur des principes résultant de l'addition : c'est le cas de l'Arithmétique, qui est plus exacte que la Géométrie. Par résultat de l'addition, je veux dire que, par exemple, l'unité est une substance sans position, tandis que le point est une substance ayant position : cette dernière, je l'appelle un résultat de l'addition. ³²²

« [L']égalité soit proportionnelle, soit arithmétique » que les « associés [sont] supposés » satisfaire, selon l'expression que nous avons lue plus haut, c'est la « chose pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche, étudie, (...) ». Et c'est la science théorétique du juste qui accomplit cette étude.

De même que l'arithmétique est une science plus abstraite que la géométrie, la géométrie est une science plus abstraite que la planimétrie ; et, de la planimétrie, on va à l'arpentage, selon un mot dont le suffixe « age » ressemble fort à celui qu'on trouve dans « partage ». « [L']égalité soit proportionnelle, soit arithmétique » qu'est le « juste » est une « chose pourvue d'une existence propre » en géométrie, géométrie qui est une science plus abstraite que la science théorétique du « juste ».

Connaître cette subalternation de la science théorétique du « juste » à la géométrie n'est en rien « réduire la (...) [première] aux mathématiques », à la condition que l'abstraction mathématique soit suivie de l'addition logique qui en est le contraire.

³²² Aristote, Seconds analytiques, 87a 33-36.

C'est maintenant ce qu'il nous faut mieux saisir, en suivant Aristote lorsqu'il découvre « la nature du juste et celle de l'injuste ».

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre V

La nature du juste. Amorce d'une recherche

[Retour à la table des matières](#)

Dans la *Politique*, Aristote met le doigt sur « un point qui ne doit pas nous échapper », en ces termes :

Puisque dans toutes les sciences et les arts la fin est un bien, que le bien le plus grand et le plus élevé réside dans la science qui règne sur toutes les autres, je veux dire la potentialité politique, et que, en politique, le bien n'est autre que le juste (...) : dans ces conditions, tous les hommes sont d'avis que le juste consiste dans une certaine égalité, et, du moins jusqu'à un certain point, c'est là une opinion qui s'accorde avec les distinctions d'ordre philosophique que nous avons établies dans l'*Éthique* [à *Nicomache*] : car c'est affirmer que le juste est à la fois une chose et qu'il a rapport à des personnes, et que pour les personnes égales la chose doit être égale. Mais des personnes égales en quoi ? Ou inégales en quoi ? C'est là un point qui ne doit pas nous échapper, car il soulève un problème et nécessite des recherches théoriques sur la politique. ³²³

³²³ Aristote, *Politique*, Paris, 1982, nouvelle traduction avec introduction, notes et index par J. Tricot, Quatrième tirage, Librairie philosophique J. Vrin, 1282b 14-21.

C'est dans « l'*Éthique* [à Nicomaque] », au livre V, qu'on trouve des « distinctions d'ordre philosophique (...) établies » qui s'accordent, « du moins jusqu'à un certain point », avec « [l']opinion » de « tous les hommes », hommes qui « sont d'avis que le juste consiste dans une certaine égalité ». Ces « distinctions (...) établies » fondent « [l'affirmation] que le juste est à la fois une chose et qu'il a rapport à des personnes, et que pour les personnes égales la chose doit être égale ». « Mais des personnes égales en quoi ? Ou inégales en quoi ? C'est le « point qui ne doit nous échapper », dit Aristote, et il « soulève un problème [qui] nécessite des recherches théoriques sur la politique », dans la mesure où, « en politique, le bien n'est autre que le juste ».

Pour nous, qui étudions « l'*Éthique* [à Nicomaque] », le « point qui ne doit nous échapper », ce sont ces « distinctions ». Il « nécessite [aussi] des recherches théoriques », afin de voir en quoi elles sont « établies » et en quoi elles fondent à « affirmer que le juste est à la fois une chose et qu'il a rapport à des personnes, et que pour les personnes égales la chose doit être égale ». C'est le « point » que nous abordons dans ce chapitre.

Nos « recherches théoriques » ne concernent pas « la potentialité politique », mais une « autre potentialité » qu'Aristote évoque dans l'exemple suivant :

Quand, en effet, plusieurs joueurs de flûte sont également versés dans leur art, il n'y a aucune raison de donner les meilleures flûtes à ceux qui sont de meilleure naissance, car ils ne joueront pas mieux de la flûte pour autant : mais c'est à celui qui, dans son jeu, se montre supérieur aux autres qu'il convient de réserver la supériorité dans la qualité des instruments. (...) Supposons, en effet, un homme supérieur à ses rivaux dans l'art de jouer de la flûte, mais laissant fort à désirer sous le rapport de la naissance ou de la beauté, alors, même en admettant que ces dernières qualités (je veux dire la naissance et la beauté) soient l'une ou l'autre un plus grand bien que l'art de jouer de la flûte, et qu'elles surpassent même l'art de jouer de la flûte dans une plus forte proportion que notre joueur de flûte ne surpasse les autres dans son art, cependant c'est lui qui doit se voir attribuer les meilleures flûtes, ou alors il faut admettre que la supériorité de la richesse et de la naissance contribuent à la perfection du jeu de l'artiste, contribution qui en fait est inexistante. ³²⁴

³²⁴ Aristote, op. cit., 1282b 31- 1283a 1.

Remarquons l'emploi du mot « convient » dans : « *convient* de réserver la supériorité dans la qualité des instruments ». Cette assertion est celle d'une science pratique, ce qui ressort de l'emploi de « réserver ». Mais pourquoi convient-il d'ainsi « réserver la supériorité dans la qualité des instruments » à « un homme supérieur à ses rivaux dans l'art de jouer de la flûte, mais laissant fort à désirer sous le rapport de la naissance ou de la beauté » ?

Avec cette question, nous quittons la science pratique pour ouvrir une investigation de science théorique sur le « point » suivant : il n'existe « aucune raison de donner les meilleures flûtes à ceux qui sont [de plus grande beauté, de plus grande richesse ou] de meilleure naissance, car ils ne joueront pas mieux de la flûte pour autant ». Même pas la « raison » selon laquelle « la naissance et la beauté [sont] l'une ou l'autre un plus grand bien que l'art de jouer de la flûte, et qu'elles [surpassent] même l'art de jouer de la flûte dans une plus forte proportion que notre joueur de flûte ne surpasse les autres dans son art », souligne Aristote, dans une comparaison qui fait ressortir le caractère *particulier* du « jeu », au sens où il existe un juste *particulier* qui « correspond » à une justice *particulière*. Ici, c'est le juste *particulier* dans « [l'attribution des] meilleures flûtes ».

Le caractère théorique de la « recherche » et le caractère théorique de l'objet ressortent encore de la dernière phrase du passage cité : il est impossible « [d']admettre que la supériorité de la richesse et de la naissance contribuent à la perfection du jeu de l'artiste, contribution qui en fait est inexistante ».

Dans ce même passage, Aristote fait une comparaison entre « la naissance », « la beauté » et « l'art de jouer de la flûte », en se demandant lequel, de « l'un ou l'autre, [est] un plus grand bien ». Et cette comparaison soulève une question fort importante, celle de leur commensurabilité, ce qu'il exprime comme suit :

En outre, d'après ce même raisonnement [théorique] du moins, n'importe quel bien serait commensurable avec n'importe quel autre. (...) Car si (...) toutes choses [sont] commensurables entre elles [et que] telle quantité déterminée est meilleure que telle autre quantité, il est clair que telle autre lui sera égale. Mais (...) toute commensurabilité de ce genre est impossible (...). ³²⁵

³²⁵ Aristote, *ibidem*, 1283a 2-9.

Le problème de connaître si des biens sont commensurables ou pas se prolonge en cet autre : « L'injuste peut donc être soit le trop, soit le trop peu (...) [d'un] bien (...). S'il s'agit [d'un] mal, c'est l'inverse car le mal moindre comparé au mal plus grand fait figure de bien, puisque le mal moindre est préférable au mal plus grand ; or ce qui est préférable est un bien, et ce qui est préféré davantage, un plus grand bien ». ³²⁶

Remarquons l'emploi des mots « préférable » et « préféré » dans « ce qui est préférable est un bien, et ce qui est préféré davantage, un plus grand bien ». C'est le même problème théorique qui se pose dans l'attribution des flûtes : « est-il préférable d'attribuer une meilleure flûte au joueur de flûte qui surpasse les autres dans son art, ou pas » ? Si oui, alors, en pratique, « c'est à celui qui, dans son jeu, se montre supérieur aux autres qu'il convient de réserver la supériorité dans la qualité des instruments ».

Les mots « préférable » et « préféré » donnent lieu, rappelons-nous, à une considération théorique dans les *Premiers analytiques*, déjà évoquée dans un chapitre précédent :

Quand de deux termes opposés, A et B, A est préférable à B, et pareillement Δ à Γ , alors, si A et Γ , pris ensemble, sont préférables à B et Δ , pris ensemble, A est préférable à Δ . A, en effet, est à rechercher dans la même mesure où B est à éviter, puisqu'ils sont opposés. Et de même pour Γ par rapport à Δ , puisque, eux aussi, sont opposés. Si donc A est à préférer dans la même mesure que Δ , B est aussi à éviter dans la même mesure que Γ , car chacune des choses à éviter est à éviter dans la même mesure où chacune des choses à rechercher est à rechercher. Par suite, A et Γ , pris tous deux ensemble, seront, par rapport à B et Δ , pris ensemble, dans la même mesure à rechercher ou à éviter. Mais, puisque A et Γ sont préférables à B et Δ , A ne peut pas être désirable dans la même mesure que Δ , car alors B pris avec Δ serait désirable dans la même mesure que A pris avec Γ . Mais si Δ est préférable à A alors B doit être moins à éviter que Γ , car le moins est opposé au moins. Mais un plus grand bien et un moindre mal sont préférables à un moindre bien et à un plus grand mal : le groupe total B Δ est donc préférable au groupe A Γ . Mais en ré-

³²⁶ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1131b 16-24.

alité cela n'est pas. A est donc préférable à Δ , et, par suite, Γ est moins à éviter que B. ³²⁷

Tableau 7

A. santé	B. maladie
Δ pauvreté	Γ richesse

Considérons un exemple fait des quatre termes suivants : *santé*, *maladie*, *richesse*, *pauvreté* (Tableau 7). Selon un proverbe, être en santé et riche est préférable à être malade et pauvre. Sauf que ce proverbe laisse de côté deux éléments intermédiaires *particuliers* :

santé	richesse
<u>santé</u>	<u>pauvreté</u>
<u>maladie</u>	<u>richesse</u>
maladie	pauvreté

Est-il préférable d'être en santé et pauvre plutôt que malade et riche ? Aristote fait l'hypothèse suivante : « Quand de deux termes opposés, A et B, A est préférable à B, et pareillement Δ à Γ , alors, si A et Γ , pris ensemble, sont préférables à B et Δ , pris ensemble, A est préférable à Δ ». Cette hypothèse concerne le sujet d'étude d'un choix préférentiel, mais considéré théorétiquement. Situons-la dans le cadre du problème qui se pose à un salarié [pauvreté et santé] qui désire un gain en monnaie [richesse] que lui procurerait un employeur lui offrant un emploi où, lui, le salarié, serait exposé à un risque de maladie professionnelle [maladie]. Si ces biens et ces maux sont commensurables, qu'est-ce qui est préférable ?

Selon l'hypothèse d'Aristote appliquée à cet exemple, être en santé est préférable à être malade, et être riche, à être pauvre ; et être en santé et pauvre,

³²⁷ Aristote, Premiers analytiques, 68a 25-39.

pris ensemble, est préférable à être malade et riche, pris ensemble. Alors, être en santé est préférable à être riche. Exposons les huit étapes de son raisonnement :

1. la santé est à désirer *dans la même mesure* que la maladie est à éviter ;
2. la richesse est à désirer *dans la même mesure que* la pauvreté est à éviter ;
3. si la santé est à désirer *dans la même mesure que* la richesse l'est, la maladie est à éviter *dans la même mesure que* la pauvreté l'est ;
4. alors la santé et la pauvreté, prises ensemble, sont, par rapport à la maladie et la richesse, prises ensemble, *dans la même mesure* à désirer ou à éviter ;
5. comme la santé et la pauvreté, prises ensemble, sont plus désirable que la maladie et la richesse, prises ensemble, et ce, par hypothèse, la santé ne peut pas être plus désirable *dans la même mesure* où la richesse l'est, car alors la maladie et la richesse, prises ensemble, seraient désirables *dans la même mesure* que la santé et la pauvreté, prises ensemble, le sont ;
6. mais si la richesse est préférable à la santé, alors la maladie est à moins éviter que la pauvreté, car le moins est opposé au moins ;
7. cependant, un plus grand bien et un moindre mal sont préférables à un moindre bien et à un plus grand mal : ainsi, la maladie et la richesse, prises ensemble, seraient préférables à la santé et la pauvreté, prises ensemble, ce qui est contraire à l'hypothèse ;
8. donc la santé est préférable à la richesse, et la pauvreté est moins à éviter que la maladie.

Se peut-il qu'une cour de justice rencontre une telle question “théorique”, alors qu'elle est saisi d'un problème “pratique” ? La Cour d'appel du Québec penche pour une réponse affirmative puisque, en 2000, elle écrivait :

[46] (...) La question que notre Cour a à débattre et à trancher est la suivante :

Le Conseil de la magistrature est-il exempté de son assujettissement, en matière de déontologie judiciaire, à la Loi d'accès à l'information, au mo-

tif que celui-ci porte atteinte au principe de l'indépendance de la magistrature ? (...)

- [47] Cette question met en opposition deux grands principes. Le premier est celui du droit à l'information (...). Le gouvernement et ses organismes ne peuvent plus désormais se réfugier derrière le silence administratif (...).
- [51] Le second principe est celui de l'indépendance de la magistrature. (...) C'est une valeur fondamentale qui est la conséquence directe d'une règle démocratique de base, celle de la séparation entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. (...)
- [52] La doctrine de la séparation des pouvoirs, héritée de Montesquieu, de Locke et de Hobbes, est bien reconnue au Canada. (...)
- [58] (...) Sans cette garantie, le public ne pourrait pas avoir confiance dans le système judiciaire, ce qui minerait certainement la légitimité même du processus et ternirait l'image de l'institution. (...) ³²⁸

Deux biens s'opposent : l'indépendance judiciaire et l'accès à l'information ; de même que deux maux : la légitimité judiciaire minée et le silence administratif. « Quand de deux termes opposés, A et B, A est préférable à B, et pareillement Δ à Γ , alors, si A et Γ , pris ensemble, sont préférables à B et Δ , pris ensemble, A est préférable à Δ », avons-nous lu plus haut chez Aristote. C'est pourquoi, selon cette hypothèse, l'indépendance judiciaire est préférable à l'accès à l'information (Tableau 8).

Tableau 8

A. indépendance judiciaire	B. légitimité minée
Γ silence administratif	Δ l'accès à l'information

³²⁸ Conseil de la magistrature du Québec c. Commission d'accès à l'information et als, No 500-09-001731-942, 24 février 2000 ; les caractères en italique sont de nous.

Selon une hypothèse, avons-nous dit, et ce, tant pour notre exemple que pour l'affaire jugée par la Cour d'appel. Mais il « n'est pas difficile (...) de prendre n'importe laquelle hypothèse, et d'en dériver une longue série de conclusions ». ³²⁹ Dans un tel cas, « ce n'est pas par syllogisme [démonstratif] qu'[elles] ont été prouvées, mais [elles] relèvent (...) de la convention ou de l'assentiment. (...) Par contre (...), même en l'absence d'une convention préalable, on donne son assentiment en raison de l'évidence de l'erreur [que révèle] la réduction à l'impossible [comme dans le cas des flûtes] (...) puisqu'elle est prouvée par syllogisme : par exemple, si la diagonale est commensurable, les nombres impairs seront égaux aux nombres pairs ». ³³⁰ Ce qui nous conduit au problème de connaître, par syllogisme démonstratif, si deux choses sont commensurables, et dès lors si l'une est préférable à l'autre.

« Si (...) l'injuste est inégal, le juste est égal (...). Or l'égal suppose au moins deux termes (...), [c'est-à-dire] deux choses <qui sont égales>, [alors que le] juste (...) suppose certaines personnes <pour lesquelles il est juste>. Le juste implique donc nécessairement au moins quatre termes : les personnes pour lesquelles il se trouve en fait juste, et qui sont deux, et les choses dans lesquels il se manifeste, au nombre de deux également ». ³³¹ Ces quatre termes se doivent d'être commensurables. Or, « il ne peut pas y avoir un terme numériquement un pour une personne et pour une chose », ³³² dit Aristote.

Dès lors, comment résoudre « les contestations et les plaintes [qui] naissent quand, étant égales, les personnes possèdent ou se voient attribuer des parts non égales, ou quand, les personnes n'étant pas égales, leurs parts sont égales » ? Sur quel fondement de telles personnes peuvent-elles même soumettre une telle contestation ou plainte ? Et la réponse coule de source : en découvrant « un terme numériquement un pour une personne et pour une chose ».

³²⁹ Aristote, *Métaphysique*, 1090b 29-30.

³³⁰ Aristote, *Premiers analytiques*, 50a 30- 39.

³³¹ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1131a 11-19.

³³² Aristote, *op.cit.*, 1131b 16.

C'est ainsi qu'Aristote en vient à faire appel aux « mathématiciens [qui] désignent [une] proportion (...) du nom de géométrie, (...) [et une autre, avec celui de] arithmétique ». ³³³

Abstraction géométrique

Thomas Heath souligne qu'Aristote n'est « pas un mathématicien », bien qu'il emploie souvent les mathématiques pour illustrer ses considérations sur la science :

The importance of a proper understanding of the mathematics in Aristotle lies principally in the fact that most of his illustrations of scientific method are taken from mathematics. He was evidently not a mathematician by profession, but he was abreast of the knowledge of his day as far as elementary mathematics is concerned ; and the historian of mathematics can glean from his treatises valuable hints as to the contents of the textbooks in use immediately before the time of Euclid. The particular textbook used in the Academy was probably that attributed to one Theudius. But Aristotle was aware of the important discoveries of Eudoxus which affected profoundly the exposition of the Elements by Euclid. One allusion clearly shows that Aristotle knew of Eudoxus' great Theory of Proportion which was expanded by Euclid in his Book V, and recognized the importance of it. (...) But it does not appear that Aristotle had given any attention to higher mathematics. (...) The incommensurable is mentioned over and over again, but the only case mentioned is that of the diagonal of a square in relation to its side (...). ³³⁴

Toutefois, dans l'œuvre d'Aristote, on trouve plus que des « illustrations of scientific method (...) taken from mathematics » ; on y découvre une philosophie de l'être mathématique. C'est dans cette perspective qu'il écrit : « (...) Les Mathématiques sont devenues, pour les modernes, toute la philosophie, quoiqu'ils disent qu'on ne devrait les cultiver qu'en vue du reste ». ³³⁵ Pour Aristote, il existe une philosophie première, « une science qui étudie l'être en tant qu'être, et les

³³³ Aristote, *ibidem*, 1131b 12 et 1132a 1.

³³⁴ Thomas Heath, *Mathematics in Aristotle*, Bristol, 1998, Key Texts Classic Studies in the History of Ideas, Thoemmes Press, p. 1-2.

³³⁵ Aristote, *Métaphysique*, 992a 31

attributs qui lui appartiennent essentiellement. Elle ne se confond avec aucune des sciences dites particulières, car aucune de ces autres sciences ne considère en général l'être en tant qu'être, mais, découpant une certaine partie de l'être, c'est seulement de cette partie qu'elles étudient l'attribut : tel est le cas des sciences mathématiques », ³³⁶ l'arithmétique et la géométrie, d'une part, de la physique (philosophie de l'être physique), d'autre part.

L'abstraction mathématique en géométrie, Aristote la caractérise comme suit :

1. la géométrie traite d'objets qui peuvent être pris d'un sujet sensible :

Par conséquent, (...) on peut également, à la rigueur et en toute vérité, accorder l'être aux Choses mathématiques, et avec les caractères que leur assignent les mathématiciens. Et de même que l'on peut dire, en toute vérité, des autres sciences, qu'elles traitent, non pas de ce qui est accidentel à leur objet (...), mais de ce qui, pour chacune d'elles, est son objet même (...), ainsi il est vrai de le dire aussi de la Géométrie : s'il arrive aux objets dont elle traite d'être des choses sensibles, elle ne les étudie point cependant en tant que sensibles, et les sciences mathématiques ne seront pas, pour autant, sciences du sensible (...).

2. cependant elle les traite, non pas comme sensibles, mais comme séparés du sensible :

Ainsi donc, lorsqu'on pose des attributs séparés des attributs qui les accompagnent, et qu'on les soumet à l'examen en tant que tels, on ne sera pas pour cela dans l'erreur (...). On peut même arriver, par cette méthode, à d'excellents résultats dans l'étude de chaque question, en posant séparé ce qui n'est pas séparé, comme le font précisément l'arithméticien et le géomètre. L'homme est, en effet, un et indivisible en tant qu'homme ; et l'arithméticien l'a posé comme une chose indivisible, et cherché ensuite si quelque attribut appartient à l'homme en tant qu'indivisible. Le géomètre, lui, ne le considère ni en tant qu'homme, ni en tant qu'indivisible, mais en tant que solide mathématique. En effet, les propriétés qui appartiendraient à l'homme, en supposant même qu'il ne fût pas indivisible, il est clair qu'elles peuvent aussi lui appartenir, à part de l'indivisibilité et de l'humanité. ³³⁷

³³⁶ Aristote, op.cit., 1003a 20-25.

³³⁷ Aristote, ibidem, 1077b 31 à 1078a 27.

« En ce qui concerne la Physique, (...) précise Aristote, c'est, non pas en tant qu'êtres, mais plutôt en tant qu'ils participent du mouvement, qu'on pourrait lui assigner l'étude des êtres (...) ». ³³⁸ Pour sa part, « le mathématicien [fait] porter son étude sur des abstractions [mathématiques] ; il considère, en effet, son objet en faisant abstraction de tous ses caractères sensibles (...) ; et il ne les étudie point sous d'autres rapports ; de certains de ces objets, il considère les positions relatives et les déterminations de celles-ci ; pour d'autres, il examine leurs rapports de commensurabilité et d'incommensurabilité ; pour d'autres, enfin, ce sont les proportions ; et cependant, de tous ces objets nous ne posons qu'une seule et même science, la Géométrie ». ³³⁹

Pour notre part, nous nous intéressons précisément à « certains de ces objets » : les « proportions », les « rapports de commensurabilité et d'incommensurabilité » que présentent leurs termes, ainsi que « les positions relatives et les déterminations » que ces termes offrent dans les « proportions ».

Aristote divise ainsi les principales sciences théorétiques en métaphysique, physique et mathématique. Bien que « la matière [soit] inconnaissable par soi, [la physique l'atteint comme principe en passant par une autre] : la matière sensible, (...) celle qui est (...) susceptible de changement ; [par opposition,] la matière intelligible est celle qui est présente dans les êtres sensibles, mais pris non en tant que sensibles, les êtres mathématiques, par exemple », ³⁴⁰ qu'étudie la mathématique. Ainsi, « l'angle droit matériel sensible (...) [qui] est fait de bronze » concerne une science, la physique, et aussi l'art du forgeron, alors que « l'angle matériel intelligible (...) [qui] est formé par des lignes » intéresse le géomètre. ³⁴¹

Comme « la matière intelligible (...) est présente dans les êtres sensibles, mais pris non en tant que sensibles », les « êtres mathématiques » sont dits immobiles, par opposition aux être physiques, dont « la matière sensible » est mobile en ce qu'elle est « susceptible de changement ». « Il est évident, (...) pour en revenir aux êtres immobiles, qu'ils ne peuvent être objets d'une erreur relative au temps, dès qu'on admet qu'ils sont immobiles. Si, par exemple, on suppose que le triangle

³³⁸ Aristote, *ibidem*, 1061b 6.

³³⁹ Aristote, *ibidem*, 1061a 29 -1061b 2.

³⁴⁰ Aristote, *ibidem*, 1036a 9-11.

³⁴¹ Aristote, *ibidem*, 1036a 22.

[du géomètre] ne change pas, on ne peut pas penser que la somme de ses angles vaut, à tel moment, deux droits, et, à tel moment, ne vaut pas deux droits (sinon il serait soumis au changement) ». ³⁴² Cependant, le triangle en bois du charpentier, en tant qu'il est bois, n'est pas immobile, mais mobile.

« Si (...) on suppose que le triangle [du charpentier] (...) change (...), on (...) peut (...) penser que la somme de ses angles vaut, à tel moment, deux droits, et, à tel moment, ne vaut pas deux droits ([car il est] (...) soumis au changement [en tant que pièce en bois qui peut se déformer avec le temps] ». Dès lors, « les propositions universelles, en Mathématique, (...) [qui] concernent les grandeurs et les nombres, (...) [peuvent donner lieu à] des propositions et des démonstrations au sujet des grandeurs sensibles elles-mêmes, considérées non en tant que sensibles, mais en tant que possédant telles propriétés [mathématiques] définies », ³⁴³ puisque la « matière intelligible (...) est présente dans les êtres sensibles, (...) pris non en tant que sensibles » lors d'une abstraction mathématique qui n'en fait pas, pour autant, « des êtres existant à l'état séparé » du sensible. Ce retour à la « [présence] dans les êtres sensibles » s'accomplit par une addition du physique au mathématique, addition logique qui est le contraire de l'abstraction mathématique. Thomas Heath précise :

In speaking of universal propositions in mathematics applying to a wider class of entities than those of magnitudes, numbers, and the objects of particular mathematical sciences, Aristotle no doubt had in mind such propositions as that in which it is proved that, if four terms are in proportion, they are also proportional alternando. Aristotle pointed out that this proposition used to be proved separately for numbers, lines, solids, and times, 'but is now proved universally for all'. The reference is obviously to the proof forming part of Eudoxus' new theory of proportion. What Aristotle would have called the more general category of things to which the proof would apply does not appear, but it seems most likely that it would have been *poson*, quantity. ³⁴⁴

En conclusion de ses considérations sur « les modernes » pour qui « les Mathématiques sont devenues (...) toute la philosophie », les substituant ainsi à la

³⁴² Aristote, *ibidem*, 1052a 4-7.

³⁴³ Aristote, *ibidem*, 1077b 17-22.

³⁴⁴ Thomas Heath, *Mathematics in Aristotle*, p. 223.

philosophie première portant sur l'être en tant qu'être, Aristote écrit : « Mais les caractères tant vantés des nombres et leurs contraires, et, en général, les réalités mathématiques, telles que les conçoivent certains philosophes qui les font des causes de la nature, semblent s'évanouir devant un examen ainsi conduit ; car nulle des Choses mathématiques n'est cause dans aucun des sens que nous avons déterminés au sujet des principes » de l'être en tant qu'être. ³⁴⁵

Cependant, notamment pour le juste sensible, le juste intelligible et la géométrie, il convient de prendre en considération ce passage des Seconds analytiques :

Mais il y a encore une autre façon dont le fait et le pourquoi diffèrent, et c'est quand chacun d'eux est considéré par une science différente. Tels sont les problèmes qui sont entre eux dans un rapport tel que l'un est subordonné à l'autre : c'est le cas, par exemple, des problèmes d'Optique relativement à la Géométrie, de Mécanique pour la Stéréométrie, d'Harmonique pour l'Arithmétique, et des données de l'observation pour l'Astronomie (certaines de ces sciences sont presque synonymes : par exemple, l'Astronomie mathématique et l'Astronomie nautique, l'Harmonique mathématique et l'Harmonique acoustique). Ici, en effet, la connaissance du fait relève des observateurs empiriques, et celle du pourquoi, des mathématiciens. Car ces derniers sont en possession des démonstrations par les causes, et souvent ne connaissent pas le simple fait, de même qu'en s'attachant à la considération de l'universel on ignore souvent certains de ses cas particuliers, par défaut d'observation. ³⁴⁶

Ce préambule éclaire la lecture des considérations qu'Aristote écrit sur la proportion, qu'il prend d'Eudoxe, bien qu'il convienne de nous souvenir que, depuis cette époque, les mathématiques ont connu des développements.

« La proportion [est] une égalité de rapports et [suppose] quatre termes au moins, écrit Aristote. Que la proportion discontinue implique quatre termes, cela est évident, mais il en est de même aussi pour la proportion continue, puisqu'elle emploie un seul terme comme s'il y en avait deux et qu'elle le mentionne deux fois (Tableau 9) : par exemple, de ce que la ligne A est à la ligne B, la ligne B l'est à la ligne Γ ; la ligne B est donc mentionnée deux fois, de sorte que si l'on pose B deux fois, il y aura quatre termes proportionnels. (...) [Par ailleurs, dans la propor-

³⁴⁵ Aristote, Métaphysique, 1093b 7-11.

³⁴⁶ Aristote, Seconds analytiques, 78b 31 79a 5.

tion discontinue,] ce que le terme A, alors, est à B, le terme Γ le sera à Δ ; et de là, par interversion, ce que A est à Γ , B l'est à Δ ; et par suite aussi le rapport est le même pour le total à l'égard du total. (...) Les mathématiciens désignent la proportion de ce genre du nom de géométrique, car la proportion géométrique est celle dans laquelle le total est au total dans le même rapport que chacun des deux termes au terme correspondant ». ³⁴⁷ « Aristote, dans tout cet exposé, se sert de diagrammes », souligne en note Jean Tricot, en rappelant « que A et B désignent les attributaires, et G et D les parts assignées ».

Tableau 9
Proportion

discontinue

$$\frac{A}{B} = \frac{\Gamma}{\Delta}$$

continue

$$\frac{A}{B} = \frac{B}{\Gamma}$$

Pour mieux saisir ce texte, il s'impose de prendre connaissance du vocabulaire qu'emploie Aristote. Rappelons-nous que Michel Villey, en définissant « l'art juridique », retient une « matière » qu'il expose comme suit : « Le droit vise au partage de choses extérieures (...) ». ³⁴⁸ Cette « matière » se considère en tant que sensible et en tant qu'intelligible. « Matière sensible » et « matière intelligible » nous renvoient à la quantité. Sur la quantité, Aristote écrit :

Quantité se dit de ce qui est divisible en deux ou plusieurs éléments intégants, dont chacun est, par nature, une chose une et individuelle. Une multiplicité est une quantité, si elle est nombrable, une grandeur, si elle est mesurable. On appelle multiplicité ce qui est, en puissance, divisible en parties non continues, et grandeur, ce qui est [en puissance] divisible en parties continues. La grandeur continue dans une seule dimension est la longueur, dans deux dimensions, la largeur, et dans trois dimensions, la profondeur. Une multiplicité finie, c'est un nombre, une longueur finie, une ligne, une largeur finie, une surface, et une profondeur finie, un corps.

³⁴⁷ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1131a 31 à 1131b 14 ; note 1 et note 3.

³⁴⁸ Michel Villey, *Précis I*, p. 65-67.

En outre, on distingue la quantité par soi et la quantité par accident : par exemple, la ligne est une quantité par soi, le musicien, une quantité par accident. — Parmi les quantités par soi, les unes le sont [essentiellement], par exemple la ligne est une quantité (car la quantité entre dans la définition exprimant l'essence de la ligne) ; d'autres le sont comme des déterminations et des états de cette espèce d'[essence], par exemple le beaucoup et le peu, le long et le court, le large et l'étroit, le haut et le bas, le lourd et le léger, et les autres modes de ce genre. Le grand et le petit, le plus et le moins, considérés tant en eux-mêmes que dans leurs relations mutuelles, sont aussi des modes essentiels de la quantité ; mais, par extension, on applique aussi ces noms à d'autres objets. — La quantité par accident s'entend, tantôt dans le sens où nous avons dit que le musicien et le blanc sont des quantités, c'est-à-dire parce que ce à quoi ils appartiennent est une quantité, tantôt dans le sens où le mouvement et le temps sont des quantités : on dit, en effet, que le mouvement et le temps sont des quantités, et des quantités continues, en raison de la divisibilité de ce dont ils sont les attributs ; j'entends la divisibilité, non pas du mobile lui-même, mais de l'espace que son mouvement a parcouru ; ce n'est, en effet, que parce que l'espace est quantité que le mouvement est aussi quantité, et ce n'est que parce que le mouvement est quantité que le temps est quantité. ³⁴⁹

« Quantité se dit [d'abord] de ce qui est divisible en deux ou plusieurs éléments intégrants, dont chacun est, par nature, une chose une et individuelle ». « Une chose une et individuelle », un morceau de ce caillou, par exemple, « est, par nature », physique. « Ce par quoi la quantité [physique] est connue », dans l'ordre physique, ce sont, en premier lieu, nos cinq sens ; sauf qu'une « multiplicité [physique] est une quantité [pas unique ; ne-merus], si elle est nombrable, une grandeur, si elle est mesurable », et alors l'intellect connaît « la quantité en tant que quantité » par ce qui « est mesure » : « par l'Un ou par un nombre ». ³⁵⁰

« Une multiplicité (...) nombrable (...) est, en puissance, divisible en parties non continues » ; et ces parties font alors nombre (ne-merus). Si elle est « une multiplicité [nombrable] finie, c'est un nombre » nommé connu abstraitement par un nombre nombrant. « Une multiplicité (...) mesurable (...) est [en puissance] divisible en parties continues » ; c'est « une grandeur » physique, connue abstraitement par une unité de mesure. « La grandeur [physique] continue dans une

³⁴⁹ Aristote, *Métaphysique*, 1020a 6-33.

³⁵⁰ Aristote, *op.cit.*, 1052b 20-21.

seule dimension est la longueur, dans deux dimensions, la largeur, et dans trois dimensions, la profondeur ». Et, « une longueur finie, [est] une ligne, une largeur finie, une surface, et une profondeur finie, un corps ». Enfin, « parmi les quantités par soi, les unes le sont [essentiellement] ; par exemple, la ligne est une quantité (car la quantité entre dans la définition exprimant l'essence de la ligne) ». Dans son texte sur la proportion, Aristote emploie le mot « ligne » : dans son vocabulaire, il parle ainsi d'une « longueur finie » qui est une « grandeur », donc d'une « multiplicité (...) mesurable (...) divisible [en puissance] en parties continues ». S'il divise la proportion en continue et en discontinue, il demeure que les « longueurs finies » mises en proportion continue ou discontinue sont et restent des « grandeurs continues ». Mais pourquoi emploie-t-il le mot « ligne » ?

Thomas Heath observe que l'enseignement d'Euclide sur les proportions, aux livres VII et VIII de ses *Éléments*, présente les nombres « by separate straight lines usually drawn parallel to one another ; this applies even to 'plane' numbers, squares, cubes, and parallelepipedal numbers ». Et il ajoute l'important commentaire suivant :

It occurs to me that at some period before Euclid's time it may have been customary to represent two numbers bearing a certain ratio to one another by straight lines perpendicular to one another in the form, say, of two adjacent sides of a rectangle. This might be useful for denoting pairs of numbers in the same ratio, which would then be shown as two corresponding sides of similar rectangles. Now 'thrice three' or 'three by three' and 'thrice two' or 'three by two' is a natural way of referring to a square or a rectangle with sides in those ratios. ³⁵¹

Aristote vit « before Euclid's time ». Lorsqu'il écrit que « le fait d'agir conformément à la droite règle est une chose communément admise », et qu'il définit « ce qu'est la droite règle », il emploie l'expression « orthos logos », où « orthos » signifie « droit ». ³⁵² Si, par exemple, « en ce qui concerne la peur et la témérité, le courage est une médiété », ³⁵³ c'est que la prudence calibre le « manque [et l'excès]

³⁵¹ Thomas Heath, *Mathematics in Aristotle*, p. 222.

³⁵² Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1103b 33.

³⁵³ Aristote, *op. cit.*, 1107a 33 1107b 1.

de peur » avec le « manque [et l'excès] d'audace » selon « [l']orthos logos » requis par la situation, et ce, au cours d'un choix préférentiel. Les lignes « peur » et « audace » forment un angle droit que sous-tend l'hypoténuse, la ligne qui signifie le courage. Dans le Tableau 10a, le graphe euclidien représente le cas où peur et audace sont à égalité (triangle isocèle dont la hauteur divise l'hypoténuse en deux segments égaux), et le cas où peur et audace sont à inégalité (triangle non isocèle dont la hauteur divise l'hypoténuse en deux segments inégaux). Dans un graphe cartésien (Tableau 10b), en prenant comme mesure de l'abscisse et de l'ordonnée 0 et 1, la représentation est toujours donnée dans un triangle isocèle.

Tableau 11
Proportion discontinue

$$\frac{A}{B} = \frac{B}{\Gamma}$$

$$B \times B = B^2$$

$$B^2 = A \times \Gamma$$

« Qu'est-ce essentiellement que construire un carré équivalent à un rectangle ? C'est découvrir une moyenne proportionnelle », ³⁵⁴ écrit Aristote. Or, c'est précisément une proportion continue (Tableau 11). L'élévation de B au carré fournit les côtés du carré dont parle Aristote, alors que le produit (A x G) donne les côtés du rectangle. La « proportion continue (...) emploie un seul terme comme s'il y en avait deux et (...) elle le mentionne deux fois » (Tableau 9), avons-nous lu plus haut. C'est une des proportions que « les mathématiciens désignent (...) du nom de géométrie », l'autre étant la « proportion discontinue ». Dans la note qu'il écrit au sujet de ce nom, Jean Tricot dit que le nom « progression » est mieux approprié.

Une progression géométrique est une suite finie de nombres telle que le rapport entre deux nombres successifs est constant. Le premier étant donné, le second est obtenu en multipliant le premier par un nombre appelé « raison ». Le troisième nombre de la suite résulte de la multiplication du second nombre par la même raison. Le quatrième, par la multiplication du troisième, toujours par la même

³⁵⁴ Aristote, *Métaphysique*, 996b 20-21.

raison. Et ainsi de suite. Par exemple, une progression géométrique à six termes de raison 2, en partant du nombre 2, est : (2, 4, 8, 16, 32, 64).

Comme la progression géométrique est une suite finie de nombres, notons-en le dernier terme par « d », le premier par « p », la raison par « r », et le nombre de termes par « n ». L'égalité qui définit toute progression géométrique est ainsi la suivante : $d = p \times r^{n-1}$. Par exemple, une progression géométrique à six termes de raison 2, avec 2 comme premier terme, et 64 comme dernier terme est définie comme suit : $64 = 2 \times r^{6-1=5}$. D'où : $r^5 = 64/2$; $r^5 = 32$; $r = \sqrt[5]{32}$.

La progression géométrique à trois termes de raison 2, en partant du nombre 2, est : (2, 4, 8). On y remarque que le produit des extrêmes (2 x 8) est égal au carré du moyen (4) : $2 \times 8 = 4 \times 4$; d'où $4^2 = 2 \times 8$; et dès lors, $4 = \sqrt{16}$. Toute progression géométrique à trois termes (a, b, c) de raison r, en plus de a comme premier terme, donne :

1. $a \times r = b$
2. $a \times r \times r = a \times r^2 = c$; $a : b = b : c$; et, dans une telle progression :
- 3/ $b^2 = a \times c$, ou $b = \sqrt{ac}$; d'où (a, $\sqrt{ac}$, c).

« Qu'est-ce essentiellement que construire un carré équivalent à un rectangle ? », demande Aristote. Le « carré » en question, c'est b^2 ; et le « carré » b^2 est « équivalent à un rectangle » dont les côtés sont donnés par : $a \times c$ (Figure 1). Bref, $b^2 = a \times c$, ou $b = \sqrt{ac}$.

Considérons maintenant une progression géométrique à quatre termes de raison 2, en partant du nombre 2, comme suit : (2, 4, 8, 16). Remarquons que le produit des extrêmes (2 x 16) est égal au produit des moyens (4 x 8) : $2 \times 16 = 32 = 4 \times 8$. Tant le produit des extrêmes (2 x 16) que le produit des moyens (4 x 8) sont des rectangles. Observons que le rectangle (2 x 16) a, comme « équivalent », un carré d'aire 32. Le rectangle (4 x 8) a aussi, comme « équivalent », un carré d'aire 32. C'est le même carré dans les deux cas, dont les deux côtés égaux mesurent chacun ($\sqrt{32}$) : d'où ($\sqrt{32} \times \sqrt{32}$), ou $(\sqrt{32})^2$. Pour la progression géométrique à quatre termes, on obtient ainsi les trois termes : (2, $\sqrt{32}$, 16). Bref, toute pro-

gression géométrique à quatre termes (a, b, c, d) de raison r, en plus de a comme premier terme, donne :

1. $a \times r = b$
2. $a \times r \times r = a \times r^2 = c$
3. $a \times r \times r \times r = a \times r^3 = d$; et, dans une telle progression :
4. $a : b = c : d$
5. $a \times d = b \times c$
6. $(a \times d) = e \times e = e^2$
7. $(b \times c) = e \times e = e^2$
8. d'où $e = \sqrt{b * c} = \sqrt{a * d}$
9. d'où la progression à trois termes : (a, $\sqrt{b * c}$, d),
10. et la progression à trois termes : (a, $\sqrt{a * d}$, d).

Venons-nous de « découvrir [la] moyenne proportionnelle » dans la progression à quatre termes ? Comme nous l'avons vu plus haut, Aristote ne dit pas que « construire un carré équivalent à un rectangle, c'est [énoncer] une moyenne proportionnelle ». Lorsqu'il formule sa question, il prend soin d'écrire : « Qu'est-ce essentiellement que construire un carré équivalent à un rectangle ? » Et c'est alors qu'il apporte la réponse : « C'est découvrir une moyenne proportionnelle ».

C'est qu'Aristote précise que : « Il ne faut pas en effet se contenter, dans l'énoncé d'une définition, d'exprimer un fait (...) : il faut aussi que la cause y soit présente et rendue manifeste ; en réalité les énoncés de définitions se présentent comme des conclusions. Si l'on demande, par exemple : "qu'est-ce que la quadrature ?", on répondra : c'est l'équivalence d'un rectangle équilatéral [carré] à un rectangle quelconque. Or une définition de cette sorte est l'énoncé d'une conclusion. Dire au contraire que la quadrature est la découverte d'une moyenne proportionnelle, c'est exprimer la cause de la chose ». ³⁵⁵

³⁵⁵ Aristote, De l'âme, 413a 13-20.

À ce propos, Thomas Heath insiste : « Aristotle's remark that squaring [quadrature] is better defined as the finding of a mean proportional [découvrir une moyenne proportionnelle] than a construction of an equilateral rectangle equal to a given oblong figure [construire un carré équivalent à un rectangle] (...) states the cause ». ³⁵⁶ De quelle « cause » s'agit-il en l'occurrence ?

« Nous pensons connaître quand nous savons la cause, écrit Aristote. [Connaître sciemment la cause, c'est le propre d'une science théorique. À cet égard, il ne suffit pas d'un énoncé de définition où on se contente "d'exprimer un fait". « Il faut (...) que la cause (...) soit présente et rendue manifeste » dans la démonstration, qu'il s'agisse d'une démonstration de la cause ou d'une démonstration du fait.] Or les causes sont au nombre de quatre : en premier lieu, la quiddité [cause formelle] ; en second lieu, que certaines choses étant données, une autre suit nécessairement [cause matérielle] ; en troisième lieu, le principe du mouvement de la chose [cause efficiente] ; et, en quatrième lieu, la fin en vue de laquelle la chose a lieu [cause finale]. D'où toutes les causes peuvent servir de moyen terme (...) » ³⁵⁷ dans une démonstration.

Pour « construire un carré équivalent à un rectangle », la démonstration s'accomplit selon « que certaines choses étant données, une autre suit nécessairement ». « On peut (...) le montrer par l'exemple suivant :

pourquoi l'angle inscrit dans le demi-cercle est-il droit ? ou bien : de quelle donnée suit-il que c'est un angle droit ? Ainsi, admettons que A soit angle droit, B moitié de deux angles droits, et G angle inscrit dans le demi-cercle. Alors B est la cause en vertu de laquelle A, angle droit, appartient à G, angle inscrit dans le demi-cercle, puisque B est égal à A, et G à B, car G est la moitié de deux angles droits. Donc B, moitié de deux angles droits, est la donnée de laquelle il suit que A appartient à G, c'est-à-dire, avons-nous dit, que l'angle inscrit dans le demi-cercle est droit. En outre, B est identique à la quiddité de A, puisqu'il est ce que la définition de A signifie ; or nous avons déjà montré que le moyen est [en premier lieu] la quiddité comme cause.

En note, Jean Tricot met le raisonnement en forme syllogistique, comme suit :

³⁵⁶ Thomas Heath, *Mathematics in Aristotle*, p. 193.

³⁵⁷ Aristote, *Seconds analytiques*, 94a 20-23 et 26-35.

Tout angle qui est la moitié de deux droits (B) est un angle droit (A)
 Tout angle inscrit dans le demi-cercle (Γ) est la moitié de deux angles droits (B) ;
 Tout angle inscrit dans le demi-cercle (Γ) est un angle droit (A).

Se demander ce « qu'est (...) que construire un carré équivalent à un rectangle », c'est comme se demander ce qu'est un « angle qui est la moitié de deux droits » : c'est une cause matérielle, de matière intelligible. Par contre, si la question est : « qu'est-ce que la quadrature ? », il s'agit de la quadrature, dont on cherche à découvrir la quiddité. Découvrir la quiddité de la quadrature, « c'est découvrir [la] moyenne proportionnelle », et ce, comme quiddité. Quiddité de quoi ? De l'être mathématique constitué essentiellement de la matière intelligible « carré équivalent à un rectangle », et de la forme qu'est la quiddité « moyenne proportionnelle ». La quiddité « moyenne proportionnelle », c'est une cause formelle présente dans une matière intelligible, dont on se demandera plus loin si elle est aussi présente dans une matière sensible, le « negotium » : si elle l'est, cette quiddité y sera forme, et cette forme y sera le juste. Pour le moment, il convient de poursuivre la lecture de Thomas Heath à propos de la quadrature.

Que « la remarque d'Aristote selon laquelle la quadrature est mieux définie comme découverte d'une moyenne proportionnelle que comme construction d'un carré équivalent à un rectangle (...) établit la cause [formelle], suggéra (...) qu'au temps d'Aristote, i.e. avant Euclide, le problème était résolu au moyen des proportions plutôt que par la méthode directe de II 14 ». ³⁵⁸ Il renvoie ainsi au deuxième livre des *Éléments*, à la proposition XIV, où Euclide écrit :

Construire un carré égal à une figure rectiligne donnée.

Soit A la figure rectiligne donnée ; il faut construire un carré égal à cette figure rectiligne.

Construisons un parallélogramme rectangle BD égal à la figure rectiligne donnée A (...). Si BE était égal à ED, on aurait fait ce qui était proposé ; car le carré BD aurait été construit égal à la figure rectiligne A. Si cela n'est point, l'un des côtés BE, ED est plus grand que l'autre. Que BE soit le plus grand, prolongeons-le vers Z, et faisons EZ égal à ED (...); coupons BZ en deux parties égales au point H ; du centre H et d'un inter-

³⁵⁸ Thomas Heath, *Mathematics in Aristotle*, p. 193

valle égal à l'une des droites HB, HZ, décrivons la demi-circonférence BQZ (...); prolongeons DE vers Q, et joignons HQ.

Puisque BZ est partagé en deux parties égales au point H, et en deux parties inégales au point E; le rectangle compris sous BE, EZ avec le carré de HE est égal au carré de HZ (...). Mais HZ est égal à HQ; donc le rectangle compris sous BE, EZ avec le carré de HE est égal au carré de HQ. Mais les carrés des droites QE, EH sont égaux au carré de HQ (...); donc le rectangle compris sous BE, EZ avec le carré de HE, est égal aux carrés de droites QE, EH. Retranchons le carré commun de HE; le rectangle restant compris sous BE, EZ sera égal au carré de EQ. Mais le rectangle compris sous BE, EZ est le rectangle compris sous BE, ED, puisque la droite EZ est égale à la droite ED; donc le parallélogramme BD est égal au carré de QE. Mais BD est égal à la figure rectiligne A; donc la figure rectiligne A est égale au carré de EQ.

Donc le carré décrit avec EQ a été construit égal à la figure rectiligne donnée A; ce qu'il fallait faire. ³⁵⁹

Dans la Figure 2, nous ajoutons deux lignes en pointillé : QB et QZ. Étant donné la « demi-circonférence BQZ », le triangle BQZ est rectangle, l'angle droit étant à Q, comme nous venons de l'apprendre. Or, Euclide dit que « le rectangle (...) compris sous BE, EZ [est] égal au carré de EQ »; c'est une moyenne proportionnelle. Ailleurs, il écrit explicitement : « Si dans un triangle rectangle

on mène une perpendiculaire de l'angle droit sur la base, les triangles adjacents à la perpendiculaire sont semblables au triangle entier et semblables entre eux. (...) De là, il est évident que, dans un triangle rectangle, la perpendiculaire menée de l'angle droit sur la base, est moyenne proportionnelle entre les segments de la

³⁵⁹ Euclide, Les Œuvres d'Euclide, Paris, 1819, traduites littéralement par F. Peyrard, C.-F. Patris, nouveau tirage augmenté d'une importante introduction par Jean Itard, Paris, 1966, Librairie scientifique et technique Albert Blanchard, deuxième livre des Éléments d'Euclide, proposition XIV, pp. 55-56.

base, et que chaque côté de l'angle droit est moyen proportionnel entre la base et le segment contigu ». ³⁶⁰

Donnons-nous un triangle rectangle ABC (Figure 3). Pour résoudre une relation métrique entre plusieurs longueurs, il s'impose de tirer au clair la relation entre les nombres qui mesurent ces longueurs rapportées à une même unité de mesure. Ainsi, dire que le carré de la hauteur h est égale au produit des segments m et n est une ellipse. Il s'agit plutôt du nombre mesurant la longueur de la hauteur h , et du

produit des nombres mesurant la longueur respective des segments m et n .

Cependant, pour simplement énoncer des relations métriques caractéristiques dans un triangle rectangle, il n'est pas nécessaire de se rendre jusqu'au nombre. Alors, énonçons les relations métriques qui nous intéressent :

1. En tout triangle rectangle, chaque côté du triangle est moyen proportionnel entre sa projection sur l'hypoténuse et l'hypoténuse entière :

$$1.1 \quad \frac{a}{b} = \frac{b}{m} \quad (1) ;$$

$$1.2 \quad b^2 = am \quad (2) ;$$

$$1.3 \quad \frac{a}{c} = \frac{c}{n} \quad (3)$$

$$1.4 \quad c^2 = an \quad (4).$$

2. En tout triangle rectangle, la hauteur est moyenne proportionnelle entre les deux segments qu'elle détermine sur l'hypoténuse :

$$2.1 \quad \frac{m}{h} = \frac{h}{n} \quad (5) ;$$

$$2.2 \quad h^2 = mn \quad (6).$$

³⁶⁰ Euclide, op. cit, sixième livre des Éléments, proposition VIII.

3. Dans un triangle rectangle, les carrés des côtés de l'angle droit sont entre eux comme les projections de ces côtés sur l'hypoténuse :

$$3.1 \quad \frac{b^2}{c^2} = \frac{m}{n} \quad (7).$$

4. Dans un triangle rectangle, le produit des deux côtés de l'angle droit est égal au produit de l'hypoténuse par la hauteur issue de l'angle droit :

$$4.1 \quad \frac{b}{a} = \frac{h}{c} \quad (8) ;$$

$$4.2 \quad bc = ah \quad (9) ;$$

$$4.3 \quad b = \frac{ah}{c} \quad (10) ;$$

$$4.4 \quad c = \frac{ah}{b} \quad (11).$$

5. Le carré de l'hypoténuse d'un triangle rectangle est égal à la somme des carrés des côtés de l'angle droit :

$$5.1 \quad b^2 + c^2 = a^2 \quad (12).$$

6. Le carré d'un côté de l'angle droit est égal au carré de l'hypoténuse moins le carré de l'autre côté de l'angle droit :

$$6.1 \quad b^2 = a^2 - c^2 \quad (13) ;$$

$$6.2 \quad c^2 = a^2 - b^2 \quad (14).$$

7. La somme des deux segments que détermine la hauteur sur l'hypoténuse est égale à l'hypoténuse :

$$7.1 \quad a = m + n \quad (15).$$

La progression géométrique à quatre termes (2, 4, 8, 16), comme nous l'avons vu, détermine l'égalité (2 x 16 = 4 x 8). Cette égalité engendre la proportion discontinue (2 : 4 = 8 : 16). Dans cette proportion, les termes extrêmes sont permu-

tables : $(16 : 4 = 8 : 2)$. Les termes moyens le sont aussi : $(2 : 8 = 4 : 16)$. À cet égard, Aristote écrit que, dans la « proportion discontinue » où on trouve « quatre termes proportionnels », « (...) le rapport <entre la première paire de termes> est le même <que celui qui existe entre la seconde paire, (...). Ce que le terme A, alors, est à B, le terme G le sera à Δ [$A : B = \Gamma : \Delta$] ; et de là, par interversion, ce que A est Γ , B l'est à Δ (...) ». ³⁶¹ Et il ajoute : « Et par suite le rapport est le même pour le total à l'égard du total » ³⁶² : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$. La même propriété s'observe dans notre exemple de proportion : par exemple, $\frac{2}{4} = \frac{8}{16} = \frac{1}{2}$; $\frac{2+8}{4+16} = \frac{1}{2}$. Cette même propriété se trouve aussi dans le triangle

rectangle, à la relation métrique (7) : $\frac{b^2}{c} = \frac{m}{n}$. En effet, par les relations (2) et

$$(4) : \frac{b^2}{c^2 + n} = \frac{am}{an} = \frac{m}{n} = \frac{b^2}{c^2}.$$

Cependant, observons que, selon la relation $(bc = ah)$ (9), le produit $(b \times c)$ détermine un rectangle dont la diagonale est a, qui s'obtient en dupliquant le triangle de la Figure 3 le long de la ligne BC.

Au sujet de la diagonale, Aristote écrit : « Tout homme (...) commence par s'étonner de ce que les choses sont ce qu'elles sont ; il en est [ainsi] dans le cas des marionnettes, qui se meuvent d'elles-mêmes aux regards de ceux qui n'en ont pas considéré la cause, (...) ou encore pour l'incommensurabilité de la diagonale : il semble, en effet, étonnant à tout le monde qu'une quantité donnée ne puisse être mesurée même par l'unité minima. Or, on doit finir par l'étonnement contraire (...) dès qu'on est instruit de la cause : car rien ne surprendrait autant un géomètre que si la diagonale devenait commensurable ». ³⁶³

En regard de ce texte, Jean Tricot, le traducteur, note que :

L'exemple de l'incommensurabilité de la diagonale au côté du carré (ou, si l'on veut, l'incommensurabilité de l'hypoténuse du triangle rectangle par rapport à ses côtés) est fréquent chez Aristote. (...) La découverte de l'irrationalité du rapport de la diagonale au côté du carré (l'irrationalité $\sqrt{2}$) a été attribuée par Aristote aux anciens Pythagoriciens. (...) L'irrationalité ruinait le principe fondamental de la doctrine pythagoricienne, suivant lequel toutes choses sont nombres. Aussi présentait-il un

³⁶¹ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1131b 3-6.

³⁶² Aristote, op. cit., 1131b 6.

³⁶³ Aristote, *Métaphysique*, 983a 12- 20 ; les caractères en italique sont de nous.

côté “scandaleux” que les membres de la secte s’efforçait de dissimuler aux yeux des profanes.

Si « dire (...) que la quadrature est la découverte d’une moyenne proportionnelle, c’est exprimer la cause de la chose », le problème que pose l’irrationnelle $\sqrt{x}$ est plutôt fâcheux. La quiddité « moyenne proportionnelle » est justement la cause formelle présente dans une matière intelligible, éventuellement dans une matière sensible, le « negotium » : si elle l’est, avons-nous dit, cette quiddité y sera forme, et cette forme y sera le juste.

C’est fâcheux parce que, pour résoudre une relation métrique entre plusieurs longueurs, il s’impose de tirer au clair l’irrationnelle $\sqrt{x}$, puisqu’elle se trouve en plusieurs des relations métriques du triangle rectangle, alors qu’elle mesure des longueurs qui doivent être rapportées à une même unité de mesure. Or, au temps d’Aristote, les mathématiciens connaissent la fonction de puissance, la multiplication d’un nombre par lui-même. Mais ils ne connaissent pas encore la fonction contraire : la division qu’est l’extraction d’une racine. Sauf que depuis, nous nous sommes rendu jusqu’à la racine carrée, comme le manifeste le développement des relations métriques dans un triangle rectangle. Aussi sommes-nous en mesure de pousser plus loin l’analyse que propose Aristote, comme nous le verrons bientôt, et ce, tout en demeurant dans la perspective qu’il donne au problème et à sa solution.

Nous en avons suffisamment dit sur la proportion géométrique. Passons maintenant à la « proportion arithmétique », qui « n’est cependant pas l’égal selon la proportion de tout à l’heure », ³⁶⁴ la proportion géométrique. Considérons la progression arithmétique (2, 4, 6, 8). Elle peut s’écrire : (2, 2+2, 2+2+2, 2+2+2+2). La raison de cette progression arithmétique en est la commune différence entre les deux termes successifs : (8 - 6 = 2 ; 6 - 4 = 2 ; 4 - 2 = 2). En toute progression arithmétique, si a est le premier terme, d, le dernier terme, n, le nombre de termes, et r, la commune différence ou raison, alors cette progression est déterminé par l’égalité : $d = a + (n - 1) r$.

Considérons la progression arithmétique à trois termes suivante (2, 5, 8), où a est égal à 2, et d est égal à 8. La raison r en est : $8 = 2 + (3 - 1) r$; $r = 3$. Euclide

³⁶⁴ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1132a 1.

écrit : « Lorsque trois grandeurs sont proportionnelles [dans une proportion arithmétique], la première est dite avoir avec la troisième une raison double de celle qu'elle a avec la seconde » ³⁶⁵ ; ainsi, dans (2, 2+3, 2+3+3), la raison (3+3) est bien le « double » de la raison (+3). Il s'ensuit que le moyen terme 5 est égal à la somme des extrêmes (8 + 2) divisée par 2. Dans une progression arithmétique à trois termes (a, b, c), le terme du milieu b est la moyenne arithmétique des extrêmes : $b = ((a + c) \div 2)$. Par opposition, dans une progression géométrique à trois termes (a, b, c), celui du milieu b est plutôt la moyenne géométrique des extrêmes : $b = \sqrt{a * c}$.

« Quand, (...) de deux choses égales, on enlève une partie de l'une pour l'ajouter à l'autre, cette autre chose excède la première de deux fois la dite partie, puisque si ce qui a été enlevé à l'une n'avait pas été ajouté à l'autre, cette seconde chose excéderait la première d'une fois seulement la partie en question ; cette seconde chose, donc, excède le moyen d'une fois la dite partie, et le moyen excède la première, qui a fait l'objet du prélèvement, d'une fois la partie », ³⁶⁶ écrit Aristote au sujet de la proportion arithmétique.

Considérons « deux choses égales » : 5 = 5. « On enlève une partie de l'une », disons 3, d'où 5 - 3 = 2, et ce, « pour l'ajouter à l'autre » : 5 + 3 = 8. Dès lors, « cette autre chose excède la première de deux fois la dite partie » : 8 - 2 = 3 + 3. « Si ce qui a été enlevé à l'une n'avait pas été ajouté à l'autre, cette seconde chose excéderait la première d'une fois seulement la partie en question » : si 5 - 3 = 2 ; et 8 - 5 = 3. « Cette seconde chose, donc, excède le moyen d'une fois la dite partie » : 8 - 5 = 3. « Et le moyen excède la première, qui a fait l'objet du prélèvement, d'une fois la partie » : 5 - 2 = 3. « Ce processus nous permettra ainsi de connaître à la fois quelle portion il faut enlever de ce qui a plus, et quelle portion il faut ajouter à ce qui a moins : nous apporterons à ce qui a moins la quantité dont le moyen le dépasse, et enlèverons à ce qui a plus la quantité dont le moyen est dépassé ». ³⁶⁷ « [Apportons] à ce qui a moins la quantité dont le moyen le dépasse » : le « moyen » 5 dépasse « ce qui a moins », soit 2, de la « quantité » 3, d'où 2 + 3 = 5. Et « [enlevons] à ce qui a plus la quantité dont le moyen est dépassé » : 8 - 3 = 5.

³⁶⁵ Euclide, cinquième livre des Éléments, proposition 10.

³⁶⁶ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1132a 32 1132b 3.

³⁶⁷ Aristote, op. cit., 1132b 3-5.

Revenons à la *Figure 2*. Souvenons-nous que, comme le dit Euclide, « le rectangle (...) compris sous BE, EZ [est] égal au carré de EQ » ; bref, $(EQ)^2 = BE \times EZ$ ». Imaginons que la longueur proportionnelle EQ mesure 4, que BE mesure 8, et que EZ mesure 2, selon la proportion géométrique à trois termes (2, 4, 8). Euclide dit aussi : « Puisque BZ est partagé en deux parties égales au point H, et en deux parties inégales au point E ». Comme $BZ = BE + EZ$, BZ est égal à : $8 + 2 = 10$. « BZ est [ainsi] partagé (...) en deux parties inégales au point E ». Et si « BZ est partagé en deux parties égales au point H », dès lors $BH + HZ = 10$; et nous avons l'égalité $BH = HZ = 5$. Si $HZ = 5$, et que $EZ = 2$, $EH = 3$.

Dans cet exemple, la ligne BZ, lorsque considérée selon $((EQ)^2 = BE \times EZ)$, donne lieu à la progression géométrique (2, 4, 8). L'égalité proportionnelle définie par $((EQ)^2 = BE \times EZ)$ demeure, malgré que les « deux parties [de BZ soient] inégales au point E ». Mais la ligne BZ donne aussi lieu à la progression arithmétique (2, 5, 8), alors que « BZ est partagé en deux parties égales au point H ». Or, à cet égard, il est intéressant de connaître l'égalité :

$$\log(\sqrt{2 \times 8}) = \frac{\log(2) + \log(8)}{2}$$

Dans la Figure 3, la relation métrique (6) donne aussi lieu à une semblable analyse :

$$\log(\sqrt{mn}) = \frac{\log(m) + \log(n)}{2} \quad (16)$$

Bref, si des nombres sont en une proportion géométrique à trois termes telle que (m, h, n), progression qui est continue selon la relation (5), le logarithme de la moyenne proportionnelle $h = \sqrt{mn}$ est égale à la moyenne arithmétique des logarithmes des extrêmes.

La relation métrique (16) fournit un point de départ pour la recherche d'une définition du dikaion, comme nous allons maintenant le voir.

Addition logique

Reprenons « la lecture du texte » aristotélicien telle que Michel Villey la fait. « Y vont être maintenant classées plusieurs espèces du genre droit. Nos traductions françaises le masquent en parlant ici de “justice”. (...) Le terme employé par Aristote est ordinairement le mot neutre : *to dikaion*. Nous allons aborder ici ce qu’on nomme traditionnellement la théorie des deux “justices” dites “distributive” et “commutative”. Deux traductions erronées », ³⁶⁸ souligne avec raison Michel Villey. Dans son texte, Aristote écrit « *to dianemêtikon dikaion* » (juste distributif) et « *to diorthôtikon dikaion* » (juste correctif).

Alors commençons par le « *to dianemêtikon dikaion* » (juste distributif), pour voir ensuite le « *to diorthôtikon dikaion* » (juste correctif).

To dianemêtikon dikaion

Lorsque Michel Villey présente le « juste distributif », il écrit :

On vient de signaler que le terme d'égal est trompeur ; on ne doit pas l'entendre au sens d'une égalité absolue. Surtout dans les distributions : une distribution des charges publiques, des terres, des richesses existe au sein de chaque cité. (...) Or dans le cas des distributions — en tais dianomais, écrit Aristote — ce n'est pas l'égalité simple "arithmétique" à quoi l'on vise. (...) La solution du droit s'inscrit sous la forme d'une équation qui manifeste l'égalité, non pas entre les biens distribués, mais entre deux rapports établis entre personnes et fonctions.

$$\frac{\text{François Mitterand}}{\text{Présidence de la république}} = \frac{\text{Pierre Maurois}}{\text{office de premier ministre}} \quad 369$$

Au sujet du « *dianemêtikon dikaion* », Aristote soumet que, « si (...) l'injuste est inégal, le juste est égal, et c'est là, sans autre raisonnement, une opinion unanime ». Sauf qu'il développe ensuite un « raisonnement » dont l'examen sera plus aisément conduit si nous transcrivons le texte en entier, comme suit :

³⁶⁸ Michel Villey, *Précis I*, p. 76.

³⁶⁹ Michel Villey, *op. cit.*, p. 76-77.

(# 1) Et puisque que l'égal est un moyen, le juste sera un certain moyen. Or l'égal suppose au moins deux termes. Il s'ensuit nécessairement, non seulement que le juste est à la fois moyen, égal, et aussi relatif, c'est-à-dire juste pour certaines personnes, mais aussi qu'en tant que moyen, il est entre certains extrêmes (qui sont le plus et le moins), qu'en tant qu'égal, il suppose deux choses <qui sont égales>, et qu'en tant que juste, il suppose certaines personnes <pour lesquelles il est juste>.

(# 2) Le juste implique donc nécessairement au moins quatre termes : les personnes pour lesquelles il se trouve en fait juste, et qui sont deux, et les choses dans lesquels il se manifeste, au nombre de deux également. Le juste implique donc nécessairement au moins quatre termes : les personnes pour lesquelles il se trouve en fait juste, et qui sont deux, et les choses dans lesquels il se manifeste, au nombre de deux également. Et ce sera la même égalité pour les personnes et pour les choses : car le rapport qui existe entre ces dernières, à savoir les choses à partager, est aussi celui qui existe entre les personnes.

(# 3) Si, en effet, les personnes ne sont pas égales, elles n'auront pas des parts égales ; mais les contestations et les plaintes naissent quand, étant égales, les personnes possèdent ou se voient attribuer des parts non égales, ou quand, les personnes n'étant pas égales, leurs parts sont égales. On peut encore montrer cela en s'appuyant sur le fait qu'on tient compte de la valeur propre des personnes. Tous les hommes reconnaissent, en effet, que la justice dans la distribution doit se baser sur un mérite de quelque sorte, bien que tous ne désignent pas le même mérite, les démocrates le faisant consister dans une condition libre, les partisans de l'oligarchie, soit dans la richesse, soit dans la noblesse de race, et les défenseurs de l'aristocratie, dans la vertu.

(# 4) Le juste est, par suite, une sorte de proportion (car la proportion n'est pas seulement une propriété d'un nombre formé d'unités abstraites, mais de tout nombre en général), la proportion étant une égalité de rapports et supposant quatre termes au moins. (...)

(# 5) Et le juste, donc, implique quatre termes au moins, et le rapport <entre la première paire de termes> est le même <que celui qui existe entre la seconde paire>, car la division s'effectue d'une manière semblable entre les personnes et les choses. Ce que le terme A, alors, est à B, le terme G le sera à Δ [$A : B = G : \Delta$] ; et de là, par interversion, ce que A est à G, B l'est à Δ ; et par suite aussi le rapport est le même pour le total à l'égard du total [$A + G : B + \Delta = A : B$]. Or c'est là précisément l'assemblage effectué par la distribution des parts, et si les termes sont joints de cette façon, l'assemblage est effectué conformément à la justice.

(# 6) Ainsi donc, l'assemblage du terme A avec le terme G, et de B avec D, constitue le juste dans la distribution $[A + \Gamma : B + \Delta = A : B]$, et ce juste est un moyen entre deux extrêmes qui sont en dehors de la proportion. — Les mathématiciens désignent la proportion de ce genre du nom de géométrique, car la proportion géométrique est celle dans laquelle le total est au total dans le même rapport que chacun des deux termes au terme correspondant. Mais la proportion de la justice distributive n'est pas une proportion continue, car il ne peut pas y avoir un terme numériquement un pour une personne et pour une chose. —

(# 7) Le juste en question est ainsi la proportion, et l'injuste ce qui est en dehors de la proportion. L'injuste peut donc être soit le trop, soit le trop peu, et c'est bien là ce qui se produit effectivement, puisque celui qui commet [l'injuste] a plus que sa part du bien distribué, et celui qui [le] subit moins que sa part. S'il s'agit du mal, c'est l'inverse : car le mal moindre comparé au mal plus grand fait figure de bien, puisque le mal moindre est préférable au mal plus grand ; or ce qui est préférable est un bien, et ce qui est préféré davantage, un plus grand bien.

(# 8) Voilà donc une première espèce du juste. (...) En effet le juste distributif des biens possédés en commun s'exerce toujours selon la proportion dont nous avons parlé [la géométrique] (puisque si la distribution s'effectue à partir de richesses communes, elle se fera suivant la même proportion qui a présidé aux apports respectifs des membres de la communauté ; et l'injuste opposé à cette forme du juste est ce qui en dehors de la dite proportion). ³⁷⁰

Aristote déclare que « la proportion n'est pas seulement une propriété d'un nombre formé d'unité abstraites, mais de tout nombre en général » (# 4). C'est la géométrie et l'arithmétique qui étudient « la proportion (...) [à titre de] propriété d'un nombre formé d'unité abstraites » mesurant une longueur ; l'arithmétique s'occupe du nombre, la géométrie, de la longueur. Ces deux sciences considèrent la matière intelligible telle qu'abstraite. Mais l'addition logique contraire à cette abstraction donne lieu à une science plus concrète qui étudie « la proportion (...) [à titre de] propriété (...) de tout nombre [concret] », par exemple, la proportion entre deux terrains que l'arpenteur-géomètre considère. Pour nous, il s'agit du « dianemêtikon dikaion », du « juste distributif ; le « dianemêtikon adikion » est l'injuste distributif.

³⁷⁰ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1131a 11 à 1131b 24, et 1131b 28-31.

« Le juste en question est ainsi la proportion, dit Aristote, (...) [alors que] l'injuste [est] ce qui est en dehors de la proportion. L'injuste peut donc être soit le trop, soit le trop peu, et c'est bien là ce qui se produit effectivement [dans le concret, lorsque] (...) celui qui commet [l'injuste] a plus que sa part du bien distribué, et celui qui [le] subit moins que sa part. S'il s'agit du mal, c'est l'inverse : car le mal moindre comparé au mal plus grand fait figure de bien, puisque le mal moindre est préférable au mal plus grand ; or ce qui est préférable est un bien, et ce qui est préféré davantage, un plus grand bien » (# 7). Le « nombre » concret est ici signifié par « plus que » et « moins que ».

Notons, en outre, qu'Aristote réfère à ce qui est « préférable » ou « préféré ». Le « nombre » qui concerne « le juste en question » mesure ce qui « est préférable », voire « ce qui [l']est davantage ». Pour ce faire, ce qui est découvert au sujet de « la proportion (...) [considérée à titre de] propriété d'un nombre formé d'unité abstraites » est appliqué au « nombre » qui concerne « le juste en question » pour que soit mesuré ce qui « est préférable », et même « ce qui [l']est davantage ». Et c'est bien ce qu'Aristote fait.

Qu'est-ce que les mathématiciens grecs qu'Aristote consulte ont découvert au sujet de « la proportion (...) [considérée à titre de] propriété d'un nombre formé d'unité abstraites » ? « Ce que le terme A (...) est à B, le terme Γ le sera à Δ [dans la proportion géométrique : $A : B = \Gamma : \Delta$] ; et de là, par interversion, ce que A est Γ , B l'est à Δ [$A : \Gamma = B : \Delta$] ; et par suite aussi le rapport est le même pour le total à l'égard du total [c'est-à-dire que : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$] » (# 5). Bref, l'analyse de la proportion géométrique ($A : B = \Gamma : \Delta$) « [découvre la] moyenne proportionnelle » ou quadrature qui en est la quiddité ; elle est une cause découverte par les mathématiciens, cause dont le mode d'opération propre est : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$.

C'est la proposition majeure d'un syllogisme en Barbara. La proposition mineure est donnée par le passage : « Le juste [en question] est (...) une sorte de proportion (...), la proportion étant une égalité de rapports et supposant quatre termes au moins » (# 4). Pour l'étayer, Aristote écrit :

(# 2) Le juste implique donc nécessairement au moins quatre termes : les personnes pour lesquelles il se trouve en fait juste, et qui sont deux, et les choses dans lesquels il se manifeste, au nombre de deux également Le

juste implique donc nécessairement au moins quatre termes : les personnes pour lesquelles il se trouve en fait juste, et qui sont deux, et les choses dans lesquels il se manifeste, au nombre de deux également. Et ce sera la même égalité pour les personnes et pour les choses : car le rapport qui existe entre ces dernières, à savoir les choses à partager, est aussi celui qui existe entre les personnes.

Aristote ajoute encore : « Et le juste (...) implique quatre termes au moins, et le rapport <entre la première paire de termes> est le même <que celui qui existe entre la seconde paire>, car la division s'effectue d'une manière semblable entre les personnes et les choses » (# 5). Le mot « choses » traduit le grec « pragmata », et Jean Tricot, le traducteur, écrit en note (4) que « les pragmata (...) font l'objet de la distribution, les parts ».

Aristote connaît la quadrature, l'élévation d'un nombre au carré, mais il ignore la « division » qu'est l'extraction de la racine carrée. Il conçoit donc « la division [qui] s'effectue d'une manière semblable entre les personnes et les choses » selon le mode d'opération propre suivant : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$. Pour nous, la quadrature est donnée par la relation métrique $h^2 = mn$ (6), dont la résolution est obtenue par l'extraction de la racine carrée : $h = \sqrt{mn}$. De l'extraction de la racine carrée dépend la connaissance des longueurs m et n . Et c'est ainsi que « la division [qui] s'effectue d'une manière semblable entre les personnes et les

choses » est connue dans la relation métrique : $\frac{b^2}{c} = \frac{m}{n}$ (7), où b et c sont les attributaires, m et n , les parts. Il est évident que, « si (...) les personnes (...) sont (...) égales, b^2 est égal à c^2 dans cette relation métrique (7), et dès lors, elles (...) auront des parts égales » (# 3) ; le triangle rectangle sera alors isocèle. Et « si (...) les personnes ne sont pas égales, elles n'auront pas des parts égales » (# 3), selon la même relation métrique (7) ; le triangle ne sera pas isocèle.

La majeure et la mineure du syllogisme en Barbara étant ainsi découvertes, la conclusion du « raisonnement » coule de source :

(# 6) Ainsi donc, l'assemblage du terme A avec le terme Γ , et de B avec Δ [par l'interversion $A : \Gamma = B : \Delta$], constitue le juste dans la distribution [qui opère proprement : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$], et ce juste est un moyen entre deux extrêmes qui sont en dehors de la proportion.

Sous réserve d'une élucidation qui viendra dans un prochain chapitre au sujet de la matière sensible pertinente, le « negotium », nous avons ici, non plus le schéma, mais bien le syllogisme en Barbara qui est une démonstration de la cause

formelle du juste, selon que « cette sorte de cause [intrinsèque] et son effet (...) existent simultanément, quand ils existent » ³⁷¹ :

Omnis proportio suum cuique tribuit.
Omne jus est proportio.
Omne jus suum cuique tribuit.

Pour Aristote, « la proportion [du juste distributif] n'est pas une proportion continue, car il ne peut pas y avoir un terme numériquement un pour une personne et pour une chose » (# 6). Mais la relation métrique (5) est, elle, une proportion continue où la hauteur h est la moyenne proportionnelle entre les deux segments qu'elle détermine sur l'hypoténuse, segments qui sont les projections que les carrés des côtés de l'angle droit font sur l'hypoténuse. Ces segments, les parts, forment entre eux un rapport égal à celui des deux côtés du triangle. Et la proportion

intervertie $\frac{b^2}{m} = \frac{c^2}{n}$ est le « dianemêtikon dikaion ». Si « les mathématiciens désignent la proportion (...) [discontinue à quatre termes] du nom de géométrie, parce que la proportion géométrique est celle dans laquelle le total est au total dans le même rapport que chacun des deux termes au terme correspondant », la vraie résolution de la quadrature x^2 dépend de la racine carrée $\sqrt{x}$, tant pour b^2 , que pour c^2 , m et n dans la relation métrique (7), ce qui n'est pas étranger à la résolution de la relation métrique $h^2 = mn$ (6) en : $h = \sqrt{mn}$.

Si « les mathématiciens », depuis Eudoxe, ont fait quelques progrès en matière de proportion, ces progrès ne font que rendre la voie de recherche que propose Aristote pour découvrir une solution encore plus performante. Pour ce dernier, « une première espèce du juste », to dianemêtikon dikaion, où dikaion est genre et dianemêtikon est différence spécifique, est connue comme cause par son mode d'opération propre : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$. Pour nous, le mode d'opération propre est plutôt $h^2 = mn$ (6) résolue en : $h = \sqrt{mn}$. Et l'exemple de Michel Villey, présenté selon l'interversion ($A : \Gamma = B : \Delta$), devient ainsi :

$$\frac{(\text{François Mitterrand})^2}{\text{}} = \frac{(\text{Piewrrre Maurois})^2}{\text{}}$$

³⁷¹ Aristote, Seconds analytiques, 95a 22-25.

Présidence de la république

Office de premier ministre

Que la découverte de la quadrature, quiddité de la « première espèce du juste », soit connue comme cause formelle selon le mode d'opération propre définie par Aristote, ou selon celui que nous retenons, il demeure que, dans les deux cas, des questions demeurent à résoudre. Songeons au manque d'un « terme numériquement un pour une personne et pour une chose », et à l'élévation au carré d'un François Mitterrand et d'un Pierre Maurois. Cependant, comme le note Jean Tricot, « Aristote (...) se sert de diagrammes » où « une première ligne, divisée en deux segments A et B, représentera les personnes, et une seconde, divisée aussi en deux segments Γ et Δ , représentera les parts ». ³⁷² Mais qu'est-ce que « représenter » des « personnes » par « une (...) ligne divisée en deux segments », d'un côté, et des « parts », d'un autre côté ?

Dans le triangle rectangle de la *Figure 3*, on peut “imaginer” que chaque côté de l'angle droit, b et c, « représente » une personne, et que la diagonale a, divisée en deux segments m et n, « représente » les parts. Or Aristote se heurtait encore au problème que pose l'incommensurabilité de la diagonale avec les côtés, qui se résout précisément par l'extraction de la racine carrée. Cependant, un autre problème se pose : en quoi la « longueur » d'une « ligne » peut-elle « représenter » une « personne » ou une « part » ? « Si, en effet, les personnes ne sont pas égales, elles n'auront pas des parts égales ; mais les contestations et les plaintes naissent quand, étant égales, les personnes possèdent ou se voient attribuer des parts non égales, ou quand, les personnes n'étant pas égales, leurs parts sont égales » (# 3), écrit Aristote. Mais comment mesure-t-on cette « égalité » ?

« (...) Des personnes égales en quoi ? Ou inégales en quoi ? C'est là un point qui ne doit pas nous échapper, car il soulève un problème et nécessite des recherches théoriques (...) », avons-nous lu chez Aristote dès le début de ce chapitre, notamment au sujet du « bien [qui] n'est autre que le juste ». Nous l'avons alors vu faire des considérations « théoriques » sur une distribution de « flûtes » : « Quand (...) plusieurs joueurs de flûte sont également versés dans leur art, il n'y a aucune raison de donner les meilleures flûtes à ceux qui sont de meilleure nais-

³⁷² Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1131b 1, Jean Tricot, note 1.

sance, car ils ne joueront pas mieux de la flûte pour autant ; mais c'est à celui qui, dans son jeu, se montre supérieur aux autres qu'il convient de réserver la supériorité dans la qualité des instruments ».

Ce passage soulève deux questions théoriques distinctes. La première s'énonce comme suit : ou bien « plusieurs joueurs de flûte sont également versés dans leur art », ou bien il y a « celui qui, dans son jeu, se montre supérieur aux autres » ; dès lors, « il n'y a aucune raison de donner les meilleures flûtes à ceux qui sont de meilleure naissance, car ils ne joueront pas mieux de la flûte pour autant ; (...) il convient [alors] de réserver la supériorité dans la qualité des instruments » à « celui qui, dans son jeu, se montre supérieur aux autres ». C'est cette première question qu'Aristote reprend dans son exposé sur le « juste distributif », lorsqu'il écrit :

(# 3) On peut encore montrer cela en s'appuyant sur le fait qu'on tient compte de la valeur propre des personnes. Tous les hommes reconnaissent, en effet, que la justice dans la distribution doit se baser sur un mérite de quelque sorte, bien que tous ne désignent pas le même mérite, les démocrates le faisant consister dans une condition libre, les partisans de l'oligarchie, soit dans la richesse, soit dans la noblesse de race, et les défenseurs de l'aristocratie, dans la vertu.

La seconde question théorique concerne la mesure commune aux joueurs de flûte et aux flûtes. Dans son exemple, Aristote pose et résout le problème comme suit :

1. « les meilleures flûtes » permettent de « mieux [jouer] de la flûte » ;
2. « un homme supérieur à ses rivaux dans l'art de jouer de la flûte » est « celui qui, dans son jeu, se montre supérieur aux autres », qui lui sont inférieurs ;
3. et la commune mesure est : « mieux [jouer] de la flûte » et « dans son jeu, se montre supérieur ».

Ainsi s'établit, après l'interversion dont parle Aristote, la proportion suivante :

$$\frac{\text{joueur supérieur}}{\text{flûte supérieure}} = \frac{\text{joueur inférieur}}{\text{flûte inférieure}}$$

Mais poussons encore plus loin l'analyse. Prenons la « perfection du jeu » comme fin à poursuivre ; dès lors, le jeu perfectible, en tant que perfectible, est cause finale. « La supériorité [ou l'infériorité] dans la qualité des instruments » est une contribution utile à la « perfection du jeu ». « [La supériorité ou l'infériorité d'un] homme (...) dans l'art de jouer de la flûte » est aussi une contribution plus ou moins utile à la « perfection du jeu ». En tant que contribution, l'une et l'autre sont des causes efficientes. Par ailleurs, c'est l'utilité des contributions, en tant qu'utiles, qui sont mises en rapports égaux dans la proportion « [attribuant] les (...) flûtes » aux « joueurs de flûte », alors que « la naissance et la beauté [ou la richesse] » sont en dehors de la proportion.

Le schéma d'un syllogisme en Barbara démontrant la cause efficiente, que nous avons ébauché au premier chapitre, se présente alors ainsi, selon l'ordre mineur Γ , moyen B, majeur A :

Majeure : B (contributions utiles), A (attribuer les flûtes aux joueurs de flûte)

Mineure : Γ (membres de l'orchestre), B (contributions utiles)

Conclusion : Γ (membres de l'orchestre), A (attribuer les flûtes aux joueurs de flûte)

Pour le schéma du syllogisme en Barbara démontrant la cause finale, nous obtenons, selon l'ordre mineur Γ , majeur B, moyen A :

Majeure : A (jeu perfectible), B (attribuer les flûtes aux joueurs de flûte)

Mineure : Γ (membres de l'orchestre), A (jeu perfectible)

Conclusion : Γ (membres de l'orchestre), B (attribuer les flûtes aux joueurs de flûte)

Or c'est ainsi qu'Aristote définit le « juste distributif » :

(# 8) En effet le juste distributif des biens possédés en commun s'exerce toujours selon la proportion dont nous avons parlé [la géométrique] (puisque si la distribution s'effectue à partir de richesses communes, elle

se fera suivant la même proportion qui a présidé aux apports respectifs des membres de la communauté ; et l'injuste opposé à cette forme du juste est ce qui en dehors de la dite proportion).

Le terme « membres de l'orchestre » est ici remplacé par celui de « membres de la communauté » [la polis, l'urbs], comme sujet de la démonstration. La fin à poursuivre, c'est « [possession de biens] en commun (...) selon la même proportion qui a présidé aux apports respectifs », au lieu de « perfection du jeu ». La cause finale, en lieu et place du « jeu perfectible », c'est « juste distributif ». Les « apports respectifs » sont manifestement des contributions utiles à la poursuite de la fin ; et ce sont ces contributions utiles, en tant qu'utiles, qui sont mises en rapports égaux dans la proportion qu'est le juste distributif, « l'injuste opposé à cette forme du juste [étant] ce qui en dehors de la dite proportion ».

La première question théorique concerne « un point qui ne doit pas nous échapper » : « (...) Des personnes égales en quoi ? Ou inégales en quoi ? » La seconde question théorique concerne la commune mesure aux joueurs de flûte et aux flûtes. Mais le texte sur les flûtes en évoque implicitement une troisième : celle de l'unité commune de mesure avec laquelle peuvent être mesurée les utilités des contributions utiles, en tant qu'utiles, afin de pouvoir résoudre leur mise en rapports égaux dans la proportion « [attribuant] les (...) flûtes » aux « joueurs de flûte ».

Nous y viendrons dans le prochain chapitre, après l'avoir enrichie de l'examen requis par « to diorthôtikon dikaion », le juste correctif. Mais, ici, on voit poindre une solution au problème que pose le manque d'un « terme numériquement un pour une personne et pour une chose » : l'utile.

To diorthôtikon dikaion

Lorsqu'il aborde le problème du « diorthôtikon dikaion » (juste correctif), Michel Villey écrit :

« Supposons le partage effectué entre nos patrimoines : une proportion (plus ou moins juste) déjà instituée entre la masse de mes biens et les vôtres. Mais vont s'effectuer des commutations (sunallagmata), soit par un contrat volontaire (je vous ai vendu ma voiture, et je vous l'ai déjà livré) soit d'un délit (vous m'avez volé ma voiture). Il s'est opéré un transfert d'une masse à l'autre. Aussi le rôle de la justice est de rétablir l'équilibre, de "corriger" le déséquilibre ; il faut que je reçoive une valeur égale à la valeur de ma voiture, le prix de ma voiture, qui peut être fixé par contrat, ou par l'Argus, ou que le juge aura pour fonction d'estimer.

Alors, les notes sont égales, comme à l'occasion dans une symphonie. La solution de droit s'exprimera dans une formule arithmétique :

$$\text{Ma voiture} = 20\,000 \text{ F}$$

parce qu'ici nous n'aurions point à considérer les personnes, à faire "acception" des personnes. Le droit est une égalité de valeur entre deux prestations ». ³⁷³

En plus de la « première espèce du juste », il s'en trouve « une autre », écrit Aristote :

(...) La seule restante, est le juste correctif, qui intervient dans les transactions volontaires ou involontaires. Cette forme du juste a un caractère spécifique différent de la précédente. (...) Le juste dans les transactions privées, tout en étant une sorte d'égal, et l'injuste une sorte d'inégal, n'est cependant pas l'égal de la proportion de tout à l'heure, mais l'égal selon la proportion arithmétique. ³⁷⁴

Ce « caractère spécifique différent », il le décrit comme suit :

Quand, en effet, de deux choses égales on enlève une partie de l'une pour l'ajouter à l'autre, cette autre chose excède la première de deux fois ladite partie, puisque si ce qui a été enlevé à l'une n'avait pas été ajouté à l'autre, cette seconde chose excéderait la première d'une fois seulement la partie en question ; cette seconde chose, donc, excède le moyen d'une fois ladite partie, et le moyen excède la première, qui a fait l'objet du prélèvement, d'une fois la partie. Ce processus nous permettra ainsi de connaître à la fois quelle portion il faut enlever de ce qui a plus, et quelle portion il faut ajouter à ce qui a moins : nous apporterons à ce qui a moins la quan-

³⁷³ Michel Villey, Précis I, p. 78.

³⁷⁴ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1131b 24-26.

tité dont le moyen le dépasse, et enlèverons à ce qui a le plus la quantité dont le moyen est dépassé. Soit les lignes AA' , BB' , $\Gamma\Gamma'$, égales entre elles ; de la ligne AA' admettons qu'on enlève le segment AE , et qu'on ajoute à la ligne $\Gamma\Gamma'$ le segment ΓD , de telle sorte que la ligne entière $\Delta\Gamma\Gamma'$ dépasse la ligne EA' des segments $\Gamma\Delta$ et ΓZ ; c'est donc qu'elle dépasse BB' de la longueur $\Gamma\Delta$. ³⁷⁵

Figure 4

Traçons le diagramme qu'Aristote fait des trois lignes « égales entre elles », selon l'enseignement que Jean Tricot en donne (Figure 4). Retranchons le segment AE de la ligne AA_1 ; ajoutons le segment $\Gamma\Delta$ à la ligne $\Gamma\Gamma_1$ de telle manière que la ligne $\Delta\Gamma\Gamma_1$ dépasse la ligne EA_1 des segments $\Gamma\Delta$ et ΓZ . Elle dépasse donc de $\Delta\Gamma$ la droite BB_1 , qui est la droite intermédiaire BB_1 entre les droites AA_1 et $\Gamma\Gamma_1$. La

ligne BB_1 est la « moyenne arithmétique entre AE et $\Delta\Gamma\Gamma_1$ », note Jean Tricot.

À ces « abstractions » mathématiques sur « to diorthôtikon dikaion », Aristote fait une addition logique des termes « gain » et « perte », en partant d'un exemple :

(...) Quand l'un a reçu une blessure et que l'autre est l'auteur de la blessure, ou quand l'un a commis un meurtre et que l'autre a été tué, la passion et l'action ont été divisées en parties inégales ; mais le juge s'efforce, au moyen du châtiment d'établir l'égalité, en enlevant le gain obtenu. — On applique en effet indistinctement le terme gain aux cas de ce genre, même s'il n'est pas approprié à certaines situations, par exemple pour une personne qui a causé une blessure, et le terme perte n'est pas non plus dans ce cas bien approprié à la victime ; mais, de toute façon, quand le dommage souffert a été évalué, on peut parler de perte et de gain. — Par conséquent, l'égal est moyen entre le plus et le moins, mais le gain et la perte sont respectivement plus et moins en des sens opposés, plus de bien et moins de mal étant du gain, et le contraire étant une perte ; et comme il y a entre ces extrêmes un moyen, lequel, avons-nous dit, est l'égal, égal que nous identifions au juste, il s'ensuit que le juste rectificatif sera le moyen entre une perte et un gain. (...)

³⁷⁵ Aristote, op. cit, 1132a 33 1132b 9.

Les dénominations en question, à savoir la perte et le gain, sont venues de la notion d'échange volontaire. Dans ce domaine, en effet, avoir plus que la part qui vous revient en propre s'appelle gagner, et avoir moins que ce qu'on avait en commençant, perdre : c'est ce qui se passe dans l'achat, la vente et toutes autres transactions laissées par la loi à la liberté des contractants. Quand, au contraire, la transaction n'entraîne pour eux ni enrichissement ni appauvrissement, mais qu'ils reçoivent exactement ce qu'ils ont donné, ils disent qu'ils ont ce qui leur revient en propre et qu'il n'y a ni perte, ni gain. Ainsi donc, le juste [correctif ou rectificatif] est moyen entre une sorte de gain et une sorte de perte dans les transactions non volontaires : il consiste à posséder après, une quantité égale à ce qu'elle était auparavant. ³⁷⁶

« Le juste [correctif ou rectificatif] (...) intervient dans les transactions volontaires ou involontaires ». C'est « dans ce domaine », par extension du volontaire à l'involontaire, que « les dénominations en question, à savoir la perte et le gain », sont utilisées. Y « avoir plus que la part qui vous revient en propre s'appelle gagner, et avoir moins que ce qu'on avait en commençant, perdre » : « le gain et la perte sont respectivement plus et moins en des sens opposés, plus de bien et moins de mal étant du gain, et le contraire étant une perte ». « Quand, au contraire, la transaction n'entraîne pour eux ni enrichissement ni appauvrissement, mais qu'ils reçoivent exactement ce qu'ils ont donné, ils disent qu'ils ont ce qui leur revient en propre et qu'il n'y a ni perte, ni gain ». C'est alors que « l'égal selon la proportion arithmétique » est satisfait. « Ainsi donc, le juste [correctif ou rectificatif] est moyen entre une sorte de gain et une sorte de perte dans les transactions [aussi] non volontaires : il consiste à posséder après, une quantité égale à ce qu'elle était auparavant ».

Alors, considérons le problème et la « solution (...) obtenue » suivants : « Soit par exemple A un architecte, B un cordonnier, G une maison et D une chaussure : il faut faire en sorte que l'architecte reçoive du cordonnier le produit du travail de ce dernier, et lui donne en contre-partie son propre travail. Si donc tout d'abord on a établi l'égalité proportionnelle des produits et qu'ensuite seulement l'échange réciproque ait lieu, la solution sera obtenue ; et faute d'agir ainsi, le marché n'est pas égal et ne tient pas, puisque rien n'empêche que le travail de l'un n'ait une

³⁷⁶ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1132a 8-19 et 1132b 12- 20.

distribution (dianhmesis) en puissance, le distribuable, qui est cause finale. La cause finale, c'est le « dikaion dianemhtikon », le juste distributif, dont le mode d'opération propre, la passion propre, est de joindre ensemble ou de « suzeugunai » les parties divisées, comme suit : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$, pour ainsi obtenir la proportion intervertie attribuant à chacun le sien. Aristote écrit d'ailleurs que « l'assemblage (suzeuxis) du terme A avec le terme Γ , et de B avec Δ [$A + \Gamma : B + \Delta = A : B$], constitue le juste dans la distribution [$A : \Gamma = B : \Delta$] ». ³⁸² En latin, la racine indo-européenne « yug », qu'on trouve dans jungere, signifie aussi : joindre ensemble. ³⁸³ Dans la mesure où « jus » traduit « dikaion », la même analyse s'impose pour le « jus ».

Dans ce passage sur le « couplage en diagonale », Aristote fait ici une critique de « la doctrine des Pythagoriciens, qui définissaient le juste simplement comme la réciprocité [œil pour œil, dent pour dent]. Mais la réciprocité [ainsi entendue] ne coïncide ni avec [to dianemêtikon dikaion (juste distributif)], ni même avec [to diorthôtikon dikaion » (juste correctif)] (...) ». ³⁸⁴ D'où le recours à « la réciprocité (...) proportionnelle, [qui] est réalisée par l'assemblage [couplage] en diagonale », puisqu'Aristote ne connaît pas la résolution de la quadrature par l'extraction de la racine carrée. Comme elle est maintenant connue, dans le triangle rectangle de la Figure 3, « la solution sera [aussi] obtenue (...) si (...) tout d'abord on a établi l'égalité proportionnelle des produits [selon la relation métrique (6)], et qu'ensuite seulement l'échange réciproque ait lieu », ce qui semble réalisable compte tenu de la relation métrique :

$$\log (\sqrt{mn}) = \frac{\log (m) + \log (n)}{2} \quad (16).$$

Revenons encore à la Figure 2. « Le rectangle (...) compris sous BE, EZ [est] égal au carré de EQ » ; bref, $(EQ)^2 = BE \times EZ$. To dianemêtikon dikaion (le juste distributif) établit ainsi une moyenne proportionnelle selon la relation métrique

³⁸² Aristote, Éthique à Nicomaque, 1131b 9.

³⁸³ A. Ernout et A. Meillet, Dictionnaire étymologique de la langue latine Histoire des mots : jungo.

³⁸⁴ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1132b 20-24.

(6) : $(EQ)^2 = BE \times EZ$. Alors, « BZ est partagé (...) en deux parties inégales au point E », parties qui forment le membre droit d'une égalité selon une moyenne proportionnelle. Si, comme l'enseigne le sage Rhadamante, fils de Zeus et d'Europe, présumé auteur du Code crétois, la réciprocité des Pythagoriciens, selon laquelle « subir ce qu'on a fait aux autres sera une justice équitable », ³⁸⁵ intervient de telle sorte que la ligne « BZ [soit] partagée en deux parties égales au point H », le pied E de la ligne QE est déplacé vers H. Dès lors, n'est-il pas clair que le partage de « BZ (...) en deux parties inégales au point E » est néanmoins conforme à *to diorthôtikon dikaion* ? Non, répond Aristote. Pourquoi ? Parce que *to diorthôtikon dikaion* est précisément *diorthôtikon* (de *orthon*, droit). La correction (*orthon*) de l'échange par réciprocité le contient dans les limites du *dianemêtikon dikaion*. Le juste correctif est précisément correctif en ce qu'il corrige la réciprocité « par l'assemblage en diagonale ». Dans un échange réciproque tel que $(m + k)$ et $(n - l)$, si $k \neq l$, alors il faut corriger le résultat par $((k + l) \div 2)$.

Faisons le point

Aristote s'en est tenu à l'enseignement des mathématiciens de son temps. Et nous, qui le lisons aujourd'hui, pouvons faire de même en recourant à l'enseignement de mathématiciens venus après Eudoxe. Il ne

connaissait ni la résolution de la quadrature x^2 par l'extraction de la racine carrée $\sqrt{x}$, ni les logarithmes — le nom « logarithme » est issu des mots grecs « *logos* » (rapport) et « *arithmos* » (nombre). Même s'il les avait connus, il n'aurait alors eu qu'un point de départ pour obtenir la solution du problème que pose « la réciprocité (...) proportionnelle, [qui] est réalisée par l'assemblage [couplage] en diagonale ».

La solution complète demande encore que le *dianemêtikon dikaion*, l'antilogarithme du premier membre, et le *diorthôtikon dikaion*, l'antilogarithme

³⁸⁵ Aristote, op. cit., 1132 b 26.

du second membre, puissent être articulés en une distribution (dianhmesis) en puissance, le distribuable, qui est cause finale, par une « suzeuxis », qui est cause efficiente, ce qui requiert l'utile et le jeu de stratégie. Ainsi le dianemêtikon dikaion dianemei : il partage en deux rapports (di), chacun étant autant que l'autre (kai), de telle sorte que, chacun a le sien (on) : dikaion ; et, s'il y a lieu, le diorthôtikon dikaion corrige l'échange en le contenant dans les limites de l'orthôn.

En poussant ainsi l'analyse d'Aristote plus loin que ne le permet l'enseignement d'Eudoxe, tout en prenant soin de demeurer dans la perspective que le Stagirite donne au problème et à sa solution, nous faisons comme « n'importe qui », selon sa propre recommandation :

On peut penser que n'importe qui est capable de poursuivre et d'achever dans le détail ce qui a déjà été esquissé avec soin ; et le temps, en ce genre de travail, est un facteur de découverte ou du moins un auxiliaire précieux : cela même est devenu pour les arts une source de progrès, puisque tout homme peut ajouter à ce qui a été laissé incomplet. ³⁸⁶

Est-ce que le problème que pose « la réciprocité (...) proportionnelle, [qui] est réalisée par l'assemblage [couplage] en diagonale » se pose “en pratique” aux juges des tribunaux ?

Une réponse affirmative semble s'imposer si on prend en considération l'arrêt que la Cour Suprême du Canada a rendu dans l'affaire Weatherall c. Canada (Procureur général). L'extrait suivant permet d'en rendre compte :

LE JUGE LA FOREST — Dans le présent pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel fédérale, [1991] 1 C.F. 85, l'appelant conteste, conformément aux [articles] 7, 8 et 15 de la Charte canadienne des droits et libertés, la constitutionnalité des fouilles par palpation et des rondes de surveillance des rangées de cellules effectuées par des gardiens du sexe féminin dans les pénitenciers pour hommes.

La fouille par palpation s'effectue avec les mains sur un détenu vêtu, de la tête aux pieds, devant et derrière, autour des jambes et à l'intérieur des plis de vêtements, des poches et des chaussures, et comporte l'utilisation de détecteurs portatifs. Même si, dans ce type de fouille, il n'est pas expressément interdit de toucher les organes génitaux, on évite de le faire ;

³⁸⁶ Aristote, *ibidem*, 1098a 22-25.

l'appelant a témoigné qu'on ne lui avait jamais touché les organes génitaux au cours d'une fouille par palpation. Une telle fouille dure en général cinq secondes, bien qu'il puisse arriver qu'elle dure jusqu'à quinze secondes. L'appelant conteste deux pratiques en matière de rondes de surveillance : le « dénombrement » et les « rondes éclairs ». Le dénombrement est effectué régulièrement quatre fois par jour à heures fixes. Un gardien prévient les détenus que le dénombrement commence en l'annonçant à la tête de la rangée où il doit être effectué, puis il parcourt la rangée en regardant à l'intérieur de chaque cellule pendant deux ou trois secondes afin de vérifier si le détenu s'y trouve et s'il se porte bien. Les rondes éclairs sont effectuées toutes les heures, mais, par contre, à intervalles irréguliers et à l'improviste. Cette technique de surveillance vise à maintenir un élément de surprise afin de s'assurer que les détenus ne se livrent pas à des activités qui nuisent au bon ordre et à la sécurité de l'établissement. En pratique, le premier détenu de la rangée à apercevoir le gardien prévient les autres de la ronde éclair.

L'appelant s'est opposé à l'attouchement par une personne du sexe opposé effectué pendant la fouille par palpation et à la possibilité que, pendant un dénombrement ou une ronde éclair, les gardiens du sexe féminin voient les détenus dévêtus ou en train d'utiliser les toilettes de leur cellule. (...)

Le risque que les pratiques aient des effets fâcheux est réduit au minimum grâce à une formation spéciale destinée à assurer que ces pratiques soient mises en œuvre professionnellement et dans le respect de la dignité du détenu. Peu de détenus se plaignent d'atteinte à la vie privée en raison d'une fouille effectuée par un gardien du sexe féminin. En ce qui concerne les rondes éclairs, les occasions où un détenu risque d'être vu dévêtu ou occupé à des activités intimes sont rares et brèves : une ou deux fois par année, selon l'appelant, pendant les deux ou trois secondes nécessaires au gardien pour examiner la cellule. Certains pavillons cellulaires sont dotés de paravents installés devant les toilettes de la cellule de façon à ce que les gardiens ne puissent voir le détenu qu'à partir de la ceinture lorsque ce dernier utilise les toilettes.

L'emprisonnement implique nécessairement de la surveillance, des fouilles et des vérifications. On s'attend à ce que l'intérieur d'une cellule de prison soit visible et requière une surveillance. Dans un pénitencier, la fouille par palpation, le dénombrement et la ronde éclair sont tous des pratiques nécessaires pour assurer la sécurité de l'établissement, du public et, en fait, des détenus eux-mêmes. L'intimité dont jouit le détenu dans ce contexte est considérablement réduite et il ne peut donc s'attendre raisonnablement à ce que sa vie privée soit respectée dans le cadre de ces pratiques. Cela ne change rien que ce soient des gardiens du sexe féminin

qui se livrent parfois à ces pratiques. Comme il n'y a aucune attente raisonnable à ce que la vie privée soit respectée, l'[article] 8 de la Charte n'est pas mis en jeu, ni d'ailleurs l'[article] 7.

Il est également douteux qu'il y ait violation du [paragraphe] 15(1). En soutenant que les pratiques contestées engendrent un traitement discriminatoire des détenus du sexe masculin, l'appelant souligne que les détenues dans les pénitenciers pour femmes ne sont pas de même soumises à des fouilles par palpation et à une surveillance par des personnes du sexe opposé. La jurisprudence de notre Cour est claire : l'égalité n'implique pas nécessairement un traitement identique et, en fait, un traitement différent peut s'avérer nécessaire dans certains cas pour promouvoir l'égalité. Compte tenu des différences historiques, biologiques et sociologiques entre les hommes et les femmes, l'égalité n'exige pas que les pratiques qui sont interdites lorsque des gardiens du sexe masculin sont affectés à la garde de femmes détenues soient également interdites lorsque des agents du sexe féminin sont affectés à la garde d'hommes détenus. La réalité du rapport entre les sexes est telle que la tendance historique à la violence des hommes envers les femmes ne trouve pas son pareil dans le sens inverse, c'est-à-dire en ce sens que les hommes seraient les victimes et les femmes les agresseurs. Biologiquement, la fouille par palpation ou la vérification de la poitrine d'un homme par un gardien du sexe féminin ne soulève pas les mêmes préoccupations que la même fouille effectuée par un gardien du sexe masculin sur une détenue. En outre, dans la société, les femmes sont généralement défavorisées par rapport aux hommes. Dans ce contexte, il devient évident que la fouille effectuée par une personne du sexe opposé n'a pas le même effet pour les hommes que pour les femmes et représente une plus grande menace pour ces dernières. Il se peut donc que le traitement différent auquel l'appelant s'oppose ne soit nullement discriminatoire.

Quoi qu'il en soit, même si l'on considérait que ce traitement différent viole le [paragraphe] 15(1), les pratiques en question sont sauvegardées par l'article premier de la Charte. L'affectation de femmes à la surveillance de détenus du sexe masculin, avec toutes les fonctions de fouille et de surveillance qui en découlent, est un phénomène plutôt récent. La réalisation des objectifs gouvernementaux importants de la réadaptation des détenus et de la sécurité de l'établissement est favorisée par l'effet humanisant de la présence des femmes dans ces postes. En outre, cette initiative constitue une application concrète de l'idéal visé par le Parlement, soit l'équité en matière d'emploi. La proportionnalité des moyens utilisés par rapport à

l'importance de ces fins justifierait donc la violation du [paragraphe] 15(1), le cas échéant. ³⁸⁷

S'il est manifeste que le problème de « la réciprocité (...) proportionnelle, [qui] est réalisée par l'assemblage [couplage] en diagonale » se pose « en pratique », la solution qu'offre que « la jurisprudence (...) claire » l'est moins : « L'égalité n'implique pas nécessairement un traitement identique et, en fait, un traitement différent peut s'avérer nécessaire dans certains cas pour promouvoir l'égalité ».

Quoi qu'il en soit, la solution du problème passe par la réponse qui peut être donnée à la troisième question théorique que nous avons évoquée plus haut : celui de l'unité commune de mesure. Même si ce sera le sujet des deux prochains chapitres, nous pouvons immédiatement fournir une indication :

[Dans le problème de la négociation (*negotium*)], (...) l'ensemble des points du graphe [cartésien] est tel que la portion du premier quadrant forme un triangle rectangle isocèle. ³⁸⁸

³⁸⁷ Weatherall c. Canada (Procureur général), rapporté à : [1993] 2 R.C.S. p. 872 (R.C.S. : Rapports de la Cour Suprême du Canada).

³⁸⁸ John Nash, *The Bargaining Problem*, April, 1950, *Econometrica*, Journal of The Econometric Society, pp. 155-162, p. 162 : « [In the bargaining problem], (...) the set of points in the graph is such that portion of it in the first quadrant forms an isosceles right triangle ». La traduction et les caractères en italique sont de nous.

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre VI

La nature du juste. Recherche de principes

[Retour à la table des matières](#)

Aristote nous prévient de « faire attention à ne pas confondre la question de savoir quelles sortes de choses sont dites unes avec celle de savoir quelle est l'essence de l'Un, quelle est sa notion. (...) Même distinction pour *élément* et *cause*, si on a, d'une part, à déterminer les objets qui sont dits éléments ou causes, et, d'autre part, à donner la définition du mot *élément* ou *cause*. C'est ainsi qu'en un sens, le Feu est un élément (...); mais, en un autre sens, il ne l'est pas, parce que la quiddité du Feu et celle de l'élément ne se confondent pas : en effet, tandis que le Feu est un élément en ce sens qu'il est une chose déterminée et une nature, le nom d'élément signifie ce qui possède la propriété d'entrer comme premier composant immanent dans la constitution d'un être. Ce que je dis de l'élément, écrit-il en terminant, peut s'appliquer également à la cause, à l'Un, à tous les termes de cette sorte ». ³⁸⁹

Le terme « Un » signifie « une chose déterminée et une nature » dont « l'essence » (ce qu'elle est en sa quiddité) nous est connue par « sa notion » ; par ailleurs, il signifie ce qui « [entre] (...) dans la constitution » de « choses (...) dites

³⁸⁹ Aristote, *Métaphysique*, 1052b 1-15.

unes ». « [Faisant] attention à ne pas confondre (...) choses (...) dites unes [et] (...) l'essence de l'Un », Aristote dit de la seconde : « (...) L'essence de l'Un consiste dans l'indivisibilité (...) ; ou bien encore, c'est être un tout et un indivisible ; enfin et surtout, c'est être la mesure première de chaque genre, et, tout spécialement, la mesure première de la quantité, car de la quantité l'Un a été étendu aux autres catégories ». ³⁹⁰ La « notion » qui fait « surtout » connaître « l'essence de l'Un », c'est celle de « mesure première de la quantité ». Ainsi connu à titre de mesure, « l'Un a été étendu aux autres catégories ». Aristote l'énonce comme suit :

Est mesure, en effet, ce par quoi la quantité est connue ; mais c'est par l'Un ou par un nombre qu'est connue la quantité en tant que quantité ; et tout nombre est connu par l'Un : par conséquent, toute quantité en tant que quantité est connue par l'Un, et ce par quoi les quantités sont primitivement connues est l'Un lui-même ; et, par suite, l'Un est le principe du nombre en tant que nombre. De là vient que, dans les autres catégories aussi, on donne le nom de mesure à ce par quoi primitivement chaque chose est connue, et que la mesure des divers genres d'êtres est une unité, unité pour la longueur, pour la largeur, pour la profondeur, pour la pesanteur, pour la vitesse. ³⁹¹

Le nombre (nu-merus), c'est le pas unique, alors que l'unique c'est l'Un ; c'est par l'unique que tout pas unique (nombre) est connu ; et le nombre, ou quantité discontinue, c'est l'objet de l'arithmétique, science plus abstraite que la géométrie, qui étudie la quantité continue, enseigne Aristote. Ce dernier ne connaît pas encore le nombre continu, le « nombre réel » de nos mathématiciens, ce qui ne modifie pas le point de vue de la philosophie selon lequel « l'Un est le principe du nombre en tant que nombre », et qu'il est ainsi la mesure du nombre.

Du nombre, par une addition logique qui est le contraire de l'abstraction logique d'où il est issu, « l'Un a été étendu » à la géométrie, à titre de « mesure » ; c'est ainsi que « le nom de mesure » est donné à une « unité pour la longueur, pour la largeur, pour la profondeur ». « De là vient [ensuite] que, dans les autres catégories aussi, on donne le nom de mesure à ce par quoi primitivement chaque chose [singulière] est connue » comme étant une (1) chose jouissant de l'unité numérique.

³⁹⁰ Aristote, op.cit, 1052b 15-20.

³⁹¹ Aristote, ibidem, 1052b 20-30.

Considérons « la longueur ». On la connaît par « l'Un [pris comme] principe du nombre en tant que nombre », auquel on fait l'addition logique de « mètre », par exemple. Cette longueur, qui mesure 1 mètre, longueur abstraite prise comme étalon de mesure, sert à mesurer cette autre longueur concrète de 3 mètres, où 3 est mesuré par l'Un, et où le pluriel mètres l'est par l'étalon de mesure « mètre » au singulier. S'il s'agit d'une largeur, l'unité de mesure devient : 1 mètre carré. Pour une profondeur : 1 mètre cube. La vitesse se mesure, par exemple, avec l'étalon 1 mètre par seconde. Pour mesurer le poids d'une grosse pierre avec une balance à deux plateaux, aucune des unités de mesure précédentes ne convient. Imaginons qu'on trouve cinq petites pierres pour lesquelles le fléau d'une balance à deux plateaux demeure à l'horizontale lorsqu'on en pose une sur un plateau et une autre sur l'autre plateau ; nous en concluons qu'elles sont de même poids. Si, après avoir posé la grosse pierre sur un plateau de la balance, on place sur l'autre plateau ces cinq petites pierres et qu'alors les plateaux se situent au même niveau (Figure 5), on pourra conclure que le poids de la grosse pierre est égal à 5 petites pierres, l'unité de mesure étant 1 petite pierre.

« Dans tous ces cas, donc, il y a une mesure et un principe qui sont quelque chose d'un et d'indivisible, puisque, même dans la mesure des lignes, on considère le pied comme insécable ; partout, en effet, la mesure cherchée, c'est quelque chose d'un et d'indivisible. Or cette mesure, c'est le simple selon l'ordre de la qualité ou de la quantité. Ceci dit, là où on ne peut, selon toute apparence, rien ajouter ni rien retrancher, c'est alors que la mesure est précise. C'est pourquoi la mesure du

nombre est la plus exacte de toutes, car l'unité est posée comme un indivisible absolu ; toutes nos autres mesures n'en sont que des imitations », ³⁹² écrit Aristote. Notons bien qu'il distingue ainsi la mesure, d'une part, la précision et l'exactitude de la mesure, d'autre part.

Par exemple, pour le poids de la grosse pierre, qui pèse cinq fois 1 petite pierre prise comme étalon, l'étalon « est quelque chose d'un et d'indivisible »

³⁹² Aristote, *ibidem*, 1052b 31 1053a 2.

qu'« on considère (...) comme insécable ». Dans cet étalon, on trouve « l'unité [le 1] (...) posée comme un indivisible absolu », et « petite pierre », alors prise comme « simple selon l'ordre de la qualité ou de la quantité ». L'étalon de mesure « 1 petite pierre » est ainsi une « imitation » de « l'unité [le 1] ». Et, nous pouvons déjà anticiper la relation d'égalité « selon l'ordre (...) de la quantité » : 1 grosse pierre est égale à cinq fois 1 petite pierre.

Progressons vers plus complexe. « En Musique, l'unité est le demi-ton, car c'est le plus petit intervalle, et, dans le mot, c'est la lettre. Chacune de ces unités est un certain Un en ce sens ; non pas que l'Un soit comme une notion commune à toutes, mais au sens qui a été indiqué [plus haut]. — Mais la mesure n'est pas toujours une en nombre, il y en a parfois plusieurs. Ainsi le demi-ton, non pas le demi-ton perçu par l'oreille, mais le demi-ton rationnel, est de deux sortes [le mineur et le majeur] ; (...) enfin la diagonale du carré est mesurée par deux quantités, ainsi que le côté du carré et toutes les grandeurs spatiales », ³⁹³ écrit Aristote.

« En Musique », « le demi-ton (...) est le plus petit intervalle », et c'est à ce titre que le demi-ton « est un certain un ». Notons le cas de « la diagonale du carré [qui] est mesurée par deux quantités, ainsi que le côté du carré et toutes les grandeurs spatiales ». Ce dernier « passage demeure obscur », écrit Jean Tricot, étant donné qu'Aristote tient la diagonale pour incommensurable avec les côtés.

À cet égard, Aristote dit que, « l'Un recevant les mêmes acceptions que l'être, il en résulte que si, dans le domaine de la qualité, l'Un est une chose déterminée, une réalité particulière, et s'il en est de même pour les quantités, il faut évidemment se poser, pour toutes les catégories, la question de la nature de l'Un, (...) attendu qu'il ne suffit pas de répondre que la nature de l'Un est d'être un. (...) Si les êtres étaient des sons musicaux, ils seraient un nombre, un nombre de demi-tons toutefois, (...) et l'Un (...) le demi-ton. (...) Si, enfin, les êtres étaient des figures rectilignes, ils formeraient un nombre de figures, et l'Un serait le triangle ». ³⁹⁴

Rappelons-nous que, au chapitre précédent, nous avons lu cette phrase d'Aristote : « Qu'est-ce essentiellement que construire un carré équivalent à un

³⁹³ Aristote, *ibidem*, 1053a 11-18.

³⁹⁴ Aristote, *ibidem*, 1053b 25 - 1054a 3 ; les caractères en italique sont de nous.

rectangle ? ». ³⁹⁵ Ces « êtres [sont] des figures rectilignes, ils [forment] un nombre de figures, et l'Un [est alors] le triangle ».

Anticipons quelque peu sur un développement à venir, et reconsidérons les termes « gain » et « perte », dont Aristote écrit :

Par conséquent, l'égal est moyen entre le plus et le moins, mais le gain et la perte sont respectivement plus et moins en des sens opposés, plus de bien et moins de mal étant du gain, et le contraire étant une perte ; et comme il y a entre ces extrêmes un moyen, lequel, avons-nous dit, est l'égal, égal que nous identifions au juste, il s'ensuit que le juste rectificatif sera le moyen entre une perte et un gain. (...) Les dénominations en question, à savoir la perte et le gain, sont venues de la notion d'échange volontaire. Dans ce domaine, en effet, avoir plus que la part qui vous revient en propre s'appelle gagner, et avoir moins que ce qu'on avait en commençant, perdre (...). Quand, au contraire, la transaction n'entraîne pour eux ni enrichissement ni appauvrissement, mais qu'ils reçoivent exactement ce qu'ils ont donné, ils disent qu'ils ont ce qui leur revient en propre et qu'il n'y a ni perte, ni gain. Ainsi donc, le juste [correctif ou rectificatif] est moyen entre une sorte de gain et une sorte de perte dans les transactions non volontaires : il consiste à posséder après, une quantité égale à ce qu'elle était auparavant. ³⁹⁶

Traçons un plan cartésien divisé en quatre quadrants. Le quadrant I est fait de points dont les coordonnées sont en $(+x, +y)$; le quadrant III, de points dont les coordonnées sont en $(-x, -y)$; le quadrant II, de points dont les coordonnées sont en $(-x, +y)$; le quadrant IV, de points dont les coordonnées sont en $(+x, -y)$ (Figure 6). Au point d'intersection des axes x et y , situons les coordonnées : $(x_i = 0, y_j = 0)$. Tout point dans le graphe est alors décrit par ses coordon-

nés en (x_i, y_j) . Ou bien $x_i = y_j$, ou bien $x_i > y_j$, ou bien $x_i < y_j$. De plus, ou bien x_i est associé au signe « + » s'il est plus grand que zéro, et il est dès lors dans le quadrant I ou le quadrant IV, ou bien il est associé au signe « - » s'il est plus petit

³⁹⁵ Aristote, *ibidem*, 996b 20-21.

³⁹⁶ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1132a 14-19 et 1132b 12-20.

que zéro, et il est alors dans le quadrant II ou le quadrant III. Pour sa part, si y_j est associé au signe « + », étant plus grand que zéro, il est dans le quadrant I ou le quadrant II, et s'il est associé au signe « - », étant plus petit que zéro, dans le quadrant III ou le quadrant IV. Joignons quatre points quelconque pour former un quadrilatère (Figure 7) : il est manifeste que le quadrilatère est une figure rectiligne et que, dès lors, « l'Un [y est] le triangle ».

Restons-en là pour le moment. Mais constatons « [qu']on voit ainsi que l'unité au sens strict [l'Un], en donnant à ce mot sa signification littérale, est une mesure [du nombre], qu'elle est par-dessus tout la mesure de la quantité, et ensuite celle de la qualité [la figure est une qualité]. Telle chose sera une, si elle est indivisible quantitativement, et telle autre, si elle est indivisible qualitativement. C'est pourquoi l'Un est indivisible, soit absolument [à titre d'Un], soit en tant qu'un [à titre d'unité de mesure] ». ³⁹⁷

Faisons un pas de plus. Si « l'Un ne signifie, de toute évidence, qu'unité de mesure », « pour toute chose mesurée, (...) il existe une chose différente en chaque genre » qui est à découvrir et qui fournit le nom de la mesure jointe à l'Un pour la constitution de l'unité de mesure. Ainsi, « pour l'accord musical, par exemple, c'est le demi-ton, pour la grandeur, le doigt, le pied ou quelque autre unité [de mesure] analogue, pour les rythmes [dans le discours], le battement ou la syllabe ; de même encore, pour la pesanteur, où c'est un poids déterminé [dans notre exemple : une petite pierre] ; de même enfin, pour tous les autres cas, pour les qualités, une qualité, pour les quantités, une quantité (l'unité de mesure est toujours un indivisible, tantôt selon sa nature spécifique, tantôt par rapport à la sensation) (...). Et cela est rationnel, car l'Un n'a d'autre caractère que d'être mesure de quelque multiplicité, et le Nombre [le pas unique], d'être une multiplicité mesurée et une multiplicité de mesures. Aussi est-ce avec raison que l'Un n'est pas con-

³⁹⁷ Aristote, *Métaphysique*, 1053b 4-7.

sidéré comme un nombre, car l'unité de mesure n'est pas une pluralité de mesures, mais l'unité de mesure et l'Un sont tous deux principes ». ³⁹⁸

Ainsi « la mesure doit toujours être un attribut commun à toutes les choses à mesurer : si, par exemple, le cheval est l'unité de mesure, les êtres mesurés sont des chevaux, et si c'est l'homme, des hommes. Si l'on a à mesurer homme, cheval et dieu, la mesure sera probablement vivant, et le nombre formé par ces êtres sera un nombre de vivants. A-t-on, au contraire, homme, blanc, se promenant, alors il ne peut absolument pas y avoir de nombre total, parce que tous ces caractères résident ici dans le même sujet, sujet numériquement un ; tout au plus le nombre qu'ils forment sera-t-il un nombre de genres ou quelque autre dénomination commune de cette sorte ». ³⁹⁹ Ce texte appelle deux remarques.

D'abord, si « les êtres mesurés sont des chevaux » et que « le cheval est l'unité de mesure », alors cheval est « un attribut commun à toutes les choses à mesurer », ici des chevaux ; « cheval » est un universel logique concret, prédicable de sujets singuliers, des chevaux constituant l'extension du concept de cheval, concept dont l'essence est une compréhension. La compréhension d'un concept ne se réduit pas à son extension parce que le concept n'est pas un nombre ; même le concept concret de nombre n'est pas un nombre ; il l'est d'autant moins si le nom « nombre » est un terme abstrait. Ainsi, pour « un (1) cheval », « l'Un [n'est pas] comme une notion commune à toutes ». Dans la mesure où « l'Un [reçoit] les mêmes acceptions que l'être », l'Un est alors signifié par un terme analogue. Mais « dans le domaine de la qualité, l'Un est [alors] une chose déterminée, une réalité particulière, et (...) il en est de même pour les quantités ». Sauf qu'il « faut évidemment se poser, pour toutes les catégories, la question de la nature de l'Un », et ce, en chacune des catégories, là où l'Un peut être signifié par un terme univoque, « attendu qu'il ne suffit pas de répondre que la nature de l'Un est d'être un ». « Si les êtres étaient des sons musicaux, ils seraient un nombre [concret], un nombre de demi-tons toutefois, (...) et l'Un (...) le demi-ton », mais tous les êtres ne sont pas des sons musicaux, par exemple, les êtres qui sont des chevaux.

³⁹⁸ Aristote, op. cit., 1087b 33 - 1088a 7 ; les caractères en italique sont de nous.

³⁹⁹ Aristote, ibidem, 1088a 7-14.

Ensuite, notons l'expression « nombre total ». Pour la proportion géométrique du juste, Aristote emploie le mot « total », sans le mot « nombre », dans la phrase suivante : « Et par suite le rapport est le même pour le total à l'égard du total », ⁴⁰⁰ et ce, dans l'égalité : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$. C'est que la proportion qu'est le juste distributif « n'est pas (...) continue, car il ne peut pas y avoir un terme numériquement un pour une personne et une chose ». ⁴⁰¹

Ces remarques vont bientôt faire sentir leur effet puisque, rappelons-nous, lorsque « Aristote creuse minutieusement l'analyse du Dikaion », « il en énumère divers attributs », dont celle que « le droit [pour nous, le juste] est relation », ⁴⁰² écrit Michel Villey. Or, pour résoudre la relation d'égalité fondée sur la quantité — par exemple, « 1 grosse pierre est égale à cinq fois 1 petite pierre » — on fait appel à deux genres : la quantité et la relation. Et la connaissance de l'unité de mesure pertinente est requise, puisque « l'unité de mesure et l'Un sont tous deux principes ».

À cet égard, « considérer l'Inégal [ou l'Égal] comme un terme simple, (...) c'est s'éloigner par trop des opinions vraisemblables et même possibles. Ce sont là, en effet, des déterminations et des accidents (...), pour les Nombres comme pour les Grandeurs, le Beaucoup et le Peu étant des déterminations du Nombre, le Grand et le Petit, de l'étendue, (...). (...) Le Grand et le Petit, ainsi que les déterminations analogues [comme le plus et le moins], sont nécessairement des relatifs. Or la relation est (...) postérieure à la qualité [en ce qui concerne la relation de cause à effet] et à la quantité [notamment pour l'égalité dans le juste]. La relation [qui] est (...) un mode de la quantité (...) ne [peut] être (...) conçue sans quelque autre chose qui lui serve de sujet [et qui est son fondement]. Rien, en effet, n'est ou grand ou petit, ou beaucoup ou peu, ni, d'une manière générale, relatif, qui ne soit quelque autre chose, tout en étant beaucoup ou peu, grand ou petit, ou relatif. [Ainsi,] (...) sans subir lui-même aucun changement, l'un des termes [de la relation] peut devenir tantôt plus grand, tantôt plus petit, tantôt égal, par le seul fait du changement quantitatif de l'autre terme ». ⁴⁰³

⁴⁰⁰ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1131b 6.

⁴⁰¹ Aristote, *op. cit.*, 1131b 15-16.

⁴⁰² Michel Villey, *Précis I*, p. 73.

⁴⁰³ Aristote, *Métaphysique*, 1088a 15-35.

Alors, pour le juste, « [s']il ne peut pas y avoir un terme numériquement un pour une personne et une chose », comment se pose et se résout le problème de « l'unité de mesure », de l'étalon qui « est (...) un indivisible (...) selon sa nature spécifique » ?

Aristote répond à l'aide d'un exemple, comme suit :

(...) Ce n'est pas entre deux médecins que naît une communauté d'intérêts, mais entre un médecin par exemple et un cultivateur, et d'une manière générale entre des contractants différents et inégaux qu'il faut pourtant égaliser. C'est pourquoi toutes les choses faisant objet de transaction doivent être d'une façon quelconque commensurables entre elles. C'est à cette fin que la monnaie a été introduite, devenant une sorte de moyen terme, car elle mesure toutes choses et par suite l'excès et le défaut, par exemple combien de chaussures équivalent à une maison ou à telle quantité de nourriture. Il doit donc y avoir entre un architecte et un cordonnier le même rapport qu'entre un nombre déterminé de chaussures et une maison (ou telle quantité de nourriture), faute de quoi il n'y aura ni échange ni communauté d'intérêts et ce rapport ne pourra être établi que si entre les biens à échanger il existe une certaine égalité. ⁴⁰⁴

Michel Villey commente ainsi la section d'où ce passage est pris :

Le droit est une égalité de valeur entre deux prestations. Non que la mesurer soit toujours facile : le texte d'Aristote se lance ici dans des développements, célèbres chez les économistes, sur la valeur et la monnaie, qui est l'instrument de la mesure des choses. Hélas, il en résultera que le traitement de ces affaires se révèle en fait plus complexe que tout à l'heure nous le supposons. Ai-je à mesurer le salaire dû pour le travail d'un cordonnier ? L'Heure de travail du cordonnier ne vaut pas celle d'un ingénieur. Nous sommes à nouveau obligés de tenir compte des personnes. ⁴⁰⁵

Arrêtons-nous à ces « développements (...) [qu'Aristote écrit] sur la valeur et la monnaie, (...) l'instrument de la mesure des choses ». Et allons immédiatement au cœur du problème :

⁴⁰⁴ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1133a 16-25.

⁴⁰⁵ Michel Villey, *Précis I*, p. 78.

La monnaie, dès lors, jouant le rôle de mesure, rend les choses commensurables entre elles et les amène ainsi à l'égalité : car il ne saurait y avoir ni communauté d'intérêts sans échange, ni échange sans égalité, ni enfin égalité sans commensurabilité. Si donc, en toute rigueur, il n'est pas possible de rendre les choses par trop différentes commensurables entre elles, du moins, pour nos besoins courants, peut-on y parvenir d'une façon suffisante. Il doit donc y avoir quelque unité de mesure, fixée par convention, et qu'on appelle pour cette raison *nomisma*, car c'est cet étalon qui rend toutes choses commensurables, puisque tout se mesure en monnaie. Appelons par exemple une maison A, dix mines B, un lit G. Alors A est moitié de B si la maison vaut cinq mines, autrement dit est égale à cinq mines ; et le lit G est la dixième partie de B : on voit tout de suite combien de lits équivalent à une maison, à savoir cinq. ⁴⁰⁶

Alors que « l'unité de mesure et l'Un sont tous deux principes », et que l'étalon de mesure « est (...) un indivisible (...) selon sa nature spécifique », il « ne saurait y avoir ni communauté d'intérêts sans échange, ni échange sans égalité, ni enfin égalité sans commensurabilité » à moins que, « en toute rigueur », l'unité de mesure soit connue. « [S']il ne peut pas y avoir un terme numériquement un pour une personne et une chose », comment peut-on résoudre le problème ? Pour Aristote, la solution de ce problème théorétique n'est « pas possible » ; mais le problème ne disparaît pas pour autant.

« Peut-on y parvenir d'une façon suffisante », « du moins, pour nos besoins courants », puisque de tels échanges réciproques interviennent ? Aristote répond que, s'il « doit (...) y avoir entre un architecte et un cordonnier le même rapport qu'entre un nombre déterminé de chaussures et une maison (...), faute de quoi il n'y aura ni échange ni communauté d'intérêts », le rapport [entre chaussures et maison] ne pourra être établi que si, entre les biens à échanger, il existe une certaine égalité ». Comme la solution du problème théorétique n'est « pas possible » pour lui, il a recours à « quelque unité de mesure, fixée par convention, et qu'on appelle pour cette raison *nomisma*, car c'est cet étalon qui rend toutes choses commensurables, puisque tout se mesure en monnaie ».

Si « [l']unité de mesure » est « fixée par convention, et qu'on [l']appelle pour cette raison *nomisma* », la résolution de la proportion qu'est le juste ne s'accomplira que « par convention », et non selon une « unité de mesure » qui

⁴⁰⁶ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1133b 16-25.

« est (...) un indivisible (...) selon sa nature spécifique ». Ainsi, la proportion qu'est le juste naturel ne serait pas résoluble, et la résolution du juste naturel céderait le pas à celle d'un juste conventionnel ou positif.

Sauf qu'Aristote n'en reste pas là puisqu'il écrit : « Il est donc indispensable que tous les biens soient mesurés au moyen d'un unique étalon, comme nous l'avons dit plus haut. Et cet étalon n'est autre, en réalité, que le besoin, qui est le lien universel (car si les hommes n'avaient besoin de rien, ou si leurs besoins n'étaient pas pareils, il n'y aurait plus d'échange du tout, ou les échanges seraient différents) ; (...) [c'est ainsi que] la monnaie est devenue une sorte de substitut du besoin et cela par convention, et c'est d'ailleurs pour cette raison que la monnaie reçoit le nom de *nomisma* (...) ». ⁴⁰⁷

C'est donc du côté du « besoin », dont « la monnaie est devenu une sorte de substitut », que la résolution du problème théorique doit être recherchée afin d'atteindre la « réalité » du juste naturel. Le nom « besoin » ne dérive ni du latin ni du grec. Il provient du francique « *bisunnia* », qui est une variante de « *besogne* », signifiant : « pauvreté, souci » et « travail ». ⁴⁰⁸ En grec, « *besogne* » se dit « *ergon* » ou « *pragma* » ; « *besoin* », « *chreia* », « *anagkê* ». ⁴⁰⁹ Le latin « *vitæ necessitates* » rend la même idée. Et ressort un lien avec « *negotium* » (*nec-otium* : pas loisir). ⁴¹⁰

Pour sa part, Michel Villey, après avoir caractérisé le *dikaion* en son essence comme mesure à intervenir dans un partage de biens et charges extérieurs, selon sa nature de milieu, d'égal et de proportion, et l'avoir divisé en distributions et en commutations, propose « de mesurer la sphère où s'exerce la science du droit », en faisant « observer que toute attribution présuppose un groupe, mais sans doute pas n'importe quel groupe ». ⁴¹¹ À cet égard, il note que, selon Aristote, la problématique du *dikaion* se pose dans le groupe où les membres « sont suff-

⁴⁰⁷ Aristote, op. cit., 1133a 25-30 ; les caractères en italique sont de nous, sauf « *nomisma* ».

⁴⁰⁸ Jacqueline Pinoche, Dictionnaire étymologique du français, soigner.

⁴⁰⁹ L. Feuillet, Lexique français-grec, Paris, 1947, vingt et unième édition, Librairie classique Eugène Belin, *besogne*, *besoin*.

⁴¹⁰ L. Quicherat, Dictionnaire français-latin, Paris, revu et corrigé par Émile Chatelain, quarante-cinquième édition, Librairie Hachette, *besoin*, *besogne* ; Félix Gaffiot, Dictionnaire illustré latin-français, *negotium*.

⁴¹¹ Michel Villey, Précis I, p. 81 ; les caractères en italique sont de nous.

isamment "autres", et cependant assez "amis", pour que soit entre eux définie la proportion, le partage des biens extérieurs ; qu'entre eux s'observe cette relation que constitue le droit au sens strict [pour nous, le juste] ». ⁴¹²

Les caractères « suffisamment "autres", et cependant assez "amis" » marquent de leur sceau le « problème de la négociation » que résout John Nash, comme nous le verrons bientôt, et c'est la voie de recherche qu'il nous faut suivre pour résoudre le problème du juste, sans quoi « [définir] la proportion (...) que constitue le droit au sens strict [pour nous, le juste] » n'est pas possible.

Dans l'Éthique à Nicomaque, Aristote consacre une longue étude à l'amitié, notamment à celle « qui semble (...) constituer le lien des cités », à tel point que « les législateurs paraissent y attacher un plus grand prix qu'à la justice même » parce que, « quand les hommes sont amis il n'y a plus besoin de justice, tandis que s'ils se contentent d'être justes ils ont en outre besoin d'amitié ». ⁴¹³ C'est à cette amitié « qui semble (...) constituer le lien des cités [polis, urbs] » que nous nous intéressons, alors que « les hommes (...) se contentent d'être justes [et qu']ils ont en outre besoin d'amitié ». Ces amis, réunis dans l'Urbs, se divisent des ennemis, dont la place se trouve à l'extérieur de l'enceinte ; d'où la mise au ban du criminel. De nos jours, il est plutôt placé dans l'enceinte d'une prison.

Aristote distingue trois objets distincts pour l'amitié : l'honnête, l'agréable et l'utile. Et cette division le conduit à distinguer trois espèces d'amitié ; c'est la troisième, celle qui concerne l'utile, qui nous intéresse. « Ceux dont l'amitié réciproque a pour source l'utilité ne s'aiment pas l'un l'autre pour eux-mêmes, mais en tant qu'il y a quelque bien qu'ils retirent l'un de l'autre. (...) Par suite ceux dont l'amitié est fondée sur l'utilité aiment pour leur propre bien (...), et non pas [pour] ce qu'est en elle-même la personne aimée, mais en tant qu'elle est utile (...). (...) Or l'utilité n'est pas une chose durable, mais elle varie suivant les époques. Aussi, quand la cause qui faisait l'amitié a disparu, l'amitié elle-même est-elle rompue, attendu que l'amitié n'existe qu'en vue de la fin en question ». ⁴¹⁴

L'amitié qui concerne l'utile nous intéresse parce que, « dans notre monde, (...) bien qu'il existe une certaine justice naturelle [un certain juste naturel], tout

⁴¹² Michel Villey, op. cit., p. 84.

⁴¹³ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1155a 23-25.

⁴¹⁴ Aristote, op. cit, 1156a 6-24 ; les caractères en italique sont de nous.

dans ce domaine est cependant passible de changement ; néanmoins on peut distinguer ce qui est naturel et ce qui n'est pas naturel. (...) Il est [même] facile, ajoute Aristote, de voir quelles sortes de choses sont naturelles et quelles sont celles qui ne le sont pas mais reposent sur la loi et la convention, tout en étant les unes et les autres pareillement sujettes au changement. (...) [Ainsi,] parmi les règles de droit, celles qui dépendent de la convention et de l'utilité sont semblables aux unités de mesure : en effet, les mesures de capacité pour le vin et le blé ne sont pas partout les mêmes, mais sont plus grandes là où on achète [en gros], et plus petites là où on vend [au détail]. Pareillement, les règles de droit qui ne sont pas fondées sur la nature, mais sur la volonté de l'homme, ne sont pas partout les mêmes, puisque la forme du gouvernement elle-même ne l'est pas, alors que cependant il n'y a qu'une seule forme de gouvernement qui soit partout naturellement la meilleure », ⁴¹⁵ et qui soit là et alors préférable à toute autre.

Quel ajustement peut-on découvrir entre, d'une part, « l'utilité (...) [de] quelque bien [que] (...) retirent l'un de l'autre (...) ceux dont l'amitié est fondée sur l'utilité » et, d'autre part, l'amitié « en tant qu'elle est utile », et ce, « dans la communauté politique » ? Aristote répond comme suit :

Dans toutes les amitiés d'espèce différente, c'est la proportionnalité qui établit l'égalité entre les parties et qui préserve l'amitié, ainsi que nous l'avons indiqué : ainsi, dans la communauté politique, le cordonnier reçoit pour ses chaussures une rémunération proportionnée à la valeur fournie, et de même le tisserand et les autres artisans. Dans ce secteur, on a institué une commune mesure, la monnaie, et c'est l'étalon auquel dès lors on rapporte toutes choses et avec lesquelles on les mesure. ⁴¹⁶

Que l'amitié soit une relation, c'est évident : si « c'est la proportionnalité qui établit l'égalité entre les parties et qui préserve l'amitié », l'égalité de rapports inhérente à une proportion est manifestement une relation. Or, en toute relation, on trouve un fondement, qui en est le sujet prochain. Ici, sur quoi se fonde l'amitié ? « L'amitié [est] fondée sur l'utilité », écrit Aristote :

⁴¹⁵ Aristote, *ibidem*, 1134b 29 - 1135a 5.

⁴¹⁶ Aristote, *ibidem*, 1163b 33 1164a 2.

Les griefs et les récriminations se produisent uniquement, ou du moins principalement, dans l'amitié fondée sur l'utilité, et il n'y a rien là que de naturel. (...) L'amitié basée sur l'utilité a toujours tendance à se plaindre : les amis de cette sorte se fréquentant par intérêt, ils demandent toujours davantage, s'imaginent avoir moins que leur dû et en veulent à leur ami parce qu'ils n'obtiennent pas autant qu'ils demandent, eux qui en sont dignes ! De son côté, le bienfaiteur est dans l'incapacité de satisfaire à toutes les demandes de son obligé. ⁴¹⁷

Bref, « l'amitié fondée sur l'utilité », c'est dans le négoce (*negotium*) issu du « besoin, qui est le lien universel » qu'on la découvre. Elle donne lieu à des « griefs et [des] récriminations » aujourd'hui comme hier, « et il n'y a rien là que de naturel ».

Pour répondre au problème que posent « les griefs et les récriminations », Aristote écrit que, de même que la justice [le juste] est de « deux espèces, la justice [le juste] non-écrite et la justice [le juste] selon la loi, de même il apparaît que l'amitié utilitaire peut être soit morale soit légale ». Il en expose la problématique comme suit :

De même que la justice est de deux espèces, la justice non-écrite et la justice selon la loi, de même il apparaît que l'amitié utilitaire peut être soit morale soit légale. Et ainsi les griefs ont cours principalement quand les intéressés ont passé une convention et s'en acquittent en se réclamant d'un type d'amitié qui n'est pas le même. Or l'amitié utilitaire de type légal est celle qui se réfère à des clauses déterminées ; l'une de ses variétés est purement mercantile, avec paiement de la main à la main ; l'autre variété est plus libérale pour l'époque du paiement, tout en conservant son caractère de contrat, obligeant à remettre une chose déterminée contre une autre chose (dans cette dernière variété, l'obligation est claire et sans ambiguïté, mais renferme cependant un élément affectif, à savoir le délai octroyé ; c'est pourquoi chez certains peuples il n'existe pas d'actions en justice pour sanctionner ces obligations, mais on estime que ceux qui ont traité sous le signe de la confiance doivent en supporter les conséquences). Le type moral, d'autre part, ne se réfère pas à des conditions déterminées, mais le don ou tout autre avantage quelconque est consenti à titre amical, bien que celui qui en est l'auteur s'attende à recevoir en retour une valeur égale ou même supérieure, comme s'il n'avait pas fait un don mais un prêt ; et du fait qu'à l'expiration du contrat il n'est pas dans une situation aussi favorable qu'au moment où il a traité, il fera entendre des récriminations. La raison de cet état de choses vient de ce que tous les hommes ou

⁴¹⁷ Aristote, *ibidem*, 1162b 5-20 ; les caractères en italique sont de nous.

la plupart d'entre eux, souhaitent assurément ce qui est noble, mais choisissent ce qui est profitable ; et s'il est beau de faire du bien sans espoir d'être payé de retour, il est profitable d'être soi-même l'objet de la faveur d'autrui. ⁴¹⁸

Remarquons la distinction que fait Aristote entre « ce qui est noble » et « ce qui est profitable ». « Ce qui est noble » est certainement un sujet d'étude pour cette « philosophie du droit » dont nous avons pris acte, au Chapitre IV, et qui concerne le « dikaion politikon » pertinent aux « relations mutuelles (...) sanctionnées par la loi ». « Ce qui est profitable » est un autre sujet d'étude, que la science théorétique du juste prend comme objet, ce juste selon lequel des « associés [sont] libres et égaux (...), d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique ». Évidemment, bien que le « noble » et le « profitable » soit deux objets distincts, il ne s'ensuit aucune impossibilité que « ce qui est noble » soit le même que « ce qui est profitable ».

De plus, que « tous les hommes ou la plupart d'entre eux (...) souhaitent assurément ce qui est noble, mais choisissent ce qui est profitable », parce qu'il « est profitable d'être soi-même l'objet de la faveur d'autrui », n'est pas sans rappeler les considérations que nous avons faites au Chapitre III sur le « modèle d'étude de droit naturel », où une certaine « gratia » est mise en évidence dans un syllogisme en Darapti qui se lit comme suit :

Omnis communitas est instituta gratia alicujus boni.
Omnis communitas est instituta aliquo operante.
Institutum aliquid operans est instituta gratia alicujus boni.

Nous avons lu plus haut, sous la plume de Michel Villey, que la « justice particulière » prend comme fin d'attribuer à chacun le sien. Or, dit Aristote, c'est le rôle de l'amitié d'utilité que de faire en sorte que l'on « rende l'équivalent de ce que l'on a reçu » :

Dès lors, quand on le peut, il faut rendre l'équivalent de ce qu'on a reçu, et cela sans se faire prier car on ne doit pas faire de quelqu'un son ami contre son gré. Reconnaisant par suite que nous avons commis une erreur au début en recevant un bienfait d'une personne qui n'avait pas à

⁴¹⁸ Aristote, ibidem, 1162b 25-36.

nous l'octroyer, puisqu'elle n'était pas notre ami et qu'elle n'agissait pas pour le plaisir de donner, nous devons nous libérer comme si la prestation dont nous avons bénéficié résultait de clauses strictement déterminées. Effectivement, nous aurions à ce moment consenti à rendre, dans la mesure de nos moyens, une prestation équivalente, et, en cas d'impossibilité, celui qui nous a avantage n'aurait pas compté sur cette réciprocité. Ainsi donc, si nous le pouvons, nous devons rendre l'équivalent. Mais dès le début nous ferons bien de considérer de quelle personne nous recevons les bons offices, et en quels termes l'accord est passé, de façon qu'on puisse en accepter le bénéfice sur les bases fixées, ou à défaut le décliner. ⁴¹⁹

Cette amitié d'utilité qui nous fait « rendre l'équivalent », c'est celle à laquelle « les législateurs paraissent (...) attacher un plus grand prix qu'à la justice même », celle qui concerne « les hommes (...) [qui] se contentent d'être justes » et qui « ont en outre besoin (...) [d'une] amitié réciproque [qui] a pour source l'utilité ». Le discernement nécessaire pour reconnaître « en quels termes (...) accepter le bénéfice sur les bases fixées, ou à défaut le décliner » relève d'une science pratique qui, en tant que science, comporte un mode théorétique, même si l'objet n'est pas théorétique. C'est manifestement à une telle science que Michel Villey pense lorsqu'il se propose de « mesurer la sphère où s'exerce la science du droit », comme nous l'avons lu plus haut.

Cependant, en plus de cette question pratique, prise en considération selon le mode théorétique d'une science pratique, Aristote soulève une autre question qui relève entièrement d'une science théorétique, d'une science qui est théorétique quant à son mode de considération et quant à l'objet pris en considération. Il l'énonce comme suit :

Doit-on mesurer un service par l'utilité qu'en retire celui qui le reçoit et calculer sur cette base la rémunération à fournir en retour, ou bien faut-il considérer le prix qu'il coûte au bienfaiteur ? ⁴²⁰

« Mesurer un service par l'utilité », c'est prendre « l'utilité » (l'utile : un (1) utile, (2) utiles, ...) comme unité de mesure, ce qui permet de « calculer sur cette base » une proportion. Ainsi, nous entrevoyons le rapport qui peut exister entre

⁴¹⁹ Aristote, *ibidem*, 1163a 1-9.

⁴²⁰ Aristote, *ibidem*, 1163a 10-11.

« l'utilité (...) [de] quelque bien [que] (...) retirent l'un de l'autre (...) ceux dont l'amitié est fondée sur l'utilité » et l'amitié « en tant qu'[elle] est utile ». Et nous entrevoyons aussi de quoi « la monnaie est devenue une sorte de substitut » : elle est un « substitut du besoin » tel que mesuré par « l'utilité » ou par des utiles.

« Mesurer un service par l'utilité » est au cœur de l'amitié d'utilité entre égaux et entre inégaux, ce qu'Aristote exprime comme suit :

a) d'abord, entre égaux :

Il y a discussion sur le point suivant : doit-on mesurer un service par l'utilité qu'en retire celui qui le reçoit et calculer sur cette base la rémunération à fournir en retour, ou bien faut-il considérer le prix qu'il coûte au bienfaiteur ? L'obligé dira que ce qu'il a reçu de son bienfaiteur était peu de chose pour ce dernier et qu'il aurait pu le recevoir d'autres personnes, minimisant ainsi l'importance du service qui lui est rendu. Le bienfaiteur, en revanche, prétendra que ce qu'il a donné était la chose la plus importante de toutes celles dont il disposait, que personne d'autre n'était capable de la fournir, et qu'au surplus elle était concédée à un moment critique ou pour parer à un besoin urgent. Ne devons-nous pas dire que, dans l'amitié de type utilitaire, c'est l'avantage de l'obligé qui est la mesure ? C'est, en effet, l'obligé qui demande, tandis que l'autre vient à son aide dans l'idée qu'il recevra l'équivalent en retour ; ainsi l'assistance consentie a été à la mesure de l'avantage reçu par l'obligé, et dès lors ce dernier doit rendre à l'autre autant qu'il en a reçu, ou même, ce qui est mieux, davantage.

b) ensuite, entre inégaux :

Des différends se produisent aussi au sein des amitiés où existe une supériorité car chacun des deux amis a la prétention de recevoir une part plus grande que l'autre, mais cette prétention, quand elle se fait jour, entraîne la ruine de l'amitié. Le plus vertueux estime que c'est à lui que doit revenir la plus large part (puisque à l'homme vertueux on assigne d'ordinaire une part plus considérable) ; même état d'esprit chez celui qui rend plus de services, car un homme bon à rien n'a pas droit, disent ces gens-là, à une part égale : c'est une charge gratuite que l'on supporte et ce n'est plus de l'amitié, dès lors que les avantages qu'on retire de l'amitié ne sont pas en rapport avec l'importance du travail qu'on accomplit. Ils pensent, en effet, qu'il doit en être de l'amitié comme d'une société de capitaux où les associés dont l'apport est plus considérable reçoivent une plus grosse part de bénéfices. Mais, d'un autre côté, l'ami dénué de ressources ou en état d'infériorité quelconque, tient un raisonnement tout opposé : à

son avis, c'est le rôle d'un véritable ami que d'aider ceux qui ont besoin de lui. À quoi sert, dira-t-il, d'être l'ami d'un homme de bien ou d'un homme puissant, si on a rien d'avantageux à en attendre ? ⁴²¹

Puis, Aristote en arrive à un énoncé purement théorique de ce qu'est l'utilité d'une chose, soit une valeur qui n'est pas la même pour « celui qui souhaite l'acquérir » et pour celui qui « l'a en sa possession ». Il exprime comme suit :

C'est que, la plupart du temps, le possesseur d'une chose ne lui attribue pas la même valeur que celui qui souhaite l'acquérir : chacun, c'est là un fait notoire, estime à haut prix les choses qui lui appartiennent en propre et celles qu'il donne. Il n'en est pas moins vrai que la rémunération fournie en retour est évaluée au taux fixé par celui qui reçoit la chose. Mais sans doute faut-il que ce dernier apprécie la chose non pas à la valeur qu'elle présente pour lui quand il l'a en sa possession, mais bien à la valeur qu'il lui attribuait avant de la posséder. ⁴²²

Pour « mesurer un service par l'utilité » et « calculer sur cette base » la proportion, il s'impose, selon Aristote, « [d'apprécier] la chose non pas à la valeur qu'elle présente (...) quand [on] l'a en sa possession, mais bien à la valeur qu'[on] lui attribuait avant de la posséder », bref à une valeur anticipée. À cet égard, John Nash écrit :

Pour soumettre à un traitement théorique les situations de négociation, nous faisons l'abstraction requise pour la constitution d'un modèle mathématique dans les termes desquels la théorie est développée. Dans ce traitement de la négociation, nous employons une utilité numérique, du type développé dans [Theory of Games and Economic Behaviour], pour l'expression des préférences, ou des goûts, de chaque individu engagé dans la négociation. (...) Le concept d'une "anticipation" est important dans cette théorie. (...) Alors, une anticipation d'un individu est un état d'espérance (expectation) que peut impliquer la nécessaire survenance de certaines contingences (the certainty of some contingencies) et la survenance probable de certaines autres (various probabilities of other contingencies). (...) Ces assumptions suffisent pour montrer l'existence d'une

⁴²¹ Aristote, ibidem, 1163a 9- 20 et 24-35.

⁴²² Aristote, ibidem, 1164b 16-21.

fonction d'utilité satisfaisante, en associant un nombre réel à chaque anticipation d'un individu. ⁴²³

Pour Aristote, « si (...), en toute rigueur, il n'est pas possible de rendre les choses par trop différentes commensurables entre elles, du moins, pour nos besoins courants », on « peut (...) y parvenir d'une façon suffisante » en ayant recours à « quelque unité de mesure, fixée par convention, et qu'on appelle pour cette raison nomisma, car c'est cet étalon qui rend toutes choses commensurables, puisque tout se mesure en monnaie ».

Pour John Nash, certaines « assomptions suffisent pour montrer l'existence d'une fonction d'utilité satisfaisante, en associant un nombre réel à chaque anticipation d'un individu », « pour soumettre à un traitement théorique les situations de négociation, (...) [en faisant] l'abstraction requise pour la constitution d'un modèle mathématique dans les termes desquels la théorie est développée. Dans ce traitement de la négociation, nous employons une utilité numérique, du type développé dans [Theory of Games and Economic Behaviour], pour l'expression des préférences, ou des goûts, de chaque individu engagé dans la négociation ». Et si « le concept d'une "anticipation" est important dans cette théorie », c'est qu'il résout le problème « [d'apprécier] la chose non pas à la valeur qu'elle présente (...) quand [on] l'a en sa possession, mais bien à la valeur qu'[on] lui attribuait avant de la posséder ».

C'est ainsi qu'on parvient à « mesurer un service par l'utilité », et ce, en utiles, ce que nous allons maintenant voir.

La mesure des préférences

Mesurage, mesure, unité de mesure, échelle de mesure, erreur de mesure, précision d'une mesure, exactitude d'une mesure sont autant de termes ou expressions à ne pas confondre. L'arpenteur-géomètre qui arpente les terrains du cadastre dont la confection lui incombe commet l'action de mesurage, mot où le suffixe

⁴²³ John Nash, The bargaining Problem, *Econometrica*, p. 156-157 ; notre traduction.

« age » indique l'action ; l'arpenteur-géomètre agit en prenant des mesures concrètes. Prendre des mesures concerne un art. Les mesures qu'il relève et note sur son calepin implique une unité de mesure théorique, qui détermine une échelle de mesure théorique. ⁴²⁴425

Les mesures concrètes prises selon une échelle de mesure théorique sont sujettes à des erreurs de mesure ; l'une peut venir de l'instrument, plus ou moins parfait ; une autre, de son emploi dans telles conditions concrètes ; une troisième concerne la précision ou l'exactitude de la mesure concrète d'une chose prise lors de l'application de l'unité de mesure théorique au concret.

La précision d'une mesure concrète dépend de l'erreur maximum possible à laquelle donne lieu une échelle de mesure théorique. Par exemple, pour une mesure prise de 1 mètre et 23 centimètres (1,23 mètre), l'erreur maximum possible concerne le centième de mètre (centimètre) qu'emploie la mesure de 23 centimètres, divisé par 2 : $\pm 0,005$ millimètre. L'exactitude d'une mesure est le rapport de l'erreur maximum possible et de la mesure concrète. Pour la mesure de notre exemple, c'est : $0,005 \div 1,23 = 0,004065$ (4065 millionièmes de mètre). Alors que la précision d'une mesure détermine la taille absolue de l'erreur maximum possible, son exactitude détermine la taille de l'erreur maximum possible relative à une mesure concrète.

La théorie de la mesure suppose l'emploi de noms, noms de nombre qui sont associés à des propriétés, propriétés de choses. Toute chose singulière qui est entière présente la propriété de l'unité numérique. Aussi est-il possible de numéroté une à une plusieurs choses singulières en leur associant un nom de nombre ; par exemple, on numérote les citoyens en leur attribuant un numéro d'assurance sociale, ce qui résout le problème qui naît de l'identification des nombreuses personnes portant les mêmes noms et prénoms. On dit qu'une échelle est nominale lorsque les noms de nombre ne servent qu'à l'identification des choses ainsi numérotées, sans faire intervenir les grandeurs signifiées par les nombres.

⁴²⁴ William L. Schaff, *Basic Concepts of Elementary Mathematics*, New York, London, Sydney, Toronto, 1969, John Wiley & Sons Inc., chapters 9 and 10, passim.

Mais les noms de nombre peuvent encore être employés pour signifier un ordre de grandeur entre des choses, la grandeur étant alors la propriété prise en considération. Par exemple, posons que les noms de nombre 3, 2, 21/11 sont associés à une grandeur de plusieurs choses. Ces noms de nombre signifient l'ordre des grandeurs, ici un ordre décroissant (évidemment, ce pourrait être un ordre croissant de grandeurs : 43/15, 4, 13). Une telle échelle de mesure est ordinale puisqu'elle détermine le nombre qui en suit un autre selon l'ordre décroissant des grandeurs signifiées par le nom de nombre, mais sans mesurer les différences entre les grandeurs.

Un pas de plus est franchi lorsque les noms de nombre servent à la détermination des intervalles entre les nombres. On l'obtient par l'opération arithmétique de soustraction qui donne la différence entre deux nombres, et ainsi la différence des grandeurs laissées dans l'indétermination par l'échelle ordinale. Avec l'échelle d'intervalles, commence la mesure proprement dite, mesure d'intervalles obtenue au moyen de la soustraction qui mesure des différences. Pensons à Aristote, qui écrit : « En musique, l'unité est le demi-ton, car c'est le plus petit intervalle ». L'échelle d'intervalles concerne la progression arithmétique, où la raison est précisément une différence. Par exemple, dans la progression arithmétique à trois termes (2, 5, 8), l'intervalle entre les extrêmes est égal à la différence $6 : 8 - 2 = 6$. L'intervalle entre le premier terme et le second est égal à la différence $3 : 5 - 2 = 3$. L'intervalle entre le second et le troisième, égal à la différence $3 : 8 - 5 = 3$.

Notons que, dans cette progression arithmétique (2, 5, 8), la différence entre les extrêmes est égale à deux fois celle du premier et du second, ce qui implique un rapport : $(8 - 2) \div (5 - 2) = 6 \div 3 = 2$. Remarquons aussi que le moyen terme 5 est égal à la moyenne arithmétique des deux extrêmes : $(8 + 2) \div 2 = 5$. L'opération de division donne lieu à un nouvel emploi du nom des nombres ; alors que l'intervalle entre nombres dit de combien un nombre est plus grand ou plus petit qu'un autre, le rapport entre deux nombres dit de combien de fois l'un est plus grand ou plus petit qu'un autre. L'opération de division nous introduit à l'échelle de rapports, qui concerne aussi la mesure proprement dite. Dans une proportion géométrique, la comparaison de deux rapports ou la découverte d'une moyenne géométrique ou proportionnelle emploient une échelle de rapports.

Considérons le thermomètre. Cet instrument de mesure gradué est fait d'une cuvette surmontée d'un tube de verre qui constituent un vase clos où quelques

gouttes de mercure sont enfermées sous vide. C'est l'instrument qu'utilise tout animateur radiophonique qui informe son auditoire que, mardi, il faisait 40° Fahrenheit [en Celsius : $((40 - 32) \div 1,8) = + 4 \frac{4}{9}$], alors que, lundi, il ne faisait que 20° Fahrenheit [en Celsius : $((20 - 32) \div 1,8) = - 6 \frac{2}{3}$]. Cet animateur peut-il dire que la journée de mardi (40° F) fut plus chaude que celle de lundi (20° F), selon une échelle ordinale ? Certes, oui. Il peut encore dire que la différence de température entre mardi et lundi fut de 20° F. L'indication qu'il emploie une échelle de mesure en Fahrenheit, qui est une échelle d'intervalles, importe parce que, selon une échelle d'intervalles graduée en Celsius, la différence n'est plus de 20°, mais bien de 10° Celsius.

Lorsque Anders Celsius détermina son échelle thermométrique centésimale, il nomma le point de congélation de l'eau avec 100, et son point d'ébullition avec 0, ce qui fut ensuite changé en 0 pour le point de congélation et 100 pour le point d'ébullition. Daniel Gabriel Fahrenheit procéda autrement : il prit comme points, d'une part, la température d'un mélange réfrigérant et, d'autre part, celle du corps humain, et il divisa l'intervalle en 96 degrés. La conversion d'un degré Fahrenheit en un degré Celsius suit la formule suivante : $F^{\circ} = ((C^{\circ} \times 1,8) + 32)$. Les valeurs en Celsius de 0 ° pour le point de congélation et de 100 ° pour le point d'ébullition, converties en Fahrenheit, sont : point de congélation, $F^{\circ} = ((0 \times 1,8) + 32) = 32$; point d'ébullition, $F^{\circ} = ((100 \times 1,8) + 32) = 212$.

La congélation de l'eau liquide est une donnée de nature, un événement qui arrive à un point de son refroidissement ; de même en est-il pour l'ébullition. Qu'on donne le nom « 0 » au point de congélation dans une échelle Celsius, ou celui de « 32 » dans une échelle Fahrenheit, relève d'une convention ; il en est de même si on donne le nom « 100 » au point d'ébullition dans une échelle Celsius, ou celui de « 212 » dans une échelle Fahrenheit. Mais cette convention trouve un fondement dans la nature de l'eau, qui se change en glace à un point de son refroidissement ou en vapeur à un point de son réchauffement.

Revenons à notre animateur radiophonique. Peut-il dire que, mardi, il faisait deux fois plus chaud que lundi, puisque $2 \times 20 = 40$? Il peut le dire puisque tout peut se dire, même n'importe quoi. Mais il sera dans l'erreur parce que, dans l'échelle Celsius, qui mesure la même donnée naturelle, il n'en est plus de même. Par contre, imaginons que l'animateur radiophonique informe son auditoire que, mercredi, il faisait 30° Fahrenheit [en Celsius : $((30 - 32) \div 1,8) = -1 \frac{1}{9}$], mardi,

40° Fahrenheit [en Celsius : $((40 - 32) \div 1,8) = + 4 \frac{4}{9}$], alors que, lundi, il ne faisait que 20° Fahrenheit [en Celsius : $((20 - 32) \div 1,8) = - 6 \frac{2}{3}$]. Puis, qu'il ajoute : « La hausse de température de lundi à mardi ($40 - 20 = 20$) fut de deux fois la baisse de température de mardi à mercredi ($40 - 30 = 10$) : $20 \div 10 = 2$ ». Cette dernière phrase est vraie dans l'échelle d'intervalles en Fahrenheit, et elle l'est tout autant dans l'échelle d'intervalles en Celsius, puisque les différences de température en Celsius donne le rapport : $11 \frac{1}{9} \div 5 \frac{5}{9} = 2$.

Or ce rapport utilise la division, l'opération qui définit une échelle de rapports. « Weigt, money, lenght, area, energy, time intervals are all measured on ratio scales », ⁴²⁶ écrit Anatol Rapoport. Les diverses longueurs que prend la colonne de mercure dans le thermomètre sont « une sorte de substitut » des températures de l'eau, comme « la monnaie est devenue une sorte de substitut du besoin », « et cela par convention » dans les deux cas, mais avec un fondement naturel avéré pour les températures. Qu'en est-il de l'utilité, si tant est qu'il puisse exister une échelle des utiles ?

Considérons trois grandeurs A, B et C, satisfaisant la propriété : $A > B > C$. Ces grandeurs peuvent être : $A = 100$, $B = 17$, $C = -25$. Mais les nombres 3, 2 et $21/11$ font tout autant l'affaire, ainsi que tout triplet de nombres qui satisfait l'ordre décroissant des grandeurs : $A > B > C$. Anatol Rapoport écrit :

Mathematically speaking, one can substitute for A, B, and C any three other numbers A', B', C', so long as the latter are obtained from the former by a so-called monotone transformation — a formula that changes the numbers of one set to the numbers of another set while preserving their relative positions on the axis of real numbers. Examples of such formula, or mathematical functions as they are called, are $y = x^3$ or $y = 10x$. They are called positive monotone because the two variables always increase or decrease together. This property guarantees the preservation of the rank order. For example, if the x's are 100, 17, and -25, and we transform the x's into y's by $y = x^3$, we obtain instead of 100, 17, and -25, 1,000,000, 4913, and -15,625 which are still in the same rank order. If we transform by $y = 10x$, we obtain 1,000, 170, and -250 which are again in the same rank order. But clearly the transformation $y = x^2$ will not do, because this gives 10,000, 289 and 625 which are not in the same order of magnitude as 100, 17, and -25. The function $y = x^2$ is not a monotone function of x.

⁴²⁶ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essentials Ideas*, Ann Arbor, 1983, The University of Michigan Press, p. 26, et pp. 24-26, passim.

Mathematically speaking, the ordinal scale is invariant with respect to positive monotone transformations. ⁴²⁷

Observons que certaines fonctions « sont appelées positive monotone parce que les deux variables croissent ou décroissent toujours ensemble », et qu'une échelle ordinale de nombres « est invariante eu égard aux transformations positives monotones ». Qu'en est-il des échelles de rapports ? Anatol Rapoport répond :

If magnitudes are given on a ratio scale, this means that the ratios of any two magnitudes are also given. We now ask what kind of transformations leave the ratios the same. The answer is that only the function $y = ax$ where a is a constant leaves the ratios the same. If we demand that also the relative magnitudes are preserved, then a must be a positive constant. For example, if we multiply our three numbers 100, 17, and -25 by 10, we get 1,000, 170, and -250. The ratio between any two of them is clearly the same as before, because the factor of ten cancels out in the ratio. The transformation $y = ax$ is sometimes called the similarity transformation. The ratio scale is invariant with respect to the similarity transformation. ⁴²⁸

Remarquons que la fonction monotone $y = 10x$, qu'Anatol Rapoport mentionne pour l'échelle ordinale, présente la forme de la fonction de similarité $y = ax$, lorsque a est égal à 10. Mais l'autre fonction monotone, $y = x^3$, ne peut pas être une fonction de similarité.

Comment se pose le problème pour des températures en Fahrenheit ou en Celsius dans une échelle d'intervalles ? Anatol Rapoport écrit :

Finally, let us look at the interval scale. The important relation now is the ratio of differences. This relation is left invariant with respect to the so-called linear transformation $y = ax + b$. If the rank order is to be preserved, we must also have $a > 0$. The ratio of the differences among our three numbers is $(100 - 17)/[17 - (25)] = 83/42$. Let $a = 2$ and $b = 1$. Then the three numbers become 201, 35, - 49. The ratio of the differences is now $(201 - 35)/[35 - (- 49)] = 166/84 = 83/42$. Thus the ratio of differ-

⁴²⁷ Anatol Rapoport, op. cit., pp. 26-27 ; les caractères en italique sont de l'auteur.

⁴²⁸ Anatol Rapoport, ibidem, p. 27 ; les caractères en italique sont de l'auteur.

ences has been preserved. The interval scale is invariant with respect to the (order preserving) linear transformations $y = ax + b$ ($a > 0$). (In what follows always assume that a linear transformation is order-preserving.) ⁴²⁹

Remarquons que la relation qui transforme les degrés Fahrenheit en degrés Celsius, soit ($F^{\circ} = 1,8 C^{\circ} + 32$), épouse la forme de la « transformation dite linéaire $y = ax + b$ », où a est plus grand que zéro et b est une constante. Et nous venons de voir que le rapport des différences que présentent des températures en Fahrenheit est le même lorsque ces températures sont exprimées en Celsius, alors qu'on utilise la division, l'opération qui définit une échelle de rapports.

Pour qu'une échelle d'utiles puisse exister, il est suffisant, quoique nécessaire, que ces utiles satisfassent les mêmes transformations que satisfont les degrés de température nous ayant servi dans notre exemple. Dès lors, « la monnaie [qui] est devenue une sorte de substitut du besoin », « et cela par convention », trouve un fondement naturel avéré, comme les diverses longueurs que prend la colonne de mercure dans le thermomètre, longueurs qui sont « une sorte de substitut » des températures, possèdent un tel fondement naturel. À cet égard, Anatol Rapoport écrit :

In game theory it is assumed that magnitudes assigned to the payoffs denote the worth of the payoffs to the respective players, and denote also that the magnitudes can be determined on an interval scale. This means that a player given any three outcomes, A, B, and C, can say without ambivalence not only his order of preference (say, $A > B > C$) but can also tell the ratio of the differences among the preferences, for example, "My preference of B over C is $1/3$ times greater than my preference of A over B."

Thus the player's preference scale used in game theory must be stronger than the ordinal scale (on which he needs to specify only the preference order among the outcomes) but need not be as strong as the ratio scale (on which he would have to specify the ratio of any two magnitudes). ⁴³⁰

⁴²⁹ Anatol Rapoport, *ibidem*, pp. 27-28 ; les caractères en italique sont de l'auteur.

⁴³⁰ Anatol Rapoport, *ibidem*, p. 28.

Pour mieux comprendre le problème, commençons par prendre connaissance d'un exemple qu'Anatol Rapoport nous propose. Imaginons qu'un homme déclare qu'il préfère le malaga au madère, le madère au porto, et le malaga au porto. Une bouteille de malaga, une bouteille de madère et une bouteille de porto sont rangées sur une table selon cet ordre déclaré de préférence. Collons une étiquette sur chacune des bouteilles ; sur la bouteille de malaga, l'étiquette u_1 ; sur la bouteille de madère, l'étiquette u ; et sur la bouteille de porto, l'étiquette u_0 . Nous cherchons l'échelle ordinale : $u_1 > u > u_0$.

Créons deux tickets. Le ticket (1) assure l'homme d'obtenir une bouteille de madère. Le ticket (2) l'assure d'avoir soit une bouteille de malaga soit une bouteille de porto, et ce, selon le résultat aléatoire d'une épreuve : par exemple, le lancement d'une pièce de monnaie où les résultats face et pile sont à chances égales de sortir ($.50 + .50 = 1$). Si c'est face, il gagne une bouteille de malaga ; si c'est pile, une bouteille de porto. On lui offre de choisir l'un de ces deux tickets, dont chacun l'assure d'une bouteille de vin.

Si l'homme prend le ticket (2), soumettons-le à une autre épreuve, où les chances d'obtenir le malaga diminuent à 40, et celles d'obtenir le porto augmentent à 60 ($.40 + .60 = 1$). Si l'homme prend encore le ticket (2), continuons à diminuer les chances d'obtenir le malaga en changeant d'épreuve. Alors que la chance d'obtenir le malaga approche de zéro, et que celle d'obtenir le porto approche de 100, il arrive un point où l'homme doit choisir le ticket (1), sans quoi il ne maintiendra pas son ordre de préférence déclaré pour les vins. Admettons que l'homme fait ce choix du ticket (1) alors que, selon le ticket (2), les chances de gagner le malaga et le porto sont respectivement de 25 et 75 ($.25 + .75 = 1$).

L'ordre de préférence malaga $>$ madère $>$ porto s'exprime par l'échelle ordinale : $u_1 > u > u_0$. Comme nous l'avons vu pour l'échelle Celsius, les degrés zéro et cent peuvent être attribués à un extrême ou à l'autre. Alors assignons les valeurs 0/100 (égal à 0) et 100/100 (égal à 1) respectivement à u_0 et u_1 : d'où $u_1 > u > u_0$ devient $(u_1 = 1) > (u) > (u_0 = 0)$. Il ne reste qu'à déterminer la valeur de u , ce qui revient à déterminer le rapport des intervalles : $(u_1 - u)$ et $(u - u_0)$. Comme l'homme choisit le ticket (1) au moment où, selon le ticket (2), il a 25 chances d'obtenir le malaga et 75 chances d'obtenir le porto, les espérances de gain respectives des deux tickets sont de :

$$\text{ticket (1) : } u = \text{ticket (2) : } 0,25 u_1 + 0,75 u_0.$$

« This is done by equating the expected utility associated with lottery ticket [ticket (2)] to the utility of madeira [ticket (1)] ». ⁴³¹ Comme u_0 est égal à 0, u est égal à 0,25. Ainsi, l'ordre de préférence déclaré pour les vins est maintenu ; et, sur l'échelle d'intervalles d'utilité respectives du malaga, du madère et du porto, nous obtenons ainsi les « degrés » de préférence suivants : 1 utile, 0,25 utile et 0 utile. C'est également ainsi que l'homme « apprécie la chose non pas à la valeur qu'elle présente pour lui quand il l'a en sa possession, mais bien à la valeur [en utile] qu'il lui attribuait avant de la posséder », comme nous l'avons lu plus haut chez Aristote. Et Anatol Rapoport fait le commentaire suivant :

Since the interval scale is invariant with respect to linear transformations, any other three numbers will do provided they are obtained from 0, .25, and 1 by a linear transformation, for example, 3, 4, and 7 or 13, 17, 29 : in short, any three numbers such that the difference of the larger two is three times the difference of the smaller two. For by indicating his indifference between the (.25, .75) lottery ticket and madeira, the man has effectively said "My preference of malaga over madeira is three times greater than my preference of madeira over port." Possibly he could not have given such an answer directly.

« En indiquant son indifférence entre le ticket de loterie (.25, .75) [le ticket (2)] et le madère [le ticket (1)], l'homme a effectivement dit : "Ma préférence du malaga sur le madère [$1 - 0,25 = 0,75$] est trois fois plus grande que ma préférence du madère sur le porto [$0,25 - 0 = 0,25$] », puisque : $0,75 = 3 \times 0,25$. L'indifférence signifie une absence de préférence, alors qu'une préférence signifie une différence. Il est courant de voir des personnes qui expriment soit de l'indifférence soit une préférence entre les termes d'un choix qu'elles ont à faire. Dans notre exemple, nous avons insisté sur un point : l'ordre de préférence déclaré entre le malaga, et le madère et le porto est transitif ou consistant ; le malaga est aussi préféré au porto. À cet égard, Anatol Rapoport écrit :

It is by no means certain that data obtained from people asked to express preferences of this sort will be sufficiently consistent [transitives] to

⁴³¹ Anatol Rapoport, *ibidem*, pp. 30-31, *passim*.

allow the construction of an unambiguous utility scale. As has already been pointed out, these matters are not of concern to the game theoretician. His position is that if utility scales can be determined, then a theory of games can be built on a reliable foundation. If no such utility scale can be established with references to any real subjects, then game theory will not be relevant to the behavior of people in either a normative or descriptive sense. ⁴³²

Au chapitre précédent, nous avons fait mention du jugement que la Cour d'appel a rendu dans l'affaire Conseil de la magistrature du Québec c. Commission d'accès à l'information et als, où « als » signifie : « autres parties ». Ces autres parties étaient les mis en cause Georges Robert et André Lafond, au sujet desquels la Cour écrit :

[111] Pour ces deux citoyens, ces deux justiciables, ce qui devait et aurait pu être un débat judiciaire relativement simple, s'est transformé en un débat de fond qui a complètement dépassé l'enjeu original [notons le terme : en-jeu]. Ils ont été, bien malgré eux, entraînés dans une aventure judiciaire complexe, qui dépassait largement leurs demandes et ont finalement dû faire les grands frais d'un débat plus général sur l'indépendance judiciaire. Pourtant, de façon digne, ils ont, malgré les contraintes financières, continué de lutter pour ce qu'ils estimaient devoir être leur droit. Ils nous ont fait état lors de l'audition (...) de leur frustration et de leur perte de confiance en l'administration de la justice devant un débat qui dure depuis presque dix ans. (...)

[112] Après l'analyse [notons encore le terme] que je viens de faire, il m'apparaît clair que leurs demandes auprès de la Commission ne pouvaient, sur le plan constitutionnel, être valablement reçues. Je ne puis, malheureusement pour eux, rien y faire.

[113] Par contre, si l'on veut que ces deux citoyens retrouvent une certaine confiance à l'endroit de la justice de leur pays, il m'apparaît que cette Cour se doit de poser un geste. Ce geste, à mon avis, ne peut être que le suivant : ordonner au Procureur général de rembourser à ces deux personnes les dépenses qu'elles ont été obligées d'engloutir pour faire interpréter les textes de loi. Pour éviter toute contestation j'arbitrerai ceux-ci à une

⁴³² Anatol Rapoport, *ibidem*, pp. 31-32.

somme de 15 000 \$ pour chacun d'eux, payable dans les trente jours, non-obstant tout appel qui pourrait être porté du présent arrêt. ⁴³³

Le raisonnement de la Cour d'appel ressemble à celui d'un « game theoretician », dont la « position est que si des échelles d'utilités peuvent être déterminées, alors une théorie des jeux peut être bâtie sur un fondement fiable », comme l'écrit Anatol Rapoport. Ici, la Cour postule, chez Georges Robert et André Lafond, une « indifférence entre [un ticket (2), l'issue du « débat de fond »] et [un ticket (1), la « somme de 15 000\$ pour chacun d'eux »].

Est-ce qu'une « telle échelle d'utilités [est] établie en référence à des sujets réels », comme l'écrit Anatol Rapoport ? La Cour ne semble pas entretenir de doute à ce propos : « Cette Cour se doit de poser un geste. Ce geste, à mon avis, ne peut être que le suivant ». Si la Cour est dans le vrai, alors la théorie des jeux « sera (...) pertinente à la conduite des gens en un sens soit normatif soit descriptif ». Mais la Cour est-elle dans le vrai ? À cet égard, Anatol Rapoport écrit :

Another important problem raised in connection with the use of utilities is that of comparing the utilities for the same outcome of different people. (...) Now if the utility of each party (a party is represented by a set of interests) is given on an interval scale, the question of comparing the utilities for a given outcome of two or more parties need not arise, in fact, cannot arise, for in that case such comparisons are meaningless. (...) Note 6 : For example, if an outcome is “worth” 1 utile on one party's utility scale, and 2 utiles on the other's, we can by no means say that the outcome is worth more to the second party than to the first ; for by choosing different units or different zero points we can easily reverse the inequality. ⁴³⁴

Cet « important problème », Aristote le soulève lorsqu'il écrit : « Doit-on mesurer un service par l'utilité qu'en retire celui qui le reçoit et calculer sur cette base la rémunération à fournir en retour, ou bien faut-il considérer le prix qu'il coûte au bienfaiteur ? » ⁴³⁵ « L'utilité qu'en retire celui qui le reçoit » se place sur une

⁴³³ Conseil de la magistrature du Québec c. Commission d'accès à l'information et als, No 500-09-001731-942, 24 février 2000 ; les caractères en italique sont de nous.

⁴³⁴ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essentials Ideas*, pp. 37, 38 et 216.

⁴³⁵ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1163a 10-11.

échelle, et « le prix qu'il coûte au bienfaiteur » se place sur une autre. Alors, sur quelle « base » doit-on « calculer (...) la rémunération à fournir en retour » ?

Anatol Rapoport propose à notre considération l'exemple suivant :

Supposons que deux personnes, A et B, doivent conjointement faire un choix entre les deux branches de l'alternative (between two alternatives), disons entre deux propositions d'affaires (two business ventures) X et Y. Devraient-ils entreprendre l'affaire X, A gagnera \$200 pendant que B gagnera \$400. S'ils entreprennent l'affaire Y, A gagnera \$500, pendant que B gagnera \$200. Il appert que A préfère Y, alors que B préfère X. On pourrait faire valoir l'argument qu'il est plus sensé pour eux d'entreprendre Y, puisqu'ils gagneront conjointement plus dans cette affaire. Il vaudrait, en effet, la peine que A paye à B \$250 afin de l'inciter de le joindre dans l'affaire Y, puisqu'il en résulte que A fera \$50 de plus que dans l'affaire X [500\$, moins 250\$, donne 250\$, ce qui est plus grand que 200\$], de même que B [200\$, plus 250\$, donne 450\$, ce qui est plus grand que 200\$]. Cet arrangement est raisonnable : (1) si un transfert de monnaie est possible ; (2) si l'accord sur le transfert est exécutoire ; (3) et si, dans le transfert, la monnaie conserve son utilité. On peut aisément imaginer des situations où l'une ou toutes ces conditions sont violées. Plus encore, les issues des décisions ne sont pas toujours associées à des paiements pécuniaires. Supposons, par exemple, que l'affaire Y apportera à A un plus profit, mais qu'il en coûtera à B son amour-propre. Il est alors plus difficile de faire valoir l'argument que A peut offrir à B une compensation en lui retournant une partie de ses profits. Assurément, il se trouve des interprétations de la théorie économique selon lesquelles toutes les utilités peuvent être réduites à une commune mesure comme la monnaie ; mais le réalisme d'une telle théorie demeure une question ouverte. ⁴³⁶

C'est pourquoi, conclut Anatol Rapoport, il serait souhaitable de découvrir une théorie qui résout rationnellement les conflits sans le postulat que « toutes les utilités peuvent être réduites à une commune mesure comme la monnaie » : « At any rate it would be desirable to have a theory of rational conflict in which such an assumption need not be made ». ⁴³⁷

⁴³⁶ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essentials Ideas*, pp. 37-38; notre traduction.

⁴³⁷ Anatol Rapoport, *op. cit.*, p. 38.

L'utile en mathématiques

C'est dans cette perspective que le mathématicien John Von Neumann et l'économiste Oskar Morgenstern, dès les premières lignes de *Theory of Games and Economic Behaviour*, précisent que « le but de [leur] livre (...) est de présenter une discussion de quelques questions fondamentales de la théorie économique ». « Nos considérations vont conduire à l'application de la théorie mathématique des “jeux de stratégie” développée par l'un de nous [J. Von Neumann] en plusieurs étapes en 1928 et en 1940-1941. Après la présentation de cette théorie, son application aux problèmes économiques (...) sera entreprise. (...) D'abord, nous aurons à découvrir de quelle manière cette théorie des jeux peut être mise en relation avec la théorie économique, et quels en sont les éléments communs. (...) Il deviendra alors évident qu'il n'existe rien d'artificiel dans l'établissement de cette relation, mais qu'au contraire cette théorie des jeux de stratégie est l'instrument approprié pour développer une théorie de la conduite économique ». ⁴³⁸

Leur livre, disent-ils, s'attaque « à l'analyse (...) de quelques problèmes de base (...) [qui] ont leur origine dans les tentatives de découvrir une description exacte de l'effort fait par l'individu pour obtenir un maximum d'utilité (...) », et ce, « dans les formes les plus simples de l'échange ». ⁴³⁹ Et ils ajoutent :

Les difficultés conceptuelles et pratiques de la notion d'utilité, et particulièrement des tentatives de la décrire par un nombre, sont bien connues (...). (...) Historiquement [dans la théorie économique], l'utilité a d'abord été conçue comme quantitativement mesurable, i.e. comme un nombre. Des objections valables peuvent être et ont été faites contre cette idée en sa forme originelle, naïve. Il est clair que chaque mesure — ou mieux chaque prétention à la mesurabilité — doit être ultimement basée sur quelque sensation immédiate, qui ne peut possiblement pas et ne doit cer-

⁴³⁸ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, Third Edition, Princeton, 1953, Sixth paperback printing, 1990, Princeton University Press, p. 1 ; la traduction du passage est de nous.

⁴³⁹ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, pp. 1 et 7.

tainement pas être analysée plus avant. Dans le cas de l'utilité, la sensation immédiate de préférence — d'un objet ou d'un agrégat d'objets contre un autre — fournit une telle base. Mais ceci nous permet seulement de dire quand, pour une personne, une utilité est plus grande qu'une autre. Ce n'est pas en soi une base de comparaison numérique des utilités pour une personne, pas plus qu'une [base] de comparaison entre différentes personnes. Comme il n'existe aucune manière intuitivement significative d'additionner deux utilités pour une même personne, l'assomption que les utilités ne sont pas de caractère numérique semble plausible. (...) [Cependant,] même si les utilités semblent aujourd'hui [en 1946] non numériques, l'histoire de l'expérience dans la théorie de la chaleur peut se répéter, et personne ne peut en prévoir [les] ramifications (...). Et ce ne devrait certainement pas décourager les explications théoriques [qu'ouvrent les] possibilités formelles de l'utilité numérique. ⁴⁴⁰

Sur les notions définies d'utilité et de préférence, John Von Neumann et Oskar Morgenstern écrivent encore :

Parfois on prétend, dans la littérature économique, que les discussions à propos des notions d'utilité et de préférence sont entièrement superflues, puisqu'elles sont des définitions purement verbales sans conséquences empiriquement observables, i.e. entièrement tautologiques. Il ne nous semble pas que ces notions soient qualitativement inférieures à certaines notions bien établies et indispensables en physique, comme la force, la masse, la charge, etc. Malgré qu'elles soient de simples définitions en leur forme immédiate, elles deviennent sujette à un contrôle empirique grâce aux théories qui sont bâties sur elles — et d'aucune autre manière. Alors la notion d'utilité est élevée au-dessus d'un statut de tautologie par telles théories économiques qui en font un emploi et dont les résultats peuvent être comparées à l'expérience ou, à tout le moins, au sens commun (common sense). ⁴⁴¹

Rappelons-nous que Michel Villey, pour qui « le droit est une égalité de valeur entre deux prestations », bien que « la mesurer [ne] soit [pas] toujours facile », soutient que « le texte d'Aristote se lance (...) dans des développements, célèbres chez les économistes, sur la valeur et la monnaie, qui est l'instrument de la

⁴⁴⁰ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, op. cit., pp. 8, 16-17 ; notre traduction.

⁴⁴¹ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, ibidem, pp. 8-9 ; notre traduction.

mesure des choses ». ⁴⁴² Michel Villey prétend encore qu'il n'existe « pas de science du juste, soit au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) — non plus que de science positive expérimentale ». ⁴⁴³ Au sujet des Analytiques, il en dénonce les « insuffisances », en disant que « Aristote ne [leur] reconnaissait qu'une maigre utilité pratique ». ⁴⁴⁴

Or le passage que nous venons de lire chez John Von Neumann et Oskar Morgenstern offre un air de déjà vu. ⁴⁴⁵ Nous pouvons encore ajouter cet autre extrait des Seconds analytiques :

Nous devons examiner à nouveau quelles sont celles de ces conclusions qui sont fondées et quelles sont celles qui ne le sont pas, quelle est la nature de la définition, et si l'essence peut en un certain sens être objet de démonstration, ou si c'est absolument impossible. (...)

En outre, nous avons la connaissance qu'une chose existe ou non, tantôt en appréhendant un élément essentiel de la chose, tantôt par accident (...). Toutes les fois que c'est par accident que nous savons que la chose existe, nous sommes nécessairement dans une complète ignorance en ce qui concerne l'essence, puisque nous ne savons même pas véritablement que la chose existe, et chercher ce qu'est une chose sans savoir qu'elle existe, c'est assurément ne rien chercher du tout. Par contre, dans les cas où nous appréhendons un élément de la chose, la recherche de l'essence est plus aisée. Il en résulte que mieux nous connaissons qu'une chose existe, mieux aussi nous sommes aptes à connaître son essence. — Parlons donc des choses dont nous connaissons un élément de l'essence, et commençons par l'exemple suivant. Admettons que A signifie éclipse, G la Lune, et B interposition de la Terre. Rechercher s'il y a éclipse ou non, c'est chercher si B se produit ou non, ce qui ne diffère en rien de rechercher s'il y a une raison pour A. Et si cette raison existe, nous disons que A aussi existe. Autre exemple : on peut rechercher lequel des deux membres d'une contradiction la raison détermine : rend-elle les angles d'un triangle égaux ou non égaux à deux droits ? Quand nous avons trouvé, nous savons simultanément le fait et le pourquoi, à la condition que les prémisses soient immédiates ; si elles ne le sont pas, nous connaissons le fait, mais non le pourquoi <comme dans l'exemple suivant>. Soit G la Lune, A éclipse, et B l'incapacité, à l'époque de la pleine Lune, de projeter une ombre, bien qu'aucun corps apparent ne soit interposé entre nous et la

⁴⁴² Michel Villey, Précis I, p. 78.

⁴⁴³ Michel Villey, Précis II, p. 67.

⁴⁴⁴ Michel Villey, Précis II, p. 47.

⁴⁴⁵ Voir Chapitre IV, p. 125, note 311.

Lune. Si donc B, l'incapacité de projeter une ombre, bien qu'aucun corps ne soit interposé entre nous et la Lune, appartient à G, et A, subir une éclipse, à B, il est évident que la Lune subit une éclipse, mais on ne voit pas encore pourquoi ; et que l'éclipse existe, nous le savons, mais ce qu'elle est, nous ne le savons pas. Mais une fois qu'il est clair que A appartient à G, chercher le pourquoi de cette attribution c'est chercher ce qu'est B : est-ce l'interposition de la Terre, ou la rotation de la Lune, ou l'extinction de sa lumière ? Mais ce nouveau moyen terme est la définition même de l'autre extrême, c'est-à-dire, dans ces exemples, de A car l'éclipse n'est autre chose que l'interposition produite par la Terre. <Ainsi encore> : Qu'est-ce que le tonnerre ? C'est l'extinction du feu dans un nuage, revient à : Pourquoi tonne-t-il ? Du fait que le feu s'éteint dans le nuage. Soit G nuage, A tonnerre, et B extinction du feu. Alors, B appartient à G, nuage, parce que le feu s'éteint en lui ; et A, bruit, appartient à B ; et B est assurément la définition de A, le grand extrême. S'il faut encore un autre moyen terme comme cause de B, ce sera l'une des définitions restantes de A.

Nous avons donc établi comment on atteint l'essence et comment on parvient à la connaître ; et nous voyons que, bien qu'il n'y ait pas de syllogisme, autrement dit de démonstration, de l'essence, pourtant c'est par syllogisme, c'est-à-dire par démonstration, que l'essence est connue. Nous concluons que, sans démonstration, il n'est pas possible de connaître l'essence d'une chose qui a une cause autre qu'elle-même, et qu'elle ne peut pas non plus être démontrée, ainsi que nous l'avons indiqué dans nos discussions préliminaires. ⁴⁴⁶

Nous reviendrons sur cet aspect d'une science théorétique qui, grâce aux démonstrations pertinentes, fait connaître le juste tel que défini par Michel Villey (ou Aristote). Pour le moment, poursuivons l'examen que John Von Neumann et Oskar Morgenstern font du « cas de l'utilité », où une « sensation immédiate de préférence — d'un objet ou d'un agrégat d'objets contre un autre — fournit une (...) base ». Ils situent ainsi le problème « in a social exchange economy » :

[This] problem has, of course, many elements in common with a maximum problem. But it also contains some, very essential, elements of an entirely different nature. [An individual] tries to obtain an optimum result. But in order to achieve this, he must enter into relations of exchange with others. If two or more persons exchange goods with each other, then the result for each one will depend in general not merely upon his own actions

⁴⁴⁶ Aristote, Seconds analytiques, 93a 1-3 ; 93a 21 - 93b 20.

but on those of the others as well. Thus each participant attempts to maximize a function ([the] above-mentioned “result”) of which he does not control all variables. This is certainly no maximum problem, but a peculiar and disconcerting mixture of several conflicting maximum problems. Every participant is guided by another principle and neither determines all variables which affect his interest.

This kind of problem is nowhere dealt with in classical mathematics. We emphasize at the risk of being pedantic that this is no conditional maximum problem, no problem of the calculus of variations, of functional analysis, etc. It arises in full clarity, even in the most “elementary” situations, e.g., when all variables can assume only a finite number of values.

A particularly stiking expression of the popular misunderstanding about this pseudo-maximum problem is the famous statement according to which the purpose of social effort is the “greatest possible good for the greatest possible number.” A guiding principle cannot be formulated by the requirement of maximizing two (or more) functions at once.

Such a principle, taken literally, is self-contradictory. (In general one function will have no maximum where the other function has one.) (...) However, in the situation of the participants in a social economy nothing of that sort is intended, but all maxima are desired at once by various participants.

One would be mistaken to believe that it can be obviated (...) by a mere recourse to the devices of the theory of probability. Every participant can determine the variables which describe his own actions but not those of the others. Nevertheless those “alien” variables cannot, from his point of view be described by statistical assumptions. This is because the others are guided, just as he himself, by rational principles — whatever that may mean — and no *modus procedendi* can be correct which does not attempt to understand those principles and the interactions of the conflicting interests of all participants.

Sometimes some of these interests run more or less parallel — then we are nearer to a simple maximum problem. But they can just as well be opposed. The general theory must cover all these possibilities, all intermediary stages, and all their combinations. ⁴⁴⁷

⁴⁴⁷ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, pp. 10-11.

John Von Neumann et Oskar Morgenstern évoquent ici le problème auquel fait face « chaque participant [qui] tente de maximiser une fonction (...) dont il ne contrôle pas toutes les variables ». « Chaque participant peut déterminer les variables qui décrivent ses propres actions, mais pas celles des autres », d'où un « déconcertant mélange de plusieurs problèmes de maxima conflictuels ». Si chacun est « guidé (...) par des principes rationnels — quoi que cela puisse signifier — » dans la recherche de son maximum, le « *modus procedendi* » se doit, pour « être correct », de saisir ces « principes » dans le contexte des « interactions [auxquelles] (...) les conflits d'intérêts [entre] tous les participants » donnent lieu. Or ces intérêts peuvent parfois être convergents, parfois divergents, parfois en partie convergents et en partie divergents. La « théorie doit couvrir toutes ces possibilités », d'où la mise au rancart de « la fameuse sentence [utilitariste] selon laquelle le but de l'effort social est le “le plus grand bien possible pour le plus grand nombre possible” » de personnes.

Selon John Von Neumann et Oskar Morgenstern, « il n'existe pas, présentement de traitement satisfaisant de la question du comportement rationnel » ; le mot « présentement » concerne la théorie économique en 1946. Si on dit que « l'individu qui cherche à obtenir [son maximum agit] “rationnellement” », il faut encore tenir compte de ce qu'il peut se trouver « plusieurs manières d'atteindre la position maximum », ce qui « peut dépendre de la connaissance et de l'entendement que l'individu a » de la situation, ainsi que « des lignes d'action [stratégies] qui lui sont ouvertes ». « Une étude de toutes ces questions en termes qualitatifs ne les épuisera pas puisqu'elles impliquent, comme ce doit être évident, des relations quantitatives ». Or c'est une « tâche difficile » que « de formuler [ces questions] en termes quantitatifs de telle manière que tous les éléments de la description qualitative soient pris en considération », ce qui exige de « développer et d'appliquer des méthodes mathématiques qui conviennent au problème » que recèle « la notion de rationalité ». C'est ainsi qu'une « analyse plus exhaustive (...) révèle que les relations significatives sont beaucoup plus complexes que ne l'indique l'emploi populaire et “philosophique” du mot “rationnel” », qui n'est « pas du tout formulé d'une manière non ambiguë ». ⁴⁴⁸

⁴⁴⁸ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, op. cit., p. 9 ; notre traduction.

Admettons que le « mot “rationnel” » donne lieu à un « emploi populaire et “philosophique” » dans le contexte de la « la fameuse sentence [utilitariste] selon laquelle le but de l’effort social est le “le plus grand bien possible pour le plus grand nombre possible” » de personnes, comme le disent John Von Neumann et Oskar Morgenstern. Peut-être n’en est-il pas de même pour « l’emploi (...) philosophique » qu’Aristote fait du même mot dans le contexte du « choix préférentiel » qu’accomplit la « raison calculative », mais pris comme objets théoriques en se référant au traité des proportions écrit par le mathématicien Eudoxe pour une étude théorétique du juste. On ne peut évidemment pas s’attendre à ce qu’Aristote trouve chez Eudoxe « des méthodes mathématiques qui conviennent [à la résolution du] problème ». Mais on constate que le souci « de formuler [la notion de rationalité] en termes quantitatifs, de telle manière que tous les éléments de la description qualitative soient pris en considération », se trouve déjà chez Aristote.

John Von Neumann et Oskar Morgenstern soutiennent qu’il « [n’]existe [aucune] raison fondamentale pourquoi les mathématiques ne devraient pas être utilisées en économique. Le arguments souvent entendus que, à cause de l’élément humain, de facteurs psychologiques etc., ou à cause [du manque de] mesures [affectant] d’importants facteurs, les mathématiques ne trouvent aucune application, peuvent toutes être rejetées comme complètement erronées ». S’il « n’existe présentement [1946] aucun système universel de théorie économique », comme l’écrivent John Von Neumann et Oskar Morgenstern, c’est que l’économique « est simplement (...) une science beaucoup trop difficile », étant donné l’état de « la connaissance très limitée et de la description imparfaite des faits qui confrontent les économistes ». ⁴⁴⁹ La même remarque vaut pour le juste et la science théorétique qui le concerne, même si on constate que certaines « philosophies du droit » ont une telle prétention. Rappelons-nous du mot écrit par Aristote :

Pareillement, on croit que la connaissance du juste et de l’injuste ne requiert pas une profonde sagesse, sous prétexte qu’il n’est pas difficile de saisir le sens des diverses prescriptions de la loi (quoique, en réalité, les actions prescrites par la loi ne soient justes que par accident). Mais savoir de quelle façon doit être accomplie une action, de quelle façon doit être effectuée une distribution pour être l’une et l’autre justes, c’est là une étude

⁴⁴⁹ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *ibidem*, pp. 2, 3.

qui demande plus de travail que de connaître les remèdes qui procurent la santé. ⁴⁵⁰

En ce qui concerne la mathématisation de l'utile et des échelles d'utilité, John Von Neumann et Oskar Morgenstern sont les premiers, en 1946, à mettre de l'avant les considérations que nous avons déjà exposées plus haut en nous inspirant d'Anatol Rapoport. À cet égard, ils font la remarque suivante :

3.3.5 The objection could be raised that it is not necessary to go into all these intricate details concerning the measurability of utility, since evidently the common individual, whose behavior one wants to describe, does not measure his utilities exactly but rather conducts his economic activities in a sphere of considerable haziness. The same is true, of course, for much of his conduct regarding light, heat, muscular effort, etc. But in order to build a science of physics these phenomena had to be measured, and subsequently the individual has come to use the results of such measurements—directly or indirectly—even in his everyday life. The same may obtain in economics at a future date. Once a fuller understanding of economic behavior has been achieved with the aid of a theory which makes use of this instrument, the life of the individual might be materially affected. It is, therefore, not an unnecessary digression to study these problems. ⁴⁵¹

Puis, ils poursuivent la « discussion détaillée » des « principes de la mesure », alors qu'ils soulèvent explicitement le problème de l'abstraction mathématique et de son fondement naturel, en ces termes :

3.4.1 The reader may feel, on the basis of the foregoing, that we obtained a numerical scale of utility only by begging the principle, i.e. by really postulating the existence of such a scale. We have argued in 3.3.2, that if an individual prefers A to the 50-50 combination of B and C (while preferring C to A and A to B), this provides a plausible basis for the numerical estimate that this preference of A over B exceeds that of C over A. Are we not postulating here — or taking it for granted — that one preference may exceed another, i.e. that such statements convey a meaning ? Such a view would be a complete misunderstanding of our procedure.

⁴⁵⁰ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1137a 10-13.

⁴⁵¹ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, p. 20.

3.4.2 We are not postulating — or assuming — anything of the kind. We have assumed only one thing — and for this there is good empirical evidence — namely that imagined events can be combined with probabilities. And therefore the same must be assumed for the utilities attached to them, — whatever they may be. Or to put it in more mathematical language :

There frequently appear in science quantities which are a priori not mathematical, but attached to certain aspects of the physical world. Occasionally these quantities can be grouped together in domains within which certain natural, physically defined operations are possible. Thus the physically defined quantity of “mass” permits the operation of addition. The physico-geometrically defined quantity of “distance” permits the same operation. On the other hand, the physico-geometrically defined quantity of “position” does not permit this operation, but it permits the operation of forming the “center of gravity” of two positions. Again other physico-geometrical concepts, usually styled “vectorial” — like velocity and acceleration — permit the operation of “addition.”

3.4.3. In all these cases where such a “natural” operation is given a name which is reminiscent of a mathematical operation — like the instances of “addition” above — one must carefully avoid misunderstandings. This nomenclature is not intended as a claim that the two operations with the same name are identical, — this is manifestly not the case ; it only expresses the opinion that they possess similar traits, and the hope that some correspondence between them will ultimately be established. This of course — when feasible at all — is done by finding a mathematical model for the physical domain in question, within which those quantities are defined by numbers, so that in the model the mathematical operation describes the synonymous “natural” operation. ⁴⁵²

John Von Neumann et Oskar Morgenstern procède ensuite à une étude préparatoire à l'énonciation de certains postulats concernant l'échelle d'utilité :

One may take the attitude that the only “natural” datum in this domain is the relation “greater”, i.e. the concept of preference. In this case utilities are numerical up to a monotone transformation. This is, indeed, the generally accepted standpoint in economic literature, best expressed in technique of indifference curves.

To narrow the system of transformations it would be necessary to discover further “natural” operations or relations in the domain of utility. Thus it was pointed out by Pareto that an equality relation for utility dif-

⁴⁵² John Von Neumann et Oskar Morgenstern, op. cit., pp. 20-21.

ferences would suffice ; in our terminology it would reduce the transformation system to the linear transformations. However, since it does not seem that this relation is really a “natural” one — i.e. one which can be interpreted by reproducible observations — the suggestion does not achieve the purpose. ⁴⁵³

Comme la « suggestion does not achieve the purpose », ils reformulent le problème des utiles et de l'échelle d'utilité comme suit :

3.5.1. The failure of one particular device need not exclude the possibility of achieving the same end by another device. Our contention is that the domain of utility contains a “natural” operation which narrows the system of transformations to precisely the same extent as the other device would have done. This is the combination of two utilities with two given alternative probabilities $a, 1 - a$, ($0 < a < 1$) as described in 3.3.2. The process is so similar to the formation of centers of gravity mentioned in 3.4.3. that it may be advantageous to use the same terminology. Thus we have for utilities u, v , the “natural” relation $u > v$ (read : u is preferable to v), and the “natural” operation $au + (1 - a)v$, ($0 < a < 1$), (read : center of gravity of u, v with the respective weights $a, 1 - a$; or : combination of u, v with the alternative probabilities $a, (1 - a)$). If the existence — and reproducible observability — of these concepts is conceded, then our way is clear : We must find a correspondence between utilities and numbers which carries the relation $u > v$ and the operation $au + (1 - a)v$ for utilities into the synonymous concepts for numbers.

Denote the correspondence by $u \rightarrow \rho = v(u)$, u being the utility and $v(u)$ the number which the correspondence attaches to it. Our requirements are then :

(3 :1 :a) $u > v$ implies $v(u) > v(v)$,

(3 :1 :b) $v(au + (1 - a)v) = av(u) + (1 - a)v(v)$

If two such correspondences

(3 :2 :a) $u \rightarrow \rho = v(u)$

(3 :2 :b) $u \rightarrow \rho' = v'(u)$

should exist, then they set up a correspondence between numbers

⁴⁵³ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *ibidem*, pp. 23-24.

$$(3 :3) \rho \leftrightarrow \rho'$$

for which we may also write

$$(3 :4) \rho' = \phi(\rho)$$

Since (3 :2 :a), (3 :2 :b) fulfill (3 :1 :a), (3 :1 :b), the correspondence (3 :3), i.e the function $f(r)$ in (3 :4) must leave the relation $r > s$ and the operation $ar + (1 - a)s$ unaffected (...). I.e.

$$(3 :5 :a) r > s \text{ implies } f(r) > f(s)$$

$$(3 :5 :b) f(ar + (1 - a)s) = af(r) + (1 - a)f(s).$$

Hence $f(r)$ must be a linear function, i. e.

$$(3 :6) \rho' = \phi(\rho) \equiv w_0\rho + w_1$$

where w_0, w_1 are fixed numbers (constants) with $w_0 > 0$.

So we see : If such a numerical valuation of utilities exists at all, then it is determined up to a linear transformation. I.e. utility is a number up to a linear transformation.

« In order that a numerical valuation in the above sense should exist it is necessary to postulate certain properties of the relation $u > v$ and the operation $au + (1 - a)v$ for utilities. The selection of these postulates or axioms and their subsequent analysis leads to problems of a certain mathematical interest. In what follows we give a general outline of the situation for the orientation of the reader ; a complete discussion is found in the Appendix », ⁴⁵⁴ ajoutent-ils.

À cet égard, rappelons-nous que, dans le vocabulaire qu'emploie Aristote, le terme « axiome » signifie un « principe commun » de démonstration, i.e. un principe de logique démonstrative. Quant au mot « postulat », il signifie : « ce qui, tout en est démontrable, est posé par le maître sans démonstration ». ⁴⁵⁵

Ici, John Von Neumann et Oskar Morgenstern emploient ces mots dans une autre acception. Chez Aristote, les termes « postulates or axioms » sont les « principes propres » d'une démonstration, bien sûr logiquement conduite selon les

⁴⁵⁴ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *ibidem*, p 25.

⁴⁵⁵ Aristote, *Seconds analytiques*, 76b 27.

« axiomes communs » à toute démonstration, « principes propres » d'une démonstration portant sur les « propriétés qu'on démontre » d'un sujet, sujet de la conclusion à fonder par la démonstration :

Parmi les principes dont on se sert dans les sciences démonstratives, les uns sont propres à chaque science, et les autres communs : mais c'est une communauté d'analogie, étant donné que leur usage est limité au genre tombant sous la science en question. — (...) Sont propres encore à une science, les sujets dont elle pose aussi l'existence et dont elle considère les attributs essentiels : tels sont les unités en Arithmétique, et, en Géométrie, les points et les lignes. En effet, ces sujets sont posés à la fois dans leur existence et dans leur signification, tandis que pour leurs attributs essentiels, c'est seulement la signification de chacun d'eux qui se trouve posée. Par exemple, l'Arithmétique pose la signification de pair et d'impair, de carré et de cube, et la Géométrie celle d'irrationnel, ou de ligne brisée ou oblique ; par contre, l'existence de ces notions est démontrée, tant à l'aide des axiomes communs qu'à partir des conclusions antérieurement démontrées. (...) C'est qu'en effet, toute science démonstrative tourne autour de trois éléments : ce dont elle pose l'existence (c'est-à-dire le genre [le sujet de la démonstration] dont elle considère les propriétés essentielles) ; les principes communs, appelés axiomes, vérités premières d'après lesquelles s'enchaîne la démonstration ; et, en troisième lieu, les propriétés, dont la science pose, pour chacune, la signification. (...) Mais il n'est pas moins vrai que, par nature, les éléments de la démonstration sont bien au nombre de trois : le sujet de la démonstration, les propriétés qu'on démontre, et les principes dont on part. ⁴⁵⁶

En ce qui concerne les « postulates or axioms » que formulent John Von Neumann et Oskar Morgenstern, nous nous contentons du « general outline of the situation for the orientation of the reader ». À cet égard, ces auteurs écrivent ce qui suit :

3.5.2. A choice of axioms is not a purely objective task. It is usually expected to achieve some definite aim — some specific theorem or theorems are to be derivable from the axioms — and to this extent the problem is exact and objective. But beyond this there are always other important desiderata of a less exact nature : The axioms should not be too numerous, their system is to be as simple and transparent as possible, and each axiom should have an immediate intuitive meaning by which its appropriateness may be judged directly. In a situation like ours this last requirement is par-

⁴⁵⁶ Voir Chapitre IV, p. 126, et le présent Chapitre VI, p. 207.

ticularly vital, in spite of its vagueness : we want to make an intuitive concept amenable to mathematical treatment and to see as clearly as possible what hypotheses this requires.

The objective part of our problem is clear : the postulates must imply the existence of a correspondence (3 :2 :a) with the properties (3 :1 :a), (3 :1 :b) as described in 3.5.1. The further heuristic, and even esthetic considerations, indicated above, do not determine a unique way of finding this axiomatic treatment. In what follows we shall formulate a set of axioms which seems to be essentially satisfactory. ⁴⁵⁷

« Il est clair qu'une [propriété] ne peut être démontrée [d'un sujet d'attribution] qu'à partir [des] principes propres [à ce sujet], écrit Aristote, si ce qui est prouvé appartient en tant que tel au sujet ; par suite, il n'est pas possible de (...) connaître [le sujet], même en faisant découler la démonstration de prémisses vraies, indémontrables et immédiates [qui n'expriment pas les principes propres du sujet]. (...) Les raisonnements de ce genre prouvent d'après un caractère commun, qui pourra appartenir aussi à un autre sujet, et par suite ces raisonnements s'appliquent également à d'autres sujets qui n'appartiennent pas au même genre. Aussi connaît-on la chose non en tant que telle, mais par accident, sinon la démonstration ne s'appliquerait pas aussi bien à un autre genre [de sujet] ». ⁴⁵⁸

Il s'ensuit que, « notre connaissance d'une attribution quelconque est accidentelle, à moins de connaître au moyen de ce par quoi l'attribution a lieu, [et ce,] d'après les principes propres du sujet en tant que tel : c'est le cas, si nous connaissons, par exemple, la propriété de posséder des angles égaux à deux droits comme appartenant au sujet auquel la dite propriété est attribuée par soi, et comme découlant des principes propres de ce sujet. Il en résulte que si cette propriété appartient aussi par soi à ce à quoi elle appartient, nécessairement le moyen rentre dans le même genre que les extrêmes ». ⁴⁵⁹

« Il n'en peut être autrement que dans des cas tels que les théorèmes de l'Harmonique, qui sont démontrables par l'Arithmétique. De tels théorèmes sont

⁴⁵⁷ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, p. 25.

⁴⁵⁸ Aristote, *Seconds analytiques*, 75b 36 76a 2.

⁴⁵⁹ Aristote, *op. cit.*, 76a 4-8.

prouvés de la même façon [qu'en arithmétique], mais avec une différence : le fait dépend d'une science distincte (car le genre qui leur sert de sujet est distinct), tandis que le pourquoi dépend de la science plus élevée à laquelle les attributs appartiennent essentiellement. Ainsi, même ces exceptions montrent bien qu'il n'y a démonstration, au sens propre, d'un attribut, qu'à partir de ses principes appropriés ; seulement, les principes de ces sciences subordonnées possèdent le caractère commun exigé ». ⁴⁶⁰ Il en est ainsi pour le juste et la science théorique pertinente : « Le juste est, par suite, une sorte de proportion (car la proportion n'est pas seulement une propriété d'un nombre formé d'unités abstraites, mais de tout nombre en général), la proportion étant une égalité de rapports et supposant quatre termes au moins ». ⁴⁶¹ L'affirmation du « caractère commun exigé » est exprimée par « mais de tout nombre en général ».

C'est précisément l'une de « ces exceptions » qui préoccupe John Von Neumann et Oskar Morgenstern dans leur « choix des axiomes ». « Chaque prétention à la mesurabilité (...) doit être ultimement basée sur quelque sensation immédiate », avons-nous lu plus haut, une « sensation immédiate qui ne peut possiblement pas et ne doit certainement pas être analysée plus avant », s'il ne s'agit que de lui associer un nombre abstrait. « Dans le cas de l'utilité, [c'est] la sensation immédiate de préférence (...) [qui] fournit une telle base ». De cette « sensation immédiate de préférence », ils en sont maintenant rendus à un « concept de préférence » : comme la « sensation immédiate (...) ne doit certainement pas être analysée plus avant », ce « concept de préférence » est, « dans le cas de l'utilité, [celui de] la sensation immédiate de préférence (...) [qui] fournit [la] base » requise par la « prétention à la mesurabilité ». Dès lors, ce « concept de préférence », sans être étranger à celui de choix préférentiel, ne lui est pas identique.

Rappelons-nous que le « choix préférentiel » est d'abord « le principe de l'action (...) (principe étant ici le point d'origine du mouvement [cause efficiente] et non la fin où il tend [cause finale]) », et le principe du « choix est le désir et la règle dirigée vers quelque fin ». ⁴⁶² Et Aristote précise que « même son appellation semble donner à entendre que c'est ce qui a été choisi avant d'autres cho-

⁴⁶⁰ Aristote, *ibidem*, 76a 9-15.

⁴⁶¹ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1131a 29-30.

⁴⁶² Aristote, *op. cit.*, 1139a 31-32.

ses ». ⁴⁶³ Cette « appellation » est le nom grec « proairesis ». La proérèse (« pro » avant ; « airesis », choix), comme son nom l'indique, porte sur « la chose (...) qui est choisie », et ce, « à la suite de la délibération » qui précède le choix proprement dit et qui porte sur « la chose [en tant que] jugée préférable ». C'est l'adjectif « préférable », dans « chose jugée préférable », qui « semble donner à entendre que c'est ce qui a été choisi avant d'autres choses ». Or, « ce qui a été choisi avant d'autres choses » implique un ordre de préférence qui permet de dire, par exemple, que : « Ma préférence de x sur y est trois fois plus grande que ma préférence de y sur z ». Par ailleurs, nous avons lu, chez Thomas d'Aquin, que « tous les hommes s'occupent à accomplir toutes les choses qu'ils font par agrément de ce qui est vu comme un bien (*ejus quod videtur bonum*) ; qu'il soit vraiment un bien ou non (*sive vere bonum, sive non*) ». ⁴⁶⁴

Il va de soi que, si « ce qui a été choisi avant d'autres choses » est un bien apparent, c'est que ce bien apparent est une « chose jugée préférable », et ce, même si « ce qui est vu comme un bien (...) [n'est pas] vraiment un bien ». Du point de vue de « la pensée contemplative, qui n'est ni pratique, ni poétique, [comme] son bon et son mauvais état consiste dans le vrai et le faux auxquels son activité aboutit », ⁴⁶⁵ le « concept de préférence » de John Von Neumann et Oskar Morgenstern suffit à la tâche d'une mathématisation « dans le cas de l'utilité, [puisque] la sensation immédiate de préférence (...) fournit [la] base » requise par la « prétention à la mesurabilité ».

Dès lors, la « sensation immédiate (...) ne doit certainement pas être analysée plus avant », notamment selon « la vertu morale [qui] est une disposition capable de choix, (...) choix [qui] est un désir délibératif, [alors qu'il] faut par là même qu'à la fois la règle soit vraie et le désir droit, si le choix est bon, et qu'il y ait identité entre ce que la règle affirme et ce que le désir poursuit », puisque, pour la partie de l'intellect pratique, son bon état consiste dans la vérité correspondant au désir, au désir correct ». ⁴⁶⁶ Si « l'affaire du droit, comme l'écrit Michel Villey,

⁴⁶³ Aristote, *ibidem*, 1111b 5 1112a 16, *passim*.

⁴⁶⁴ Thomas d'Aquin, *In libros Politicorum Aristotelis expositio*, cura et studio Raymundi M. Spiazzi, Turin, 1951, I, 9 et 10.

⁴⁶⁵ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1139a 22-30.

⁴⁶⁶ Aristote, *op. cit.*, 1139a 22-30.

n'est pas que l'individu soit juste, de surveiller la vertu de l'individu », ⁴⁶⁷ il n'en demeure pas moins que « nous disons de certains qui accomplissent des actions justes, qu'ils ne sont pas encore des hommes justes, ceux qui font, par exemple, ce qui est prescrit par les lois », ⁴⁶⁸ à la condition que le législateur ait témoigné du souci de « [prescrire] par les lois » ces « actions justes ».

Or, à cet égard, comme nous l'avons lu plus haut chez Aristote, ce « qui semble (...) constituer le lien des cités », c'est ce à quoi « les législateurs paraissent (...) attacher un plus grand prix qu'à la justice même ». Lorsque « les hommes (...) se contentent d'être justes », « ils ont en outre besoin (...) [d'une] amitié réciproque [qui] a pour source l'utilité ». Dès lors, ils « ne s'aiment pas l'un l'autre pour eux-mêmes, mais en tant qu'il y a quelque bien qu'ils retirent l'un de l'autre ».

Dans ce contexte, le « concept de préférence » de John Von Neumann et Oskar Morgenstern, selon lequel la « sensation immédiate (...) ne doit certainement pas être analysée plus avant », n'épuise manifestement pas tout le champ du choix préférentiel, bien qu'il soit parfaitement recevable pour dire et ne dire que : « Ma préférence de x sur y est trois fois plus grande que ma préférence de y sur z ». Qu'en outre x, y et z requièrent d'être « analysés plus avant » pour une autre fin que la mathématisation n'est nullement exclu. Mais que x, y et z requièrent d'être « analysés plus avant » ne permet nullement d'ignorer la mathématisation proposée par John Von Neumann et Oskar Morgenstern, étant donné que « ceux dont l'amitié est fondée sur l'utilité aiment pour leur propre bien (...), (...) non pas [pour] ce qu'est en elle-même la personne aimée, mais en tant qu'elle est utile (...) ». Si on considère de plus qu'un « mal moindre comparé au mal plus grand fait figure de bien, puisque le mal moindre est préférable au mal plus grand, [que] ce qui est préférable est un bien, et [que] ce qui est préféré davantage, [est] un plus grand bien », ⁴⁶⁹ dès lors, « one may take the attitude that the (...) “natural” datum in this domain is the relation “greater”, i.e. the concept of preference », comme l'écrivent John Von Neumann et Oskar Morgenstern.

Ce « natural datum » peut être le sujet d'une ou plusieurs démonstrations qui en démontrent certaines propriétés. Il est alors connu en son concept, i.e. en ses

⁴⁶⁷ Michel Villey, Précis, I, p. 72-73.

⁴⁶⁸ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1144a 12-20. Les italiques sont de nous.

⁴⁶⁹ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1131b 16-24.

attributs essentiels, si la démonstration procède des principes propres à ce sujet. John Von Neumann et Oskar Morgenstern le disent ainsi : « A choice of axioms is not a purely objective task. It is usually expected to achieve some definite aim — some specific theorem or theorems are to be derivable from the axioms — and to this extent the problem is exact and objective ». Cependant, ils en sont à l'un « des cas » où il en va « autrement », comme pour « les théorèmes de l'Harmonique, qui sont démontrables par l'Arithmétique, (...) [et ce,] de la même façon [qu'en arithmétique], mais avec une différence : le fait dépend d'une science distincte (car le genre qui leur sert de sujet est distinct), tandis que le pourquoi dépend de la science plus élevée à laquelle les attributs appartiennent essentiellement ».

John Von Neumann et Oskar Morgenstern cherchent « les principes de [la science subordonnée pertinente] », l'économique, qui, pour « [posséder] le caractère commun exigé » entre les nombres et le « datum », requiert plus que la « donnée “naturelle” [qu'est] (...) la relation “plus grand que” ». « [Car] ceci nous permet seulement de dire quand, pour une personne, une utilité est plus grande qu'une autre, ajoutent-ils. Ce n'est pas en soi une base de comparaison numérique des utilités pour une personne, pas plus qu'une [base] de comparaison entre différentes personnes ». D'où le recours supplémentaire à « la combinaison de deux utilités avec deux probabilités alternatives données », ce qui, selon leur affirmation (contention), est une opération “naturelle” qui « restreint le système des transformation aux transformation linéaires ». « To this extent the problem is exact and objective, précisent-ils. But beyond this there are always other important desiderata of a less exact nature ».

Évidemment, « il est difficile de reconnaître si on sait ou si on ne sait pas : c'est qu'il est difficile de savoir si nous connaissons ou non à partir des principes de chaque chose, ce qui est précisément connaître. Nous croyons que posséder un syllogisme constitué de certaines prémisses vraies et premières, c'est là avoir la science. Or il n'en est rien : ce qu'il faut, c'est que la conclusion soit du même genre que les prémisses », ⁴⁷⁰ à moins d'être dans un cas de « ces exceptions », où « les principes de ces sciences subordonnées possèdent [bien] le caractère commun [exigible] ».

⁴⁷⁰ Aristote, Seconds analytiques, 76a 25-30.

John Von Neumann et Oskar Morgenstern l'expriment comme suit : « The axioms should not be too numerous, their system is to be as simple and transparent as possible, and each axiom should have an immediate intuitive meaning by which its appropriateness may be judged directly. In a situation like ours this last requirement is particularly vital, in spite of its vagueness : we want to make an intuitive concept amenable to mathematical treatment and to see as clearly as possible what hypotheses this requires ».

Leurs « axiomes », au sens qu'ils donnent à ce mot, et l'interprétation qu'ils en donnent se lisent comme suit :

3.6. The Axioms and Their Interpretation

3.6.1. Our axioms are these :

We consider a system U of entities $u, v, w, \dots$. In U a relation is given, $u > v$, and for any number a , ($0 < a < 1$), an operation $au + (1 - a)v = w$.

These concepts satisfy the following axioms :

(3 :A) $u > v$ is a complete ordering of U .

This means : Write $u < v$ when $v > u$. Then :

(3 :A :a) For any two u, v one and only one of the three following relations holds :

$$u = v, u > v, u < v.$$

(3 :A :b) $u > v, v > w$ imply $u > w$.

(3 :B) Ordering and combining.

(3 :B :a) $u < v$ implies that $u < au + (1 - a)v$.

(3 :B :b) $u > v$ implies that $u > au + (1 - a)v$.

(3 :B :c) $u < w < v$ implies the existence of an a with $au + (1 - a)v < w$.

(3 :B :d) $u > w > v$ implies the existence of an a with $au + (1 - a)v < w$.

(3 :C) Algebra of combining.

(3 :C :a) $\alpha au + (1 - \alpha)v = (1 - \alpha)v + \alpha u$.

(3 :C :b) $\alpha (\beta bu + (1 - \beta)v) + (1 - \alpha)v = \gamma u + (1 - \gamma)v$ where $\gamma = \alpha \beta$.

One can show that these axioms imply the existence of a correspondence (3 :2 :a) with the properties (3 :1 :a), (3 :1 :b) as described in 3.5.1. Hence the conclusions of 3.5.1. hold good : The system U — i.e. in our present interpretation, the system of (abstract) utilities is one of numbers up to a linear transformation.

The construction of (3 :2 :a) (with (3 :1 :a), (3 :1 :b) by means of the axioms (3 :A)-(3 :C)) is a purely mathematical task which is somewhat lengthy, although it runs along conventional lines and presents no particular difficulties (Cf. Appendix).

It seems equally unnecessary to carry out the usual logistic discussion of these axioms on this occasion.

We shall however say a few more words about the intuitive meaning — i.e. the justification — of each one of our axioms (3 :A)-(3 :C).

3.6.2. The analysis of our postulates follows :

(3 :A :a*) This is the statement of the completeness of the system of individual preferences. It is customary to assume this when discussing utilities or preferences, e.g. in the “indifference curve analysis method.” These questions were already considered in 3.3.4. and 3.4.6.

(3 :A :b*) This is the “transitivity” of preference, a plausible and generally accepted property.

(3 :B :a*) We state here : If v is preferable to u , then even a chance $1 - \alpha$ of v — alternatively to u — is preferable. This is legitimate since any kind of complementarity (or the opposite) has been excluded (...).

(3 :B :b*) This is the dual of (3 :B :a*), with “less preferable” in place of “preferable.”

(3 :B :c*) We state here : If w is preferable to u , and an even more preferable v is also given, then the combination of u with a chance $1 - \alpha$ of v will not affect w ’s preferability to it if this chance is small enough. I.e. : However desirable v may be in itself, one can make its influence as weak as desired by giving it a sufficiently small chance. This is a plausible “continuity” assumption.

(3 :B :d*) This is the dual of (3 :B :c*), with “less preferable” in place of “preferable.”

(3 :C :a*) This is the statement that it is irrelevant in which order the constituents u , v of a combination are named. It is legitimate, particularly since the constituents are alternative events, cf. (3 :B :a*) above.

(3 :C :b*) This is the statement that it is irrelevant whether a combination of two constituents is obtained in two successive steps, — first the probabilities α , $1 - \alpha$, then the probabilities β , $1 - \beta$; or in one operation, — the probabilities γ , $1 - \gamma$ where $\gamma = \alpha \beta$. The same things can be said for this as for (3 :C :a*) above. It may be, however, that this postulate has a deeper significance, to which one allusion is made in 3.7.1. below. ⁴⁷¹

Le jeu de stratégie — Définition

Le mot « jeu » offre plusieurs acceptions. De l'enfant qui joue avec des jouets, on dit qu'il s'amuse ; mais s'amuser avec des allumettes, ce n'est pas un jeu. La Régie des loteries met en marché des jeux ; elle diffuse un message publicitaire à l'intention des mineurs, où elle leur dit que le jeu est réservé aux adultes ; et elle en diffuse un autre à l'intention des joueurs compulsifs, où elle leur rappelle que le jeu doit demeurer un jeu. D'une pièce dans un mécanisme, on dit qu'elle a trop ou pas assez de jeu. Etc.

Du point de vue qui nous intéresse, le jeu se divise en : jeu de hasard, comme la roue de fortune ; jeux d'habileté, comme les dards ; et jeu de stratégie, comme les échecs. Cependant, il se trouve des jeux de stratégie qui se jouent ailleurs que dans les salons, si on en juge par le « document [qui] définit la politique du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'objet et les principes du droit pénal », où nous pouvons lire le passage suivant, signé par le ministre de la Justice Jean Chrétien :

3. À la recherche d'une explication [du crime] (...)

Depuis les années soixante-dix, les économistes se sont joints à la discussion et ont suggéré qu'une bonne partie de la criminalité, loin d'être une réponse irrationnelle ou anormale aux normes véhiculées par la société, constitue, au contraire, une stratégie économique très rationnelle. En

⁴⁷¹ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, p. 26-27.

effet, pour les personnes qui désirent obtenir certains biens ou services ou atteindre un certain statut mais qui ne peuvent pas ou ne veulent pas atteindre ces objectifs par des moyens traditionnels, la criminalité constitue un mode très rationnel de satisfaire ces aspirations. Certes, le danger existe de se faire découvrir et arrêter, mais les chances sont assez faibles et, pour certaines personnes, les gains réalisables par l'activité criminelle ont infiniment plus de poids. Ainsi, vue sous cet angle, la "réadaptation sociale" des contrevenants (à tout le moins, ceux qui commettent la majorité des crimes, soit les infractions contre la propriété) est une erreur et même une perte de temps.

Dans cette optique, il faut s'efforcer plutôt d'augmenter les risques du crime en assurant une meilleure protection des biens et en rendant plus certaines l'identification, l'arrestation et la condamnation des contrevenants. ⁴⁷²

L'amitié « qui semble (...) constituer le lien des cités [polis, urbs] », avon-nous lu plus haut, est celle « [d']hommes (...) [qui] se contentent d'être justes [et qu']ils ont en outre besoin d'amitié ». Si « une bonne partie de la criminalité, loin d'être une réponse irrationnelle ou anormale aux normes véhiculées par la société, constitue, au contraire, une stratégie économique très rationnelle » eu égard aux « aspirations » dont il est fait mention, comme l'affirment ces « économistes », c'est qu'il s'impose de faire un rappel de la signification du mot « crime ». Ce mot nous vient du latin « crimen », lui-même dérivé du verbe « cernere », qui signifie : distinguer. En commettant un crime, un individu se distingue des amis réunis dans l'Urbs, dont l'enceinte les divise de leurs ennemis, censés être à l'extérieur de l'enceinte. Le criminel est un ennemi qui se trouve à l'intérieur de l'enceinte. Comme les criminels ne « se contentent [pas] d'être justes [et qu'ils portent atteinte] au besoin d'amitié » qu'éprouvent les citoyens de l'Urbs, leur « stratégie économique, très rationnelle » de ce point de vue si on veut, cesse d'être une « stratégie (...) très rationnelle » lorsqu'est prise en considération la discrimination à faire entre amis et ennemis ainsi entendus. De plus, remarquons que, dans « dis-crimi-nation », le mot « crimen » est reconnaissable.

⁴⁷² Gouvernement du Canada, *Le droit pénal dans la société canadienne*, Ottawa, 1982, pp. 21-22.

Revenons à la théorie des jeux, qui est une branche des mathématiques s'intéressant au problème de la décision.⁴⁷³ Un problème de décision se pose à un individu qui doit faire le choix d'une ligne d'action parmi un ensemble d'options mutuellement exclusives qui s'offrent à lui. Chacune de ces options est l'antécédent d'un conséquent connu qui en résulte. Choisir une ligne d'action parmi plusieurs, c'est préférer le conséquent qui en résulte.

Dans un jeu de hasard, le choix d'une ligne d'action s'accomplit sous le signe de la chance que tel ou tel conséquent connu arrive. Dans un jeu de stratégie, le conséquent du choix que quelqu'un fait d'une ligne d'action parmi ses options dépend du choix que quelqu'autre fait d'une ligne d'action parmi ses options ; et c'est cet appariement des deux choix qui détermine le conséquent qui en résulte pour l'un, et le conséquent qui en résulte pour l'autre. Le hasard peut y jouer un rôle dans la mesure où le choix de l'un est un aléa pour l'autre.

Les conséquents doivent pouvoir être mis en ordre de préférence ; et chaque conséquent doit pouvoir donner lieu à une estimation en termes d'utilité ; l'unité de mesure est l'utile. Dans un jeu de stratégie, seul celui qui fait des choix pour lesquels il reçoit un ou des utiles à titre de paiement est considéré comme un joueur. Un jeu (game) se divise en parties (plays) ; par exemple, le jeu d'échecs est fait de parties d'échecs. Chaque partie d'un jeu se divise en mouvements ; chaque mouvement est l'occasion d'un choix, le choix d'un coup.

Un jeu de stratégie, selon la notion abstraite que s'en font les mathématiciens, satisfait six critères :

1. il doit se trouver au moins deux joueurs ;
2. une partie d'un jeu commence lorsqu'un joueur fait pour lui-même un choix parmi sa liste d'options, ce qui constitue un mouvement ;
3. après ce premier mouvement, la situation qui en résulte détermine qui fera le prochain mouvement et quelles options lui sont alors ouvertes ;

⁴⁷³ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essentials Ideas*, pp. 13-21, passim ; John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, pp. 48-49, passim.

4. le choix que fait un joueur au cours d'un mouvement devient connu de l'autre ou pas ; dans le premier cas, on a un jeu à information parfaite, comme aux échecs ou aux dames, par exemple ; dans le second, on a un jeu à information imparfaite, comme dans un jeu de cartes puisque le hasard intervient dans la distribution aux joueurs de leurs cartes ;
5. la partie d'un jeu se termine par la survenance d'une certaine situation, qui résulte d'un mouvement : par exemple, aux échecs, une situation d'échec et mat ;
6. lorsque la partie d'un jeu se termine, la situation détermine un paiement en utiles pour un joueur.

Comme le mot « jeu », le mot « stratégie » se prend aussi en plusieurs acceptions. L'acception pertinente à la théorie des jeux peut être présentée à l'aide d'un exemple que donne Anatol Rapoport : la Quadrature de la diagonale.⁴⁷⁴ Une boîte est faite de trois dimensions : une longueur, une largeur et une profondeur. La diagonale d'une boîte mesure : $x^2 + y^2 + z^2$. Deux joueurs sont conviés, non pas à la fabrication d'une boîte, mais à une partie d'un jeu faite de trois mouvements : le premier mouvement consiste à déterminer la longueur de la boîte ; au second mouvement, on en détermine la largeur ; au troisième mouvement, qui termine le jeu, on en détermine la profondeur.

Pour Castor, le joueur qui accomplit les premier et troisième mouvements de la partie, chacun de ces mouvements est l'occasion d'un choix entre trois dimensions : 1 unité, 2 unités, ou 3 unités ; Pollux, le joueur qui accomplit le second mouvement, a le choix entre deux dimensions : 1 unité, 2 unités. La diagonale de la boîte mesure : $x^2 + y^2 + z^2$. La somme de ces trois grandeurs détermine un paiement pour la partie : par exemple $1^2 + 2^2 + 3^2 = 14$ points. L'attribution du paiement à l'un ou l'autre joueur se décide ainsi : si la somme divisée est congruente à 0 ou à 1 modulo 4, le paiement est attribué à Castor ; si elle est congruente à 2 ou à 3 modulo 4, le paiement est attribué à Pollux. Par exemple : si $x^2 + y^2 + z^2 = 3$, comme $3 \div 4 = 0,75$, un paiement de +3 est attribué à Castor ; si $x^2 + y^2 + z^2 = 11$, comme $11 \div 4 = 2,75$, un paiement de +11 est attribué à Pollux.

⁴⁷⁴ Anatol Rapoport, op. cit., pp. 48-53, passim.

Un jeu comme celui de la Quadrature de la diagonale est dit à somme nulle. L'attribution du paiement « +3 » à Castor, par exemple, en prive Pollux. Cette privation du paiement « +3 » s'exprime par un paiement de « -3 » pour Pollux. L'attribution du paiement « +11 » à Pollux en prive Castor ; cette privation du paiement « +11 » s'exprime par un paiement de « -11 » pour Castor. Dans un tel jeu à somme nulle, la somme des paiements d'un joueur J1, comme Castor, et d'un joueur J2, comme Pollux, est égale à zéro : $(+3 + (-3) = 0)$; $(-11 + 11 = 0)$.

Tableau 12

Quadrature de la diagonale en forme extensive

1er mouvement 2e mouvement 3e mouvement

**Choix de
Castor**

**Choix de
Pollux**

**Choix de
Castor**

**Résultats
pour Castor**

La définition du jeu étant maintenant complète, le jeu peut s'écrire en forme extensive, avec l'arbre de décision du jeu (Tableau 12, page 227). L'arbre du jeu que déploie le Tableau 12 est construit avec les paiements attribués à Castor. Il suffit de changer le signe « + » et le signe « - » qui affectent les nombres exprimant les « résultats pour Castor » pour obtenir les « résultats pour Pollux » ; le tableau ainsi obtenu déploie l'arbre du jeu vu selon le point de vue Pollux, mais il s'agit du même arbre de décision. L'arbre de décision du Tableau 12 suffit donc à la tâche.

Imaginons que, lors du premier mouvement de la partie, Castor choisit 1

unité, et que Pollux choisit 2 unités au second mouvement de la partie : au troisième mouvement, Castor s'assure un gain de +9 points en choisissant 2 unités, sinon il perd 6 ou 14 points. Par contre, si Castor choisit 1 unité au premier mouvement, et que Pollux choisit 1 unité au second, Pollux s'assure d'un gain au troisième mouvement puisque Castor peut perdre 3, 6 ou 11 points selon le choix qu'il fera.

Pour Castor, il est donc préférable de choisir 1 unité au cours du troisième mouvement, pour ne perdre que 3 points. Au premier, Castor fait le meilleur choix en prenant 2 unités : si, au second mouvement, Pollux répond par un choix de 2 unités, Castor est assuré d'un gain de 17 points s'il fait le choix de 3 unités lors du mouvement qui termine la partie. Par contre, si Pollux, choisit 1 unité au deuxième mouvement de la partie, il modifie la situation à son avantage ; Castor ne pourra faire mieux qu'un gain de 9 points lors du 3e mouvement. Pollux minimise ainsi sa perte de moins 9 points, puisque tout gain de Castor est pour lui une perte.

Le jeu Quadrature de la diagonale, décrit en forme extensive (Tableau 12), se réduit en une forme normale.⁴⁷⁵ Pour accomplir cette réduction, nous devons établir le nombre de stratégies dont dispose Castor, et qui est de 27. Les trois choix d'ouverture de la partie (1 unité, 2 unités, 3 unités), d'une part, les trois choix de fermeture si Pollux répond par 1 unité lors du second mouvement et les trois autres choix de fermeture si Pollux répond par 2 unités lors du second mouvement, d'autre part, s'écrivent bien : $3 \times 3^2 = 27$.

Dans ses neuf premières stratégies, Castor part avec 1 unité, et son troisième mouvement est déterminable comme suit :

- C1 : choisir 1 unité au premier et au troisième mouvements, quoi que Pollux choisisse au second ;
- C2 : partir avec 1 ; au troisième mouvement, faire ce que Pollux a fait au second ;
- C3 : partir avec 1 ; au troisième mouvement, faire l'opposé de ce que Pollux a fait au second ;

⁴⁷⁵ Anatol Rapoport, *ibidem*, pp. 45-46, *passim*.

- C4 : partir avec 1 ; au troisième mouvement, choisir 2 quoi que Pollux choisisse au second ;
- C5 : partir avec 1 ; au troisième mouvement, répondre avec 2 si Pollux choisit 1 et avec 3 s'il choisit 2 ;
- C6 : partir avec 1 ; au troisième mouvement, répondre avec 3 si Pollux choisit 1 et avec 2 s'il choisit 2 ;
- C7 : partir avec 1 ; au troisième mouvement, choisir 3 quoi que Pollux choisisse au second ;
- C8 : partir avec 1 ; au troisième mouvement, répondre avec 1 si Pollux choisit 1 et avec 3 s'il choisit 2 ;
- C9 : partir avec 1 ; au troisième mouvement, répondre avec 3 si Pollux choisit 1 et avec 1 s'il choisit 2.

Les neuf stratégies suivantes de Castor partent avec 2 ; les neuf dernières stratégies partent avec 3.

Les stratégies dont dispose Pollux sont au nombre de huit ; puisqu'il peut répondre de 2 manières à l'un ou l'autre des 3 choix dont Castor dispose au premier mouvement, nous avons $2^3 = 8$ stratégies. Selon que Castor choisit :

	1	2	3
Pollux peut répondre :			
P1	1	1	1
P2	1	1	2
P3	1	2	1
P4	2	1	1
P5	2	2	1
P6	2	1	2
P7	1	2	2
P8	2	2	2

Une fois que le jeu Quadrature de la diagonale est réduit en forme normale, tant Castor que Pollux peuvent voir l'ensemble des résultats, ici évalués en points,

qui naissent de l'appariement d'une stratégie Cm de Castor et d'une stratégie Pn de Pollux, et ce, d'un seul coup d'oeil (Tableau 13).

Tableau 13

Quadrature de la diagonale en forme normale

	P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8
C1	-3	-3	-3	-6	-6	-6	-3	-6
C2	-3	-3	-3	9	9	9	-3	9
C3	-6	-6	-6	-6	-6	-6	-6	-6
C4	-6	-6	-6	9	9	9	-6	9
C5	-6	-6	-6	-14	-14	-14	-6	-14
C6	-11	-11	-11	9	9	9	-11	9
C7	-11	-11	-11	-14	-14	-14	-11	-14
C8	-3	-3	-3	-14	-14	-14	-3	-14
C9	-11	-11	-11	-6	-6	-6	-11	-6
C10	-6	-6	9	-6	9	-6	9	9
C11	-6	-6	12	-6	12	-6	12	12
C12	9	9	9	9	9	9	9	9
C13	9	9	12	9	12	9	12	12
C14	9	9	17	9	17	9	17	17
C15	-14	-14	12	-14	12	-14	12	12
C16	-14	-14	17	-14	17	-14	17	17
C17	-6	-6	17	-6	17	-6	17	-6
C18	-14	-14	9	-14	9	-14	9	-14
C19	-11	-14	-11	-11	-11	-14	-14	-14
C20	-11	17	-11	-11	-11	17	17	17
C21	-14	-14	-14	-14	-14	-14	-14	-14
C22	-14	17	-14	-14	-14	17	17	17
C23	-14	-22	-14	-14	-14	-22	-22	-22
C24	-19	17	-19	-19	-19	17	17	17
C25	-19	-22	-19	-19	-19	-22	-22	-22
C26	-11	-22	-11	-11	-11	-22	-22	-22
C27	-19	-14	-19	-19	-19	-14	-14	-14

Par exemple, lors de l'examen du jeu en forme extensive, nous avons constaté que le meilleur choix ouvert à Castor, au premier mouvement, est de prendre 2 unités ; la meilleure réponse que peut opposer Pollux à ce choix de Castor est, au second mouvement, celle de 1 unité, puisqu'alors Castor ne peut faire mieux qu'un gain de 9 points en faisant le choix de 2 unités au troisième mouvement. Le Tableau 13 expose le même jeu que dépeint la forme extensive fournie au Tableau 12, mais il en expose la forme normale. Et nous y voyons que, à l'intersection de C₁₄ et P₁, l'appariement C₁₄ P₁, auquel est réduite la séquence des trois mouvements, donne 9.

Le jeu du Tic-Tac-Toe satisfait les six critères d'un jeu de stratégie (Tableau 14, page 230). Deux joueurs sont en présence : le joueur J₁ qui place un « o » dans une case vide, et un joueur J₂, un « x » dans une case vide. La partie commence par le mouvement du joueur J₁,

qui place un « o » dans une des neuf cases : la (1), ou la (2), ou la (3), etc. Le mouvement suivant appartient au joueur J₂, qui place un « x » dans une des huit cases encore vides après le mouvement d'ouverture de la partie. Le mouvement suivant appartiendra au joueur J₁, qui placera un « o » dans une des sept cases qui

restent après le second mouvement de la partie. Et ainsi de suite jusqu'à ce que le joueur J1 parvienne à aligner trois « o » et à faire Tic-Tac-Toe, ou jusqu'à ce que le joueur J2 arrive à aligner trois « x » et à faire Tic-Tac-Toe, ou jusqu'à ce que ni l'un ni l'autre ne puisse y parvenir et que la partie soit nulle.

Imaginons le cas d'un individu qui, étudiant le jeu de Tic-Tac-Toe, désire faire un inventaire de tout ce qui peut arriver dans le cours d'une partie en dressant l'arbre du jeu qui le décrit en forme extensive.

Un tel inventaire est long à finir. Au premier mouvement, le joueur J₁ a 9 possibilités ; au troisième, en réponse au huit possibilités qu'a le joueur J₂ au second, le joueur J₁ a 78 possibilités ; au cinquième tour, 56 ; au septième tour, 34 ; au neuvième tour, le dernier, il ne reste qu'une case à remplir. Si on tient compte qu'un Tic-Tac-Toe peut survenir au cinquième mouvement, l'individu doit décrire $9 \times 7 \times 8 \times 5 \times 6$ stratégies pour le joueur J₁. Et il lui faudrait encore poursuivre l'étude jusqu'au septième mouvement pour prendre en considération les résultats qui, au cinquième mouvement, ne donne pas un Tic-Tac-Toe. Et l'individu doit ensuite décrire les stratégies de J₂. Pour la réduction du jeu en forme normale, il aura besoin d'une très très grande page.

Tableau 14

1 x	2	3 x
4	5 o	6
7	8	9 o

En théorie des jeux, une stratégie consiste en une description exhaustive de toutes les contingences qui peuvent intervenir dans une séquence de mouvements conduisant jusqu'à un résultat final, et ce, pour chaque séquence de mouvements possible dans une partie d'un jeu. Anatol Rapoport écrit :

In the situations defined as games in game theory there are no such [thing as] unforeseen developments. Everything that can possibly occur in the course of a play of a game is known. What is not known is the way the opposing player will actually choose each of his moves. But all the choices open to him are known. A strategy is a plan which provides for every possible choice on the part of the other player. ⁴⁷⁶

⁴⁷⁶ Anatol Rapoport, op. cit., p. 44.

Quel que soit le nombre des stratégies ouvertes à chaque joueur dans une partie d'un jeu, elles sont néanmoins en nombre fini. La mise en forme extensive de cette partie en donne une description, mouvement par mouvement. Imaginons un jeu de stratégie où un joueur J_1 a n stratégies, et où un joueur J_2 , a m stratégies.

Tableau 15

	1	2	...	j	...	m
1	R_{11}	R_{12}	...	R_{1j}	...	R_{1m}
2	R_{21}	...				
...						
i	R_{i1}	...				
...						
...						
n	R_{n1}	...	...	...	...	R_{nm}

Dans le Tableau 15, nous avons la matrice du jeu, où les m stratégies du joueur J_2 sont en colonne, et les n stratégies du joueur J_1 sont en ligne. Cette matrice dépeint entièrement la structure du jeu, lorsqu'ainsi mis en forme normale, alors que chaque case contient le résultat R_{ij} d'un appariement de deux stratégies, l'une de J_1 et l'autre de J_2 . Un autre tableau pourrait être établi avec, non plus le résultat R_{ij} d'un appariement de deux stratégies, mais son évaluation en utiles U_{ij} . Dans la description de la Quadrature de la diagonale, chaque résultat d'un apparie-

ment de deux stratégies, l'une de Castor et l'autre de Pollux était une grandeur de la diagonale. Ce résultat était évalué en points, et non en utiles. Dans un jeu mis en forme normale de manière canonique, l'évaluation des résultats est faite en utiles.

Sur la théorie mathématique des jeux de stratégie, Anatol Rapoport écrit :

This is not to say that each player is in a position to know at the beginning of the game how it will turn out. He cannot know this without knowing the other player's strategy as well as his own. But an observer who knows which pair of strategies has been chosen (one by each player) can, in principle, figure out the exact course of the game. The qualification "in principle" is, of course crucial, because the vast numbers of strategies and the practical impossibility of specifying even a single strategy in words (for any but the most trivial games) makes it humanly impossible to carry out the necessary calculation. It cannot be emphasized too strongly, however, that detailed analysis of specific games is not a test of game theory. The theory is concerned only with the logic of strategic analysis. Accordingly, the fact that a single choice of a strategy by each player is in princi-

ple sufficient to determine the course of the play, and hence the outcome, enables the game theoretician to continue the analysis on another level. Instead of worrying what is likely to happen on each move, while the possibilities become super-astronomically numerous, the game theoretician can reduce the question to what will happen as a result of a choice by each player of a single strategy. ⁴⁷⁷

La science théorique des jeux découvre la « logique [inhérente à] l'analyse stratégique ». Elle se situe ainsi à « un autre niveau » que celui du déroulement pratique, mouvement par mouvement, d'une partie. La science théorique des jeux cherche à découvrir, pour un jeu donné, un « principe » qui détermine le cours de toute partie possible. De ce point de vue, la matrice du Tableau 15, où on lit des résultats, est un « schéma de causalité » du jeu ; et une matrice comme celle du Tableau 15, mais où les résultats sont remplacés par leur évaluation en utiles, est un « schéma de finalité » du jeu . ⁴⁷⁸

Dans la Quadrature de la diagonale, le Tableau 13 fournit un « schéma de causalité » ; chaque paire de stratégies $C_i P_j$ est une cause efficiente dont le mode d'action propre est une opération d'addition : l'addition de x^2 , y^2 et z^2 . Le Tableau 13 fournit aussi un « schéma de finalité » ; chaque grandeur de la somme $x^2 + y^2 + z^2$ est une cause finale en dont le mode de passion propre est la divisibilité par 4 sans reste dont la congruence, tantôt à 0 ou à 1, tantôt à 2 ou à 3, détermine une attribution à Castor ou à Pollux.

Si les expressions « schéma de causalité » et « schéma de finalité » retiennent notre attention, c'est que la « logique [inhérente à] l'analyse stratégique » renvoie aux schémas de syllogisme dont nous avons fait mention au Chapitre I : schéma d'un syllogisme en Barbara démontrant une cause efficiente, et schéma d'un syllogisme en Barbara démontrant une cause finale.

Nous y reviendrons bientôt. Pour le moment, terminons le présent chapitre avec les notions de stratégie pure et de stratégie mixte.

⁴⁷⁷ Anatol Rapoport, *ibidem*, pp. 45-46.

⁴⁷⁸ P. Azoulay et P. Dassonville, *Recherche opérationnelle de gestion*, Paris, 1976, tome 2, Presses universitaires de France, p. 15.

Le jeu de stratégie — Information parfaite

Comparons les stratégies C_{12} et C_{14} de Castor dans la Quadrature de la diagonale, le premier terme de C_{12} avec le premier terme de C_{14} , le second terme de C_{12} avec le second terme de C_{14} , et ainsi de suite :

C_{12} :	9	9	9	9	9	9	9
C_{14} :	9	9	17	9	17	9	17

La comparaison établit clairement que chaque paiement de C_{14} est au moins égal, sinon supérieur, au paiement de même rang qu'offre C_{12} , : ou bien 9 dans C_{14} est égal à 9 dans C_{12} , ou bien 17 dans C_{14} est plus grand 9 dans C_{12} . On dit de la stratégie C_{14} qu'elle domine la stratégie C_{12} . Dans un jeu mis en forme normale tel que la Quadrature de la diagonale, les stratégies d'un joueur étant toutes données, une stratégie dominante est manifestement préférable à une stratégie dominée, et ce, pour un joueur dit rationnel à cet égard. Évidemment, si une stratégie d'un joueur en domine toute autre du même joueur, elle est éminemment préférable. Remarquons que la science théorique des jeux découvre la propriété de domination de C_{14} sur C_{12} , ou le principe de stratégie dominante, grâce au « schéma de finalité ».

Si nous comparons les stratégies P_1 et P_2 de Pollux de la même façon, nous voyons que la stratégie P_1 domine la stratégie P_3 . Mais P_1 ne domine pas P_2 .⁴⁷⁹ Pourtant, l'appariement de C_{14} et de P_1 réunit deux stratégies, une de Castor et une de Pollux, qui sont respectivement la meilleure lorsqu'elle est prise en considération dans la perspective d'un tel appariement, en assumant que Castor et Pollux soient rationnels à cet égard. Selon cette définition de la rationalité, il suffit à un joueur de faire le constat qu'une de ses stratégies est au moins aussi bonne, éventuellement meilleure, qu'une autre, dans la perspective d'un tel appariement.

Avec la notion de stratégie dominante, la science théorique qui étudie les jeux de stratégie découvre un principe. Un jeu à somme nulle, lorsque mis en forme normale, se caractérise selon le principe en question, i.e. selon que :

⁴⁷⁹ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essentials Ideas*, pp. 54-62, *passim*.

1. chaque joueur y a une stratégie dominante ;
2. seul un joueur y a une stratégie dominante ;
3. ni l'un ni l'autre des joueurs n'y a une stratégie dominante.

Tableau 16			
	P₁	P₂	P₃
C₁	-3	0	1
C₂	-1	+5	+2
C₃	-2	+2	0

Donnons un exemple d'un jeu où chacun des joueurs y a une stratégie dominante (Tableau 16), où les paiements sont ceux de Castor. La stratégie C₂ de Castor est dominante, que Pollux choisisse P₁, P₂ ou P₃. Si Pollux choisit P₁, une perte de 1 est moindre qu'une perte de 2 ou de 3 ; si Pollux choisit P₂, un gain de 5 est plus grand qu'un gain de 0 et qu'un gain de 2 ; si Pollux choisit P₃, un gain de 2 est plus

grand qu'un gain de 0 et qu'une perte de 2. Mais Pollux a aussi une stratégie dominante en P₁, où il s'assure d'un gain ; les paiements négatifs de Castor sont un gain pour Pollux. En assumant que Castor et Pollux sont rationnels selon la définition retenue de la rationalité, l'un et l'autre choisisse leur stratégie dominante, et la solution du jeu est une perte de 1 pour Castor, ou un gain de 1 pour Pollux.

Tableau 17			
	P₁	P₂	P₃
C₁	-3	0	-10
C₂	-1	+5	+2
C₃	-2	-4	0

Tableau 18			
	P₁	P₂	P₃
C₁	-3	+18	-20
C₂	-1	+5	+2
C₃	-2	-4	+15

Considérons maintenant un jeu où un seul des joueurs a une stratégie dominante (Tableau 17). Castor a encore une stratégie dominante en C₂ ; en la choisissant, ce qui est rationnel selon la définition retenue, il n'a pas à tenir compte de ce que Pollux fera. Pollux doit tenir compte de ce que Castor jouit d'une stratégie dominante, alors que lui n'en a pas. En assumant que Castor est rationnel selon la définition retenue, Pollux choisira P₁.

Examinons enfin un jeu où aucun des joueurs n'a de stratégie dominante (Tableau 18). Dans un tel jeu, il est crucial que chacun des joueurs attribue à l'autre le niveau de rationalité que requiert la définition retenue.

Si Castor choisit C_1 , il peut au mieux gagner 18, au pire, perdre 20 ; s'il choisit C_2 , il peut au mieux gagner 5, au pire, perdre 1 ; s'il choisit C_3 , il peut au mieux gagner 15, au pire, perdre 4. Puisque perdre 1 est moins pire que perdre 4, et que perdre 4 est moins pire que perdre 20, Castor choisit C_2 s'il est rationnel selon la définition retenue. Pollux, en assumant une telle rationalité chez Castor, doit choisir P_1 .

L'appariement $C_1 P_1$ détermine ainsi un point d'équilibre dans la matrice : on dit aussi que ce point d'équilibre (-1) est un point selle. Un tel point selle est à la fois un minimum et un maximum, ce qui caractérise un point selle. En tenant compte des signes « + » ou « - », le paiement (-1) est un minimum dans la ligne C_2 et un maximum dans la colonne P_1 . Selon le point de vue de Castor, le point selle est un minimax ; selon le point de vue de Pollux, un maximin. Un jeu à somme nulle et à information parfaite présente toujours au moins un point selle. Avec la notion de point selle, la science théorique qui étudie les jeux de stratégie découvre un autre principe. Remarquons encore que la science théorique des jeux découvre le principe du point selle, ou du minimax, ou du maximin, grâce au « schéma de finalité ».

Un jeu à somme nulle et à information parfaite peut même offrir plus d'un point selle, ce qui est d'ailleurs le cas pour la Quadrature de la diagonale. Dans le Tableau 13, nous lisons un paiement de 9 à l'intersection des appariements : $C_{12} P_1$, $C_{13} P_1$, $C_{12} P_4$, $C_{13} P_4$, $C_{14} P_4$. Nous en lisons aussi ailleurs qu'à ces cinq intersections, sauf que paiement de 9 n'y est pas un point selle : il n'y est pas à la fois un minimum dans une ligne et un maximum dans une colonne. Si la matrice qui expose une partie d'un jeu présente plus d'un point selle, ces derniers sont égaux. « The minimax [ou maximin] principle can now be restated as follows : If a two-person game has saddle points [plus d'un point selle], the best each player can do (assuming both to be rational) is to choose the strategy (i.e. the row or column of the game matrix) which contains a saddle point [un de plusieurs] ». ⁴⁸⁰

Selon cette formulation du « minimax principle », Castor peut choisir indifféremment C_{12} , C_{13} ou C_{14} . Dans C_{12} , Castor recueille un paiement de 9. Dans C_{13} ou C_{14} , Castor ne court-il pas la chance d'obtenir 12 ou 17 si Pollux commet "l'erreur" de choisir P_3 , P_5 , P_7 ou P_8 ? Alors que, dans un jeu à information par-

⁴⁸⁰ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essentials Ideas*, p. 60.

faite mis en forme extensive, on choisit un mouvement dans le cours d'une partie, dans un jeu en forme normale, on choisit une stratégie avant que la partie ne commence : « We must keep in mind that the choice of strategy (unlike the choice of sequential moves) is made before the game starts and that by definition of strategy no information obtained in the course of play in a game is relevant to changing the strategy in the course of the game ». ⁴⁸¹ Dès lors, Castor doit plutôt s'attendre à ce que Pollux choisisse P_1 ou P_4 , en lui attribuant l'intelligence de voir que C_{14} domine tant C_{12} que C_{13} .

Mais laquelle de P_1 ou P_4 Pollux doit-il choisir ? Aucune d'elle ne domine l'autre, ce qui exclut le principe de stratégie dominante. Contre C_4 , P_4 fait mieux que P_1 ; par contre, pour C_5 , c'est P_1 qui fait mieux que P_4 . Pollux ne peut-il pas s'attendre à ce que Castor commette "l'erreur" de choisir C_4 ou C_5 , plutôt que C_{14} ? Pollux doit plutôt, en toute prudence, attribuer à Castor l'intelligence de voir que C_{14} est préférable selon le principe de stratégie dominante, et ce « avant que [la partie] ne commence ». Dès lors, Pollux doit choisir la sienne selon le principe du point selle et retenir P_1 ou P_4 , indifféremment, « avant que [la partie] ne commence ».

Anatol Rapoport caractérise le principe du minimax (ou du point selle) comme suit :

The minimax principle constitutes a general solution of all two-person zero-sum games with saddle points. It is not a practical solution ; it does not determine specific prescriptions of how to play specific games. To obtain such a practical solution for a given game one must first reduce the game to normal form. In view of the enormous number of strategies available even in most of the simplest games, this is usually a physically impossible task. The value of the general solution is conceptual rather than "practical." It tells us that if a game has a saddle point, there is a best strategy from the standpoint of each player. If each player finds this best strategy, the outcome of every play of the game is determined in advance. In a sense, therefore, there is no point in playing such a game. ⁴⁸²

Au Chapitre III, nous avons pris en considération une division de la connaissance que le propos tenu ici par Anatol Rapoport recoupe. Une connaissance de

⁴⁸¹ Anatol Rapoport, op. cit., p. 61.

⁴⁸² Anatol Rapoport, ibidem, p. 62.

mode théorique qui porte sur un objet théorique découvre le « principe [qui] constitue une solution universelle de tout jeu à somme nulle et à deux personnes avec point selle ». « Elle n'est pas une solution pratique », écrit Anatol Rapoport, puisque l'obtention d'une telle solution demande qu'on « réduise d'abord le jeu en forme normale » ; ainsi découvre-t-on le « schéma de causalité » et le « schéma de finalité » du jeu.

En toute rigueur méthodologique, la réduction d'un jeu à sa forme normale est une opération théorique portant encore sur un objet théorique : c'est la découverte du « principe » en question. Cet objet est, certes, un élément de la pratique, mais la science théorique des jeux ne le considère qu'à titre d'objet théorique : elle le découvre comme principe. À cette étape, comme nous l'avons lu dès le début de ce chapitre, il faut « faire attention à ne pas confondre la question de savoir quelles sortes de choses sont dites (...) élément et cause, (...) d'une part, (...) et, d'autre part, à donner [leur] définition [selon qu'elles sont considérées comme] éléments ou causes ». C'est ce que la science théorique des jeux accomplit en découvrant que, si « un jeu a un point selle », « il existe une meilleure stratégie du point de vue de chaque joueur », selon le « schéma de [cause efficiente] » et le « schéma de [cause finale] » pertinents au jeu, et ce, même « avant que [la partie] ne commence ».

Une science théorique quant à son mode, mais pratique quant à son objet, prend alors le relais. « La valeur de la solution universelle [étant] conceptuelle plutôt que “pratique” », « chaque joueur [doit encore découvrir] cette meilleure stratégie ». Cette tâche, théorique quant à son mode, mais pratique quant à son objet, étant accomplie, « le résultat de chaque partie du jeu est déterminé à l'avance », dit Anatol Rapoport. — Ainsi, chacun « apprécie la chose non pas à la valeur qu'elle présente pour lui quand il l'a en sa possession, mais bien à la valeur qu'il lui attribuait avant de la posséder », comme nous l'avons lu chez Aristote. — Suivent les « specific prescriptions of how to play specific games », que la prudence commande et que l'art exécute selon le mode pratico-pratique d'une délibération. « Tic-Tac-Toe is a game of this sort », souligne Anatol Rapoport. Alors revenons à l'individu doué pour l'abstraction théorique qui étudie le Tic-Tac-Toe.

Au cours de l'inventaire qu'il se donne pour tâche de faire, il ne lui faudra pas beaucoup de temps pour découvrir que l'ensemble des stratégies ouvertes au joueur J_1 se divise en trois sous-ensembles :

1. le sous-ensemble des stratégies ayant pour résultat un Tic-Tac-Toe pour J_1 ;
2. le sous-ensemble des stratégies ayant pour résultat un Tic-Tac-Toe pour J_2 ;
3. le sous-ensemble des stratégies ayant pour résultat une impasse.

Dès lors, sont donnés les trois sous-ensembles des stratégies ouvertes au joueur J_2 :

1. le sous-ensemble des stratégies ayant pour résultat un Tic-Tac-Toe pour J_2 ;
2. le sous-ensemble des stratégies ayant pour résultat un Tic-Tac-Toe pour J_1 ;
3. le sous-ensemble des stratégies ayant pour résultat une impasse.

Imaginons encore que l'individu s'interroge sur l'ordre de préférence des joueurs J_1 et J_2 à l'égard des résultats. Imaginons toujours que le joueur J_1 et le joueur J_2 déclarent respectivement l'ordre de préférence suivant :

1. un Tic-Tac-Toe pour J_1 ,	une impasse,	un Tic-Tac-Toe pour J_2 ;
2. un Tic-Tac-Toe pour J_2 ,	une impasse,	un Tic-Tac-Toe pour J_1 .

Pour découvrir l'échelle d'utilité de J_1 exprimée en utile, nous pouvons encore faire l'emploi du procédé que nous avons décrit plus haut pour les bouteilles de vins ; il en est de même pour découvrir l'échelle d'utilité de J_2 . Comme nous l'avons vu pour les degrés Celsius, nous pouvons faire l'attribution d'une valeur en utile de 1 à un Tic-Tac-Toe pour J_1 , et de 0 un Tic-Tac-Toe pour J_2 , pour J_1 ; et faire de même pour J_2 . Il ne reste qu'à déterminer la valeur en utile du point selle « impasse », et ce, pour chacun.

Concédonc que, « in view of the enormous number of strategies available (...), this is usually a physically impossible task » que de définir le « schéma de

causalité » efficiente du jeu : les stratégies. Pour le « schéma de finalité » des causes finales, il est évident qu'une impasse pour J_1 est aussi une impasse pour J_2 , d'une part, et que, dans une impasse, ni l'un ni l'autre des deux joueurs ne gagne ou ne perd quoi que ce soit. N'est-ce pas là la propriété que retient Aristote pour l'égalité du juste arithmétique ? Mais il y a plus : l'impasse est un point selle.

Selon le principe du minimax (ou maximin), J_2 préfère toute stratégie conduisant à une impasse, préférable à une stratégie aboutissant à un Tic-Tac-Toe pour J_1 , et J_1 , toute stratégie aboutissant à un Tic-Tac-Toe pour J_2 . Selon le « processus » qu'emploie Aristote pour le juste correctif, « le moyen entre une sorte de gain et une sorte de perte », tant pour l'un que pour l'autre joueur, est de : $(1 + 0) \div 2 = 1/2$.

Il devient alors possible d'établir un triangle rectangle isocèle dans un graphe cartésien (Figure 8) où est résolu le problème du « terme numériquement un pour une personne et pour une chose » que rencontrait Aristote, ce pourquoi il écartait la proportion continue. Est aussi satisfaite la propriété que présente « l'assemblage du terme A avec le terme Γ , et de B avec D, [celui qui] constitue le juste dans la distribution » — $(A + \Gamma : B + D = A : B)$ — puisque la

longueur des côtés est égale à 1, et que $1^2 = 1$. Est enfin résolu le problème que posait le couplage en diagonale, celui que posaient les antilogarithmes ; la hauteur du triangle h , qui est la moyenne proportionnelle ou le juste distributif, mesure : $h = \sqrt{1/2 * 1/2} = 1/2$. Et il est manifeste que $1/2$ est un meson, un ison et un analogon.

Réécrivons ces considérations en introduisant la notion de « stratégie pure ». Dans la matrice A des gains ($A = a_{ij}$) d'un joueur A dans un jeu où il existe un point selle $a_{i^*j^*}$ (Tableau 19), ce joueur est assuré d'un gain au moins égal à $\min_j a_{ij}$ s'il fait le choix rationnel d'une stratégie pure i telle que $\min_j a_{ij} = \max_i \min_j a_{ij}$ quel que soit le choix fait par l'autre joueur B d'une stratégie pure j . Et le joueur B est assuré d'une perte d'au plus $\max_i a_{ij}$ s'il fait le choix rationnel d'une stratégie pure j telle que $\max_i a_{ij} = \min_j \max_i a_{ij}$ quel que soit le choix fait par le joueur A d'une stratégie pure i . Et dans un tel jeu, nous avons l'égalité suivante :

$\min_j \max_i a_{ij} = \max_i \min_j a_{ij} = a_{i^*j^*}$, où $a_{i^*j^*}$ est le point selle.⁴⁸³ Mais un jeu de stratégie à somme nulle peut-il ne pas avoir de point selle ?

Le jeu de stratégie — Information imparfaite

Lorsque qu'un jeu à information parfaite se présente en forme extensive, tout choix d'un mouvement survient dans le cours d'une partie, et ce, après avoir pris connaissance du mouvement précédent, sauf s'il s'agit du coup qui ouvre la partie.

Considérons un jeu à somme nulle : La cachotterie.⁴⁸⁴ Cachottier est le joueur qui cache un bouton dans sa main gauche ou dans sa main droite, et ce, au vu et au su d'un second joueur, Devin, qui cherche à deviner où se trouve le bouton. Ce jeu est à information on ne peut plus parfaite. Ajoutons une petite complication ; les paiements de Devin ne dépendent pas de deux résultats, deviner ou ne pas deviner, mais dépendent de quatre résultats :

1. dire « gauche », alors que le bouton est dans la main gauche ;
2. dire « droite », alors que le bouton est dans la main gauche ;
3. dire « gauche », alors que le bouton est dans la main droite ;
4. dire « droite », alors que le bouton est dans la main droite.

À l'ouverture de la partie, Cachottier dispose de deux mouvements possibles : C_1 , cacher le bouton dans sa main gauche ; C_2 , cacher le bouton dans sa main droite. Devin en a quatre : D_1 , dire « gauche » où que soit le bouton ; D_2 , deviner où se trouve le bouton et le dire ; D_3 , deviner où ne se trouve pas le bouton et le dire ; D_4 , dire « droite » où que soit le bouton. Le Tableau 20 décrit le jeu en sa

⁴⁸³ P. Azoulay et P. Dassonville, Recherche opérationnelle de gestion, tome 2, pp. 21-22.

⁴⁸⁴ Anatol Rapoport, Two-Person Game Theory The Essentials Ideas, pp. 65-74, passim.

Tableau 20
Cachotterie

	D₁	D₂	D₃	D₄
C₁	-2	-2	4	4
C₂	2	-1	2	-1

forme normale. Dans ce jeu mis en forme normale, alors qu'on ne choisit plus un mouvement, mais une stratégie, et ce, avant que la partie ne commence, il existe un point qui est minimum dans une ligne et maximum dans une colonne, bref un point selle. L'appariement C_2 et D_2 donne : -1. Selon le principe du minimax, Cachottier doit choisir de cacher le bouton dans sa main droite, et Devin, selon le principe du maximin, choisir de deviner où se trouve le bouton et le dire.

Bien sûr, c'est plutôt simple, étant donné que, dans ce jeu en forme extensive, Cachottier cache le bouton au vu et au su de Devin. Mais imaginons maintenant que, dans le jeu en forme extensive, Cachottier ne cache plus le bouton au vu et au su de Devin. Le jeu devient à information imparfaite.

Dès lors, Devin n'a plus que deux mouvements possibles : D_1 , dire « gauche » où que soit le bouton ; D_4 , dire « droite » où que soit le bouton. Et le jeu, lorsque mis en forme normale, devient celui du Tableau 21, où le point selle est disparu. Il s'y trouve néanmoins un point d'équilibre, et le principe du minimax (ou du Maximin) peut encore guider le choix d'une stratégie, en introduisant la probabilité x que Cachottier ait choisi la main gauche ou la main droite pour cacher le bouton, et la probabilité y que Devin dise « gauche » où que soit le bouton ou dise « droite » où que soit le bouton.

Tableau 21
Cachotterie

	D₁	D₄
C₁	-2	4
C₂	2	-1

Selon le principe du minimax, si Cachottier choisit la stratégie mixte, définie par une loterie, de cacher le bouton dans la main gauche une fois sur trois (dans la main droite deux fois sur trois), il s'assure un gain moyen de $2/3$ dans la matrice du Tableau 21, où on lit ses paiements (en changeant leur signe, on obtient ceux du Devin), et ce, quel que soit le choix fait par Devin. Quant à ce dernier, selon le principe du maximin, s'il choisit la stratégie mixte, définie par une loterie, de dire « gauche » cinq fois sur neuf (dire « droite » quatre fois sur neuf), il s'assure d'une perte moyenne de $-2/3$ dans la matrice du Tableau 21 où on lit ses paie-

ments si on change de signe ceux de Cachottier, et ce, quel que soit le choix fait Cachottier. On peut lire les relations à résoudre au Tableau 22, ainsi que la méthode de résolution du jeu par programmation linéaire.⁴⁸⁵

Tableau 22	
<u>Cachottier</u>	<u>Devin</u>
Équations :	Équations :
$x' > 0 ; x'' > 0$	$y' > 0 ; y'' > 0$
$x' + x'' = 1$	$y' + y'' = 1$
$-2 x' + 2x'' \geq v$	$-2 y' + 4y'' \leq v$
$4x' - 1y'' \geq v$	$2y' - 1y'' \leq v$
Résolution du choix :	Résolution du choix :
$x'' = 1 - x'$	$y'' = 1 - y'$
$-2 x' + 2 (1 - x') \geq v$	$-2 y' + 4 (1 - y') \leq v$
$-4 x' + 2 \geq v$	$-6 y' + 4 \leq v$
$4x' - 1 (1 - x') \geq v$	$2y' - 1 (1 - y') \leq v$
$4x' - 1 + x' \geq v$	$2y' - 1 + 1y' \leq v$
$5x' - 1 \geq v$	$3x' - 1 \leq v$
$-4 x' + 2 = 5x' - 1$	$-6 y' + 4 = 3y' - 1$
$-9x' = -3$	$-9y' = -5$
$x' = 3/9 = 1/3$	$y' = 5/9$
$x'' = 2/3$	$y'' = 4/9$
Paielements :	Paielements :
$(1/3)(-2) + (2/3)(2) = 2/3$	$(5/9)(+2) + (4/9)(-4) = -6/9$
$(1/3)(4) + (2/3)(-1) = 2/3$	$(5/9)(-2) + (4/9)(+1) = -6/9$

Le jeu de Cachotterie à information imparfaite cache un point d'équilibre, bien que sa matrice ne contienne plus de point selle. Aucune stratégie pure ne permet de le jouer de la meilleure manière. Pour ce faire, il faut recourir à une stratégie mixte. Avant chaque partie, Cachottier s'en remet à une loterie pour déterminer s'il choisira C_1 ou C_2 ; de cette loterie, "sort" la stratégie C_1 une fois sur trois, et la stratégie C_2 deux fois sur trois. D'où la stratégie dite mixte : $1/3 C_1 + 2/3 C_2$. La stratégie mixte du Devin se découvre de la même façon. Ainsi s'égalisent le gain moyen et la perte moyenne ; le nombre est égal, $2/3 = 2/3$, mais son signe diffère : $+2/3$ et $-2/3$. Malgré la mouvance

des contingences, il se dégage un point d'équilibre stable, si le jeu est mis en forme normale et que les calculs sont faits. Ces calculs visent à découvrir la valeur du jeu : $v = 2/3$.

⁴⁸⁵ Arnold Kaufmann et Robert Faure, *Invitation à la recherche opérationnelle*, Paris, 1975, Dunod entreprise, Bordas, pp. 167-178.

Si, d'aventure, deux joueurs se proposent de jouer à la Cachotterie, ils opéreront vraisemblablement pour la version à information imparfaite, puisque la version à information parfaite apparaît plutôt terne. Pourtant, bien des situations sociales se présentent comme un jeu de Cachotterie à information imparfaite, et la réaction va plutôt dans un sens contraire. Par exemple, le jeu que jouent « les personnes [pour] qui (...) la criminalité constitue un mode très rationnel de satisfaire [leurs] aspirations », est à information imparfaite. Mais il se trouve des victimes “irrationnelles” pour s'en plaindre au gouvernement, à tel point que ce dernier écrit des documents où il affirme qu'il « [s'efforce] (...) d'augmenter les risques du crime (...) en rendant plus certaines l'identification, l'arrestation et la condamnation des contrevenants », comme nous l'avons lu plus haut.

Faisons le point

« Solving problems is not the only, nor even the most important task of mathematical theory, écrit Anatol Rapoport. (...) [And] game theory should be view in the same way. The focus in game theory is on the general principles governing the logical structure of strategic conflict ». ⁴⁸⁶ La science des jeux de stratégie est théorique, tout comme les mathématiques. La science théorique cherche à résoudre une conclusion en ses premiers principes, nommément un moyen terme qui est premier dans le genre pertinent aux termes extrêmes que sont le mineur (le sujet de la conclusion) et le majeur (le prédicat de la conclusion).

« The mathematician's elucidation of problems sometimes lead not to a solution but to a clarification, namely of what it is that the problem involves, what obstacles stand in the way of solutions, what special cases of the problem can be treated by what methods, and the like ». Peut-être que « l'homme “pratique” n'est pas impressionné par la forme [théorique] de la solution ». ⁴⁸⁷ Mais la démonstration qu'une telle solution existe, démonstration maintenant en partie acquise, rend réfutable la prétention selon laquelle il n'existe « pas de science du juste, (...) »

⁴⁸⁶ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essentials Ideas*, pp. 76-77.

⁴⁸⁷ Anatol Rapoport, *op.cit.*, p. 76.

au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) », comme Michel l'écrit un peu hâtivement.

Connaître par démonstration l'existence d'une telle solution suffit pour vaincre l'ignorance qu'affiche « l'homme "pratique" », à moins que son parti-pris anti-théorique ne frise l'arrogance, ce qui n'est certes pas le cas de Michel Villey. Son assertion est néanmoins d'autant plus étonnante qu'il se propose « de mesurer la sphère où s'exerce la science du droit », en faisant « observer que toute attribution présuppose un groupe, mais sans doute pas n'importe quel groupe », un groupe où les membres « sont suffisamment "autres", et cependant assez "amis", pour que soit entre eux définie la proportion, le partage des biens extérieurs ; [parce] qu'entre eux s'observe cette relation que constitue le droit au sens strict [pour nous, le juste] », comme nous l'avons lu plus haut.

Alors, explorons plus avant « l'élucidation des problèmes » que nous proposent les mathématiciens à l'aide de ce que nous venons d'apprendre, et voyons quelle « clarification » du problème qui intéresse celui qui étudie le juste peut en suivre.

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre VII

La nature du juste. Découverte de principes

[Retour à la table des matières](#)

Le Code civil du Québec contient deux articles qui se lisent comme suit :

Art. 6 Toute personne est tenue d'exercer ses droits civils selon les exigences de la bonne foi.

Art. 7 Aucun droit ne peut être exercé en vue de nuire à autrui ou d'une manière excessive et déraisonnable, allant ainsi à l'encontre des exigences de la bonne foi. ⁴⁸⁸

Dans son « commentaire » de l'article 6, le ministre de la Justice s'exprime ainsi :

⁴⁸⁸ Le code civil du Québec, Commentaire du ministre de la Justice, Tome I, Un mouvement de société, Publications du Québec, 2e trimestre 1993, pp. 7-8.

Commentaire

Cet article de droit nouveau s'inspire de l'article 1134 du Code civil français et crée l'obligation d'exercer ses droits civils selon les exigences de la bonne foi. Cette obligation a comme corollaire l'interdiction d'abuser de ses droits, édictée à l'article 7.

Il précise que l'exercice des droits civils a lieu suivant les exigences de la bonne foi plutôt que de bonne foi ; cette règle est à la fois moins exigeante et plus facile d'application. En effet l'exercice de bonne foi s'appuie sur l'existence d'une conformité réelle entre l'acte et l'intention de son auteur, alors que l'exercice selon les exigences de la bonne foi ne s'attache qu'à une conformité apparente entre l'acte et ce qui est généralement exigé pour que l'on considère qu'il y ait bonne foi.

L'article a indirectement pour effet d'empêcher que l'exercice d'un droit ne soit détourné de sa fin sociale intrinsèque et des normes morales généralement reconnues dans notre société.

Avant de pouvoir comprendre en quoi consiste « l'exercice des droits civils », il s'impose de connaître ce qu'est un « droit ». La réponse se trouve à l'article 1 du Code, où nous lisons que « le code est constitué d'un ensemble de règles qui (...) établit (...) le droit commun ». Nous ne reviendrons pas sur la critique que Michel Villey nous offre de cette présentation ; nous en avons pris connaissance dans un chapitre antérieur.⁴⁸⁹ De même en est-il de la distinction entre la « conformité réelle » et la « conformité apparente ». ⁴⁹⁰ Ajoutons, toutefois, que cette « bonne foi » n'est rien d'autre que « l'amitié d'utilité », celle qui accompagne « les hommes (...) [qui] se contentent [du] juste », ce juste qui doit être distingué de l'amitié qui l'accompagne.

Que « l'article [6 ait] indirectement pour effet d'empêcher que l'exercice d'un droit ne soit détourné de sa fin sociale intrinsèque » évoque de manière confuse que le « droit » est une cause efficiente, alors que la « fin » est une cause finale ; or nous savons qu'elles sont extrinsèques l'une à l'autre. Malgré cette erreur, qui

⁴⁸⁹ Chapitre II, M. Vedel n'est pas Gaius.

⁴⁹⁰ Chapitre III, Une philosophie intrinsèque ; Chapitre IV, Un fonds indéracineable.

traduit fort bien « le sentiment d'un manque », ⁴⁹¹ il est manifeste que le ministre développe ici des considérations théorétiques.

Au sujet de l'article 7, le ministre écrit le « commentaire » suivant :

Commentaire

Cet article consacre la théorie de l'abus de droit reconnue tant par la doctrine que par la jurisprudence et en précise la portée. Comme l'article 6, il introduit au code une règle reposant sur le respect des principes de justice et de valeurs morales et sociales dans l'exercice des droits en indiquant les deux axes de l'abus de droit : l'intention de nuire ou l'acte excessif et déraisonnable.

Si, dans son application, la théorie de l'abus de droit fait souvent appel aux principes et notions de la responsabilité civile, dont celles de la faute et du préjudice, elle demeure cependant distincte. Car l'abus n'est ni une simple erreur ni une négligence : il survient lorsqu'un droit, dont la licéité n'est pas mise en cause, dont l'exercice normal est pleinement légitime, est mis en oeuvre d'une manière contraire aux exigences de la bonne foi. L'abus existe donc parce que cet exercice, en cherchant à nuire, ne respecte pas le domaine d'exercice des droits d'autrui ou parce que la manière étant excessive et déraisonnable, elle vient rompre le jeu d'équilibre entre les droits des uns et des autres.

Le « commentaire » nous instruit qu'une « théorie » préexiste à l'article 7. De toute évidence, une telle « théorie » ne peut être que le fruit d'une considération théorétique. Le ministre écrit que « l'article consacre la théorie » en ce qu'il « introduit au code une règle reposant sur le respect des principes de justice et de valeurs morales et sociales dans l'exercice des droits ». Si ces « principes » sont bien des « principes », ils sont premiers par rapport à ce qui est second : « l'exercice des droits ». Un examen théorétique des connaissances théoriques que signifient les termes de ce « commentaire », plutôt balbutiant, ferait double emploi avec les premiers chapitres de notre mémoire.

« Honeste vivere. Alterum non lædere. » relève d'un « schéma de causalité » efficiente pour un jeu, alors que « fin sociale », qui implique une cause finale, renvoie au « schéma de finalité » du même jeu. À cet égard, la locution « rompre

⁴⁹¹ Chapitre I, Le sentiment d'un manqué.

le jeu d'équilibre », que nous relevons dans le commentaire, est remarquable. Lorsque « *Honeste vivere. Alterum non lædere.* » est mis en forme normale, la matrice du jeu contient un point « [d']équilibre » : « *suum cuique tribuere* ». Les « *juris præcepta (...)* *honeste vivere, alterum non lædere* », qu'énonce Ulpien au Digeste, signifient des stratégies, alors que « *suum cuique tribuere* » est rendu par les paiements contenus à la matrice du jeu.⁴⁹² Il reste à savoir si les stratégies sont pures ou mixtes.

Le partage du gâteau

Considérons un classique de la théorie du jeu à somme nulle, à information parfaite et à deux joueurs : le Partage du gâteau.⁴⁹³ Deux enfants, Paule et Paul, reçoivent une invitation à une fête où un gâteau est offert en partage. Paule et Paul sont les deux seuls co-partageants. La taille du gâteau est donnée, si bien que ni l'autre ni l'un l'autre ne peuvent ni l'augmenter ni le diminuer. La coupe du gâteau le divise en deux morceaux. Le morceau que Paule obtient dans le partage, Paul en est privé ; et vice-versa.

Celui qui coupe le gâteau, Coupeur, est libre de le diviser à sa guise. Il peut le tailler en deux morceaux inégaux, un gros morceau et un petit, en décidant tant de la grosseur que de la petitesse de chacun des morceaux. Mais, il peut tout autant choisir de tenter une coupe en deux morceaux presque égaux. Presque, disons-nous, parce que, étant donné l'erreur de mesure inévitable, la tentative de couper le gâteau en deux morceaux égaux donnera au mieux une moitié plus une miette et une moitié moins une miette. L'ordre de préférence de celui qui prend le premier un morceau, Preneur, est le suivant : un gros morceau, une moitié plus une miette, une moitié moins une miette, un petit.

Le jeu, considéré en forme extensive, se compose de trois mouvements. Le premier mouvement, qui ouvre la partie, appartient à Coupeur, qui coupe le gâteau en deux morceaux. Il a à sa disposition une multitude de stratégies possibles,

⁴⁹² Digeste, I, 1, 10.

⁴⁹³ William Poundstone, *Prisoner's Dilemma*, New York, 1992, Anchor Books, pp. 52-55, passim.

puisque'il est libre de faire les deux portions à sa guise. Cependant, malgré cette multitude, deux options se dégagent : ou bien Coupeur tente une coupe du gâteau en deux morceaux presque égaux, ou bien il le coupe en deux morceaux franchement inégaux. Le second mouvement, qui appartient à Preneur, consiste à prendre un des deux morceaux, à son choix. Le troisième mouvement, qui termine la partie, appartient à Coupeur ; il prend le morceau qui reste. Qui, de Paule ou de Paul, est le Coupeur ? L'un ou l'autre, indifféremment.

Le Partage du gâteau, une fois mis en forme normale, donne une matrice pour Coupeur (Tableau 23) et une matrice pour Preneur (Tableau 24), comme suit :

Tableau 23. Matrice de Coupeur			
Stratégies de Coupeurs		Stratégie de Preneur	
		Prendre le gros morceau	Prendre le petit morceau
		Une moitié moins une miette	Une moitié plus une miette
Couper en deux morceaux aussi égaux que possible			
Couper en deux morceaux inégaux		Un petit morceau	Un gros morceau

Tableau 24. Matrice de Preneur			
Stratégies de Coupeurs		Stratégie de Preneur	
		Prendre le gros morceau	Prendre le petit morceau
		Une moitié plus une miette	Une moitié moins une miette
Couper en deux morceaux aussi égaux que possible			
Couper en deux morceaux inégaux		Un gros morceau	Un petit morceau

Selon le principe du minimax, et ce avant le début de la partie, Coupeur choisit le résultat minimum dans une ligne qui est un maximum dans une colonne,

dans le Tableau 23 : une moitié moins une miette. Selon le principe du maximin, et ce avant le début de la partie, Preneur choisit le résultat maximum dans une colonne qui est un minimum dans une ligne, dans le Tableau 24 : une moitié plus une miette. Dans le Partage du gâteau, il existe donc un point d'équilibre dans la matrice de Coupeur, et un point d'équilibre dans la matrice de Preneur. Le Partage du gâteau a un point selle : une moitié, à plus ou moins une miette près.

William Poundstone écrit : « In this game, the upper left cell is the natural outcome, regardless of which player is required to announce his strategy first. Consequently, we feel safe in saying that the upper left cell would be the logical result of a game where players had to decide simultaneously ». ⁴⁹⁴ « The logical result » est le « natural outcome », en tant qu'il est connu au terme d'un raisonnement. Et il ajoute : « The choice of strategies is a natural outcome. It is not merely a "fair" outcome recommended by game theoretic arbitration but a true equilibrium enforced by both players' self-interest. A player deviates from his best strategy to his own detriment (and to his opponent's benefit because it is a zero-sum game) ». ⁴⁹⁵

En toute rigueur de termes, « le choix des stratégies [n'est pas] un résultat naturel », car l'appariement de deux stratégies est une cause efficiente (schéma de causalité du jeu) ; une cause n'est pas un résultat. Quant à la « upper left cell », nous y trouvons un « résultat naturel » qui provient d'une cause finale (schéma de finalité du jeu). L'actio propria de la cause efficiente « couper en deux morceaux aussi égaux que possible », actio propria qui est son résultat, et la passio propria de la cause finale « une moitié plus ou moins une miette », passio propria qui est son résultat, coïncident manifestement ; et ce « résultat naturel » par coïncidence est précisément « naturel » en ce qu'il naît de la situation définie par le jeu ; ce qui peut naître est naturel. Et le schéma des démonstrations pertinentes aura le couple Paule et Paul comme sujet.

Ce « résultat naturel », c'est le point selle obtenu de la presque égalité dont les deux points d'équilibre font montre. William Poundstone le qualifie de « "fair" outcome », « not merely (...) recommended by game theoretic arbitration but a true equilibrium enforced by both players' self-interest ». Remarquons d'abord

⁴⁹⁴ William Poundstone, op. cit., p. 54 ; les caractères en italique sont de nous.

⁴⁹⁵ William Poundstone, ibidem, pp. 53-54.

l'emploi du mot « recommended », que William Poundstone associe à « theoretic arbitration » ; c'est la phase où une science théorique définit le « "fair" outcome », qui est un « true equilibrium ». Dans la lecture de cette phrase, il faut prendre garde à une confusion. Cette détermination théorique se prolonge en un « il convient » de science pratique. Ce « il convient » est ensuite repris par un commandement, qui l'envisage comme un « enforceable » devenant éventuellement « enforced ».

Peut-on, comme le dit William Poundstone, qualifier le « true equilibrium » de « "fair" outcome », de résultat juste ? William Poundstone écrit :

Note that a rational solution doesn't necessarily mean that everyone is happy. The cutter ends up getting a crumb or two less than the chooser. He may not think that's fair. For that matter, both players may be disappointed they didn't get a much bigger piece. Neither player gets his first choice of outcome. What's to prevent the players from striking out and doing something irrational ? The answer is greed and distrust. ⁴⁹⁶

En toute rigueur de termes, « [each] player gets his first choice of outcome » puisque chacun des joueurs choisit l'appariement de stratégies qui conduit au point d'équilibre. Chacun est peut-être déçu de ne pas obtenir sa première préférence : un gros morceau. Mais, dans la situation défini par le jeu, le point selle est le meilleur résultat qui s'offre aux deux joueurs. Le discours que tient William Rapoport est très proche de celui que tient Aristote au sujet de l'amitié fondée sur l'utilité :

Les griefs et les récriminations se produisent uniquement, ou du moins principalement, dans l'amitié fondée sur l'utilité, et il n'y a rien là que de naturel. (...) L'amitié basée sur l'utilité a toujours tendance à se plaindre : les amis de cette sorte se fréquentant par intérêt, ils demandent toujours davantage, s'imaginent avoir moins que leur dû et en veulent à leur ami parce qu'ils n'obtiennent pas autant qu'ils demandent, eux qui en sont dignes ! De son côté, le bienfaiteur est dans l'incapacité de satisfaire à toutes les demandes de son obligé. ⁴⁹⁷

⁴⁹⁶ William Poundstone, *ibidem*, p. 54.

⁴⁹⁷ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1162b 5-20.

Quelle est l'alternative à la situation définie par le Partage du gâteau ? William Poundstone écrit : « greed and distrust ». Ses considérations rappellent celles qu'Aristote fait au sujet de l'amitié « qui semble (...) constituer le lien des cités ». « Striking out and doing something irrational » en prenant plus que le « “fair” outcome », c'est porter atteinte à cette amitié d'utilité, qui ne doit pas être confondue avec « la proportionnalité qui établit l'égalité entre les parties et qui préserve l'amitié, (...) dans la communauté politique », ⁴⁹⁸ comme le dit Aristote. Dans le Partage du gâteau, c'est la proportion ($1/2 \approx 1/2$) qui « établit l'égalité entre les parties » ; et elle « préserve l'amitié » dans la mesure où cette dernière exclut l'alternative de se servir du couteau autrement que pour couper le gâteau. Certes, se servir autrement du couteau permet de faire l'acquisition de tout le gâteau, mais aussi d'un ennemi. Le couple Paule et Paul n'y résisterait pas.

Évidemment, dans une société, il se trouve des individus pour faire le choix de devenir un ennemi public. Si, comme un ministre de la Justice l'écrit, « les économistes se sont joints à la discussion et ont suggéré qu'une bonne partie de la criminalité, loin d'être une réponse irrationnelle ou anormale aux normes véhiculées par la société, constitue, au contraire, une stratégie économique très rationnelle », ⁴⁹⁹ il importe de faire attention à la restriction : c'est « une stratégie économique ». La science économique ne prend pas le juste pour sujet d'étude ; quant à l'économisme, il n'est pas une science, mais une idéologie.

Dans le Partage du gâteau, souligne William Poundstone, « aucune coopération n'est possible », tout en ajoutant :

Half the cake minus a crumb is the most the cutter [Coupeur] can guarantee for himself without any help from the chooser [Preneur]. It is also the smallest piece the chooser can leave for the cutter by his own efforts. To do any better, a player would need the assistance of his adversary. But the opponent has no reason to help — it's less cake for him. The saddle-point solution of a zero-sum game is self-enforcing. ⁵⁰⁰

⁴⁹⁸ Aristote, ibidem, 1163b 33 1164a 2.

⁴⁹⁹ Gouvernement du Canada, Le droit pénal dans la société canadienne, Ottawa, 1982, pp. 21-22.

⁵⁰⁰ William Poundstone, Prisonner's Dilemma, pp. 52, 54-55.

Est-il vrai que « la solution d'un jeu à somme nulle selon un point selle est autoexécutoire » ? Il faut prendre garde à une confusion qui détruirait les distinctions établies plus haut. Le « point selle » est une « solution [théorique] d'un jeu à somme nulle » ; le caractère « exécutoire » vient du commandement. Que la « solution » fournisse un fondement rationnel au commandement, c'est certain, mais prétendre que la « solution » est « autoexécutoire » est inexact.

Est-il vrai que, dans un « jeu à somme nulle », « aucune coopération n'est possible » ? Le mot « coopération » prend ici une signification spéciale, pour établir la division entre le jeu à somme nulle et le jeu à somme non nulle. Au sujet de la « solution » découverte par la science théorique, William Poundstone insiste sur le point que « to do any better, a player would need the assistance of his adversary. But the opponent has no reason to help ». S'il n'existe pas de « coopération » dans le Partage du gâteau, y intervient néanmoins une collaboration consistant à se garder « from striking out and doing something irrational », réserve que William Poundstone fait expressément.

Malgré les vertus heuristiques qu'offre le Partage du gâteau, William Poundstone ne manque pas de soulever une importante question : « The value in the upper left cell is both the maximin (the cutter's best "realistic" outcome) and the minimax (the chooser's best "realistic" outcome, here expressed as what the cutter would get). You might wonder whether this is a coincidence, or whether it is always so ». Et il répond : « It is a coincidence, though not an unusual one in a small table [matrice] ». ⁵⁰¹ Dans cette réponse, remarquons le mot « coïncidence ».

Trois interrogations distinctes viennent à l'esprit au sujet de ce texte. Une première peut être formulée comme suit : est-ce qu'il se trouve, dans la réalité, des situations qui sont définies selon le Partage du gâteau, avec coïncidence d'un même « best "realistic" outcome » donnant un point selle ? Une seconde concerne les deux acceptions du mot « coïncidence ». Le Petit Robert écrit que le mot « coïncidence », en « géométrie », signifie « [l']état de deux figures superposables point par point », alors qu'en son « sens courant », il signifie : « Fait de coïncider ; événements qui arrivent ensemble (par hasard ou comme par hasard) ». ⁵⁰²

⁵⁰¹ William Poundstone, op.cit, p. 54.

⁵⁰² Josette Rey-Debove et Alain Rey, Nouveau Petit Robert : coïncidence.

Or, selon les schémas de causalité et de finalité d'un jeu, nous avons employé ce même mot en disant que le mode d'opération propre de deux causes, l'une efficiente et l'autre finale, coïncident ; une telle coïncidence n'arrive précisément pas « par hasard ». Une troisième se rapporte à la « transposition » des « définitions » qui survient dans la démonstration par la cause efficiente et sa duale, la démonstration par la cause finale. Un court examen des trois s'impose.

Se trouve-t-il, dans la réalité, des situations qui sont définies selon le Partage du gâteau, avec coïncidence d'un même « best “realistic” outcome » donnant un point selle ? Aucune situation “réelle” n'est décrite par le Partage du gâteau, si on entend par là une description qui la rend dans toute sa singularité. Rien ne connaît ainsi le singulier dans toute sa singularité, si ce n'est nos facultés de connaissance sensible. Si « l'homme “pratique” » qu'affecte un parti-pris anti-théorétique prétend le contraire, c'est qu'il exprime son ignorance et qu'il manque à la prudence. Au Chapitre III, nous avons vu que « la prudence n'a pas (...) seulement pour objet les universels, (...) [car] l'action a rapport aux choses singulières. (...) La prudence étant de l'ordre de l'action, il en résulte qu'on doit posséder les deux sortes de connaissances, et de préférence celle qui porte sur le singulier ». ⁵⁰³ Or la science théorétique ne connaît le singulier que selon le mode de l'universel in causando.

Nous pouvons faire mention d'au moins une situation “réelle” qui, une fois accomplies les abstractions requises, s'analyse selon le Partage du gâteau : c'est celle de l'affaire Conseil de la magistrature du Québec c. Commission d'accès à l'information et als, où la Cour d'appel, donc le pouvoir judiciaire, affirme « la séparation entre les pouvoirs (...) exécutif et judiciaire ». ⁵⁰⁴ Le pouvoir judiciaire est Coupeur ; le pouvoir exécutif, Preneur. — Quant au pouvoir législatif, il est sous le contrôle du pouvoir exécutif, étant donnée la position qu'y occupe le parti ministériel dans le parlementarisme de type britannique. — Dans la matrice de Coupeur, le point selle est ce qui reste après que Preneur ait choisi le droit à l'information : et c'est la confiance dans le système judiciaire.

Venons-en au problème que nous pose le mot « coïncidence » en son « sens courant ». Aristote écrit : « De ce qui relève du hasard, il n'y a pas de science par

⁵⁰³ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1141b 15- 22 ; les caractères mis en italique sont de nous.

⁵⁰⁴ Conseil de la magistrature du Québec c. Commission d'accès à l'information et als, No 500-09-001731-942, 24 février 2000.

démonstration. En effet, ce qui dépend du hasard n'arrive ni par nécessité, ni le plus souvent, mais se produit en dehors de ces ordres de fait ». ⁵⁰⁵ Mais n'existe-t-il pas un calcul des probabilités et une science appelée « la statistique » qui étudient les « lois du hasard » ? Si, dans une loterie, la suite des nombres gagnants obtenue selon un tirage aléatoire est entièrement déterminée par une « loi » du hasard, le hasard n'est plus un aléa, et le tirage n'est en rien aléatoire.

À propos de la cause, Aristote écrit : « Qu'est-ce que la glace ? Admettons que ce soit de l'eau congelée, et figurons eau par Γ , congelée par A, et le moyen, qui est cause, par B, savoir le défaut total de chaleur. Donc B appartient à Γ , et A, la congélation, à B : la glace se forme quand B se produit, elle est formée quand B s'est produit, elle se formera quand B se produira. Cette sorte de cause et son effet deviennent simultanément, quand ils sont en train de devenir, et ils existent simultanément, quand ils existent ; et s'ils sont passés, et s'ils sont futurs, il en est de même ». ⁵⁰⁶

Le passage de l'eau, de l'état liquide à celui de glace, est un devenir (un mouvement). Le sujet du devenir, c'est l'eau tout court ; ce sujet peut devenir en vapeur, en liquide ou en glace, et à ce titre, il est cause matérielle. Mais, en un état actuel, le sujet est forcément soit en vapeur, soit en liquide, soit en glace, et ce, en acte. L'exemple que donne Aristote est celui de l'eau qui est en liquide et qui devient en glace.

Au départ de ce devenir, l'eau possède la forme actuelle liquide, et est en puissance de la forme glace ; bref, elle est congelable. La « sorte de cause » ainsi considérée est une cause finale ; elle est congelable, sans être encore congelée. Au terme de ce devenir, elle possède la forme glace. Dès lors, elle est dépouillée de la forme actuelle liquide, qu'elle conserve comme forme en puissance, puisque la glace est liquéfiable. À la fin du devenir qui intervient selon la cause finale, l'eau possède la forme glace. Le nom de la cause finale est : défaut de chaleur devenant total. Le nom du mode d'opération propre de cette cause, sa passion propre, est : congélation. « Cette sorte de cause et son effet deviennent simultanément, quand ils sont en train de devenir », et ce, dans le sujet eau.

⁵⁰⁵ Aristote, Seconds analytiques, 87b19-21.

⁵⁰⁶ Aristote, op. cit., 95a 16-20.

La cause efficiente et son action propre ne sont pas mentionnées dans cet exemple. Ce n'est évidemment pas le chaud d'une source de chaleur. Si nous « figurons eau par Γ , congelée par A, et le moyen, qui est cause, par B, savoir le défaut total de chaleur », « B appartient à Γ , et A, la congélation, à B », une fois le devenir achevé. Remarquons le mot « congélation », dont Aristote dit qu'il appartient à B, qui est « le défaut total de chaleur ». Mais il est évident que l'eau liquide ne se réfrigère pas elle-même afin de congeler ; c'est par une cause réfrigérante qu'elle congèle. Cette cause est efficiente ; son mode d'opération propre, son action propre, est de réfrigérer ; et son sujet n'est pas l'eau, mais une chose réfrigérante, qui est déjà froide en acte.

Au chapitre précédent, nous avons appris à « faire attention [de] ne pas confondre la question de savoir quelles sortes de choses sont dites (...) cause[s] », et « quiddité » de la chose, son « essence », connue par « sa notion ». ⁵⁰⁷ Lorsque le sujet réfrigérant, déjà froid en acte, est mis en présence du sujet eau, mais en état liquide, ce sujet réfrigérant agit sur l'eau en réfrigérant, à titre de cause efficiente. Comme le sujet eau est congelable, un défaut de chaleur se met en train de devenir total, selon qu'il est cause finale dont la fin est la congélation actuelle de l'eau.

Nous avons écrit « mis en présence ». Cette mise en présence concerne l'action propre de la cause efficiente et la passion propre de la cause finale, qui coïncide dans l'instant présent. Il nous arrive tous de dire des phrases telles que, par exemple, celle-ci : « S'il est mort, c'est qu'il était mortel ». Cet énoncé est rigoureusement faux. S'il est mort, c'est que, au moment précis de son décès, il est mortel, sans quoi il lui est alors rigoureusement impossible de mourir. C'est à l'instant présent que la mise en présence de « est mortel » et « est mort » survient.

Aristote pose le problème comme suit : « Mais dans les cas où il n'y a pas simultanéité de la cause et de l'effet, est-ce que des choses peuvent, comme il nous le semble bien, être causes d'autres choses, dans un temps continu, un effet passé résultant d'une cause passée différente de lui-même, un effet futur d'une cause future différente, et un effet en devenir d'une cause différente et antérieure à lui ? » ⁵⁰⁸

⁵⁰⁷ Aristote, *Métaphysique*, 1052b 1-15.

⁵⁰⁸ Aristote, *Seconds analytiques*, 95a 23-27.

En ce qui concerne les événements passés, Aristote répond comme suit : « Que le temps intermédiaire <entre la cause et l'effet> soit indéterminé ou déterminé, il ne sera jamais possible de conclure que, par cela seul qu'il est vrai de dire que tel événement passé s'est produit, il soit vrai de dire que tel autre événement passé postérieur s'est produit : car, dans l'intervalle de l'un à l'autre, ce dernier énoncé sera faux, bien que le premier événement se soit déjà produit ». ⁵⁰⁹ Dans la causalité entre événements passés, il est nécessaire qu'aucun « temps intermédiaire <entre la cause et l'effet> » n'intervienne : la cause et l'effet doivent être mis en présence à un instant présent.

« Le raisonnement est encore le même quand il s'agit du futur, ajoute Aristote : on ne peut pas non plus conclure que, parce que tel événement s'est produit, un événement futur se produira ; le moyen doit, en effet, appartenir au même genre que les extrêmes, passé quand les extrêmes sont passés, futur quand ils sont futurs, en devenir quand ils sont en devenir, étant quand ils sont ; or, avec des extrêmes respectivement passé et futur, il ne peut pas y avoir de moyen terme homogène ». ⁵¹⁰

Si « le moyen doit, en effet, appartenir au même genre que les extrêmes, passé quand les extrêmes sont passés, futur quand ils sont futurs, en devenir quand ils sont en devenir, étant quand ils sont », précise-t-il « encore, c'est que le temps intermédiaire ne peut être ni déterminé, ni indéterminé, puisque l'énoncé sera faux pendant tout ce temps ». ⁵¹¹ C'est en ce sens que nous parlons de coïncidence dans l'instant présent de l'action propre qui est le fait de la cause efficiente et de la passion propre qui est le fait de la cause finale. Il s'agit d'une coïncidence de deux faits, l'un accompli par la cause efficiente, l'autre accompli par la cause finale, étant entendu que l'acte de la première actualise la seconde.

Dans la science théorique des jeux, la mise en forme normale du jeu dégage une matrice dans laquelle l'appariement de deux stratégies fait office d'un choix simultané. Mais cet appariement consiste en une (1) même interaction, qui constitue une (1) seule cause efficiente. Le paiement qui se trouve à l'intersection d'une ligne et d'une colonne de la matrice est aussi en simultanéité avec le choix

⁵⁰⁹ Aristote, op. cit., 95a 32-35.

⁵¹⁰ Aristote, ibidem, 95a 35-39.

⁵¹¹ Aristote, ibidem, 95a 40.

simultané d'un appariement. C'est cette simultanéité qui fait la coïncidence, dans l'instant présent, entre l'action propre de la cause efficiente et la passion propre de la cause finale.

Il est contingent qu'une telle cause efficiente en puissance passe à l'acte. Mais, une fois en acte, il est nécessaire que la cause efficiente engage la cause finale en puissance vers son propre acte. Cependant, au cours de cet entraînement vers son acte, la cause finale peut rencontrer un obstacle qui l'en empêche. Par exemple, il est contingent qu'une allumette s'enflamme. Une fois allumé, il est encore contingent qu'elle soit au contact d'un combustible. Mais si elle est allumé et qu'elle est au contact d'un combustible, il est nécessaire qu'elle engage l'inflammation du combustible. Sauf que, le combustible s'enflamme si rien ne fait obstacle à l'incendie ; or la présence d'un tel obstacle est contingente.

C'est pour prendre en considération cette intrication du nécessaire (du per se) et du contingent (du per accidens) que la doctrine logique de la modalité au sens compositif et de la modalité au sens divisif fut élaborée.

La modalité de la nécessité prise au sens compositif dans : « il est nécessaire que S soit P » ou « il est impossible que S soit P », Aristote l'expose lorsqu'il écrit ce que nous avons lu plus haut : « Le moyen doit, en effet, appartenir au même genre que les extrêmes, passé quand les extrêmes sont passés, futur quand ils sont futurs, en devenir quand ils sont en devenir, étant quand ils sont », alors que S et P sont mis en présence.

La modalité de la nécessité prise au sens divisif dans : « S est nécessairement P » ou « S est impossiblement P », Aristote la situe en « [examinant] la nature de ce qui assure la continuité des événements de telle sorte que, dans les choses mêmes, à l'événement passé succède l'événement en devenir » ⁵¹² ; le terme « succède » signifie la division pertinente. Et, à ce sujet, il écrit :

Il est évident, peut-on dire, qu'un événement présent n'est pas contigu à un événement passé, puisqu'un événement passé ne peut même pas l'être à un événement passé, les événements passés étant des limites et des indivisibles (...). Pas davantage un événement présent ne peut être contigu à un

⁵¹² Aristote, *ibidem*, 95b 1-2.

événement passé, et ce, pour la même raison, car le devenir présent est divisible et l'événement passé indivisible. ⁵¹³

La distinction entre la coïncidence dans une mise en présence en un même instant présent, que ce soit dans un passé révolu, un présent en devenir ou un futur, d'une part, et sur la succession d'événements où l'un est antérieur à un autre selon le temps, d'autre part, est fort importante pour la doctrine de la démonstration. Et, dans la mesure où la démonstration est la cause de la science, elle l'est pour la science. À cet égard, Aristote écrit :

Pour rendre compte de quelle manière, en supposant que le devenir soit une série d'événements consécutifs, le moyen est identique à la cause, bornons-nous aux considérations suivantes. Nécessairement, même dans ces syllogismes, le moyen et le majeur doivent former une prémisses immédiate. Par exemple, nous disons que puisque Γ a eu lieu, A a eu lieu : et Γ a eu lieu le dernier, et A le premier ; mais le principe du raisonnement est Γ , parce qu'il est le plus rapproché de ce qui a lieu présentement, et que le point de départ du temps est le présent. Nous disons ensuite que Γ est arrivé, si Δ est arrivé. Nous concluons alors que, puisque Δ a eu lieu, A a nécessairement eu lieu. Et la cause est Γ , car, puisque Δ a eu lieu, Γ doit nécessairement avoir eu lieu, et si Γ a eu lieu, A doit nécessairement avoir eu lieu auparavant.

En prenant de cette façon le moyen terme, la série s'arrêtera-t-elle, à un moment donné, à une prémisses immédiate, ou bien un nouveau moyen terme viendra-t-il toujours s'insérer, parce qu'il y en a une infinité, étant donné, ainsi que nous l'avons dit, qu'un événement passé n'est pas contigu à un événement passé ? Il faut néanmoins partir d'une prémisses formée du moyen et du présent majeur.

Il en est encore de même des événements futurs, puisque s'il est vrai de dire que Δ existera, il doit être antérieurement vrai de dire que A existera, et la cause de cette conclusion est Γ ; car si Δ doit exister dans le futur, Γ existera avant lui. Et, ici encore, c'est la même division à l'infini, puisque les événements futurs ne sont pas contigus les uns aux autres ; mais, ici encore, il faut prendre comme principe une prémisses immédiate. ⁵¹⁴

⁵¹³ Aristote, *ibidem*, 95b 3-8.

⁵¹⁴ Aristote, *ibidem*, 95b 11-31 ; les caractères en italiques sont de nous.

Pierre Lecomte du Noüy (1883-1947) est un physicien et un biologiste français qui écrit, dans *L'homme et sa destinée*, que : « Le but de la science est de prévoir et non, comme l'a dit souvent, de comprendre ». ⁵¹⁵ Encore faut-il « comprendre » à quelles conditions on peut ainsi « prévoir ». « La nature de ce qui assure la continuité des événements de telle sorte que, dans les choses mêmes, à l'événement passé succède l'événement en devenir », c'est la « nature » de la coïncidence qui compose deux éléments en les mettant en présence en un même instant, à l'instant qui suit immédiatement, et ainsi de suite, sans interruption ; c'est la modalité au sens compositif qui l'exprime.

Nous avons dit que le Petit Robert, au sujet du mot « coïncidence », oppose le « sens courant » à celui qu'il prend en « géométrie » : « [l']état de deux figures superposables point par point ». Dans le Partage du gâteau, nous avons vu que, dans la matrice du jeu mis en forme normale, un appariement “coïncide” avec un point selle. Existe-t-il « deux figures superposables point par point » pour le signifier ? Attribuons l'utile 0 au petit morceau, l'utile 1 au gros, et l'utile 1/2 à chacun des morceaux égaux à

une miette près. Et admettons que ces valeurs expriment l'ordre de préférence de chacun des enfants. Le triangle isocèle de la Figure 9, qui reprend celui de la Figure 8, expose manifestement que les deux petits triangles qui divisent le grand, se superposent, ou coïncident. Et il est non moins manifeste que la moyenne arithmétique $((1 + 1) \div 2 = 1/2)$ est égale à la moyenne proportionnelle : $h^2 = m \times n$; $h^2 = 1/2 \times 1/2 = (1/2)^2$; $h = 1/2$. Nous obtenons ainsi le meson, l'ison et l'analogon qu'est le juste.

Nous en arrivons ainsi à la troisième interrogation, qui se rapporte à la « transposition » des « définitions » qui survient dans la démonstration par la cause efficiente et sa duale, la démonstration par la cause finale. Son examen nous ramène à certaines considérations faites au Chapitre I au sujet de deux schémas de syllogisme en Barbara.

⁵¹⁵ P. Dupré, *Encyclopédie des Citations*, Paris, 1959, Éditions de Trévise, p. 199, # 3838.

Le schéma du syllogisme en Barbara démontrant la cause efficiente, avions-nous dit, se lit ainsi :

selon l'ordre : mineur Γ , moyen B, majeur A

Majeure : B (honeste vivere, alterum non lædere), A (suum cuique tribuere)

Mineure : Γ (Urbs), B (honeste vivere, alterum non lædere)

Conclusion : Γ (Urbs), A (suum cuique tribuere)

Et le schéma du syllogisme en Barbara démontrant la cause finale, avions-nous écrit, se présente comme suit :

selon l'ordre : mineur Γ , majeur B, moyen A

Majeure : A (jus civile), B (suum cuique tribuere)

Mineure : Γ (Urbs), A (jus civile)

Conclusion : Γ (Urbs), B (suum cuique tribuere)

Commençons par une considération du sujet, qui est le terme mineur dans les deux démonstrations. Pour le Partage du gâteau, le sujet est le couple Paule-Paul. Il s'envisage à deux points de vue : (1) comme le couple Coupeur-Preneur, selon la cause efficiente ; (2) comme le couple ami-juste, selon la cause finale. Le couple Coupeur-Preneur ne demande pas d'explication supplémentaire. Pour le couple ami-juste, rappelons-nous que l'amitié « qui semble (...) constituer le lien des cités », soit l'Urbs, intervient, non pas « quand les hommes sont [simplement] amis [puisqu'alors] il n'y a plus besoin de justice », mais « s'ils se contentent [du juste] », parce qu'alors « ils ont en outre besoin d'amitié ». ⁵¹⁶ Or, le juste, « c'est la proportionnalité qui établit l'égalité entre les parties » ; c'est ainsi qu'elle « préserve l'amitié, (...) dans la communauté politique [urbs] », ⁵¹⁷ d'une part, et dans le couple Paule-Paul, d'autre part.

Le schéma du syllogisme en Barbara démontrant la cause efficiente, dans le Partage du gâteau, situe la cause efficiente comme moyen terme. Ce moyen terme est une définition du couple : la division des actions Coupeur-Preneur, posée dans

⁵¹⁶ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1155a 23-25.

⁵¹⁷ Aristote, op. cit., 1163b 33 1164a 2.

la mineure. Cette division des actions coïncide avec le point selle, ce qu'exprime la majeure. D'où :

selon l'ordre : mineur Γ , moyen B, majeur A

Majeure : B (division Coupeur-Preneur), A (point selle)

Mineure : Γ (couple Paule-Paul), B (est divisé en tant que Coupeur-Preneur)

Conclusion : Γ (couple Paule-Paul en tant que Coupeur-Preneur), A (point selle)

Le schéma du syllogisme en Barbara démontrant la cause finale, dans le Partage du gâteau, situe la cause finale comme moyen terme. Ce moyen terme est une définition du couple : la division des qualités passives ami-juste, posée dans la mineure. Cette division des qualités passives coïncide avec le point selle. D'où :

selon l'ordre : mineur Γ , majeur B, moyen A

Majeure : A (division ami-juste), B (point selle)

Mineure : Γ (couple Paule-Paul), A (est divisé en tant que ami-juste)

Conclusion : Γ (couple Paule-Paul en tant que ami-juste), B (point selle)

L'ordre mineur Γ , majeur B, moyen A exprime que « la proportionnalité (le point selle : $1/2 \approx 1/2$) qui établit l'égalité entre les parties » est celle « qui préserve l'amitié » dans la division ami-juste, préservation qui arrive en dernier lieu, comme c'est le cas pour toute cause finale. Comme Aristote l'écrit : « Seulement, l'ordre du devenir est ici l'inverse de ce qu'il est dans les causes du mouvement : dans l'ordre des causes efficientes, le moyen terme doit se produire le premier, tandis que, dans l'ordre des causes finales, c'est le mineur Γ qui est le premier, et ce qui vient en dernier lieu c'est la cause finale ». ⁵¹⁸

La coïncidence de l'actio propria de la cause efficiente et de la passio propria de la cause finale dans le sujet couple Paule-Paul ressort parfaitement bien des conclusions. Aristote ajoutait : « Il faut transposer les définitions, et de cette façon tout deviendra plus clair ». La « transposition » du moyen et du majeur dans les deux ordres et la « transposition » des « définitions » font que « tout [devient]

⁵¹⁸ Aristote, ibidem, 94b 9-25.

plus clair ». Dans le Partage du gâteau, le syllogisme qui démontre la cause finale et le syllogisme qui démontre la cause efficiente du juste sont l'un et l'autre théorétiques. On y considère alors les « choses à éviter ou à rechercher » selon ce qu'en dit Aristote aux Premiers analytiques.⁵¹⁹ Et cette thèse de Michel Villey est réfutée : « Pas de science du juste, soit au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) — non plus que de science positive expérimentale ». ⁵²⁰

Au Chapitre I, nous avons vu que, pour « discerner (...) ce qu'a de propre la méthode de la science juridique », Michel Villey traite des « éléments d'une logique du droit ». Il soutient que « la jurisprudence est une œuvre théorique », mais qu'elle « n'est pas scientifique ». Au sujet des Analytiques, dont il dénonce les « insuffisances », il soutient que « Aristote ne [leur] reconnaissait qu'une maigre utilité pratique ». ⁵²¹ Au contraire, Aristote écrit : « La méthode est la même dans tous les cas, en philosophie, aussi bien qu'en n'importe quel art ou en n'importe quelle discipline ». ⁵²² Bien sûr, Aristote ne prétend pas que la « méthode » théorique écarte toute délibération et tout choix préférentiel.

« S'il est manifeste que toute recherche n'est pas une délibération, par exemple l'investigation en mathématiques [ou en théorie des jeux], par contre toute délibération est une recherche », ⁵²³ précise Aristote. Et « nous délibérons non pas sur les fins elles-mêmes, mais sur les moyens d'atteindre les fins, souligne-t-il encore. (...) S'il apparaît qu'elle peut être produite par plusieurs moyens, on cherche lequel entraînera la réalisation la plus facile et la meilleure. Si au contraire la fin ne s'accomplit que par un seul moyen, on considère comment par ce moyen elle sera réalisée, (...) jusqu'à ce qu'on arrive à la cause [efficiente] immédiate (...) ». ⁵²⁴ La recherche sur la « cause immédiate » culmine en un choix préférentiel qui l'achève : « L'objet de la délibération et l'objet du choix sont identiques, sous cette réserve que lorsqu'une chose est choisie elle a déjà été déterminée, puisque c'est la chose jugée préférable à la suite de la délibération qui est

⁵¹⁹ Aristote, Premiers analytiques, 68a 25-39.

⁵²⁰ Michel Villey, Précis II, p. 67.

⁵²¹ Michel Villey, op. cit., p. 47.

⁵²² Aristote, Premiers analytiques, 46a 2-4.

⁵²³ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1112b 21-22.

⁵²⁴ Aristote, op. cit., 1112b 12-19.

choisie ». ⁵²⁵ Le « choix préférentiel » est « le principe de l'action (...) (principe étant ici le point d'origine du mouvement [cause efficiente] et non la fin où il tend [cause finale]) », et le principe du « choix est le désir et la règle dirigée vers quelque fin », ⁵²⁶ ajoute Aristote.

Dans le Partage du gâteau, « la fin [qu'on trouve dans le schéma de finalité, et qui est le juste] ne s'accomplit que par un seul moyen [l'appariement pertinent dans le schéma de causalité, qui définit l'interaction appropriée] ». Dès lors, si « on considère comment par ce moyen elle sera réalisée, (...) jusqu'à ce qu'on arrive à la cause [efficiente] immédiate (...) », il convient qu'on s'en remettre au « choix [qui] est le désir et la règle dirigée vers quelque fin ». Cette « règle dirigée vers quelque fin » ; la « fin », c'est le juste ; le droit, et ce, au sens strict, c'est la cause efficiente dirigée vers la fin. Cette cause efficiente, il ne reste plus qu'à la commander à titre de règle, éventuellement par écrit, ce qui donne une loi. Pour le Partage du gâteau, une telle loi pourrait se lire comme suit :

Loi sur le partage d'un gâteau

Article 1. Les mots suivants ont la définition ci-après déterminée :

- a) « gâteau » : une pâtisserie à base de farine, de beurre et d'œufs, le plus souvent sucrée ;
- b) « couper » : l'action de partager ou de diviser ;
- c) « coupeur » : la personne qui partage ou divise le gâteau ;
- d) « preneur » : la personne qui est la première à choisir un morceau après la coupe du gâteau ;
- e) « tribunal » : la cour des créances alimentaires.

Article 2. En tout partage d'un gâteau, il est interdit au coupeur d'être aussi preneur, et au preneur d'être aussi coupeur.

Article 3. Le coupeur est libre de couper le gâteau à sa guise, pourvu qu'il le coupe en pas plus de deux morceaux.

Article 4. Le preneur est libre de choisir le morceau qu'il préfère. Il lui est toutefois interdit d'en prendre plus qu'un lors de son choix.

⁵²⁵ Aristote, ibidem, 1113a 2-12.

⁵²⁶ Aristote, ibidem, 1139a 31-32.

Article 5. Le morceau qui n'est pas choisi par le preneur appartient au coupeur.

Article 6. Toute contravention à l'un ou l'autre des articles de cette loi donne ouverture à un recours devant le tribunal, selon la procédure sommaire prévue à la loi régissant cette cour.

Article 7. Le tribunal peut condamner le contrevenant à une sanction appropriée.

Les articles 1 à 5 de cette loi décrivent le jeu Partage du gâteau. Un bon entendement des articles 1 à 5 exige de l'interprète qu'il sache qu'un point selle résout ce jeu à somme nulle, à information parfaite et à stratégie pure. Le jeu Partage du gâteau procure à la Loi sur le partage d'un gâteau son fondement rationnel, et ce, pour des joueurs qui sont rationnels à cet égard.

Mais qu'arrive-t-il si, « striking out and doing something irrational », Paule et Paul donne dans le « greed and distrust » en prenant plus que le « “fair” outcome » ? Ils minent l'amitié d'utilité qui pourrait leur faire « rendre l'équivalent », celle à laquelle « les législateurs paraissent (...) attacher un plus grand prix qu'à la justice même ». Dès lors, il s'impose que la prudence politique, avec l'assistance de la science politique, « légifère sur ce qu'il faut faire et sur ce dont il faut s'abstenir », en commandant les « actions justes » qui « tendent à produire ou à conserver le bonheur avec les éléments qui le composent, pour la communauté politique ». « [Selon] la pratique des législateurs eux-mêmes, on châtie (...) et on oblige à réparation ceux qui commettent des actions perverses, (...) et (...) on honore ceux qui accomplissent de bonnes actions, et on pense ainsi encourager ces derniers et réprimer les autres.⁵²⁷ C'est ce qui explique la présence, dans la Loi sur le partage du gâteau, des articles 6 et 7. Nous y reviendrons bientôt, lorsque nous prendrons connaissance du Dilemme du prisonnier.

Si le Partage du gâteau est un classique de la science théorétique des jeux, il est aussi un classique de la littérature française :

⁵²⁷ Aristote, op. cit., 1113b 23 à 1114a 2.

La Génisse, la Chèvre et la Brebis, en société avec le Lion.

La génisse, la chèvre, et leur soeur la brebis.
 Avec un fier lion, seigneur du voisinage,
 Firent société, dit-on, au temps jadis,
 Et mirent en commun le gain et le dommage.
 Dans les lacs de la chèvre un cerf se trouva pris.
 Vers ses associés aussitôt elle envoie.
 Eux venus, le lion par ses ongles compta,
 Et dit : « Nous sommes quatre à partager la proie. »
 Puis en autant de parts le cerf il dépeça ;
 Prit pour lui la première en qualité de sire :
 « Elle doit être à moi, dit-il ; et la raison,
 C'est que je m'appelle lion :
 À cela l'on n'a rien à dire.
 La seconde, par droit, me doit échoir encor ;
 Ce droit, vous le savez, c'est le droit du plus fort.
 Comme le plus vaillant, je prétends la troisième.
 Si quelqu'une de vous touche à la quatrième,
 Je l'étranglerai tout d'abord. » ⁵²⁸

La « société » où les associés « mirent en commun le gain et le dommage » est ici faite de quatre joueurs définis selon la qualité passive « ami-juste ». Le lion, « seigneur du voisinage », y est Coupeur : « il dépeça ». Mais il s'arroge d'être aussi Preneur de « la première » part. Et le reste de son discours laisse prévoir que la « société » d'amis ne durera pas longtemps. Remarquons la « raison » que le lion donne pour prendre la première part : « C'est que je m'appelle lion ». Le fabuliste écrit : « À cela l'on n'a rien à dire ». Qu'aurait pu « dire » la génisse, la chèvre ou la brebis sur cette « raison » ? Que, selon Aristote, lorsque « plusieurs joueurs de flûte sont également versés dans leur art, il n'y a aucune raison de donner les meilleures flûtes à ceux qui sont de meilleure naissance », ⁵²⁹ comme nous l'avons lu au chapitre V.

Évidemment, on peut douter que la situation pratique en eut été modifiée. Mais, et c'est le point qui nous importe, l'énoncé juridique (de jus-dicere) demande qu'une science théorétique découvre d'abord le juste à dire ; ce n'est

⁵²⁸ Jean de la Fontaine, Les fables de La Fontaine, Classique France, Librairie Hachette, 1946.

⁵²⁹ Aristote, Politique, 1282b 31- 1283a 1.

qu'ensuite qu'il peut dire le juste, en signifiant ce dernier avec des mots. Et dire le juste intervient avant tout commandement. Le Partage du gâteau découvre le juste et le dit ; la Loi sur le partage du gâteau vient après que le juste soit dit, sans quoi on commande n'importe quoi. Comme le lion est « le seigneur du voisinage », il édicte une loi bien différente de La loi sur le partage du gâteau, ce qui n'arrive pas que dans les fables. La science théorique du juste et la science du droit peuvent au mieux éclairer le seigneur au cours de son conseil ou de sa délibération, et ce, avant le choix préférentiel. Il incombe, ensuite, au seigneur de commander le fruit du choix préférentiel, en édictant et en promulguant une loi à caractère exécutoire.

La fable propose un jeu à somme nulle, à information parfaite, mais à quatre joueurs. Le jeu n'a pas été mis en forme normale. C'est une espèce de jeu dont nous n'avons pas fait l'examen. Lorsque plus de deux joueurs interviennent dans un jeu, la possibilité qu'une coalition se forme entre certains d'entre eux demande une étude. Nous ne pousserons pas notre recherche jusque là. Le propos que nous mettons de l'avant dans ce mémoire se limite à établir qu'une science théorique du juste existe bel et bien, contrairement à ce que prétend Michel Villey, et à démontrer que des « prémisses sur quoi la fonder » peuvent être découvertes.

Poursuivons l'étude du Partage du gâteau, et considérons un autre problème. Au chapitre précédent, nous avons dit qu'on parvient à « mesurer un service par l'utilité », en prenant l'utile comme unité de mesure. Dans le Partage du gâteau, le besoin ressenti par les enfants, c'est celui de s'alimenter, tout en se suçant le bec. Qu'un gâteau soit utile pour satisfaire un tel besoin, on peut le concevoir. Sauf que ce n'est pas l'utile et le besoin ainsi conçus qui concernent le juste. C'est pourquoi le recours à l'étymologie du vocable « besoin », le mot francique « bisunnia », une variante de « besogne », fait passer l'utile du gâteau à la besogne des hommes qui, « [se contentant du juste], ont en outre besoin d'amitié » utilitaire, celle qui fait « rendre l'équivalent ».

Ici, la besogne de fabriquer le gâteau ne fait pas partie du jeu ; seule en fait partie celle du partage. Pour la solution du Partage du gâteau, cette besogne du partage requiert que le gâteau soit coupé en deux morceaux. Mais qu'arrive-t-il si, avant de pouvoir partager le gâteau, il faut le fabriquer ?

Nous n'avons pas fait encore intervenir cet aspect. Il convient maintenant de prendre ces problèmes en considération.

Le jeu de négociation

Dans la Quadrature de la diagonale, nous avons vu que l'attribution du paiement « +3 » à Castor, par exemple, en prive Pollux. Cette privation du paiement « +3 » s'exprime par un paiement de « -3 » pour Pollux. L'attribution du paiement « +11 » à Pollux en prive Castor ; cette privation du paiement « +11 » s'exprime par un paiement de « -11 » pour Castor. On dit que ce jeu est à somme nulle, parce que la somme des paiements d'un joueur J_1 , comme Castor, et d'un joueur J_2 , comme Pollux, est égale à zéro : $(+3 + (-3) = 0)$; $(-11 + 11 = 0)$.

Le Partage du gâteau est aussi un jeu à somme nulle puisque Preneur est privé du paiement $1/2$ qu'obtient Coupeur, et que Coupeur est privé du paiement $1/2$ qu'obtient Preneur. Dans ce jeu à somme nulle, « aucune coopération n'est possible », écrit William Poundstone, parce que la taille du gâteau est donnée sans augmentation ou diminution possibles : ainsi « to do any better [than $1/2$], a player would need the assistance of his adversary. But the opponent has no reason to help [the other getting more than $1/2$] ». Dans un jeu à somme non nulle, la situation se présente autrement.

Revenons au jeu de La cachotterie, dans sa version à information imparfaite. ⁵³⁰ Il est à somme nulle : Cachottier est privé des paiements de Devin, et Devin, des paiements de Cachottier. Pour le rendre à somme non nulle, on introduit un Banquier, qui n'est pas un joueur : il ne fait pas de choix. Si Devin devine dans quelle main Cachottier a caché le bouton, c'est le Banquier qui leur paye 1\$ à chacun ; si Devin ne devine pas dans quelle main Cachottier a caché le bouton, c'est le Banquier qui reçoit 1\$ de Devin et de Cachottier. Il ne se produit aucun paiement de Cachottier à Devin ou de Devin à Cachottier. Dès lors, un paiement positif à Cachottier ne prive Devin en rien ; un paiement négatif de Cachottier n'affecte en rien Devin ; et vice-versa.

Dans ce jeu à somme non nulle, les intérêts respectifs de Cachottier et de Devin sont entièrement convergents. Or, selon la définition du jeu, Cachottier et

⁵³⁰ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essential Ideas*, pp. 94-104, passim.

Devin ne peuvent pas communiquer entre eux, si bien qu'ils sont incapables de profiter de cette entière convergence en coopérant. Il en est autrement si Cachottier peut déclarer à Devin où se trouve le bouton ; alors Devin "devine" toujours où le bouton est caché, et le Banquier paie 1\$ à chacun à chaque partie. La coopération entre ces deux joueurs dont les intérêts sont entièrement convergents demande ainsi qu'une communication puisse intervenir entre eux ; mais nous n'avons pas encore de négociation.

Alors, maintenons la présence du Banquier dans son rôle et la communication, mais apportons une modification aux paiements. Si Devin devine dans quelle main Cachottier a caché le bouton, le Banquier ne leur paye plus 1\$ à chacun ; il verse une somme de 2\$ à une cagnote dont il laisse la tâche du partage à Cachottier et à Devin. Et si Devin ne devine pas dans quelle main Cachottier a caché le bouton, Devin et Cachottier ne payent plus chacun 1\$ au Banquier ; il prend une somme de 2\$ dans une cagnote dont il laisse la tâche du partage à Cachottier et à Devin. Maintenant, les intérêts des deux joueurs ne sont plus entièrement convergents. Et il existe une ouverture pour une négociation concernant le partage de l'augmentation ou de la diminution affectant la cagnote.

Nous avons alors un jeu de négociation. Un tel jeu de négociation est à somme non nulle, mais il existe des jeux à somme non nulle qui ne sont pas des jeux de négociations. Nous nous concentrons d'abord sur le jeu de négociation.

Au chapitre précédent, nous avons vu que John Von Neumann et Oskar Morgenstern, dans leur livre *Theory of Games and Economic Behaviour*, se proposaient « de présenter une discussion de quelques questions fondamentales de la théorie économique », par « l'application de la théorie mathématique des "jeux de stratégie" (...) aux problèmes économiques », puisque « cette théorie des jeux de stratégie est l'instrument approprié pour développer une théorie de la conduite économique ». ⁵³¹

Les travaux de John Von Neumann et Orkar Morgenstern ont mis en lumière l'existence d'un principe pour le jeu à somme nulle, à information parfaite et à stratégie pure : le principe du point selle, qui est un point d'équilibre. Pour le jeu à somme nulle, à information imparfaite et à stratégie mixte, ces auteurs ont aussi

⁵³¹ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, p. 1 ; la traduction du passage est de nous.

découvert un point d'équilibre dont l'existence repose sur le principe du maximin ou du minimax. Mais « une théorie de la conduite économique » qui ne s'étend pas au « problème de la négociation » demeure incomplète.

C'est John Nash qui, en 1950, publie *The Bargaining Problem*,⁵³² un article où il démontre l'existence d'un point d'équilibre dans le jeu de négociation. En 1953, il complète son étude avec la publication d'un autre article : *Two-Person Cooperative Game*.⁵³³

Pour mieux en prendre connaissance, nous allons revenir à Anatol Rapoport et à la présentation qu'il fait d'un jeu de négociation que R. D. Luce et H. Raiffa proposent et étudient dans *Games and Decisions*, un livre qu'ils publient en 1957 : *La bataille des sexes*.

La bataille des sexes

Paule et Paul sont deux amis, mais seulement d'une « amitié réciproque [qui] a pour source l'utilité », au sens où Aristote la définit. Ils « ne s'aiment pas l'un l'autre pour eux-mêmes, mais en tant qu'il y a quelque bien qu'ils retirent l'un de l'autre ». Dans *La bataille des sexes*, le « bien » que l'un retire de l'autre est celui de passer une soirée en sa compagnie, plutôt que dans la solitude. Le loisir préférée de Paule, c'est d'assister à un match de boxe. Paul abhorre la boxe ; il préfère aller à l'opéra, mais Paule n'aime pas l'opéra. Ils en sont à choisir le divertissement qui meublera leur sortie. Paule propose à Paul de l'accompagner à un match de boxe ; mais Paul suggère plutôt de se rendre à l'opéra avec elle.

Posons que Paule obtient un paiement de 1 utile, selon son échelle d'utilité, si Paul et elle vont ensemble au match de boxe ; Paul reçoit alors 0 utile, et ce, selon son échelle d'utilité. Par ailleurs, Paul gagne un paiement de 1 utile, selon son échelle d'utilité, si Paule et lui vont ensemble à l'opéra ; et Paule, selon son

⁵³² John Nash, *The Bargaining Problem*, 1950, *Econometrica*, Journal of The Econometric Society, Volume 18, pp. 155-162.

⁵³³ John Nash, *Two-Person Cooperative Game*, 1953, *Econometrica*, Journal of The Econometric Society, Volume 21, pp. 128-140.

échelle d'utilité, recueille 0 utile. Dans l'un et l'autre cas, il existe alors un accord de coopération.

Par contre, si chacun choisit d'aller, seul, au spectacle qu'il préfère, il n'existe pas d'accord de coopération. « L'utilité n'est pas une chose durable, mais elle varie suivant les époques. Aussi, quand la cause qui faisait l'amitié a disparu, l'amitié elle-même est (...) rompue, attendu que l'amitié n'existe qu'en vue de la fin en question », avons-nous lu chez Aristote. Les paiements sont alors négatifs : celui de Paule est de $-b$, selon son échelle d'utilité, et celui de Paul est de $-a$, selon son échelle d'utilité.

Considérons aussi la situation où, ayant pris chacun la décision d'aller seul au spectacle qu'il préfère, il arrive que chacun se ravise pendant le trajet et opte alors pour la préférence de l'autre. Évidemment, rendu à destination, aucun n'y rencontre l'autre ; non seulement on assiste ainsi au spectacle qu'on ne préfère pas, mais encore on n'y est pas en compagnie de l'autre. Cependant, dans cette situation de malentendu, chacun peut se consoler de sa frustration en songeant au beau geste consenti par l'autre pour « [préserver] l'amitié ». Chacun obtient ainsi un paiement négatif, celui de Paule étant de $-d$, celui de Paul, de $-c$. Les nombres a , b , c , et d sont positifs, mais affectés du signe « - » ; pour simplifier les calculs, on dit qu'ils sont plus petit que 1, précise Anatol Rapoport.

Tableau 25

		Paule	
		O₂	B₂
Paul	O₁	1, 0	-a, -b
	B₁	-c, -d	0, 1

Dressons maintenant la matrice du jeu La bataille des sexes mis en forme normale (Tableau 25). Les choix d'une stratégie, pour Paul, sont : opéra (O₁) ; boxe (B₁). Ceux de Paule : opéra (O₂) ; boxe (B₂). L'appariement (O₁, O₂) et l'appariement (B₁, B₂) signifient un accord de coopération. Selon l'appariement (O₁, O₂), le paiement attribuable à Paul est de 1 utile ; il est fourni avec celui qui est attribuable à Paule, soit 0 utile, par : (1, 0). Pour l'appariement (B₁, B₂), c'est le paiement conjoint

(0, 1) ; 0 utile pour Paul, 1 utile pour Paule.

L'appariement (O₁, B₂) signifie un franc désaccord intervenant lorsque chacun va, seul, à son spectacle préféré. Le paiement conjoint (-a, -b) exprime les potentiels de menace. L'appariement (B₁, O₂) signifie le malentendu qui intervient lor-

sque chacun va, seul, au spectacle préféré de l'autre. Le paiement conjoint (-c, -d) exprime ce repentir mutuel à contretemps. Comme l'appariement (O_1 , B_2) ou le malentendu est "plus amical" que l'appariement (B_1 , O_2) ou le franc désaccord, on introduit dans la définition du jeu que : $\text{Min}(a, b) > \text{Max}(c, d)$. Le paiement conjoint minimum en potentiels de menace, en nombre absolu, est plus grand que le paiement conjoint maximum en repentir à contretemps, en nombre absolu. Bref, le potentiel de menace atteint plus sévèrement ou préserve moins bien l'amitié d'utilité que le repentir mutuel à contretemps.

Il saute aux yeux de quiconque examine la matrice du Tableau 25 qu'un choix alternatif de (O_1 , O_2) et de (B_1 , B_2), à raison d'une fois sur deux, procure un paiement de 1/2 utile tant à Paule qu'à Paul si le jeu donne lieu à plusieurs rondes de négociation (parties) successives. Sauf que cette succession intrique une modalité au sens divisif avec une modalité au sens compositif. C'est une différence importante avec Le partage du gâteau, où il est nécessaire que Paule et Paul obtiennent 1/2 utile (modalité au sens compositif). Dans La bataille des sexes, on peut se demander si Paule et Paul obtiennent nécessairement 1/2 utile (modalité au sens divisif), ce qui risque fort de ne pas être le cas puisque, selon la succession, c'est contingenter qu'on l'obtient.

Dans Le partage du gâteau, nous avons pris garde de ne pas confondre la recherche du « "fair" outcome (...) [as] recommended by game theoretic arbitration » qui est un « true equilibrium », d'une part, et le problème que pose le « "fair" outcome (...) [as] enforced by both players' self-interest ». Alors que le « theoretic arbitration » découvre un « il est nécessaire que », de modalité au sens compositif, « [l']enforcement » rencontre le problème de la modalité au sens divisif, et c'est ce problème que tente de régler les articles 7 et 8 de la Loi sur le partage du gâteau. C'est pourquoi, dans le jeu, la définition du juste traite du nécessaire, alors que la Loi traite d'un juste par accident. La même mise en garde s'impose pour La bataille des sexes, avec les potentiels de menace.

À cet égard, ce dernier donne une indication supplémentaire. Dans l'appariement (O_1 , B_2), celui du franc désaccord, le paiement qu'obtient Paul est -a, alors que celui de Paule est -b. Le potentiel de menace dont jouit Paul est ce qui en coûte à Paule si elle choisit d'aller au match de boxe alors que Paul va à l'opéra, soit : b. Et le potentiel de menace de Paule est ce qui en coûte à Paul s'il

choisit d'aller à l'opéra alors que Paule va au match de boxe, soit : a . Ces potentiels peuvent être égaux ou inégaux.

Anatol Rapoport, exposant l'enseignement de R. D. Luce et H. Raiffa, considère le cas de potentiels inégaux : un franc désaccord fait subir à Paule un effet plus grand que l'effet subi par Paul. Ainsi, le potentiel de menace de Paul est plus grand que le potentiel de menace de Paule : $b > a$. Il va de soi que ce pourrait être le contraire ; ce qui est étudié, c'est l'inégalité des potentiels de menace, et non le sexe des joueurs. Et il imagine la ronde de négociation suivante :

Paul : « Admets-tu que (O_1, O_2) et (B_1, B_2) sont l'un et l'autre de meilleurs résultats que les deux autres ? »

Paule : « Oui ».

Paul : « Donc, si je vais à l'opéra, il est dans ton intérêt de venir avec moi ».

Paule : « Tout à fait. Mais, si je vais au match de boxe, il n'est pas moins vrai que tu as tout intérêt à venir avec moi ».

Paul : « Sauf que, moi, je préfère l'opéra ».

Paule : « Certes, mais moi je préfère la boxe ».

Paul : « Si tu vas à la boxe, tu perdras b utiles. Alors explique-moi pourquoi tu ne préfère pas venir avec moi et éviter cette perte en acceptant 0 utile ?

Paule : « Si je ne vais pas à l'opéra avec toi, tu perds a utiles, alors que tu pourrais obtenir 0 utile en n'essuyant pas cette perte et venir avec moi à la boxe.

Paul : « Sauf que toi, tu perds plus que moi » (Rappelons-nous que : $b > a$) ».

Paule : « Bon ! Puisqu'il faut tout te dire, imaginons que tu gagnerais 1 utile en allant à l'opéra, que j'y aille avec toi ou pas. Alors, tu ne discuterais avec moi. Tu irais, point final ! Sauf que, si je n'y vais pas, tu ne gagneras pas 1 utile. Alors ma "bonne volonté" prend de la valeur pour toi. Il n'est que juste que tu me donnes quelque chose en échange de ma "bonne volonté" ».

Mettons de côté les potentiels de menace pour le moment. Si Paule et Paul « se contentent d'être justes, ils ont en outre besoin d'amitié », écrit Aristote. Et, comme nous l'avons lu au chapitre précédent, il envisage une telle amitié entre inégaux, comme suit :

Des différends se produisent aussi au sein des amitiés où existe une supériorité car chacun des deux amis a la prétention de recevoir une part plus grande que l'autre, mais cette prétention, quand elle se fait jour, entraîne la ruine de l'amitié. Le plus vertueux estime que c'est à lui que doit revenir la plus large part (...) ; même état d'esprit chez celui qui rend plus de services, car un homme bon à rien n'a pas droit, disent ces gens-là, à une part égale : c'est une charge gratuite que l'on supporte et ce n'est plus de l'amitié [d'utilité]. Ils pensent, en effet, qu'il doit en être de l'amitié comme d'une société de capitaux où les associés dont l'apport est plus considérable reçoivent une plus grosse part de bénéfices. Mais, d'un autre côté, l'ami dénué de ressources ou en état d'infériorité quelconque, tient un raisonnement tout opposé : à son avis, c'est le rôle d'un véritable ami que d'aider ceux qui ont besoin de lui. À quoi sert, dira-t-il, d'être l'ami d'un homme de bien ou d'un homme puissant, si on a rien d'avantageux à en attendre ?

Il semble bien que les deux parties aient des prétentions également justifiées, et que chacun des amis soit en droit de se faire attribuer en vertu de l'amitié une part plus forte que l'autre ; seulement ce ne sera pas de la même chose (...). Qu'il en soit ainsi dans les diverses organisations politiques, c'est là un fait notoire. ⁵³⁴

Jean Tricot commente le passage comme suit : « La « solution [d'Aristote] (...) fait appel aux règles de la justice commutative ». Très précisément, le fondement de la solution est fourni par le juste correctif qui, par un « assemblage en diagonale », est contenu dans les limites du juste distributif. À cet égard, Anatol Rapoport écrit : « We can arbitrate the conflict, i.e., we can suggest how the difference is to be split in the interest of “fairness” (however defined) ». ⁵³⁵ Pour un mathématicien des jeux, on peut comprendre que la « fairness » peut être « however defined », mais pas pour un philosophe. Pour un philosophe, le juste se caractérise par certains attributs : *meson*, *ison*, *analogon*.

⁵³⁴ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1163a 24 1163b 5.

⁵³⁵ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory The Essential Ideas*, p. 98.

Par ailleurs, l'arbitrage auquel pense Anatol Rapoport est un « theoretic arbitration », au sens où William Poundstone l'entend. Il ne s'agit pas d'un procès tenu pour voir si Paul ou Paule a contrevenu à une loi ; aucune Loi sur la bataille des sexes n'est encore écrite. « Arbitrer le conflit » s'entend ici de résoudre le jeu La bataille des sexes, et ce, pour des joueurs rationnels à cet égard ; et, éventuellement, de découvrir la solution qui pourra procurer un fondement rationnel à une Loi sur la bataille des sexes, où des articles instituant une coercition, tels que les articles 7 et 8 dans la Loi sur le partage du gâteau, trouveront leur place.

Anatol Rapoport note que « certains auteurs (...) font une distinction entre la négociation et l'arbitrage. Le dernier fait présumément l'emploi de quelques principes d'équité fondés sur certaines normes sociales, alors que ce n'est pas le cas de la première. Cependant, tant la négociation que l'arbitrage présuppose quelques principes de rationalité. Dès lors, ajoute-t-il, je crois que les notions de ce qui est "rationnel" (dans les situations dépeintes comme jeu à somme non nulle) sont aussi socialement déterminées, ce pourquoi je ne vois pas une distinction si nette entre la négociation et l'arbitrage (...) ». ⁵³⁶ Remarquons l'expression « socialement déterminées », qui évoque le nécessaire au sens compositif.

S'il note que « pendant très longtemps en Europe il y eut un vif intérêt pour les principes du droit romain », Michel Villey, qui s'emploie à « redécouvrir le langage juridique romain, (...) la méthode et la structure de pensée romaine », [ce qui demande] une culture et des lectures philosophiques (chose actuellement prohibée à la Section d'histoire du droit) », déclare que « redécouvrir l'esprit de la jurisprudence classique n'est pas une petite affaire », puisque l'objet alors pris en considération n'est pas « des normes ». ⁵³⁷

Le jurisconsulte romain découvre ce qui est théorétiquement arbitral (quæstio juridicialis) dans les situations de négociation (quæstio negotialis), comme nous le verrons dans le prochain chapitre. Michel Villey souligne que « selon le témoignage de Pomponius, le jus civile au sens strict (...) fut l'œuvre des jurisprudents, à l'origine en l'absence d'aucun texte écrit (D.I.2.2.12) ». ⁵³⁸ Il renvoie alors à ce passage du Digeste où Pomponius écrit : « Est proprium jus

⁵³⁶ Anatol Rapoport, op. cit., p. 216, note 13 ; notre traduction.

⁵³⁷ Michel Villey, Précis I, pp. 89 et 93.

⁵³⁸ Michel Villey, Précis II, p. 196.

civile, quod sine scripto in sola prudentium interpretatione consistit » (Est proprement jus civile, ce qui résulte du seul entendement des prudents, sans texte).

Nous ne nous immiscerons pas dans la discussion qui anime Anatol Rapoport et ses collègues. Cependant, s'il s'agit de « redécouvrir l'esprit de la jurisprudence classique », comme le désire Michel Villey, « [to] arbitrate the conflict » consiste à découvrir les « principes d'équité » qui procurent un fondement rationnel pour une élaboration postérieure de « normes sociales ». La connaissance théorique des « situations dépeintes comme jeu à somme non nulle » par laquelle on acquiert « les notions de ce qui est "rationnel" », et ce, à titre de « principes d'équité », consiste à « [to] arbitrate the conflict » avant tout « emploi de quelques (...) normes sociales ». C'est ainsi que l'élaboration de « normes sociales », « tant [pour] la négociation que [pour] l'arbitrage, présuppose quelques principes de rationalité ».

Dans *La bataille des sexes*, si la négociation ou l'arbitrage ne se distinguent pas, c'est que l'étude est accomplie par une science théorético-théorique. Une science théorético-pratique emploie son mode théorique dans l'étude du moyen pratique d'atteindre une fin, elle-même connue par une science théorético-théorique. Les problèmes sont étudiés en faisant abstraction des aspects pratico-pratiques qui tiennent aux caractères singuliers d'une (1) situation vécue sous l'empire d'une éventuelle Loi sur la bataille des sexes. La science théorique des jeux les envisage comme des problèmes théorético-théoriques dont la solution offrirait un fondement rationnel proposable pour l'écriture d'une telle loi.

Alors poursuivons notre lecture de la présentation qu'offre Anatol Rapoport de la science théorique des jeux qui tente « d'arbitrer le conflit » qui oppose Paule et Paul dans *La bataille des sexes*. Que peut-elle dire théorétiquement sur la « difference (...) to be split in the interest of "fairness" (...) » ?

Au chapitre VI, en reconsidérant les termes « gain » et « perte » dont Aristote fait l'emploi au sujet du juste correctif ou rectificatif, nous avons anticipé sur un développement dont nous avons dit qu'il était à venir. En cette occasion, nous avons tracé un plan cartésien (Figure 6) ; et nous y avons inscrit des points pour former un quadrilatère (Figure 7) où « l'Un [y est] le triangle ». Le moment est venu d'entreprendre ce développement.

Un jeu à somme non nulle comme La bataille des sexes se situe dans un graphe cartésien (Figure 10) où la présence d'un triangle rectangle est patente. L'abscisse mesure les paiement de Paul ; l'ordonnée, ceux de Paule. Le quadrilatère entoure une aire qui est un espace de paiements. L'aire est faite de tous les paiements possibles que peuvent conjointement obtenir Paule et Paul ; cette aire et ses bornes forment le polygone convexe de l'ensemble des paiements.

Paule a le choix entre une stratégie pure O_2 et une stratégie pure B_2 . Elle peut en faire une mixtion en une stratégie mixte, selon la méthode que nous avons exposée dans l'étude du jeu à information imparfaite La cachotterie, qui est à somme nulle. Paul peut faire de même. L'appariement de ces deux stratégies mixtes permet le dégagement d'un point d'équilibre, selon le principe du minimax ou du maximin. Dans le

contexte d'un choix rationnel que définit ce principe pour un jeu à somme nulle, Paule choisit sa stratégie mixte en toute indépendance du choix que fait Paul, et vice-versa. Mais le contexte à définir pour La bataille des sexes, qui est un jeu à somme non nulle, est différent.

Si Paule et Paul ne coordonnent pas leur choix respectif, ils prennent le risque soit d'un franc désaccord soit d'un malentendu. Les éviter exige d'eux qu'ils coordonnent leur choix respectif. Si, au cours d'une ronde de négociation, ils parviennent à un accord de coopération prenant la forme d'une proportion de (O_1, O_2) et de (B_1, B_2) dont l'exécution s'étend à plusieurs parties successives, le paiement conjoint moyen qu'ils obtiendront sera un point sur la droite qui s'étend du point $(0, 1)$ au point $(1, 0)$, qui est l'hypoténuse du triangle rectangle. Si le choix (O_1, O_2) est plus fréquent que l'autre, le paiement conjoint moyen sera plus près du point $(1, 0)$, et vice-versa ; cette dernière situation exprimerait une « supériorité (...) où les associés dont l'apport est plus considérable reçoivent une plus grosse part », comme l'écrit Aristote.

La bataille des sexes est un jeu de négociation où les intérêts de Paule et de Paul sont partiellement convergents et partiellement divergents. Pour coordonner

leur choix, une communication doit intervenir entre eux, ainsi qu'une coopération prenant la forme d'un accord portant sur une proportion de choix (O_1, O_2) et (B_1, B_2), accord qui s'exécute en plusieurs parties successives. C'est au cours de cette ronde de négociation qu'une évaluation en utiles de la "bonne volonté" de Paule intervient. À cet égard, rappelons-nous la distinction qu'Aristote fait entre la « rectitude du choix » et « une certaine puissance appelée habilité ». ⁵³⁹

Si Paule et Paul ont pu se montrer "rationnels" dans le Partage du gâteau, peuvent-ils persister dans cette voie face à la coopération que requiert La bataille des sexes ? À tout résultat de l'ensemble des paiements contenu dans le polygone convexe, Paule et Paul préféreront un accord de coopération dont le fruit sera un point de la droite qui va de $(0, 1)$ à $(1, 0)$. Les points de cette droite forment l'ensemble de négociation. Les points constituant cet ensemble de négociation sont des paiements que Paule et Paul ne peuvent pas conjointement améliorer. Sous cet aspect, les intérêts de Paule et de Paul sont convergents.

Toutefois, si le choix préféré de Paul (O_1, O_2) est plus fréquent que le choix préféré de Paule (B_1, B_2), le paiement conjoint moyen que détermine la proportion sera plus près du point $(1, 0)$, et celui de Paule, plus près de 0. Et si le choix préféré de Paule (B_1, B_2) est plus fréquent que le choix préféré de Paul (O_1, O_2), le paiement conjoint moyen que détermine la proportion, sera plus près du point $(0, 1)$, et celui de Paul, plus près de 0. Sous cet aspect, les intérêts de Paule et de Paul sont divergents. « Des différends se produisent (...) au sien des amitiés [d'utilité] où existe une supériorité », écrit Aristote.

Si la coopération est la seule voie d'accès à un paiement conjoint moyen qui se trouve parmi les points de l'ensemble de négociation, la détermination du point qui, parmi ceux de l'ensemble, scelle l'accord de coopération ouvre une fenêtre pour la négociation, ce qui implique un partage du gâteau.

Le polygone convexe contient l'ensemble des paiements qu'une mixtion de stratégies coordonnées permet d'obtenir. Parmi ces paiements conjoints, il en existe un (x_0, y_0) que tant Paule que Paul peuvent obtenir selon le principe du maximin ou du minimax, en adoptant une stratégie mixte comme dans La Cachotterie, donc sans coordination. Ce paiement (x_0, y_0) porte le nom de niveau de sécurité. Dans un jeu à somme non nulle comme La bataille des sexes, aucun point de

⁵³⁹ Voir Chapitre III, p. 81 : Aristote, Éthique à Nicomaque, 1144a 11-31.

l'ensemble de négociation qui est inférieur au paiement (x_0, y_0) du niveau de sécurité n'est acceptable aux joueurs pour la conclusion d'un accord de coopération.

Traçons en pointillé une droite verticale parallèle à l'ordonnée, pour signifier le niveau de sécurité du joueur dont les paiements sont en ordonnée, et une droite horizontale parallèle à l'abscisse, pour signifier le niveau de sécurité du joueur dont les paiements sont en abscisse, de telle manière que le point d'intersection des deux droites en pointillé soit (x_0, y_0) , le point d'équilibre (Figure 11).

Ces deux droites font aussi intersection avec les frontières du polygone. Parfois, tout l'ensemble de négociation sera compris entre les droites en pointillé (Figure

11a), parfois seulement une portion de l'ensemble de négociation (Figure 11b). Dans l'un ou l'autre cas, pour pouvoir devenir un point négocié qui détermine la solution du jeu, un point (α, β) de l'ensemble de négociation doit satisfaire les deux conditions suivantes :

1. il est impossible que les joueurs améliorent conjointement leur paiement respectif en partant d'un tel point (α, β) ;
2. les coordonnées de ce point (α, β) ne doivent pas offrir un paiement inférieur à celui que le niveau de sécurité assure à un joueur.

Le jeu La bataille des sexes est maintenant entièrement défini. Le problème qu'il pose à des joueurs "rationnels" comme Paule et Paul est celui de découvrir le

point qui appartient à l'ensemble de négociation et qui, par négociation, peut faire naître un accord de coopération donnant la solution du jeu.

Anatol Rapoport examine plusieurs voies de solution, dont une « first approach (...) due to John Nash (1950) », qu'il appelle « the Special Bargaining Problem », et « the Generalized Bargaining Problem (...) proposed by Nash (1953) ». Étudions-les.

Le “plus simple” jeu de négociation

L'article que John Nash publie en 1950, *The Bargaining Problem*, ⁵⁴⁰ est écrit avec « the assistance of Professors von Neumann and Morgenstern who read the original form of the paper and gave helpful advice as to presentation ». Dans le résumé qui accompagne son article, John Nash précise qu'il propose « a new treatment (...) of a classical economic problem, one which occurs in many forms, as bargaining, (...) ». Ce « traitement » est « nouveau » en ce qu'il envisage le problème sous l'aspect d'un « nonzero-sum two-person game » ; c'est ainsi que l'article livre un résultat qui est un développement de la théorie qu'exposent John Von Neumann et Oskar Morgenstern dans *Theory of games and Economic Behaviour*.

John Nash annonce les prémisses d'une démonstration comme suit : « In this paper a few general assumptions are made concerning the behaviour [les stratégies] of a single individual and of a group of two individuals [le sujet pris en considération dans la démonstration, c'est le groupe] in certain economic environments ». Et la conséquence qui structure cette démonstration, il l'énonce comme suit : « From these [general assumptions] the solution (in the sense of this paper) of the classical problem may be obtained. In the terms of the game theory, values are found for the game ».

En introduction, John Nash donne une ébauche d'une « two-person bargaining situation » : elle implique « two individuals who have the opportunity to collaborate [la coopération] for mutual benefits in more than one way ». Et son article,

⁵⁴⁰ John Nash, *The Bargaining Problem*, passim.

dit-il, considère le « cas plus simple » qui se caractérise ainsi : « No action taken by one the individuals without the consent of the other can affect the well-being of the other one ». Autrement dit, aucune des deux personnes à qui une situation offre « l'opportunité de collaborer [de coopérer] pour leurs bénéfices mutuels » ne peut y parvenir sans le « consentement » de l'autre.

Déjà, dans cette dernière phrase, John Nash évoque que « to collaborate » sera la cause efficiente : « No action taken by one (...) without the consent of the other ». Honeste vivere. Alterum non lædere. Il y évoque aussi la cause finale pertinente qui « can affect the well-being ». Cette cause finale aura comme passion propre une répartition de « mutual benefits ». Suum cuique tribuere.

« A theoretical treatment of bargaining situations », écrit John Nash, « abstracts from the situation to form a mathematical model in terms of which to develop the theory ». De quoi est-il fait abstraction dans une telle considération théorique des situations de négociation ? John Nash répond : « We idealize the bargaining problem by assuming that the two individuals are highly rational, that each can accurately compare his desires for various things, that they are equal in bargaining skill, and that each has full knowledge of the tastes and preferences of the other ».

« [To] accurately compare his desires for various things » exige de chacun des joueurs qu'il définisse son échelle d'utilités. « [To have] full knowledge of the tastes and preferences of the other » demande que chaque joueur connaisse son échelle d'utilités et celle de l'autre, ce qui implique une communication entre eux. Pour être « highly rationnal », le discernement de « l'opportunité » de négociation qu'offre la situation suffit, mais il est nécessaire. Quant à l'assumption sur la « equal (...) bargaining skill », elle est prise en charge par la mise en forme normale du jeu.

« In making our treatment of bargaining we employ a numerical utility, of the type developped in Theory of games », ajoute John Nash, pour introduire dans le « mathematical model the desire of each individual to maximize his gain in bargaining ». Il présente les axiomes de John Von Neumann et Oskar Morgenstern sur « the utility theory of a single individual » en cinq assumptions, comme suit :

By making the following assumptions we are enabled to develop the utility theory of a single individual :

1. An individual offered two possible anticipations can decide which is preferable or that they are equally desirable.
2. The ordering thus produced is transitive ; if A is better than B and B is better than C then A is better than C.
3. Any probability combination of equally desirable states is just as desirable as either.
4. If A, B, and C are as in assumption (2), then there is a probability combination of A and C which is just as desirable as C. This amounts to an assumption of continuity.
5. If $0 \leq p \leq 1$ and A and B are equally desirable, then $pA + (1 - p) C$ and $pB + (1 - p) C$ are equally desirable. Also, if A and B are equally desirable, A may be substituted for B in any desirability ordering relationship satisfied by B.

These assumptions suffice to show the existence of a satisfactory utility function, assigning a real number to each anticipation of an individual. This utility function is not unique, that is, if u is such a function then so also is $au + b$, provided $a > 0$.

Letting capital letters represent anticipations and small ones real numbers, such a utility function will satisfy the following properties :

- (a) $u(A) > u(B)$ is equivalent to A is more desirable than B, etc.
- (b) If $0 \leq p \leq 1$ then $u[pA + (1 - p) B] = pu(A) + (1 - p) u(B)$. This is the important linearity property of a utility function. ⁵⁴¹

Ces assomptions portant sur l'échelle d'utilité d'un individu, repris de John Von Neumann et Oskar Morgenstern, servent à déterminer des paiements pour cet individu. Dans une négociation où deux joueurs sont impliqués, chacun a son échelle d'utilité ; mais ces deux échelles d'utilité, considérées en conjonction, peuvent servir à déterminer des paiements conjoints. Chaque paire de paiements

⁵⁴¹ John Nash, op. cit, pp. 156-157.

est faite de deux termes, l'un pris de l'échelle d'utilité d'un des négociateurs, et l'autre pris de l'échelle de l'autre négociateur.

John Nash l'exprime comme suit :

We may define a two-person anticipation as a combination of two one-person anticipations. Thus we have two individuals, each with a certain expectation of his future environment. We may regard the one-person utility functions as applicable to the two-person anticipations, each giving the result it would give if applied to the corresponding one-person anticipation which is a component of the two-person anticipation. A probability combination of two two-person anticipations is defined by making the corresponding combinations for their components. Thus if $[A, B]$ is a two-person anticipation and $0 \leq p \leq 1$, then

$$p[A, B] + (1 - p)[C, D]$$

will be defined as [ce sont les termes d'un paiement conjoint]

$$[pA + (1 - p)C, pB + (1 - p)D].$$

Clearly the one-person utility functions will have the same linearity property here as in the one-person case. From this point onwards when the term anticipation is used it shall mean two-person anticipation. ⁵⁴²

Parmi les paiements conjoints, celui qui rémunère le défaut de coopération se distingue spécialement des autres. À ce propos, John Nash écrit :

In a bargaining situation one anticipation is especially distinguished ; this is the anticipation of no cooperation between the bargainers. It is natural, therefore, to use utility functions for the two individuals which assign the number zero to this anticipation. This still leaves each individual's utility function determined only up to multiplication by a positive real number. Henceforth any utility functions used shall be understood to be so chosen. ⁵⁴³

John Nash attribue « le nombre zéro » à « l'anticipation de non coopération » considérée sans potentiel de menace. Anatol Rapoport écrit : « We have called this [first approach] the solution of the special bargaining problem, because it is

⁵⁴² John Nash, *ibidem*, p. 157.

⁵⁴³ John Nash, *ibidem*, pp. 157-158.

based on the assumption that the status quo point is given. There remains, however, the question of how this status quo point is to be determined. The bargaining problem with this question included we shall call the general bargaining problem ».⁵⁴⁴

John Nash en vient ensuite au polygone des paiements, qui doit satisfaire deux propriétés mathématiques : la convexité et la compacité. Il écrit :

We may produce a graphical representation of the situation facing the two by choosing utility functions for them and plotting the utilities of all available anticipations in a plane graph.

It is necessary to introduce assumptions about the nature of the set of points thus obtained. We wish to assume that this set of points is compact and convex, in the mathematical senses. It should be convex since an anticipation which will graph into any point on a straight line segment between two points of the set can always be obtained by the appropriate probability combination of two anticipations which graph into the two points. The condition of compactness implies, for one thing, that the set of points must be bounded, that is, that they can all be inclosed in a sufficiently large square in the plane. It also implies that any continuous function of the utilities assumes a maximum value for the set at some point of the set.

We shall regard two anticipations which have the same utility for any utility function corresponding to either individual as equivalent so that the graph becomes a complete representation of the essential features of the situation. Of course, the graph is only determined up to changes of scale since the utility functions are not completely determined.⁵⁴⁵

« Si une interrogation syllogistique est la même chose qu'une prémisses portant sur l'un des membres d'une contradiction, et si, dans chaque science, il y a des prémisses à partir desquelles le syllogisme qui lui est propre est constitué [i.e. une démonstration], il y aura assurément une sorte d'interrogation scientifique [portant sur les] (...) prémisses qui seront le point de départ du syllogisme approprié qu'on obtient dans chaque science, écrit Aristote. Il est, par suite, évident que toute interrogation ne sera pas géométrique (...), et qu'il en sera de même dans les

⁵⁴⁴ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory, The Essentials Ideas*, p. 106.

⁵⁴⁵ John Nash, *The Bargaining Problem*, p. 158.

autres sciences : seront seulement géométriques les interrogations à partir desquelles on démontre soit l'un des problèmes qui relèvent de la Géométrie, soit les problèmes qui sont démontrés par les mêmes principes que ceux de la Géométrie, ceux de l'Optique par exemple. Et il en est ainsi pour les autres sciences ». ⁵⁴⁶

La science théorique des jeux est dans la même situation de subalternation que l'est « l'Optique » par rapport à la géométrie.

Après ses considérations sur le polygone des paiements, John Nash soulève « une sorte d'interrogation scientifique [portant sur les] (...) prémisses qui seront le point de départ du syllogisme approprié » au jeu de négociation, comme suit :

Now since our solution should consist of rational expectations of gain by the two bargainers, these expectations should be realizable by an appropriate agreement between the two. Hence, there should be an available anticipation which gives each the amount of satisfaction he should expect to get. It is reasonable to assume that the two, being rational, would simply agree to that anticipation, or to an equivalent one. Hence, we may think of one point in the set of the graph as representing the solution, and also representing all anticipations that the two might agree upon as fair bargains. We shall develop the theory by giving conditions which should hold for the relationship between this solution point and the set, and from these deduce a simple condition determining the solution point. We shall consider only those cases in which there is a possibility that both individuals could gain from the situation. (This does not exclude cases where, in the end, only one individual could have benefited because the "fair bargain" might consist of an agreement to use a probability method to decide who is to gain in the end. Any probability combination of available anticipations is an available anticipation.) ⁵⁴⁷

Dans ce passage, trois mots, ici mis en italique, attirent notre attention : « Now since our solution should (...) », « Hence, there should be (...) », « Hence, we may think (...) ». Il est remarquable que, entre « now since » et la seconde occurrence de « hence », les verbes sont associés à un auxiliaire modal : « should consist », « should be », « should expect », « would simply agree ». De plus, nous y constatons la présence de : « consist », « realizable » et « available ». John Nash

⁵⁴⁶ Aristote, Seconds analytiques, 77a 35- - 77b 3.

⁵⁴⁷ John Nash, The Bargaining Problem, p. 158.

évoque ainsi son « interrogation scientifique », qui porte sur du réel. Par contre, à partir de la seconde occurrence de « hence », notons l'opposition qu'impliquent la présence des mots « think », « theory », « deduce », « possibility », d'une part, et des verbes suivants : « may think », « shall develop », « shall consider ». L'emploi de ce vocabulaire montre que John Nash passe maintenant de l'interrogation à la recherche d'une réponse, et ce, par mode de démonstration.

Pour répondre à une « interrogation scientifique », il s'impose de découvrir une réponse scientifique, et pour la découvrir, une recherche scientifique est indispensable. Aristote décrit la recherche d'une réponse à une « interrogation scientifique » comme étant celle du moyen terme qui intervient dans les prémisses d'une démonstration et qui y signifie une cause. Il exprime comme suit :

Quand nous cherchons le fait ou quand nous cherchons si une chose est au sens absolu, nous cherchons en réalité s'il y a de cela un moyen terme ou s'il n'y en a pas ; et une fois que nous savons le fait ou que la chose est (autrement dit, quand nous savons qu'elle est soit en partie, soit absolument), et qu'en outre nous recherchons le pourquoi, ou la nature de la chose, alors nous recherchons quel est le moyen terme (quand la recherche porte sur le fait, je parle d'existence partielle de la chose, et si elle porte sur l'existence même, je parle d'existence au sens absolu. Il y a existence partielle, quand, par exemple, je demande : la Lune subit-elle une éclipse ? ou encore : la Lune s'accroît-elle ? car, dans les question de ce genre, nous recherchons si une chose est [aussi] une [autre] chose ou n'est pas cette [autre] chose. Quant à l'existence d'une chose au sens absolu, c'est quand nous nous demandons, par exemple, si la Lune ou la Nuit existe). Le résultat c'est que dans toutes ces recherches, nous nous demandons soit s'il y a un moyen terme, soit quel est le moyen terme. En effet, le moyen c'est la cause, et c'est lui l'objet de toutes nos recherches. Par exemple, est-ce que la Lune subit une éclipse ? signifie : y a-t-il ou n'y a-t-il pas une cause à l'éclipse ? Après cela, quand nous savons qu'il y en a une, nous passons à la question : quelle est donc cette cause ? Car la cause par laquelle une chose est, non pas ceci ou cela, mais d'une façon absolue et substantiellement, aussi bien que la cause par laquelle une chose est, non plus d'une façon absolue mais ceci ou cela, en tant qu'elle possède quelque attribut essentiel ou accidentel, c'est, dans les deux cas, le moyen terme. Par ce qui est au sens absolu, j'entends le sujet lui-même, par exemple la Lune, la Terre, le Soleil, le triangle ; par la qualité affirmée du sujet, j'entends l'éclipse, l'égalité, l'inégalité, l'interposition ou la non-interposition de la Terre. Dans tous ces exemples, il est clair qu'il y a identité entre la nature de la chose et pourquoi elle est. La question : qu'est-ce que l'éclipse ? et sa réponse : la privation de la lumière de la Lune par

l'interposition de la Terre, sont identiques à la question : pourquoi y a-t-il éclipse ? ou pourquoi la Lune subit-elle une éclipse ? et sa réponse : en raison du manque de lumière quand la Terre vient à s'interposer. De même à : qu'est-ce qu'un accord musical ? C'est le rapport numérique dans l'aigu et dans le grave, nous pouvons substituer : pourquoi l'aigu s'accorde-t-il avec le grave ? Parce qu'il existe un rapport numérique entre l'aigu et le grave. Enfin : est-ce que l'aigu et le grave font un accord ? revient à : est-ce que leur rapport est numérique ? Et quand nous l'avons reconnu, nous demandons : quel est donc ce rapport ?

Que la recherche porte toujours sur le moyen, cela résulte manifestement des cas où le moyen terme tombe sous les sens. Nous ne le cherchons, en effet, que parce que nous ne le percevons pas : nous cherchons s'il y a, ou non, un moyen, causant, par exemple, une éclipse. Mais si nous étions sur la Lune, nous ne rechercherions ni si l'éclipse a lieu, ni pourquoi elle a lieu, mais le fait et le pourquoi seraient en même temps évidents. En effet, c'est de l'acte de perception que nous viendrait aussi la connaissance de l'universel : car la sensation nous apprend qu'il y a présentement interposition de la Terre parce qu'il est évident qu'actuellement la Lune subit une éclipse, et c'est de là que viendrait l'universel.

Ainsi donc que nous l'avons dit, connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est ; et cela est également vrai des choses en tant qu'elles sont au sens absolu et non pas seulement comme qualifiées par quelque attribut, et aussi en tant qu'elles sont dites posséder quelque attribut, tel que égal à deux droits, ou plus grand ou plus petit. ⁵⁴⁸

En grec, « recherche » se dit « *methodos* », d'où dérive le nom « méthode ». ⁵⁴⁹ Les considérations méthodologiques faites par Aristote dans ses *Analytiques* conduisent à lire le passage de John Nash en le divisant comme suit :

1. [Une interrogation scientifique portant sur du réel] Now since our solution should consist of rational expectations of gain by the two bargainers, these expectations should be realizable by an appropriate agreement between the two.

⁵⁴⁸ Aristote, *Seconds analytiques*, 89b 37 - 90a 34 ; les caractères en italique sont de l'auteur cité.

⁵⁴⁹ Émile Personneaux, *Dictionnaire grec-français : methodos*.

- 1.1 Hence, there should be an available anticipation which gives each the amount of satisfaction he should expect to get.
 - 1.2 It is reasonable to assume that the two, being rational, would simply agree to that anticipation, or to an equivalent one.
2. [Une recherche du moyen terme prenant place dans les prémisses d'une démonstration] Hence, we may think of one point in the set of the graph as representing the solution, and also representing all anticipations that the two might agree upon as fair bargains.
- 2.1 We shall develop the theory by giving conditions which should hold for the relationship between this solution point and the set, and from these deduce a simple condition determining the solution point.
 - 2.2 We shall consider only those cases in which there is a possibility that both individuals could gain from the situation. (This does not exclude cases where, in the end, only one individual could have benefited because the "fair bargain" might consist of an agreement to use a probability method to decide who is to gain in the end. Any probability combination of available anticipations is an available anticipation.)

La phrase du « game theoritician » John Nash : « Our solution should consist of rational expectations of gain by the two bargainers », avec « consist », rappelle celle de Pomponius, avec « consistit » : « Est proprium jus civile, quod sine scripto in sola prudentium interpretatione consistit ». Et : « these expectations should be realizable by an appropriate agreement between the two » évoque celle que nous avons lu de Thomas d'Aquin au Chapitre III : « Omnes homines omnia quæ faciunt operantur gratia ejus quod videtur bonum ».

Concentrons-nous sur l'interrogation scientifique portant sur du réel. « Quand nous cherchons le fait (...), écrit Aristote, nous cherchons en réalité s'il y a de cela un moyen terme ou s'il n'y en a pas » ; « quand la recherche porte sur le fait, je parle d'existence partielle de la chose, (...) car, dans les question de ce genre, nous recherchons si une chose [signifiée par un sujet] est [aussi] une [autre] chose [signifiée par un prédicat] ou n'est pas cette [autre] chose [signifiée par un prédicat]. Quant à l'existence d'une chose au sens absolu, c'est quand nous nous demandons, par exemple, si la Lune ou la Nuit existe » ; « par ce qui est au sens absolu,

j'entends le sujet lui-même, par exemple la Lune, la Terre, le Soleil, le triangle ; par la qualité affirmée du sujet, j'entends l'éclipse, l'égalité, l'inégalité, l'interposition ou la non-interposition de la Terre ».

Dans le texte de John Nash, « l'existence » du « sujet lui-même » ne pose pas de problème. Ce sont : « two individuals ». Mais « l'existence partielle » de ces deux individus dépend d'une « qualité affirmée du sujet » : « two individuals who have the opportunity to collaborate for mutuals benefits ». L'« existence partielle » pertinente à ces « two individuals » est celle de « two bargainers ». Et « si nous cherchons le fait », « nous cherchons en réalité s'il y a de cela un moyen terme ou s'il n'y en a pas », d'où l'emploi de verbes associés à un auxiliaire modal dans : « our solution should consist of rational expectations of gain by the two bargainers ». Et cherchant s'il y en a un, John Nash se tourne vers la « réalité » : « These expectations should be realizable by an appropriate agreement between the two ».

Si « nous savons le fait », c'est que « nous savons qu'il y (...) a une [cause] », et alors, dit Aristote, « nous passons à la question : quelle est donc cette cause ? ». Si nous savons que « two individuals who have the opportunity to collaborate for mutuals benefits » est un fait qui « consists of rational expectations of gain by the two bargainers », nous savons que, à ce fait, il y a une cause : « these expectations should be realizable by an appropriate agreement between the two ».

Nous avons déjà une cause matérielle : le sujet « two individuals ». Le sujet « two individuals » est une cause matérielle en ce que les « two individuals » peuvent être « two bargainers » ou peuvent ne pas l'être ; la matière est la mère du multiple. Et nous cherchons la cause efficiente dont l'action propre amorce le devenir de « two individuals » en « two bargainers », d'une part, et la cause finale dont la passion propre accomplit les « two individuals » en « two bargainers », de telle manière que l'action propre de la cause efficiente et la passion propre de la cause finale coïncident. Et c'est ce que John Nash énonce comme suit :

1. Now since (...) realizable by an appropriate agreement between the two [cause efficiente].

1.1 Hence, there should be an available anticipation [cause finale] which gives each the amount of satisfaction [passion propre] he should expect to get.

- 1.2 It is reasonable to assume that the two, being rational, would simply agree [action propre] to that anticipation, or to an equivalent one [coïncidence de l'action propre et de la passion propre].

« Le résultat c'est que, dans toutes ces recherches, nous nous demandons soit s'il y a un moyen terme, soit quel est le moyen terme », écrit Aristote. « Nous le cherchons (...) parce que nous le percevons pas » par les sens. « Et c'est de là que [vient] l'universel » in causando, parce que « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est ». Et cette connaissance « est (...) vrai[e] des choses (...) en tant qu'elles sont dites posséder quelque attribut » dans une démonstration. Ce qui nous introduit à la recherche proprement dite des prémisses où le moyen terme prend place dans une démonstration où « les problèmes (...) sont démontrés par les mêmes principes que ceux de la Géométrie », comme le signifie le « graph as representing the solution, and also representing all anticipations » :

1. Now since (...)
2. Hence, we may think of one point in the set of the graph as representing the solution, and also representing all anticipations that the two might agree upon as fair bargains.

- 2.1 We shall develop the theory by giving conditions which should hold for the relationship between this solution point and the set, and from these deduce a simple condition determining the solution point.

« Nous estimons posséder la science d'une chose (...) quand nous croyons que nous connaissons la cause par laquelle la chose est, que nous savons que cette cause est celle de la chose, et qu'en outre il n'est pas possible que la chose soit autre qu'elle n'est. (...) Mais ce que nous appelons ici savoir c'est connaître par le moyen d'une démonstration. Par démonstration j'entends le syllogisme scientifique, et j'appelle scientifique un syllogisme dont la possession même constitue en nous la science », ⁵⁵⁰ écrit Aristote.

⁵⁵⁰ Aristote, Seconds analytiques, 71b 9-18.

Dans le texte que nous sommes à examiner, John Nash s'intéresse d'abord au « schéma de finalité » ou à la cause finale : « one point in the set of the graph as representing the solution, and also representing all anticipations ». Évidemment, le « schéma de causalité » ou la cause efficiente n'est pas très éloignée puisque la « transposition des définitions » assure la proximité : « the solution, and also (...) all anticipations that the two might agree upon as fair bargains ». Et la démonstration est évoquée comme suit : « Develop the theory by giving conditions which should hold for the relationship between this solution point and the set, and from these deduce a simple condition determining the solution point ». Quant à savoir qu'il « n'est pas possible que la chose soit autre qu'elle n'est », John Nash le signifie ainsi : « which should hold for the relationship between this solution point and the set ». C'est le nécessaire de la modalité au sens compositif pertinente à la solution du « plus simple » jeu de négociation.

Il nous reste à considérer l'alinéa 2.2, qui se lit ainsi :

1. Now since (...)

2. Hence, (...).

2.1 We shall develop (...).

2.2 We shall consider only those cases in which there is a possibility that both individuals could gain from the situation. (This does not exclude cases where, in the end, only one individual could have benefited because the "fair bargain" might consist of an agreement to use a probability method to decide who is to gain in the end. Any probability combination of available anticipations is an available anticipation.)

Aristote qualifie de « naïfs ceux qui s'imaginent qu'il suffit de prendre pour principes des propositions simplement probables et mêmes vraies », alors que « là où la démonstration est possible, on ne possède pas la raison pourquoi la chose est, [et] on n'a pas la connaissance scientifique » si on prend « le probable (...) [pour] principe ». ⁵⁵¹ D'abord la « possibility » que John Nash évoque ici est entendue sous la condition de nécessité que signifie « hold for the relationship ».

⁵⁵¹ Aristote, op. cit., 74b 22-28.

Ensuite, il ne faut pas confondre le caractère nécessaire d'une proposition mathématique et la probabilité qui affecte un événement aléatoire pris comme objet de la proposition mathématique, ce qui apparaîtra très clairement de la démonstration que fournit John Nash.

Pourquoi avons-nous écrit ces considérations méthodologiques, alors que, manifestement, John Nash ne les mentionne aucunement dans son texte ? N'est-ce pas la preuve qu'elles ne constituent, au mieux, qu'une digression. Concédonsons que John Nash ne mentionne ni le nom d'Aristote ni sa doctrine de la démonstration dans un texte où il se réclame de John Von Neumann et de Orkar Morgenstern, pour qui, ainsi que nous l'avons lu au Chapitre VI, le « mot "rationnel" » donne

lieu à un « emploi populaire et "philosophique" ».

Malgré tout le respect que nous inspirent John Von Neumann et Orkar Morgenstern, il demeure qu'on « ne doit pas poser à tout savant n'importe quelle interrogation, ni le savant répondre à toute interrogation, sur un sujet quelconque : il faut que les interrogations rentrent dans les limites de la science dont on s'occupe », ⁵⁵² écrit Aristote. Que le « mot "rationnel" » donne lieu à un « emploi populaire », nous voulons bien en convenir, mais la prétention que cet « emploi populaire » est

⁵⁵² Aristote, ibidem, 77b 6-8.

« philosophique » excède « les limites de la science » dont John Von Neumann et Orkar Morgenstern s'occupent.

Le passage du texte écrit par John Nash, qui fait l'objet de nos considérations méthodologiques, est un indice patent qu'une raison théorétique y est à l'œuvre ; John Nash en témoigne lui-même, et ce, d'une façon très expresse. Or, dans les *Analytiques*, Aristote étudie précisément la raison théorétique à l'œuvre. Et le commentaire que nous avons proposé montre suffisamment que la raison théorétique à l'œuvre chez John Nash est bien celle qu'Aristote étudie dans ses *Analytiques*.

L'article de John Nash se termine par la phrase : « This establishes the assertion ». L'assertion dont il est question se lit comme suit : « We may conclude that $(1, 1)$ must also be the solution point » du jeu de négociation, un point qui est en caractères gras dans la Figure 12, reproduisant la « Figure 1 » que John Nash propose dans son article. Nous nous intéressons aux prémisses qui fondent cette conclusion, et ce, pour le « plus simple » des jeux de négociation.

En fondant la conclusion, ces prémisses la rendent démonstrativement vraie. Le motif de notre intérêt est évident : s'il existe une « science du juste, (...) au sens de science déductive », c'est que nous (...) avons (...) [des] prémisses sur quoi la fonder », contrairement à ce prétend Michel Villey. Comme un ajustement (a-juste-ment) peut intervenir dans le négoce, à preuve le point $(1, 1)$ se trouvant sur l'hypoténuse du triangle rectangle isocèle, et où $1 = 1$, la démonstration que John Nash élabore au sujet du jeu de négociation revêt de l'importance pour nous. Il est évident qu'une transformation linéaire des fonctions d'utilité permet de réécrire le point $(1, 1)$ en $(1/2, 1/2)$ dans un triangle rectangle qui rappelle celui qu'on trouve à la Figure 9, avec un meson, un ison et un analogon.

Voyons comment John Nash découvre les prémisses de sa démonstration. Comme un « theoretical treatment of bargaining situations abstracts from the situation to form a mathematical model in terms of which to develop the theory », l'acte d'abstraction qui forme le modèle mathématique emploie des termes abstraits grâce auxquels le développement de la théorie intervient. Trois problèmes sont à considérer : celui de l'acte, celui de la forme et celui du terme.

« On découvre les constructions géométriques en puissance en les faisant passer à l'acte ; et la cause en est que l'intellection du géomètre est un acte » ⁵⁵³ ; c'est un acte d'abstraction mathématique. « De même (...) que les propositions universelles, en Mathématiques, ne concernent pas des êtres existant à l'état séparé, à part des grandeurs et des nombres, mais concernent les grandeurs et les nombres, lesquels toutefois ne sont pas pris en tant qu'ayant grandeur ou divisibilité, de même il est évidemment possible qu'il y ait des propositions et des démonstrations au sujet des grandeurs sensibles elles-mêmes, considérées non en tant que sensibles, mais en tant que possédant telles propriétés [mathématiques] définies ». ⁵⁵⁴ Sauf qu'une telle démonstration, qui prend comme « sujet des grandeurs sensibles elles-mêmes, [mais non] considérées (...) en tant que sensibles », procède avec un moyen terme qui, certes, définit le sujet à titre de cause matérielle, mais qui entre aussi dans la définition du terme majeur, qui signifie la quiddité que prend le sujet. C'est ainsi que le sujet « [possède] telles propriétés [abstraites] définies », signifiées par des termes abstraits.

Dans une telle démonstration, le « moyen terme une fois posé, la conclusion suit nécessairement. On peut (...) le montrer par l'exemple suivant [où le sujet Γ , qui « [possède] telle propriété [abstraite] définie » et signifiée par le terme abstrait droit « est identique à la quiddité de A, puisqu'il est ce que la définition de A signifie »] :

pourquoi l'angle inscrit dans le demi-cercle [matière intelligible] est-il droit [propriété définie] ? ou bien : de quelle donnée [cause matérielle] suit-il que c'est un angle droit [quiddité ou cause formelle] ? Ainsi, admettons que A soit angle droit, B moitié de deux angles droits, et G angle inscrit dans le demi-cercle. Alors B est la cause [matérielle] en vertu de laquelle A, angle droit, appartient à Γ G, angle inscrit dans le demi-cercle [le sujet], puisque B est égal à A, et Γ à B, car G est la moitié de deux angles droits. Donc B, moitié de deux angles droits, est la donnée de laquelle il suit que A appartient à Γ , c'est-à-dire, avons-nous dit, que l'angle inscrit dans le demi-cercle est droit. En outre, B est identique à la quiddité de A, puisqu'il est ce que la définition de A signifie ; or nous avons déjà montré que le moyen est la quiddité comme cause [formelle]. ⁵⁵⁵

⁵⁵³ Aristote, Métaphysique, 1051a 29-30.

⁵⁵⁴ Aristote, op. cit., 1077b 17-22 ; les caractères en italique sont de nous.

⁵⁵⁵ Aristote, Seconds analytiques, 94a 26-35 ; voir chapitre V, p. 152.

Bref :

Tout angle qui est la moitié de deux droits (B) est un angle droit (A)
 Tout angle inscrit dans le demi-cercle (Γ) est la moitié de deux angles droits (B) ;
 Tout angle inscrit dans le demi-cercle (Γ) est un angle droit (A).

Comme le sujet de la démonstration qui « [possède] telles propriétés [abstraites] définies » et signifiées par des termes abstraits n'est pas « considéré (...) en tant que sensible », le « savoir [qui consiste à le] connaître par le moyen d'une [telle] démonstration, (...) le syllogisme (...) scientifique (...) dont la possession même constitue en nous la science », ne porte pas sur un « sujet [de] grandeurs sensibles », dont il fut fait abstraction.

« Développer la théorie » vraie d'un sujet signifié par des termes abstraits n'emporte pas par soi que la théorie soit vraie pour le sujet signifié par des termes concrets. Le retour vers les « grandeurs sensibles » demande l'opération contraire à l'abstraction : l'addition logique. Une telle addition logique soulève un problème qu'il importe de bien résoudre, sinon « on se trompe en n'exposant pas comme il convient les termes de la prémisse ». ⁵⁵⁶ Comme le « traitement théorique » des « situations de négociation » accomplit l'abstraction requise pour « former un modèle mathématique » dans les « termes » abstraits duquel il s'emploie à « développer la théorie », John Nash « [expose] (...) comme il convient les termes de [chaque] prémisse » comme suit :

Let u_1 and u_2 be utility functions for the two individuals. Let $c(S)$ represent the solution point in a set S which is compact and convex and includes the origin. We assume :

6. If α is a point in S such that there exists another point β in S with the property $u_1(\beta) > u_1(\alpha)$ and $u_2(\beta) > u_2(\alpha)$, then $\alpha \neq c(S)$.

7. If the set T contains the set S and $c(T)$ is in S , then $c(T) = c(S)$.

We say that a set S is symmetric if there exist utility operators u_1 and u_2 such that when (a, b) is contained in S , (b, a) is also contained in S ; that

⁵⁵⁶ Aristote, Premiers analytiques, 47b 40. La problématique est ensuite étudiée pour les trois figures du syllogisme : 48a 1-26

is, such that the graph [Figure 12] becomes symmetrical with respect to the line $u_1 = u_2$.

8. If S is symmetric and u_1 and u_2 display this, then $c(S)$ is a point of the form (a, a) , that is, a point on the line $u_1 = u_2$. ⁵⁵⁷

Il reprend ensuite l'exposition des termes de chaque prémisse, alors qu'il signifie expressément l'addition logique par l'emploi du mot « naturalness », comme suit :

The first assumption above expresses the idea that each individual wishes to maximize the utility to himself of the ultimate bargain. The third expresses equality of bargaining skill. The second is more complicated. The following interpretation may help to show the naturalness of this assumption : If two rational individuals would agree that $c(T)$ would be a fair bargain if T were the set of possible bargains, then they should be willing to make an agreement, of lesser restrictiveness, not to attempt to arrive at any bargains represented by points outside of the set S if S contained $c(T)$. If S were contained in T this would reduce their situation to one with S as the set of possibilities. Hence $c(S)$ should equal $c(T)$. ⁵⁵⁸

Ensuite John Nash revient à la démonstration portant sur le sujet abstrait, comme suit :

We now show that these conditions require that the solution be the point of the set in the first quadrant where we know some such point exists from the compactness. Convexity makes it unique. »

Let us now choose the utility functions so that the above-mentioned point is transformed into the point $(1, 1)$ [selon la propriété linéaire de la fonction d'utilité]. Since this involves the multiplication of the utilities by constants, $(1, 1)$ will now be the point of maximum $u_1 u_2$. For no points of the set will $u_1 + u_2 > 2$, now, since if there were a point of the set with $u_1 + u_2 > 2$ at some point on the line segment between $(1, 1)$ and that point, there would be a value of $u_1 u_2$ greater than one (see Figure 1 [Figure 12]).

We may now construct a square in the region $u_1 + u_2 \leq 2$ which is symmetrical in the line $u_1 = u_2$, which has one side on the line $u_1 + u_2 = 2$, and which completely encloses the set of alternatives. Considering the square region formed as the set of alternatives, instead of the older set, it is

⁵⁵⁷ John Nash, *The Bargaining Problem*, p. 159.

⁵⁵⁸ John Nash, *op. cit.*, p. 159.

clear that (1,1) is the only point satisfying assumptions (6) and (8). Now using assumption (7) we may conclude that (1,1) must also be the solution point when our original (transformed) set is the set of alternatives. This establishes the assertion. ⁵⁵⁹

« Il ne faut pas toujours chercher à exprimer les termes par un seul nom, car souvent nous aurons affaire à des locutions composées auxquelles on n'a pas donner de nom ». ⁵⁶⁰ Dans le dernier paragraphe, la raison théorétique de John Nash accomplit une démonstration en Barbara, une démonstration qui peut être exposée comme suit :

The square region formed as the set of alternatives, is the subject of (1,1), the only point satisfying assumptions (6) and (8), stating a proper accident.

Our original set is the square region transformed as the set of alternatives, using assumption (7).

Our original set is also the subject of (1,1), the only point satisfying assumptions (6) and (8), stating a proper accident.

This Barbara's mean term, namely the square in the region $u_1 + u_2 \leq 2$ which is symmetrical in the line $u_1 = u_2$, which has one side on the line $u_1 + u_2 = 2$, and which completely encloses the set of alternatives, establishes the assertion, or the Barbara's conclusion.

Maintenant qu'est « [développée] la théorie » vraie du sujet « our original set », signifié par des termes abstraits, qui concerne le « schéma de finalité », nous pourrions entreprendre l'addition logique qui donnera une théorie vraie pour le sujet signifié par des termes concrets. Car la démonstration de John Nash fournit un excellent point de départ pour élaborer, comme dans le Partage du gâteau, le schéma d'un syllogisme en Barbara démontrant la cause efficiente en situant cette cause efficiente comme moyen terme ; et pour élaborer le schéma d'un syllogisme en Barbara y démontrant la cause finale, en situant la cause finale comme moyen terme. Pour y parvenir, il nous faut bien sûr résoudre le problème que pose un tel

⁵⁵⁹ John Nash, *ibidem*, p. 159.

⁵⁶⁰ Aristote, *Premiers analytiques*, 48a 29-30.

retour vers les « grandeurs sensibles », sinon « on se trompe en n'exposant pas comme il convient les termes de la prémisse ».

Avant de prendre connaissance d'un second article écrit par John Nash, revenons brièvement sur la monnaie. Au chapitre précédent, nous avons vu que Michel Villey donne de l'importance au « texte [où] Aristote se lance (...) dans des développements, célèbres chez les économistes, sur la valeur et la monnaie, qui est l'instrument de la mesure des choses ». ⁵⁶¹ Ce texte se lit comme suit : « C'est pourquoi toutes les choses faisant objet de transaction doivent être d'une façon quelconque commensurables entre elles. C'est à cette fin que la monnaie a été introduite, devenant une sorte de moyen terme, car elle mesure toutes choses ». ⁵⁶²

Dans *The Bargaining Problem*, le problème n'a pas échappé à John Nash :

When the bargainers have a common medium of exchange the problem may take on an especially simple form. In many cases the money equivalent of a good will serve as a satisfactory approximate utility function. (By the money equivalent is meant the amount of money which is just as desirable as the good to the individual with whom we are concerned.) This occurs when the utility of an amount of money is approximately a linear function of the amount in the range of amounts concerned in the situation. When we may use a common medium of exchange for the utility function for each individual the set of points in the graph is such that that portion of it in the first quadrant forms an isosceles right triangle. Hence the solution has each bargainer getting the same money profit (...). ⁵⁶³

Pour que « la monnaie (...) [devienne] une sorte de moyen terme, [et] [...] mesure toute chose », un passage par l'utilité est requis. Une « somme de monnaie (...) est juste aussi désirable que le bien » si sa valeur en utiles « is approximately a linear function of the amount in the range of amounts concerned in the situation ».

⁵⁶¹ Michel Villey, *Précis I*, p. 78.

⁵⁶² Aristote, *Éthique à Nicomaque*, 1133a 16-25.

⁵⁶³ John Nash, *The Bargaining Problem*, p. 161-162.

Un jeu de négociation “moins simple”

En 1953, John Nash publie *Two-Person Cooperative Game*,⁵⁶⁴ l'article qui s'attaque au « Generalized Bargaining Problem », selon Anatol Rapoport. Dans le résumé, on nous instruit que l'auteur poursuit son étude du « bargaining problem » en introduisant une « élaboration du concept de menace ». John Nash propose deux voies pour la recherche d'une solution. L'une consiste à diviser le jeu à somme non nulle en deux mouvements dont chacun s'analyse comme un jeu à somme nulle ; l'autre emploie la méthode axiomatique. Nous nous concentrons ici sur la première voie.

Selon la définition du jeu, chacun des joueurs dispose d'un ensemble S , compact et convexe, de stratégies mixtes si. Le choix d'une stratégie mixte se fait selon le mode décrit au chapitre précédent, pour un jeu à information imparfaite mis en forme normale. Parmi les paiements conjoints que les joueurs peuvent obtenir, certains ne sont accessibles que si les joueurs coordonnent leurs choix de stratégies. Ces points sont exprimés en utiles : (u_1, u_2) . Ces paires forment un ensemble B , constituant un polygone compact et convexe de paiements, dans un graphe comme celui de la Figure 10. Pour chaque paire de stratégies (s_1, s_2) dans le « schéma de causalité », il existe, dans le « schéma de finalité », un résultat en utiles pour chacun des deux joueurs, signifié comme suit : $p_1(s_1, s_2)$ et $p_2(s_1, s_2)$. Chaque fonction d'utilité p est linéaire. Chaque point (u_1, u_2) du graphe est ainsi de la forme $[p_1(s_1, s_2), p_2(s_1, s_2)]$; il est un point de B . Chaque joueur connaît son échelle d'utilité et celle de l'autre joueur. Les deux joueurs sont prudents, rationnels, et libres de toute autre contrainte que celles que définit le jeu.

Dans ses considérations, John Nash définit la menace comme suit :

A common device in negotiation is the threat. The threat concept is really basic in the theory developed here. It turns out that the solution of the game not only gives what should be the utility of the situation to each

⁵⁶⁴ John Nash, *Two-Person Cooperative Game*, pp. 128-140, passim. Malgré ce titre, l'auteur y considère une situation mixte, où les intérêts des joueurs sont en partie convergents, et en partie divergents.

player, but also tells the players what threats they should use in negotiating.

If one considers the process of making a threat, one sees that its elements are as follows : $[J_1]$ threatens $[J_2]$ by convincing $[J_2]$ that if $[J_2]$ does not act in compliance with $[J_1]$'s demands, then $[J_1]$ will follow a certain policy T [pour threat]. Supposing $[J_1]$ and $[J_2]$ to be rational beings, it is essential for the success of the threat that $[J_1]$ be compelled to carry out his threat T if $[J_2]$ fails to comply. Otherwise it will have little meaning. For, in general, to execute the threat will not be something $[J_1]$ would want to do, just of itself. ⁵⁶⁵

Il en est de même pour J_2 et pour sa menace à l'égard de J_1 . Mais comment peut-on être contraint à mettre sa menace à exécution si l'autre joueur ne satisfait pas sa demande ? Dans ce jeu, tel que défini, il n'existe pas de repentir à contretemps consécutif à un malentendu, comme dans La bataille des sexes. John Nash décrit cette contrainte comme suit :

The point of this discussion is that we must assume there is an adequate mechanism for forcing the players to stick to their threats and demands once made ; and one to enforce the bargain, once agreed. Thus we need a sort of umpire, who will enforce contracts or commitments. ⁵⁶⁶

John Nash fait ainsi appel à un « mécanisme adéquat » en mesure de « forcer les joueurs à s'en tenir à leurs menaces et à leurs demandes » ; en outre, cette « sorte d'arbitre » « garantit » l'exécution d'un « accord, une fois qu'il est agréé » par les deux joueurs. Cet arbitre « [doesn't] arbitrate the conflict, i.e., (...) [suggests] how the difference is to be split in the interest of "fairness" (however defined) », comme dans La bataille des sexes. Il « garantit » l'exécution de l'accord qui, lui, constitue la solution du jeu découverte alors que la raison théorique « arbitrates the conflict ».

Manifestement, John Nash traite ici du problème que pose la modalité au sens divisif qu'introduit la succession dans le temps qu'implique l'exécution d'un accord de coopération en plusieurs parties. Dans le Partage du gâteau, le schéma de finalité, où est défini le juste, et le schéma de causalité, qui définit l'interaction

⁵⁶⁵ John Nash, op. cit., p. 130.

⁵⁶⁶ John Nash, ibidem, p. 130.

appropriée, font ressortir la cause efficiente dirigée vers le juste, cause efficiente qui est le droit au sens strict, si bien qu'il ne reste plus qu'à commander cette cause efficiente à titre de règle de droit, éventuellement écrite, ce qui donne alors une loi à lire. Dans le jeu de négociation "plus simple", la solution est aussi découverte par un « arbitrage du conflit » au sens théorique défini par William Poundstone. Ici, la présence d'un « mécanisme adéquat » n'est pas requise pour l'arbitrage théorique de la solution, mais pour « forcer » l'exécution de la solution, ce que considère le jeu de négociation "moins simple" en introduisant le potentiel de menace.

Cette distinction est celle qu'on retrouve entre le juridique et le judiciaire. La *jurisdictio* du jurisconsulte, dont la tâche juridique (dire le juste), est théorique. Dans le mot « judiciaire », du latin « *judiciarius* » selon le Nouveau Petit Robert,⁵⁶⁷ il est difficile de manquer le suffixe « aire », qui reprend un mot dérivé du latin « *area* » qui, comme en anglais, signifie : cour. La cour de justice, là où siège un juge, est proprement judiciaire. En toute rigueur, la cour de justice est un « mécanisme adéquat » auprès du juridique, et non dans le juridique. La tâche judiciaire n'est pas théorique ; elle consiste à actionner un « mécanisme adéquat » pour « forcer » l'exécution d'un « accord [de coopération], une fois qu'il est agréé », bref pour empêcher qu'un joueur « strikes out or does something irrational ». Bien sûr, un bon entendement de « la solution » théorique ne nuit pas au pouvoir judiciaire. À Rome, le juge recourait au jurisconsulte précisément pour connaître cette solution théorique.

Pour découvrir la solution du jeu qu'il étudie selon une science théorético-théorique, John Nash y distingue quatre étapes :

1. première étape : chacun des joueurs (i) choisit une stratégie mixte ti qu'il est contraint de mettre à exécution en cas de franc désaccord, i.e. si sa demande est incompatible avec celle de l'autre, stratégie mixte qui définit leur menace respective ;
2. seconde étape : chacun des joueurs informe l'autre de sa menace ;

⁵⁶⁷ Josette Rey-Debove et Alain Rey, Nouveau Petit Robert : judiciaire.

3. troisième étape : chaque joueur i prend, en toute indépendance et sans communication avec l'autre, la décision déterminant sa demande d_i , qui est un point de son échelle d'utilité ; advenant qu'un projet d'accord ne lui procure pas au moins l'utilité d_i , le joueur i refusera sa coopération ;
4. quatrième étape : chacun ayant déterminé le point d'utile qu'il demande, si les demandes peuvent être simultanément satisfaites, c'est qu'il existe un point (u_1, u_2) dans B tel que $u_1 \geq d_1$ et $u_2 \geq d_2$; autrement, la menace t_i est mise à exécution, et le paiement de chaque joueur i est $p_i(t_1, t_2)$.

À la première étape, le choix d'une stratégie mixte situe le jeu dans l'espèce de La cachotterie, version à information imparfaite, avec un point d'équilibre stable déterminé par le principe du minimax ou maximin, un point que chacun des joueurs peut calculer, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Rappelons-nous que, avant chaque partie, Cachottier recourt à une stratégie mixte en s'en remettant à une loterie pour déterminer s'il choisira C_1 ou C_2 ; de cette loterie, "sort" la stratégie C_1 une fois sur trois, et la stratégie C_2 deux fois sur trois. D'où la stratégie dite mixte : $1/3 C_1 + 2/3 C_2$. Cette stratégie mixte se découvre par un calcul que l'un ou l'autre joueur est en mesure de faire. Ces calculs visent à découvrir la valeur du jeu qui est $v = 2/3$ pour Cachottier, et $v = -2/3$ pour Devin. Que, au cours de la seconde étape, les joueurs se communiquent mutuellement leur stratégie mixte ne les informe toutefois pas du résultat qui "sort" de la loterie lors du tirage au sort. Un joueur qui mise sur la "sortie" du « six » lors du roulement d'un dé connaît très bien qu'il existe une chance sur six que le « six » "sorte" ; mais il ne connaît pas le résultat du roulement avant qu'il ne lance le dé.

Une partie du jeu tel que défini est ainsi faite de deux mouvements, et chaque mouvement est un choix. Le choix fait en troisième étape intervient en pleine connaissance de celui qui est en première, étant donné la communication inhérente à la seconde. Cette connaissance de la stratégie mixte des joueurs suffit pour mettre chaque joueur en état de choisir une demande qu'il peut accroître jusqu'au point calculable où elle devient incompatible avec celle de l'autre. Bref, jusqu'au point de rupture. Mais la détermination du point de rupture dépend du choix d'une stratégie mixte qui est fait lors de la première étape.

Il s'ensuit, comme le dit John Nash, que le jeu de négociation "moins simple" se divise en deux jeux : le premier, un jeu de menaces, où les joueurs ne coopèrent pas ; le second, un jeu de demandes, où les joueurs coopèrent. C'est le jeu de menaces qui détermine le point de rupture, dont les coordonnées signifient les paiements que reçoivent les joueurs s'ils ne coopèrent pas. C'est à ce propos que John Nash parle d'un jeu de menaces, et qu'il écrit :

Let N be the point $[p_1(t_1, t_2), p_2(t_1, t_2)]$ in B. This point N represents the effect of the use of the threats. Let u_{1N} and u_{2N} abbreviate the coordinates of N. If we introduce a function $g(d_1, d_2)$ which is +1 for compatible demands and 0 for incompatible demands, then we can represent the pay-offs as follows :

to player one	$d_{1g} + u_{1N} (1 - g)$
to player two	$d_{2g} + u_{2N} (1 - g)$. ⁵⁶⁸

En toute rigueur de termes, le point de rupture N « [ne] représente [pas] l'effet de l'emploi des menaces ». Il signifie l'effet ou le mode d'opération propre d'une cause finale, ici innommée par ellipse ; ce mode d'opération propre de la cause finale est une *passio propria* de joueurs, disons, inflexibles, et donnons le nom « inflexibilité » à la cause finale. Son mode d'opération propre est alors de rompre ; donnons-lui le nom « rupture ». L'emploi des menaces est une cause efficiente, dont le mode d'opération propre est une *actio propria*. Choisissons un nom pour la cause efficiente dans le jeu de menaces : disons, « rigidité ». Le mode d'opération propre de la rigidité, prise comme cause efficiente, est l'*actio propria* de casser, ou la « casse ». Le rigide casse l'inflexible, qui se rompt.

L'*actio propria* « casse » de la cause efficiente « rigidité » et la *passio propria* « rupture » de la cause finale « inflexibilité » coïncident, au sens où nous l'avons défini auparavant, et la « transposition des définitions » est rendue évidente. Et il est clair que l'*actio propria* « non-casse » de la cause efficiente « non-rigidité » et la *passio propria* « non-rupture » de la cause finale « non-inflexibilité » coïncident tout autant.

⁵⁶⁸ John Nash, Two-Person Cooperative Games, p. 131.

Le schéma de finalité du jeu de menaces signifie les paiements que reçoivent les joueurs s'ils ne coopèrent pas. La non-coopération est une cause efficiente dans le schéma de causalité du jeu de demandes. Elle y consiste en un choix d'une demande incompatible avec celle de l'autre joueur. Et la coopération, qui consiste en un choix d'une demande incompatible avec celle de l'autre joueur, est aussi une cause efficiente dans le même schéma de causalité. Un joueur prudent, rationnel, dans le jeu de demandes, s'emploie à présenter une demande compatible. Ce même joueur, mais dans le jeu de menaces, s'aligne sur la cause efficiente « non-rigidité ».

Cet « alignement », John Nash le signifie par la « fonction g ». Ce joueur préfère ainsi le choix d'une demande qu'il peut accroître jusqu'au point calculable où elle devient incompatible avec celle de l'autre, mais en demeurant juste en deçà de ce point, ce que John Nash signifie par : « a function $g(d_1, d_2)$ which is +1 for compatible demands ». Et ce, parce qu'au point calculable où elle devient incompatible avec celle de l'autre, c'est le choix moins préféré d'une demande incompatible, que John Nash signifie par : « a function $g(d_1, d_2)$ which is (...) 0 for incompatible demands ».

Remarquons que cette description d'un joueur prudent, rationnel, qui s'aligne sur la cause efficiente « non-rigidité » répond à : *honeste vivere, alterum non lædere*. Et que le résultat est : *suum cuique tribuere*.

Situons le point N dans un graphe (Figure 13). Cette figure reproduit la « Figure 1 » dans le texte de John Nash. Le point N est à l'intersection des deux droites pointillées. L'ovale dépeint l'ensemble B des paires de demandes. À ce propos, John Nash écrit :

The demand game defined by these pay-off functions will generally have an infinite number of inequivalent equilibrium points. Every pair of demands which graphs as a point on the upper-right boundary of B and which is neither lower nor to the left of N will form an equilibrium point. Thus the equilibrium points do not lead us immediately to a solution of the game. But if we discriminate between them by studying their relative stabilities we can escape from this troublesome non-uniqueness.

To do this we “smooth” the game to obtain a continuous pay-off function and then study the limiting behavior of the equilibrium points of the smoothed game as the amount of smoothing approaches zero.

A certain general class of natural smoothing methods will be considered here. This class is broader than one might at first think, for many other methods that superficially seem different are actually equivalent. ⁵⁶⁹

Dans l'ensemble B, toute paire de demandes située à droite de la ligne pointillée verticale et au-dessus de la droite pointillée horizontale est un point d'équilibre, puisqu'elle conduit à un meilleur résultat que le point de rupture. Toutefois, il ne s'agit manifestement pas d'un point unique, si bien que ces nombreux « points d'équilibre ne nous conduisent pas immédiatement à une solution du jeu », souligne John Nash. Une comparaison de la stabilité qu'offre chacun de ces points d'équilibre permet « d'échapper à cet ennuyeux manque d'unicité ». Pour se faire, John Nash propose un lissage de la fonction discontinue g en une fonction continue h dont les valeurs voisinent celles de g, à l'exception des points proches de la frontière de B, où g est discontinue. John Nash l'exprime comme suit : « The function $h(d_1, d_2)$ should be thought of as representing the probability of compatibility of the demands d_1 and d_2 . It can be thought of as representing uncertainties in the information structure of the game, the utility scales, etc. ». ⁵⁷⁰

Dans le vocabulaire du calcul des probabilités, on dit d'un événement qu'il est probable s'il n'est pas impossible et s'il n'est pas certain. On attribue la probabilité $p = 0$ à l'impossible, et la probabilité $p = 1$ au certain. Comme la fonction $h(d_1, d_2)$ signifie une probabilité de compatibilité pour deux demandes, John Nash, pour une raison de « commodité », pose que h est égal 1 pour une paire de demandes dans B, ce pourquoi on lit « $h = 1$ » dans l'ovale de la Figure 13 ; et il pose que h tend rapidement vers 0, mais sans l'atteindre, dès que (d_1, d_2) est à l'extérieur de B et à droite de la courbe ab, ce qui est signifié par « h négligeable » dans la même figure. Il introduit encore une autre simplification en tirant partie d'une transformation linéaire des fonctions d'utilité telle que les valeurs u_{1N} et u_{2N} , les coordonnées du point de rupture N, satisfassent : $u_{1N} = u_{2N} = 0$.

⁵⁶⁹ John Nash, op. cit., pp. 131-132.

⁵⁷⁰ John Nash, ibidem, p. 132.

« Alors, pour le jeu [de demandes] lissé, nous pouvons écrire les fonctions de paiements comme suit : $P_1 = d_1 h$, $P_2 = d_2 h$ », ⁵⁷¹ précise John Nash. Il s'emploie ensuite à « échapper (...) [au] manque d'unicité » du point d'équilibre. Pour ce faire, il redéfinit le point d'équilibre, puis il l'établit dans son unicité, comme suit :

Une paire de demandes (d_1, d_2) , considérée comme une paire de stratégies pures dans ce jeu, sera un point d'équilibre si p_1 , qui est $d_1 h$, est maximisé ici pour la constante d_2 et si $p_2 = d_2 h$ est maximisé pour la constante d_1 . Maintenant supposons que (d_1, d_2) est un point où $d_1 d_2 h$ est maximisé dans toute la région où d_1 et d_2 sont positifs. Alors $d_1 h$ et $d_2 h$ seront maximisés pour les constantes d_1 et d_2 respectivement, et (d_1, d_2) doit être un point d'équilibre. (...)

Posons que P est un point où $d_1 d_2 h$ ou, ce qui est la même chose, $u_1 u_2 h$ est maximisé comme plus haut, et posons que r est le maximum de $u_1 u_2$ sur la partie de B dans la région $u_1 \geq 0$, $u_2 \geq 0$. La valeur de $u_1 u_2$ à P doit être au moins ρ , comme $0 \leq h \leq 1$ et que $h = 1$ dans B . La Figure 1 [Figure 13] illustre la situation. Là, Q est le point où $u_1 u_2$ est maximisé sur B (dans le premier quadrant autour de N) et $\alpha \beta$ est l'hyperbole $u_1 u_2 = \rho$, qui touche B à Q .

L'observation importante est que P doit se trouver au delà de $\alpha \beta$ mais assez proche de B pour que h soit très près d'être égal à 1. Et à mesure que le lissage est de moins en moins utilisé, h décroît de plus en plus rapidement en s'écartant de B ; de là, tout point maximum de $u_1 u_2 h$ sera de plus en plus proche de B . À la limite, tous tels points doivent approcher Q , le seul point de contact de B avec l'aire au delà de $\alpha \beta$. Alors il est nécessaire que Q soit la limite de tous les points d'équilibre, et que Q soit unique. ⁵⁷²

C'est ainsi que le point Q devient la solution unique du jeu de demandes, où une paire de demandes (d_1, d_2) , est considérée comme une paire de stratégies pures, alors que u_1 et de u_2 , au point Q , expriment les valeurs du jeu de demandes, et y signifient les demandes optimales. Étant donné "l'alignement" évoqué plus haut, selon la « fonction g » qui, par lissage, devient la fonction h , nous devons prendre « note que la solution Q du jeu de demande varie selon une fonction con-

⁵⁷¹ John Nash, ibidem, p. 132.

⁵⁷² John Nash, ibidem, pp. 132-133 ; notre traduction.

tinue de N », souligne John Nash, ce qui fait ressortir le « caractère géométrique de la manière dont Q dépend de N ».

Le point de solution Q est le point de contact, avec B, d'une hyperbole dont les asymptotes [rejoignent à la limite] les droites verticale et horizontale passant par N. [Alors traçons] la tangente T à cette hyperbole au point Q (voir Figure 2 [Figure 14]) », ⁵⁷³ écrit John Nash.

En poursuivant le raisonnement, John Nash va bientôt faire ressortir, selon une modalité au sens compositif, un « critère (...) nécessaire et suffisant » que révèle le triangle

rectangle isocèle de la Figure 14, ce qu'il exprime comme suit :

If linear transformations are applied to the utility functions, N can be made the origin and Q the point (1, 1). Now T will have slope -1 and the line NQ will have slope +1. The essential point is that slope T = minus slope NQ, because this is a property that is not destroyed by linear transformations of the utilities. T will be a support line for the set B (that is, a line such that all points of B are either on the lower left side of T or are on T itself; for a proof, see reference (2) where the same situation arises [Nash renvoie ici à son article The Bargaining Problem]). ⁵⁷⁴

Par une transformation linéaire des fonctions d'utilité, le point de rupture N prend les coordonnées de l'origine d'un graphe cartésien (0, 0), et le point Q, les coordonnées (1, 1), comme dans le jeu de négociation "plus simple", qu'expose The Bargaining Problem. La tangente T, qui est aussi l'hypoténuse du triangle rectangle, est de pente -1, alors que la ligne NQ, qui est la hauteur du triangle, prend une pente de +1. La tangente T est l'ensemble de négociation. John Nash formule ensuite le « critère » qui est « nécessaire et suffisant » pour résoudre le jeu, comme suit :

⁵⁷³ John Nash, ibidem, p. 133 ; notre traduction.

⁵⁷⁴ John Nash, ibidem, p. 134.

We can now state the criterion : if NQ has positive slope and a support line T for B passes through Q with a slope equal but opposite to NQ's slope, then Q is the solution point for the threat point N. If NQ is horizontal/vertical and is itself a support line for B and if Q is the right-most/uppermost of the points common to B and NQ, then again Q is the solution point for N (...), and one of these cases must hold if Q is N's solution point ; the criterion is a necessary and sufficient one.

Any support line of B with a contact point Q on the upper-right boundary of B determines a complementary line through Q with equal but opposite slope. All points on the line segment in which this complementary line intersects B are points which, as threat points, would have Q as corresponding solution point. The class of all these line segments is a ruling of B by line segments which intersect, if at all, only on the upper-right boundary of B. Given a threat point N, its solution point is the upper-right end of the segment passing through it (unless perhaps N is on more than one ruling and hence is on the upper-right boundary and is its own solution point). ⁵⁷⁵

Étant donné un point de menace N, le point de solution se trouve au point d'intersection Q, là où la hauteur du triangle rectangle NQ coupe l'hypoténuse T du même triangle, et ce, à titre de « ruling of B ». Pour Jean-Pierre Ponssard, la hauteur du triangle se nomme : équité. Et l'hypoténuse : efficience. Il écrit :

On fait alors l'hypothèse suivante : on suppose que les unités pour mesurer les utilités des deux joueurs ne sont pas directement comparables (on n'additionne pas des pommes et des choux). Le niveau de satisfaction d'un joueur est une appréciation subjective et le jugement de valeur qui permettrait de comparer ces niveaux de satisfaction est délicat. En tout état de cause, un tel jugement relève plus d'une théorie du bien-être collectif que d'une théorie de la négociation. En admettant cette hypothèse, on peut donc changer l'unité de mesure pour l'un des joueurs (la multiplier par 100, par exemple...) sans modifier le problème. Pour satisfaire en même temps la double exigence d'efficience et d'équité, il suffit de chercher des nombres (...). Cette solution de la négociation porte le nom de son auteur : [elle] s'appelle le point [d'équilibre] de Nash. Trois principes ont guidé l'analyse : la recherche de l'efficience, la recherche de l'équité et la non-comparabilité des utilités des deux joueurs. ⁵⁷⁶

⁵⁷⁵ John Nash, *ibidem*, p. 134.

⁵⁷⁶ Jean-Pierre Ponssard, *Logique de la négociation et théorie des jeux*, Paris, 1977, Les éditions d'organisation, pp. 112-113.

Comme le triangle concerne le schéma de finalité d'un jeu, on comprend que, dans le cadre « d'une théorie, [non pas] du bien-être collectif », mais du juste, le vocabulaire de John Nash et celui de Jean-Pierre Ponssard se modifient en celui d'une recherche de la cause finale ou du jus civile, au lieu d'une « recherche de l'équité », et en celui d'une recherche du mode d'opération propre de cette cause, au lieu d'une « recherche de l'efficacité ».

La découverte du « critère » conduit John Nash à une « analyse du jeu de menaces », qui est le mouvement d'ouverture d'une partie dont le jeu de demandes constitue le second mouvement :

We can now analyze the threat game, the game formed by the first move and with pay-off function determined by the solution of the demand game. This pay-off is determined by the location of N , specifically by the ruling on which N falls. A ruling that is higher (or farther left) is more favorable to player two (let us definitely think of u_2 as measured on the vertical axis of the utility plane) and less favorable to player one.

Now if one player's threat is held fixed, say player one's at t_1 , then the position of N is a function of the other player's threat, t_2 . The coordinates of N , $p_1(t_1, t_2)$ and $p_2(t_1, t_2)$ are linear functions of t_2 . Hence the transformation, t_2 goes into N , defined by this situation is a linear transformation of the space S_2 of player two's threats into B . That part of the image of S_2 that falls on the most favorable (for player two) ruling will contain the images of the threats that would be best as replies to player one's fixed particular threat t_1 . And this set of best replies must be a convex compact subset of S_2 because of the linearity and continuity of the transformation of S_2 into B .

The continuity of N as a function of t_1 and t_2 and the continuity of Q as a function of N insure that the pay-off function defined for the threat game by solving the demand game is a continuous function of the threats. And this suffices to make each player's set of best replies what is called an upper semi-continuous function of the threat being replied to. Now consider any pair of threats (t_1, t_2) . For each threat of the pair the other player has a set of best replies. Let $R(t_1, t_2)$ be the set of all pairs which contain one threat from each of the two sets of replies. B will be an upper semi-continuous function of (t_1, t_2) in the space of opposed pairs of threats, and $R(t_1, t_2)$ will always be a convex set in this space, $S_1 \times S_2$.

We are now ready to use the Kakutani fixed point theorem, as generalized by Karlin [Kuhn, H. W. and W. Tucker, eds., *Contribution to The Theory of Games* (Annals of Mathematics Study, Princeton University

Press, 1950, pp. 159-160]. This theorem tells us that there is some pair (t_{10}, t_{20}) that is contained in its set $R(t_{10}, t_{20})$, which amounts to saying that each threat is a best reply to the other. Thus we have obtained an equilibrium point in the threat game. It is worth noting that this equilibrium point is formed by pure strategies in the threat game (a mixed strategy here would involve randomization over several threats).

The pair (t_{10}, t_{20}) also has minimax and maximin properties. Since the final pay-off in the game is determined by the position of Q on the upper-right boundary of B , which is a negatively sloping curve, each player's pay-off is a monotone decreasing function of the others. So if player one sticks to t_{10} , player two cannot make one worse off than he does by using t_{20} without improving his own position, and he can't do this because (t_{10}, t_{20}) is an equilibrium point. Thus t_{10} assures player one the equilibrium pay-off and t_{20} accomplishes the same for player two.

The threat game is now revealed to be very much like a zero-sum game, and one can readily see that if one player were to choose his threat first and inform the other, rather than their simultaneously choosing threats, this would not make any difference because there is a "saddle-point" in pure strategies. It is rather different with the demand game. The right to make the first demand would be quite valuable, so the simultaneity here is essential. ⁵⁷⁷

Nous savions déjà que le point Q est la solution unique du jeu de demandes, où une paire de demandes (d_1, d_2) , est considérée comme une paire de stratégies pures, alors que u_1 et u_2 au point Q expriment les valeurs du jeu de demandes, et y signifient les demandes optimales. La découverte du principe ou « critère », lorsqu'introduit dans l'analyse du jeu de menaces, révèle qu'il y existe aussi un point d'équilibre pour des stratégies pures de menaces dont l'appariement fait ressortir les propriétés du principe de minimax ou maximin. Le jeu de menaces apparaît alors comme un jeu à somme nulle où se trouve un point selle.

« To summarize, écrit John Nash, we have now solved the negotiation model, found the values of the game to the two players, and shown that there are optimal threats and optimal demands (the optimal demands are the values) », ⁵⁷⁸ pour le jeu de négociation "moins simple".

⁵⁷⁷ John Nash, *Two-Person Cooperative Games*, pp. 135-136.

⁵⁷⁸ John Nash, *op. cit.*, p. 136.

Pour le jeu de négociation “plus simple”, nous avons vu que la démonstration de John Nash s’élabore, comme dans le Partage du gâteau, en un syllogisme en Barbara démontrant la cause efficiente en situant cette cause efficiente comme moyen terme, et en un syllogisme en Barbara y démontrant la cause finale, en situant la cause finale comme moyen terme. Nous venons de voir comment un jeu de négociation “moins simple” se révèle être « very much like a zero-sum game, (...) because there is a “saddle-point” in pure strategies ». Comme dans le Partage du gâteau, l’élaboration d’un syllogisme en Barbara démontrant la cause efficiente conduit à reconnaître que : honeste vivere, alterum non lædere. Et celle d’un syllogisme en Barbara y démontrant la cause finale, à reconnaître que : suum cuique tribuere.

Dans La bataille des sexes, cette solution fait intervenir les potentiels de menace et laisse de côté le repentir à contretemps. Anatol Rapoport précise qu’elle repose sur l’assomption que $|b - a| < 1$. S’il en est autrement, le jeu pourrait ne pas avoir de point selle, dit-il, et alors le point du repentir à contretemps ou le point d’intersection des niveaux de sécurité doivent être pris en considération.

H. Raiffa propose une solution de La bataille des sexes qui est proche de celle qu’adopte John Nash, où il divise le jeu en deux composantes : « The cooperative component reflects the fact that rational players will negotiate in such a way as to arrive at a payoff which is jointly the largest. After having assured for themselves the maximum joint payoff, they can proceed to compete, i.e., each will try to get the largest possible share of this joint payoff. Now the nonzero-sum game can be turned into a zerosum-game by replacing the pairs of payoffs in each outcome with their differences » ⁵⁷⁹ ; il s’agit alors de partager le gâteau. L. S. Shapley et R. Braithwaite développent respectivement une solution dans laquelle le point de statu quo (x_0, y_0) fait appel aux niveaux de sécurité ; elles font aussi intervenir le point du repentir à contretemps, tout autant que le point des potentiels de menace. Dans chacune de ces solutions, la proportion $(1/2 \approx 1/2)$ entre l’opéra et la boxe est retenue, mais l’excédent qui échoit à Paul varie.

Faut-il en conclure que le juste est à “géométrie variable” ? Cette variabilité ne s’observe pas dans le jeu de négociation “plus simple”, mais dans le jeu de négociation “moins simple”. Michel Villey écrit : « Autre exemple : le droit pénal

⁵⁷⁹ Anatol Rapoport, Two-Person Game Theory, The Essential Ideas, p. 115.

n'a pas pour fonction d'interdire, quoi que certains prétendent (...) ; (...) le Code pénal [répartit] les peines, à chacun la peine qui lui revient ». ⁵⁸⁰ Et nous connaissons la réponse que donne Aristote :

Dans notre monde, (...) bien qu'il existe [un certain juste naturel], tout dans ce domaine est cependant passible de changement ; néanmoins on peut distinguer ce qui est naturel et ce qui n'est pas naturel. (...) Pareillement, les règles de droit qui ne sont pas fondées sur la nature, mais sur la volonté de l'homme, ne sont partout les mêmes, puisque la forme du gouvernement elle-même ne l'est pas, alors que cependant il n'y a qu'une seule forme de gouvernement qui soit partout naturellement la meilleure. ⁵⁸¹

Si nous avons insisté sur le jeu de négociation, qui est un jeu à somme non nulle, nous n'avons pas omis de signaler l'existence de jeux à somme non nulle qui ne sont pas des jeux de négociation. Comme un ministre de la Justice l'a écrit, « les économistes se sont joints à la discussion et ont suggéré qu'une bonne partie de la criminalité, loin d'être une réponse irrationnelle ou anormale aux normes véhiculées par la société, constitue, au contraire, une stratégie économique très rationnelle ». ⁵⁸²

Nous devons maintenant prendre connaissance de ces autres jeux à somme non nulle, et voir dans quelle mesure il confirme ou infirme ce que nous avons appris au sujet du jeu à somme non nulle qui est un jeu de négociation.

Coopération et défection

« The minimax solutions of zero-sum games qualify as equilibrium points, but Nash's proof says that non-zero-sum games have equilibrium points, too. (...) But there are a few catches », ⁵⁸³ écrit William Poundstone.

⁵⁸⁰ Michel Villey, Précis I, p. 73.

⁵⁸¹ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1134b 29 - 1135a 5.

⁵⁸² Gouvernement du Canada, Le droit pénal dans la société canadienne, Ottawa, 1982, pp. 21-22.

⁵⁸³ William Poundstone, Prisoner's Dilemma, p. 99.

Dans un jeu à somme nulle, « aucune coopération n'est possible », dit-il. Dans un jeu à somme non nulle où les intérêts respectifs des joueurs sont entièrement convergents, ces derniers sont capables de profiter de cette entière convergence en coopérant, à la condition qu'ils puissent communiquer entre eux. Dans un jeu à somme non nulle où les intérêts respectifs des joueurs sont partiellement convergents et partiellement divergents, ils sont encore capables de mettre à profit cette convergence partielle en coopérant, mais la seule communication ne suffit pas à engendrer la coopération ; les termes de la coopération doivent de plus être négociés, ce qui implique un certain partage du gâteau.

Tableau 26

		Paule	
		C₂	D₂
Paul	C₁	1, 1	3, 0
	D₁	0, 3	2, 2

Alors, prenons en considération la matrice du Tableau 26. Dans le schéma de causalité de ce jeu, la lettre « C » signifie : coopération. Et la lettre « D » : défection. La coopération mutuelle, selon l'appariement C₁C₂, est-elle négociable ? Ce classique de la théorie des jeux a reçu le nom suivant : Dilemme du prisonnier. William Poundstone le présente comme suit :

A typical contemporary version of the story goes like this :

Two members of a criminal gang are arrested and imprisoned. Each prisoner is in solitary confinement with no means of speaking to or exchanging messages with the other. The police admit they don't have enough evidence to convict the pair on the principal charge. They plan to sentence both to a year in prison on a lesser charge. Simultaneously, the police offer each prisoner a Faustian bargain. If he testifies against his partner, he will go free while the partner will get three years in prison on the main charge. Oh, yes, there is a catch... If both prisoners testify against each other, both will be sentenced to two years in jail.

The prisoners are given a little time to think this over, but in no case may either learn what the other has decided until he has irrevocably made his decision. Each is informed that the other prisoner is being offered the very same deal. Each prisoner is concerned only with his own welfare — with minimizing his own prison sentence. ⁵⁸⁴

⁵⁸⁴ William Poundstone, op. cit., p. 118.

Dans Le dilemme du prisonnier tel que défini, comme les prisonniers ne peuvent pas communiquer entre eux, ils ne peuvent pas négocier un accord explicite. Chacun connaît les paiements que l'autre doit prendre en considération, mais il ne se trouve aucun « mécanisme adéquat » pour « forcer l'exécution d'un accord [de coopération], une fois agréé » tacitement entre eux, selon l'amitié d'utilité qui, selon toute vraisemblance, devrait caractériser la relation entre les membres d'un gang. Un tel mécanisme peut bien exister pour assurer l'exécution de l'accord entre la police et le délateur, mais il n'existe pas entre les prisonniers eux-mêmes. Les choix respectifs de chacun des prisonniers sont divulgués au même moment décisif. Et, dans une telle situation, chaque prisonnier est contraint de se préoccuper de son seul avenir.

Paul réfléchit : « Si j'accepte le marché de la police, alors que Paule ne l'accepte pas, je prends 0 an de prison, au lieu de 1. Si j'accepte le marché de la police, et que Paule l'accepte aussi, je prends 2 ans de prison, au lieu de 3. Je suis gagnant dans chacun des deux cas puisque je sauve un an de prison dans l'un et dans l'autre ». Sauf que Paule se fait les mêmes réflexions, si bien que les deux amis d'utilité pourront, chacun dans leur cellule, méditer sur le sujet suivant :

We have then a genuine bifurcation of the notion of rationality into that of individual rationality and that of collective rationality, each of which prescribes a different strategy to both players. ⁵⁸⁵

Peut-être que les personnes qui vivent « suivant les exigences de la bonne foi », selon le Code civil du Québec, n'éprouveront que peu de chagrin en songeant au sort de Paule et de Paul. Et pourtant, ce jeu leur révèle un aspect important de leur condition. Lorsque nous nous sommes interrogé sur l'existence d'une alternative à la situation définie par le Partage du gâteau, William Poundstone nous avait répondu : « greed and distrust ». Il semble bien que Le dilemme du prisonnier en soit fait.

Pour le Dilemme du prisonnier, le même William Poundstone écrit : « In a prisoner's dilemma, the equilibrium point strategy is called defection. A player is always better off defecting, no matter what the other does. But (...) the other strat-

⁵⁸⁵ Anatol Rapoport, Two-Person Game Theory, The Essential Ideas, pp. 130-131.

egy of a prisoner's dilemma, which leads to the best collective outcome, is called cooperation ». ⁵⁸⁶

Dans un jeu à somme non nulle négociable, il existe au moins un point d'équilibre qui est « the best collective outcome ». Dans le jeu “moins simple”, un « mécanisme adéquat » soutient le point d'équilibre, non pas parce qu'il « [arbitrates] the conflict, i.e., (...) [suggests] how the difference is to be split in the interest of “fairness” (...) », c'est la raison théorique qui accomplit cette tâche, mais bien parce qu'il est en mesure de « forcer les joueurs à s'en tenir à leurs menaces et à leurs demandes ». En outre, ce même « mécanisme adéquat » peut “garantir” l'exécution d'un « accord [de coopération], une fois qu'il est agréé » par les deux joueurs.

Dans un jeu à somme non nulle non négociable comme Le dilemme du prisonnier, il existe tout autant un point d'équilibre, mais il n'est pas « the best collective outcome », ce que détermine la raison théorique. Non seulement ne se trouve-t-il aucun « mécanisme adéquat » en mesure de « forcer les joueurs », mais c'est même inutile puisque le point d'équilibre rend la défection « practically compelling ». Anatol Rapoport l'exprime comme suit :

Then the situation looks very different. For in the absence of an agreement [to choose the C strategy aiming at the best collective outcome] it is obviously in the interest of each player to choose the D strategy. [And] if an unenforceable agreement has been made to choose the C strategy [aiming the best collective outcome], it is in the interest of each player to break the agreement regardless of whether the other keeps it or not. (...) Not only is a constant temptation to break the agreement pressing on each player, but also the knowledge that the other player is tempted makes the defection practically compelling. ⁵⁸⁷

« Formally speaking, strategy D dominates strategy C for both players », ⁵⁸⁸ dit Anatol Rapoport. D'une certaine manière, cette domination de la défection sur la coopération est une excellente nouvelle. Si la stratégie de défection domine celle de coopération, le point d'équilibre est ainsi un point selle. Or, si « the [theo-

⁵⁸⁶ William Poundstone, *Prisoner's Dilemma*, p. 107.

⁵⁸⁷ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory, The Essential Ideas*, p. 129.

⁵⁸⁸ Anatol Rapoport, *op. cit.*, p. 129.

retical] knowledge that the other player is tempted makes the defection practically compelling », parce qu'elle est bien théorique, « the [same theoretical] knowledge » saisit que le contraire de la défection est la coopération qui, elle, ouvre une perspective sur « the best collective outcome ». À cet égard, Anatol Rapoport écrit :

If no binding agreement can be effected, the mutually advantageous choice (C,C) is impossible to rationalize by appeal to self-interest. By definition, a “rational player” looks out for his own interest only. On the one hand, this means that the rational player is not malicious — that is, he will not be motivated to make choices simply to make the other lose (if he himself gains nothing in the process). On the other hand, solidarity is utterly foreign to him. He does not have any concept of collective interest. In comparing two courses of action, he compares only the payoffs, or the expected payoffs, accruing to him personally. For this reason, the rational player in the absence of negotiation or binding agreements cannot be induced to play C in the game we are discussing. Whatever the other does, it is to his advantage to play D. It is clear, however, that if both reason this way (and both do, if they are “rational” in the sense of game theory) both are worse off than if they were guided by their joint interest to play C. Note also that the outcome (D₁, D₂) is the only equilibrium in this game.

We have then a genuine bifurcation of the notion of rationality into that of individual rationality and that of collective rationality, each of which prescribes a different strategy to both players. ⁵⁸⁹

Arrêtons-nous à cette « bifurcation de la notion de rationalité ». Rappelons-nous d'abord l'enseignement de John Von Neumann et de Oskar Morgenstern, pour qui « il n'existe pas, présentement de traitement satisfaisant de la question du comportement rationnel ». C'est que « l'individu qui cherche à obtenir [son maximum et qui agit] “rationnellement” » doit tenir compte de ce qu'il peut exister « plusieurs manières d'atteindre la position maximum », qui « peut dépendre de la connaissance et de l'entendement que l'individu a » de la situation, ainsi que « des lignes d'action [stratégies] qui lui sont ouvertes ». « Une étude de toutes ces questions en termes qualitatifs ne les épuiserait pas puisqu'elles impliquent, comme ce doit être évident, des relations quantitatives ». Mais il est non moins « évident » qu'une « étude de toutes ces questions en termes [quantitatifs] ne les épuis-

⁵⁸⁹ Anatol Rapoport, *ibidem*, pp. 130-131.

era pas puisqu'elles impliquent (...) des relations [qualitatives] », pour reprendre une terminologie quelque peu déficiente.

Tentons une « analyse plus exhaustive (...) [des] relations significatives », en essayant de dépasser « l'emploi populaire (...) du mot “rationnel” », qui n'est certes « pas du tout formulé d'une manière non ambiguë », en explorant ce que pourrait être un « emploi (...) “philosophique” ». C'est une « tâche [aussi] difficile » que « de formuler [ces questions] en termes [qualitatifs] de telle manière que tous les éléments de la description [quantitative] soient pris en considération », en faisant appel à des méthodes (...) qui conviennent au problème » que recèle « la notion de rationalité ». ⁵⁹⁰

Étant donné que, « formellement parlant, la stratégie D domine la stratégie C pour les deux joueurs », dit Anatol Rapoport, « it has been argued by some game theoreticians, particularly Nash, that game theory should be developed primarily in the context of the nonnegotiated game where questions related to agreements need not to be raised ». ⁵⁹¹ Si les stratégies dominantes de défection déterminent un point selle, il n'est pas irrationnel de s'interroger sur les conditions d'un désarçonnement qui favoriserait « le meilleur résultat collectif ». C'est ce qu'a fait Robert Axelrod dans *The Evolution of Cooperation*. ⁵⁹²

À cet égard, pour Le dilemme du prisonnier, Anatol Rapoport écrit : « Acting “ethically” rather than strategically means ignoring the possibility of the other's taking advantage of one's good intentions : it means carrying out these intentions anyway ». ⁵⁹³ Encore une fois, il ne faut pas confondre la connaissance théorique du « il est nécessaire » selon la modalité au sens compositif et du « continger » selon la modalité au sens divisif.

Pour cette dernière, « the only way to get out of this vicious circle is to apply some ironclad guarantee that this line of reasoning (“he ought, therefore he will, therefore I must choose the defecting strategy”) will be nipped in the bud. But if

⁵⁹⁰ John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behaviour*, p. 9 ; notre traduction.

⁵⁹¹ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory, The Essential Ideas*, pp. 129-130.

⁵⁹² Robert Axelrod, *The Evolution of Cooperation*, Basic Books, New York, 1984.

⁵⁹³ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory, The Essential Ideas*, p. 135.

the possibility of guarantees are considered, one as well admit a guaranteed agreement between the players, and so we are back in the context of a negotiated game ! », ⁵⁹⁴ poursuit Anatol Rapoport. Et il en conclut que :

In order to make the agreement to choose C stick, some incentives must be provided. In real life the most common incentives for keeping agreements are the sanctions which are imposed when agreements are broken. These may be in the form of legally imposed penalties or loss of credit, prestige, or honor. At any rate, if breaking the agreement is viewed as a move in a game, then payoffs must be assigned to outcomes associated with this move. Sanctions are payoffs with negative utility. If these negative utilities are added to the original payoffs the resulting payoffs are different, and one is playing a different game. ⁵⁹⁵

Et c'est bien là ce que prétendent « les économistes [qui] se sont joints à la discussion et [qui] ont suggéré qu'une bonne partie de la criminalité (...) constitue (...) une stratégie économique très rationnelle » dont « il faut s'efforcer (...) d'augmenter les risques », afin que « le danger existe de se faire découvrir », et que « [soient rendues] plus certaines l'identification, l'arrestation et la condamnation des contrevenants ». ⁵⁹⁶ Sauf que « la criminalité » ne peut pas survivre sans se greffer sur l'Urbs où des citoyens vivent pratiquement selon : *Honeste vivere. Alterum non lædere*.

Dans le Dilemme du prisonnier, le point d'équilibre résulte du mode de passion propre d'une cause finale : *suum cuique non tribuere*. Il est associé à la stratégie de défection, une cause efficiente qui peut se traduire par : *non honeste vivere, alterum lædere*. La coopération, qui est aussi une cause efficiente, se traduit par : *honeste vivere, alterum non lædere*. Et le mode de passion propre de la cause finale qui y correspond, c'est : *suum cuique tribuere*. Ce dernier résultat n'est pas un point d'équilibre, bien qu'il soit « le meilleur résultat collectif ».

L'obstacle qui s'oppose à la cause efficiente « coopération » provient de ce que l'autre cause efficiente conduit à un point d'équilibre. Mais si « le meilleur résultat collectif » devient un point d'équilibre, et ce, dans un jeu qui est défini

⁵⁹⁴ Anatol Rapoport, op. cit., p. 136 ; les caractères en italique sont de nous.

⁵⁹⁵ Anatol Rapoport, ibidem, p. 129.

⁵⁹⁶ Gouvernement du Canada, *Le droit pénal dans la société canadienne*, Ottawa, 1982, pp. 21-22.

autrement que dans le Dilemme du prisonnier, l'obstacle est levé, théorétiquement parlant. Or, telle est la question que nous discutons dans ce mémoire : existe-t-il une science théorétique du juste ? À cet égard, rappelons-nous ce que dit Aristote :

Pareillement, on croit que la connaissance du juste et de l'injuste ne requiert pas une profonde sagesse, sous prétexte qu'il n'est pas difficile de saisir le sens des diverses prescriptions de la loi (quoique, en réalité, les actions prescrites par la loi ne soient justes que par accident). Mais savoir de quelle façon doit être accomplie une action, de quelle façon doit être effectuée une distribution pour être l'une et l'autre justes, c'est là une étude qui demande plus de travail que de connaître les remèdes qui procurent la santé. ⁵⁹⁷

La « connaissance du juste et de l'injuste » prend maintenant un relief théorétique évident. Bien sûr, « savoir de quelle façon doit être accomplie une action [une stratégie], de quelle façon doit être effectuée une distribution [un résultat] pour être l'une et l'autre justes », et ce, avant qu'une loi soit promulguée, demande en plus le concours d'une science pratique. Prétendre qu'une telle science pratique, étant donné son mode théorétique, peut se passer de la science théorétique pertinente, c'est méconnaître l'évident relief théorétique dont nous venons de parler. Quant à ceux qui donnent dans le « prétexte qu'il n'est pas difficile de saisir le sens des diverses prescriptions de la loi », ils souffrent d'une double ignorance ; elle est invincible.

La division que fait Anatol Rapoport entre un « enforceable agreement » et un « unenforceable agreement » repose sur une différence qui n'est pas un attribut essentiel de « [l']agreement » pris en lui-même. Elle ne concerne que son caractère exécutoire. Et c'est ce que signifie Aristote lorsqu'il écrit : « En réalité, les actions prescrites par la loi ne [sont] justes que par accident ». Nous avons d'ailleurs vu que l'assomption de John Nash d'un « adequate mechanism » rejoint ce qu'écrit Aristote :

Le juste [politique], en effet, n'existe qu'entre ceux dont les relations mutuelles sont sanctionnées par la loi, et il n'y a de loi que pour des hom-

⁵⁹⁷ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1137a 10-13.

mes chez lesquels l'injustice peut se rencontrer, puisque la justice légale est une discrimination du juste et de l'injuste. ⁵⁹⁸

Tableau 27

	C₂	D₂
C₁	1, 1	-2, 2
D₁	2, -2	-5, -5

Au sujet du *Dilemme du prisonnier*, Anatol Rapoport attire notre attention sur « the outcome (D₁, D₂) [which] is the only equilibrium in this game ». Il en est autrement dans le jeu de La poule mouillée (Chicken Game), pour lequel il propose la matrice du Tableau 27. Bertrand Russell le présente comme suit :

This sport is called "Chicken !" It is played by choosing a long straight road with a white line down the middle and starting two very fast cars towards each other from opposite ends. Each car is expected to keep the wheels of one side on the white line. As they approach each other, mutual destruction becomes more and more imminent. If one of them swerves from the white line before the other the other, as he passes, shouts "Chicken !" and the one who has swerved becomes an object of contempt. ⁵⁹⁹

Dans La poule mouillée, ⁶⁰⁰ le choix mutuel de la stratégie de coopération procure le meilleur résultat collectif. Le choix mutuel de la stratégie de défection conduit au pire résultat collectif. L'analyse du jeu révèle que la stratégie de défection ne domine pas celle de coopération et qu'il y existe deux points d'équilibre : C₁ D₂ et C₂ D₁. Sauf que, d'un point de vue "individualiste", le joueur (1) jugera que C₂ D₁ est préférable alors que, pour le joueur (2), c'est C₁ D₂.

Malgré le caractère éminemment absurde de La poule mouillée, ce jeu est fort répandu. Chaque fois que deux automobilistes se rencontrent à l'intersection de deux routes qui se croisent à angle droit, l'un roulant en direction nord-sud, l'autre en direction ouest-est, le problème se pose, mais il est souvent déjà résolu. L'introduction d'une sanction modifie les paiements de C₂ D₁ en (-3, -2) et les paiements de C₁ D₂ en (-2, -3), par exemple, alors que l'appariement C₁ C₂ prend le nom de « priorité de passage », qui est attribuée à l'un des joueurs. Dès lors, le

⁵⁹⁸ Aristote, op. cit., 1134a 30-32.

⁵⁹⁹ William Poundstone, *Prisoner's Dilemma*, pp. 197-198.

⁶⁰⁰ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory, The Essential Ideas*, pp. 137-142, passim.

jeu à somme non nulle non négociable La poule mouillée devient un autre jeu, à somme non nulle négociable, avec un point d'équilibre (1, 1).

Bien sûr, le relief théorique évident de cette solution éminemment rationnelle n'empêche pas certains automobilistes de l'ignorer. Sans doute est-ce parce que le « mécanisme adéquat » que la « sorte d'arbitre » qui est auprès du jeu n'offre pas le blindage suffisant pour être « [l']ironclad garantie » qui peut vaincre cette ignorance. Mais cette ignorance n'infirme pas le caractère démonstrativement vrai de la connaissance théorique de la solution.

Faisons le point

La science théorique du juste apprend de la science théorique des jeux que la recherche d'une solution passe par les démonstrations que nous avons décrites plus haut. Et nous pouvons les réunir dans les schémas de causalité (schéma du droit) et de finalité (schéma du juste) qui se trouvent au Tableau 28 (page 318).

Tableau 28 Schéma du juste et du droit		
	Honeste vivere alterum non laedere	Honeste non vivere alterum laedere
Honeste vivere alterum non laedere	<i>Suum cuique tribuere</i>	Suum cuique non tribuere
Honeste non vivere alterum laedere	Suum cuique non tribuere	Suum cuique non tribuere

Il existe bel et bien une science théorique du juste. Que pouvons-nous en attendre en pratique ? Cette question ressemble à celle que Anatol Rapoport pose en conclusion de son livre : « Of what use is game theory ? » ⁶⁰¹ Et il répond :

⁶⁰¹ Anatol Rapoport, op. cit., p. 186.

The lesson to be derived [from game theory] is that many of our cherished notions about every problem having an “answer,” about the existence of a “best” choice among a set of courses of action, about the power of rational analysis itself, must be relegated to the growing collection of shattered illusions. Rational analysis, for all its inadequacy, is indeed the best instrument of cognition we have. But it often is at its best when it reveals to us the nature of the situation we find ourselves in, even though it may have nothing to tell us how we ought to behave in this situation. ⁶⁰²

Il reprend ainsi une distinction deux fois millénaire entre la raison théorique et la raison pratique. Une science théorique, par définition, n’est pas pratique. Mais une pratique qui ignore « la nature de la situation » stratégique que seule saisit la science théorique souffre d’une “cécité” beaucoup plus grave que celle de la figure qu’on donne souvent de la Justice : celle d’une femme aux yeux bandés qui tient dans sa main une balance à deux plateaux.

Anatol Rapoport évoque « serious misconceptions (...) [which] are in large measure due to the social climate in which game theory was developed », ⁶⁰³ notamment celui la Guerre froide. Pour sa part, William Poundstone écrit : « A decade after the publication of *Theory of Games and Economic Behavior*, there was a correction to the early euphoria. Game theory was deprecated, distrusted, even reviled. To many, game theory, ever intertwined with the figure of John von Neumann, appeared to encapsulate a callous cynicism about the fate of the human race ». ⁶⁰⁴

Pour John Von Neumann et Oskar Morgenstern, « il n’existe pas, présentement de traitement satisfaisant de la question du comportement rationnel », comme nous l’avons vu plus haut ; et une « analyse plus exhaustive (...) révèle que les relations significatives sont beaucoup plus complexes que ne l’indique l’emploi populaire et “philosophique” du mot “rationnel” ». Prendre ainsi la théorie des jeux, qui est une théorie mathématique de la décision, pour ce qu’elle n’est pas, conduit certainement à de « sérieuses méconceptions ». À cet égard, Anatol Rapoport écrit : « The great philosophical value of game theory is in its power to reveal its own incompleteness. Game-theoretical analysis, if pursued to

⁶⁰² Anatol Rapoport, *ibidem*, p. 214.

⁶⁰³ Anatol Rapoport, *ibidem*, p. 188.

⁶⁰⁴ William Poundstone, *Prisoner’s Dilemma*, p. 167.

its completion, perforce leads us to consider other than strategic modes of thought ». ⁶⁰⁵

Soutenir que « acting “ethically” rather than strategically » n’est pas rationnel voisinerait dangereusement avec l’ineptie, ce dont Anatol Rapoport se garde. Pour sa part, Michel Villey écrit que « de la morale se détache une autre discipline, qui vise à dire ce qui est juste, ce qui appartient à chacun ». ⁶⁰⁶ La science théorique du juste, en plus de ne pas « ignorer la possibilité que l’un prenne avantage des bonnes intentions d’un autre », n’est pas tenue d’ignorer ce qu’est « agir “stratégiquement” ».

Maintenant que nous avons pris connaissance de la « leçon à tirer [de la théorie des jeux] », apprenons du jurisconsulte Quintus Mucius Scævola, dit l’Augure, la « leçon » qu’il nous propose.

⁶⁰⁵ Anatol Rapoport, *Two-Person Game Theory, The Essential Ideas*, p. 214.

⁶⁰⁶ Michel Villey, *Précis*, I, p. 72.

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre VIII

La leçon de Scaevola

[Retour à la table des matières](#)

« *Pour un juriste*, (...) ce qui [mérite] le plus d'attention est l'éclosion du droit romain et son apogée, son épanouissement maximal, à la grande époque dite *classique* », soutient Michel Villey, très précisément « cette oeuvre des juristes classiques » que les « compilateurs du Digeste » ont eu le « mérite » de « nous (...) avoir *conservé* ». Si « le peu qui subsiste de romanistes (...) s'emploie de préférence à la recherche des *solutions* [particulières] du droit romain », qui sont pour « la plupart (...) tout à fait périmées » puisque « liées aux contingences de l'histoire sociale », alors il néglige « ce qui demeure toujours actuel, qui dans le droit romain est *universel* », la méthodologie dont le fruit fut « [l']invention » d'une « science autonome », s'empresse-t-il d'ajouter. ⁶⁰⁷

« Que l'invention de cette science ait dû beaucoup à l'inspiration d'Aristote, nous en puiserons un témoignage dans un passage de Cicéron (*De oratore*) relatif à l'éducation des juristes et précisément au travail des jurisconsultes », écrit Michel Villey, qui poursuit en ces termes :

⁶⁰⁷ Villey, Précis I, pp. 88-89.

Dans ce traité sur l'art oratoire, Cicéron souhaite, pour simplifier les études des avocats, que le droit soit réduit en science (*reducere jus in artem*, c'est-à-dire en corps de connaissances systématiquement ordonnées), comme l'avaient été en Grèce d'autres arts, les mathématiques, l'astronomie et la musique. Cela ne peut être fait qu'à l'aide, dit-il, de la philosophie. D'abord parce que la philosophie procure une logique, une méthode un art d'ordonner les notions en système clair et didactique ; mais aussi détermine la *fin* (*finis*), la notion première sur laquelle pourra se constituer, par divisions méthodiques, le langage du droit civil. Cicéron qui était éclectique (et pareillement informé de toutes les grandes philosophies grecques — il a par exemple écrit ses *Topiques* à l'usage des jurisconsultes, en s'inspirant d'un modèle aristotélicien), donne ici de la *fin* du droit une définition certainement prise à la doctrine d'Aristote : *Sit ergo in jure civili finis hic : legitimae atque usitatae in rebus causisque civium, aequabilitatis conservatio*. Lorsqu'il s'agit de constituer la nouvelle science du « droit civil » (du droit de la cité), on se donnera pour *fin* l'observance d'une juste proportion (*aequabilitas*), induite des lois ou des mœurs ; l'office du droit sera de maintenir autant que possible cette proportion dans les affaires (*res*) et les procès des citoyens. Et Cicéron de proposer l'élaboration d'un langage par la subdivision des termes principaux de cette définition. ⁶⁰⁸

Le jeune Marcus Tullius Cicero, ⁶⁰⁹ qui aspirait à jouer un rôle éminent dans les affaires publiques de Rome malgré un physique inadéquat pour le métier des armes, résolut d'emprunter la voie de l'éloquence. Après avoir pris la toge virile, vers l'an 91, il fut présenté par son père à Quintus Mucius Scævola dit l'Augure, dont le nom est inscrit au troisième rang dans la liste que le *Digeste* dresse des jurisconsultes, comme l'auteur d'un unique ouvrage intitulé : *orwn biblion* (Livre de définitions). Malgré son grand âge, ce dernier recevait encore dans sa maison les personnes qui désiraient obtenir de lui un *responsum* à la question qui les préoccupait : « Cicéron et Quintus étaient placés à ses côtés, avec ordre de ne s'en écarter que le moins possible et de ne perdre aucune de ses paroles », ⁶¹⁰ écrit Pierre Grimal. Cicéron occupait ainsi un excellent point d'observation pour rendre ensuite un témoignage compétent sur la discipline des jurisconsultes romains, ce qu'il fit dans le *De inventione*, comme nous le verrons bientôt.

⁶⁰⁸ Villey, op. cit., p. 90-91.

⁶⁰⁹ Marcus Tullius Cicero (Cicéron), né à Arpinum en 106 et mort en 43 avant Jésus-Christ.

⁶¹⁰ Pierre Grimal, Cicéron, Paris, 1986, Librairie Arthème Fayard, p. 36.

Mais arrêtons-nous d'abord aux « Topiques », ⁶¹¹ le court traité que Cicéron, à soixante-trois ans, écrit « à l'usage des jurisconsultes, en s'inspirant d'un modèle aristotélicien » alors qu'il est à bord d'un navire en route vers la Grèce. Cicéron s'adresse à C. Trébatius, un jurisconsulte qu'il avait reçu à Tusculum. Trébatius avait montré de l'intérêt pour « le traité d'Aristote » du même nom. « Toute logique bien faite se divise en deux parties, l'invention et le jugement : dans l'une et dans l'autre Aristote me paraît exceller », dit Cicéron. C'est « l'invention ou la *Topique*, qui, dans l'usage, est d'une plus grande importance, et qui, dans l'ordre naturel, est certainement la première de ces deux parties », ajoute Cicéron. Et c'est la thèse que Michel Villey fait sienne.

« D'après les Topiques d'Aristote la dialectique devait conduire à des définitions (*oroi*). Les juristes romains ont produit des *définitions* ; *Quintus Mucius Scævola*, un livre d'*oroi* », ⁶¹² écrit Michel Villey. Dans ses *Topiques*, Cicéron mentionne le nom de Scævola, « le pontife », en rapport avec le problème de la définition. Au sujet de la définition, Cicéron écrit : « *Definitio est oratio, quæ id, quod definitur, explicat, quid sit* ». « La définition est un discours, qui explique ce qu'est ce qui est défini », ou la quiddité (*quid est*) de ce qui est défini. Il en distingue « deux genres » : « *unum earum rerum, quæ sunt ; alterum earum quæ intelliguntur* » (l'un [définit les] *res*, [telles] qu'elles sont ; l'autre, les *res*, [telles] qu'elles sont comprises [par l'intellect] ». Et il divise « les questions, quelle que soit la “res” [considérée], (...) en deux genres : l'un de connaissance [théorique], l'autre de l'action [pratique] ».

La question de connaissance théorique est celle « *quarum finis est scientia : ut “Si quæatur, a naturane jus profectum sit, an ab aliqua quasi conditione hominum et pactione”* ». Comme exemple d'une question théorique, « dont la fin est la science », Cicéron choisit ici le « jus », dont on se demande s'il croît par nature (*a natura jus profectum sit*), ou s'il provient de « quelque quasi condition des hommes et d'un pacte » (*ab aliqua quasi conditione hominum et pactione*). Et il situe la question pratique par cet autre exemple : « Si un sage doit prendre part à l'administration des affaires publiques » (*sitne sapientis ad rem publicam accedere*).

⁶¹¹ Cicéron, *Topiques*, traduction nouvelle par M. Delcasso, in *Œuvres complètes de Cicéron*, Paris, 1898, Garnier et Frères, pp. 293-312, passim.

⁶¹² Villey, *Précis II*, p. 71.

Dans cette veine, Cicéron, qui n'est pas un jurisconsulte, mais un *patronus*, un orateur qui patronne un plaideur, situe le premier par rapport au second comme suit : « Privata enim judicia maximarum quidem rerum in juris consultorum mihi videntur esse prudentia. Nam et adsunt multum, et adhihentur in consilio ; et patronis diligentibus, ad eorum prudentiam confugientibus, hastas ministrant ». M. Delcasso traduit ce passage comme suit : « En effet, dans les affaires particulières du plus haut intérêt, le jugement me paraît dépendre de l'habileté des jurisconsultes (*in juris consultorum [...]/ esse prudentia*). On leur demande leur appui, leurs conseils, et lorsqu'un avocat plein de zèle a recours à leur savoir, ils lui fournissent des traits irrésistibles ». Or, comme nous l'avons vu au *Chapitre III*, Aristote distingue la prudence (*prudentia*) d'une certaine habileté ; la traduction ne rend pas bien la pensée de Cicéron.

« In omnibus igitur iis judiciis, in quibus, *ex bona fide*, est additum ; ubi vero etiam, *ut inter bobos bene agier* ; in primisque in arbitrio rei uxoriæ, in quo est [*quid*] *æquius, melius*, parati debent », poursuit Cicéron. M. Delcasso propose la traduction suivante : « Dans toutes les causes où le préteur ajoute cette formule : *On jugera d'après la bonne foi* ; ou celle-ci : *Il faut agir comme entre gens de bien* ; surtout dans les arbitrages, sur les droits de la femme, où la formule est : *Chercher le plus juste, le meilleur*, les jurisconsultes doivent toujours être prêts ». Remarquons l'expression : « [*quid*] *æquius* », et serrons-la de plus près.

« Quum autem, quid sit, quæritur ; notio explicanda est, et proprietas, et divisio, et partitio : hæc enim sunt definitioni attributa. Additur etiam descriptio, quam Græci carachthra vocant. Notio sic quæritur : “Sitne id æquum, quod ei, qui plus potest, utile est », écrit Cicéron. Lorsque la question porte sur le « quid est », la quiddité, il convient de recourir à la notion qui l'explique (*notio explicanda est*), à la propriété, à la division et aux parties (*proprietas, et divisio, et partitio*) de ce qui est expliqué, car « ce sont en effet les attributs de la définition ». Et « est même ajoutée la description, que les Grecs appellent “caractère” ». Comme exemple d'une question demandant la recherche (*quærere*) d'une notion (*notio*), Cicéron choisit la suivante : « Sitne id æquum, quod ei, qui plus potest, utile est ». M. Delcasso traduit ainsi : « Le juste est-il ce qui est utile au plus puissant ? ».

Nous reviendrons bientôt sur « [*l'*]æquum », mot que M. Delcasso rend ici par « juste ». Mais remarquons immédiatement le « caractère » qui ajoute une « de-

scription » à la notion de « æquum » dans le texte de Cicéron : c'est « utilis ». Littéralement : « Si ce qui est *æquum* est *utile* à celui qui peut plus ? ». Ce passage évoque manifestement le problème de l'amitié d'utilité entre inégaux. Évidemment, ni Cicéron, ni aucun jurisconsulte n'ont lu John Von Neumann et Oskar Morgenstern, John Nash, Anatol Rapoport ou William Poundstone. Mais Cicéron a lu Aristote, qui emploie le terme « utilité » dans ce contexte.

« Quum autem de æquo et iniquo disseretur, æquitatis loci colliguntur. Hi cernuntur bipertito, et natura, et instituto », souligne Cicéron. M. Delcasso traduit ainsi : « Discutez-vous sur le juste et l'injuste, rassemblez tous les lieux de l'équité. Ils se divisent en deux classes : les uns viennent de la nature, les autres de conventions humaines ». Nous reviendrons bientôt sur « æquitas ». Mais remarquons encore « de æquo et iniquo disseretur ». C'est, comme nous l'avons vu au *Chapitre II*, une question que Georges Vedel se pose : « À une condition : c'est que l'on admette qu'un honnête homme ne doit ni respecter ni appliquer une loi inique. Mais cet honnête homme peut être jusnaturaliste ou positiviste, cela ne changera pas grand-chose. Cela ne changera rien quant à la difficulté de définir l'iniquité ; cela ne changera rien au devoir de lui résister ».

Venons-en au sujet qui nous intéresse. Cicéron écrit : « Sed ad id totum, de quo disseretur, tum definition adhibetur, quæ quasi involutum evolvit id, de quo quæritur. Ejus argumenti talis et formula : “Jus civile est æquitas constituta iis, qui ejusdem civitatis sunt, ad res suas obtinendas ; ejus autem æquitatis utilis est cognitio ; utilis est ergo juris civilis scientia” ». Nous nous intéressons à la formulation (*formula*) d'un tel argument (*argumenti talis*), que M. Delcasso rend comme suit : « Le droit civil est l'équité réduite en loi pour régler les droits des membres d'une même cité ; or, la connaissance de cette équité est utile ; donc, le droit civil est une science utile ».

Il est manifeste que : « donc, le droit civil est une science utile » ne rend pas : « utilis est ergo juris civilis scientia » ». Littéralement : « Utile est donc la science du *jus civile* » ; le *jus civile* n'est pas une science, mais l'objet d'une science. La traduction de M. Delcasso fait pire avec : « l'équité réduite en loi pour régler les droits », alors que le mot « lex » est manifestement absent de la phrase. Aucun jurisconsulte romain ne comprendrait cette prétendue traduction.

Le « jus », en tant que « civile », est celui qui est apte (*posse*) à engendrer la condition *partagée* de citoyen, la *civitas* ; bref, c'est la cause finale dont nous avons parlé dès le *Chapitre I*. Et cette « civitas », lorsqu'accomplie, est une « res », la « res » de l'ensemble des citoyens (*res suas*). Littéralement, le *jus civile* est l'*æquitas* constituée (accomplie) par ceux (cause efficiente) qui sont du même ensemble de citoyens, pour la maintenir (*ad res suas obtinendas*).

Cicéron écrit encore : « Atque etiam definitiones aliæ sunt partitionum, (...) : partitionum, quum res ea, quæ proposita est, quasi in membra discerpitur ; ut, si quis jus civile dicat id esse, quod in legibus, senatus consultis, rebus judicatis, juris peritorum auctoritate, edictis magistratum, more, æquitate consistat ». L'expression « quasi in membra discerpitur » est traduite par Félix Gaffiot comme suit : « [fig.] partager, diviser : *ea res quasi in membra discerpitur* Cic. *Top.* 28, ce sujet se divise en q[uel]que sorte en plusieurs membres ». ⁶¹³ Une telle « [définitio] (...) quasi in membra » du *jus civile*, qui repose « en q[uel]que sorte » sur un *sens figuré*, s'oppose à celle dite « id totum », que Cicéron donne plus haut. L'introduction de « l'équité réduite en loi pour régler les droits » par M. Delcasso dans la définition « id totum » du *jus civile* s'explique probablement par une confusion due à la métaphore qu'implique le sens figuré.

Que celui qui commande l'exécution du droit (cause efficiente) dans une loi soit interpellé par le *jus civile* (cause finale), c'est éminemment souhaitable. Mais la loi ne constitue ni *le droit au sens strict* ni le *jus civile* pour autant. À cet égard, relevons cet autre passage : « Quoniam P. Scævola id solum esse ambitus ædium dixerit, quo, parietis communis tegendi causa, tectum projiceretur, ex quo in tectum ejus ædes qui protexisset, aqua deflueret, id tibi jus videri ». M Delcasso le traduit comme suit : « Si vous disiez par exemple : “Comme on construisait un toit pour couvrir un mur commun, P. Scévola prétendit qu'il ne pouvait y avoir de pourtour à la maison qu'autant que le propriétaire dirigerait l'écoulement des eaux vers la partie du toit [du mur] qui lui appartenant exclusivement. Je regarde cette décision comme un principe de droit ».

Cicéron donne ici un exemple de ce qu'est un argument d'autorité : « Puisque Scævola a dit... » (*Quoniam P. Scævola /.../ dixerit*). Et le dire de Scævola est,

⁶¹³ Félix Gaffiot, Dictionnaire illustré latin-français, *discerpo*.

littéralement, « ce être vu à toi *jus* ». Le dire de Scævola exprime une définition du *jus* dans une certaine situation.

Comment Scævola le dit-il ? Au *Chapitre II*, nous avons déjà traité de l'emploi qu'on fait du subjonctif en matière d'interrogation *réelle*. Et que dit-il ? Dans sa réponse, Scævola traite d'une « cause » (*parietis communis tegendi causa*). « Ce seul pourtour d'une maison » (*id solum esse ambitus ædium*) est une cause efficiente d'où (*ex quo*) l'écoulement des eaux (*aqua deflueret*) se fait de telle manière que cette action propre de la cause efficiente coïncide avec la passion propre d'une cause finale sur laquelle Scævola se prononce. C'est cette « partie du toit [du mur] » qui rejette (*tectum projiceretur*) les eaux provenant du toit de la maison qui abrite *celui* (*in tectum ejus ædes qui protexisset*) à *qui* elle est. Dans sa traduction littéraire, M. Delcasso, avec « dirigerait », insiste sur la cause efficiente. La *causa* que Scævola discerne pour sa définition du *jus* en l'espèce est finale. Et l'espèce définit un partage des eaux qui ressemble fort au *Partage du gâteau*.

Sur la méthode de travail qu'emploie Quintus Mucius Scævola, Michel Villey écrit que l'élément principal en est : « *ponere causam* ». « Le travail s'effectue sur des cas (...) ; soit des cas litigieux réels, soit des cas d'écoles. Le cas doit être *défini* ; *posée* la question à débattre (...). Une première espèce de question est celle que Cicéron appelle *quæstio juridicialis* où on s'interroge sur la qualité du cas litigieux : s'il est *juste* (*an sit justum*). Question dite de "genre" : parce que le juste est une notion générale, commune à plusieurs espèces. Par cette question encore vague, indéterminée ("*infinita*") , dut commencer la science du droit », ⁶¹⁴ ajoute-t-il.

« *Ponere causam* » ; nous venons d'en voir un échantillon. « *Quæstio juridicialis* » ; nous y viendrons bientôt. Auparavant, prenons connaissance du *De oratore*, où Cicéron met en scène plusieurs personnages, dont deux orateurs célèbres, Crassus et Antoine, et le jurisconsulte Quintus Mucius Scævola. Cicéron y fait décrire à l'un de ses personnages, Crassus, qui n'est pas un jurisconsulte, le « projet » d'un « *perfectam artem juris civilis* » (un art parfait du *jus civile*) :

⁶¹⁴ Villey, Précis II, p. 69

Si enim aut mihi facere licuerit, quod jam diu cogito, aut alius quispiam, aut me impedito occuparit, au mortuo effecerit, ut primum omne jus civile in genera digerat, quæ perpauca sunt ; deinde eorum generum quasi quædam membra dispertiat ; tum propriam cujusque vim definitione declaret ; perfectam artem juris civilis habebitis, magis magnam atque uberem, quam difficilem et obscuram. Atque interea tamen, dum hæc, quæ dispersa sunt, coguntur, vel passim licet campentem et colligentem undique, repleri justa juris civilis scientia. ⁶¹⁵

La traduction française proposée par S. Andrieux et M. Charpentier se lit comme suit :

Peut-être accomplirai-je moi-même un projet que je forme depuis longtemps, (...) : [le] plan serait de commencer par diviser tout le droit civil en genres, et l'on n'en trouverait qu'un bien petit nombre ; puis de partager les genres chacun en plusieurs membres ou espèces ; et enfin d'appliquer à chaque genre et à chaque espèce sa définition ; alors vous auriez une science complète du droit civil, laquelle serait plus étendue et plus féconde qu'obscur et difficile. Et cependant, jusqu'à ce qu'on rassemble ces éléments épars, on peut, en faisant ça et là, et de tous côtés, une collection d'observations détachées, acquérir une instruction suffisante sur le droit civil ».

Selon Crassus, les exigences d'une science prenant le jus civile comme objet (justa juris civilis scientia), qui est difficile et obscure (difficilem et obscuram), sont satisfaites (repleri) par un art parfait du jus civilis (perfectam artem juris civilis) plus étendu et plus fécond (magis magnam atque uberem).

Antoine, qui n'est pas plus jurisconsulte que Crassus, répond à ce dernier en référant à Scævola : « Est enim sine dubio domus juris consulti totius oraculum civitatis. Testis est hujusce Q. Mucii janua et vestibulum, quod in ejus infirmissima valitudine, adfectaque jam ætate, maxima cotidie frequentia civium ac summorum hominum splendore celebratur ». ⁶¹⁶ Les traducteurs rendent ainsi le passage : « La maison d'un habile jurisconsulte est assurément un oracle pour toute une ville. C'est ce qu'attestent la porte et le vestibule de la demeure de notre Q. Mucius [Scævola] que voici ; malgré le poids de l'âge, malgré la faiblesse d'une

⁶¹⁵ Cicéron, De l'orateur, in Œuvres complètes de Cicéron, Paris, 1911, traduction de S. Andrieux, revue par M. Charpentier, Garnier Frères, XLII.

⁶¹⁶ Cicéron, op. cit, XLV.

santé chancelante, il voit tous les jours se succéder chez lui une foule nombreuse de citoyens et d'hommes du premier rang, qui viennent le consulter ». Le juris-consulte accompli (*juris consulti totius*), tel le pontife Scævola, est comparé à un oracle de la citoyenneté (*oraculum civitatis*), la *civitas* étant la fin propre d'une cause finale, le *jus civilis*.

Puis Antoine, qui ne possède pas la « *juris civilis scientia* », expose que sa carrière d'orateur n'en a pas souffert, en ces termes :

Nam quod inertiam accusas adolescentium, qui istam artem, primum facillimam, non ediscant ; quæ quam sit facilis, illi viderint, qui ejus artis adrogantia, quasi difficillima ait ita subnixa ambulant, deinde etiam tu ipse videris, qui eam artam facilem esse dicis, quam concedis adhuc artem omnino non esse, sed aliquando, si quis aliam artem didicerit, ut hanc artem efficere possit, tum esse illam artem futuram ; deinde, quod ait plena delectationis in qua tibi remittunt omnes istam voluptatem, et ea se carere patiuntur (...).

(...) De me autem ipso, cui uni tu concedis, ut sine ulla juris scientia tamen causis satis facere possim, tibi hoc, Crasse, respondeo, neque me umquam jus civile didicisse neque tamen in ills causis, quas in jure possem detendere, umquam istam scientiam desiderasse. Aliud est enim esse artificem cujusdam generis atque artis, aliud in communi vita et vulgari hominum consuetudine nec habetem nec rudem.

(...) Ac si jam sit causa aliqua ad nos delata obscurior, difficile credo, sit, cum hoc Scævola communicare.

(...) Quod si in gestu, qui multum oratorem adjuvat, et in voce, quæ una maxime eloquentiam vel commandat, vel sustinet, elaborare nobis non licet, ac tantum in utroque assequi possumus, quantum, in hac acie cotidiani muneris, spati : nobis datur, quanto minus est ad juris civilis perdiscendi occupationem descendendum ? quod et summatim percipi sine doctrina potest, et hanc habet ab illis rebus dissimilitudinem, quod vox et gestus subito sumi, et aliunde arripi non potest, juris utilitas ad quamque causam quamvis repente vel a peritis, vel de libris depromi potest. ⁶¹⁷

S. Andrieux et M. Charpentier proposent la traduction française suivante :

⁶¹⁷ Cicéron, *ibidem*, LVIII et LIX.

Vous faites le procès à la paresse des jeunes gens qui ne veulent pas prendre la peine d'acquérir la science du droit ; d'abord, dites-vous, l'étude en est très facile ; sur cette facilité, je m'en rapporte à ceux qui sont si fiers de posséder cette science, et qui ne paraissent pas croire que ce soit un jeu de l'apprendre ; je m'en rapporte à vous-même, qui, tout en disant que cet art est très facile, convenez pourtant que la jurisprudence n'est pas encore un art, mais qu'elle le deviendra, si quelqu'un apprend jamais un autre art, savoir celui de faire un art de la jurisprudence ; vous ajoutez c'est une étude pleine d'agrément ; tout le monde vous laissera volontiers le plaisir que vous y trouvez, à ce que vous dites (...).

(...) Pour moi, en particulier, que vous avez la bonté de regarder comme le seul qui puisse se charger de toutes sortes de causes sans être jurisconsulte, je vous répondrai, Crassus, que je n'ai point appris la jurisprudence, et que dans les causes mêmes où il m'a fallu traiter des questions de droit, je n'ai jamais regretté de ne pas posséder cette science ; car, sans être un habile maître dans un art, on peut en savoir ce que l'usage de la vie et le commerce des hommes nous en font connaître tous les jours, de manière à n'y être pas dépourvu des notions premières.

(...) Nous arrive-t-il d'être chargés d'une cause délicate, embarrassante ? il n'est pas difficile, ce me semble, d'aller consulter Scævola.

(...) Que si nous ne pouvons nous occuper beaucoup ni des gestes, qui sont d'un si grand secours à l'orateur, ni de la voix, sans laquelle l'éloquence ne peut avoir ni assez de force ni assez d'éclat ; si nous n'avons à donner à l'un et à l'autre que le peu de temps que nous laissent nos travaux de tous les jours, combien moins en devons-nous perdre à l'étude du droit civil ! On peut, sans y devenir profond, en acquérir une connaissance générale qui suffit ; il y a encore cette différence qu'on ne peut tout d'un coup emprunter la voix et le geste d'un autre ; au lieu que dans les causes, on peut, à mesure qu'elles se présentent, trouver et prendre à l'instant, soit dans les livres, soit dans les avis des jurisconsultes éclairés, les notions de droit dont on a besoin.

La réponse d'Antoine à Crassus ne manque pas d'actualité si l'on considère la réponse que donne Georges Vedel à la question de Stéphane Rials.⁶¹⁸ Antoine indique clairement que « juris utilitas (...) vel a peritis, vel de libris depromi potest » ; le « droit dont on a besoin peut être tiré des connaissances acquises par l'expérience ou des livres ».

⁶¹⁸ Voir Chapitre II.

Par contre, lorsque Michel Villey nous renvoie « au travail des jurisconsultes [qui] a créé la science du droit », il ne songe pas à une lecture des « solutions » écrites dans les livres, mais à la « recherche » que fait le jurisconsulte « du juste et de l'injuste, dans la réalité sociale », avant d'écrire son responsum, car cette réponse du jurisconsulte est « tirée » de sa « connaissance des choses (Notitia rerum) » ; « la science du droit classique romain se donne pour mission de dire, sur le mode de l'indicatif, " ce qui est à " x ou y ; des rapports justes qu'elle découvre au sein de l'organisme social ». ⁶¹⁹

L'action de dire le juste, c'est la « jurisdictio » ; un énoncé proféré par elle est juridique. La connaissance préalable au dire du juste s'acquiert par « la démonstration (...) [qui] s'adresse au discours intérieur », alors que la « jurisdictio » est proférée par le « discours extérieur », ⁶²⁰ celui de la science pratique qui concerne le dire du juste. En ce sens, Michel Villey a raison d'écrire que « la science du droit classique romain se donne pour mission de dire, sur le mode de l'indicatif, (...) des rapports justes qu'elle découvre au sein de l'organisme social » ; en quelques pages, il donne des exemples pour nous montrer cette connaissance à l'œuvre, d'une part, et ce qu'elle doit à Aristote, d'autre part. Mais avant de pouvoir dire le juste, une science théorétique doit l'avoir découvert, comme nous l'enseigne la leçon que nous allons maintenant recevoir de Quintus Mucius Scævola.

Le “premier essai” d’un “écolier”

Le *De inventione* est un traité de rhétorique dont seuls deux livres nous sont parvenus. On situe la date de composition du *De inventione* en 81 av. J.C., soit dix ans après que Cicéron ait pris la toge virile, vers l'an 91, alors qu'il côtoie Scævola « avec ordre de ne s'en écarter que le moins possible et de ne perdre aucune de ses paroles », comme nous l'avons vu. Plus tard, dans le *De oratore*, Cicéron « jugera sévèrement ce premier essai qu'il considère comme un extrait informe de ses cahiers d'écolier. Jugement exagérément sévère, peut-être à dessein, mais qui ne doit pas nous dissimuler ce qu'avait de neuf cette tentative

⁶¹⁹ Villey, Précis I, p. 94-95.

⁶²⁰ Aristote, Seconds analytiques, 76b 24-25.

pour situer les préceptes les plus techniques de l'art oratoire dans une perspective philosophique », ⁶²¹ souligne Pierre Grimal.

Or c'est précisément le caractère « scolaire » de cet ouvrage qui retient notre attention. Il nous suggère que le jeune élève Cicéron, qui ne devint jamais jurisconsulte, récite une leçon qu'il a recueillie de la bouche de Scævola lorsqu'il écrit :

XI - Haec ergo constitutio, quam generalem nominamus, partes videtur nobis duas habere, juridicalem negotialem. Juridicalis est, in qua aequi et recti natura aut præmii aut pœnae ratio quæritur ; negotialis, in qua, quid juris ex civili more et æquitate sit, consideratur ; cui diligentiae præesse apud nos jure consulti existimantur. ⁶²²

Le philologue Henri Bornecque nous en propose la traduction suivante :

XI - L'état [de cause] que nous appelons de genre nous semble avoir deux espèces, juridiciaire et négociale : juridiciaire, où l'on recherche ce qui est juste et bien, ce qui mérite récompense ou châtiment ; négociale, où l'on considère le point de droit, d'après les règles valables entre citoyens, et d'après l'équité, examen qui, chez nous, est considéré comme le domaine des jurisconsultes.

Qu'un texte latin écrit au siècle précédant immédiatement le début de l'ère chrétienne pose un défi au traducteur qui désire le rendre dans une langue dont les premières formes textuelles n'apparaissent qu'à la fin du premier millénaire de la même ère, personne ne s'en surprendra. M. Delcasso rencontra la même difficulté pour les Topiques, comme nous avons pu en faire le constat. Comme la « juris civilis scientia » fut élaborée par les jurisconsultes romains, qui pensaient et écrivaient en latin, une connaissance de cette langue est évidemment requise pour obtenir une meilleure intelligence des notions fondatrices pertinentes. Mais cette exigence philologique doit être soutenue par une autre, plus fondamentale, qui tient au « fonds indéracinable » mis en lumière par Michel Villey.

⁶²¹ Pierre Grimal, Cicéron, p. 48.

⁶²² Cicéron, De inventione, Paris, 1930, texte revu et raduit par Henri Bornecque, Librairie Garnier Frères, I, XI. p. 20-21.

Bref, aux problèmes philologiques que toute traduction doit surmonter s'ajoutent d'autres obstacles qui proviennent de l'épistémè (au sens français du mot) dans laquelle baigne le traducteur, qu'il en soit conscient ou pas. Évidemment, il est préférable d'en être conscient afin de ne pas tomber dans l'anachronisme. La critique de Michel Villey nous en rend conscient, ce qui est un premier pas vers l'analutikê epistêmê (au sens grec de l'expression) qui nous intéresse.

Le passage où Cicéron mentionne expressément le jurisconsulte, soit : « cui diligentiae praeesse apud nos jure consulti existimantur », est précédé d'un point-virgule dans le texte latin. Dans sa traduction, Henri Bornecque ignore cette ponctuation, qu'il remplace par une virgule écrite entre « l'équité » et « examen ». La restriction ainsi introduite par le traducteur limite à la seule partie « négociale » l'examen auquel se livre le jurisconsulte. Il en résulte une importante altération du témoignage que Cicéron nous donne.

En effet, pour Henri Bornecque, le domaine du jurisconsulte ne consisterait qu'en un examen du « point de droit, d'après les règles valables entre citoyens, et d'après l'équité », ce qui n'interviendrait que dans la « [pars] negotialis ». Pourtant, dans le texte cicéronien, le verbe « existimantur », que le traducteur rend par « est considéré », est manifestement à la troisième personne du pluriel, et non du singulier ; et son sujet est nécessairement un pronom, qui tient la place du nom « partes », lui-même au pluriel. Le jurisconsulte dont Cicéron nous parle s'occupe aussi de la « [pars] judicialis ». Nous devons donc réintroduire le point-virgule entre « équité » et « examen » afin de ne pas trahir sa pensée, comme suit :

XI - L'état que nous appelons de genre nous semble avoir deux espèces, judiciaire et négociale : judiciaire, où l'on recherche ce qui est juste et bien, ce qui mérite récompense ou châtiment ; négociale, où l'on considère le point de droit, d'après les règles valables entre citoyens, et d'après l'équité ; examen qui, chez nous, est considéré comme le domaine des jurisconsultes.

Henri Bornecque traduit ensuite le mot « judicialis » par « judiciaire », comme si « mortalis » pouvait se traduire tout bonnement par « mortuaire » au lieu de « mortel ». « Judiciaire », en latin, s'écrit bien « juridiciarius » et signifie

exactement : « relatif aux tribunaux ». ⁶²³ Ce mot, ainsi que nous l'avons vu, est composé de « jus », le juste, « dici », être dit, et « area », emplacement. Un traitement rigoureux du mot « juridicialis » utiliserait ici un suffixe français en « al » ou en « el » pour le traduire de la même manière que notre latiniste rend fort justement « negotialis » par « négociale ». Ce glissement sémantique de « juridicialis » vers « juridiciaire » conduit à une identification de la « [pars] juridicialis » avec un élément qui lui est extrinsèque.

Or, dans « [pars] juridicialis », le suffixe en « alis » vise précisément une disposition intrinsèque de cette « pars » ; le juste peut être dit au moyen d'un jugement à être rendu par le judex (juge) qui, à Rome, reçoit à cette fin un responsum du jurisconsulte lui exposant le caractère « juridicialis » de la matière dont il est saisi, ce qui exige que le juste ait été découvert au préalable. ⁶²⁴ C'est cette contribution du jurisconsulte à la « [pars] juridicialis » qui prépare le prononcé possible d'un jugement qui va trancher la « juris et injuria quæstio », comme le confirme bien cet énoncé de Cicéron qui suit le texte sous examen :

Ac juridicialis quidem ipsa in duas tribuitur partes, absolutam et assumptivam. Absoluta est, quæ ipsa in se continet juris et injuriæ quæstionem (...) ⁶²⁵

La « [pars] juridicialis », prise en elle-même (absoluta), est le responsum, la réponse à la « juris et injuriæ quæstio » dont l'étude appartient aussi au domaine du jurisconsulte. Une fois la réponse découverte, elle devient dicible par le judex à qui elle est communiquée dans un responsum. Alors, si nous ne traduisons pas « juridicialis » par « juridiciaire », afin de ne pas occulter la nette distinction entre ces deux termes univoques, quel mot faut-il choisir pour le rendre correctement en français ?

Nous sommes ici devant un cas où le lexique de la langue française, au lieu de retenir le mot qui rend exactement la notion nommée en latin par « juridicialis », a

⁶²³ Félix Gaffiot, Dictionnaire illustré latin-français.

⁶²⁴ Alexander Adams, Roman Antiquities, London, 1835, twelfth edition by J. R. Major, T. Cadell and others, p.167.

⁶²⁵ Cicéron, De inventione, I,XI, p. 23 : « Et en outre, la partie juridiciaire elle-même est partagée en deux subdivisions : absolue et empruntée. Est absolue la subdivision qui contient en elle-même la question juris et injuriæ (...).

préféré l'équivoque avec, au mieux, le risque d'une confusion entre les deux notions, au pire, celui de l'oblitération de l'une d'entre elles. Henri Bornecque, comme philologue, s'est heurté à une proverbiale difficulté littéraire. Traduire n'est-il pas trahir ? Avec « juridiciaire », mot voisin de « judiciaire », il a choisi de la résoudre par une métonymie que le jurisconsulte Paul atteste comme signification impropre du mot « jus » :

Jus pluribus modis dicitur : (...) alia significatione jus dicitur locus in quo jus redditur, appellatione collata ab eo quod fit in eo ubi fit. (Jus se dit selon plusieurs modes : (...) en une autre signification, jus se dit du lieu où le jus est rendu, par une appellation liée à ce qui est accompli dans le lieu où il est accompli.) ⁶²⁶

Étant à la recherche de notions fondatrices propres à la « juris civilis scientia », nous allons nous tenir à l'écart de cette voie de l'équivoque, pour la même raison que nous refuserions au mot « laboratoire » toute vertu explicative des éléments constitutifs d'une discipline comme la chimie. Nous franciserons donc « juridicialis » en « juridiciale », en suivant le bon exemple que nous donne Henri Bornecque avec « négocial ». Ainsi, la distinction qui nous importe ne nous échappera pas.

Plusieurs autres problèmes appartenant au même ordre de préoccupations surgissent lorsque Henri Bornecque traduit certains autres termes de l'extrait suivant : « [pars] juridicialis est, in qua æqui et recti natura aut præmii aut pænæ ratio quæritur ; negotialis, in qua, quid juris ex civili more et æquitate sit, consideratur », comme suit : « [partie] juridiciale, où l'on recherche ce qui est juste et bien, ce qui mérite récompense ou châtiment ; négociale, où l'on considère le point de droit, d'après les règles valables entre citoyens, et d'après l'équité ». Dans « æqui et recti natura », les mots « æquum » et « rectum » appartiennent au genre grammatical neutre et sont déclinés au génitif singulier. Et, dans la mesure où leur déclinaison est prise en considération, la locution « æqui et recti natura » exige une traduction où « æquum » et « rectum » sont mis en relation avec le mot « natura », aspect que néglige Henri Bornecque en ignorant totalement le mot « natura ».

⁶²⁶ Digeste, I, 1, 11.

Avec « rectum », nous sommes à l'évidence devant l'origine du mot anglais « right », du mot allemand « recht » et, en français, devant celle du substantif « droit », par « directum ». Nous savons que ce dérivé du verbe « regere » (dirigere), « où la racine reg indiquait un mouvement en ligne droite », a fourni « rex » (roi), et ses dérivés : règne, royal, etc., notamment « rectus » qui a « tous les sens de orqos, qu'il recouvre exactement dans l'emploi. (...) La substitution de directus, d'irectus à rectus apparaît dans les composés directriangulus, directilineus, employé par Martianus Capella » ; il a aussi pris un sens « moral et juridique » qui « a entraîné la diffusion de d'irectum [droit] dans les langues romanes, au détriment de jus ». ⁶²⁷ Or orqos, rendu par rectum en latin, est précisément employé par Aristote dans « angle droit », « ligne droite ». ⁶²⁸ L'origine géométrique de « rectum » ou « directum » n'est plus douteuse (Tableau 10).

En latin, le mot « jus » est constamment demeuré distinct de « rectum ». « Rectum » n'est qu'une partie d'une notion qui comprend aussi « æquum » dans le texte de Cicéron : « æqui et recti natura ». Comment peut-on, dans une langue romane où le mot « jus » est supprimé, nommer de manière univoque la notion qu'il signifie, notion distincte de celle nommée par le mot « rectum », ne serait-ce que pour comprendre le latin des juristes sans commettre d'anachronisme, ce qui serait déjà beaucoup, mais surtout pour ne pas tomber dans une confusion qui gauchit ce qui est ici expressément signifié par Cicéron au sujet de la discipline des jurisconsultes ?

Engagé dans la traduction d'un texte latin en français, une langue romane, le philologue Henri Bornecque n'est pas tenu par les exigences que commande notre recherche de l'analutikê epistêmê ; c'est ainsi qu'il rend « æquum » par « juste », « rectum », par « bien », au moyen d'un procédé constant de métonymie qui culmine avec « point de droit » pour traduire « quid juris ». Cependant, de notre point de vue, nous devons prendre ces aspects de sa version française avec des réserves, d'autant plus que, comme nous l'avons déjà signalé plus haut, le mot « natura » est complètement passé sous silence par notre latiniste. Or ces derniers termes prennent ici une grande importance dans un ouvrage où Cicéron tente justement de « situer les préceptes les plus techniques de l'art oratoire dans une

⁶²⁷ A. Ernout & A. Meillet, Dictionnaire étymologique de la langue latine Histoire des mots, p. 566 et 568.

⁶²⁸ Émile Pessoneaux, Dictionnaire grec-français, orqos.

perspective philosophique », comme le soutient Pierre Grimal, à moins d'admettre une très improbable rupture de ton lorsqu'il se remémore « beaucoup de pensées pleines de sagesse, beaucoup de propos concis et frappants dits » par son maître Scævola, propos qui « se gravaient dans [sa] mémoire ». ⁶²⁹

Comme pour le mot « natura », Henri Bornecque gomme le mot « ratio » dans sa traduction de l'expression « aut præmii aut pœnae ratio ». Dès lors, la locution « aut... aut... » le conduit à traiter les mots « præmium » et « pœna » comme deux contraires l'un par rapport l'autre, selon ce que dit Proculien d'une expression telle que « aut sedet aut ambulat ». ⁶³⁰ Pourtant, ces deux sont déclinés au génitif singulier dans un rapport au mot « ratio ». La suppression que fait Henri Bornecque du sujet « ratio » est une importante altération du texte cicéronien.

L'acception première de « præmium » est « ce qu'on prend avant les autres ». Nous avons déjà rencontré une expression similaire dans une fable de Jean de La Fontaine : « Prit pour lui la première [part] ». ⁶³¹ Et la corrélation avec Le partage du gâteau peut difficilement nous échapper. Le contraire de « ce qu'on prend avant les autres » est « ce qu'on prend après les autres ». L'expression « aut præmii aut pœnae ratio », en adoptant pour le moment l'acception « raison » comme traduction de « ratio », peut donc se rendre littéralement par : « la raison ou de ce qu'on prend avant les autres ou de ce qu'on prend après les autres ».

Parce que notre traducteur passe sous silence les mots « ratio » et « natura », il donne de : « [pars] juridicialis est, in qua æqui et recti natura aut præmii aut pœnae ratio quæritur » la traduction suivante : « [partie judiciaire], où l'on recherche ce qui est juste et bien, ce qui mérite récompense ou châtiment ». Avec la disparition de « natura » et de « ratio », le verbe « quæritur », conjugué à la troisième personne du singulier et au mode passif, prend une tournure impersonnelle avec deux compléments directs juxtaposés dans la version française de Henri Bornecque : « on recherche ce qui..., ce qui... ». Quant aux mots « præmium » et « pœna », ils y sont traduits par « récompense » et « châtiment », indépendamment du mot « ratio ».

⁶²⁹ Grimal, Cicéron, p. 36.

⁶³⁰ Voir Chapitre IV.

⁶³¹ Voir Chapitre VII.

Pour saisir intégralement le domaine d'investigation qu'explore le juriconsulte, la traduction du texte cicéronien concernant la « [pars] juridicialis » commande une conservation de « ratio » comme sujet grammatical du verbe « quæritur », verbe dont le complément d'objet indirect — et non direct, comme le traite Henri Bornecque — est « in qua æqui et recti natura ». La conservation de « natura », avec les deux noms au génitif qui l'accompagnent, n'est pas moins nécessaire pour que la phrase cicéronienne soit bien rendue.

Nous avons déjà pris note que le mot français « droit » (*rectum*) s'est imposé dans les langues romanes au détriment de « jus » jusqu'à en occulter la notion sous-jacente. Dans le texte de Cicéron, le mot « *rectum* », que nous ne lisons que dans la « [pars] juridicialis », Henri Bornecque le transporte dans la « [pars] negotialis », dont il est pourtant manifestement absent, et il l'emploie comme l'un des éléments composant son expression « point de droit » pour rendre la signification que le mot « jus » prendrait dans la locution latine « *quid juris* », comme si Cicéron avait écrit : « *quid recti* ». Notre philologue traduit ainsi l'énoncé : « [pars] negotialis, in qua, quid juris ex civili more et æquitate sit, consideratur » comme suit : « [partie] négociale, où l'on considère le point de droit, d'après les règles valables entre citoyens, et d'après l'équité ».

La suppression, dans la version française, de la notion précisément signifiée par le mot « jus », par l'usage du mot « *rectum* » au détriment du premier, est injustifiable, même si elle est confortée par une certaine doctrine française dont nous avons vu un échantillon sous la plume de Georges Vedel.⁶³² Michel Villey, nous l'avons vu, en fait une sévère critique. Essayons de voir comment cette traduction peut être corrigée.

Signalons d'abord que, selon la syntaxe latine, la locution : « *quid juris ex civili more et æquitate sit* » est une proposition interrogative indirecte. Dans ce bout de phrase, une interrogation « réelle » sur ce qu'est le « jus » est posée. En langage direct, il faut lire : « *Quid juris ?* », ce qui une autre façon de soulever la « *juris et injuriæ quæstio* ». Ensuite, et là se trouve le cœur de la problématique qui nous intéresse, la traduction : « l'on considère le point de droit, d'après les règles valables entre citoyens, et d'après l'équité » ne tient aucun compte d'un

⁶³² Voir Chapitre II.

texte du Digeste où le jurisconsulte Paul enseigne en toutes lettres le contraire, en ces termes :

Paulus libro sexto decimo ad Plautium. Regula est, quæ rem quæ est breviter enarrat ; non ex regula jus sumatur, sed ex jure quod est regula fiat. Per regulam igitur brevis rerum narratio traditur, et, ut ait Sabinus, quasi causæ coniectio est, quæ simul cum in aliquo uitata est, perdit officium suum. ⁶³³

La règle est ce qui décrit brièvement en quoi consiste une affaire ; le juste n'a pas la règle comme prémisse, mais c'est la règle qui origine du juste. Donc une brève narration de l'affaire est transmise par la règle, et, comme l'affirme Sabinus, elle sert en quelque sorte comme exposé succinct de la cause, qui, aussitôt qu'elle est affectée d'un quelconque défaut, perd cet office.

Michel Villey insiste d'ailleurs beaucoup, et ce, avec raison, sur ce texte de Paul, en ces termes :

Voici une autre définition, également célèbre, placée au début du dernier titre du Digeste (De regulis juris 50.17.1) : Il ne faut pas que le droit soit déduit de la règle, mais au contraire c'est du droit, qui existe préalablement, qu'on tirera la règle.

Par ailleurs, le rapport entre le mot « negotialis », que nous lisons dans le texte cicéronien, et le mot « negotium » ressemble évidemment à celui qui existe entre « mortel » et « mort ». La terminaison en « alis » de « negotialis » indique que le négociant est porteur d'un caractère intrinsèque qui le dispose à devenir un « negotium », de la même manière que le mortel est intrinsèquement disposé à devenir un mort. Il s'ensuit qu'un « negotium » provient de ce qui est négociant, s'il s'accomplit ; en latin, nous écririons : « ex negotiali negotium », en employant la préposition « ex » que Cicéron utilise dans « ex civili more et æquitate ».

S'il s'accomplit, avons-nous précisé, car l'inférence qui va de ce qui est à ce qui peut être est valide, ⁶³⁴ alors que l'inférence de ce qui peut être à ce qui est ne

⁶³³ Digeste, L,17,1.

⁶³⁴ Ab esse ad posse valet illatio.

l'est pas. ⁶³⁵ Autrement dit, ce qui est possible n'arrivera peut-être pas, alors que ce qui est accompli est forcément possible, sans quoi il ne se serait pas accompli. Nous retrouvons ici le problème du mode « il est nécessaire » au sens compositif, et du mode « nécessairement » au sens divisif. Dans la locution « quid juris ex civili more et æquitate sit », qui est le sujet du verbe « consideratur », l'interrogation porte précisément sur ce problème.

« Negotium », qui est composé de « nec » et « otium », signifie littéralement « non-loisir » et nomme un type de relation entre personnes que le mot français « négoce », dans son acception dite vieillie, rend exactement ; c'est le commerce humain qui fait l'étoffe d'une société civile, et non seulement le commerce des marchands. S. Andrieux et M. Charpentier l'emploie pour traduire un propos d'Antoine. Jean Tricot l'utilise pour traduire Aristote : « C'est en accomplissant tels ou tels actes dans notre commerce avec les autres hommes que nous devenons, les uns justes, les autres injustes ». ⁶³⁶

Le mot « négocial », qu'emploie Henri Bornecque, doit être entendu dans le contexte de l'expression « ex civili more » qui décrit un certain mode de vie dont Cicéron fournit le trait caractéristique en ces termes :

Nam fuit quoddam tempus, cum in agris homines passim bestiarum modo vagabantur et sibi victu fero vitam propagabant, nec rationa anima quicquam, sed pleraque viribus corporis administrabant. (...) Age vero, urbibus constitutis, ut fidem colere et justitiam retinere discernent et aliis parere sua voluntate consuescerent ac non modo labores excipiendos communis commodi causa, sed etiam vitam amittendam existimarent, qui tandem fieri potuit, nisi homines ea, quæ ratione invenissent, eloquentia persuadere potuissent ? Profecto nemo nisi gravi ac suavi commotus oratione, cum viribus plurimum posset, ad jus voluisset sine vi descendere, ut inter quos posset excellere, cum iis se pateretur æquari et sua voluntate a jucundissima consuetudine recederet, quæ præsertim jam naturæ vim obtineret propter vetustatem. ⁶³⁷

Henri Bornecque en donne cette version française :

⁶³⁵ Ab posse ad esse non valet illatio.

⁶³⁶ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1103b 14.

⁶³⁷ Cicéron, De inventione, I, II, pp. 4-5.

En effet, il fut un temps où les hommes erraient au hasard dans les campagnes comme des animaux sauvages, soutenaient leur vie par une nourriture de bêtes, ne décidaient rien par un calcul intellectuel, mais de presque tout par la force physique. (...) Et les villes une fois établies, apprendre aux hommes à pratiquer la bonne foi, à respecter la justice, les habituer à obéir volontairement à d'autres, les amener à supporter les travaux et même à sacrifier la vie en vue de l'intérêt commun, comment donc aurait-on pu y réussir, s'il ne s'était rencontré des hommes capables de persuader par leur éloquence, ce qu'avait trouvé leur sagesse ? Assurément il fallut l'entraînement d'un discours plein de force et d'agrément pour amener des hommes, tout-puissants par leur force physique, à se plier sans violence au régime du droit, pour leur faire admettre sur un pied d'égalité ceux qu'ils pouvaient dominer, pour les faire renoncer volontairement à une coutume qui leur agréait fort, surtout que le temps lui avait donné la force d'une seconde nature.

L'expression « *urbibus constitutis* » nous livre ici le sujet « *urbs* » que nous avons retenu pour les syllogismes de la cause efficiente et de la cause finale. ⁶³⁸ L'*urbs* dont parle Cicéron s'entend d'un habitat humain où vivent, selon une amitié d'utilité, des personnes qui ont en partage un bien commun (*communis commode causa*) auquel chacune contribue selon sa situation dans un certain partage des tâches à accomplir pour mieux combler leurs besoins et ainsi bien vivre.

C'est à ce *commodum* que le jurisconsulte Paul pense lorsqu'il écrit : « *Jus pluribus modis dicitur : (...), altero modo, quod omnibus aut pluribus in quaque civitate utile est, ut est jus civile* » ⁶³⁹ (*Jus* est dit selon plusieurs modes : (...) selon un autre mode, ce qui est utile à tous ou à la plupart en quelque cité, comme l'est le *jus civile*). Remarquons l'expression « *in quaque civitate utile est, ut est jus civile* ». Le *jus civile* est une cause finale dont l'effet est la *civitas*, et son mode de passion propre est un partage d'utiles.

Dans la même veine, relevons chez Cicéron l'expression « *ratio anima* », qu'il divise très nettement de « *viribus corporis* ». À cet égard, Henri Bornecque traduit « *ad jus voluisset sine vi descendere* » par « se plier sans violence au régime du droit ». Le traducteur divise ainsi la domination que « des hommes, tout-puissants par leur force physique », sont en mesure d'exercer de « l'entraînement d'un discours plein de force et d'agrément » dont le propre est de les « amener (...) à se

⁶³⁸ Voir Chapitre I.

⁶³⁹ Digeste, I, 1, 11.

plier sans violence au régime du droit » ; la rhétorique obtient que l'on se plie sans violence au régime du droit par mode de persuasion.

Ce « régime du droit », notons-le au passage, participe du problème résultant de la rature du mot « jus » dans le lexique français. L'expression fait bien ressortir le poids de cette disparition sur la manière de concevoir l'objet de la « *juris civilis scientia* ». Aux prises avec une confusion terminologique, on ne trouve d'autres ressources que celle d'utiliser un pléonisme, puisque le mot « régime » tire aussi son étymologie de « regere », comme « rectum ». « Amener (...) à se plier sans violence au juste » convient mieux.

Sous cette réserve, remarquons comment Henri Bornecque fait bien voir comment la rhétorique, lorsqu'elle présente le juste, agit sur l'auditoire en lui faisant éprouver une émotion pour qu'il plie son action au juste. Un « discours plein de force et d'agrément » fait voir un vrai pratique les conduisant à « renoncer volontairement à une coutume » violente pour obtenir le juste pris comme fin (*ad jus*). En nous en tenant à notre recherche du vrai théorétique pertinent, nous nous arrêtons au passage suivant : « *nec ratione animi quicquam, sed pleraque viribus corporis administrabant* » que Henri Bornecque traduit par : « ne décidaient rien par un calcul intellectuel, mais de presque tout par la force physique ».

Notre philologue choisit « calcul intellectuel », une expression heureuse prise d'une acception du mot « ratio » pour rendre « *ratio animi* ». Cet excellent départ nous donne une bonne piste pour mieux comprendre un élément de la définition de la partie judiciaire, soit : « *aut præmii aut pœnae ratio* » ; il s'agit d'un ratio obtenu par calcul intellectuel, le ratio du « *præmium* » et de la « *pœna* », ce qui nous livre un premier aspect de l'objet théorétique dont l'investigation du *jurisconsulte* se nourrit. Pour la traduction de la locution : « *Juridicialis est, in qua (...) aut præmii aut pœnae ratio quæritur* », il s'ensuit un gain de précision qui réintroduit « ratio », comme suit : « [La partie] judiciaire est (...) celle en laquelle est cherché le ratio entre ce qui est pris avant les autres et ce qui est reçu en compensation ».

Cicéron utilise encore le mot « ratio » dans le passage suivant : « *nisi homines ea, quæ ratione invenissent, eloquentia persuadere potuissent* » que Henri Bornecque traduit par « sagesse », en l'associant au verbe « trouver » qui rend le mot latin « *invenissent* », où nous reconnaissons la racine de « *inventio* » : « s'il ne

s'était rencontré des hommes capables de persuader par leur éloquence, ce qu'avait trouvé leur sagesse ». Il nous semble que Cicéron dit plutôt : « s'il ne s'était rencontré des hommes capables de persuader par leur éloquence [de] ce qu'avait trouvé leur sagesse ».

Comme le mot français « raison », le mot latin « ratio » peut prendre plusieurs acceptions, notamment celui d'art, de science, de raisonnement, d'explication, selon les contextes. Il ne faut pas moins de cinq colonnes du dictionnaire de Félix Gaffiot pour les décrire. Dans le dernier passage que nous venons de lire, il est entendu comme une faculté intellectuelle qui fait des découvertes : c'est la tâche de la raison théorique. Et cette disposition d'esprit y est bien distinguée de la capacité de persuader par l'éloquence, une autre disposition qu'éduque précisément la rhétorique, cet art qui intéresse Cicéron dans le *De inventione*.

Selon Henri Bornecque, la sagesse découvre de quoi est capable l'éloquence en face d'hommes capables de dominer, soit : « sua voluntate a jucundissima consuetudine recederet, quæ præsertim jam naturæ vim obtineret propter vetustatem ». Henri Bornecque n'hésite pas à employer l'expression « seconde nature », comme suit : « pour les faire renoncer volontairement à une coutume qui leur agréait fort, surtout que le temps lui avait donné la force d'une seconde nature ». Cette « seconde nature » n'est pas sans nous rappeler ce passage : « Juridicialis est, in qua æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio quæritur », où Cicéron parlait, à n'en pas douter, d'une première nature que le philologue avait négligée.

Cette « sagesse » peut-elle découvrir quelque autre aspect du calcul intellectuel pour que « ad jus (...) sine vi descendere » ⁶⁴⁰ ? C'est précisément la question posée dans le passage cicéronien qui se lit ainsi : « [pars] negotialis, in qua, quid juris ex civili more et æquitate sit, consideratur ». Et le jurisconsulte Ulpien semble bien pencher pour une réponse affirmative, lorsqu'il écrit : « Juris prudentia est (...) humanarum rerum notitia, justi atque injusti scientia. (La juris prudentia est une connaissance des affaires (...) humaines, une science du justi atque injusti.) ⁶⁴¹

⁶⁴⁰ pour finir par arriver au jus sans violence.

⁶⁴¹ Digeste, I,1,10.

Pour aller à la recherche de cet aspect du calcul intellectuel grâce auquel on finit par en arriver au jus, nous procéderons avec un exemple (Tableau 29) en nous fondant sur ce passage de Proculien : « cum dicimus “omne animal aut facit aut patitur” : nullum est enim quod nec faciat nec patiatur : at potest simul et facere et pati ». ⁶⁴² Comme le traducteur de Proculien, Alan Watson, l’a écrit, « the other kind of subdisjunctive [ce sont des sous-contraires] is involved when of the possible conclusions one must be true and both can be true ».

Tableau 29	
A [affirmative universelle]	E [ngative universelle]
Tout Romain est jurisconsulte.	Aucun Romain n'est jurisconsulte.
	Tout Romain est non jurisconsulte.
I [affirmative particulire]	O [ngative particulire]
Non aucun Romain n'est jurisconsulte.	Non tout Romain est jurisconsulte.

À Rome, il est vrai que ce n’est pas tout Romain qui est jurisconsulte (« Non tout Romain est jurisconsulte ») et ce n’est pas aucun Romain qui est jurisconsulte (« Non aucun Romain n’est jurisconsulte »). Cette situation est décrite, pour partie, par l’affirmative particulière I et, pour partie, par la négative particulière O. Selon Proculien, une affirmative particulière et une négative particulière, qui sont des sous-contraires, peuvent être toutes deux vraies, jamais toutes deux fausses, mais l’une peut être vraie sans que l’autre le soit. Dans notre exemple, nous devons comprendre que, dans le tout des Romains, une portion d’entre eux est jurisconsulte et une portion d’entre eux ne l’est pas, d’où la formulation possible de deux ratios : le ratio des jurisconsultes sur le tout des citoyens et le ratio des non jurisconsultes sur le tout des citoyens.

Comme nous l’avons exposé plus haut, dans l’expression « aut præmii aut pœnae ratio », la locution « aut... aut... » signale une opposition logique de con-

⁶⁴² Voir Chapitre IV.

traires, et les mots « præmium » et « pœna » sont ainsi situés comme deux contraires l'un par rapport l'autre, lorsqu'ils sont pris entièrement en eux-mêmes, et ce, en ignorant « ratio ». Cependant, lorsqu'ils sont situés dans leur rapport à « ratio », ce dernier mot, dans « aut præmii aut pœnae ratio », signifie une opposition de sous-contraires où « præmium » et « pœna » sont alors pris comme deux parties d'un tout (Tableau 30).

Tableau 30

A [affirmative universelle]

Tout est un prmium.

I [affirmative particulire]

Non rien [du tout] n'est un prmium.

Non tout est une pna.

Une portion [du tout] est un prmium.

E [ngative universelle]

Rien [du tout] n'est un prmium.

Tout est un non prmium.

Tout est une pna.

O [ngative particulire]

Non tout est un prmium.

Une portion [du tout] n'est pas un prmium.

Une portion [du tout] est une pna.

Il nous reste à rechercher ce tout, dont une portion est un « præmium » et une autre, une « pœna », et à en découvrir la nature ; et nous aurons alors identifié un second aspect de l'objet théorétique dont l'investigation du jurisconsulte se nourrit, le premier ayant été, rappelons-le, le ratio signifié par les propositions sous-contraires.

Nous connaissons déjà la signification de « præmium » : « ce qu'on prend avant les autres ». En français, le mot « peine », avec lequel est souvent traduit « pœna », est un vocable qui offre trois acceptions distinctes. Au XI^e siècle, lorsqu'il est entré dans la langue française, il avait le sens de « activité qui coûte », qu'il a conservé à ce jour. Au XII^e, il s'est enrichi du sens de « souffrance morale » ; et au XIII^e, s'ajoute celui de « punition, châtiment », que Henri Bornecque a choisi pour sa traduction.

En latin, « pœna » est un emprunt au grec poinh : satisfaction donnée ou reçue. Ce qui est reçu à titre de poinh et ce qui est donné à ce même titre peuvent

être différemment apprécié par celui qui reçoit et par celui qui donne. Nous retrouvons ici le problème soulevé par Aristote : « Doit-on mesurer un service par l'utilité qu'en retire celui qui le reçoit et calculer sur cette base la rémunération à fournir en retour, ou bien faut-il considérer le prix qu'il coûte au bien-faiteur ? » ⁶⁴³

C'est ce problème qui est posé dans l'expression « aut præmii aut pœnae ratio ». Il porte précisément sur le calcul d'un ratio, une sorte de calcul coûts/bénéfices, dirait-on aujourd'hui. Ce qu'on prend avant les autres, le præmium, comporte un coût pour celui qui prend : c'est ce qu'il laisse en partage aux autres, et qui est sa pœna. Et ce qu'on prend ainsi avant les autres est, pour ces autres, ce que ces autres laissent en partage à celui qui prend le premier : leur pœna. Bref, dans un partage, le præmium de l'un est la pœna de l'autre, et vice-versa. Le rapprochement avec Le partage du gâteau est patent.

Mais alors comment accomplit-on le calcul des utiles ? « In qua æqui et recti natura ». Dans la proposition universelle affirmative : « in qua æqui et recti natura aut præmii aut pœnae ratio quæritur », le sujet logique « aut præmii aut pœnae ratio » est inclus dans l'extension du prédicat « in qua æqui et recti natura (...) quæritur », ce qui explique précisément pourquoi ce sujet y est cherché. Sauf que la même proposition, lorsque lue en compréhension logique, dit aussi que la nature du sujet logique est signifiée par le prédicat « æqui et recti natura ».

Alors, si le sujet logique est cherché dans le prédicat, où Cicéron cherche-t-il le prédicat ? Où trouve-t-il cette « æqui et recti natura » ? Il nous le divulgue dans un autre passage de son ouvrage, en ces termes :

Juridicialis est, in qua æqui et iniqui natura et præmii aut pœna ratio quæritur. Hujus partes sunt duæ, quarum alteram absolutam, assumptivam alteram nominamus. Absoluta est, quæ ipsa in se, non ut negotialis implicite et abscondite, sed patentius et expeditius recti et non recti quæstionem continet. ⁶⁴⁴

Henri Bornecque en donne la traduction suivante :

⁶⁴³ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1163a 10-11.

⁶⁴⁴ Cicéron, De inventione, II, XXIII, pp. 182-184.

Le genre [juridicial] est celui où l'on discute la nature du juste et de l'injuste et la question de la récompense ou du châtement. Elle comprend deux parties : nous appelons l'une complète, l'autre empruntée. Elle est complète, quand elle renferme en elle-même, non pas d'une manière implicite et obscure, comme la question négociale, mais d'une manière plus évidente et plus claire, l'examen de ce qui est bien ou non.

La partie juridicial complète contient en elle-même, d'une manière plus patente et dégagée, la question résolue du rectum et du non rectum. Mais, avant de tenir la solution, le jurisconsulte étudie le problème que lui pose, d'une manière implicite et obscure, la partie négociale. Le jurisconsulte recherche donc la solution du problème en considérant une nature négociale au sujet de laquelle il est pertinent de se poser la question : « Quid juris ex civili more (...) est ? », car le négoce inhérent au « civili more » lui en révèle la présence actuelle.⁶⁴⁵ La question du rectum et du non rectum concerne les stratégies que livre le schéma de causalité pertinent au Partage du gâteau.

Dans Le partage du gâteau, nous avons vu que l'articulation de la coupe et du premier choix d'un morceau est donnée par un appariement. Dans la question du rectum et du non rectum, le jurisconsulte cherche s'il ne pourrait pas tirer un tel appariement « ex civili more ». En observant le négoce, il tente d'y discerner ce qui s'y trouve de « manière implicite et obscure », et de rendre de « manière plus évidente et plus claire » le rectum et le non rectum pertinents à « la question négociale » : une articulation semblable à celle de la coupe et du premier choix d'un morceau. Dans cette recherche de stratégies à mettre en appariement, le jurisconsulte est évidemment conduit à prendre en considération le schéma de finalité : « quid juris ex civili more ».

Dans quelle disposition d'esprit le jurisconsulte mène-t-il sa recherche ? Cicéron écrit : « Ex æquitate ». La tentation est grande de prendre l'un pour l'autre des termes comme : æquum, æquitas, æqualis, æquabilis, æqualitas, æqualitas. Ne sont-ils pas des synonymes ? Justement, leur synonymie exige de ne pas les confondre, car chacun d'eux nomme distinctement un aspect de l'objet qui, certes, en voisine d'autres, mais tout en demeurant distinct. À l'époque de Cicéron, le mot « æquitas » signifie : absence de passion, de parti-pris, impartialité. Chez César, son contemporain, il signifie : absence de convoitise, esprit de

⁶⁴⁵ Ab esse ad posse valet illatio.

modération, désintéressement. Lorsque Cicéron écrit : « [pars] negotialis, in qua, quid juris ex civili more et æquitate sit, consideratur ; cui diligentiae præesse apud nos jure consulti existimantur. », il attribue explicitement « [l']æquitas » au jurisconsulte (jure consulti), celui qui se pose la question « quid juris », et qui se distingue « apud nos ».

Comme la question : « Quid juris ? » renvoie à une « recti et non recti quæstio » qui rend complète la partie judiciaire, comme l'écrit Cicéron, l'élucidation de la « æqui et recti natura », que nous trouvons dans la même partie, nous livrera la clef pour comprendre le second aspect de l'objet théorique que l'investigation du jurisconsulte connaît dans son calcul intellectuel. À cet égard, il est nécessaire de tirer au clair les trois termes suivant : natura, æquum et rectum.

Commençons avec « æquum » qui est dérivé du verbe « æquare », signifiant : « aplanir ». « Æquum » n'est précisément pas ce qui est aplani, mais le niveau auquel la surface qui n'est pas plane est aplanie. La distinction est suffisamment importante pour que nous nous y attardions. Si les points d'une surface sont aplanis, c'est que, avant l'action de les aplanir, ils n'étaient pas plans les uns par rapport aux autres. Et si, ensuite, ils deviennent plans, c'est qu'ils pouvaient être aplanis ; ab esse ad posse valet illatio. En cela, ils étaient « æqualia » ; le mot français « égal », avec son suffixe en « al », signifie exactement la même notion. Sont égaux entre eux des éléments qui peuvent être aplanis à un même niveau, ce qui suppose que ce niveau soit connu et nommé comme tel avec le mot « æquum ». C'est cet « æquum » dont le jurisconsulte cherche la « natura », et nous avons, pour nous en convaincre, le témoignage du jurisconsulte Paul qui écrit :

Jus pluribus modis dicitur : uno modo, cum id quod semper æquum ac bonum est jus dicitur, ut est jus naturale. ⁶⁴⁶

(Ce qui est toujours æquum et bien est nommé jus, en tant que jus naturelle.)

⁶⁴⁶ Digeste, I, 1, 11.

Insistons encore que « *præmium* » signifie « ce qu'on prend avant les autres », c'est-à-dire l'objet de l'action de prendre, et non l'action de prendre en premier ce qu'on prend ; de même pour « *pœna* », avec l'adaptation requise. Plus précisément encore, ce qu'on prend avant les autres est exactement le morceau que l'on prend avant les autres morceaux, et non avant les autres personnes ; de même pour la « *pœna* », encore avec l'adaptation requise. Le pronom impersonnel « on » indique ici que le « *præmium* » et la « *pœna* » sont considérés sans acception des personnes, ou « *æquitate* ». L'objet étudié par le jurisconsulte au cours de son calcul intellectuel, c'est la nature du niveau (*æqui natura*) auquel sont rendus égaux ce qu'on prend avant les autres et ce qu'on prend après les autres. Or ce qu'on prend ainsi avant les autres, c'est ce qu'on préfère ; et ce qu'on laisse à prendre aux autres, ce qu'on ne préfère pas. Et l'unité de mesure des préférences, c'est l'utile.

Dans Le Partage du gâteau, nous avons deux morceaux presque égaux, à une miette près. Les deux morceaux se trouvent presque au même niveau (*æquum*). L'*æquum* concerne le schéma de finalité, la cause finale et sa passion propre : le partage des utiles. Revenons au témoignage du jurisconsulte Paul. Son énoncé est construit selon une inférence valide : *ab esse ad posse valet illatio*. De ce qui est toujours « *æquum* » est inféré un « *jus naturale* » où le suffixe en « *ale* » indique bien un « *posse* ».

Autrement dit, le *jus naturale*, comme cause finale, est révélé par une passion propre : l'*æquum*, qui manifeste une nature, la *æqui natura*. Le *præmium* et la *pœna* sont des parties de cette *æqui natura*. La *æqui natura* que nous cherchions, c'est la nature de l'*æquum*, une proportion. C'est ainsi qu'Aristote, l'auteur que suit Cicéron, concevait le *dikaion*, mot grec que les latins ont précisément traduit par *jus*.

Nous tenons donc l'*æqui natura* du texte cicéronien. Tentons maintenant de saisir comment Cicéron en a conçu la notion de « *recti natura* ». Évidemment, aucun dictionnaire ne manque de noter que le mot « *rectum* » peut prendre un sens figuré, donc métaphorique. Avec l'influence que ce mot a acquis au détriment de *jus* dans les langues romanes, une discipline dite du droit qui repose sur une telle métaphore est assise sur un fondement rhétorique plutôt que scientifique.

Pour parvenir à saisir la notion de « recti natura », un dépassement de la métaphore s'impose. Rappelons-nous que nous nous demandons comment le sujet logique « aut præmii aut pœnae ratio » peut être trouvé dans l'extension du prédicat « æqui et recti natura ». Pour « æquum », nous avons montré comment le jurisconsulte, qui recherche une « aut præmii et recti ratio » obtient avec l'æquum le fondement nécessaire pour que les deux ratios de la proportion soient égaux entre eux. Pour « rectum », il s'agit d'une problématique parallèle.

Si « præmium » signifie le morceau que l'on peut prendre en premier, et si « pœna » s'entend du morceau qu'on peut prendre en second, cette antériorité que le jurisconsulte découvre dans le « negotium » au cours de son investigation, quelle importance a-t-il pour la disposition des éléments appartenant aux deux ratios en vue de leur mise au même niveau (æquum) ? C'est ce problème que résout la « recti natura ».

Pour obtenir comme résultat une proportion de deux ratios mis au même niveau sans acception de la personne des preneurs, ce qui est la fin poursuivie par le calcul intellectuel du jurisconsulte, il est nécessaire que l'appariement pertinent révèle un ordre (rectum). Cet appariement, c'est la « recti natura ».

Nous tenons maintenant tous les aspects de l'objet théorique que l'investigation du jurisconsulte analyse dans son calcul intellectuel. Il cherche en toute impartialité (æquitas), dans la æqui et recti natura d'une matière négociale, deux ratios mis au même niveau (æquum) : l'un du præmium par rapport au tout, et l'autre de la pœna par rapport au même tout. Dans cette recherche, il est attentif aux appariements, notamment à celui qui satisfait le critère suivant : « Quid juris ex civili more ? » S'il en trouve un qui révèle un ordre (rectum) pour lequel le « præmium » et la « pœna » sont portés à un même niveau (æquum), il découvre ainsi la structure constitutive complète d'un juste naturel (jus naturale). Le Tableau 31 résume ces assertions.

Tableau 31 Rectum et aequum		
	Rectum	Non rectum
Rectum	<i>Aut praemii aut poenae ratio aequum</i>	Aut praemii aut poenae ratio non aequum
Non rectum	Aut praemii aut poenae ratio non aequum	Aut praemii aut poenae ratio non aequum

Nous sommes maintenant en état d'écrire autrement le schéma du syllogisme en Barbara de la cause formelle du juste que nous avons présenté au Chapitre I, en développant le moyen terme « proportio » comme suit :

In æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M) suum cuique tribuit (P).
 Jus (S) est in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M).
 Jus (S) suum cuique tribuit (P).

Le moyen terme « In æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio » expose entièrement la « cause » dont « Sabinus dit » que la « règle » en fournit un « exposé succinct », selon le jurisconsulte Paul. Et ce syllogisme donne la « justi atque injusti scientia » dont le jurisconsulte Ulpien se réclame. Rendu à ce point, Michel Villey n'en convient pas, lui qui écrit :

Ce qui rend difficile de constituer des sciences est qu'il y faudrait au départ disposer de prémisses certaines. Elles nous font défaut. L'esprit humain a l'intuition des "premiers principes" (tel le principe d'identité), universels, hautement abstraits. Dès qu'on s'attaque à quelque objet d'étude plus concret, par exemple en morale et droit, il faudrait être en possession des principes propres à ces objets. Ce n'est pas le cas. À moins qu'on n'use de la déduction sur des postulats arbitraires, n'ayant valeur que d'hypothèses. Mais alors ce n'est plus qu'un jeu ; un monde de discours séparés des choses. Et le magnifique instrument du syllogisme scientifique

et de la déduction rigoureuse se déploie dans le vide ; ainsi que font nos systèmes idéologiques. ⁶⁴⁷

Une “seconde logique”

Antoine, un des personnages mis en scène dans le *De oratore*, trouve les « notions de droit dont [il] a besoin » dans des livres. Michel Villey met en garde contre cette « singulière myopie » parce que « les textes ne sont pas des sources. Les textes sont des résultats. (...) Si l'on a pas la vue trop courte, ajoute-t-il, il faut porter ses regards au-delà des textes ; (...) s'enquérir de leur origine ». ⁶⁴⁸

Selon Michel Villey, « l'art de disputer, de controverser, et de tirer la décision de la controverse est au cœur de la méthode du droit. ⁶⁴⁹ (...) C'est par là qu'il faut commencer. (...) Encore que la logique ne suffise pas. (...) En principe, mieux vaut que les paroles aient leur ancrage dans quelque chose. Mais la meilleure voie pour le reconnaître est d'observer le discours lui-même. À travers lui nous atteindrons aux sources naturelles du droit. (...) En dernière instance, (...) [nous en arriverons ainsi à] la constitution de sentences ou lois écrites ». ⁶⁵⁰

Qu'entend Michel Villey par logique ? Dans le premier tome de son *Précis*, il s'intéresse aux diverses conceptions de « l'objet » d'une « science du droit » ; il nous y présente diverses « philosophies », dont celle d'Aristote. Dans le second tome, il procède de la même façon ; il y brosse un tableau de diverses conceptions de la « science du droit », en tant que science, en commençant par Aristote.

Après avoir constaté qu'une « querelle » divise ceux qui s'intéressent la « logique du droit », il écrit : « Les moyens sont fonctions du but. Dans le système philosophique auquel le droit civil romain a dû ses principes, se trouvent des modèles logiques applicables à cette nouvelle science ; une conception de la nature qui pourrait enfin rendre intelligible l'expression de droit naturel, et donner

⁶⁴⁷ Villey, *Précis* II, p. 47.

⁶⁴⁸ Michel Villey, *Précis* II, p. 10.

⁶⁴⁹ La méthode pour découvrir le dikaion.

⁶⁵⁰ Michel Villey, *Précis* II, p. 20-21.

réponse au problème des sources originaires du droit — et pour finir une analyse de la genèse du droit positif et des relations des règles écrites aux sentences ». ⁶⁵¹

À propos des « modèles logiques », après avoir esquissé la « querelle contemporaine des logiques du droit » avec, d'un côté, la logique symbolique, particulièrement déontique, de l'autre, la rhétorique comme art de l'argumentation persuasive, Michel Villey dit que la découverte du dikaion « est un lieu où semble s'imposer un retour à (...) la logique [qui] est une création d'Aristote ». ⁶⁵² Organon est le nom qui coiffe six ouvrages où Aristote aborde des questions de logique : Des catégories, De l'interprétation, Premiers analytiques, Seconds analytiques, Topiques, Réfutations sophistiques. C'est dans les Analytiques qu'il traite de l'analutikê epistêmê. À cet égard, Michel Villey écrit :

Ce qui fut appelé logique d'Aristote (...) comportait d'abord l'analyse des discours de la science parfaite, disposant au point de départ de prémisses incontestables. Nous sommes supposés être certains, sans que la chose paraisse discutable, que "Les animaux sont mortels" et que "les hommes sont des animaux". Par un syllogisme régulier on en infère que nécessairement les hommes sont mortels. Cette sorte de raisonnement produirait un savoir sûr, démonstratif ; comme la géométrie d'Euclide, dont très longtemps les postulats ne parurent pas susceptibles d'être mis en question. ⁶⁵³

Les propos sur la logique que tient ici Michel Villey évoque le problème que rencontre Georges Vedel : sont-ils des « bribes de réponse qui font échapper au zéro » ? Bien que le syllogisme en Barbara qu'il ébauche soit un syllogisme « régulier », il n'est aucunement « démonstratif » au sens où Aristote l'entend dans les Analytiques :

Tout animal est mortel.
Tout homme est un animal.
Tout homme est mortel.

Selon les Premiers analytiques, la conclusion à inférer dans un syllogisme « régulier » peut être universelle affirmative, universelle négative, particulière

⁶⁵¹ Michel Villey, op. cit., p. 27

⁶⁵² Michel Villey, Ibidem, p. 43.

⁶⁵³ Michel Villey, ibidem, p. 46.

affirmative ou particulière négative. Le sujet et le prédicat de la conclusion sont respectivement le terme mineur et le terme majeur, dits aussi termes extrêmes. Dans les prémisses, le moyen terme communiqué aux extrêmes peut soit s'unir aux deux soit se diviser de l'un d'eux de telle sorte que, dans la conclusion, les extrêmes soient eux-mêmes unis ou divisés.

Un syllogisme peut être parfait ou imparfait. « Quand trois termes sont entre eux dans des rapports tels que le mineur soit contenu dans la totalité du moyen, et le moyen contenu, ou non contenu, dans la totalité du majeur, alors il y a nécessairement entre les extrêmes syllogisme parfait » ; « j'appelle une telle figure la première », ⁶⁵⁴ dit Aristote. En ce sens, le moyen terme est supérieur au mineur, et il en est un conséquent, alors qu'il est un inférieur du majeur, et en est un antécédent. Par contre, si « le moyen est posé en dehors des deux extrêmes », le syllogisme ne sera (...), d'aucune façon, parfait dans cette figure, mais il sera valide (...) », ⁶⁵⁵ ce qui donne la seconde et la troisième figure du syllogisme. À cet égard, entre la « prémisses dialectique » et la « prémisses démonstrative », « il n'y aura aucune différence en ce qui concerne la production même du syllogisme ». ⁶⁵⁶

« On pourrait peut-être soulever la question de savoir pourquoi il faut demander à l'adversaire d'accorder, dans la discussion dialectique, des propositions non-nécessaires, si la conclusion qui en découle n'est pas nécessaire ? (...) En réalité, il faut demander à l'adversaire de concéder des propositions, non pas parce que la conclusion est nécessaire en vertu des propositions demandées, mais parce qu'il est [logiquement] nécessaire que, concédant ces propositions, on admette aussi la conclusion et qu'on conclue la vérité si elles sont elles-mêmes vraies », ⁶⁵⁷ précise encore Aristote. Remarquons le « si », qui signifie une interrogation.

« Pour qui se contente de raisonner selon l'opinion et d'une manière dialectique, il est évident que le seul point à considérer, c'est de savoir si le syllogisme procède à partir des prémisses les plus probables possible (...). Par contre, pour

⁶⁵⁴ Aristote, Premiers analytiques, 25b 31-34, 26b 32.

⁶⁵⁵ Aristote, op. cit., 26b 38 - 27a 1 ; 28a 14-16.

⁶⁵⁶ Aristote, ibidem, 24a 24-25.

⁶⁵⁷ Aristote, Seconds analytiques, 75a 21-28.

atteindre la vérité [et résoudre la question du « si »], ce sont les attributions réelles qui doivent nous servir de guide ». ⁶⁵⁸

À cet égard, rappelons-nous les propos de Cicéron dans ses *Topiques* : « unum earum rerum, quæ sunt ; alterum earum quæ intelliguntur » (l'une des res, [telles] qu'elles sont ; l'autre, celles des res, [telles] qu'elles sont considérées [par la raison] »).

Selon Michel Villey, à côté de ses *Analytiques*, « Aristote connaît une seconde logique, une seconde espèce de discours. L'ensemble de l'oeuvre d'Aristote, ses livres de morale, politique, métaphysique etc. ... montre qu'il pratique la dialectique très habituellement. Il en esquisse la théorie dans les *Topiques*, les *Réfutations sophistiques*, en partie aussi dans sa *Rhétorique*... ». S'agit-il d'une « seconde logique » ? Michel Villey l'affirme : « le magnifique instrument du syllogisme scientifique et de la déduction rigoureuse se déploie dans le vide ». ⁶⁵⁹

Les *Topiques* d'Aristote est un « traité » dont le « but (...) est de trouver une méthode qui nous mette en mesure d'argumenter sur tout problème proposé, en partant de prémisses probables, et d'éviter, quand nous soutenons un argument, de rien dire nous-mêmes qui y soit contraire ». ⁶⁶⁰ Il convient, toutefois, de ne pas confondre le « but » du « traité » avec « les éléments » dont traite le « traité », qui « sont en tout au nombre de quatre : la définition, le propre, le genre et l'accident », et qu'Aristote nomme les « quatre prédicables ». ⁶⁶¹

Est-ce que, selon Aristote, ces « quatre prédicables » concerne les « [res] quæ sunt » ou les « [res] quæ intelliguntur » ? Est-ce qu'ils interviennent dans « le magnifique instrument du syllogisme scientifique », i.e. dans la démonstration, ou pas ; si oui, à quel titre ? Nous trouvons sa réponse dans ces quatre passages :

Il y a, en effet, trois éléments dans la démonstration : en premier lieu, ce que l'on prouve, à savoir la conclusion, c'est-à-dire un attribut appartenant par soi à un certain genre ; en second lieu, les axiomes (...) d'après lesquels s'enchaîne la démonstration ; en troisième lieu, le genre,

⁶⁵⁸ Aristote, op. cit., 81b 18-23.

⁶⁵⁹ Villey, Ibidem, p. 47.

⁶⁶⁰ Aristote, *Topiques*, 100a 18-20.

⁶⁶¹ Aristote, *Topiques*, 101b 24 et 103b 20.

le sujet dont la démonstration fait apparaître les propriétés et les attributs essentiels. (...)

C'est qu'en effet, toute science démonstrative tourne autour de trois éléments : ce dont elle pose l'existence (c'est-à-dire le genre dont elle considère les propriétés essentielles) ; les principes communs, appelés axiomes, vérités premières d'après lesquelles s'enchaîne la démonstration ; et, en troisième lieu, les propriétés, dont la science pose, pour chacune, la signification. (...)

Il faut savoir ensuite que c'est à un autre traité [Seconds analytiques, II, c. 3 à 8] que celui-ci [Topiques] qu'il appartient d'indiquer avec exactitude et la nature de la définition et la manière dont on doit définir. (...) Qu'il soit donc possible d'atteindre une définition par un raisonnement, c'est là une chose manifeste. Quant aux moyens à l'aide desquels elle doit être établie, ils ont été déterminés ailleurs [Seconds analytiques, II, c. 3 à 8] avec plus de précision (...).

Nous avons établi comment on atteint l'essence et comment on parvient à la connaître ; et nous voyons que, bien qu'il n'y ait pas de syllogisme, autrement dit de démonstration de l'essence, pourtant c'est par syllogisme, c'est-à-dire par démonstration, que l'essence est connue. ⁶⁶²

Le sujet d'une démonstration est un « genre ». C'est par les « propriétés » (accident propre) que les « attributs essentiels » du sujet sont connus. Ces « attributs essentiels » du sujet sont signifiés par une « définition » qui est le moyen terme d'une « démonstration » ; l'essence est complètement signifiée si la définition fait connaître ce qu'est la différence spécifique, incomplètement signifiée si la définition ne fait connaître que l'existence d'une différence spécifique. Si la définition signifie complètement une essence, la démonstration est parfaite. La démonstration parfaite fait connaître l'existence de la cause et ce qu'elle est ; la démonstration de la cause prochaine produit en nous la science parfaite. La démonstration imparfaite ne fait connaître que l'existence de la cause, et non ce qu'elle est ; la démonstration du fait par indice ou la démonstration de la cause éloignée produisent en nous la science imparfaite. ⁶⁶³

⁶⁶² Aristote, Seconds analytiques, 75a 38 - 75b 1 ; 76b 11- 15 ; Topiques, 153a 10- 12, 22-25 ; Seconds analytiques, 93b 15-18.

⁶⁶³ Aristote, op. cit., 78a 21 - 79a 15 .

Pour que les « propriétés » fassent connaître les « attributs essentiels » du sujet par une « définition » qui est le moyen terme d'une « démonstration », une condition est requise : « Il est nécessaire de toute façon que tous ces attributs appartiennent au sujet (...) de telle sorte qu'il y est convertibilité et non pas extension plus grande » du majeur que celle du moyen, et du moyen au mineur. (...) S'il en est ainsi, (...) il est dès lors évident que pour les démonstrations il doit y avoir des principes » ou des propositions qui signifient cette « convertibilité ». « Et bien que les principes à l'aide desquels on démontre soient communs [notamment les prédicables], les autres, les genres-sujets [connus par définition], sont propres ». ⁶⁶⁴ C'est la parfaite convertibilité des termes qui rend parfaite la démonstration ; l'imparfaite convertibilité ne la rend qu'imparfaite.

S'il existe un « syllogisme parfait » lorsque « trois termes sont entre eux dans des rapports tels que le mineur soit contenu dans la totalité du moyen, et le moyen contenu, ou non contenu, dans la totalité du majeur », pour qu'il existe une démonstration parfaite, il est requis d'aller au cas limite où la convertibilité parfaite devient possible. Ainsi, selon un syllogisme parfait, la démonstration d'une conclusion exige une prémisses mineure où le moyen terme est de même extension (æquale) que le terme mineur ; et une majeure où le moyen terme est de même extension (æquale) que le terme majeur. Selon un syllogisme imparfait, une démonstration imparfaite se satisfait de la limite où la convertibilité imparfaite devient possible.

Dans l'exemple choisi par Michel Villey, où le moyen terme retenu est le genre « animal », inférer la conclusion universelle affirmative « Tout homme est mortel. » exige un syllogisme en Barbara où le moyen terme choisi doit être un terme conséquent du sujet de cette conclusion et, aussi, un terme antécédent au prédicat de cette conclusion. Que le moyen terme « animal » soit un terme conséquent du sujet « homme », ce doit être accordé, mais il a une plus grande extension que « homme ». Et qu'il soit un terme antécédent au prédicat « mortel », ce doit être nié. Une rose qui meurt est mortelle, sans quoi elle ne peut pas mourir. Or une rose n'est pas un animal, mais un végétal.

Donc, le syllogisme de Michel Villey, proposé dans la première figure, ne peut pas être reçue comme démonstratif, parce que « les raisonnements de ce

⁶⁶⁴ Aristote, *ibidem*, 84a 23-31 et 88b 28-29.

genre prouvent d'après un caractère commun, qui pourra appartenir aussi un autre sujet ». ⁶⁶⁵ C'est en tant que vivant qu'un animal et un végétal sont l'un et l'autre susceptibles de mourir ; le granit n'est pas mortel. Par contre, le syllogisme théorétique que nous avons associé au Tableau 31, certes, « hautement abstrait », nous met en possession de « principes propres » ; il est démonstratif :

In æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M) suum cuique tribuit (P).

Jus (S) est in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M).

Jus (S) suum cuique tribuit (P).

Dans le Partage du gâteau, le gâteau, les morceaux et l'articulation de la coupe et du premier choix sont pleinement constitués, mais à titre d'objets théoriques, et c'est la raison pour laquelle une science théorétique est possible dans ces limites. Dans le passage des Topiques où Scævola disserte sur le « pourtour d'une maison », il raisonne aussi dans les limites théorétiques d'un Partage du gâteau.

Lorsque Scævola observe le négoce pour y discerner ce qui s'y trouve de « manière implicite et obscure », il y cherche une articulation semblable à celle de la coupe et du premier choix d'un morceau, et ce, pour le rectum et le non rectum pertinents à « la question négociale ». Il cherche des stratégies à mettre en appariement en prenant en considération le schéma de finalité pertinent : « quid juris ex civili more ». Ce faisant, il cherche « id quod semper æquum ac bonum (...), ut (...) jus naturale », selon le jurisconsulte Paul. Et il le découvre ; il le rend même d'une « manière (...) évidente et (...) claire » dans les limites de la « justitæ scientia » qui pose et résout la question judiciaire.

Pour y parvenir, Scævola recourt à l'interrogation dialectique, qui consiste à trier l'essentiel de l'accidentel, d'une part, le nécessaire du contingent, d'autre part :

1. un universel prédicable d'un sujet de manière à dire son espèce, qui signifie son essence complète, ou au moins son genre, qui ne signifie pas son essence complète, est un attribut essentiel de ce sujet ; un universel prédi-

⁶⁶⁵ Aristote, *ibidem*, 75b 40-41.

cable d'un sujet de manière à dire ce qui lui arrive — en latin, *accidens* —, et non son espèce ou au moins son genre, est accidentel ;

2. un universel est prédicable d'un sujet de manière nécessaire s'il ne peut pas ne pas être prédiqué du sujet ; un universel est prédicable d'un sujet de manière contingente s'il peut ne pas être prédiqué du sujet. ⁶⁶⁶

L'accident propre est ce prédicable qui ne dit ni l'espèce ni au moins le genre d'un sujet, mais qui dit ce qui ne peut pas ne pas lui arriver ; il est propre à l'espèce du sujet. L'accident commun est ce prédicable d'un sujet qui ne dit pas son espèce, mais qui dit ce qui peut ne pas lui arriver ; il n'est pas propre à l'espèce du sujet.

Parmi les accidents propres, on distingue le propre au sens strict et le propre au sens large. Le propre au sens strict est prédiqué de tous les individus d'une espèce, seulement des individus de cette espèce, et à tout moment de la durée d'un tel individu ; par exemple, l'aptitude à rire chez l'homme. Le propre au sens large se dit :

1. soit de tous les individus d'une espèce, seulement des individus de cette espèce, et pas à tout moment de la durée d'un tel individu, comme avoir les cheveux blanc pour l'être humain ;
2. soit de tous les individus d'une espèce, mais pas seulement d'eux, comme être bipède pour l'être humain, ce qu'il partage avec l'oiseau ;
3. soit seulement des individus d'une espèce, mais pas de tous, comme être juriste.

Parmi les accidents communs, toujours séparables de l'espèce, on distingue celui qui n'est pas séparable de l'individu, comme la couleur de la peau pour un

⁶⁶⁶ Victor Thibaudeau, John R. Gallup, Raynald Valois et autres en font une excellente présentation dans leur *Principes de la logique*, Manuel du cours, Québec, 1994, 13^e édition, Université Laval, dont nous nous inspirons.

être humain, et celui qui est séparable de l'individu, comme être assis sur son train arrière pour un chien.

Selon notre expérience, tous les corbeaux sont noirs, noirs à tout moment de leur durée, bien que le noir ne leur soit pas exclusif puisqu'on trouve des chats noirs. Ce noir est-il inséparable de l'espèce « corbeau », à titre d'accident propre au sens large ? Si oui, alors tout corbeau est noir. Ce noir est-il plutôt séparable de leur espèce, comme l'est un accident commun, mais non séparable de l'individu, car ce noir semble bien non séparable des individus puisque chaque corbeau observé est noir ? Si oui, alors tous les corbeaux sont noirs. Pour conclure du noir non séparable des individus au noir inséparable de leur espèce, ou de « tous les corbeaux sont noirs » à « tout corbeau est noir », il faut mettre en œuvre un raisonnement aboutissant à la preuve de la majeure pertinente par l'évidence de la mineure, et à une induction abstractive donnant naissance à un moyen terme, comme nous l'avons appris au Chapitre III, en prenant connaissance d'un « modèle d'étude de droit naturel ».

Si le noir est inséparable de l'espèce « corbeau », il est alors un effet d'une cause intrinsèque, une cause dont la présence est démontrée par son effet, le noir, et ce, même si cette cause est encore inconnue en elle-même : le fait accompli du noir dans tout corbeau, pris comme sujet, est alors effectué par l'existence de cette cause à tout moment. On peut ensuite chercher à connaître cette cause en elle-même. Ou bien nous parvenons à discerner la cause prochaine dont l'effet est l'accident propre « noir », ce qui requiert la connaissance d'une différence spécifique dans la première figure du syllogisme. Ou bien nous n'y parvenons pas, et alors nous ne pouvons que nous rabattre sur le discernement du genre, qui est alors une cause éloignée connue dans la seconde figure du syllogisme.

Aristote évoque le point de départ de cette démarche intellectuelle lorsqu'il écrit :

« Ce traité [des Topiques] (...) est utile de trois façons : comme exercice, dans les rencontres journalières, et pour les sciences philosophiques. (...) Pour ce qui est (...) de l'étude des sciences philosophiques, la possibilité d'apporter aux problèmes des arguments dans les deux sens nous fera découvrir plus facilement la vérité et l'erreur dans chaque cas. — Autre avantage encore [de la Dialectique], en ce qui regarde les principes premiers de chaque science : il est, en effet, impossible de raisonner sur

eux en se fondant sur des principes qui sont propres à la science en question, puisque les principes sont les éléments premiers de tout le reste ; c'est seulement au moyen des opinions probables qui concernent chacun d'eux qu'il faut nécessairement les expliquer. Or c'est là l'office propre, ou le plus approprié, de la Dialectique : car en raison de sa nature investigatrice, elle nous ouvre la route aux principes de toutes les recherches. ⁶⁶⁷

Si les prédicables, qui sont des principes communs de la démonstration, « nous ouvrent la route » vers les premiers principes propres à une science, c'est qu'ils conduisent au discernement du nécessaire et du contingent. Or c'est dans ses Premiers analytiques qu'Aristote étudie cette problématique, en traitant des syllogismes modaux qui préparent les Seconds analytiques.

Lorsqu'il présente la dialectique, Michel Villey s'exprime plutôt en ces termes :

« La dialectique (...) n'est pas démonstrative. Elle est une recherche (zététique) ; approche de la vérité. (...) Et cependant elle est poursuite de vérité ; poursuite d'une compréhension plus complète et plus adéquate de la chose dont on dispute. Un de ses buts dit Aristote (Top. 101-a) est la découverte des prémisses qui serviront de base à la science. La dialectique tend vers la science. Par son intention elle s'oppose, autant qu'à la science, à la sophistique, l'éristique et la Rhétorique prise au sens étroit. Si la Rhétorique n'a pour fin que de « persuader » un auditoire, elle n'y réussit qu'en "flattant" (Platon, dans le Gorgias). Elle prend barre pour mieux persuader, sur les préjugés de l'auditoire. Elle les confirme ; elle est une chute dans les lieux communs du vulgaire ; elle nous dégrade. La Dialectique est recherche de la connaissance vraie, elle part des opinions du groupe, mais afin de les dépasser, c'est une ascension » ⁶⁶⁸.

Si « la dialectique (...) n'est pas démonstrative », alors que la science est démonstrative, la conclusion qui s'impose, en Cesare, c'est que la dialectique n'est pas science :

La dialectique n'est pas démonstrative.
La science est démonstrative.
Donc la dialectique n'est pas science.

⁶⁶⁷ Aristote, op. cit, 101a 26 - 101b 4.

⁶⁶⁸ Villey, Précis II, 48-49.

Alors, si la dialectique n'est pas science, qu'est-elle ? Michel Villey répond qu'elle « est recherche de la connaissance vraie », et ce, dans une « ascension » qui conduit à « dépasser » des « opinions ». Qu'est-ce qui caractérise cette « ascension » ? Michel Villey répond :

Les raisonnements dialectiques se caractérisent par l'incertitude de leurs prémisses : des opinions dont la valeur est problématique. Le premier acte de la procédure est d'interroger : une question. Ou bien un problème, constitué d'opinions multiples et contradictoires. Dans la pratique, au départ, nous n'avons rien d'autre que cette pluralité de points de vue. La recherche offre ce caractère de se faire à plusieurs. Puisque l'homme est un être social, il est naturel que le travail de la connaissance soit oeuvre commune. Il n'est pas le fait d'un individu solitaire, mais d'un concert à plusieurs voix, d'une polyphonie. Logique du Dialogue. ⁶⁶⁹

Comme le « traité [des Topiques] (...) est utile (...) comme exercice », exerçons-nous sur ce que dit Michel Villey des « raisonnements dialectiques », qui « se caractérisent par l'incertitude de leurs prémisses ». Une conclusion dialectique ne peut que partager le même caractère « [d']incertitude » des prémisses dont elle s'infère, ce dont Michel Villey convient puisqu'il écrit : « La dialectique est d'un usage bien plus ordinaire que le discours scientifique parfait, parce qu'il est rare de disposer de prémisses incontestables ». ⁶⁷⁰ Selon le Petit Robert, le mot « rare » se prend en trois acceptions » : qui se rencontre peu souvent, dont il existe peu d'exemplaires ; qui se produit, arrive, se présente peu souvent, peu fréquent ; peu commun, qui sort de l'ordinaire. ⁶⁷¹

Il semble que, selon le contexte, Michel Villey emploie la troisième. Alors, la phrase que Michel Villey affirme comme vraie signifie que le « discours scientifique parfait », bien que « d'un usage [moins] ordinaire » que la « dialectique », est lui-même ordinaire, même si la « dialectique » l'est « plus ». Or, s'il « est rare de disposer de prémisses incontestables », c'est que « disposer de prémisses incontestables » est « [ce] qui sort de l'ordinaire ». Donc, si « disposer de prémisses incontestables » est ce « qui sort de l'ordinaire » et ce qui caractérise le « discours scientifique parfait », la dialectique ne peut être « plus ordinaire » que ce « qui

⁶⁶⁹ Villey, op. cit., p. 47-48.

⁶⁷⁰ Villey, ibidem, p. 50.

⁶⁷¹ Josette Rey-Debove et Alain Rey, Nouveau Petit Robert, rare.

sort de l'ordinaire ». Comme le dit Aristote, son « traité » prend comme « but (...) d'éviter, quand nous soutenons un argument, de rien dire nous-mêmes qui y soit contraire ». Et « [l']ascension » est compromise.

Mais admettons que Michel Villey veut dire : « La dialectique est d'un usage (...) ordinaire », alors « que le discours scientifique parfait » n'est pas ordinaire « parce qu'il [sort de l'ordinaire] de disposer de prémisses incontestables ». Alors Michel Villey raisonnerait en Camestres :

Tout discours scientifique parfait dispose de prémisses incontestables.
Aucune dialectique ne dispose de prémisses incontestables.
Donc aucune dialectique n'est un discours scientifique parfait.

Ce Camestres est-il dialectique ? Dans ses Seconds analytiques, Aristote écrit :

Notre connaissance d'une attribution quelconque est accidentelle, à moins de connaître au moyen de ce par quoi l'attribution a lieu, d'après les principes propres du sujet en tant que tel : c'est le cas, si nous connaissons, par exemple, la propriété de posséder des angles égaux à deux droits comme appartenant au sujet auquel la dite propriété est attribuée par soi, et comme découlant des principes propres de ce sujet.

Puis donc que la science démonstrative doit aboutir à une conclusion nécessaire, il faut évidemment aussi que la démonstration se fasse par un moyen terme nécessaire. Autrement, on ne connaîtra ni pourquoi la conclusion est nécessaire, ni même qu'elle l'est.

Il est difficile de reconnaître si on sait ou si on ne sait pas : c'est qu'il est difficile de savoir si nous connaissons ou non à partir des principes de chaque chose, ce qui est précisément connaître. Nous croyons que posséder un syllogisme constitué de certaines prémisses vraies et premières, c'est là avoir la science. Or il n'en est rien : ce qu'il faut, c'est que la conclusion soit du même genre que les prémisses. ⁶⁷²

La phrase : « La dialectique est d'un usage bien plus ordinaire que le discours scientifique parfait, parce qu'il est rare de disposer de prémisses incontestables » exprime une « connaissance d'une attribution quelconque (...) accidentelle, à

⁶⁷² Aristote, Seconds analytiques, 76a 4-7 ; 75a 11-14 ; 76a 25-30.

moins de connaître au moyen de ce par quoi l'attribution a lieu, d'après les principes propres du sujet en tant que tel ». Or, Michel Villey fournit un « moyen terme » dont il s'agit de connaître s'il est « nécessaire », sinon « on ne connaîtra ni pourquoi la conclusion est nécessaire, ni même qu'elle l'est ».

Dans : « il est rare de disposer de prémisses incontestables », le verbe « disposer » signifie « avoir à sa disposition, avoir la possession, l'usage de », ⁶⁷³ selon le Petit Robert. Une « prémisses incontestable » l'est, que l'on en dispose ou pas ; et en disposer ou pas est contingent. Bref, le syllogisme en Camestres est une « connaissance d'une attribution quelconque (...) accidentelle ». Par contre, selon le Petit Robert, le mot « disposer » se prend en une autre acception : arranger, mettre dans un certain ordre. Le Camestres pertinent est alors :

Tout discours scientifique parfait dispose deux prémisses incontestables.
Aucune dialectique ne dispose deux prémisses incontestables.
Donc aucune dialectique n'est un discours scientifique parfait.

Qu'un syllogisme soit « scientifique » ou « dialectique », il dispose deux prémisses selon une certaine figure, qui est « un certain ordre ». Dans ce Camestres, « le moyen [terme] est posé en dehors des extrêmes, et sa place est la première ». ⁶⁷⁴ « Le syllogisme qui utilise ce genre de cause se forme dans la seconde figure ». ⁶⁷⁵ Or, comme nous l'avons vu plus haut, « disposer deux prémisses incontestables » n'est pas cause du « discours scientifique parfait » ; c'est la convertibilité parfaite qui l'est.

Ici, on doit prendre garde à ce « qu'on peut (...) toujours trouver des objections au discours extérieur, tandis qu'au discours intérieur on ne peut pas toujours ». ⁶⁷⁶ Pour les objections qui concernent le discours intérieur, « nous [les] soulevons contre ceux qui croient nous apporter une démonstration, [et elles] consistent à contester la nécessité de l'une des prémisses, soit que nous pensions que

⁶⁷³ Josette Rey-Debove et Alain Rey, Nouveau Petit Robert, disposer.

⁶⁷⁴ Aristote, Premiers analytiques, 26a 38.

⁶⁷⁵ Aristote, Seconds analytiques, 78b 23-24.

⁶⁷⁶ Aristote, Seconds analytiques, 76b 25-26.

réellement elle peut être autre qu'elle n'est, soit qu'on le dise seulement pour les besoins de la discussion ». ⁶⁷⁷

Alors, « pour les besoins de la discussion », soulevons le problème que pose la recherche du moyen terme M dans le schéma du syllogisme en Darii suivant, où nous introduisons « quelque » pour rendre compte que certaines prémisses sont « incontestables », même si c'est « rare », alors que d'autres ne le sont pas :

Tout M est incontestable.
Quelque prémisses est M.
Quelque prémisses est incontestable.

Ce syllogisme dialectique en Darii nous « ouvre[-t-il] la route aux principes » pertinents à ce qui est « incontestable » ? Posons que M est : « proposition dont le prédicat convient au sujet par soi et en tant que lui-même ». Avec l'introduction de ce moyen terme, nous entrons de plein pied dans le domaine de l'analytikê epistêmê, qu'Aristote expose dans ses Analytiques : « Il est clair qu'une chose ne peut être démontrée qu'à partir de ses principes propres, si ce qui est prouvé appartient en tant que tel au sujet ». ⁶⁷⁸ Le syllogisme dialectique en Darii nous « ouvre la route aux principes » pertinents à ce qui est « incontestable » avec une majeure ainsi formulée : « Toute proposition dont le prédicat convient au sujet par soi et en tant que lui-même est incontestable ». Or Michel Villey n'en convient pas, lui qui écrit :

Du moins ne pourra-t-elle [la dialectique] démontrer que ses résultats sont "nécessaires", quand même ils seraient de la plus haute probabilité : que l'homme soit animal mortel, n'est guère contestable, et peut servir de prémisses à des syllogismes scientifiques. Pourtant la dialectique ne peut en donner la preuve. ⁶⁷⁹

L'exemple que choisit ici Michel Villey est pris dans les Seconds analytiques : « Par exemple : quelle est l'essence de l'homme ? Animal, mortel (...). Mais

⁶⁷⁷ Aristote, op. cit., 74b 19-21.

⁶⁷⁸ Aristote, ibidem, 75b 36-37.

⁶⁷⁹ Villey, Précis II, pp. 51, 52.

pourquoi ? On dira (...) par la division (...) ». ⁶⁸⁰ Sauf que « la méthode de division n'arrive pas (...) à conclure, ainsi que nous l'avons dit dans l'analyse relative aux figures », ajoute Aristote, parce que « la division ne démontre pas plus que l'induction ». ⁶⁸¹

« L'analyse relative aux figures » renvoie au chapitre 31 des Premiers analytiques, où le même exemple est repris par Aristote, qui traite de la division dans une critique des Platoniciens :

Que la division par les genres soit une faible partie de la méthode que nous avons exposée [dans les trente chapitres précédents], il est facile de le voir. La division est, en effet, comme un syllogisme impuissant : d'une part, ce qu'elle doit démontrer, elle demande qu'on le lui accorde, et, d'autre part, elle conclut toujours quelque prédicat supérieur à ce qu'on attend. — D'abord, le point lui-même a échappé à tous ceux qui se sont servis de la division [ce sont les Platoniciens] (...).

(...) Ainsi donc, (...) ces auteurs sont conduits à prendre comme moyen terme l'universel, et comme extrêmes le sujet de la preuve à faire et les différences [qui divisent le genre]. En fin de compte, qu'il s'agisse d'établir que telle chose est homme ou n'importe quel autre sujet de recherche, ils n'apportent aucune clarté susceptible d'en assurer la nécessité, car ils parcourent tout le chemin qui leur reste à faire sans même soupçonner les riches possibilités qui s'offrent à eux [selon la méthode syllogistique].

(...) On voit donc par ce que nous venons de dire, quels sont les éléments et le mode de formation des démonstrations, et ce qu'il faut considérer dans chaque problème. ⁶⁸²

Il est clair que « le point lui-même [échappe] » à Michel Villey, et ce, « sans même soupçonner les riches possibilités qui s'offrent à » lui. Qu'elles sont-elles ?

⁶⁸⁰ Aristote, Seconds analytiques, 92a 1-2.

⁶⁸¹ Aristote, op. cit., 91b 11-15.

⁶⁸² Aristote, Premiers analytiques, 46a 30-35 ; 46b 19-25 et 37-38.

De “riches possibilités”

Pour connaître « les éléments et le mode de formation des démonstrations, et ce qu’il faut considérer dans chaque problème », il convient de se familiariser avec « la méthode (...) exposée » dans les Premiers analytiques, notamment avec les syllogismes modaux.

Dans une proposition modale, on distingue deux parties : le modus et le dictum. Le modus, qui est le prédicat de la proposition modale, peut être : « il est possible... » ; ou « il est contingent... » ; ou « il est nécessaire... » ; ou « il est impossible... ». Il peut aussi être négatif : « il n'est pas possible... » ; ou « il n'est pas contingent... » ; ou « il n'est pas nécessaire... » ; ou « il n'est pas impossible... ». Le dictum, qui est le sujet de la proposition modale, est l'assertion, la proposition assertorique, dont on dit qu'elle est possible, contingente, nécessaire ou impossible.

Tableau 32

<u>Notation</u>	<u>Dictum</u>	<u>Modus</u>	<u>La modale est</u>
A	affirmatif	affirmatif	affirmative
E	ngatif	affirmatif	ngative
I	affirmatif	ngatif	ngative
U	ngatif	ngatif	affirmative

Une proposition modale dont le dictum et le modus sont affirmatifs est notée A ; le dictum négatif et le modus affirmatif, E ; le dictum affirmatif et le modus négatif, I ; le dictum négatif et le modus négatif, U (Tableau 32). Les quatre voyelles A, E, I et U servent dans la composition des quatre noms mnémotechniques suivants : « Purpurea », « Edentuli », « Iliace » et « Amabimus ». En chacun de ces noms, chaque voyelle désigne une proposition, selon sa position : la

première, le possible ; la seconde, le contingent ; la troisième, l'impossible ; la quatrième, le nécessaire . Les quatre propositions de Purpurea jouissent de la propriété d'être équipollentes. De même en est-il pour Edentuli et les autres.

Tableau 33

1.	Possibilit d'tre	Il est possible que S soit P.	Am
2.	Contingence d'tre	Il est contingent que S soit P.	mA
3.	Non-impossibilit d'tre	Il n'est pas impossible que S soit P.	bI
4.	Non-necessit de ne pas tre	Il n'est pas ncessaire que S ne soit pas P.	mUs
5.	Possibilit de ne pas tre	Il est possible que S ne soit pas P.	E
6.	Contingence de ne pas tre	Il est contingent que S ne soit pas P.	dEn
7.	Non-impossibilit de ne pas tre	Il n'est pas impossible que S ne soit pas P.	tU
8.	Non-necessit d'tre	Il n'est pas ncessaire que S soit P.	II
9.	Non-possibilit d'tre	Il n'est pas possible que S soit P.	I
10.	Non-contingence d'tre	Il n'est pas contingent que S soit P.	II
11.	Impossibilit d'tre	Il est impossible que S soit P.	A
12.	Ncessit de ne pas tre	Il est ncessaire que S ne soit pas P.	cE
13.	Non-possibilit de ne pas tre	Il n'est pas possible que S ne soit pas P.	pUr
14.	Non-contingence de ne pas tre	Il n'est pas contingent que S ne soit pas P.	pU
15.	Impossibilit de ne pas tre	Il est impossible que S ne soit pas P.	rE
16.	Ncessit d'tre	Il est ncessaire que S soit P.	A

En faisant abstraction de la quantité du dictum, nous obtenons ainsi seize cas (Tableau 33, page 366) qui, envisagés selon le carré logique de Proculien, suivent le schéma illustré dans le Tableau 34 (page 366). Les propositions de Purpurea et celles de Iliace s'opposent en contraires ; celles de Amabimus et celles de Edentuli, en sous-contraires ; celles de Amabimus sont subalternées à celles de Purpurea, de même que celles de Edentuli envers celles de Iliace. Enfin, deux propo-

sitions, dont l'une est dans Amabimus, l'autre dans Iliace, s'opposent comme des contradictoires ; de même en est-il pour Purpurea et Edentuli.

L'opposition des propositions modales, abstraction faite de la quantité du dictum, s'établit selon le modus, et non selon le dictum. Par exemple, dans le Tableau 33, considérons les contradictoires Purpurea et Edentuli. La proposition « 5. il est possible... », de Edentuli, et la proposition

« 13. Il n'est pas possible... », de Purpurea, sont des contradictoires. De même en est-il pour « 6. Il est contingent... », de Edentuli, et « 14. Il n'est pas contingent... », de Purpurea ; pour « 7. Il n'est pas impossible... », de Edentuli, et « 15. Il est impossible... », de Purpurea ; pour « 8. Il n'est pas nécessaire... », de Edentuli, et « 16. Il est nécessaire... », de Purpurea.

Cette opposition des modales selon le modus, abstraction faite de la quantité du dictum, n'est pas fondamentalement modifiée lorsque nous prenons en considération l'opposition des propositions assertoriques constituant le dictum. Mais alors, les pôles de l'opposition se diversifient pour tenir compte de la quantité du dictum.

Par exemple, dans Purpurea, une distinction doit être introduite, comme suit :

1. Non-possibilité de ne pas être :	Il n'est pas possible que nul S ne soit P.
Il n'est pas possible que quelque S ne soit pas P.
2. Non-contingence de ne pas être :	Il n'est pas contingent que nul S ne soit P.
Il n'est pas contingent que quelque S ne soit pas P.
3. Impossibilité de ne pas être :	Il est impossible que nul S ne soit P.
Il est impossible que quelque S ne soit pas P.
4. Nécessité d'être :	Il est nécessaire que tout S soit P.
Il est nécessaire que quelque S soit P.

Une introduction semblable, faite dans Edentuli, donne :

1. Possibilité de ne pas être :	Il est possible que nul S ne soit P.
Il est possible que quelque S ne soit pas P.
2. Contingence de ne pas être :	Il est contingent que nul S ne soit P.
Il est contingent que quelque S ne soit pas P.
3. Non-impossibilité de ne pas être :	Il n'est pas impossible que nul S ne soit P
Il n'est pas impossible que quelque S ne soit pas P.
4. Non-nécessité d'être :	Il n'est pas nécessaire que tout S soit P.
Il n'est pas nécessaire que quelque S soit P.

Sauf qu'une petite complication survient au sujet de la proposition en modus « Il n'est pas nécessaire... », et ses équipollentes. ⁶⁸³ Jean Tricot écrit :

a) Elles sont soumises à une opération qu'Aristote nomme conversion (an-tistrojh) (...). On peut plutôt l'appeler transformation. Elle consiste dans le renversement de l'affirmative du dictum en négative et réciproquement, la proposition ainsi obtenue ayant le même sens que la première :

Il est possible que tout B soit A est l'équivalent de :
Il est possible que nul B ne soit A.

Cette règle spéciale a une grande importance dans la Syllogistique des propositions modales et nous la retrouverons.

b) La contradictoire d'une contingente est double : la première contradictoire est la négation du modus ou l'affirmation équivalente (« Il n'est pas possible » étant l'équivalent de « il est nécessaire »), suivie d'un dictum affirmatif ; la deuxième contradictoire est également la négation du modus, suivie d'un dictum négatif.

Il est possible que tout B soit A a pour contradictoires :
Il n'est pas possible que tout B soit A

⁶⁸³ Aristote, Premiers analytiques, I, 13, 32a, 18-40.

Il n'est pas possible que nul B ne soit A. ⁶⁸⁴

Selon Michel Villey, « même [s'il est] de la plus haute probabilité [que] : (...) l'homme soit animal mortel, [ce qui] n'est guère contestable », « la dialectique ne peut (...) donner la preuve » ou « démontrer que [ce résultat est "nécessaire"] ». Ce qui est « de la plus haute probabilité » est possible ou contingent, bref n'est pas nécessaire. Cette position soulève deux questions distinctes : une question de logique et une question de démonstration.

Commençons par la question de logique que pose la conclusion : « Il n'est pas nécessaire que tout S soit P ». La logique, comme toute science, porte sur le nécessaire ; il s'agit évidemment de la nécessité logique, celle qui concerne l'inférence d'une conclusion à partir de deux prémisses, mieux, de la conséquence.

Peut-on « donner la preuve » de la conclusion : « Il n'est pas nécessaire que tout S soit P » ? Michel Villey le nie. Aristote répond affirmativement, et il nous en donne la démonstration in extenso dans le passage suivant :

Admettons maintenant que la prémisses AB soit universelle et négative, et posons que A n'appartient à nul B mais qu'il est possible pour B d'appartenir à tout G. Ces propositions étant posées, il suit nécessairement qu'il est possible pour A de n'appartenir à nul G. Admettons, en effet, que cette conclusion ne soit pas possible, et que B appartienne à G comme ci-dessus. Il est par suite nécessaire que A appartienne <nécessairement> à quelque B, en vertu d'un syllogisme de la troisième figure : or cela est impossible. Par conséquent, il sera contingent pour A de n'appartenir à nul G, car si cette proposition est supposée fausse, la conséquence est impossible. Ce syllogisme n'établit donc pas la contingence telle que nous l'avons définie, mais seulement la non-nécessité de l'attribution à la totalité du sujet (en effet, cette proposition est la contradictoire de la supposition faite, puisque, cette supposition était que A appartient nécessairement à quelque G, mais le syllogisme par l'absurde établit seulement la contradictoire opposée à cette supposition). ⁶⁸⁵

⁶⁸⁴ J. Tricot, *Traité de logique formelle*, troisième édition, Paris, 1973, Librairie philosophique J. Vrin, p. 166.

⁶⁸⁵ Aristote, *Premiers analytiques*, 34b 19-32 ; commenté par Jean Tricot en note 2 de sa traduction, ainsi qu'aux pages 266 et 267 du livre mentionné dans la note précédente.

Le premier syllogisme, en Celarent, se lit comme suit : « Nul B n'est A. Il est possible que tout G soit B. Il est possible que nul G ne soit A. » La première prémisses est une proposition universelle négative, la seconde, une modale au sens compositif de possibilité d'être. Il s'agit de démontrer que le Celarent est conclusif. On l'établit per absurdum.

La conclusion est une possibilité de ne pas être (première voyelle de Edentuli). Prenons la contradictoire de cette conclusion, soit : « Il n'est pas possible que nul G ne soit A » ; c'est une non-possibilité de ne pas être (première voyelle de Purpurea). Cette non-possibilité de ne pas être a, comme équipollente, la nécessité d'être « Il est nécessaire que tout G soit A », qui sert aussi de contradictoire à la possibilité de ne pas être. Et cette dernière a, comme subalternée quant à la quantité du dictum, la nécessité d'être particulière : « Il est nécessaire que quelque G soit A ».

Prenons cette dernière proposition comme majeure d'un syllogisme en Disamis, où la mineure du Celarent est transformée en assertorique. À propos de cette transformation, Jean Tricot écrit :

Une proposition contingente peut être remplacée par une assertorique vraie ou fausse. Soit la proposition : Il est possible que tout G soit B ; la proposition assertorique G est B est peut-être fausse, car a posse ad actum non valet consequentia, mais elle est peut-être vraie et c'est cette indétermination qui caractérise la possibilité et la constitue. Nous avons donc le droit de dire, pour les besoins de la démonstration, qu'il est indifférent d'employer une assertorique, vraie ou fausse, à la place d'une contingente. ⁶⁸⁶

Le Disamis se lit donc comme suit :

Il est nécessaire que quelque G soit A.
Tout G est B.
Il est nécessaire que quelque B soit A.

⁶⁸⁶ J. Tricot, Traité de logique formelle, p. 266.

La conclusion de ce Disamis est en contradiction avec la majeure du Celarent dont le caractère conclusif est à démontrer ; « or cela est impossible », dit Aristote, en parlant de cette contradiction. Il faut donc admettre, et ce, comme démontrée par le Celarent, la contradictoire de la majeure du Disamis, soit : « Il n'est pas nécessaire que quelque G soit A », ajoute-t-il, ce qui revient à conclure à « la non-nécessité de l'attribution [de A] à la totalité du sujet [G] ». Bref, il est démontré que : « Il n'est pas nécessaire que tout G soit A », qui est de la forme : « Il n'est pas nécessaire que tout S soit P ».

« En effet, cette proposition est la contradictoire de la supposition faite, puisque cette supposition était que A appartient nécessairement à quelque G » ; elle est la contradictoire de l'équipollente exprimant la nécessité d'être : « Il est nécessaire que tout G soit A ». Donc « le syllogisme par l'absurde établit seulement la contradictoire opposée à [la] supposition » faite : « Il n'est pas nécessaire que quelque G soit A. », soit la majeure du Disamis. Il s'ensuit que « la dialectique (...) peut (...) donner la preuve » que : « Il n'est pas nécessaire que tout S soit P ».

Aristote nous donne ensuite deux exemples :

De plus, un exemple de termes concrets montre clairement que la conclusion n'établira pas la contingence. Admettons, en effet, que A soit corbeau, B intelligent, et G homme. A n'appartient à nul B, car rien d'intelligent n'est corbeau. Par contre, il est possible que B appartienne à tout G : car il est possible que tout homme soit intelligent. Mais A nécessairement n'appartient à nul G ; la conclusion n'établit donc pas la contingence. Pourtant elle n'est pas toujours nécessaire. Admettons, en effet, que A soit mobile, B science, et G homme. A n'appartiendra à nul B, mais il est possible pour B d'appartenir à tout G, et la conclusion ne sera pas nécessaire, car il n'est pas nécessaire que nul homme ne se meuve ; ou plutôt, il n'est pas nécessaire que quelque homme se meuve. Il est par suite évident que la conclusion établit seulement qu'un terme n'appartient pas nécessairement à un autre terme pris universellement. Mais il faut prendre les termes d'une meilleure façon. ⁶⁸⁷

Choisissons l'exemple du corbeau. Soit le syllogisme en Celarent suivant :

⁶⁸⁷ Aristote, Premiers analytiques, 34b 31- 35a 3.

Rien d'intelligent n'est un corbeau.
Il est possible que tout homme soit intelligent.
Il est possible que nul homme ne soit un corbeau.

Prenons la contradictoire de cette conclusion comme majeure d'un Disamis avec, comme mineure, la mineure du Celarent transformée en assertorique :

Il est nécessaire que quelque homme soit un corbeau.
Tout homme est intelligent.
Il est nécessaire que quelque (sujet) intelligent soit un corbeau.

Bref, il n'est pas nécessaire que tout homme soit un corbeau, pas plus qu'il « n'est nécessaire que la somme de 2 et de 2 fasse 5 ; dans ce dernier cas, c'est même impossible ». J. Tricot précise que : « La non-nécessité ne doit pas être confondue avec la possibilité ou la contingence. (...) Quand donc nous disons que la conclusion est une conclusion de non-nécessité, nous disons qu'elle ne peut prouver ni la contingence, ni la nécessité ou, ce qui revient au même, qu'elle peut prouver indifféremment l'une ou l'autre » ; elle prouve un possible. Et, à l'appui de son propos, il cite Hamelin : « Une proposition de la forme : il n'est pas nécessaire que... exclut seulement la nécessaire affirmative : il est nécessaire que... », à titre de contradictoire. ⁶⁸⁸

En suivant le même chemin, peut-on établir que : « Il n'est pas nécessaire que tout homme soit mortel ». Commençons par le syllogisme en Celarent :

Nul vivant n'est mortel.
Il est possible que tout homme soit un vivant.
Il est possible que nul homme ne soit mortel.

et poursuivons avec le syllogisme en Disamis :

Il est nécessaire que quelque homme soit mortel.
Tout homme est un vivant.
Il est nécessaire que quelque vivant soit mortel.

Suivons donc le modèle qu'Aristote fournit pour le corbeau. « Posons que A n'appartient à nul B », ce que signifie la proposition assertorique servant de ma-

⁶⁸⁸ J. Tricot, Traité de logique formelle, p. 267.

jeure au Celarent : « Nul vivant n'est mortel ». « Par contre, il est possible que B [vivant] appartienne à tout G [homme] » ; il est possible que tout homme soit un vivant, ce que dit la mineure. « Mais A [mortel] nécessairement n'appartient à nul G [homme] ; la conclusion n'établit donc pas la contingence ». Si la conclusion du Celarent n'établit pas la contingence, « pourtant elle n'est pas toujours nécessaire ». Bref, il n'est pas nécessaire que tout homme soit mortel. Sauf que...

Sauf que la majeure du Celarent « Nul vivant n'est mortel » est bien différente de : « Rien d'intelligent n'est un corbeau ». Elle est manifestement impossible : « Il est impossible que nul vivant ne soit mortel » ; ce qui exclut sa contradictoire : « Il n'est pas impossible que nul vivant ne soit mortel ». Et la mineure est une proposition contingente qui n'est pas transformable en une assertorique vraie ou fausse, car la mineure du Disamis : « Tout homme est un vivant. » est manifestement vraie. Ici, il manque cette « indétermination qui caractérise la possibilité et la constitue », au sens où J. Tricot l'entend.

La conclusion de non-nécessité : « Il n'est pas nécessaire que tout homme soit mortel » est donc franchement « contestable », ce qui réfute Michel Villey pour qui : « que l'homme soit animal mortel, n'est guère contestable ». Notre auteur serait-il convaincu ? « En allant repêcher cette logique perdue [la dialectique], nous sommes-nous écarté du droit ? », demande Michel Villey. « Non, certainement, pour ce qui est de l'art juridique traditionnel, né à l'époque de la conjonction de la procédure judiciaire romaine et de la culture théorique grecque (...). Les inventeurs du nouvel art qui s'est appelé "jurisprudence" — le "droit civil" est l'œuvre des "prudents" — ont imité la méthode philosophique grecque en l'adaptant à leurs besoins », ⁶⁸⁹ répond-il.

« Le juriste détermine un partage : quelle part de chose, ou de dette revient au demandeur, et quelle autre à son adversaire ; ce qui suppose pour le moins l'œuvre conjointe de trois personnages : que chacune des parties puisse exprimer sa prétention et qu'un tiers (...) arrive à les départager (...) », ce tiers étant le jurisconsulte dont « la fonction était de conseiller l'une ou l'autre des parties au procès, de guider son action, (...) tout en conseillant également les magistrats, les prêteurs qui organisent le débat, et aussi les juges ». ⁶⁹⁰ Bref, c'est Le partage du gâteau.

⁶⁸⁹ Villey, Précis II, p. 61.

⁶⁹⁰ Villey, op. cit., p. 61 et 63.

Selon « cette logique perdue », Michel Villey est conduit à poser deux thèses qui caractérisent sa pensée :

1. la « jurisprudence est une œuvre théorique » ;
2. la « jurisprudence n'est pas scientifique ». ⁶⁹¹

S'il s'agit bien de la « juris-prudence », nous pouvons admettre qu'elle comporte un aspect « théorique », dont s'occupe le conseil ou la délibération sur les moyens. Car la prudence ne délibère pas sur la fin, ici signifiée par « juris-prudence ». La prudence, même si le conseil procède analytiquement, n'est pas une science. Aussi, pouvons-nous admettre que la « juris-prudence n'est pas scientifique ». Toutefois, la prudence n'exclut pas la science pratique qui peut venir l'appuyer dans le conseil. Et elle n'exclut absolument pas la science théorétique qui prend comme objet pleinement constitué ce qui est instituable à titre de fin.

D'ailleurs, Michel Villey voit, « entre le travail des philosophes et celui des juristes, deux traits communs », qu'il énonce comme suit :

Le plus manifeste est l'impuissance où se trouve le droit à parvenir à des solutions démontrées. Mais cet autre plus méconnu : la jurisprudence implique un effort, analogue à celui de la philosophie, vers la vérité. Le discours du droit offre un caractère théorique. J'entends ici le mot théorie dans son sens étymologique : non pas de discours cohérent mis sous une forme axiomatique, mais de regard porté sur les choses. (...) Tandis que la philosophie vise des objets universels, insusceptibles de changer, le droit s'intéresse à des situations contingentes, sur lesquelles ne peut être atteinte de vérité stable. Il paraît relever de l'« intellect pratique », non de l'« intellect spéculatif ». ⁶⁹²

D'une part, le contingent ne s'oppose pas à l'universel, mais au nécessaire, comme nous l'avons vu. D'autre part, que la raison théorétique puisse parvenir à la formulation cohérente d'une science pour le juste n'exige pas que ce discours soit axiomatique. La science théorétique est proprement une science, en ce qu'elle voit (en grec, *theorein*) la quiddité du sujet qu'elle étudie, grâce aux connections nécessaires qu'elle découvre entre des notions universelles prises de l'expérience

⁶⁹¹ Villey, *ibidem*, p. 62 et 66.

⁶⁹² Villey, *ibidem*, p. 62 et 63.

sensible. Les considérations que nous avons faites au Chapitre VI et au Chapitre VII l'ont illustré.

Selon Michel Villey, le « [trait] le plus manifeste » serait « l'impuissance du droit à parvenir à des solutions démontrées ». Il ne faut pas confondre « l'impuissance du droit » avec la science théorique qui traite du « rectum » en rapport avec « [l']æquum », et avec la science pratique du « rectum ». La science théorique s'inscrit dans la perspective de la *quæstio negocialis* et de la *quæstio juridicialis*, par où « dut commencer la science du [juste] », comme nous l'avons vu plus haut. C'est le début du commencement : « *Proprium jus civile quod sine scripto in sola prudentium interpretatione consistit* ». Michel Villey traduit le passage ainsi : « On trouve dans le Digeste ce passage significatif de Pomponius (D. I. 2.1.12) : le droit civil "proprement dit" est l'œuvre des prudents, il a résulté de leur "interprétation", à l'origine en l'absence de tout texte écrit ». ⁶⁹³ Et la fin du commencement s'accomplit dans une démonstration de ce qui est instituable à titre de fin pratique :

Necesse est ut in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M) suum cuique tribuat (P).

Necesse est ut jus (S) sit in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M).

Necesse est ut jus (S) suum cuique tribuat (P).

Mais le jurisconsulte, qui s'adonne à la science pratique du droit, ne s'arrête pas à la fin du commencement ; il étudie les moyens d'atteindre la fin. Le jurisconsulte Javolenus, comme le note Michel Villey, caractérise cet autre parcours comme suit : « *Omnis definitio in jure periculosa est. Parum est enim ut non subverti posset (D.50.17.202)* ». Il en propose cette traduction : « Toute définition juridique est aventureuse, il en est peu qui ne soit sujette à être renversée ». ⁶⁹⁴

C'est le problème que nous avons évoqué lorsque nous avons établi Le partage du gâteau dans ses limites théorétiques, en ajoutant que la découverte d'un moyen pratique de partager un gâteau autre que théorique expose au péril indiqué par Javolanus. Cependant, nous avons pu observer comment Scævola définit la

⁶⁹³ Villey, *ibidem*, p. 68.

⁶⁹⁴ Villey, *ibidem*, p. 71.

situation du « pourtour d'une maison » en partant des limites théorétiques du Partage du gâteau.

À cet égard, Michel Villey écrit : « Pour surmonter le conflit, le juriste doit se transporter (provisoirement) sur le plan de la recherche désintéressée ». ⁶⁹⁵ Rien n'est mieux théorétique que le « plan de la recherche désintéressée ». Admettons que nous nous y transportions. Qu'y trouvons-nous ?

⁶⁹⁵ Villey, *Ibidem*, p. 65

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre IX

Au “plan” théorique

[Retour à la table des matières](#)

Quiconque ouvre un dictionnaire français peut y lire que le son vocal est associé à plusieurs notions plus ou moins voisines. Mais, invariablement, on nous rappelle qu’il dérive du son vocal latin « scientia ». Nous ne pouvons pas, nous en tenir à cette similitude de sons sans perte d’intelligibilité. Que signifie le mot « scientia » ? En consultant le *Dictionnaire étymologique de la langue latine*,⁶⁹⁶ nous apprenons que « scientia » est une traduction, que nous devons à Boèce, du terme grec « epistêmê », lui-même obtenu du verbe « epistêmi ». Pourquoi Boèce a-t-il choisi le mot « scientia », obtenu du verbe « scire », en grec « epistêmi », pour traduire en latin le grec « epistêmê » ?

A. Ernout et A. Maillet nous apprennent que « scire », lorsqu’il a été traduit en français, a été rendu par « savoir » parce que, dans les langues romanes, « il a subi la concurrence d’un verbe de forme plus pleine et plus expressif, *sapere* », d’où vient aussi « saveur ». ⁶⁹⁷ Bref, la signification du mot latin « scire », à pro-

⁶⁹⁶ A. Ernout et A. Meillet, *Dictionnaire étymologique de la langue latine Histoire des mots*, scio.

⁶⁹⁷ En français, sapientia est devenu « sagesse ».

prement parler, est disparu du lexique français. C'est pourquoi un dictionnaire de traduction latin-français le rend par « savoir », ⁶⁹⁸ et ce, la plupart du temps, sans dire quoi que soit sur la signification propre qu'avait ce mot dans la langue latine.

Quelle signification avait « scire » pour Boèce ? L'adverbe latin « scilicet » signifie : *sans doute*. « Sans doute » entretient un rapport avec « certain ». Par ailleurs, la langue française a retenu le mot « sciement », du participe présent « sciens » ; il signifie : *en connaissance de cause*. « Scire » signifierait donc : une connaissance de la cause, connaissance qui est certaine parce que la cause est connue. Si telle est la signification du mot « science », pouvons-nous en explorer plus à fond le signifié ? Pour répondre, il faut retourner à la source grecque : « epistêmi ».

À cet égard, Aristote écrit : « Nous estimons posséder la science d'une chose (...) quand nous croyons que nous connaissons la cause par laquelle la chose est, que nous savons que cette cause est celle de la chose, et qu'en outre il n'est pas possible que la chose soit autre qu'elle n'est. (...) [Mais] nous ne devons pas perdre de vue que souvent il nous arrive de nous tromper ». ⁶⁹⁹ Alors que nous pensons connaître la cause, il arrive que nous ne la connaissons pas ; mais cette erreur n'infirmes pas la définition de la science, pas plus que l'existence d'un muet n'infirmes la définition de l'homme comme animal apte à la parole. De plus, « la science (...) procède par démonstration » ; « par *démonstration* j'entends le syllogisme *scientifique*, et j'appelle scientifique un syllogisme dont la possession même constitue pour nous la science ». ⁷⁰⁰ Il faut encore prendre garde de ne pas s'en tenir au seul son vocal rendu par : « scientifique ». Le suffixe « fique » vient du verbe « facere » (faire). Est scientifique ce qui *fait* connaître la cause ; et il le fait par résolution, en grec, *analutikê*.

Dans notre *Dictionnaire grec-français*, ⁷⁰¹ nous voyons que les diverses acceptions du mot « epistêmi » couvrent deux colonnes. Pour nous aider dans notre recherche, il convient de nous rendre jusqu'aux éléments qui composent ce mot : le préfixe « epi » et le verbe « istêmi ». Les diverses acceptions du verbe

⁶⁹⁸ Félix Gaffiot, Dictionnaire illustré latin-français, scio.

⁶⁹⁹ Aristote, Seconds analytiques, 71b 9-12 et 74a 5-6.

⁷⁰⁰ Aristote, op. cit., 72a 37 ; 71b 18.

⁷⁰¹ Émile Pessonneaux, Dictionnaire grec-français, istêmi (isthmi).

« istêmi » se divisent en deux, selon que l'aoriste (passé indéfini) prend un sens passif ou un sens actif.

Selon l'aoriste passif, nous relevons « mettre dans la balance » ou « peser », sous la plume de Xénophon qui écrit : « Ils mettent dans une balance, d'un côté des cheveux, de l'autre de l'argent ». En ce sens, le mot signifie une opération tant corporelle qu'intellectuelle ; on met des corps dans les plateaux d'une balance, opération corporelle, pour les peser, opération intellectuelle. Selon l'aoriste actif, Xénophon l'emploie dans le sens de « tenir bon » ou « résister » dans : « Ils ne résistent plus, et prennent la fuite ». Parmi les diverses acceptions de la préposition « epi », qui s'étendent sur quelque cinq colonnes, il convient de retenir « dans », qui s'associe bien avec « mettre dans la balance », et « contre », avec « résister ».

Qu'est-ce qui peut ainsi être mis dans la balance et, lorsqu'il résiste, contre quoi peut-il alors résister ? Ce qui, dans la *scientia*, peut être mis dans la balance, ce sont une proposition et sa contradictoire ; et on pèse le pour et le contre. Le verbe latin « pensare », d'où est dérivé le terme français « penser », signifie précisément « peser ». C'est encore cette balance à deux plateaux que la *Justice* aux yeux bandés tient dans la main.

Par ailleurs, une conclusion vient après des prémisses. L'assentiment intellectuel qu'on donne à une conclusion à cause des prémisses implique le rejet de toutes les propositions qui sont contradictoires avec ces prémisses. La *scientia*, c'est proprement cet assentiment à une conclusion par souscription aux prémisses. Un tel assentiment peut tenir bon contre tout adversaire qui le conteste sans égard aux prémisses. Évidemment, l'assentiment est suspendu au fondement que les prémisses signifient.

Dans la *scientia*, on donne un assentiment à une conclusion : *S est P*, ou *S n'est pas P*. Le prédicat *P* est prédiqué, affirmativement ou négativement, du sujet *S*, et il faut apprendre pourquoi. Le problème consiste donc à découvrir le moyen terme *M* qui, dans les prémisses, fonde cette prédication, affirmative ou négative, dans la conclusion. C'est ce problème qu'Aristote étudie dans les *Analytiques* : « Il faut d'abord établir quel est le sujet de notre enquête et de quelle discipline elle relève : son sujet, c'est la démonstration, et [la discipline,] c'est la science démonstrative dont elle dépend » [la science démonstrative dépend de la démon-

stration] ; et comme « dans toutes [les] recherches, nous nous demandons soit s'il y a un moyen terme, soit quel est le moyen », « c'est dans les réponses à ces questions que consiste notre savoir [science] ». ⁷⁰²

« Si une interrogation syllogistique est la même chose qu'une prémisses portant sur l'un des membres d'une contradiction [chacun des membres étant mis dans un des plateaux de la balance], et si, dans chaque science, il y a des prémisses à partir desquelles le syllogisme qui lui est propre est constitué, il y aura assurément une sorte d'interrogation scientifique [pertinente à chaque science], et c'est celle des prémisses [sur lesquelles porte l'interrogation] qui seront le point de départ du syllogisme approprié qu'on obtient dans chaque science », ⁷⁰³ ajoute encore Aristote. À cet égard, une clarification des mots « sujet », « cause » et « fait » ne sera pas inutile.

Sujet Cause Fait

Ulpien, le jurisconsulte, envisageait une tâche cognitive : « Rerum notitia ». En latin, langue encore bien vivante pour qui prend l'étymologie au sérieux, le mot « sujet » est dérivé du verbe « subicere » qui rend l'idée de « ce qui est placé dessous ». Dans son *De finibus*, ⁷⁰⁴ Cicéron écrit ce court énoncé : « Res quæ subjectæ sunt sensibus ». Une traduction de cette phrase dans un français privé du mot-clé « res » se lit ainsi : « Les choses qui tombent sous nos sens ». Cicéron n'aurait pas reconnu sa voix dans cette trahison de sa pensée ; pour lui, la *res* est un *sujet*. Ne tombent sous nos sens que des apparences sensibles, ajouterait-il, apparences qui révèlent ce qui leur est *sous-jacent*, la *res* qui en est le *sujet*, et elles ne nous la révèlent que sous le mode d'objets (de *obicire* : jeter devant) que le *sujet* jette devant nos facultés cognitives à titre de *cause* de ces apparences.

Passons au *fait*. Un locuteur qui nous dirait : « Je suis devant le fait accompli » voudrait nous apprendre qu'il n'a pas contribué à l'évolution de la situation

⁷⁰² Aristote, Premiers analytiques, 24a 1-2 ; Seconds analytiques, 89b 36 et 90a 5-6.

⁷⁰³ Aristote, Seconds analytiques, 77a 36-39.

⁷⁰⁴ Félix Gaffiot, Dictionnaire illustré latin-français, subicire et obicire .

où il se trouve. Mais il nous signalerait aussi que le mot « fait », ce que tout dictionnaire français ne manque pas de nous enseigner, veut bien dire : « Ce qui est arrivé à son plein développement ». Ce qui est un fait, il l'est parce que le développement de ce dont il est le fait est accompli ; ce dont le développement est en cours d'accomplissement ne deviendra un fait qu'au terme de l'accomplissement, terme qui sera cet accomplissement même, à moins qu'un obstacle n'interfère. Or le développement d'un accomplissement *s'effectue* sous l'action de causes : toute cause cause un effet qu'elle effectue. Quiconque affirme être devant un fait accompli franchit un premier pas : il pose qu'un événement est un fait, fait qui est l'effet de causes concernant un sujet. Il en franchit un second s'il pose que cet effet naît d'un développement dû à telles causes plutôt qu'à telles autres.

Il importe d'avoir ces distinctions élémentaires à l'esprit pour comprendre Aristote lorsqu'il écrit : « Les questions que l'on se pose sont précisément en nombre égal aux choses que nous connaissons. Or nous nous posons quatre sortes de questions : le *fait*, le *pourquoi*, *si* la *chose* [le sujet] existe, et enfin *ce* qu'elle est [la quiddité du sujet] ». ⁷⁰⁵

L'analyse du syllogisme qui nous intéresse révèle que, dans le *dictum* de la conclusion, le fait est : « suum cuique tribuere ». C'est le terme majeur, qui est aussi l'accident propre d'un sujet ; ce sujet, c'est la *res*, le « jus », qui est le terme mineur de la démonstration. Le pourquoi, c'est le moyen terme : « in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio » ; il exprime la quiddité du sujet. Dans le *modus*, il est dit que les prédications faites dans chaque *dictum* sont celles de la nécessité d'être prise au sens compositif.

« Quand nous cherchons le fait (...), nous cherchons en réalité s'il y a de cela un moyen terme (...) et une fois que nous savons le fait (...), et qu'en outre nous recherchons le pourquoi, (...) alors nous recherchons quel est le moyen terme (...). Le résultat c'est que dans toutes ces recherches, nous nous demandons soit s'il y a un moyen terme, soit quel est le moyen terme. En effet, le moyen c'est la cause, et c'est lui l'objet de toutes nos recherches », ⁷⁰⁶ écrit Aristote. Il s'ensuit que « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est ; et cela est également vrai des choses en tant qu'elles *sont* au sens absolu (...) et aussi en tant

⁷⁰⁵ Aristote, Seconds analytiques, 89b 20-24.

⁷⁰⁶ Aristote, op. cit., 89b 37 à 90a 6.

qu'elles sont dites posséder quelque attribut, tel que *égal à deux droits*, ou *plus grand* ou *plus petit* ». ⁷⁰⁷

Que dit Michel Villey du *dikaion*, du « droit au sens strict » ? Il dit : « Aristote creuse minutieusement l'analyse du *Dikaion*. Il en énumère divers attributs. [D'abord] le droit est *relation*. (...) Serrons de plus près la définition. Le *Dikaion* est une *proportion*, (...), un "*analogon*". On peut dire aussi [qu'il est] un égal (*ison*) » ; enfin, « un juste milieu (*meson*) ». ⁷⁰⁸ Ouvrons la *Métaphysique* et lisons ce qu'écrit Aristote : « La relation de l'excès au défaut est une relation numérique totalement indéterminée (...) : car l'excès par rapport au défaut, c'est autant que le défaut, plus quelque chose ; or ce quelque chose est indéterminé, puisqu'il peut indifféremment se trouver ou égal, ou inégal, au défaut ». ⁷⁰⁹ Et c'est ce qu'exprime le mot « *di-kai-on* » ; il signifie deux (*di*) siens (*on*) qui sont autant (*kai*) l'un que l'autre, une « relation numérique indéterminée », mais déterminable selon « l'égal (...) au défaut ».

Si « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est », comment connaît-on ce qu'est une chose ? Michel Villey dit : par la « définition ». Qu'est-ce qu'Aristote dit de la définition ? Il écrit :

Puisque la définition est regardée comme le discours qui explique ce qu'est une chose, il est clair que l'une de ses espèces sera un discours expliquant ce que signifie le nom, autrement dit un discours purement nominal différent de celui qui exprime l'essence (...). Une autre espèce de définition est le discours qui montre pourquoi la chose est. (...) Ainsi, la première donne une signification, mais ne prouve pas, tandis que la seconde sera évidemment une quasi-démonstration de l'essence, ne différant de la démonstration que par la position des termes. ⁷¹⁰

Avec le « *dikaion* », il semble bien que nous ayons et la « signification » et la « quasi-démonstration ». Et, s'il s'agit de « [montrer] pourquoi la chose est », nous devons encore prendre acte de ce que « les causes sont au nombre de quatre : en premier lieu, la quiddité [cause formelle] ; en second lieu, que certaines choses

⁷⁰⁷ Aristote, *ibidem*, 90a 31-34.

⁷⁰⁸ Michel Villey, *Précis* I, p. 71 et 73.

⁷⁰⁹ Aristote, *Métaphysique*, 1021a 3-7.

⁷¹⁰ Aristote, *Seconds analytiques*, 93b 29-31 ; 93b 38 à 94a 10.

étant données, une autre suit nécessairement [cause matérielle] ; en troisième lieu, le principe du mouvement de la chose [cause efficiente] ; et, en quatrième lieu, la fin en vue de laquelle la chose a lieu [cause finale]. D'où toutes ces causes peuvent servir de moyen terme à la preuve ». ⁷¹¹

Tableau 35

A. Le commerce est juste.	E Le commerce est injuste.
I. Le commerce... non-injuste.	O. Le commerce... non-juste.

Le *negotium* peut être considéré selon l'être achevé ou selon le devenir. Selon l'être achevé, il est un sujet qui est soit juste soit injuste, lorsque nous le considérons selon les contraires (Tableau 35, page 383). Prenons le commerce selon le devenir, précisément celui qui s'achève au juste. Nous devons alors prendre en considération le sujet du devenir, soit le commerce (*pars negotialis*), la cause efficiente (rectum : le droit), et la cause finale (*pars juridicialis*). Au terme du devenir, la cause finale aura une fin accomplie comme effet : l'*æquum* de la *ratio* d'un *præmium* et d'une *pæna*. La *æqui ratio* accomplie n'est évidemment rien d'autre que la cause formelle (Tableau 36).

Tableau 36

Cause formelle <i>qui ratio</i>		
Cause efficiente... <i>Rectum</i>	<i>RES</i>	Cause finale... <i>Pars juridicialis</i>
Cause matrielle <i>Pars negotialis</i>		

Dans notre mémoire, nous en avons déjà beaucoup dit en rapport avec « [l']interrogation scientifique » pertinente à la thèse que nous défendons.

⁷¹¹ Aristote, op. cit., II, 11, 94a 20-23.

Bien qu'il n'entre pas dans notre propos de faire un exposé complet de tout ce que contiennent les Analytiques, nous pouvons néanmoins faire mention de trois aspects qui meublent le « plan » de la « recherche désintéressée » qui concerne le juste :

1. si « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est », que manque-t-il à la définition, qui est un « discours qui montre pourquoi la chose est » ou une « quasi-démonstration de l'essence », pour démontrer que « la chose est » ;
2. étant donné que le nom « di-kai-on » signifie deux (di) siens (on) qui sont autant (kai) l'un que l'autre, et ce, selon une « relation numérique indéterminée », mais déterminable selon « l'égal (...) au défaut », quelles sont les conditions de subalternation qui rendent possibles une démonstration que le juste est par une telle « relation numérique » ;
3. en quoi la détermination de la « relation numérique » est-elle principe de démonstration ?

Quasi-démonstration et démonstration

Remarquons l'expression : « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est ». Rappelons-nous que, dès le début du Chapitre VI, nous avons pris connaissance d'une mise en garde faite par Aristote à propos de termes comme « essence », « élément », « cause ». Si « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est », c'est que nous ne connaissons la quiddité d'un sujet qu'en rapport avec la connaissance d'une cause.

Quand Aristote pose le problème de la « démonstration » et de la « définition », il s'exprime comme suit :

(...) Tous les problèmes [sur lesquels on s'interroge] consistent dans la recherche du moyen terme (...) [qui fonde l'attribution d'un prédicat au sujet, dans une conclusion. Autrement dit, la recherche porte sur les prémisses, dont sont déjà connues les termes mineur et majeur, qui sont re-

spectivement les sujet et prédicat de la conclusion]. Disons donc comment on montre ce qu'est une chose, et de quelle façon la définition peut se ramener à la démonstration, ce qu'est la définition et de quoi il y a définition. ⁷¹²

Disons qu'un « syllogisme [en Barbara] prouve un attribut [terme majeur] d'un sujet [terme mineur] par le moyen terme, et [que], d'autre part, la quiddité [signifiée par le moyen terme] est à la fois propre au défini [le sujet] et lui est attribuée comme appartenant à son essence. (...) Dans ce cas, le sujet, sa définition et le moyen terme sont nécessairement réciproques (...). (...) Ainsi, ceux qui prouvent (...) quelque (...) réalité par des réciproques font une pétition de principe (...). (...) Il en résulte qu'il n'y a pas eu de démonstration : on n'aura fait qu'une pétition de principe », ⁷¹³ écrit Aristote.

Plus haut, nous avons déjà vu que « la méthode de division n'arrive pas (...) à conclure » en examinant un exemple que Michel Villey prend dans les Seconds analytiques : « Par exemple : quelle est l'essence de l'homme ? Animal, mortel (...) ». « Il en est de même dans la preuve par hypothèse », ⁷¹⁴ ajoute Aristote.

« Quelle autre méthode (...) reste-t-il donc ? Car, à coup sûr, on ne peut prouver l'essence par la sensation ou en la montrant du doigt ». ⁷¹⁵ « Quand on sait ce qu'est l'homme, ou toute autre chose, on sait aussi qu'il est, car pour ce qui n'est pas, personne ne sait ce qu'il est ; on peut seulement savoir ce que signifie le discours ou le nom, comme lorsque je dis bouc-cerf, mais ce qu'est un bouc-cerf, il est impossible de le savoir. (...) Or ce qu'est l'homme est une chose, et le fait que l'homme existe en est une autre », ⁷¹⁶ commence par dire Aristote.

Dès lors, si « définir c'est montrer soit ce qu'est la chose, soit ce que signifie son nom, nous pouvons en conclure que la définition, si elle ne prouve absolument pas ce qu'est la chose, ne sera qu'un discours ayant la même signification que le nom. Mais c'est là une absurdité. D'abord, en effet, il y aurait définition (...) de ce qui n'existe pas du tout, puisqu'on peut exprimer par un nom, même des

⁷¹² Aristote, Seconds analytiques, 90a 35-37.

⁷¹³ Aristote, op. cit., 91a 13-16, 35-36, et 91b 10-11.

⁷¹⁴ Aristote, ibidem, 92a 20.

⁷¹⁵ Aristote, ibidem, 92b 1-2.

⁷¹⁶ Aristote, ibidem, 92b 4-11.

choses qui n'existent pas. En outre, tous les discours seraient des définitions, puisqu'on pourrait toujours imposer un nom à un discours quelconque, de sorte que tout ce que nous dirions ne serait que définition (...). ⁷¹⁷

Bref, si la « définition » de « ce qu'est » le dikaion n'est « qu'un discours ayant la même signification que le nom ["dikaion"] », nous nous heurtons à « une absurdité ». Alors, « reprenons (...) la question à son point de départ, et expliquons de quelle façon on peut démontrer l'essence. Quand nous avons connaissance du fait, ⁷¹⁸ nous recherchons le pourquoi, ⁷¹⁹ et, bien que parfois le fait et le pourquoi nous soient connus simultanément, il n'est cependant pas possible de savoir le pourquoi avant le fait ; de même, il est évident que la quiddité d'une chose ne va pas sans son existence, ⁷²⁰ car il est impossible de connaître ce qu'est une chose quand on ignore si elle existe ». ⁷²¹

Alors, qu'en est-il de la démonstration suivante :

Necesse est ut in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M)
 suum cuique tribuat (P).
 Necesse est ut jus (S) sit in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio
 (M).
 Necesse est ut jus (S) suum cuique tribuat (P).

Considérons ce qu'Aristote écrit dans le passage suivant : « Admettons que A signifie éclipse, G la Lune, et B interposition de la Terre. Rechercher s'il y a éclipse ou non, c'est chercher si B se produit ou non, ce qui ne diffère en rien de rechercher s'il y a une raison pour A. Et si cette raison existe, nous disons que A aussi existe. (...) Quand nous avons trouvé, nous savons [scire] simultanément le fait et le pourquoi, à la condition que les prémisses soient immédiates ; si elles ne le sont pas, nous connaissons le fait, mais non le pourquoi (...). ⁷²²

Dans cette démonstration, A est le terme majeur, et il « signifie éclipse » ; dans notre démonstration, c'est : « suum cuique tribuere ». G est le terme mineur,

⁷¹⁷ Aristote, ibidem, 92b 25-33.

⁷¹⁸ C'est la prédication de l'accident propre suum cuique tribuere du sujet jus.

⁷¹⁹ C'est le moyen terme : in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio.

⁷²⁰ Michel Villey ne conteste pas l'existence du sujet : le jus.

⁷²¹ Aristote, Seconds analytiques, 93a 15-20.

⁷²² Aristote, op. cit., 93a 30-36.

et il « [signifie] la Lune » ; dans notre démonstration, c'est : « jus ». B est le moyen terme, et il « [signifie] interposition de la Terre » ; dans notre démonstration, c'est : « in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio ».

Mais est-ce que, selon les prémisses de notre démonstration, « nous savons simultanément le fait et le pourquoi » ou si nous savons « le fait, mais non le pourquoi » ? C'est maintenant ce dont nous ferons un examen.

Subalternation à une « relation numérique »

Quand Aristote s'exprime à propos de la subalternation, il écrit :

Une science est plus exacte et antérieure, quand elle connaît à la fois le fait et le pourquoi, et non le fait lui-même séparé du pourquoi. — De plus, la science qui ne s'occupe pas du substrat est plus exacte que celle qui s'occupe du substrat : par exemple, l'Arithmétique est plus exacte que l'Harmonique. De même, une science qui est constituée à partir de principes moins nombreux est plus exacte que celle qui repose sur des principes résultant de l'addition : c'est le cas de l'Arithmétique, qui est plus exacte que la Géométrie. Par résultat de l'addition, je veux dire que, par exemple, l'unité est [un sujet] sans position, tandis que le point est [un sujet] ayant position.

Une science une est celle qui embrasse un seul genre, c'est-à-dire tous les sujets constituées à partir des premiers principes du genre (autrement dit, les parties de ce sujet total), et leurs propriétés essentielles. Une science diffère d'une autre quand leurs principes, ou bien n'ont pas d'origine commune, ou bien ne dérivent pas les uns des autres. ⁷²³

Lorsque Jean Poinsot en traite, il aborde la subalternation d'une science par rapport à une autre en soulevant trois questions : celle de sa définition ; celle de l'articulation entre une science subalternante qui connaît le pourquoi et une science subalternée qui connaît le fait ; celle de leur coordination. ⁷²⁴

⁷²³ Aristote, *ibidem*, 87a 31 - 87a 39.

⁷²⁴ Yves R. Simon, John J. Glanville et G. Donald Hollenhorst, John of Saint-Thomas, *The Material Logic of John of Saint-Thomas Basic Treatises*, Question 26, art. 2 et 3, pp. 510- 524, *passim*.

Commençons par la question de la définition. Une science peut être subordonnée à une autre quant à la fin, quant aux principes ou quant au sujet.

Une science pratique porte sur les moyens d'atteindre une fin donnée ; elle ne prend pas la fin comme objet d'étude. Une subordination quant à la fin intervient entre deux sciences pratiques lorsque la fin dont l'une recherche les moyens qui y conduisent est plus haute que celle de l'autre. Par exemple, la science pratique du droit sert la science politique, ainsi que nous l'avons vu au Chapitre III. Une telle subordination quant à la fin n'est pas une subalternation logique. Par ailleurs, ce qui peut être pris pour fin, c'est une science théorétique qui le découvre.

La subalternation ne concerne que les sciences théorétiques, celles qui s'emploient à la seule manifestation du vrai théorétique. Toute science théorétique ne se constitue qu'avec la logique, ainsi que nous l'avons vu au Chapitre III. Ainsi reçoit-elle de la logique des principes communs, ce qui ne constitue pas une subalternation.

Une science théorétique qui reçoit des principes propres d'une autre, afin de parvenir à résoudre analytiquement ses conclusions, est subordonnée à cette autre quant aux principes. Il existe alors une subalternation dite « propre », bien qu'il faille encore distinguer le cas d'une science subalternée à tous égards (simpliciter), lorsqu'elle est incapable de résoudre ses conclusions dans ses principes parce qu'elle en manque totalement, et le cas d'une science subalternée à quelque égard (secundum quid), lorsqu'elle est capable de résoudre ses conclusions dans ses principes bien qu'elle en reçoive certains d'une autre science. Ce type de subalternation propre ne concerne pas le problème qui nous intéresse.

La subordination quant au sujet concerne la science dont le sujet des démonstrations est compris dans le sujet des démonstrations d'une autre. Si le sujet de la science subalternée est essentiellement compris dans le sujet d'une science subalternante, alors « tous les sujets [sont] constitués à partir des premiers principes du genre », comme Aristote le dit, et la subalternation est propre. Mais si les sujets « ne dérivent pas les uns des autres », i.e. que le sujet de la science subalternée ajoute ⁷²⁵ une différence dite « accidentelle » ⁷²⁶ à celui de la science subalternante, la subordination est alors dite « proprissime » (proprissima). C'est celle

⁷²⁵ C'est l'addition logique.

⁷²⁶ La différence est accidentelle en ce qu'elle arrive par l'addition.

qui nous intéresse. Aristote dit d'une telle « science (...) [qu'elle] repose sur des principes résultant de l'addition ».

Illustrons d'abord notre propos avec un exemple. La proposition suivante, sur la somme de deux nombres entiers, appartient à l'arithmétique : $2 + 3 = 5$. L'addition logique de « pomme » au nombre abstrait « 2 » ajoute à ce dernier une différence accidentelle ; c'est accidentellement que le nombre abstrait « 2 » est « deux pommes ». Par ailleurs, ce que nous ajoutons à « 2 » doit aussi être ajouté à « 3 » et à « 5 » : 2 pommes + 3 pommes = 5 pommes. Ici, le terme « pomme » n'est pas le fruit savoureux dans lequel nous pouvons mordre, mais une unité de mesure, comme nous l'avons vu au Chapitre VI. Si, au lieu du mot « pomme », nous faisons l'addition du mot « électron », nous serions en chimie, avec le nombre atomique. Pour le juste, c'est le mot « utile » que nous employons.

Si la science subalternée ajoute une différence dite « accidentelle » au sujet de la science subalternante, c'est néanmoins pour la manifestation du vrai théorique qui concerne un nouveau sujet,⁷²⁷ celui qui est précisément constitué par l'addition logique de la différence accidentelle. La différence accidentelle qu'ajoute l'addition logique au sujet de la science subalternante, différence accidentelle dont la science subalternante avait fait abstraction, est néanmoins constitutive du nouveau sujet, celui de la science subalternée. Cette différence, accidentellement ajoutée par l'addition qui est le contraire de l'abstraction, n'en offre pas moins le caractère d'un principe pour la démonstration des accidents propres prédicables de ce nouveau sujet. « Les noms sont en nombre limité (...). Il est, par suite, inévitable que plusieurs choses soient signifiées (...) par un seul et même nom ». ⁷²⁸ Nous en avons ici un exemple patent : « accidentel » est utilisé pour l'accident prédicable, l'accident prédicamental et la différence accidentelle qu'ajoute l'addition logique, qui ne doivent pas être confondus.

C'est par subalternation proprissime que la science théorique du juste est subalternée aux mathématiques. Au sujet de « [l']Equity », le mathématicien H. Peyton Young écrit : « When I teach this material to students, I warn them that the subject does not exist. (...) Set against [this warning] is the fact that people who are not acquainted with [it] insist on using the term "equity" as if it did mean

⁷²⁷ Le sujet de la science subalternée.

⁷²⁸ Aristote, Réfutations sophistiques, 165a 11-13.

some thing. (...) Equity is a complex idea that resists simple formulations. (...) The practical importance and theoretical challenge of this problem has engaged the attention of both statemen and mathematicians (...) ». ⁷²⁹ H. Peyton Young « [is] not acquainted with » la subalternation proprissime.

Le juste est un « un sujet qui (...) existe », mais à titre de mesure. Nous pouvons ainsi mieux comprendre ce passage écrit par Aristote, où la deuxième question qui concerne la subalternation est posée :

Mais il y a encore une autre façon dont le fait et le pourquoi diffèrent, et c'est quand chacun d'eux est considéré par une science différente. Tels sont les problèmes qui sont entre eux dans un rapport tel que l'un est subordonné à l'autre : c'est le cas, par exemple, des problèmes d'Optique relativement à la Géométrie, de la Mécanique pour la Stéréométrie, d'Harmonique pour l'Arithmétique, et des données de l'observation pour l'Astronomie (...). Ici, en effet, la connaissance du fait relève des observations empiriques, et celle du pourquoi, des mathématiciens. (...) En effet, les Mathématiques s'occupent seulement des formes : elles ne portent pas sur un substrat puisque, même si les propriétés géométrique sont celles d'un certain substrat, ce n'est pas du moins en tant qu'appartenant au substrat qu'elles les démontrent. ⁷³⁰

Comment la « considération », par deux sciences différentes entre lesquelles il existe une subalternation proprissime quant au sujet, peut-elle fournir « une autre façon » pour que diffèrent « la connaissance du fait (...) et celle du pourquoi » ? D'abord, le fait accompli par une cause concerne une res, qui est un sujet dont les apparences sensibles tombent sous les sens, avons-nous appris de Cicéron. Une connaissance de ce fait, une science du fait peut s'en saisir avec la formulation d'un certain discours où l'événement est précisément qualifié de fait. Mais ensuite, si une telle connaissance recherche l'explication de ce fait par la cause, elle doit ici recourir aux mathématiques : ce faisant, l'abstraction mathématique intervient. Et, lors du retour vers le sensible, le contraire de cette abstraction, l'addition logique, engendre la subalternation pertinente.

⁷²⁹ H. Peyton Young, *Equity In Theory and Practice*, Princeton, 1994, Princeton University Press, pp. xi-xiii.

⁷³⁰ Aristote, *Seconds analytiques*, I, 13, 78b 31 à 79a 10.

C'est ainsi que la connaissance du fait et la connaissance du pourquoi diffèrent. Jean Poinsoy en fournit cette excellente présentation :

Let us remark, first of all, that Aristotle does not say, in unqualified terms, that the subalternate science knows the fact as if he meant that every subalternate science knows the fact. A worse misinterpretation holds that the subalternating science goes so far as to draw conclusions within the proper and definite field of the subalternated one, which would reach the same conclusions by the study of effects and in a context of facts. What Aristotle says is that the knowledge of the fact properly belongs to the sensible sciences, i.e., to those sciences which come down to sensible matter, whereas explanatory knowledge pertains to mathematics. He means, in other words, that in the sciences subalternated to mathematics and which come down to the sensible objects, knowledge is of the fact, for these sciences touch sensible things by induction and descend to the level of experience. Now, if these sciences, which have knowledge by experience, were to acquire explanatory power, they would necessarily have to use principles delivered by mathematics. (...) Aristotle statement does not necessarily hold for every subalternated science ; the only case in which it necessarily holds is that of the science which descends to the level of sensible objects. Nothing prevents such a science from attaining sensible objects in individuals, nor from making an inductive survey of individuals, which procedures are proper to science of the fact. To be explanatory, such a science must borrow principles from a higher science and apply them to the sensible matter with which it deals. One should not understand that the subalternated science knows as mere facts the principles of the subalternating science, which principles it uses ; let it be said, rather, that the subalternated science attains, by experience and knowledge of the fact, conclusions which it can also know by application of the same principles to its own matter. Notice, further, that it is not precisely as subalternated science, but inasmuch as it is a sensible science and comes down to the level of sensible effects, that it knows by experience and by science of the fact. ⁷³¹

La subalternation proprement dite de la science théorique du juste aux mathématiques ne réduit donc pas la première à la seconde, et ce, par définition ; c'est la troisième question que soulève Jean Poinsoy à propos de la subalternation. Le sujet de la démonstration qui effectue en nous la science théorique du juste est une

⁷³¹ Yves R. Simon, John J. Glanville et G. Donald Hollenhorst, John of Saint-Thomas, *The Material Logic of John of Saint-Thomas Basic Treatises*, Question 26, Art.2, pp. 516-517.

res composée d'une pars negotialis, un commerce humain éminemment sensible par certains de ses aspects, et d'une pars juridicialis dont le pouvoir explicatif, à titre de cause formelle, ne se déploie qu'avec un recours aux mathématiques.

Deux conclusions s'ensuivent :

- 1) la science subalternante mathématique, par soi, ni ne connaît scientifiquement les conclusions de la science subalternée, la science du juste, ni ne les démontre ; s'il en était autrement, l'addition serait inutile :

(1) When it is said that the subalternating science knows the explanation, it should not be understood that the subalternating science knows the conclusions of the subalternated one and comes down to their demonstration. This could not be unless the subalternating science changed its kind of abstraction and came down to the matter of another science : but a science would thereby lose its identity, since the species of sciences are determined by abstraction and diversity in immateriality. Thus, (...) the subalternating science is said to know the explanation in a state of solitude and in general, not in the state of application to a determinate matter ; in other words, it supplies only general principles which subsequently are applied to a determinate matter by the subalternated science. Geometry does not demonstrate that circular wounds heal more slowly ; the geometrician has nothing to say about wounds, he only teaches in general terms that the parts of the circular figure are more difficult to bring together because the circular figure has no angles ; thus his demonstrations remain abstract. Starting from such abstract demonstration, the surgeon applies the geometrician's conclusion to his own subject matter and shows that the edges of a circular wound are brought together more slowly.

- 2) ensuite, si la science subalternée connaît le fait, elle n'est pas pour autant privée de tout accès au pourquoi ; à l'aide des principes concernant le sujet de la science subalternante, elle peut véritablement établir les propriétés du sujet de ses démonstrations, avec l'addition ; même si ces principes ne sont pas les siens, et que ses conclusions ne peuvent y être résolues comme en leurs premiers principes, il n'en demeure pas moins que la subalternation proprissime l'habilite à connaître scientifiquement ses conclusions, puisque la différence accidentelle qu'ajoute l'addition au sujet de la science subalternante ne le détruit pas :

(2) When the subalternated science is said to know the fact, this should not be understood privatively as if such a science demonstrated only the fact and in no way the explanation. With the help of the principles that it receives from the subalternating science, it truly demonstrates the explanation ; it should even be said that subalternation consists principally in the condition of a science which, once it has received principles from a higher science, truly demonstrates its own conclusions. But these principles are not its own and it does not admit of direct analysis into self-evident principles ; it receives principles from a different and higher science ; this is why the knowledge of the explanation is attributed to the higher science. What is meant is that principles are received from the higher science and applied to the matter of an inferior science in such a way that the explanatory conclusions of the inferior science are demonstrated. The inferior science knows these conclusions, also, by experience, and thus it is described as science of the fact on account of its proper merits, i.e., the use of experience and the consideration of effects. ⁷³²

Après avoir pris note que, selon Michel Villey, Aristote a « sorti de l'obscurité » rien de moins que « l'essence » du *dikaion* grâce à la notion de « justice particulière », nous avons aussi lu ce passage de l'Éthique à Nicomaque où Aristote écrit : « Le juste est, par suite, une sorte de proportion (car la proportion n'est pas seulement une propriété d'un nombre formé d'unités abstraites, mais de tout nombre en général), la proportion étant une égalité de rapports et supposant quatre termes au moins ». ⁷³³

Dire que « le juste est une sorte de proportion », c'est faire une addition, à « proportion », d'une différence accidentelle, comme l'addition de « pomme » à « 2 ». L'addition de la différence accidentelle constitue un nouveau sujet : le juste. Et cette différence est un principe pour démontrer les propriétés du sujet nouveau constitué par cette addition.

Ainsi, selon les prémisses de notre démonstration, même si « nous [ne] savons [pas] simultanément le fait et le pourquoi », nous savons « le fait, [et] le pourquoi », et ce, par une « science (...) [qui] repose sur des principes résultant de l'addition ».

⁷³² Yves R. Simon, John J. Glanville et G. Donald Hollenhorst, op. cit., pp. 517-518.

⁷³³ Aristote, Éthique à Nicomaque, 1131a 24.

Principe et démonstration

Nous avons vu que « connaître ce qu'est une chose [la quiddité d'un sujet] revient à connaître pourquoi elle est », ce qui a rapport à la connaissance d'une cause. Et Aristote qualifie la définition de « quasi-démonstration de l'essence ». C'est qu'il « existe un principe de science qui nous rend capable de connaître les définitions ». ⁷³⁴ Pour le découvrir, « il faut (...) rechercher quelles sont les prémisses de la démonstration, et quelle est leur nature. [Et] pour commencer, [définir] ce que nous voulons dire par attribué à tout le sujet, par soi et universellement », ⁷³⁵ souligne Aristote.

Alors, prenons connaissance de l'expression « attribué à tout le sujet, par soi et universellement » :

1. « attribué à tout le sujet » :

Aristote écrit :

Par affirmé de la totalité du sujet, j'entends ce qui n'est ni attribué à quelque cas de ce sujet à l'exclusion de quelque autre, ni attribué à un certain moment à l'exclusion de tel autre : par exemple, si animal est dit de tout homme, et s'il est vrai de dire que ceci est un homme, il est vrai de dire aussi que c'est un animal ; et si la première proposition est vraie maintenant, l'autre l'est aussi au même moment. Et si le point est attribué à toute ligne, il en est de même. Et la preuve de ce que nous venons de dire, c'est que les objections que nous élevons, quand nous sommes interrogés sur le point de savoir si une attribution est vraie de la totalité du sujet, portent sur ce que, dans tel cas ou à tel moment, cette attribution n'a pas lieu. ⁷³⁶

Dès le début des Premiers analytiques, Aristote signale qu'il « faudra définir en quoi consiste, pour un terme, d'être ou non contenu dans la totalité d'un autre terme » ; et il apporte cette réponse : « Dire qu'un terme est contenu dans la totalité d'un autre terme, ou dire qu'un terme est attribué à un

⁷³⁴ Aristote, Seconds analytiques, 72b 24.

⁷³⁵ Aristote, op. cit., 73a 25-26.

⁷³⁶ Aristote, ibidem, 73a 26-33.

autre terme pris universellement, c'est la même chose. Et nous disons qu'un terme est "affirmé universellement" quand on ne peut trouver dans le sujet aucune partie dont on ne puisse affirmer l'autre terme ; pour l'expression "n'est attribué à aucun", l'explication est la même ». ⁷³⁷ C'est le bien connu : dictum de omni, dictum de nullo. Remarquons, dans les Premiers analytiques, l'expression « un terme est contenu dans la totalité d'un autre terme ». Et surtout la différence avec les Seconds analytiques : « Par affirmé de la totalité du sujet, j'entends ce qui n'est ni attribué à quelque cas de ce sujet à l'exclusion de quelque autre, ni attribué à un certain moment à l'exclusion de tel autre ».

Jean Poinsoy commente cette différence comme suit : « It is not the signification of the terms [comme dans les Premiers analytiques] but the connection of the things signified » ⁷³⁸ qui est prise en considération dans les Seconds analytiques, donc de la suppléance des termes. Dans son commentaire des Seconds analytiques, Thomas d'Aquin fait de même : « First, [Aristotle] shows what is dici de omni. For this it must be understood that dici de omni as here taken adds to the meaning as taken in the Prior Analytics. (...) And therefore, in the definition of dici de omni [in the Posterior Analytics] he [Aristotle] lays down two things ». ⁷³⁹

Notons encore l'expression « attribué à un certain moment à l'exclusion de tel autre (...) de la totalité du sujet, (...) à tel moment, cette attribution n'a pas lieu ». À cet égard, rappelons-nous la phrase du jurisconsulte Paul : « Jus pluribus modis dicitur : uno modo, cum id quod semper æquum ac bonum est jus dicitur, ut est jus naturale ». ⁷⁴⁰ Ce « semper » nous renvoie à la distinc-

⁷³⁷ Aristote, Premiers analytiques, 24a 14-15 ; 24b 26-30 ; les mots en italique sont de nous.

⁷³⁸ Yves R. Simon, John J. Glanville et G. Donald Hollenhorst, John of Saint-Thomas, *The Material Logic of John of Saint-Thomas Basic Treatises*, Question 24, Art. 4, p. 463.

⁷³⁹ Thomas Aquinas, *Exposition of the Posterior Analytics*, Québec, 1956, translated by Pierre Conway, Librairie philosophique M. Doyon, Lecture 9, articles 4 et 5, pp. 54-55.

⁷⁴⁰ Digeste, I, 1, 11, cité au Chapitre VIII.

tion entre le mode pris au sens compositif et le mode pris au sens divisif, ⁷⁴¹ à propos de laquelle Jean Poincaré écrit :

On account of this the modal proposition is defined : “A proposition affected by one of these four modes”. There are two kinds, because there are two ways a proposition can be affected : one is a divided modal, the other composite. The modal is composite where the mode has the position of predicate, and what is said, that of subject ; for instance if you said, That Peter argues is possible. The modal is divided where the mode given adverbially bears on the copula ; as in Peter possibly argues.

And notice that this is the origin of composite sense and divided sense with reference to propositions. Composite sense is taken from the composite modal, and divided sense from the divided modal. And these consist in this : that in the composite sense the simultaneous presence and the union of two forms in one subject is signified ; whereas in the divided sense is meant the union, or fitting, of two forms in a subject, not at the same time, but successively, or where one excludes the other ; for this is divisive. Whence it is never valid to go from a divided to a composite modal proposition, or from the divided sense to the composite, just as it is not valid to go from fitting successively to fitting simultaneously. ⁷⁴²

Remarquons l’expression « one excludes another » dans : « whereas in the divided sense is meant the union, or fitting, of two forms in a subject, not at the same time, but successively, or where one excludes the other ». Le « semper » du jurisconsulte Paul s’entend du mode compositif, où il s’agit d’une « simultaneous presence and the union of two forms in one subject ». Autre exemple : la masse critique d’uranium dont on dit qu’elle est nécessaire à la réaction en chaîne s’entend au sens compositif ; fort heureusement pour nous, le moment où une masse critique d’uranium est réunie en « exclut un autre », pris au sens divisif, celui où nous sommes à écrire cette phrase, par exemple, sans quoi...

La « simultaneous presence and the union of two forms in one subject », dans le mode compositif, n’était pas inconnue de Émile Durkheim, qui écrit :

⁷⁴¹ Voir Chapitre VII.

⁷⁴² John of Saint-Thomas, *Outlines of Formal Logic*, p. 88.

Nous n'avons qu'un moyen de démontrer qu'un phénomène est cause d'un autre, c'est de comparer les cas où ils sont simultanément présents ou absents et de chercher si les variations qu'ils présentent dans ces différentes combinaisons de circonstances témoignent que l'un dépend de l'autre. ⁷⁴³

2. « par soi » :

Aristote écrit :

Sont *par soi*, en premier lieu les attributs qui appartiennent à l'essence du sujet : c'est ainsi qu'au triangle appartient la ligne, et à la ligne le point (car la [quiddité] du triangle et de la ligne est composée de ces éléments, lesquels entrent dans la définition exprimant l'essence de la chose). En second lieu, ce sont les attributs contenus dans des sujets qui sont eux-mêmes compris dans la définition exprimant la nature de ces attributs : c'est ainsi que le rectiligne et le rond appartiennent à la ligne, le pair et l'impair, le premier et le composé, le carré et l'oblong au nombre ; et pour tous ces attributs, la définition qui exprime leur nature contient le sujet, à savoir tantôt la ligne et tantôt le nombre. — De même, pour tous les autres attributs, ceux qui appartiennent comme nous l'avons indiqué à leurs sujets respectifs, je les appelle attributs par soi ; par contre, ceux qui n'appartiennent à leur sujet d'aucune des deux façons, je les appelle accidents (...).

(...) Par exemple, tandis qu'on marche, il se met à faire un éclair : c'est là un accident, car ce n'est pas le fait de marcher qui a causé l'éclair, mais c'est, disons-nous, une rencontre accidentelle. Si, par contre, c'est par elle-même qu'une chose appartient à une chose, on dit que l'attribut est par soi : c'est le cas, par exemple, si un animal meurt égorgé, du fait de l'égorgement ; c'est parce qu'il a été égorgé qu'il est mort, et il n'y a pas seulement relation accidentelle entre l'égorgement et la mort. ⁷⁴⁴

Dans le cas où « les attributs (...) appartiennent à l'essence du sujet », la quiddité n'étant connue qu'en rapport avec une cause, comme nous l'avons vu, il s'agit du genre ou de la différence spécifique. Dans le cas où « ce sont les attributs contenus dans des sujets qui sont eux-mêmes compris dans la

⁷⁴³ Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, 1973, Presses universitaires de France, Bibliothèque de philosophie contemporaine, p. 124.

⁷⁴⁴ Aristote, *Seconds analytiques*, 73a 34 - 73b 15.

définition exprimant la nature de ces attributs », il s'agit d'accidents propres. « La définition qui exprime leur nature contient le sujet » ; c'est même grâce à ces accidents propres que l'existence du sujet est connue, et éventuellement son genre et sa différence spécifique.

« Par conséquent, dit Aristote, s'il est nécessaire ou d'affirmer ou de nier un prédicat d'un sujet, les attributs par soi doivent aussi nécessairement appartenir à leurs sujets ». « Il est nécessaire » est compositif.

3. « universellement » :

Aristote écrit :

J'appelle universel l'attribut qui appartient à tout sujet, par soi, et en tant que lui-même. Il en résulte clairement que tous les attributs universels appartiennent nécessairement à leurs sujets. (...)

L'attribut appartient universellement au sujet, quand on peut montrer qu'il appartient à un sujet quelconque et premier. Par exemple, le fait d'avoir des angles égaux à deux droits n'est pas pour la figure un attribut universel. Car, bien qu'il soit possible de prouver qu'une figure a ses angles égaux à deux droits, on ne peut cependant pas le prouver d'une figure quelconque, pas plus qu'on ne se sert de n'importe quelle figure dans la démonstration : en effet, un carré est bien une figure, et pourtant ses angles ne sont pas égaux à deux droits. D'autre part, un triangle isocèle quelconque a ses angles égaux à deux droits, mais le triangle isocèle n'est cependant pas le sujet premier : c'est le triangle qui est antérieur. Ce qui donc, pris comme sujet quelconque et premier, est démontré avoir ses angles égaux à deux droits, ou posséder n'importe quel autre attribut, c'est ce à quoi, pris comme sujet premier, l'attribut appartient universellement, et la démonstration au sens propre consiste à prouver qu'il appartient universellement à ce sujet ; par contre, prouver que cet attribut appartient à d'autres sujets, c'est là une démonstration dans un certain sens seulement et non au sens propre. Pas davantage, l'égalité des angles à deux droits n'est un attribut universel de l'isocèle : en fait, elle s'applique à un genre plus étendu. ⁷⁴⁵

Pour ce troisième élément, c'est l'expression « en tant que lui-même » qui retient notre attention. « L'attribut appartient universellement au sujet », s'il appar-

⁷⁴⁵ Aristote, op. cit., 73b 26 - 74a 4.

tient au sujet « en tant que lui-même » ; et il appartient au sujet « en tant que lui-même » si le sujet est « premier ». Une proposition qui concerne un sujet « premier » est première.

En latin, l'expression « attribué à tout le sujet, par soi et en tant que lui-même » est rendue comme suit : *prædicatum de omni, per se et secundum quod ipsum*. Dans une démonstration dont le sujet est premier, les deux prémisses concernent un prédicat « attribué à tout le sujet, par soi et universellement », ce qui est le cas pour la démonstration qui nous intéresse :

Necesse est ut in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M) suum cuique tribuat (P).

Necesse est ut jus (S) sit in æqui et recti natura aut præmii aut pœnæ ratio (M).

Necesse est ut jus (S) suum cuique tribuat (P).

Dans son traité, Jean Poinsoy situe l'élément « en tant que lui-même » ou « *secundum quod ipsum* » comme un quatrième mode du « *per se* », qui n'est pas un « *modus prædicandi* » (mode prédicatif), qui comprend les deux « *per soi* » que nous avons décrit dans notre texte, mais un « *modus causandi* » (mode causatif) :

Denique quartus modus dicendi per se non est modus prædicandi vel essendi, sed causandi ; et definitur ab Aristotele : “Quando aliquid inest propter ipsum, id est significatur ratio propria a qua causatur” ; sicut in ista : *Ædificator ædificat*, non autem hæc : *Ædificator ambulat*, quia ad ambulandum non conducit ars ædificandi. (...)

Finalement, le quatrième mode de « *per se* » n'est ni un mode de prédiquer ni un mode d'être, mais un mode de causer ; et il est défini par Aristote : « quand quelque prédicat appartient au sujet en tant que lui-même, i.e. quand la raison propre par laquelle il est causé le signifie, comme dans : « *Le bâtisseur bâtit*. » ; cependant, pas dans : « *Le bâtisseur marche*. », parce que l'art de bâtir ne cause pas la marche. (...)

Unde stat bene quod aliquid conveniat primo modo per se, non autem quarto ; quia scilicet ut conveniat primo modo sufficit identitas essentialis, ut quarto modo, requiritur habitudo formalis sub qua aliquid convenit, vel causatur ; sicut identificantur animal et rationale, conveniuntque homini primo modo per se, non tamen est per se quarto modo : *Animal ratiocinatur*, quia in ly animal non significatur formalis ratio ratiocinandi.

Par là, il s'établit bien qu'un prédicat, malgré qu'il convienne selon le premier mode du « per se », peut ne pas convenir selon le quatrième ; parce que, s'il va de soi que l'identité essentielle suffit pour que convienne le premier mode, pour le quatrième mode, l'aspect formel sous lequel le prédicat convient ou est causé est requis [il s'agit de la réimposition (appellatio) ; *Outline of Formal Logic*, pp. 76-79] ; ainsi, « animal » et « raisonnable » sont identifiés et appartiennent tous deux à « homme » dans le premier mode de perséité, mais pas selon le quatrième : dans « Un animal raisonne », la raison formelle de « raisonne » n'est pas signifiée par « animal ». (...)

Sed objicies : (...)

Mais tu objectes que : (...)

Denique in quarto modo ponuntur prædicata contingentia, ut cum dicitur : Ignis calefacit, ædificator ædificat, prædicantur enim actiones, quæ contingentem conveniunt causis agentibus et possunt impediri ; ergo non sunt prædicata per se ; quæ enim contingentem conveniunt sunt per accidens.

Enfin, les prédicats contingents sont placés dans le quatrième mode, comme lorsqu'on dit : « Le feu réchauffe », « Le bâtisseur bâtit ». Dans cette sorte de propositions, les prédicats signifient des actions, qui sont connectées de manière contingente avec leurs causes actives et qui peuvent être empêchées. De telles actions ne peuvent pas être des prédicats « per se », parce que ce qui est connecté de manière contingente avec un sujet est accidentel. (...)

Ad quartum respondetur : Prædicatum per se quarto modo posse esse accidentale in prædicando, sed est per se in causando, et ita : Calidum calefacit, dicit prædicationem quinti prædicabilis, sed causalitatem per se.

Réponse à [cette] quatrième [objection]. Le prédicat « per se » selon le quatrième mode peut être accidentel in prædicando, mais être « per se » in causando. Ainsi, dans « Le chaud réchauffe », on dit une prédication selon le cinquième prédicable, mais une causalité « per se ». (...)

Circa prædicatum quod vocatur secundum quod ipsum, vel prædicatum universale, (...) non dicitur prædicatum universale eo modo quo quinque prædicabilia dicuntur universaliter prædicando, sed secundum quamdam totalitatem et adæquationem, quatenus nec subjectum sine ipso, nec ipsum sine subjecto invenitur, quod est dici ad convertentiam : potest enim aliquid universaliter prædicari, non tamen secundum quod ipsum, ut cum

dicitur : Omnis lapis est coloratus, prædicatio est universalis, sed non est secundum quod ipsum, quia non in quantum lapis coloratus est, sed in quantum mixtum.

Concernant le prédicat qui est appelé « [attribué au sujet] en tant que lui-même » ou « prédicat universel », (...) cette expression ne désigne pas un prédicat universel au sens où les cinq prédicables sont dit être universels en prédication, mais selon une certaine totalité et adéquation, dans la mesure où ni un tel sujet ne peut se trouver sans un tel prédicat ni un tel prédicat sans un tel sujet — autrement dit, le sujet et le prédicat sont convertibles : un prédicat peut, en effet, être prédiqué universellement sans l'être [du sujet] « en tant que lui-même », comme dans : « Toute pierre est colorée. », où la prédication est universelle, mais pas [du sujet] « en tant que lui-même », puisque ce n'est pas la pierre en tant que pierre qui est colorée, mais en tant que [support de la couleur].

Quare ad prædicatum universale, vel secundum quod ipsum requiruntur tres conditiones. Prima, ut sit de omni, id est universaliter dicatur. Secunda, ut sit per se primo vel secundo modo, id est, necessario conveniens. Tertia, ut dicatur ad convertentiam, seu in quantum tale.

C'est pourquoi le prédicat universel ou « [attribué au sujet] en tant que lui-même » doit satisfaire trois conditions. La première : il doit être « de omni », i.e. dit universellement. La seconde : il doit être « per se » selon les premier [attribut essentiel] ou second [accident propre] modes, i.e. convenir nécessairement [au sujet]. La troisième : il doit être convertible avec le sujet en tant que tel.

Qua ratione ultima differentia et propria ejus passio conveniunt per se primo, et secundum quod ipsum ; ut : Homo est rationalis, vel risibilis, per se primo et ratione ipsius hominis convenit ; si vero dicatur : Homo est animal, vel sensibilis, non convenit per se primo, licet essentialiter conveniat, quia etiam convenit aliis, et consequenter ratione naturæ communis, non ad convertentiam, sed secundum quod ipsum.

Alors, l'ultime différence et sa passion propre conviennent au sujet d'abord « per se », ensuite « secundum quod ipsum », comme dans : « L'homme est raisonnable » ou « capable de rire », où le prédicat convient au sujet d'abord « per se » et [ensuite] en raison de ce qui constitue l'homme en lui-même ; mais, dans les propositions « L'homme est un animal », ou « un sensible », le prédicat ne convient pas au sujet d'abord « per se », bien qu'il lui convienne essentiellement, parce qu'il convient

aussi à d'autres, et conséquemment, en raison d'une nature commune, non convertible [avec le sujet], mais en tant que lui-même. ⁷⁴⁶

Selon Michel Villey, « le droit s'intéresse à des situations contingentes, sur lesquelles ne peut être atteinte de vérité stable ». ⁷⁴⁷ Remarquons les termes de « l'objection » sur « les prédicats contingents [qui] sont placés dans le quatrième mode », et surtout ceux de la réponse qu'apporte Jean Poinso : « une « prédication selon le cinquième prédicable [peut exprimer] (...) une causalité “per se” ».

Étant donné que « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est », le mode causatif du « per se », ainsi que l'appelle Jean Poinso, prend un singulier relief à côté du mode prédicatif. C'est en lui « [qu']existe [le] principe de science qui nous rend capable de connaître les définitions ». Et c'est ce « principe de science » qui nous met en possession des principes propres premiers, nécessaires et immédiats d'une science.

À cet égard, Aristote écrit :

Les prémisses doivent être premières, c'est-à-dire qu'elles doivent des principes propres, car j'identifie prémisses premières et principes. Un principe de démonstration est une proposition immédiate. Est immédiate une proposition à laquelle aucune autre n'est antérieure. (...)

Toute science n'est pas démonstrative, mais (...) celle des propositions immédiates est, au contraire, indépendante de la démonstration. (Que ce soit là une nécessité, c'est évident. S'il faut, en effet, connaître les prémisses antérieures d'où la démonstration est tirée, et si la régression doit s'arrêter au moment où l'on atteint les vérités immédiates, ces vérités sont nécessairement indémonstrables. ⁷⁴⁸

Dans une démonstration, c'est un moyen terme qui fonde la conclusion. Ce moyen terme est mentionné dans les deux prémisses. Une prémisses est immédiate en ce qu'elle est évidente par soi sans qu'un moyen terme n'ait à intervenir pour la fonder. C'est en ce sens qu'elle est « indémonstrable ». La prémisses est évidente

⁷⁴⁶ Joannis A S. Thomas, Logica, II, Quæstio 24, Art. 4, pp. 678-680. Nous sommes l'auteur de la traduction.

⁷⁴⁷ Michel Villey, Précis II, p. 63.

⁷⁴⁸ Aristote, Seconds analytiques, 72a 5- 7 ; 72b 18-22.

par soi lorsqu'elle est une proposition où intervient une attribution « de omni, per se et secundum quod ipsum ». Or il est évident que l'effet propre d'une cause lui est attribuée « de omni, per se et secundum quod ipsum ».

Comme « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est », que « les causes sont au nombre de quatre », deux qui sont intrinsèques et deux qui sont extrinsèques, et que « le moyen [terme] c'est la cause », le moyen terme qui se trouve dans une prémisse immédiate sera une définition qui signifie « ce qu'est une chose » en faisant « connaître pourquoi elle est », et ce, de deux manières : soit par un moyen terme intrinsèque, soit par un moyen terme extrinsèque. Pour le sujet « jus », nous avons un moyen terme intrinsèque ; pour le sujet « urbs », deux moyens termes extrinsèques, un pour la cause efficiente, un pour la cause finale.

Il « existe [donc bien] un principe de science qui nous rend capable de connaître les définitions » en les mettant en rapport avec une cause qu'exprime le mode causatif qu'adoptent les propositions où intervient une attribution « de omni, per se et secundum quod ipsum », propositions qui sont des prémisses évidentes par soi et immédiates.

“Insuffisances” des Analytiques ?

Au sujet des Analytiques, Michel Villey tient à souligner que « Aristote ne [leur] reconnaissait qu'une maigre utilité pratique ». ⁷⁴⁹ Et, à propos du « "droit" au sens majeur du mot, [celui qui] ne désigne pas la profession ou l'activité des juristes, [mais qui] apparaît comme une chose pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche, étudie, autour de laquelle semble graviter le métier du juriste », Michel Villey dit « que nous avons apparemment beaucoup de mal à définir » cette « chose » de nos jours. ⁷⁵⁰

« Pour surmonter le conflit », il suffit, mais il est nécessaire de « se transporter (...) sur le plan de la recherche désintéressée ». Or, nous venons de le voir, c'est précisément au « plan » théorétique que le « droit » et le « juste » jouissent

⁷⁴⁹ Michel Villey, Précis II, p. 47.

⁷⁵⁰ Michel Villey, Précis I, p. 69.

« d'une existence propre », et « que nous [n']avons [pas] (...) de mal à [les] définir » si nous recourons aux Analytiques.

Le temps de conclure est maintenant venu.

Michel Villey et la science du juste (2007)

Chapitre X

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque la maison d'édition *Dalloz* lui propose d'écrire un *Précis* faisant le point des connaissances en « philosophie du droit », Michel Villey écrit que, non seulement existe-t-il plusieurs « philosophies du droit », mais encore que, « dans la doctrine contemporaine, finalement on ne *s'accorde* sur rien ». Cette pléthore est en soi un bon indice que, actuellement, les institutions universitaires offrent aux étudiants un enseignement du « droit » qui « manque » de « quelque chose de fondamental » : une définition du « droit ». Or, il est impossible de parvenir à la formulation d'une telle définition sans *une* « philosophie du droit ». À cet égard, il suffit de prendre acte que la « science du droit » est une découverte des jurisconsultes romains, dont les textes se trouvent au *Digeste* et dans les *Institutes* de Gaius. Une étude de ces textes fondateurs révèle que les jurisconsultes disposaient d'une « sorte de science objective », et que leur « effort de connaissance, essentiellement spéculative » nous « apporte d'excellentes définitions des fins et des sources du droit ; éclaire sa méthode, son langage ; qui peut et doit être *enseignée* ». Michel Villey entreprend donc de nous enseigner « ce qu'a de propre la méthode de la science juridique », ce pourquoi il traite des « éléments d'une

logique du droit ». Pour lui, « la jurisprudence est une œuvre théorique » ; elle « n'est pas scientifique », mais « dialectique » (*Chapitre I*).

C'est dans cette perspective que Michel Villey écrit : « Aristote creuse minutieusement l'analyse du *Dikaion*. Il en énumère divers attributs. [D'abord] le droit est *relation*. (...) [Ensuite] le *Dikaion* est une *proportion*, (...), un "*analogon*". On peut dire aussi [qu'il est] un égal (*ison*) » ; enfin, « un juste milieu (*meson*) ». À propos du *dikaion*, ou du « "droit" au sens majeur du mot », Michel Villey ajoute qu'il « ne désigne pas la profession ou l'activité des juristes, [mais qu'il] apparaît comme une *chose* pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche, étudie, autour de laquelle semble graviter le métier du juriste ». Et il constate « que nous avons apparemment beaucoup de mal à définir » cette « chose » de nos jours. Puis il prétend qu'il n'existe « pas de *science* du juste, soit au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) — non plus que de science positive expérimentale ».

Comment Aristote parvient-il à « [creuser] minutieusement l'analyse du *Dikaion* », de cette « chose pourvue d'une existence propre » dont il donne une définition, sans faire intervenir une « *science* [théorique] du juste », lui qui écrit :

Quant aux tentatives de certains philosophes, qui, dans leurs discussions sur la vérité, ont prétendu déterminer à quelles conditions on doit accepter des propositions comme vraies, elles ne sont dues qu'à leur grossière ignorance des *Analytiques* : il faut, en effet, connaître les *Analytiques* avant d'aborder aucune science, et ne pas attendre qu'on vous l'enseigne pour se poser de pareilles questions.

C'est le problème que soulève la thèse de Michel Villey. Et, dans notre mémoire, nous défendons la thèse que, chez Aristote, nous trouvons une *science théorique du juste*, distincte d'une science pratique du droit. Pour la découvrir, il est requis de « connaître les *Analytiques* » parce qu'elles seules permettent d'établir que les trois syllogismes suivants sont démonstratifs :

Omnis proportio suum cuique tribuit.
Omne jus est proportio.
Omne jus suum cuique tribuit.

B (honeste vivere, alterum non lædere), A (suum cuique tribuere)

Γ (Urbs), B (honeste vivere, alterum non lædere)
 Γ (Urbs), A (suum cuique tribuere)

A (jus civile), B (suum cuique tribuere)
 Γ (Urbs), A (jus civile)
 Γ (Urbs), B (suum cuique tribuere)

Dans ce mémoire, nous avons ainsi choisi de faire l'examen d'une thèse que soumet Michel Villey, qui se dit disciple d'Aristote et de Thomas d'Aquin. Et nous soutenons que cette thèse, qui offre de multiples aspects bien fondés, laisse sans solution un problème que seule l'*analutikê epistêmê* est en mesure de résoudre. À cet égard, nous n'ignorons ni l'existence de « philosophies du droit » ni l'existence d'une logique dite « symbolique », dont aucune ne s'inscrit dans la tradition aristotélicienne. Si nous n'en parlons pas, c'est qu'elles excèdent les limites du sujet de notre thèse.

« Au soir d'une vie de juriste, on peut ne pas disposer d'une bonne définition du droit », soutient Georges Vedel qui, non sans « malaise », dit être incapable de répondre à la question : *Qu'est-ce que le droit ?* Selon Michel Villey, « M. Vedel n'est pas Gaius », et il néglige le « durable apport de Rome ». C'est que « les textes [de loi] sont des *résultats* [qui] ont une genèse, [qui] sont le produit dérivé du travail d'invention du droit », d'une « *méthodologie* classique » qui « n'est point inactuelle », souligne Michel Villey. C'est pourquoi il propose « un nouveau retour », non pas « aux solutions du *Corpus Juris Civilis* (...) mais à la *méthode*, aux *principes* » qui ont permis la découverte de solutions et qui sont « nés d'une philosophie (...) appropriée aux besoins de l'art juridique ». (*Chapitre II*)

Aux « philosophies extrinsèques plaquées sur le droit », Michel Villey oppose « une philosophie (...) appropriée aux besoins de l'art juridique » que nous avons appelée « une philosophie “intrinsèque” ». C'est en partant de ces « besoins » qu'il identifie et sépare l'indicatif de l'impératif dans le « droit » tel que le conçoivent les jurisconsultes romains. Or ces derniers, soumet Michel Villey, ont pris leur inspiration chez Aristote, qui « fut probablement le fondateur de la philosophie du *droit*, si l'on prend ce mot au sens strict ». Ensuite, il s'emploie à faire ressortir les traits de cette « philosophie », qu'il trouve dans « une dizaine de pages qui ont tenu dans l'histoire de la science du droit un rôle vraiment fondamental » : le livre V de l'*Éthique à Nicomaque*. C'est ainsi que se profile notre

premier résultat : une science théorétique du juste s'oppose à une science pratique du droit, à la prudence et à l'art. (*Chapitre III*)

Après avoir ainsi bien circonscrit la notion de « science », nous avons abordé celle de « droit au sens strict », tel que l'entend Michel Villey, celui d'un « fonds indéracinable » (*Chapitre IV*). Michel Villey nous met en garde contre un « risque de confusion » et un « risque de contresens ». Le « risque de confusion » concerne l'omission de la distinction qui s'impose entre la « justice [dite] générale » et la « justice [dite] particulière ». « Libérons-nous de nos façons de parler modernes, dit-il. Dans le système d'Aristote, les *lois* qui forment l'ossature de la justice générale (...) *ne sont pas le droit (to dikaion)* », même celles qui sont « rendues *publiques*, officielles, mises par écrit, (...) [voire] munies de *sanctions* ». La « justice particulière », dit Michel Villey, consiste à « ne pas prendre “plus que sa part” des biens qu'on se dispute dans un groupe social, ni moins que sa part du passif, des charges, des travaux ». Comme cette vertu morale porte encore sur une *conduite*, « nous n'en sommes pas encore au *droit* » entendu au sens strict, nous prévient Michel Villey. Pour y parvenir, il est requis de se rendre jusqu'à « la pointe subtile de [la] philosophie du droit » que propose Aristote, là où nous guette un « risque de contresens ».

C'est à cette « pointe subtile » que se trouve « une *chose* pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche, étudie », soit « le "droit" au sens majeur du mot, [qui] ne désigne pas la profession ou l'activité des juristes », et « que nous avons apparemment beaucoup de mal à définir » de nos jours. Cette « chose », c'est une « *mesure* du partage des biens ». À cet égard, Michel Villey prétend nous livrer une « définition » de « l'essence du [*dikaion*] » qu'Aristote aurait obtenue par une « analyse » de ses « divers attributs » sans recourir à ses *Analytiques*. Or, une telle « mesure » est un objet théorique « pleinement constitué » que seule une science théorétique peut prendre en considération.

Quand Aristote s'interroge sur la nature du juste, au livre V de l'*Éthique à Nicomaque*, il amorce une recherche au cours de laquelle il fait un appel explicite aux « mathématiciens [qui] désignent [une] proportion (...) du nom de *géométrie*, (...) [et une autre, avec celui de] *arithmétique* » (*Chapitre V*). En prenant en considération l'enseignement qu'Aristote propose de l'abstraction géométrique et de l'addition logique que requiert l'analyse du juste, du *dianemêtikon dikaion* et du *diorthôtikon dikaion*, nous constatons qu'il se heurte au problème que lui pose

« la réciprocité (...) proportionnelle, [qui] est réalisée par l'assemblage en diagonale ». Or ce problème est au cœur de l'articulation entre le *dianemêtikon dikaion* et le *diorthôtikon dikaion*. Si Aristote voit bien le problème, il ne parvient pas à le résoudre parce qu'il ne connaît pas la résolution de la quadrature x^2 par l'extraction de la racine carrée $\sqrt{x}$. Il écrit : « Ce sera la même égalité pour les personnes et pour les choses. (...) [Sauf qu'il] ne peut pas y avoir un terme numériquement un pour une personne et pour une chose ».

Malgré cet obstacle, Aristote n'en dégage pas moins une démonstration en *Barbara* qui expose la nature du juste. L'analyse de la proportion géométrique $(A : B = \Gamma : \Delta)$ « [découvre la] moyenne proportionnelle » ou quadrature qui en est la quiddité ; elle est une cause découverte par les mathématiciens, cause dont le mode d'opération propre est : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$. C'est la proposition majeure d'un syllogisme en *Barbara*. La proposition mineure est donnée par le passage : « Le juste [en question] est (...) une sorte de proportion (...), la proportion étant une égalité de rapports et supposant quatre termes au moins ». La majeure et la mineure du syllogisme en *Barbara* étant ainsi découvertes, la conclusion du « raisonnement » coule de source :

Ainsi donc, l'assemblage du terme A avec le terme Γ , et de B avec Δ [par l'interversion $[A : \Gamma = B : \Delta]$, constitue le juste dans la distribution [qui opère proprement : $A + \Gamma : B + \Delta = A : B$], et ce juste est un moyen entre deux extrêmes qui sont en dehors de la proportion.

Ces considérations, qui sont le fruit d'une science théorique du juste, Aristote les prend d'Eudoxe, son contemporain, l'auteur d'un traité sur la proportion. Nous qui lisons Aristote aujourd'hui, nous n'ignorons pas que, depuis cette époque, les mathématiques ont progressé. Or, Aristote soutient que « n'importe qui (...) est capable de poursuivre et d'achever dans le détail ce qui a déjà été esquissé avec soin » ; même qu'il « peut ajouter à ce qui a été laissé incomplet », d'autant plus que « le temps, en ce genre de travail, est un facteur de découverte ou du moins un auxiliaire précieux ». C'est ainsi que, tout en prenant soin de demeurer dans la perspective qu'Aristote donne au problème du juste et à sa solution, nous avons poussé son analyse plus loin que ne le permet l'enseignement d'Eudoxe.

Dans une recherche de principes en rapport avec la nature du juste (*Chapitre VI*), nous avons pris acte de ce qu'Aristote écrit qu'il « ne saurait y avoir ni communauté d'intérêts sans échange, ni échange sans égalité, ni enfin égalité sans commensurabilité », ce qui exige une solution au problème que soulève « l'unité de mesure et l'Un [qui] sont tous deux [les] principes » à découvrir pour obtenir « un terme numériquement un pour une personne et pour une chose ». Dans la perspective qu'Aristote donne au problème du juste et à sa solution, nous relevons qu'il s'arrête à l'amitié « qui semble (...) constituer le lien des cités », à tel point que « les législateurs paraissent y attacher un plus grand prix qu'à la justice même ». C'est que les hommes qui « se contentent d'être justes (...) ont en outre besoin d'[une] amitié » dite *d'utilité*. « La raison de cet état de choses vient de ce que tous les hommes ou la plupart d'entre eux, souhaitent assurément ce qui est noble, mais choisissent ce qui est profitable », écrit Aristote. « Ce qui est profitable » est un sujet d'étude pour la science théorique du juste, un juste selon lequel des « associés [sont] libres et égaux (...), *d'une égalité soit proportionnelle, soit arithmétique* ». Pour conduire cette étude, la *mesure* des préférences est indispensable, et l'unité de mesure pertinente est l'*utile*.

À cet égard, Michel Villey, qui se propose « *de mesurer* la sphère où s'exerce la science du droit », nous fait « observer que toute attribution présuppose un groupe, mais sans doute pas n'importe quel groupe », un groupe où les membres « sont suffisamment "autres", et cependant assez "amis", pour que soit entre eux définie la proportion, le partage des biens extérieurs ; [parce] qu'entre eux s'observe cette relation que constitue le droit au sens strict ». Or la science des jeux de stratégie, qui est théorique tout comme les mathématiques, étudie précisément ces problèmes.

Anatol Rapoport écrit : « Solving problems is not the only, nor even the most important task of mathematical theory. (...) The focus in game theory is on the *general principles governing the logical structure of strategic conflict* ». Et il ajoute encore que « the mathematician's elucidation of problems sometimes lead not to a solution but to a clarification, namely of what it is that the problem involves, what obstacles stand in the way of solutions, what special cases of the problem can be treated by what methods, and the like ».

Grâce à l'abstraction mathématique, la science théorique des jeux de stratégie procure une « clarification » des principes dont la science théorique du juste

est à la recherche, notamment avec le « schéma de causalité » efficiente, qui concerne le « droit au sens strict », et le « schéma de finalité » ou de la cause finale, qui concerne le *jus civile*. Cette « clarification » s’accomplit avec John Nash, qui découvre les principes pertinents au jeu dit de négociation (*Chapitre VII*).

« L’élucidation des problèmes » qui conduit à cette « clarification » commence par une étude du *Partage du gâteau*, selon l’analyse qu’en propose William Poundstone. Et nous avons donné le schéma du syllogisme en *Barbara* démontrant la cause efficiente, comme suit :

selon l’ordre : mineur *G*, moyen *B*, majeur *A*

Majeure : *B* (division Coupeur-Preneur), *A* (point selle)

Mineure : Γ (couple Paule-Paul), *B* (est divisé en tant que Coupeur-Preneur)

Conclusion : Γ (couple Paule-Paul en tant que Coupeur-Preneur), *A* (point selle)

Nous avons aussi fourni le schéma du syllogisme en *Barbara* démontrant la cause finale, comme suit :

selon l’ordre : mineur Γ , majeur *B*, moyen *A*

Majeure : *A* (division ami-juste), *B* (point selle)

Mineure : Γ (couple Paule-Paul), *A* (est divisé en tant que ami-juste)

Conclusion : Γ (couple Paule-Paul en tant que ami-juste), *B* (point selle)

Nous avons expliqué comment ces démonstrations, qui reprennent le schéma de causalité efficiente et le schéma de causalité finale pertinent au jeu Le partage du gâteau, offrent un fondement rationnel à l’élaboration d’une Loi sur le partage du gâteau.

Le partage du gâteau fut ensuite mis dans le contexte du jeu de négociation, que nous avons présenté avec La bataille des sexes, puis étudié dans une version “plus simple” et dans une version “moins simple” fournies par John Nash. À cette occasion, nous avons pris soin de bien faire ressortir la confusion à laquelle les mathématiciens, pour qui un « emploi « populaire et “philosophique” du mot “rationnel” » embrouille certaines « relations significatives », ne prêtent pas une at-

tention suffisante. Ils ne distinguent pas le problème que pose la découverte d'un « true equilibrium », résolu par un « theoretic arbitration » dans lequel intervient un « il est nécessaire que » comme mode compositif, et le problème de « [l']enforcement » qui concerne une modalité au sens divisif.

Dans notre étude de l'article que John Nash publie en 1950 sur le “plus simple” jeu de négociation, nous nous sommes intéressé de près aux prémisses qui fondent « l'assertion » suivante : « We may conclude that (1, 1) must also be the solution point ». Notre intérêt pour ces prémisses était motivé par la prétention de Michel Villey qu'il n'existe « pas de science du juste, soit au sens de science déductive (puisque nous n'avons pas de prémisses sur quoi la fonder) — non plus que de science positive expérimentale ». Or la démonstration que John Nash élabore au sujet du “plus simple” jeu de négociation établit qu'un ajustement (a-juste-ment) peut intervenir dans le négoce au point (1, 1) se trouvant sur l'hypoténuse du triangle rectangle isocèle, qu'une transformation linéaire des fonctions d'utilité permet de réécrire en (1/2, 1/2), et qui est un meson, un ison et un analogon. Bref, ce point est une solution qui présente les attributs que Michel Villey reconnaît comme ceux du juste.

Dans le jeu de négociation “moins simple”, nous avons vu que John Nash fait intervenir un « mécanisme adéquat » qui est en mesure de « forcer les joueurs à s'en tenir à leurs menaces et à leurs demandes », ainsi qu'à “garantir” l'exécution d'un « accord, une fois qu'il est agréé ». C'est ainsi que John Nash aborde le problème que pose la modalité au sens divisif qu'introduit la succession dans le temps qu'implique l'exécution d'un accord de coopération en plusieurs parties d'un jeu. Et pour le résoudre, il fait appel à un « critère (...) nécessaire et suffisant », qui s'exprime selon une modalité au sens compositif. « Cette solution (...) s'appelle le point de Nash, écrit Jean-Pierre Ponssard ; [et il] (...) repose sur « trois principes ont guidé l'analyse : la recherche de l'efficacité, la recherche de l'équité et la non-comparabilité des utilités des deux joueurs ». Ce vocabulaire, dans le cadre « d'une théorie, [non pas] du bien-être collectif », mais du juste, se modifie en celui d'une recherche de la cause finale ou du jus civile, au lieu d'une « recherche de l'équité », et en celui d'une recherche du mode d'opération propre de cette cause, au lieu d'une « recherche de l'efficacité ».

Le jeu de négociation “moins simple” se révèle être « very much like a zero-sum game, (...) because there is a “saddle-point” in pure strategies », avons-nous

dit. Et, comme dans le Partage du gâteau, l'élaboration d'un syllogisme en Barbara démontrant la cause efficiente conduit à reconnaître que : *honeste vivere, alterum non lædere*. Et celle d'un syllogisme en Barbara y démontrant la cause finale, à reconnaître que : *suum cuique tribuere*.

Étant donné que, comme un ministre de la Justice l'a écrit, « les économistes se sont joints à la discussion et ont suggéré qu'une bonne partie de la criminalité, loin d'être une réponse irrationnelle ou anormale aux normes véhiculées par la société, constitue, au contraire, une stratégie économique très rationnelle », nous avons donc pris en considération deux autres jeux à somme non nulle : Le dilemme du prisonnier et La poule mouillée. Ces jeux donnent lieu à une « bifurcation de la notion de rationalité », selon Anatol Rapoport. Dans un tel jeu à somme non nulle, il existe au moins un point qui est « the best collective outcome », qui est le fruit d'un appariement de stratégies dites de coopération. Mais ce « best collective outcome » n'est pas un point d'équilibre ; le point d'équilibre se trouve dans un appariement de stratégies dites de défection.

Dans le Dilemme du prisonnier, le point d'équilibre résulte du mode de passion propre d'une cause finale : *suum cuique non tribuere*. Il est associé à la stratégie de défection, une cause efficiente qui peut se traduire par : *non honeste vivere, alterum lædere*. La coopération, qui est aussi une cause efficiente, se traduit par : *honeste vivere, alterum non lædere*. Et le mode de passion propre de la cause finale qui y correspond, c'est : *suum cuique tribuere*. Ce dernier résultat n'est pas un point d'équilibre, bien qu'il soit « le meilleur résultat collectif ». Et l'obstacle qui s'oppose à la cause efficiente « coopération » provient de ce que l'autre cause efficiente conduit à un point d'équilibre. Mais si « le meilleur résultat collectif » devient un point d'équilibre, et ce, dans un jeu qui est défini autrement que dans le Dilemme du prisonnier, l'obstacle est levé, théoriquement parlant.

Or, c'est la question que nous avons discutée dans notre mémoire : il existe une « connaissance du juste et de l'injuste » qui prend le relief d'une science théorique. Bien sûr, « savoir de quelle façon doit être accomplie une action [une stratégie], de quelle façon doit être effectuée une distribution [un résultat] pour être l'une et l'autre justes », et ce, avant qu'une loi soit promulguée, demande en plus le concours d'une science pratique. Mais prétendre, comme le fait Michel

Villey, qu'une telle science pratique peut se passer de la science théorique pertinente, c'est méconnaître l'évident relief théorique dont nous venons de parler.

Ce relief théorique, nous en avons une présentation dans le Tableau 28 :

Tableau 28 Schéma du juste et du droit		
	Honeste vivere alterum non laedere	Honeste non vivere alterum laedere
Honeste vivere alterum non laedere	<i>Suum cuique tribuere</i>	Suum cuique non tribuere
Honeste non vivere alterum laedere	Suum cuique non tribuere	Suum cuique non tribuere

Mais le projet de Michel Villey est de nous enseigner « ce qu'a de propre la méthode de la science juridique », telle que les jurisconsultes romains l'entendaient. Il est évident que ces derniers, qui pouvaient connaître l'œuvre Aristote, étaient dans l'ignorance complète des solutions proposées par John Von Neumann, Oskar Morgenstern, John Nash, et des commentaires écrits par William Poundstone et Anatol Rapoport. Mais est-ce à dire qu'ils méconnaissaient aussi le problème à résoudre ?

Afin de rejoindre Michel Villey sur son terrain, nous avons pris connaissance de trois textes de Cicéron auxquels il nous réfère : le *De oratore*, les *Topiques*, et le *De inventione* (Chapitre VIII). Nous avons surtout approfondi un passage du *De inventione* qui traite de la *quæstio negocialis* et de la *quæstio juridicialis*, ce qui nous a conduit au Tableau 31 :

Tableau 31 Rectum et aequum			
		Rectum	Non rectum
Rectum	Rectum	<i>Aut praemii aut poenae ratio aequum</i>	Aut praemii aut poenae ratio non aequum
	Non rectum	Aut praemii aut poenae ratio non aequum	Aut praemii aut poenae ratio non aequum

Puis nous avons passé au crible la prétention de Michel Villey sur l'existence de deux logiques chez Aristote : celle qu'il exposerait dans les *Analytiques* et une autre, dans les *Topiques*. Or, à cet égard, l'exemple qu'il choisit est pris des *Seconds analytiques* : « Par exemple : quelle est l'essence de l'homme ? Animal, mortel (...). Mais pourquoi ? On dira (...) par la division (...) ». Aristote l'emploie précisément pour critiquer les Platoniciens : « La méthode de division [qui] n'arrive pas (...) à conclure, (...) [parce que] la division ne démontre pas plus que l'induction ». Et il ajoute que ces derniers négligent « les riches possibilités qui s'offrent à eux » selon la méthode syllogistique qui président à la « formation des démonstrations ». Ce qui nous conduit à la démonstration suivante :

Necesse est ut in æqui et recti natura aut præmii aut poenæ ratio (M) suum cuique tribuat (P).

Necesse est ut jus (S) sit in æqui et recti natura aut præmii aut poenæ ratio (M).

Necesse est ut jus (S) suum cuique tribuat (P).

Michel Villey écrit encore que « le juriste doit se transporter (provisoirement) sur le plan de la recherche désintéressée ». À cet égard, nous avons signalé que rien n'est mieux théorétique que le « plan de la recherche désintéressée », et nous nous y sommes transporté (Chapitre X). Nous avons d'abord clarifier la signification du mot « science », dérivé du latin « scientia », mot qu'avait choisi Boèce

pour traduire l'expression grecque « analutikê epistêmê », qui constitue le thème des Analytiques écrits par Aristote.

La prise en considération des mots « sujet », « cause » et « fait » introduit le problème de la définition. Et nous avons dégagé les quatre causes qui entrent dans la considération de la res dont s'occupe une science théorique du juste (Tableau 36).

Tableau 36		
Cause formelle <i>aequae ratio</i>		
Cause efficiente... <i>Rectum</i>	<i>RES</i>	Cause finale... <i>Pars juridicialis</i>
Cause matrielle <i>Pars negotialis</i>		

Puis nous avons abordé trois aspects qui meublent le « plan » de la « recherche désintéressée » qui concerne le juste :

1. si « connaître ce qu'est une chose revient à connaître pourquoi elle est », que manque-t-il à la définition, qui est un « discours qui montre pourquoi la chose est » ou une « quasi-démonstration de l'essence », pour démontrer que « la chose est » ;
2. étant donné que le nom « di-kai-on » signifie deux (di) siens (on) qui sont autant (kai) l'un que l'autre, et ce, selon une « relation numérique indéterminée », mais déterminable selon « l'égal (...) au défaut », quelles sont les conditions de subalternation qui rendent possibles une démonstration que le juste est par une telle « relation numérique » ;
3. en quoi la détermination de la « relation numérique » est-elle principe de démonstration ?

Les réponses que nous avons proposées à ces trois questions furent développées alors que nous avons abordé le problème du rapport entre la définition et la démonstration, le problème de la subalternation de la science théorique du juste aux mathématiques, et le problème de la découverte des principes pertinents à la science théorique du juste. Et nous avons ainsi fourni la réponse qui s'impose à la critique mal fondée que Michel Villey formule à propos des Analytiques.

À propos du « “droit” [et du “juste”] au sens majeur du mot, [celui qui] ne désigne pas la profession ou l'activité des juristes, [mais qui] apparaît comme une chose pourvue d'une existence propre, que le juriste recherche, étudie, autour de laquelle semble graviter le métier du juriste », un recours aux Analytiques s'impose pour « [les] définir ».

C'est même ce recours indispensable aux Analytiques qui sauve le discours que tient Michel Villey sur le juste et le droit, en empêchant qu'il « se déploie dans le vide ; ainsi que font nos systèmes idéologiques ».

Michel Villey et la science du juste (2007)

BIBLIOGRAPHIE

Antiquités romaines :

[Retour à la table des matières](#)

Adams Alexander, Roman Antiquities , London, 1835, Twelfth Edition by J. R. Major.

Cicéron, De oratore, in Œuvres complètes de Cicéron, Paris, 1911, traduction de S. Andrieux, revue par M. Charpentier, Garnier Frères.

Cicéron, De inventione, Paris, 1930, texte revu et traduit par Henri Bornecque, Librairie Garnier Frères.

Cicéron, Topiques, traduction nouvelle par M. Delcasso, in Œuvres complètes de Cicéron, Paris, 1898, Garnier et Frères.

Fredborg Karin Margareta, The Latin Rhetorical Commentaries by Thierry of Chartes, Toronto, 1988, Pontifical Institute of Medieval Studies.

Gaius, Institutes, Paris, 1950, texte établi et traduit par Julien Reinach, Société d'édition «Les belles lettres», Association Guillaume Budé.

Grimal Pierre, Cicéron, Paris, 1986, Librairie Arthème Fayard.

Justinian, The Digest of Justinian, Pennsylvania, 1985, Latin Text edited by Theodor Mommsen with the aid of Paul Krueger, English Translation by Alan Watson, University of Pennsylvania Press.

Kolakowski Leszek, Can Europe happen ?, in *The New Criterion*, New York, May 2003, vol. 21, n° 9, Foundation for Cultural Review.

Aristote :

Aristote, *Organon, Catégories* De l'interprétation, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, Paris 1984, Librairie philosophique J. Vrin.

Aristote, *Organon, Premiers analytiques*, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, Nouvelle édition, Paris, 1971, Librairie philosophique J. Vrin.

Aristote, *Organon, Seconds analytiques*, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, Nouvelle édition, Paris, 1970, Librairie philosophique J. Vrin.

Aristote, *Organon, Topiques*, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, Nouvelle édition, Paris, 1974, Librairie philosophique J. Vrin.

Aristote, *Organon, Réfutations sophistiques*, traduction nouvelle et notes par J. Tricot, Nouvelle édition, Paris, 1969.

Aristote, *Art rhétorique et Art poétique*, traduction nouvelle avec textes, introductions et notes par J. Voilquin et J. Capelle, Paris, 1944, Librairie Garnier Frères.

Aristote, *De l'âme*, Paris, 1966, texte établi par A. Jannone, traduction par E. Barbotin, Société d'édition «Les Belles Lettres».

Aristote, *Éthique à Nicomaque*, nouvelle traduction avec introduction, notes et index par J. Tricot, cinquième tirage, Paris, 1983, Librairie philosophique J. Vrin.

Aristote, *Métaphysique*, nouvelle édition entièrement refondue, avec commentaire, par Jean Tricot, Paris, 1981, Librairie philosophique J. Vrin.

Aristote, *Physique*, Paris, 1961, texte établi et traduit par Henri Carteron, troisième édition revue et corrigée, Société d'édition «Les Belles-Lettres», Association Guillaume Budé.

Aristote, *Politique*, nouvelle traduction avec introduction, notes et index par J. Tricot, quatrième tirage, Paris, 1982, Librairie philosophique J. Vrin.

Grammaires, dictionnaires et langues :

Bréal Michel et Bailly Anatole, Dictionnaire étymologique latin , Paris, Librairie Hachette.

Chevalier Jean-Claude, Blanche-Benveniste Claire, Arrivée Michel, Peytard Jean, Grammaire Larousse du français contemporain, Paris, 1964, Librairie Larousse.

Dupré P., Encyclopédie des Citations, Paris, 1959, Éditions de Trévise.

Ernout A. et Meillet A., Dictionnaire étymologique de la langue latine Histoire des mots, Paris, 1959, Librairie C. Klincksieck.

Feuillet L., Lexique français-grec, Paris, 1947, vingt et unième édition, Librairie classique Eugène Belin.

Gaffiot Félix, Dictionnaire illustré latin-français, Paris, 1934, Librairie Hachette.

Grevisse Maurice, Le bon usage, Grammaire française, Paris, 1993, refondue par André Goose, treizième édition revue, Éditions Duculot.

Pessonneaux Émile, Dictionnaire grec-français, Paris, 1953, 28e édition, Librairie classique Eugène Belin.

Petitmangin Henri , Grammaire latine (complète), Paris, 1956, texte révisé par P.-N. Burtin et A. Pitou, 37e d'édition

Pinoche Jacqueline, Dictionnaire étymologique du français, Paris, 1992, Les usuels, Dictionnaires Le Robert.

Quicherat L., Dictionnaire français-latin, Paris, revu et corrigé par Émile Chate-lain, quarante-cinquième édition, Librairie Hachette.

Quintilien, Œuvres complètes de Quintilien, Paris, traduction de la collection Panckoucke par M.C.V. Ouizille, nouvelle édition revue avec le plus grand soin par M. Charpentier, Garnier Frères.

Reboul Olivier, Introduction à la rhétorique, Théorie et pratique, Paris, 1991, Presses universitaires de France, collection Premier cycle.

Rey-Debove Josette et Rey Alain, Le Nouveau Petit Robert, Paris, 1993, Dictionnaires Le Robert.

Jacques Maritain :

Maritain J., Distinguer pour unir ou les degrés du savoir, Paris, 1946, Desclée de Brouwer, 4e édition.

Maritain J., Éléments de philosophie II , L'ordre des concepts, Librairie P. Téqui, Paris, 1966, vingtième édition, Librairie P. Téqui.

Maritain J., Neuf leçons sur les notions premières de la philosophie morale, Paris, 1951, Pierre Téqui.

Jean Poincot, dit de Saint-Thomas :

Joannis A S. Thoma, Cursus philosophicus thomiticus, Parisiis, 1883, Tomus primus, Logica, Nova editio, Ludovicus Vivès.

Wade Francis C., John of Saint-Thomas Outlines of formal logic, Milwaukee, 1955, Marquette University Press.

Simon Yves R., Glanville John, Hollenhorst G. Donald, John of Saint-Thomas The Material Logic of John of Saint-Thomas Basic Treatises, Chicago, 1955, University of Chicago Press.

Mathématiques et jeux de stratégie :

Axelrod Robert, The Evolution of Cooperation, Basic Books, Inc., New York, 1984.

Azoulay P. et Dassonville P., Recherche opérationnelle de gestion, Paris, 1976, tome 2, Presses universitaires de France.

Euclide, Les Œuvres d'Euclide, Paris, 1819, traduites littéralement par F. Peyrard, C.-F. Patris, nouveau tirage augmenté d'une importante introduction par Jean Itard, Paris, 1966, Librairie scientifique et technique Albert Blanchard.

Heath Thomas, Mathematics in Aristotle, Bristol, 1998, Key Texts Classic Studies in the History of Ideas, Thoemmes Press.

Nash John, The Bargaining Problem, April, 1950, Econometrica, Journal of The Econometric Society, pp. 155-162.

Nash John, Two-Person Cooperative Game, 1953, Econometrica, Journal of The Econometric Society, Volume 21, pp. 128-140.

Ponssard Jean-Pierre, Logique de la négociation et théorie des jeux, Paris, 1977, Les éditions d'organisation.

Poundstone William, Prisonner's Dilemma, New York, 1992, Anchor Books.

Rapoport Anatol, Two-Person Game Theory The Essential Ideas, Ann Arbor, 1966, The University of Michigan Press.

Schaff William L., Basic Concepts of Elementary Mathematics, New York, London, Sydney, Toronto, 1969, John Wiley & Sons Inc.

Von Neumann John et Morgenstern Oskar, Theory of Games and Economic Behaviour, Third Edition, Princeton, 1953, Sixth paperback printing, 1990, Princeton University Press.

Young H. Peyton, Equity In Theory and Practice , Princeton, 1994, Princeton University Press.

Thomas d'Aquin :

Gardeil H.D., Somme théologique, Les actes humains, Tome premier, Paris 1962, notes et appendices par S. Pinckaers, Nouvelle édition, Desclée & Cie.

Pègue Thomas, Somme théologique de Thomas d'Aquin, Commentaire français littéral, Paris, 1916, Pierre Téqui, Toulouse, 1916, Édouard Privat.

Thomas Aquinas, Exposition of the Posterior Analytics, Québec, 1956, translated by Pierre Conway, Librairie philosophique M. Doyon.

S. Thomæ Aquinatis, In libros Politicorum Aristotelis expositio, Marietti, 1951.

S. Thomæ Aquinatis, Summa theologia, Turin, 1927, Libreria Marietti.

Michel Villey

i. ouvrages cités :

Villey M., Une introduction au droit, in Archives de philosophie du droit, Droit et Histoire, Paris, 1959, publié avec le concours du C.N.R.S., Sirey Villey Villey.

Villey M., Critique de la pensée juridique moderne (douze autres éditions), Paris, 1976, Philosophie du droit, 16, Dalloz.

Villey M., Philosophie du droit, I. Editions et fins du droit, Précis Dalloz, Troisième édition, Paris, 1982, Dalloz.

Villey M., Philosophie du droit, II. Les moyens du droit, Précis Dalloz, Deuxième édition, Paris, 1984, Dalloz.

ii. autres ouvrages :

Villey M., Recherches sur la littérature didactique du droit romain, Paris, 1945, Éditions Montchrestien.

Villey M., Seize essais de philosophie du droit, Paris, 1962, Dalloz.

Villey M., La formation de la pensée juridique moderne, Cours d'histoire de la philosophie du droit, Paris, 1975, Éditions Montchrestien, nouvelle édition corrigée.

Villey M., Le droit romain, Paris, 1979, Que sais-je ?, Presses universitaires de France.

Villey M., Le droit et les droits de l'homme, Paris, 1983, collection «Questions», Presses universitaires de France.

Villey M., Questions de Saint Thomas sur le droit et la politique ou le bon usage des dialogues, Paris, 1987, collection «Questions», Presses universitaires de France.

Georges Vedel :

Vedel G., Indéfinissable mais présent, Droits, II (1990) II.

Textes officiels :

Commentaires du ministre de la justice, Tome I, Le code civil du Québec Un mouvement de société, Québec, 1993, Les publications du Québec.

Cour d'appel du Québec, Conseil de la magistrature du Québec c. Commission d'accès à l'information et als, No 500-09-001731-942, 24 février 2000.

Gouvernement du Canada, Le droit pénal dans la société canadienne, Ottawa, 1982.

Cour Suprême du Canada, Weatherall c. Canada (Procureur général), rapporté à: [1993] 2 R.C.S. p. 872.

Divers :

Doyle Conan, Sherlock Holmes, Paris, 1987, Bouquins, Éditions Robert Laffont.

Durkheim Émile, Les règles de la méthode sociologique, Paris, 1973, Presses universitaires de France, Bibliothèque de philosophie contemporaine [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

Jean de La Fontaine, Les fables de La Fontaine, Classique France, Librairie Hachette, 1946.

Thibaudeau Victor, Gallup John R., Valois Raynald et autres, Principes de la logique, Manuel du cours, Québec, 1994, 13e édition, Université Laval.

Tricot Jean, Traité de logique formelle, Paris, 1973, troisième édition, conforme à la première, Librairie philosophique J. Vrin.

Fin du texte